



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



3 3433 08245321 2



Guide

~~BK.M 1773 E~~

307 - 22 - 3

GUIDE DU VOYAGEUR
EN ALGÉRIE.

Nous prions instamment nos concitoyens de l'Algérie, les officiers de l'armée dont un grand nombre savent si heureusement et si noblement allier le goût des sciences avec les rudes devoirs de leur profession, les magistrats, les officiers ministériels, les fonctionnaires de tout ordre, et, en un mot, tous les notables colons, de nous réserver les documents dont ils jugeraient la publication utile dans le *Guide du Voyageur en Algérie*; nous accueillerons avec empressement toutes les communications qui auront cet objet.

M. Vimeux, ancien principal clerc de notaire, rue de l'État-Major, 43, à Alger, est chargé de recevoir tous les renseignements, que l'on voudra bien lui transmettre.

NOTA. On trouve chez les mêmes libraires les *Annuaires* de 1842 et de 1843 qui contiennent les *Lois de l'Algérie* annotées.

Algeria-Description 1844
(I. c.)

4401

GUIDE
DU
VOYAGEUR EN ALGÉRIE

CONTENANT

L'ANNUAIRE DE 1844

ET

LES LOIS, ORDONNANCES ET ARRÊTÉS

concernant la colonie

PROMULGUÉS EN 1843

PAR F. GOMOT

o.c.
ANCIEN EMPLOYÉ AU MINISTÈRE DE LA GUERRE.

TROISIÈME ANNÉE.



L'ALGÉRIE EST DÉSORMAIS ET POUR TOUJOURS FRANÇAISE.
(Disc. du Roi, 28 dec. 1841.)

PARIS

LIBRAIRIE MILITAIRE.

DE J. DUMAINE, SUCC. DE G. LAGUIONIE

Maison ANSELIN,

36, rue Dauphine, dans le passage.

ALGER

BASTIDE, LIBRAIRE, place Royale.

PHILIPPE, rue Bab-Azoun.

1844 *hw*

19

TABLE DES MATIÈRES

DU

GUIDE DU VOYAGEUR.

PRÉFACE	VII	Éclairage	id.
PREMIÈRE PARTIE. DE PARIS A		Bains Maures	86
LYON.	1	Hôpital civil	87
DESCRIPTION DE LA ROUTE		Prisons	88
PAR LA BOURGOGNE	1	CULTES — Catholique	90
Melun	7	— Protestant	92
Auxerre	12	— Musulman	id.
De Chalon à Lyon	14	— Marabouts	93
Mâcon	17	— Mosquées	id.
Lyon	24	ÉTABLISSEMENTS D'INSTRUC-	
DEUXIÈME PARTIE. DE LYON A		TION PUBLIQUE, DE SCIEN-	
MARSEILLE PAR EAU. — De Lyon		CES ET D'ARTS. — Collège	94
à Arles	27	École maure	95
DESCRIPTION DE LA ROUTE		Cours de langue arabe	id.
DE LYON A ARLES	29	Bibliothèque	96
Valence	33	Musée	id.
Avignon	38	Imprimerie du Gouvernement	97
D'Arles à Marseille.	43	Imprimeurs et lithographes	id.
Marseille	48	Libraires. — Cabinets littéraires	97
De Marseille à Toulon	5	Journaux	98
TROISIÈME PARTIE. DE MAR-		Sociétés agricoles	id.
SEILLE A ALGER	59	— philanthropiques	100
TRAVERSÉE. — ILES BALÉARES	63	Colonisation	101
Golfe et baie d'Alger	65	MOEURS LOCALES. — Justice	
Port	66	indigène	103
APERÇU SUR LE PAYS	67	Intérieur des maisons mauresques	104
Topographie	id.	Mariage musulman	105
Alger	id.	Enterrements	106
Climat	68	Ramadan	107
Forêts	70	Bal maure	109
Productions	71	Danse des Nègres	109
Population	72	Filles publiques	id.
Bestiaux	74	Dispensaire	110
Commerce	id.	Corporations	111
Considérations sur le commerce	75	RENSEIGNEMENTS DIVERS. —	
TABLEREAU D'ALGER	77	Hôtels	id.
Rues	80	Restaurants	112
Places	81	Cafés	id.
Évêché	83	Bains français	113
Marché	id.	Cercles	id.
Bazars	84	Théâtres	114
Boutiques	85	Diligences	id.
Fontaines	id.	Bateaux à vapeur	id.
Aqueducs	id.	Trésor et Postes	115
		Voitures d'Alger et de la provin.	id.

Boîte aux lettres	116	Fort-l'Empereur	150
SORTIE DE LA VILLE. — Casba	id.	Dély-Ibrahim	151
Portes	117	Baba-Hassen	152
Entrepôt des farines	id.	Douéra	id.
Fonderie	118	Ouled-Mendil	154
Lazaret	118	Boufaric	155
Jardin public	id.	Méred	156
Routes	119	Blida	159
TRAVAUX DE DÉFENSE. — Fortifications	120	ROUTE DE BLIDA A MÉDÉA, PAR LA VALLÉE ET LE COL DU TÉ- NIAH	162
SÉJOUR	121	Le Teniah	164
POSITION GÉOGRAPHIQUE des principaux lieux de l'Algérie	126	Médéa	165
HAUTEUR de quelques points remarquables	128	Bôghar	167
DISTANCE D'ALGER à divers points géographiques	128	ROUTE DE MILIANA	169
TABLEAUX DES DISTANCES RELATIVES entre toutes les villes de l'Algérie	id.	Teniet-el-Haad	171
QUATRIÈME PARTIE. — EXCURSIONS. — <i>Côté de l'Ouest.</i>		ROUTE D'ALGER A CHERCHÉL	172
ROUTE DE LA MAISON-CARRÉE AU CAP MATIFOU, AU FONDouc ET A CARA-MUSTAPHA	129	ROUTE DE DOUÉRA A COLÉAH ET A FOUKA	173
Maison-Carrée	130	Maelma	id.
Haouch-Oulid-Adda	132	ROUTE DE COLÉAH PAR LA PLAINE	175
Le Fort-de-l'Eau	133	CONTINUATION DE LA ROUTE DE COLÉAH, EN PARTANT DU GUÉ OU LES DEUX ROUTES SE RÉU- NISSENT	176
La Rassauta	id.	Coléah	id.
Haouch-Regaya	134	Fouka	178
Batteries	135	ROUTE DE COLÉAH A BLIDA PAR LA PLAINE	179
Le fort et le cap Matifou	id.	ROUTE DE LA POINTE-PESCADE	180
Ruines de Rustonium	id.	Le fort de Vingt-quatre heures	180
Sidi-Kalef	137	Bouzaréa, Pointe-Pescade	180
Le Fondouc	137	ROUTE DU DEY DU D'JERBA ET DU BOUZARÉA	181
Cara-Mustapha	138	Hôpital du Dey	183
ROUTE D'ALGER A KOUBA ET A LA PLAINE	139	NOUVEAUX VILLAGES	185
Jardin d'essai	140	SAHEL D'ALGER	186
Hussein-Dey	id.	Draria	188
Kouba	141	Saoula	id.
LA MITIDJA	142	El-Achour	id.
ROUTE D'ALGER A BIRKADEM ET A LA FERME-MODÈLE	144	Cressia	189
Mustapha-supérieur	id.	Baba-Hassen	id.
Birmandrais	145	Saint-Jules	190
Ben-Slam	146	Montpensier et Joinville	190
Birkadem	id.	Torre-Chica	191
Ferme-Modèle	147	Ouled-Fayet	193
ROUTE D'ALGER A MÉDÉA	148	Saint-Ferdinand	id.
		Marabout d'Aumale	194
		Sainte-Amélie	id.
		Douaouda-Tenez et Orléansville	195

En publiant cette année l'*Annuaire de l'Algérie*, nous avons tâché de satisfaire à un désir qui nous avait été manifesté par un grand nombre des souscripteurs; et par le Roi lui-même, lorsque M. le lieutenant général de Rumigny nous fit admettre à l'honneur de le présenter à Sa Majesté : nous donnons la première partie du *Guide du Voyageur en Algérie*. Nos recherches, nos travaux ont été pénibles à nous procurer tous les éléments de ce rapide travail, que nous ont allégé quelques collaborateurs éclairés, MM. Berbrugger, Loyer de la Métrie, et surtout M. Cerfberr de Médelsheim, l'un des premiers voyageurs dans l'Afrique française. Mais, hâtons-nous de le dire, le *Guide*, tel que nous le donnons cette année, n'est que la préparation, le canevas, pour parler juste, du livre complet que nous nous proposons de publier l'année prochaine, avec les secours que la typographie, la gravure et les *illustrations* de tous genres qui enrichissent les belles publications du jour, pourront nous procurer; ce sera le *cicerone* le mieux renseigné, et comme il formera un gros volume qui ne pourra prendre place dans l'*Annuaire*, nous le publierons séparément.

Nous n'attachons donc point une grande importance à ce premier essai, que nous continuerons toutefois l'année prochaine aussi sommairement, pour compléter le travail de l'*Annuaire*; mais nous le donnons pour indi-

quer ce que nous comptons faire, et pour appeler sur le *Guide* l'attention de tous les colons d'Afrique. Nous espérons qu'ils voudront bien nous signaler les inexactitudes que nous aurions pu commettre, nous communiquer les faits curieux et nouveaux qui seront à leur connaissance, nous faire part de leurs vues et de leurs idées; nous serions heureux que ce travail devînt ainsi, non pas l'ouvrage d'un seul ou de plusieurs, mais l'œuvre de tous.

Les gravures dont nous accompagnons le *Guide* ne sont qu'un faible spécimen de celles que nous insérerons en nombre considérable dans l'ouvrage complet, qui sera enrichi de cartes, plans, etc.

On trouvera une lacune dans cet *Annuaire*; mais si les renseignements concernant les provinces de Constantine et d'Oran nous manquent, ce n'est point notre faute. Les documents qui nous avaient été adressés sur ces deux provinces ont été égarés à la poste, et toutes nos démarches, toutes nos recherches, n'ont pu nous les faire retrouver. Nous comblerons cette lacune l'année prochaine en nous rendant directement dans ces contrées.

La place occupée par le *Guide* nous a empêché également de publier d'autres documents de moindre importance, mais utiles encore, qui trouveront leur place toutefois dans l'*Annuaire* prochain.

D'ailleurs, jusqu'à présent, les affaires d'Alger ont été dans un tel état de fluctuation, la situation topographique est sujette encore à tant de revirements, résultat inévitable de la guerre, des conquêtes et des progrès de la colonisation; il s'opère tant de mutations dans le personnel, il s'établit tant de villages nouveaux, il s'élève tant de constructions de tous genres, et tant de colons arrivent chaque jour de toutes les parties du monde, que d'un mois à l'autre, pour ainsi dire, les choses, en certains endroits, changent complètement de face, et ce n'est qu'à partir de cette année qu'elles semblent devoir prendre une assise définitive.

ITINÉRAIRE DE PARIS A ALGER.

I^{re} PARTIE. — DE PARIS A LYON.

I^{re} ROUTE. — PAR LA BOURGOGNE. (46 myr. 5 kil.)

NOTA. 10 kilomètres font un myriamètre. Le myriamètre contient 10,000 mètres.
L'ancienne lieue de poste vaut 4 kilomètres ou 2,000 mètres.

ABRÉVIATIONS. R. — Relais de poste.
* — Endroits autres que les relais.
D. — Indique la droite de la route.
G. — Indique la gauche de la route.

I^{re} SECTION. — De Paris à Chalon-sur-Saône. (33 myr. 5 kil.)

Désignation des lieux.	DISTANCES		Désignation des lieux.	DISTANCES	
	d'un lieu à l'autre.	de Paris.		d'un lieu à l'autre.	de Paris.
	m. k.	m. k.		m. k.	m. k.
*Bercy. D.			*Mont-S.-Sulpice. G.		
Charenton.	R. 0 7	0 7	* Pontigny. G.		
* Maisons-Alfort.			Auxerre.	R. 1 5	16 8
* Cholsy. D.			Saint-Bris.	R. 1 0	17 8
Villeneuve-S.-Georges.	R. 1 1	1 8	Vermanton.	R. 1 3	18 1
* Brunoy. G.			Lucy-le-Bois.	R. 1 9	20 0
Lieusaint.	R. 1 3	3 1	Avallon.	R. 0 9	20 9
Melun.	R. 1 3	4 4	Sainte-Magnance.	R. 1 5	22 4
Le Châtelet.	R. 1 1	5 5	La Roche-en-Brenil.	R. 1 1	23 5
Panfou.	R. 0 8	6 3	Saulieu.	R. 1 3	24 8
Fossard.	R. 1 4	7 7	Maupas.	R. 1 3	26 1
Villeneuve-la-Guiard.	R. 0 9	8 6	Arnay-le-Duc.	R. 1 5	27 6
Pont-sur-Yonne.	R. 1 2	9 8	Ivry.	R. 1 7	29 3
Sens.	R. 1 2	11 0	Rocheport.	R. 1 0	30 3
Villeneuve-le-Roi.	R. 1 4	12 4	* Meursault. G.		
Villevallier.	R. 0 8	13 2	Chagny.	R. 1 2	31 5
Joigny.	R. 0 9	14 1	Chalon-sur-Saône.	R. 1 8	33 3
Bassou.	R. 1 2	15 3			

Une autre route conduit de Paris à Chalon par Autun; on suit la précédente jusqu'à Saulieu, puis on passe par

Pierre Écrite.	R. 1 0	25 8	Saint-Léger.	R. 1 4	32 0
Chissey.	R. 1 1	26 9	Bourgneuf.	R. 0 8	32 8
Autun.	R. 2 0	28 9	Chalon-sur-Loir.	R. 1 2	34 0
Saint-Émiland.	R. 1 7	30 6			

II^e SECTION. — De Chalon-sur-Saône à Lyon. (Par terre, 22 myr. 5 kil.)

Chalon-sur-Saône.	R. 0 0	34 0	* Trevoux. G.		
Senecy.	R. 1 8	35 8	La Croisée.	R. 1 1	42 2
Tournus.	R. 1 0	36 8	* Beaujeu. D.		
* Blanot. D.			Villefranche.	R. 1 4	43 6
Saint-Albin.	R. 1 6	38 4	* Saint-Cyr. G.		

GUIDE.

Désignation des lieux.	DISTANCES		Désignation des lieux.	DISTANCES	
	d'un lieu à l'autre.	de Paris.		d'un lieu à l'autre.	de Paris.
	m. k.	m. k.		m. k.	m. k.
* Cluny. D.			* Saint-Rambert. G.		
Macon.	R. 1 4	89 8	Limonest.	R. 1 8	45 4
Pontanevaux.	R. 1 3	41 1	Lyon.	R. 1 1	46 5
* Villefranche.					

Même route par eau.

Tournus. D. Pont en fer.	Beauregard. G. Pont en fer.
Macon. D. Pont en pierre.	Trevoux.
Tellesey. G. Pont en fil de fer.	L'tle Barbe. Pont en fil de fer.
Belleville. Pont en fer.	Lyon.

II^e ROUTE. — PAR LE BOURBONNAIS. (47 myr. 1 kil.)

* Gentilly. D.			Magny.	R. 1 2	24 5
Villejuif.	R. 0 8	0 8	St-Pierre-le-Moutier.	R. 1 1	25 6
Fro nenteau.	R. 1 1	1 9	Saint-Imbert.	R. 0 8	26 7
Essonne.	R. 1 2	3 1	Villeneuve-sur-Ailier	R. 1 0	27 4
* Ris.			Moulins.	R. 1 2	28 6
* Corbell. G.			Bessay.	R. 1 4	30 0
Ponthierry.	R. 1 1	4 2	Varennnes.	R. 1 5	31 5
Chailly.	R. 0 8	5 0	St-Gérard-le-Puy.	R. 1 1	32 6
Fontainebleau.	R. 1 0	6 0	La Palisse.	R. 1 0	33 7
Nemours.	R. 1 6	7 6	Droiturier.	R. 0 8	34 5
La Croisière.	R. 1 3	8 9	St-Martin-d'Estreaux.	R. 0 7	35 2
Fontenay.	R. 0 6	9 5	La Pacaudière.	R. 0 7	35 9
Montargis.	R. 1 3	10 8	St-Germ.-l'Espinasse.	R. 1 2	37 1
Nogent-sur-Vernisson.	R. 1 7	12 5	* Briennon. G.		
La Bussière.	R. 1 2	13 7	* Ambierle. D.		
Briare.	R. 1 2	14 9	* S.-Haon-le-Châtel.		
Neuvy-sur-Loire.	R. 1 7	16 6	Roanne.	R. 1 2	38 3
Coëns.	R. 1 4	18 0	St-Symphor.-de-Lay.	R. 1 7	40 0
* Sancerre. D.			Pain-Bouchain.	R. 1 5	41 5
Pouilly.	R. 1 5	19 5	Tarare.	R. 1 2	42 7
La Charité.	R. 1 3	20 8	Arnas.	R. 1 1	43 8
Pougues.	R. 1 3	22 2	Salvagny.	R. 1 9	45 7
Nevers.	R. 1 2	23 3	Lyon.	R. 1 4	47 1

Même route par le chemin de fer d'Orléans.

Choisy-le-Roi.	Lardy.
Villeneuve-le-Roi.	Étréchy.
Athis.	Étampes.
Juvizy.	Angerville.
Épinay.	Toury.
St-Michel-sur-Orge.	Artenay.
Brétigny.	Chevilly.
Marolles.	Orléans.

D'Orléans on rejoint à Briare la route de Lyon, en passant par

Chateauf.	R. 2 6	Gien.	R. 1 5
Ousouer.	R. 2 2	Briare.	R. 0 9

On peut encore rejoindre la route en prenant par

Jargeau.	R. 2 0	Gien.	R. 2 3
Sully.	R. 2 4		

GUIDE DU VOYAGEUR

EN ALGÉRIE.

DESCRIPTION

DE LA ROUTE DE PARIS A LYON

PAR LA BOURGOGNE.

Ainsi qu'il est facile de le voir par l'itinéraire qui précède, le voyageur qui veut se rendre à Lyon n'a que l'embarras du choix des routes et des véhicules. L'art et l'industrie modernes mettent à sa disposition leurs plus ingénieuses, leurs plus commodes comme leurs plus rapides inventions. La berline élégante et moëlleuse; la malle, qui vole comme un trait; la diligence, modeste comme une bonne bourgeoise; la vapeur, plus rapide que le vent et plus forte que l'avalanche; tout se réunit pour augmenter son incertitude. D'un autre côté la nature déroule pour lui de toutes parts ses chaînes de montagnes, ses fertiles vallées, ses coteaux fleuris; les eaux serpentantes des fleuves et des rivières. Pour lui l'histoire dévide ses rouleaux curieux, ses annales sanglantes; elle borde le chemin pour lui conter les récits de paix et de guerre, les grandes actions et ces haltes où s'arrêtent et commencent les ères de l'humanité; la chronique l'attend au foyer de l'auberge pour lui confier ses causeries intéressantes où il apprend la vie domestique, les mœurs, les coutumes, les er-

reurs, les superstitions; où il est tout étonné, en quittant Paris, la grande ville, de trouver la franchise, la probité, la confiance et la vertu. A chaque pas, il foule quelque grand souvenir, il aperçoit quelque imposante ruine, et se laisse aller aux impressions que font naître toujours, et les lieux élevés qui joignent le ciel, et semblent s'y confondre, et les bords sinueux d'une rivière qui coule doucement aux pieds des collines, et l'aspect effrayant d'une route escarpée, et la vue de gras pâturages et des rians coteaux, où la vigne prodigue ses plus suaves richesses. Le génie de l'homme court partout à sa rencontre pour lui montrer ses produits; là c'est une usine immense où se presse une multitude laborieuse qui extrait la mine, forge le fer, le façonne en mille outils divers; ici un pont suspendu hardiment par deux fils qui le balancent au-dessus des flots ou des précipices; plus loin une montagne dont on a ouvert le flanc pour lui livrer passage, et au-dessus d'elle un château où l'aigle oserait à peine transporter son aire; par ici on a creusé un canal qui réunit plusieurs mers, et répand sur ses bords la richesse et la vie; par là est une vaste plaine conquise sur les eaux: partout l'œil avide aperçoit quelque chose de curieux; partout l'esprit saisit un enseignement nouveau; partout enfin l'âme reçoit une impression vive et durable.

Quel qu'il soit, le voyageur est jeune ou vieux, riche ou pauvre, oisif ou pressé, curieux ou insouciant; j'écris donc pour lui cet itinéraire, et chacun devra y trouver les renseignements qui conviennent à sa position ou à ses goûts. Mais je suppose un instant qu'il soit comme moi: pas vieux, pas riche, pas bien pressé et non moribond. Je me permettrai alors de le prier de suivre mes conseils, et il prendra tout simplement, aux messageries royales ou Laffitte, la première place de banquette sur la diligence de Chalon-sur-Saône, si toutefois il voyage du 1^{er} avril au 15 octobre. Je ne sache rien de préférable à la banquette si ce n'est de bons souliers et un bâton ferré. En effet, vous ne gênez et n'êtes gêné de personne, vous humez à votre aise le grand air et le parfum de la campagne; il vous est parfaitement loisible de dissiper les rares ennuis de la route au moyen des fantastiques nuages que développe la fumée du Havane à 25 cent.; votre vue embrasse un large horizon. Vous surprenez le matin le soleil dans sa robe de

chambre resplendissante d'or et de rubis ; la route ne vous cèle aucune de ses beautés ; vous jouissez à chaque relais de pouvoir descendre le premier et monter le dernier ; enfin, et pour bonheur qui couronne tous les autres, vous devenez le commensal, l'ami du conducteur qui est la portière de la route, vous décrivant chaque village, donnant le nom de chaque monticule que vous lui désignez, racontant la chronique du chemin, buvant les petits verres que vous lui faites payer par quelques complaisances, et vous aidant à hâter votre consommation de tabac. Vous êtes le plus heureux des hommes si vous parvenez à vous mettre bien avec lui et avec son chien ; et maintenant que le postillon possède un siège spécial, vous avez en outre l'avantage d'avoir un *cicerone* particulier à chaque relais.

Mais nous sommes embarqués, nous partons, nous voilà partis ! la lourde masse ébranlée prend sa course rapide à travers les rues tortueuses de Paris ; c'est ici seulement qu'il faut fermer quelques temps les yeux pour ne pas être témoin des accidents qui peuvent arriver par cette course au milieu des flots d'une population pressée.

Nous passons les ponts (1) et nous avons à peine le temps de tourner la tête pour dire un dernier adieu au magnifique panorama que présente la Seine, que nous arrivons à *Bercy*, ce vaste entrepôt des liquides de toute sorte, de toute qualité, de toute provenance ; c'est une ville de marchands de vins, une cité de tonneaux où viennent aboutir les produits de tous les coteaux que nous rencontrerons sur notre route et qui n'entrent, pour la plupart, dans la consommation parisienne, que comme le chrétien entre dans la vie : la Seine est le Jourdain béni des débitants. Bercy est le lieu de perdition de beaucoup d'artisans qui, sous prétexte de boire le vin à meilleur marché hors des barrières de l'octroi, en boivent davantage et consomment ainsi leur santé et leurs pénibles épargnes. Pendant longtemps, les maisons accompagnent la route, et l'on est tenté de douter une heure entière si l'on a quitté Paris ; au village de Conflans, on longe les murs de

(1) Quelques diligences passent également par le faubourg Saint-Antoine et se rendent à Charenton en laissant à gauche le donjon de Vincennes.

l'ancienne maison de plaisance des archevêques de Paris, dont les jardins ont été plantés par Lenôtre.

Le premier relais est à *Charenton* ou plutôt à *Maisons-Alfort*, qui n'en est séparé que par la Marne dont les eaux se confondent près de là avec celles de la Seine. Le dimanche il est curieux, du haut du pont hardi de Charenton, de voir le spectacle de mille barques sillonnant ces douces ondes, et montées par des canotiers à l'eau de rose, fabuleusement accoutrés de chemises et de paltots quasis-marins, tout fiers de leur coquet et léger esquif qu'ils dirigent en prenant des airs de Jean-Bart. Leurs tribulations et leurs joies ont fourni le sujet d'une jolie série de dessins publiés par *le Charivari*. De Maisons-Alfort on aperçoit, dominant la plaine, les vastes bâtiments de l'hospice de Charenton, palais somptueux et commode, bâti pour abriter les plus affreuses misères de l'humanité, et si la pensée des horreurs qu'il recèle afflige, cette affliction est tempérée par la certitude que la société n'a rien négligé pour adoucir les souffrances des malheureux qu'elle y renferme; le choix de l'administrateur habile qui en a la direction, M. Palluy, est d'ailleurs un sûr garant de la sollicitude dont ils sont l'objet. Alfort est le siège d'une célèbre école vétérinaire, fondée en 1766, par Bourgelat, dans les bâtiments de l'ancien château. L'établissement renferme une bibliothèque spéciale, des cabinets curieux d'anatomie comparée et de pathologie; de vastes hôpitaux pour les animaux malades, des forges, une ménagerie, etc. Les élèves qui sortent de l'école sont placés comme vétérinaires dans les régiments de cavalerie et dans les autres services publics. L'étranger nous en enlève beaucoup.

On commence à quitter véritablement Paris quand on passe la ligne formidable des fortifications nouvelles; je ne sais, mais ce devra être une douce joie au voyageur, dans les temps d'orages politiques, quand il pourra perdre de vue le fort imposant qui vient de s'élever à Charenton, avec une sorte d'enchantement dont les accords de la lyre d'Apollon et d'Amphion rassemblant les pierres qui formèrent les murs de Troie ou de Thèbes, peuvent à peine donner l'idée, d'autant plus que c'est une tout autre musique que les remparts modernes sont destinés à entendre.

Choisy-le-Roi, où nous arrivons bientôt, se trouve dans une des plus agréables situations des environs de Paris. Les trois mille habitants de cette jolie ville habitent d'élégantes maisons entourées de jardins, qui forment de belles rues tirées au cordeau ; un beau pont y traverse la Seine ainsi que le chemin de fer d'Orléans. Sur toute cette route, les villages, les châteaux, les maisons de plaisance, les allées plantées d'ormes magnifiques, une riche campagne, de nombreux accidents de terrain, des carrières en voie d'exploitation, ne cessent d'arrêter et de charmer les yeux.

On quitte le département de la Seine, pour entrer dans celui de Seine-et-Oise, un peu au dessous de *Villeneuve-Saint-Georges*, joli bourg situé au confluent de la Seine et de l'Yères : sa position est des plus pittoresques, sa population est d'un millier d'habitants ; près de là se trouve le magnifique château de *Beauregard*, d'où l'on découvre tout le bassin de la Seine : c'est une des plus belles vues de France. Sur la gauche de la route est *Brunoy* où se trouvait autrefois un superbe château, dont le dernier habitant a fourni à M. Léon Gozlan le sujet d'une intéressante histoire et d'une brillante description ; le théâtre des Variétés en a profité pour donner une pièce qui a eu du succès, et dans laquelle Frédéric Lemaître remplissait le rôle du marquis de Brunoy, dont la folie et les prodigalités sont historiques. Talma fit construire à Brunoy une charmante habitation de campagne.

La fameuse forêt de Sénart nous sépare du département de Seine-et-Marne ; la pauvrette est bien déchue maintenant de sa splendeur passée et de l'effroi qu'elle inspirait aux voyageurs ; le premier village que l'on rencontre après l'avoir traversée, est *Lieusaint*, où l'on relaie, et d'où une route droite et plate sans intérêt, conduit à *Melun*, par une pente courte et rapide.

MELUN, anciennement *Melodunum*, dont César parle, en disant : *Melodunum est oppidum Senonum, in insulâ Sequanæ positum* ; est le chef-lieu du département de Seine-et-Marne. C'est une ville assez régulièrement bâtie, qui conserve encore quelques vestiges de son ancienne origine. Sa position sur la Seine et

les grandes routes qui partent de Paris ont dû de bonne heure lui acquérir de l'importance. La Seine la divise en trois parties réunies par deux ponts. La reine Blanche habita quelque temps un château dont on aperçoit encore quelques traces au milieu de l'île formée par les deux bras du fleuve. Melun subit les vicissitudes auxquelles la guerre soumit, au moyen âge, toutes les contrées du royaume. Clovis s'en rendit maître en 494 ; les Normands y exercèrent leurs ravages à cinq reprises différentes dans le ix^e siècle. Dans le dixième, un comte de Troyes la prit d'assaut, et Duguesclin la reprit sur Charles-le-Mauvais, qui s'en était emparé en 1358. Le duc de Bourgogne et les Anglais la prirent et reprirent tour à tour ; en 1430, les habitants, fatigués de la domination de ces derniers les chassèrent et se livrèrent à Charles VII. En 1590, elle capitula devant Henri IV qui l'assiégeait. Après avoir longtemps formé une vicomté, elle fut érigée en duché-pairie, en 1709, en faveur de H. de Villars. On y remarque l'église paroissiale de Saint-Aspais, monument gothique d'une grande délicatesse, qui renferme de magnifiques vitraux peints ; près de la préfecture, habitation agréable et derrière laquelle se trouve un jardin bien planté d'où l'on découvre une vue délicieuse, s'élève le clocher de l'abbaye de Saint-Pierre, seul reste du monastère de ce nom. La ville a près de 7,000 habitants ; elle possède une bibliothèque publique de 10,000 volumes, et toutes les branches de l'administration publique y ont les représentants ordinaires qui résident dans chaque chef-lieu de département ; elle est du ressort du diocèse de Meaux et de la Cour royale de Paris. Il se trouve à Melun une maison centrale qui renferme environ 1,100 condamnés à l'emprisonnement et à la réclusion. C'est dans cette maison que le gouvernement essaye, depuis quelque temps, le système de la régie, au lieu de celui de l'entreprise usité dans les autres établissements de ce genre ; c'est-à-dire qu'il fait travailler les détenus pour le compte de l'État, au lieu d'affermir ce travail à un entrepreneur général ; ce qui doit présenter de grands avantages sous le rapport de l'économie et du bon ordre, en attendant que l'adoption du système cellulaire vienne couronner les bienfaisantes réformes dont le régime des prisons est l'objet en ce moment.

Melun a un commerce assez étendu en vins, blés, farines, bes-

tiaux, fromages de Brie, etc. ; ses promenades sont agréables. C'est la patrie d'Amyot, traducteur de Plutarque.

On est bien logé à *Hôtel de France*.

Près de Melun, à quatre kilomètres environ, se trouve le château de *Vaux-le-Praslin* ; célèbre par sa magnificence et la réception qu'y fit à Louis XIV, le surintendant des finances Fouquet, qui finit si misérablement son aventureuse vie dans un cachot du château de Pignerol.

La route par laquelle on sort de Melun est monotone ; une pente rapide conduit à *Montereau*, situé dans une heureuse position sur la rive gauche de la Seine et au confluent de celle-ci et de l'Yonne ; on les passe sur deux ponts d'une construction hardie. C'est au milieu de l'ancien pont qu'eut lieu, en 1419, l'entrevue entre le Dauphin et le duc de Bourgogne, Jean-sans-Peur, à la suite de laquelle celui-ci fut assassiné. On conserve encore son épée suspendue dans l'église. Montereau est célèbre par la victoire que Napoléon remporta sur les alliés, le 17 février 1814. C'est après le relais de *Fossard* qu'on entre dans le département de l'Yonne.

A *Villeneuve-la-Guiard*, la route prend un essor plus pittoresque, à travers une campagne fertile entre l'*Yonne* que l'on suit presque constamment, à gauche, et une chaîne de montagnes à droite. On arrive ainsi à *Pont-sur-Yonne*, petite ville de 4,800 habitants, mal bâtie, mais située au milieu de belles prairies, et possédant sur l'Yonne, qui y est navigable, un pont beau et très-long que l'on traverse pour suivre les bords de la rivière jusqu'à *Sens*, où l'on entre par le faubourg de Saint-Didier.

SENS, chef-lieu de l'arrondissement de ce nom, et siège d'un archevêché, est l'une des plus anciennes villes de France. Plusieurs historiens et géographes croient que c'est l'*Agedincum* de César. Elle était autrefois la capitale des *Gaulois Sénonais* ; sous Valens, elle devint la métropole de la quatrième Lyonnaise. Sous Charlemagne, cette ville n'avait rien perdu de son importance ; sous ses faibles successeurs elle eut ses comtes particuliers.

Sens est dans une belle situation, sur la droite de l'Yonne où

vient se jeter la *Vanne*. Ses rues sont larges et assez bien percées; ses maisons bien bâties; des ruisseaux d'eau courante y entretiennent la fraîcheur et la propreté. Les promenades et les jardins sont magnifiques; elle conserve encore ses vieilles murailles romaines mal réparées et défigurées au moyen âge; elles sont percées de neuf portes.

Le plus bel édifice de Sens est la cathédrale, monument du plus beau gothique. Sa fondation remonte à l'an 972; après avoir été incendiée en 1184, et avoir vu la tour de pierre s'écrouler avec fracas en 1267, cette basilique ne fut entièrement achevée que sous l'épiscopat de Salazar; le cardinal Duprat, d'odieuse mémoire, en fit construire la lanterne.

C'est un vaisseau d'une vaste dimension et d'un bel ensemble; ses proportions sont en tout un peu au-dessous de celles de Notre-Dame de Paris. L'autel se trouve entre quatre colonnes en marbre qui soutiennent un baldaquin élevé par Servandoni, en 1742. Le martyr de Saint-Savinien, premier évêque de Sens, est représenté en stuc dans la chapelle qui porte son nom; c'est un fort bel ouvrage, on en admire surtout le rideau devant lequel tombe le Saint. Au milieu du chœur se trouve le mausolée en marbre blanc du Dauphin, fils de Louis XV, et père de Louis XVI, de Louis XVIII et de Charles X. Il y a été inhumé, avec Marie-Josèphe de Saxe, son épouse. Ce tombeau, dû au ciseau d'un fils de Coustou, est un monument remarquable; les statues du *Temps* et de la *Religion* sont deux chefs-d'œuvre.

La cathédrale possède en outre de magnifiques vitraux, peints par Jean Cousin, qui est né à Sens; un Christ de Girardon; un trône archiépiscopal, fait en 1826, qui est un chef-d'œuvre de menuiserie; de très-beaux bas-reliefs qui ornaient autrefois le tombeau du cardinal Duprat. On voit dans la salle du Chapitre, les portraits de tous les archevêques de Sens, et la chasuble de Thomas Becket, le célèbre archevêque de Cantorbéry. La ville possède une salle de spectacle, une bibliothèque de 12,000 volumes, un musée où se conserve le fameux diptyque qui contient l'*Office des fous*, et la *Prose de l'âne*. On sait ce que c'était que cette grossière fête, espèce de saturnale qui avait lieu à Noël et dont l'âne était le héros. On le revêtait d'une belle chape et on le conduisait à l'autel, en chantant : *Orientis partibus, adven-*

tavit asinus pulcher, etc. ; le cri de l'âne servait de refrain, et tous les assistants se mettaient à braire.

C'est dans un concile tenu à Sens, en 1140, que saint Bernard fit condamner la doctrine et l'enseignement d'Abeilard, son rude antagoniste. La lutte de ces deux grandes individualités du XII^e siècle est célèbre. Saint-Bernard, après avoir vaincu son adversaire qui reconnut hautement son erreur, s'écria, en répétant les paroles de David : *J'ai vu le cèdre élevant orgueilleusement sa tête au-dessus du Liban : j'ai passé, et il n'était plus !..*

La population de Sens est d'environ 10,000 habitants; son commerce et son industrie sont étendus. — L'hôtel de l'*Écu* et celui de *Paris* sont les meilleurs.

On sort de Sens par la porte Dauphine et le faubourg de Saint-Pregs. La route continue sur la rive droite de l'Yonne, au milieu d'une riche plaine bien cultivée. On atteint bientôt *Villeneuve-le-Roi* que l'on traverse par une longue rue, large, bien bâtie, tirée au cordeau et terminée à chaque extrémité par une belle porte. On reprend la route en longeant toujours les bords de l'Yonne jusqu'à *Joigny* qui s'ouvre par une magnifique grille.

Il est difficile de trouver un abord plus agréable que celui de JOIGNY, bâti en amphithéâtre sur un coteau au pied duquel coule l'Yonne le long d'un quai spacieux d'où l'on traverse la rivière sur un beau pont qui aboutit à la route d'Auxerre. Les rues sont étroites, mal bâties, quelques-unes ne sont praticables qu'au moyen de rampes en fer fixées le long des maisons. On y remarque les casernes; un château construit par le cardinal de Gondî, mais en partie détruit; la voûte de l'église Saint-Jean, la chapelle Saint-André; la chambre du conseil du tribunal, placée dans une chapelle mortuaire, qui est un monument très-rare et se trouve gravée dans l'histoire chronologique des monuments de la France. Joigny est l'ancien *Joviniacum*, nom qui lui vient, dit-on, de Flavius Jovinius, général de cavalerie romain, enterré à Reims. Joigny est le chef-lieu de l'arrondissement de ce nom; sa population est de 5,500 habitants; ses vins ont de la réputation. C'est la patrie de Ferrand, peintre en émail. — Hôtels des *Trois-Mineurs* et du *Duc de Bourgogne*.

La route suit maintenant la rive gauche de l'Yonne; voici les villages de *Voves*, *Charmoy*, *Bassou* (l'ancien *Bandritum*) et *Appoigny*; sur la gauche nous apercevons *Mont-Saint-Sulpice*, dont l'église est un vieil édifice remarquable qui remonte au x^e siècle; et *Pontigny*, joli village bâti dans une île formée par le *Serain*. Il possède l'église d'une ancienne abbaye de Cîteaux, bien conservée, et le corps de saint Edme, exposé dans une châsse. De la côte rapide de *Marenne* renommée par ses excellents vins, on jouit d'une très-belle vue sur la vallée de l'Yonne, et l'on découvre *Auxerre* où l'on arrive bientôt.

AUXERRE, chef-lieu du département de l'Yonne, est l'ancien *Antissiodorum*, pris par César l'an 52 avant J.-C. Sa situation sur le penchant d'une colline qui s'abaisse jusqu'à l'Yonne est agréable. Cette rivière y forme un port commode, vis-à-vis duquel se trouve une île de l'aspect le plus pittoresque. Quoique très-ancienne, la ville renferme quelques beaux quartiers et d'élégantes constructions; elle a un beau quai et une promenade qui l'entoure en entier. Elle possède de nombreuses églises, dont la plus remarquable est la cathédrale, un des plus beaux édifices gothiques de France; sa nef élevée, ses beaux vitraux qui n'ont point leurs pareils, sa régularité, la perfection de ses détails, le grand nombre et la légèreté de ses colonnes, ses sculptures, ses bas-reliefs, le nombre infini de ses ornements et de ses figures, tout contribue à la rendre l'objet de l'admiration. On y voit les tombeaux d'Amyot et de Nicolas Colbert, frère du ministre, qui furent évêques d'Auxerre.

Auxerre possède aussi une horloge curieuse bâtie sur une ancienne porte de la ville; une jolie fontaine; une bibliothèque publique de 15,000 volumes et 200 manuscrits; un cabinet d'antiquités enrichi par M. le baron Grand d'Énon, voyageur en Orient.

En 1567, les calvinistes se rendirent maîtres de la ville, et détruisirent, selon leur louable habitude, les églises, les monastères, les images, les autels, les châsses, et jetèrent les reliques dans la boue. Ce fut une des dernières villes qui se rendirent à Henri IV. La population d'Auxerre est d'à peu près 12,000 âmes; elle fait un grand commerce de vins estimés. — Hôtel du *Leopard*.

On sort d'Auxerre par un pont d'où l'on jouit d'une belle perspective, et l'on joint le relais de *Saint-Bris* par une côte assez douce. Non loin de là on découvre les vignobles d'*Irancy*, de *Coulange-la-Vineuse*, la petite ville de *Cravant*. On descend pour arriver à *Vermanton*, ville de 3,000 habitants, bâtie dans une position riante au confluent de la *Cure* et de l'*Yonne*, et dont l'église possède d'admirables sculptures gothiques. Près de là, sont les fameuses grottes d'*Arcy*, qui sont des plus belles de France.

On quitte à *Vermanton* la vallée de l'*Yonne* pour suivre celle de la *Cure* ; on voit sur la route les bâtiments de l'ancienne abbaye de *Ligny* ; des plaines arides conduisent au village de *Sauvigny*, et bientôt on découvre la jolie ville d'*Avallon* au milieu d'un paysage pittoresque.

AVALLON, l'*Aballo* de l'itinéraire d'Antonin, est une ville de 5,500 habitants, chef-lieu de sous-préfecture, située sur la rive droite du *Cousin* ; elle est régulière, bien bâtie et pourvue de jolies promenades. La petite vallée que forme le *Cousin*, à l'une des extrémités de la ville, semble un des plus pittoresques paysages dérobé à la Suisse. — Hôtels de la Poste, de la ville de *Dijon*.

La route, en sortant d'*Avallon*, devient plus gaie et plus variée ; on quitte un peu après le relais de *Sainte-Magnance*, où se trouve le beau château de *Presles*, le département de l'*Yonne*, au bourg de *Rouvray*, pour entrer dans celui de la *Côte-d'Or*, et l'on ne tarde pas d'arriver à *Saulieu*, petite et ancienne ville de 3,000 habitants, sur le penchant d'une montagne. L'église *Saint-Saturnin* est une antiquité remarquable ; le clocher de *Saint-Andoche* est en plomb et imite la couronne de Charlemagne. C'est la patrie de *Vauban*. Près de *La Rochepot* se trouve, sur la gauche de la route, le joli bourg de *Meursault*, renommé pour ses excellents vins blancs. Nous sommes en plein vignoble ; de tous côtés le pays présente ces lieux fameux qui donnent leurs noms à des vins plus fameux encore : ici sont *Volnay* et *Pomard*, là les clos de *Santenay*, du *Morgeot*, des *Gravières*, de *Chassagne* ; plus loin est *Beaune*, et puis *Corton*, puis *Nuits*, et tant d'autres encore dont les noms m'échappent, mais qui sont bien connus des amateurs. C'est un véritable pays de cocagne, c'est la *Côte-d'Or*.

Un chemin magnifique, bordé d'un rideau de verdure sur lequel se détachent de nombreux villages dont les maisons blanches font le plus pittoresque effet sur la couleur des vignes, et la vue lointaine des Alpes, vous conduisent ainsi jusqu'à *Chalon-sur-Saône*, où vous arrivez en passant par *Chagny* et en traversant deux fois le canal du Centre.

A peine arrivé à Chalon, vous direz, si vous m'en croyez, adieu à la diligence, car, jusques à Alger, il vous est loisible d'aller en bateau à vapeur, et vous êtes ainsi le plus fortuné des voyageurs.

CHALON-SUR-SAONE est l'ancien *Gobilanum*. Son origine est incertaine ; sa situation avantageuse détermina César à y former des magasins pour ses troupes. Auguste y vint aussi, et l'empereur Probus l'avait en affection. La Bourgogne devrait élever des statues à ce dernier, car c'est à lui qu'elle doit depuis tant de siècles sa prospérité : c'est Probus qui, en effet, y importa la vigne et la naturalisa. Constantin s'y arrêta lorsqu'il alla disputer à Rome l'empire du monde. Les Germains, Attila, les premiers Mérovingiens, les Sarrasins, dont on trouve partout des traces à partir de cette contrée, Waïfre, duc d'Aquitaine, ravagèrent Chalon tour à tour et le ruinèrent. Charlemagne le rétablit et ce fut dans un concile qu'il y tint que ce premier restaurateur des lettres en recommanda la culture. En 834, Lothaire le ravagea et y commit l'atrocité qui a chargé son nom de l'exécration de la postérité. Il portait aux fils du comte de Toulouse une haine acharnée, et pour l'assouvir, il fit saisir leur sœur, aussi belle que vertueuse, la fit traîner sur le pont par les cheveux, et précipiter dans la Saône, après avoir ordonné qu'on la clouât dans un tonneau. Chalon fut pris par les Hongrois, en 937. Aux *xv^e* et *xvi^e* siècles les grandes compagnies, ou écorcheurs, causèrent des ravages épouvantables. Le comte de Fribourg les tailla en pièces et en fit une horrible boucherie. On sait que ce fut Duguesclin qui en rassembla les restes pour les mener en Espagne, et en purgea ainsi la France. Chalon embrassa le parti de la Ligue et fut accordé, avec Scurre et Soissons, pour ville de sûreté au duc de Mayenne.

Chalon, qui faisait partie du territoire des Eduens, fut réuni à la couronne par les fils de Clovis, en 524. Après la mort de Clo-

taire II, Gontran fit de Chalon sa capitale, qui fut aussi la résidence de la reine Brunehaut.

Dès le VI^e siècle, le gouvernement de Chalon fut confié à des comtes qui devinrent bientôt héréditaires. C'est par Foulques, fils d'Adèle, comtesse de Chalon et épouse de Geoffroy, comte d'Anjou, qu'ils devinrent la tige maternelle des rois d'Angleterre, depuis Henri II jusqu'à Richard III. Le dernier comte de Chalon, Jean, tige de la maison d'Orange, échangea, en 1237, ce comté, avec Hugues IV, duc de Bourgogne, pour la seigneurie de Salins et autres terres de Franche-Comté, en réservant cependant pour sa famille le titre de comte de Chalon. En 1477, la ville et le comté furent réunis de nouveau à la couronne, avec toute la Bourgogne, pour ne plus en être séparés.

Chalon, dont la population est de 12,000 habitants, et qui est le siège d'une sous-préfecture, est agréablement situé sur la rive droite de la Saône, à l'embouchure du canal du Centre qui va rejoindre la Loire à Digoin. Le quai qui longe la Saône est très-beau, la ville est grande et bien bâtie, très-commerçante. Un beau pont de pierre mène au faubourg Saint-Laurent; ce pont est disgracieusement surmonté d'une sorte d'obélisques qui surchargent ses piles de la façon la plus lourde. La cathédrale est un vieux monument gothique; les clochers, renversés en 1793, sont relevés depuis 1827, sur les dessins de Chenavard. François I^{er} fonda l'hôpital Saint-Laurent qui est remarquable. Il faut visiter la jolie place de Beaune au milieu de laquelle est une élégante fontaine. A la tête du canal du Centre se trouve un obélisque élevé à la mémoire de Napoléon. L'île Saint-Laurent offre de jolies promenades, et la bibliothèque publique 10,000 volumes. Chalon est la patrie de Roberjot, l'un des plénipotentiaires français assassinés à Rastadt, le 9 brumaire an VII; de l'ancien député Caumartin; de Denon, savant et littérateur illustre; de Prestel, mathématicien distingué, etc.

C'est à quelques kilomètres de Chalon, le 21 avril 1142, que mourut Abeilard, dans l'abbaye de Saint-Marcel où il s'était retiré. Pierre le Vénérable rendit son corps aux instances d'Héloïse, qui le fit inhumer au Paraclet.

Comme Chalon est notre première halte, et que nous ne continuerons, si vous m'en croyez, notre route que demain matin,

nous choisirons un gîte à l'un des meilleurs hôtels de la ville, à celui du *Parc*, aux *Trois-Faisans*, ou à l'hôtel d'*Europe*, sur le quai ; et, si la fatigue et la poussière nous y engagent, nous irons prendre un bain à l'établissement de Saint-Laurent. Demain matin nous nous embarquerons sur un bateau à vapeur, moyennant nos huit francs, et, neuf à dix heures après, nous serons à Lyon.

C'est à partir de Chalon que la Saône étend ses rives ravissantes, après avoir pris naissance dans les Vosges, au petit village de Vioménil, arrondissement de Mirecourt, et parcouru les départements de la Haute-Saône, de la Côte-d'Or, de Saône-et-Loire, et longé celui de l'Ain, qu'elle sépare du département du Rhône.

La machine mouvante est à peine partie de Chalon qu'elle rencontre l'embouchure du *canal du Centre*, puis le port de la *Grosne*, les modestes constructions d'*Oroux* et de *Torre*, celles plus élégantes de *Gigny*, où commencent des plaines abondantes en grains et en pâturages, ensuite le joli village d'*Ormes*. A mesure que l'on décrit la courbe imperceptible que les terrains impriment à la Saône, les rives se montrent élégamment boisées ; on voit se dessiner le village de *Buyères*, planté sur la montagne ; on arrive bientôt à *Tournus*, ville ancienne de 5,000 habitants, agréablement située sur la rive droite de la Saône qu'on y traverse sur un pont de cinq arches en bois. C'est à Tournus que naquit, en 1725, le peintre Greuze. Il s'y trouvait autrefois une abbaye célèbre de bénédictins qui fut ruinée en 1793. Il n'est peut-être pas de ville en France où les orages révolutionnaires aient laissé plus de traces sombres et tristes que dans cette cité désolée. Plus loin commence à poindre le clocher de la *Turchère* que baigne la *Seille*, petite rivière de Franche-Comté et de Bourgogne, qui vient porter ses eaux limpides à la Saône.

Sur le littoral de Tournus, le *Vilars* montre, à travers les ormes et les peupliers qui l'entourent, ses maisons blanches, sa petite église et son moulin hardiment jeté sur le revers d'un rocher. Le village et l'île de *Farges*, le port et le village d'*Uchizy*, plus loin, *Saint-Oyen* et le port *Saint-Jean*, *Fleurville* avec son port et son pont suspendu ; lieux remarquables par la richesse de leur territoire. La rive gauche appartient à la Bresse ; le sol est

couvert d'antiquités, de monuments celtiques et romains, et d'une foule de constructions féodales du moyen âge qui montrent encore leurs hautes murailles, leurs créneaux et leurs tourelles ruinées; souvenirs pittoresques des âges passés qui inspirent à l'âme je ne sais quelle religieuse admiration qui remplit l'imagination et fait rêver.

Non loin de la rive est *Pont-de-Vaux*, jolie ville, renommée pour ses chapons; puis, viennent *Saint-Albin* et son île, que les mariniers appellent *Braye*; à gauche, *Boz* et *Asnières*, le *Portelet*, la *Maison d'Asnières* et *Vésine*, baignés par la rivière; à droite, *Monge* et la ferme de *Baruthier*, puis *Saint-Martin* et *Saint-Pierre de Senozan*. Ce coteau de vignobles, d'où l'on découvre, dans un bel et vaste horizon toute la Bresse, c'est *Saint-Jean-le-Priche*; le courant devient là plus rapide et vous emporte bientôt vers la petite île *Notre-Dame* en vue de *Mâcon*. C'est ici que commence l'ancienne Bourgogne dont la puissance put longtemps balancer celle de la France. Tout ce qui s'étend à gauche est le pays de Bresse.

MACON, *Matisco Eduorum*, chef-lieu du département de Saône-et-Loire, est une très-ancienne ville des Gaules. César, après avoir pacifié la Gaule et établi ses armées à Autun, envoya à Mâcon Q. Tullius Cicero et Publius Sulpicius pour faire les approvisionnements de grains. *Tullium Ciceronem Matiscone rei frumentariæ causâ collocat*, dit-il dans ses *Commentaires*. Agrippa fit construire une route directe d'Autun à Mâcon; on en voit encore des restes bien conservés. Les Romains en firent un établissement considérable, et des fouilles ont fait découvrir des débris de toute sorte qui attestent son ancienne magnificence. En 451, les Huns ravagèrent cette ville; en 720, elle le fut par les Sarrazins; en 834, Lothaire la brûla en partie; en 880, elle fut assiégée par Louis et Carloman qui la reprirent à l'usurpateur Bozon, défait entre Crèche et Romanèche; enfin, les Hongrois, en 924, les *Écorcheurs* ou *Tard-Venus*, en 1361, et la peste à trois reprises différentes, désolèrent tour à tour la malheureuse cité. Dans le XIII^e siècle, saint Louis avait acheté le comté de Mâcon en partant pour la Palestine; les ducs de Bourgogne en redevinrent maîtres, puis se le virent enlever de nou-

reau par les rois de France. Enfin, les guerres de religion y épuisèrent la longue série de leurs atrocités ; les protestants et les catholiques rivalisaient de cruautés chaque fois qu'ils prenaient ou reprenaient la ville, et l'on conserve la mémoire des horreurs que l'on appela les *fareas de Saint-Point*, du nom du gouverneur au nom du roi, qui les commit. En 1567, le duc de Nevers s'en empara à la tête des catholiques, et sauva la vie des protestants qui purent se retirer à Genève, après avoir payé une somme de trente mille écus.

À la révolution, les Mâconnais embrassèrent avec enthousiasme les idées nouvelles, et c'est à leur fureur que Mâcon dut d'être choisi pour le chef-lieu du département, quoique dans une position excentrique. Lorsque le pape y passa, il ne s'y trouvait point d'église où il pût célébrer la messe, et ce n'est qu'en 1810 que fut consacrée celle qui existe maintenant et qui est fort belle.

Mâcon est situé dans une contrée fertile, sur la rive droite de la Saône. C'est une ville mal bâtie ; les rues en sont irrégulières, étroites et tortueuses ; un pavé détestable y rend la marche très-difficile.

Les travaux nouveaux qu'on y fait sont exécutés cependant avec goût et entente, et la ville prend chaque jour quelque nouvel embellissement ; les promenades qui ont remplacé les anciens remparts sont agréables ; la plus fréquentée est celle du quai, plantée de belles allées d'arbres et bordée de jolies constructions. Les édifices les plus curieux de Mâcon, sont, après l'église, l'hôpital, achevé en 1758 sur les plans de Soufflot ; la maison de charité, l'hospice de la Providence, l'hôtel-de-ville qui contient un théâtre et une bibliothèque publique de 4,000 volumes ; l'hôtel de la préfecture, ancienne résidence de l'évêque, le beau pont de douze arches qui sépare la ville du bourg de *Saint-Laurent*, qui appartient au département de l'Ain ; la colonne qui sépare les deux départements se trouve au milieu du pont. La population de Mâcon est de 11,000 habitants. C'est la patrie de M. Mathieu, astronome, membre de l'Institut, beau-frère de M. Arago ; et de M. de Lamartine, le prince de la poésie et de l'éloquence modernes. C'est dans les environs de Mâcon, à *Milly* et à *Saint-Point* qu'il puisa ces suaves inspirations auxquelles nous devons tant de beaux poèmes et tant d'admirables discours. Heureux, si dans

le cours de notre longue pérégrination, nous pouvons nous arrêter un instant dans ces deux domaines, où il est né, où il vit, et dont il fait les honneurs avec cette exquise urbanité de grand seigneur dont il est malheureusement un des derniers représentants. M. Guigues de Champvans, son parent, a fondé récemment à Mâcon un journal, le *Bien Public*, où l'illustre orateur dépose de temps en temps ces nobles et fécondes idées qu'il développe à la tribune avec tant de courage et de conviction, et avec l'autorité d'une parole imposante et grave. M. de Lamartine semble, à la chambre, comme saint Jean, le précurseur des idées nouvelles, et comme lui, trop souvent, c'est dans le désert qu'il paraît prêcher.

Les meilleurs hôtels de Mâcon sont ceux de l'*Europe* et du *Sauvage*.

Le costume des jeunes paysannes des environs est plein d'originalité. C'est un justaucorps de drap généralement bleu, bordé d'un tissu rouge, orné d'une gorgerette dentelée; une jupe courte d'étoffe unie ou rayée, puis un chapeau noir garni de grosses dentelles; ce chapeau qui est souvent d'une petitesse incroyable, et qu'elles portent coquettement sur l'oreille, laisse voir en entier un petit bonnet blanc tout plissé.

Non loin de Mâcon se trouvent les restes de la fameuse abbaye de Cluny, dont dépendaient autrefois plus de six cents maisons religieuses et qui possédait cent mille écus de revenus.

Le pays qui se développe à la sortie de Mâcon est une contrée enchantée qui ne le cède pas aux plus capricieuses féeries. Selon un auteur du crû, le paysage offre des sites dont les lignes devenues plus larges, le cadre plus vaste et plus riche annoncent le merveilleux pays que l'on va parcourir. Sur toute la rive droite, les montagnes colorées du Mâconnais se déroulent en demi-cercle à l'horizon, comme un magnifique rideau, et depuis la Saône jusqu'à leur base c'est une majestueuse plaine où l'on voit blanchir *Saint-Clément*, d'où l'on découvre le *Mont-d'Or*, *Vergisson*, la *Châtellenie royale de Davayé*, *Solutré*, *Saint-Léger*, *Loche*, la double paroisse de *Chintré* et son château, qui conserve encore ses tours à crêneaux. Après les châteaux de *Montrange* et de l'*Oise*, vient l'île de l'*Emprunt*, puis le château de *Varennes*, *Forbigny*,

la *Crèche*, *Estours*, la dernière chute de la rivière de *Darloy*, *Pontanevaux*, *Saint-Symphorien*, la jolie commune de *Fleurie*, la *Romanèche*, qui domine quatre hameaux, et produit le fameux vin de *Moulin-à-Vent*; et les quatre petits donjons du château de *Corcelles*. Enfin on passe sous les arches suspendues de *Saint-Romain*, la Saône décrit une courbe assez sensible, et les maisons blanches de *Villié*, surmontées d'un moulin à vent, annoncent la limite du département de Saône-et-Loire; alors on entend sur la rive opposée le murmure de la *Chalaronne*, rivière assez forte qui prend sa source aux étangs de Joyeux, et sur les bords de laquelle Brunehaut fit mourir saint Didier, évêque de Vienne.

Maintenant les rives gauches se peuplent à leur tour; elles se développent, et la Saône, faisant tout à coup un circuit, offre pour horizon les belles montagnes du Mâconnais, qui bordaient la rive droite il y a un instant.

Nous passons bientôt devant le port de *Toissey*, situé à peu de distance de la petite ville de ce nom. C'est la plus élégante du littoral. Elle avait autrefois un château-fort renommé, que Henri IV fit démanteler. Un nouveau coude de la Saône remet le bâtiment dans la ligne qu'il suivait avant d'arriver à *Toissey*. On arrive ainsi à *Belleville*, après avoir laissé à droite et à gauche, des villages, des châteaux, des tours, accompagnement pittoresque des deux rives. *Belleville*, autrefois la deuxième prévôté du Beaujolais, fut puissante avant les guerres de religion qui la réduisirent à un gros bourg; par une espèce de dérision du sort, elle avait pour armoiries une Salauandre avec ce mot : *durabo*, je durerai. Ses seigneurs furent considérables dans le royaume, et plusieurs ont été connétables et maréchaux de France. Les tombeaux des sires de Beaujeu étaient conservés dans l'église d'une belle abbaye qu'ils y avaient fondée.

Nous arrivons ensuite à l'île et au village de *Montmerle*, puis à *Beauregard* qui fut autrefois la capitale de la principauté des *Dombes*: le château est ruiné depuis des siècles.

Ce nouveau pont suspendu, le onzième depuis Chalon, est le pont de *Frans* qui mène à *VILLEFRANCHE*, deuxième ville

du département du Rhône et chef-lieu de sous-préfecture. Elle fut également fondée par les seigneurs de Beaujeu, qui profitèrent d'une espèce de miracle qui s'y opéra pour peupler leur nouvelle ville qu'ils favorisèrent de franchises nombreuses dont elle consacra le souvenir dans son nom même. Une chapelle, sous le vocable de Notre-Dame des Marais, fut d'abord le noyau de la cité autour duquel se groupèrent peu à peu de nombreuses habitations qui finirent par occuper un espace considérable. La position de la ville la rendit bientôt importante comme boulevard du Beaujolais et entrepôt du commerce de Lyon avec la Bourgogne. La partie la plus curieuse de son histoire est celle de ses franchises; la plus singulière sans doute est celle qui permettait aux maris de battre leurs femmes jusqu'à effusion de sang, pourvu que la mort ne s'en suivît pas. Le bon Humbert IV, fondateur de la ville, qui voulait la peupler et qui accorda cette étrange permission, connaissait sans doute déjà le proverbe qui conseille de battre les femmes pour s'en faire aimer. On disait vulgairement dans le pays, toutefois, *Villefranche sans franchise*, comme Beaujeu *sans triomphe* et Belleville *sans beauté*. C'est assez le sort de tous les privilèges d'être vains ou méconnus, comme c'est celui de toute vanité d'être démentie.

Villefranche est une jolie ville de 7,000 habitants, qui se réduit presque à une rue droite, large, interminable et bien bâtie. Sa vieille église est sa seule curiosité. — Hôtel du *Faucon*.

Laissant à droite la *Bruyère*, le château de *Saint-Trie*, au milieu d'une épaisse forêt, et le château de *Valnandière*; à gauche, *Riottier* et *Saint-Bernard*, nous arrivons à *Anse*. Rappeler le mot du pays qui dit : *De Villefranche à Anse la plus belle lieue de France*, c'est décrire la plus délicieuse promenade qui se puisse faire, et à laquelle bon nombre de voyageurs ne manquent pas en se rendant à pied de là à Lyon.

C'est là, dit encore mon auteur autochtone, c'est là que les rives de la Saône, déjà si belles, prennent dans leur ensemble un caractère de magnificence qu'elles conservent jusqu'à Lyon, tandis que la fraîcheur des ombrages, le mouvement des eaux et la richesse des collines, offrent à tout instant les détails les plus animés. D'un côté, ce sont les plaines abondantes de la Bresse, tout ce démesuré département de l'Ain qui défend à la fois ses limites

contre Lyon et contre Genève ; et, de l'autre, par opposition constante, s'enchaînent de hautes montagnes d'une forme sévère qui s'éloignent progressivement, et laissent la plaine s'élargir vers le Lyonnais ; bientôt elles s'éloignent davantage, se rapetissent, se fertilissent et gagnent en richesse ce qu'elles perdent de grand caractère et comme couleur. La Saône forme un vaste contour qui achève d'embellir ces admirables sites ; elle se rapproche d'Anse et va recevoir sous ses murs les eaux tour à tour rares et abondantes de la jolie rivière de l'*Azergue*, qui reflète les ruines du *château de Châtillon d'Azergue*, jadis baronnie du Lyonnais. Le nom d'Anse lui vient de celui d'*Antium*, que lui donna Auguste, qui y avait établi une garnison de quatre cohortes. Il s'y tint dans la suite jusqu'à six conciles ; son château existé encore, et sert à loger la gendarmerie.

Un circuit énorme et anguleux qui déplace tout à coup la Saône de la ligne presque droite qu'elle a parcourue jusqu'ici, conduit à TRÉVOUX, ancienne capitale de la principauté des Dombes, maintenant chef-lieu d'un arrondissement du département de l'Ain, d'une population de 3,600 habitants. C'est une ville fort ancienne, près de laquelle Septime-Sévère remporta sur Albinus, son compétiteur, une victoire qui lui valut l'empire sans conteste. Onze châtellenies dépendaient autrefois de celle de Trévoux. Dès le temps de Philippe-Auguste, la principauté des Dombes fut reconnue indépendante ; confisquée par François I^{er}, elle fut abandonnée par Charles IX à Louis de Bourbon, qui s'en réserva seulement l'hommage. Louis XIV consacra l'indépendance des princes de Trévoux, qui acquirent de grandes richesses en faisant battre monnaie, ce qui leur attira les plaintes des Vénitiens, dont ils contrariaient le commerce des sequins avec le Levant, leurs monnaies portant également le Lion de Saint-Marc. Trévoux est bâti en amphithéâtre ; la ville moderne est dominée par l'ancienne ; on n'y voit rien de remarquable. Il s'y trouvait autrefois un couvent de jésuites. C'est là que s'imprimaient le *Journal des savants* et le célèbre *Dictionnaire de Trévoux*. — Hôtel de l'*Europe*.

L'*île Belle*, qui ne dément pas son nom, se rencontre à la sortie de Trévoux. La Saône devient en cet endroit fort étroite, et

conduit, après avoir montré les élégantes ruines du beau château de *Saint-Germain*, à *Neuville*, lié par un pont à *Villevert*, limite des départements de l'Ain et du Rhône. *Neuville* est le berceau de *Villeroi*. C'est là que le maréchal alla habiter lorsqu'il quitta la cour du régent. Les maisons et les châteaux qui se pressent et se touchent presque, annoncent l'approche d'une grande ville. Nous ne sommes plus en effet qu'à une petite distance de Lyon.

Voici, à droite, le village de *Couzon*, qui recèle de vastes carrières; à gauche, *Rochetaillée*, qui doit son nom aux travaux que fit faire Agrippa pour faciliter le cours de la Saône. Le fils d'un paysan de ce village fit une grande fortune et se vit revêtir de la pourpre romaine. Ce fut le cardinal de Rochetaillée.

Enfin nous touchons à l'île *Barbe*, et ce gros bourg, c'est *Saint-Rambert*, dont une maison, qui était l'une des belles habitations d'alors, eut l'honneur d'abriter quelques jours Charles IX et Catherine de Médicis lorsqu'ils vinrent à Lyon. Son église est l'une des plus anciennes des Gaules.

L'île *Barbe* est un endroit délicieux, but ordinaire de charmantes promenades que les Lyonnais font sur des barques conduites par des femmes mises avec une propreté recherchée, et souvent remarquables par leur beauté. Deux fois par an, à Pâques et à la Pentecôte, c'est le rendez-vous général de tout Lyon. On prête à Charlemagne l'idée d'avoir voulu un moment se reposer à l'île *Barbe* des fatigues du trône. Il établit toutefois, dans le monastère qui s'y trouvait, une bibliothèque appelée *librairie de Charlemagne*. Elle fut pillée et brûlée par les calvinistes en 1562. Peu après l'île *Barbe*, sur la rive gauche, s'élève une vieille tour appelée la *Tour de la belle Allemande*, sujet d'une légende connue de tous les habitants du pays. Sur l'autre rive se montrent les belles habitations de la *Sauvagère* et de la *Mignonne*, et le château de la *Roche-Cardon* que fit construire Cardon, le plus riche libraire du XVI^e siècle. A mi-côte, on remarque le château de la *Duchère*, résidence d'été des archevêques de Lyon, puis la *Chaire*, autre résidence où se retrouvent les souvenirs de la Ligue; de Henri IV, qui s'y reposa quelques jours, du cardinal de Bouillon, de Lenôtre, qui en traça les promenades et les jardins, de Jean-Jacques, qui y vint souvent. Nous suivons les dernières st-

nosités du cours de la Saône. Cette statue en bois, assez mal façonnée, est celle de Cléberge, un bon Allemand qui dotait les pauvres filles sages. Quand la statue est vieillie ou brisée, le peuple renouvelle à ses frais le témoignage de sa vénération. Comme on voit, le peuple n'est pas toujours ingrat.

Enfin voici Lyon !.. Nous longeons les faubourgs de *Serain* et de *Vaize*, et nous pénétrons rapidement dans l'immense et antique cité entre la *Croix-Rousse* et *Fourvières*, au pied desquelles est le rocher de *Pierre-Scise*, où aboutissaient autrefois les grandes voies romaines d'Agrippa. On y voyait l'archevêché qui, converti plus tard en prison d'État, reçut Saint-Mars et de Thou, qui n'en sortirent que pour aller perdre la tête sur la place des Terreaux ; tristes et héroïques victimes de l'amitié et d'un entraînement généreux.

LYON est le chef-lieu du département du Rhône, et la deuxième ville de France pour la grandeur et l'importance ; placée au confluent du Rhône et de la Saône, la ville présente le plus magnifique aspect, dominée, au nord, par les monts Fourvières et Saint-Sébastien ; elle possède un archevêché, une cour royale, une académie universitaire et la 19^e division militaire. Ses belles promenades, ses grands faubourgs (la Guillotière, les Brotteaux, la Croix-Rousse, Vaize, etc.) ; ses places, entre autres celles de Bellecour, des Terreaux, des Célestins, du Change, de Sathonay, etc. ; ses beaux quais, ses vastes ports ; les ponts Saint-Jean, Morand, de Tilsitt, des Cordeliers ; celui en fil de fer conduisant à l'île Barbe ; ses monuments, témoignages laissés par tous les siècles ; l'hôtel-de-ville, l'hôpital général, la cathédrale, l'église Saint-Nizier, le palais archiépiscopal, le Grand-Théâtre, la douane ; ses nombreux établissements d'instruction, le collège royal, le séminaire, l'école royale d'économie rurale et vétérinaire, l'école des arts et métiers, l'école des sourds et muets, l'école secondaire de médecine, l'école de dessin et de peinture ; son académie royale des sciences, belles-lettres et arts ; sa société royale d'agriculture, sa société de médecine, sa riche bibliothèque, un musée de peinture, un jardin botanique, une pépinière royale, un conservatoire des arts, une industrie active très-prospère autrefois ; ses

soieries longtemps sans rivales dans le monde ; son immense commerce , en font une cité considérable aussi curieuse pour l'artiste et l'historien , qu'intéressante pour l'économiste et l'industriel. Lyon est l'entrepôt de la Suisse et d'une partie de la France méridionale , et fait des expéditions énormes à l'étranger. Elle communique par ses bateaux à vapeur avec les principales villes des bassins du Rhône et de la Saône. Un canal joint le Rhône au Rhin.

Lyon fut fondé sous le nom de *Lugdunum*, l'an 43 avant J.-C. , par L. Munatius Plancus , et devint bientôt tellement important, qu'il donna son nom à toute la Celtique. La ville porta aussi les noms de *Leopolis* , *Leontopolis* , de *Rhodanusia*, et le surnom de *Nouvelle-Athènes*. Elle était surtout florissante par ses écoles d'éloquence. Au v^e siècle, Lyon fut, sous les fils de Gundioch, la capitale d'un des démembrements du royaume de Bourgogne ; mais sa prospérité date surtout des xⁱ^e et xii^e siècles, après la réunion du royaume des deux Bourgognes à l'empire.

Lyon comptait plus de 200,000 habitants en 1793, lorsqu'il se révolta contre la Convention ; il eut alors à subir un siège terrible, dont le résultat fut sa destruction presque totale. Il fut ensuite décimé par les commissaires de la convention , Collot d'Herbois, Couthon et Fouché ; le nom même de Lyon fut effacé, et ce qui resta de la ville fut nommé *Commune Affranchie*. Elle se releva sous l'empire ; mais depuis 1830, les affaires de 1831 et 1834 et l'inondation de 1840, l'ont encore cruellement fait souffrir ; en outre, les fabriques de soie, fondées depuis le commencement du xix^e siècle en Suisse, en Allemagne, en Angleterre, ont commencé à lui ravir d'importants débouchés. Aujourd'hui cette ville ne compte pas plus de 134,000 habitants.

L'église de Lyon fut une des plus florissantes des Gaules ; elle eut pour fondateur saint Pothin et saint Irénée. Il s'y tint plusieurs conciles, notamment ceux œcuméniques, de 1245 et 1274 ; dans le dernier on s'occupa de la réforme du clergé et de la réunion des églises grecque et latine. Lyon possédait un chapitre célèbre où l'on ne recevait que des nobles , et dont les membres portaient le titre de *comtes de Lyon*. Cette ville a donné naissance à un grand nombre de personnages célèbres ; chez les anciens : Claude , Marc-Aurèle , Caracalla , Sidoine

Apollinaire, saint Ambroise; chez les modernes : Terrasson, Spon, Bossut, Linguet, les frères Coustou, Coysevox, Jussieu, Rozier, Duphot, Suchet, Philibert Delorme, Louise Labbé, de Gérando, Lemontey, J. - B. Say, Camille Jordan, de Corcelles, etc., et surtout Jacquard, cet ouvrier de génie, à qui la fabrique de Lyon doit le métier qui porte son nom, et qui fait vivre cinquante mille familles. La ville n'a pas attendu que des siècles se fussent écoulés pour rendre à son illustre enfant les honneurs qui lui sont dus; une statue, élevée en 1841, transmet à la postérité le nom de Jacquard et le témoignage de la reconnaissance de sa patrie.

Chaque année Lyon ajoute à ses embellissements; les plus louables efforts sont tentés pour la conservation et l'augmentation de ses monuments et de ses institutions. Au moment où j'écris ces lignes, un de nos sculpteurs les plus habiles, Carle Elshoëct, surmonte le portail de l'Hôtel - Dieu d'un de ses plus importants travaux.

Voitures publiques. — Messageries pour la Provence; le Languedoc et tout le Midi, quai Saint-Antoine et rue Puits-Gaillot.

Pour Paris, par la Bourgogne et le Bourbonnais, place des Terreaux, etc., etc.

Les bateaux à vapeur sur la Saône, pour Mâcon et Chalon, partent de Lyon tous les matins du quai de Bourgneuf.

Beaux hôtels et cafés, place des Terreaux; bonnes tables d'hôte, excellente bière.

A Lyon, comme dans toutes les grandes villes, il existe des traiteurs et restaurateurs pour toutes les conditions; il est facile au voyageur qui ne veut ou qui ne peut pas faire de grandes dépenses, de se nourrir et se loger comme il l'entend et à bon compte; les indications ne lui manquent pas.

Hôtels de Milan, du Nord, du Parc, des Ambassadeurs, de Provence, de l'Europe, des Princes, etc.

II. PARTIE. — DE LYON A MARSEILLE

PAR EAU.

1^{re} SECTION. — DE LYON A AVIGNON ET ARLES.

LIEUX TRAVERSÉS OU BAINÉS PAR LE RHÔNE.

DISTANCES EN LIEUES MARINES.

(La lieue marine est de 4,287 mètres, ou 25 au degré.)

Désignation des lieux. (RIVE DROITE).	DISTANCES		Désignation des lieux. (RIVE GAUCHE).	DISTANCES	
	d'un lieu à l'autre.	de Lyon.		d'un lieu à l'autre.	de Lyon.
Sainte-Foy.	1 1/2	«	Saint-Fons.	1 1/2	1 1/2
Irignl.	1 3/4	2 1/4	Feysin.	1	2 1/2
Millery.	1 1/2	3 3/4	St-Symphorien.	1	3 1/2
Grigny.	« 3/4	4 1/2	Seissuel.	1 1/4	3 3/4
Givors. Pont.	1	5 1/2	Vienne. Pont de Co-		
Colombe. Pont de			lombe.	1	4 3/4
Vienne.	1 1/2	7	Charras.	1 3/4	5 1/2
Ampuis.	1 1/4	8 1/4	Prim.	« 3/4	6 1/4
Condrieu. Pont.	« 1/2	8 3/4	Auberive.	« 3/4	7
Chavanay.	1	9 3/4	Péage de Roussillon.		
St-Pierre-le-Bœuf. Pont			Pont de Saint-Pierre-		
du Péage de Rous-			le-Bœuf.	« 3/4	7 3/4
sillon.	1	10 3/4	Sablens. Pt de Serrièr.	1 3/4	9 1/2
Serrières. Pont de Sa-			Saint-Rambert.	« 1/2	10
blens.	1 1/4	12	Laveyron. Pont d'An-		
Andance. Pont de La-			dance.	1 1/2	11 1/2
veyron.	1 1/2	13 1/2	Saint-Vallier.	1	12 1/2
Sarras.	1 1/4	14 3/4	Serves.	1	13 1/2
Arras.	1	15 3/4	Erome.	« 1/2	14
Vion.	1	«	Tain. Pont de Tournon.	« 3/4	14 3/4
Saint-Jean-de-Muzol. .	« 3/4	16 1/2	La Roche - de - Glun.		
Tournon. Pont de Tain.	« 3/4	17 1/4	Confluent de l'Isère. .	1 1/2	15 1/2
Mauves.	« 1/2	17 3/4	Valence. Pont St-Peray.	2	17 1/2
Glun.	« 1/2	18 1/4	La Vache.	1 1/4	18 3/4
Châteaubourg.	« 1/4	18 1/2	La Pallasse.	1 1/2	20 1/4
St-Perry. Pont de Va-			Livron. Confluent de la		
lence.	1 1/4	19 3/4	Drôme.	« 3/4	21
Guilherand.	« 1/2	20 1/4	Loriol.	« 3/4	21 3/4
Soyons.	1 1/4	21 1/2	Les Tourèttes.	1 3/4	23 1/2
Charmes.	1	22 1/2	Derbières.	1	24 1/2
Beauchastel Confluent			Savasse.	1	25 1/2
de l'Érieux.	1 1/4	23 3/4	Anconne.	1	26 1/2
La Voulte.	« 3/4	24 1/2	Montélimart.	« 1/2	27
Le Pouzin.	1 1/2	26	Châteauneuf.	2 1/4	29 1/4

Désignation des lieux. (RIVE DROITE.)	DISTANCES		Désignation des lieux. (RIVE GAUCHE.)	DISTANCES	
	d'un lieu à l'autre.	de Lyon.		d'un lieu à l'autre.	de Lyon.
Baix.	« 3/4	26 3/4	Donzère.	1 »	30 1/4
Cruas.	1 «	27 «	Pierrelatte.	1 1/2	31 3/4
Mayas.	1 1/4	28 1/4	La Palud.	1 3/4	33 1/2
Rochemaure. Pont de Montélmart.	1 «	29 1/4	La Motte. Pt St-Esprit. Mornas.	« 3/4	34 1/4
Le Teil.	« 1/2	29 3/4	Piolinc.	« 3/4	35 1/2
Viviers. Pont.	2 «	31 3/4	Orange. Confluent de l'Aigues.	1 1/2	37 3/4
St-Andéol. Pont.	2 «	33 3/4	Caderousse.	1 «	38 3/4
Saint-Marcel.	1 1/4	35 «	Châteauneuf Calcernier Sorgues.	1 1/2	40 1/4
Pont-St-Esprit. Pont de La Motte.	1 1/4	36 1/4	Avignon Pont.	2 1/2	41 1/2
Bagnols.	2 1/4	38 1/2	Barbantane. Confluent de la Durance.	1 1/2	45 1/2
Roquemaure. Pont.	3 «	41 1/2	Tarascon. Pont de Beaucalre. Canal.	2 «	47 1/2
Sauveterre.	« 3/4	42 1/4	Arles.	2 «	49 1/2
Villeneuve.	1 «	43 1/4			
Saint-Pierre (l'île de la Bartelasse).	2 1/2	45 3/4			
Aramon.	« 1/2	46 1/4			
Beaucalre. Pont.	2 1/4	48 1/2			
Saugeons.	1 3/4	50 1/4			
Fourques.	1 «	51 1/4			
Arles (rive gauche).	1 «	52 1/4			

NOTA. La légère différence qu'on remarque entre le parcours de la rive droite et celui de la rive gauche du Rhône, provient de ce que les distances d'un lieu à l'autre sont calculées approximativement, ces endroits n'étant pas tous également distants du fleuve.

Les bateaux à vapeur partent, en temps ordinaire, tous les jours du port de la Charité, entre cinq et six heures du matin. Le trajet de Lyon à Avignon se fait en dix heures, celui de Lyon à Arles en douze heures; il faut coucher dans cette dernière ville : le départ pour Marseille n'a lieu que le lendemain dans la matinée, et vers deux heures on est rendu à Marseille.

Indépendamment de ces services, il y a un service spécial tous les jours de Lyon à Valence, à onze heures du matin.

Les prix des places sont :

De Lyon à	Valence, 1 ^{re} , 10 fr.; 2 ^e , 7 fr. 50 c.
	Avignon, — 20 fr.; — 15 fr.
	Arles, — 25 fr.; — 20 fr.
D'Arles à Marseille, — 7 fr. 50; — 5 fr.	

DESCRIPTION

DE LA ROUTE DE LYON A ARLES.

Nous partons de Lyon entre cinq et six heures du matin, par le faubourg de la Guillotière, nous longeons l'allée Perrache; à gauche s'étendent les Brotteaux, à droite le chemin des Étroits. Nous voyons au pont de la Mulatière la Saône se jeter dans le Rhône.

Les bords du Rhône n'offrent pas autant de pittoresque que ceux du Rhin, ni même ceux de la Saône; cependant, le voyage de Lyon à Arles n'est pas sans intérêt. Le climat y change tout à coup, il semble qu'on passe dans une autre zone. Les paysages sont autres aussi, et les souvenirs historiques qui se pressent à chaque pas, sont d'une nature différente; ils se résument presque généralement dans de précieux restes d'antiquité et dans les guerres de religion.

A *Sainte-Foy* on jouit, du haut du coteau, d'une vue magnifique d'où l'on découvre une étendue immense. Les Alpes d'un côté de l'horizon, le Mont-d'Or de l'autre, les montagnes du Lyonnais et du Forez, le Mont-Pila au front toujours neigeux, enfin, le Mont-blanc, masse imposante qui domine l'espace. A vos pieds s'étendent des villes, des villages, des châteaux, des campagnes sans nombre, parsemés sur les bords du Rhône et de la Saône; la ville de Lyon étalant aux yeux étonnés toutes ses splendeurs comme toutes ses misères.

Sainte-Foy produit du vin estimé; mais celui d'*Irigny* qui vient bientôt après est préféré.

Jusqu'à *Saint-Symphorien*, où de riantes îles dérobent un instant la vue du fleuve, la route conserve son charme, qui est comme un dernier souvenir des bords enchanteurs de la Saône.

Après ce bourg où est né Berchoux, l'auteur du poëme de *la Gastronomie*, le pays prend un aspect plus triste et se couvre peu à peu exclusivement de vignobles.

Givors est un joli endroit, enroulé, en quelque sorte, autour du Rhône, à la jonction du canal de Givors et sur le chemin de fer de Saint-Étienne. Sa population qui est de près de 5,000 habitants, est très-commerçante. Le canal se termine à Givors par un vaste bassin de 267 mètres de long sur 99 mètres de large ; les murs sont revêtus de pierre de *choin*, qui est dure comme du granit et inaltérable aux impressions de l'air.

L'approche de VIENNE s'annonce par des environs agréables et un très-beau quai, au pied d'un amphithéâtre de collines renfermées autrefois dans la ville antique. Vienne, chef-lieu de sous-préfecture de l'Isère, est une ville aussi célèbre qu'ancienne dont l'origine est inconnue. Tous les auteurs de l'antiquité ont parlé de Vienne comme d'une cité importante. Quelque part que l'on fouille dans son terrain, on rencontre des vestiges romains, des temples et des cirques immenses, des morceaux d'architecture, de magnifiques objets d'arts, des précieux restes d'antiquité. Un temple dédié autrefois à Auguste et à Livie, se voit encore au milieu de la ville. Un autre monument se trouve aussi hors de la porte d'Avignon, sur la droite de la route; on l'appelle le *plan de l'Aiguille*; c'est une pyramide d'environ 14 mètres, élevée sur un socle de pierres de taille assemblées sans chaux ni ciment, et couronnée d'un entablement; les angles sont ornés d'une colonne engagée, et ses quatre faces sont percées d'une arcade. La cathédrale est un magnifique monument d'architecture gothique, et l'un des plus curieux de France par ses proportions et ses innombrables sculptures. Les autres curiosités de Vienne sont l'église de l'ancienne abbaye de Saint-André-le-Bas, qui date du x^e siècle; le quartier de Cavalerie, la bibliothèque publique qui renferme 10,000 volumes, le musée, riche de toutes les trouvailles d'antiquité faites dans le pays; le collège, bâti par les Jésuites, grand et beau comme tout ce qu'ils ont construit; les hospices, l'abattoir, la halle, etc. Au faubourg de Pont-l'Évêque on exploite des mines de plomb, qu'il est bon de visiter. Vienne était la capitale des

Allobroges. Tibère en fit une colonie romaine : Claude lui donna un sénat, qui fut le premier de ceux des Gaules ; il fut le séjour principal du gouverneur de la Narbonnaise. Sous Dioclétien il donna son nom à la Viennoise, détachée de la Narbonnaise. Les Burgundes en firent leur capitale en 432, les Francs le prirent en 534, Charles le Chauve l'assiégea en 871 et s'en empara. Il redevint capitale en 879, lors de la formation du royaume de Bourgogne ou Bourgogne Cisjurane ; mais après la réunion des deux Bourgognes, il perdit ce rang qu'Arles lui ravit. Son sort, depuis ce temps, fut celui du Dauphiné ; cependant il ne se soumit à la France qu'en 1448, environ un siècle après la réunion de cette province. En 1311, sous Clément V, se tint à Vienne le seizième concile œcuménique : ce fut celui qui supprima l'ordre des Templiers. On sait que Ponce Pilate, gouverneur de Judée, eut ensuite le gouvernement de Vienne où, dit-on, il mourut.

Vienne est la patrie de saint Mamert et de Claudien Mamert, de Guy-Pape, de l'historien Chorier et de cette renommée récente et soudaine qui s'est révélée l'année dernière à la France par la tragédie de *Lucrèce*. Espérons que M. Ponsard n'en restera pas là, et que bientôt l'*Odéon* ou les Français nous feront apprécier une nouvelle production de sa plume. — Hôtels de la *Table-Ronde, des Trois-Rois*.

En sortant de Vienne nous apercevons le riche coteau d'*Ampuis*, renommé pour ses abricots et ses melons, que domine le Mont-Pila, ce baromètre des Lyonnais qui disent : *Quand le Mont-Pila prend son chapeau de nuages, signe de pluie*. En face est la fameuse Côte-Rôtie dont les vins sont si renommés. Après avoir dépassé *Condrieu*, dont les vins blancs sont exquis, et *Aubervie*, nous arrivons à la jolie ville du *Péage-du-Roussillon*, où Charles IX donna l'édit de ce nom, qui fixa le commencement de l'année au 1^{er} janvier. C'est à ce bourg que le soleil de la Provence fait sentir au voyageur les effets de sa douce influence ; ses rayons dissipent les brouillards qui couvrent fréquemment la route que nous venons de parcourir. Le ciel se colore d'un azur plus vif, et les campagnes riantes semblent s'animer d'une nouvelle vie.

Le pays devient agréable et fertile, et bientôt, près de *Saint-*

Rambert, nous quittons le département de l'*Isère*, pour entrer dans celui de la *Drôme*, séparé du département de l'*Ardèche* par la rive droite.

La première ville qui s'offre à nos regards est *Saint-Vallier*, avec son château de forme gothique dont la façade, d'une architecture moderne et ornée de peintures à fresque offre, un bel effet de perspective. C'était autrefois une maison de plaisance de Diane de Poitiers. Les environs de Saint-Vallier sont charmants. La vallée du Rhône se rétrécit fréquemment par le rapprochement des montagnes, surtout près de *Serves* et de *Tain*.

Un très-beau pont suspendu, dont la construction et la hardiesse font honneur aux frères Séguin, sépare la Drôme de l'*Ardèche*, *Tain* de *Tournon*; c'est le premier qui ait été jeté sur le Rhône. Tain est une jolie petite ville de 2,400 habitants, agréablement située au pied de la montagne de l'Hermitage qui donne son nom à des vins fameux. Près de la ville est la montagne de Pierre-Aiguillon qui recèle une carrière des plus beaux granits de France; on y remarque un taurobole consacré à Cybèle l'an 18 de Jésus-Christ, sous Commode.

TOURNON est une ancienne ville, chef-lieu d'arrondissement du département de l'*Ardèche*. Une inscription trouvée sur les murs du château et conservée dans l'église de Saint-Jean-de-Muzol, fait remonter son origine à une haute antiquité. La situation de la ville est pittoresque, au pied d'un rocher escarpé. Du temps de Charles Martel son château était déjà célèbre. Le cardinal de Tournon y fonda un collège qui devint sous Louis XVI une école militaire tenue par les Oratoriens; c'est un très-beau bâtiment rendu maintenant à sa destination primitive. La population de Tournon est de 4,000 habitants. — Hôtels de l'*Assurance* et du *Lion d'Or*.

Un grand nombre d'habitations charmantes bordent les deux rives jusqu'à Valence.

Rien de pittoresque comme l'antique château-fort de la *Roche-de-Glan*, bâti sur la pointe d'un rocher qui s'avance sur le Rhône, et qui n'est séparé de la rive gauche que par une trouée établie pour faciliter la navigation. Roger de Clérieu qui en était seigneur, y avait établi un péage auquel il voulut contraindre

saint Louis, lorsqu'il se rendit en Terre-Sainte. Le roi fit le siège du château dont il parvint à se rendre maître, et le rasa ; mais Roger ne tarda pas à le relever. Après la Roche de Glun nous traversons l'embouchure de l'Isère, et nous entrons dans le territoire des anciens *Segusiani* ; sur la rive droite était celui des *Helvii*, que les Cévennes séparaient des *Arrani*.

Il n'est pas midi et déjà nous voici à VALENCE ; *Saint-Péray* aux vins mousseux est ce côteau à droite couvert de vignes.

Le nom de Valence rappelle mille souvenirs auxquels s'attachent des noms historiques de tous les siècles. Avant la conquête des Gaules, cette ville était la capitale des Ségaluniens. Pline, le premier, en parle sous le nom de *Valencia Sego Vellaunaurum*. Tous les itinéraires en font mention parce qu'elle était traversée par deux voies militaires. Au ^v^e siècle, Valence fut attaqué par les Vandales et les Goths ; que repoussa Constance, associé depuis à l'empire. En 430, *Ætius* abandonna le pays aux Alains, qui s'y établirent et ruinèrent la colonie romaine. Valence fut ensuite assiégé par les Lombards, pris par les Sarrazins en 730, réduit en cendres par Charles Martel, et pillé par les Normands en 860. Tour à tour enclavée dans les royaumes de Bourgogne et de Provence, cette ville échut à l'empire sous Conrad le Salique, qui hérita de Rodolphe III de la Bourgogne et de la Provence. Après la dissolution du royaume de Bourgogne, Valence passa sous la puissance des princes de Valentinois, puis des évêques, qui en furent chassés au commencement du XIII^e siècle par les habitants, qui tentèrent d'affranchir leur commune, ce qui ne dura pas. C'est à cette époque que les bourgeois bâtirent des maisons fortifiées et flanquées de tours du haut desquelles ils faisaient respecter leurs privilèges. La réformation y fit de grands progrès, et, en 1566, les protestants s'en emparèrent, ainsi que de quelques autres villes qui s'étaient déclarées pour eux. De Gordes, gouverneur de la ville, en sauva un grand nombre lors du massacre de la Saint-Barthélemy ; le savant Scaliger ne dut la vie, en cette occasion, qu'au dévouement de l'illustre Cujas. Montbrun, chef du parti protestant, dont le nom a acquis dans ces contrées une célébrité populaire, fut sur le point de s'en emparer en 1573. On sait le séjour que fit à Valence, de 1785 à 1791, le lieutenant d'artillerie

Bonaparte, qui y contracta quelques amitiés qui furent dans la suite la source de plusieurs grandes fortunes. En 1798, le Directoire, pour venger l'assassinat à Rome du général Duphot, fit enlever le pape et l'exila à Valence, où il mourut au bout de quarante-cinq jours.

Valence, dont la population est de 10,000 habitants, est le chef-lieu du département de la Drôme et d'un évêché. Des murailles flanquées de tours et percées de portes entourent la ville, qui est généralement assez mal bâtie. Elle se divise en haute et basse ville; elle possède de jolies promenades et un polygone pour les exercices d'artillerie, qui passe pour le plus beau de France.

L'église Sainte-Apollinaire n'a de remarquable que le buste de Pie VI, par Canova.

Le monument funèbre de la famille Mistral et la maison de M. Aurel, libraire, sont des objets d'art de la plus grande singularité, et que ne manquent pas de visiter tous les voyageurs. On remarque encore à Valence la bibliothèque publique de 15,000 volumes, un magnifique palais de justice, le jardin botanique et l'un des plus beaux ponts suspendus de France. Il s'est tenu à Valence trois conciles nationaux (en 374, 584 et 855). L'université de Grenoble y fut transférée en 1454 par Louis XI; c'est là qu'enseigna Cujas, et que siégea la chambre ardente qui condamna Mandrin en 1755. Valence est la patrie de Joubert, médecin célèbre; de Championnet, l'un des plus illustres généraux de la république, auquel la ville fait élever une statue; de François de Nantes et de M. Béranger de la Drôme, pair de France, et l'un de nos plus grands économistes. Les meilleurs hôtels de Valence sont ceux de la *Croix-d'Or*, de l'*Europe* et du *Commerce*.

Au sortir de Valence, le Rhône roule ses eaux rapides au milieu de riches prairies; à droite et à gauche, sur ses rives, sont jetés les villages de *Guilherand*, *Soyons*, la *Vache*, *Charmes*, la *Paillasse*, petit hameau dans lequel on voit une colonne milliaire posée l'an 147, sous Antonin le Pieux; *Beauchastel*, où le Rhône reçoit les eaux de la petite rivière de l'Érieux; à *Livron*, la Drôme se jette dans le Rhône. Livron est un bourg de 3,000 habitants qui a marqué dans les troubles religieux. Au *xvi^e* siècle, c'était une des places les plus importantes du Dauphiné: Dupuy-

Montbrun et Lesdiguières, qui commandaient les protestants, y soutinrent pendant sept mois un siège mémorable contre Henri III, qui fut obligé de se retirer après trois assauts successifs, quoique à la tête d'une armée de 18,000 hommes. Les femmes surtout se distinguèrent durant ce siège, raillant les assiégeants, et plaçant sur les remparts de vieilles femmes filant tranquillement leurs fuseaux. Livron, bâti sur un endroit escarpé, au milieu d'une plaine ravissante, possède sur la Drôme un magnifique pont en marbre. *La Voulte* est cette petite ville sur la rive droite, dominée par un ancien château; *Loriol*, que nous apercevons ensuite, est un gros bourg de près de 4,000 habitants, dont la fondation est attribuée à l'empereur Aurélien, qui lui donna son nom; il a été pris et repris souvent pendant les guerres de religion. C'est la patrie du naturaliste Faujas de Saint-Fond.

Nous passons devant le *Pouzin*, qui ne se trouve qu'à une petite distance de *Privas*, chef-lieu du département de l'Ardèche, devant *Baix*, les *Tourettes*, *Comas*, *Derbières*, puis *Rochemaure*, surmonté de trois rochers de basalte en pyramide, dont l'un, celui du milieu, est couronné des ruines d'un ancien château, du plus pittoresque effet. Ce dut être autrefois une construction considérable, à juger par ce qui en reste et qui couvre toute la montagne volcanique sur laquelle il a été élevé; c'est une curiosité intéressante à visiter. Aux environs le *Chenevari* est un ancien volcan du plus singulier aspect; les Balmes de *Montbrun* et de *Neyras* sont des bouches de cratères.

Le naturaliste a d'amples moissons de faits curieux, d'inductions plus ou moins certaines à recueillir dans cette contrée. Montélimart, que nous allons apercevoir, sera pour lui un point de départ pour aller explorer une contrée volcanique fort intéressante.

MONTÉLIMART, chef-lieu d'arrondissement du département de la Drôme, paraît être l'ancienne *Acusio colonia*. La ville porta ensuite le nom de Monteil, auquel elle ajouta plus tard celui d'Adhémar, dont on a fait Montélimart. C'est une des premières villes qui adoptèrent la réforme. Les protestants, de Gordes, Coligny, Lesdiguières, de la Suze l'assiégèrent et s'en rendirent maîtres tour à tour, et chaque fois elle eut à subir des dévastations nou-

velles. Elle resta enfin au pouvoir des protestants. C'est sur le port en pierre qui se trouve à la porte méridionale, que le duc d'Angoulême soutint un combat en 1815. Montélimart est situé au confluent du *Roubion* et du *Jabron*, au milieu d'un joli paysage et sur le penchant d'une colline couverte de vignes. La ville est bien bâtie, entourée de murailles et percée de quatre portes aux quatre points cardinaux.

Des canaux qui se détachent du *Roubion* et du *Jabron* font mouvoir des fabriques et servent à l'irrigation de vertes prairies par un système digne d'attention. Montélimart n'a du reste aucun monument bien curieux, et de renommée que par ses nougats. Sa population est de 8,000 âmes. — Hôtels : des *Princes*, du *Lion-d'Or*.

Le village de *Châteauneuf* était autrefois une place entourée de murailles et défendue par deux châteaux-forts des deux côtés du défilé étroit à l'entrée duquel il est situé.

Presque vis-à-vis de Châteauneuf est la petite ville de *Viviers*, siège d'un évêché, dont le palais est un des plus beaux de France. La ville est mal bâtie et mal pavée. Elle est renommée pour les excellents moutons qu'elle élève ; sa population est de 2,500 habitants.

Le bourg de *Donzère* est situé au milieu d'un vignoble estimé ; l'élévation considérable qui le domine supporte les ruines de l'ancien château des évêques de Viviers, bâti au XVI^e siècle. On jouit de là d'une vue étendue sur le cours du Rhône, le département de Vaucluse et les Alpes.

Après *Donzère* s'étend une vaste plaine bien cultivée et qui mène à *Pierrelatte*, bâti au pied d'un rocher que couronnait un château-fort dont le fameux baron des Adrets parvint à se rendre maître, en 1562, après une résistance désespérée. Contre la foi des traités, il fit précipiter la garnison du haut des murs et massacrer tous les habitants. Non loin de *Pierrelatte* se trouve *Saint-Paul-Trois-Châteaux*, l'une des plus anciennes villes des Gaules, antique capitale des Tricastins. Auguste en fit une colonie romaine qui prit le nom d'*Augusta Tricastinorum*, nom qu'elle quitta au V^e siècle pour celui de Saint-Paul ; on voit encore des traces des trois châteaux qui la dominaient et qui ajoutèrent à son nom. Il y reste des vestiges nombreux et curieux de sa haute antiquité.

La ville de *Saint-Andéol*, située sur la rive droite, est fort

agréable ; nous passons sous un beau pont suspendu. Elle possède, à une légère distance, une grotte curieuse, taillée dans le roc vif, entre deux gouffres profonds, et dans laquelle se trouve le monument gaulois le plus remarquable sans doute que nous possédions. C'est un temple du dieu Mithras, où l'on voit plusieurs figures sculptées en bas-relief, assez bien conservées et du plus haut intérêt. C'est aux environs de Saint-Andéol que nous quittons à la fois, des deux côtés, les départements de la *Drôme* et de l'*Ar-dèche*, pour entrer dans ceux de *Vaucluse* et du *Gard*.

Le bourg muré de la *Palud* est célèbre par la capitulation du duc d'Angoulême en 1815.

Nous entrons ici dans les belles plaines de *Vaucluse* resserrées entre le *Rhône* et des montagnes. Celles-ci se rapprochent insensiblement. Leur hauteur varie, sur la rive gauche de 500 à 700 mètres ; sur la rive droite elles atteignent 900 à 1,000 mètres. Souvent, dans ces gorges, le vent change tout à coup ; le mistral, ce sémon de nos parages, soulève les eaux du fleuve et semble vouloir briser les navires contre les rochers qui bordent le rivage.

Nous sommes au *Pont-Saint-Esprit*, ville de 5,000 habitants, appartenant au département du *Gard* ; le *Rhône* y forme un port commode qui lui donne une position favorable au commerce. Les beaux boulevards qui l'entourent lui prêtent un aspect agréable, mais ses rues sont étroites et malpropres. Elle est défendue par une citadelle que Louis XIII fit construire pour contenir les protestants. Son nom primitif était *Saint-Savournin* qu'elle changea pour celui qu'elle porte maintenant et qu'elle prit du pont étonnant sous lequel nous allons passer. Commencé sous saint Louis, et achevé sous Philippe le Bel, il résiste depuis cinq siècles contre la fureur du *Rhône*, énorme en cet endroit, et qui vient se briser contre ses arches indestructibles. On ne sait ce que l'on doit le plus admirer, de sa longueur, de sa solidité, de sa hardiesse ou de son élévation. Il se compose de vingt-trois arches à plein cintre, dont dix-neuf grandes et quatre petites ; chaque pile est en outre percée d'une petite arcade au-dessus de l'éperon pour l'écoulement des grandes eaux. Les deux tiers du pont sont fondés sur le roc, et le reste sur pilotis. Mais, ce qui

paraîtra le plus singulier, l'architecte, guidé par son caprice ou par la difficulté du terrain, ne l'a point construit en ligne droite, il lui a fait décrire un coude très-prononcé : sa longueur totale est de 812 mètres 10 centimètres.

Peu loin du Pont-Saint-Esprit se trouvent, sur la rive opposée, les bourgs de *Mont-Dragon*, de *Mornas* et de *Piollenc*, si semblables entre eux que l'œil trompé du voyageur croit toujours voir le même endroit et le même rocher calcaire surmonté d'un vieux château ruiné qui le domine. C'est de celui de Mornas que le baron des Adrets forçait les prisonniers à se précipiter sur les piques de ses soldats. On raconte qu'il en fut un qui échappa à ce barbare supplice par une rare présence d'esprit. Comme il se préparait à plusieurs fois pour exécuter le saut fatal : — Comment, miserable, lui dit le féroce partisan, il te faut trois coups pour te précipiter ! — Je vous le donne en dix !..... lui répond le patient, d'un ton imperturbable. — Ce mot lui sauva la vie.

Bagnols est une petite ville sur la *Cize* qui n'a rien de remarquable, si ce n'est qu'elle est la patrie du spirituel Rivarol.

Sorgues, sur la petite rivière de ce nom, est un bourg agréablement situé et dominé par deux tours qui faisaient anciennement partie d'un château des papes. Le pont jeté sur la Sorgues est singulièrement construit sur deux alignements différents ; il est très-ancien.

La petite ville de *Villeneuve*, située vis-à-vis d'Avignon, communiquait autrefois avec cette dernière ville par un beau pont dont il ne reste plus que quatre arches. C'est une ville de 5,000 habitants, qui conserve encore quelques anciens monuments religieux.

AVIGNON s'annonce de loin par un aspect guerrier qui n'est guère en harmonie avec le calme et la paix dont il devait être le séjour sous la domination des papes, et dont semble témoigner une multitude de flèches et de clochers qui l'ont fait appeler par Rabelais la ville sonnante. C'est à Avignon surtout que le mistral fait sentir ses bourrasques ; mais il fait pour la ville l'office du bourru bienfaisant, ainsi que l'atteste un dicton du moyen âge, dans ce latin transparent :

*Avenio ventosa ,
Sine vento venenosa ,
Cum vento fastidiosa.*

Sans le mistral , en effet , la ville serait humide et malsaine.

Si nous nous arrêtons à Avignon , comme je vous le conseille pour visiter en détail cette curieuse cité , nous pourrions aussitôt avoir un échantillon des mœurs grossières encore de sa population , comme de celles de presque toute la Provence. Nous serons assiégés par cette célèbre et classique nuée de commissionnaires qui s'empareront , qui d'une malle , qui d'un carton à chapeau , qui d'un parapluie , tel autre d'une canne ou d'un coussin , sans que vos réclamations puissent les empêcher de vous assaillir et de vous forcer à laisser emporter vos effets souvent au premier hôtel venu , vous rançonnant impudemment ensuite pour leur officieuse assistance. Cependant l'administration municipale a établi un tarif , assez élevé du reste , qui limite les prétentions des commissionnaires à 1 fr. pour une malle , et 50 cent. pour un carton à chapeau. En cas de contestation , ce qui arrive souvent , on recourt à cette taxe , et , au besoin , au maître de l'hôtel.

Avignon , fondé par les Phocéens de Marseille , vers 539 avant Jésus-Christ , fut longtemps la capitale des Cavares. Sous les Romains , il fit d'abord partie de la Gaule narbonnaise , puis de la deuxième Viennoise. Gondebaud , roi des Bourguignons , s'en empara au v^e siècle , et s'y défendit contre Clovis. Depuis il devint la proie des Goths , et enfin des Francs , sous Thierry , roi d'Austrasie , en 612. En 730 et 737 , les Sarrasins s'en emparèrent , mais ils en furent deux fois chassés par Charles Martel. Après le partage de l'empire de Charlemagne , Avignon fut compris dans le royaume d'Arles ou de Bourgogne , et fut possédé en commun par les comtes de Provence et de Forcalquier , puis par ceux de Toulouse et de Provence. Toutefois , sous la domination de ces comtes , Avignon s'érigea en une espèce de république ; mais au commencement du XIII^e siècle , cette ville , ayant pris parti pour Raymond , comte de Toulouse , protecteur des Albigeois , fut assiégée par le roi Louis VIII et prise au bout de trois mois ; il y perdit 22,000 hommes. En 1521 , elle fut forcée de se soumettre aux deux frères de saint Louis , Alphonse de Poitiers et Charles d'Anjou , héritiers , par les femmes , des comtés

de Toulouse et de Provence, et qui la possédèrent par moitié. Après la mort d'Alphonse, en 1271, Philippe le Hardi hérita de sa part d'Avignon, et la transmit en 1285 à son fils Philippe le Bel. Celui-ci la céda en 1290 à Charles d'Anjou, qui dès lors resta seul propriétaire de toute la ville. En 1329, sous le pape Clément V, Avignon devint la résidence des papes, déjà possesseurs du comtat Venaissin. Il fut acheté en 1348 par Clément VI à la comtesse de Provence, Jeanne de Sicile, pour la somme de 80,000 florins d'or qui ne furent pas payés. Lorsque Grégoire XI transporta de nouveau le siège de la papauté à Rome, Avignon fut administré par un légat; il resta soumis au saint-siège jusqu'en 1791, où il fut réuni à la France en même temps que le comtat Venaissin. Cette réunion fut confirmée en 1797 par le traité de Tolentino. Avignon a, dans ces derniers temps, acquis une triste célébrité par les crimes et les excès dont il fut le théâtre pendant les troubles du Midi, en 1815.

Avignon est le chef-lieu de la préfecture de Vaucluse et le siège d'un archevêché. Il s'y trouve une succursale de l'hôtel des Invalides et une maison de santé pour les aliénés. Sa population est de 34,000 habitants. Une riche et vaste plaine l'environne, le Rhône le baigne, et il est traversé par la Sorgues et par le canal de la Durance qui alimente de nombreuses usines. La ville, dont la forme est un cercle régulier, est assez bien bâtie; quoique les rues soient étroites et mal percées. Les quais du Rhône sont magnifiques; les remparts, bordés de créneaux et flanqués de tours, sont les plus beaux et les mieux conservés du midi de la France. De belles promenades entourent la ville, auprès de laquelle le fleuve, se partageant en plusieurs bras, forme des groupes d'îles verdoyantes qui offrent des charmes de toute sorte. Un magnifique pont suspendu, construit récemment, joint les deux rives.

L'église métropolitaine est un antique édifice construit sur les ruines d'un temple païen, détruit par les barbares, puis reconstruit par Charlemagne. La chapelle de la Résurrection est un chef-d'œuvre de sculpture. Elle est ornée d'un belle Vierge de Pradier, du mausolée de Jean XXII et de la tombe du brave Crillon et de sa famille.

Le palais des Papes est un monument étonnant par son irrégu-

larité, sa grandeur, son élévation, ses tours, sa majesté imposante, ses créneaux, ses ogives, l'épaisseur de ses murs, son architecture sans suite, sans caractère. L'intérieur est curieux à visiter, et étonne plus encore, peut-être, par son immensité et par les traces de l'auguste séjour des pontifes qui déposaient les rois et donnaient des couronnes.

La gendarmerie occupe l'ancien hôtel des monnaies, bâti par Paul V. Près de là se trouve l'auberge où fut assassiné le maréchal Brune.

L'hôtel des Invalides, succursale de celui de Paris, est placé dans les immenses bâtiments du séminaire de Saint-Charles, des Célestins et de la maison de Saint-Louis. Il possède un jardin magnifique.

La bibliothèque publique renferme 45,000 volumes et 500 manuscrits. Le muséum Calvet, fondé par le médecin de ce nom, contient de magnifiques collections de médailles, d'antiquités, d'objets d'arts, de livres et de tableaux précieux, un cabinet d'histoire naturelle. Le Musée renferme des productions des principaux maîtres de toutes les écoles. Outre ces établissements, Avignon en a beaucoup d'autres dignes de remarque. Crillon, Folard, écrivain militaire, Joseph Vernet, le jeune et courageux Viala; l'abbé de Boulogne, évêque de Troyes; les archéologues Fortia d'Urban et Arthaud, M. Castil-Blaze, ont vu le jour à Avignon. Il s'y fait un grand commerce de garance, de chardons, de farines, de graines et de légumes. — Hôtels : de l'*Europe*, du *Bras-d'Or*, du *Palais-Royal*.

Les voyageurs porteurs d'un permis de passage gratuit par Toulon trouveront des voitures qui font le trajet direct de cette ville en passant par *Saint-Andiol*, *Orgon*, *Saint-Canat*, *Aix*, *Gardanne*, *Roquevaire*, *Cujes*, et le *Beausset*.

En sortant d'Avignon les rives du Rhône perdent peu à peu de leur pittoresque à mesure que l'on pénètre dans l'aride Provence.

C'est sans doute avant d'arriver à Avignon que M. de Lamartine a composé ces vers que j'ai trouvés écrits de la main de l'illustre poète sur l'album du capitaine du bâtiment à vapeur l'*Aigle* :

Demande, ô voyageur, pour descendre la vie,
Ce que m'offre ce fleuve en descendant son cours ;

Une route rapide au gré des flots suivie,
Un rivage qui change au gré de ton envie,
Une eau calme et rapide, un ciel pur, et des jours
Que le soleil fait longs, que le plaisir fait courts.

Nous ne tardons pas d'arriver à l'embouchure de la *Durance*, et nous entrons dans le département des Bouches-du-Rhône. Nous passons devant *Barbantane*, bourg de 2,400 habitants, bâti sur le penchant d'une colline couronnée par les ruines d'un ancien château dont il reste encore une magnifique tour.

Comme à Tain et Tournon, nous passons sous un admirable pont suspendu, qui sépare également deux villes, *Beaucaire* et *Tarascon*.

Beaucaire, l'ancien *Ugarnum*, est une ville de 10,000 habitants, placée dans la position commerciale la plus avantageuse, sur la rive droite du Rhône, à l'embouchure du canal d'Aiguemortes. Jusqu'à Beaucaire le Rhône est navigable pour les bâtiments de petite dimension et même pour les brics qui y viennent à pleines voiles de tous les ports de la Méditerranée, ce qui en fait l'entrepôt général du commerce de la France avec l'Espagne, les côtes d'Afrique et d'Asie, ainsi qu'avec le Levant et l'Italie. C'est à ces relations sans nombre qu'est due la foire de Beaucaire, rendez-vous général des commerçants des principales parties du monde qui y viennent tous les ans opérer d'importantes transactions. Cette foire est l'une des plus considérables de l'Europe, et ne le cède pas à celles de Francfort, de Leipzig, de Novi ou de Tangarok; elle se tient du 1^{er} au 28 juillet, dans l'intérieur de la ville, et sous des tentes plantées dans une vaste plaine bordée d'ormes et de platanes le long du Rhône. Deux ou trois cent mille négociants se pressent alors dans cet espace encore trop étroit, et offrent le plus curieux spectacle par la diversité des costumes, du langage, des mœurs, des marchandises les plus riches et les plus variées, témoignages de l'industrie de tous les peuples. La ville est bien bâtie, mais les rues sont étroites, mal percées.

TARASCON est une ville ancienne, entourée de murailles flanquées de tours, percée de trois portes et dominée par un antique château bâti sur un rocher baigné par le Rhône. Les rues sont

larges et bien percées; celle qui conduit à l'hôtel-de-ville est ornée de portiques où l'on peut circuler à l'abri de la pluie. Les environs sont agréables. L'église est un bel édifice gothique du XI^e siècle. Le château est un magnifique monument qui est le plus beau que le XV^e siècle ait légué au Midi; il a été habité par les comtes de Provence. La ville doit son nom, dit-on, à un dragon qu'on appelait *Tarasque*, et dont sainte Marthe aurait délivré la contrée. Elle fut autrefois très-florissante. Sa population est de près de 11,000 habitans. Le pont qui l'unit à Beaucaire est immense, et n'a d'égal que le célèbre pont de Menai en Angleterre (1). Des chemins de fer conduisent de Beaucaire et de Tarascon à Nîmes, Alais et la Grand'Combe.

ARLES est la ville de France la plus curieuse à cause de son ancienneté, de ses destinées diverses et des monuments splendides dont elle conserve des restes magnifiques. Arles existait longtemps avant César qui y fit construire douze galères pour combattre les Marseillais. Les Romains le conservèrent pendant six siècles; les Goths et les Mérovingiens s'en rendirent maîtres et le dévastèrent sans lui ôter cependant de son rang et de son influence.

La ville est située au-dessous du delta que forme le Rhône en se séparant en deux branches. Les rues sont assez régulières, les quais magnifiques et le port un des plus importants du commerce de France. C'est le chef-lieu de l'arrondissement d'Arles; sa population est de 20,000 habitants.

Parmi ses antiquités les plus remarquables, se distinguent :

L'*Amphithéâtre*, immense bâtiment romain, de 140 mètres sur 103 hors œuvre. Il pouvait contenir vingt-quatre mille spectateurs assis sur quarante-trois rangs de gradins. Son étendue et ses dimensions sont plus fortes que celles de l'amphithéâtre de Nîmes.

Le *Théâtre* est le monument dont il reste le moins de ruines,

(1) Au moment de mettre ces lignes sous presse, nous apprenons avec douleur que les tempêtes qui depuis quelques jours dévastent presque toute la France, ont détruit ce pont admirable. Le tablier a été emporté et il ne reste plus rien de ce magnifique ouvrage. Ce sinistre suspend inopinément les relations quotidiennes qui existent entre les deux cités importantes qu'il unissait, (10 mars 1844.)

quoique journellement on en découvre de nouvelles par les fouilles nombreuses qu'on y exécute.

L'*Obélisque* est le seul monolithe de granit exécuté hors de l'Égypte. On le retira de dessous terre sous le règne de Charles IX. On l'érigea en 1676 sur la place Royale ; il fut dédié à Louis XIV et surmonté d'un globe fleurdelisé. C'est une superbe aiguille de 15 mètres 26 centimètres de haut , sur 10 mètres 70 centimètres de largeur à sa base.

Arles possède encore plusieurs autres ruines romaines d'une moindre importance , tels que l'ancien palais Constantin , les Thermes ou le Forum , encore enfoui dans quelques-unes de ses parties , les restes , croit-on , d'un ancien temple de Minerve sur la place Saint-Lucien.

Les monuments que le moyen âge et les temps modernes ont légués à Arles ne sont pas moins remarquables. La cathédrale ou Saint-Trophime , bâtie par saint Virgile au VII^e siècle , est un édifice considérable par sa grandeur , ses décorations , ses détails d'architecture , ses ornements de toute sorte.

L'église Notre-Dame de la Major a été fondée vers le VI^e siècle ; on prétend qu'elle a été bâtie sur l'emplacement d'un temple de Cybèle. Une fouille pratiquée sous le seuil de la porte d'entrée y a fait découvrir , en 1758 , le fameux autel de la bonne Déesse que nous pourrons voir au Musée.

L'église de Mont-Majour , près de la ville , faisait partie d'une ancienne abbaye dont il existe encore des restes imposants. On y admire une curieuse chapelle souterraine , une tour magnifique en belles pierres de Fontvielle , et surtout la chapelle Sainte-Croix , charmant petit chef-d'œuvre , bâtie sur un rocher taillé et creusé comme une ruche.

L'hôtel-de-ville a été construit sur les dessins de Mansard ; c'est un édifice d'une magnifique apparence.

La bibliothèque publique contient 12,000 volumes ; le Musée est rempli d'une quantité d'objets antiques de la plus grande valeur , provenant presque tous des fouilles faites dans le territoire de la ville. Tout le monde connaît la fameuse Vénus d'Arles , découverte dans ces fouilles.

Arles est la patrie de Constantin le jeune , d'Hugues de Saint-Césaire , de Denis Faucher , de Pierre Saxi , etc.

Arles est la Géorgie de la France; les femmes y sont d'une beauté remarquable à laquelle ajoute un costume coquet et original, ainsi qu'une toilette constamment soignée.

Un poète de renom a chanté Arles et ses femmes charmantes; je transcris ici les rimes harmonieuses qu'elles lui ont inspirées, et qui paraîtront d'autant plus justes que ce poète est une femme, et cette femme, M^{me} Louise Collet.

Parmi tant de cités que le Rhône orageux
 Arrose de son cours ou limpide ou fangeux,
 Celle où mon souvenir sans cesse me ramène,
 C'est Arles, à la fois et gothique et romaine,
 Ville des grands débris et des belles amours.
 Là l'idéal des Grecs plus pur renaît toujours,
 Là de leurs frais atours, les femmes revêtues
 Ont la taille et les traits des antiques statues,
 Et la fille du peuple, en jupon écourté,
 De la Vénus du lieu rappelle la beauté.
 Eh ! quel marbre divin vaut ces femmes divines ?
 Fleurs riantes vivant au milieu des ruines,
 Par un été brûlant, il faut les voir le soir,
 Dans le vaste Eliscamp sur les tombes s'asseoir,
 Ou bien, d'un fol amour peuplant leurs rêveries,
 Aux arènes chercher l'ombre des galeries,
 Ou, dans la cathédrale au féérique portail,
 Prier, le front rougi du reflet d'un vitrail;
 Vers les rives du fleuve errer sous les saulées;
 Ou guidant un esquif de leurs mains effilées,
 Folâtrer, se pencher sur l'onde en l'agitant,
 Passant d'un bord à l'autre et ramer en chantant.
 Jamais l'art n'égala leurs grâces naturelles;
 Leur pied, leur sein, leur bras, tout est parfait en elles,
 Leur esprit sans culture a des jets lumineux,
 Leur cœur tendre et naïf enlace dans ses nœuds.
 De la beauté classique uniques héritières,
 Elles savent leur charme et sont chastes et fières.
 Aussi que d'aspirants courbés à leurs genoux !
 Que de jeunes cerveaux elles ont rendus fous !
 Que de brillants seigneurs (au temps des seigneuries !)
 Ont, pour leur plaire, aux pieds foulé leurs armoiries,
 Greffant l'arbre orgueilleux d'une antique maison
 Sur la fleur de beauté qui vaut bien un blason !

Près d'Arles , entre le Rhône et les étangs des Martigues , les Alpines et la mer , est la Crau , plateau immense de 20 lieues carrées de superficie , dont les bords sont cultivés , mais dont le centre n'est qu'un vaste champ couvert de différentes couches de terre roussâtre et brune , mêlée avec une énorme quantité de cailloux de toute grosseur. Le canal de Craponne , du nom de l'ingénieur qui l'a creusé , traverse la Crau et y favorise l'agriculture ; la vigne y vient assez bien et produit de bons vins ; les pâturages y sont excellents , et le canal a déterminé la création de jardins , de prairies , de vergers , etc. , qui n'existeraient pas sans ses eaux bienfaisantes , et qui forment un singulier contraste avec les parties que ces eaux n'atteignent pas.

Mais ce qui est plus curieux encore , c'est la *Camargue* , grande île créée par les atterrissements du Rhône , garantie des inondations du fleuve par des digues , et séparée de la mer par des monticules de sable mouvant.

La quantité de bestiaux de toute sorte , de chevaux , moutons , bœufs , etc. que l'on y élève est incroyable. Nourris pendant l'hiver dans la Camargue , les habitants les font transhummer au printemps , vers les Alpes et le Dauphiné , en troupeaux immenses conduits par des bergers et des chiens d'une intelligence rare et soigneusement exercés. Les chevaux de la *Camargue* sont sauvages et presque tous blancs. Un de nos spirituels littérateurs du jour , Francis Wey , a publié dans un de ses romans , *les Enfants de la marquise de Ganges* , une description très-pittoresque et très-animée de la Camargue et de ses étranges habitants. — Hôtels : du Nord , du Forum.

C'est à Arles que nous nous embarquons pour la première fois sur un bâtiment qui tient la mer. On semble changer tout à coup de vie , et l'on se sentirait tout fier du courage qu'on déploie en affrontant l'élément dangereux , si le mal de mer , cet affreux tribut que vous payez à l'élément liquide , ne venait pas là pour faire faiblir incontinent toute votre vaillance. Bien vous prend d'ailleurs de passer maintenant par cette épreuve , car le trajet d'Arles à Marseille , n'offre rien de curieux ; il est fort court , et sert pour ainsi dire d'introduction bienfaisante au plus grand voyage que vous entreprendrez bientôt.

2^e SECTION. — D'ARLES A MARSEILLE.

En sortant d'Arles nous entrons dans le GOLFE DE LYON. — On nomme ainsi cette partie de la Méditerranée qui s'étend depuis la côte nord-est de l'Espagne jusqu'aux embouchures du Rhône, baignant les côtes de la Catalogne et les départements des Pyrénées orientales, de l'Aude, de l'Hérault et des Bouches-du-Rhône. On écrit aussi quelquefois *golfe du Lion*, et l'on explique ce nom par l'agitation des eaux du golfe dont on compare la violence à la fureur du lion.

Bientôt nous arrivons devant Marseille qu'annoncent au loin l'île d'*If*, célèbre prison d'état qui renferma Mirabeau et le duc d'Orléans; les îles de *Pomègue* et de *Ratonneau*, jointes ensemble par une digue de 300 mètres de longueur, qui forme un port pouvant contenir cent vingt navires, venant des lieux suspects de contagion; les forts Saint-Nicolas et Saint-Jean, ouvrage du roi René, et enfin Notre-Dame de la Garde, chapelle bâtie au hant d'une montagne où se trouve placée la vigie, et qui semble commander à la mer de retenir ses flots pour épargner la grande cité qu'elle a prise sous sa protection.

Nous entrons enfin dans cet admirable port de Marseille, le plus beau et le plus sûr du royaume. Il forme un parallélogramme de 940 mètres de longueur sur 300 mètres de largeur et de 282,000 mètres de superficie. Jamais la tempête n'y a commis le moindre dégât.

Nous sommes éblouis en entrant, par cette forêt de mâts de toute grandeur qui semble au premier abord nous défendre de pénétrer et d'aborder, et par ces pavillons de mille couleurs témoins nombreux de nos relations avec tous les pays du monde, qui viennent y déposer tous les objets de leur commerce et de leur industrie pour les échanger contre les nôtres.

Nous ne tardons pas de recevoir la visite de la *Santé* et de la *Douane*, ces deux ennemies de la peste et de la contrebande; mais comme nous sommes en pays de connaissance, on nous permet bientôt de débarquer librement et nous nous hâtons de sauter sur le quai où le mal de mer nous quitte comme par enchantement, si déjà il n'a pris les devants, et nous volons à l'hôtel pour revenir bientôt admirer cette grande existence de Marseille, et ce magnifique panorama d'un genre si neuf et si intéressant pour nous.

MARSEILLE, chef-lieu du département des Bouches-du-Rhône et de la 8^e division militaire, et siège d'un évêché, est la plus ancienne ville des Gaules. Elle fut fondée par les Phocéens environ 600 ans avant Jésus-Christ, c'est-à-dire un siècle à peu près après Rome. Elle fut dès ce temps florissante par son commerce immense, ses relations avec tout le monde connu, ses navigateurs hardis, ses mœurs policées, ses écoles célèbres et sa nombreuse population; elle jouissait enfin, comme toutes les villes grecques, des avantages précieux d'une civilisation avancée. Marseille partagea avec Carthage le commerce de la Méditerranée; ses flottes allaient jusque dans l'Océan, et quelques-unes dans la Baltique. Alliée à Rome de bonne heure, cette ville lui ouvrit le chemin de la conquête de la Gaule en appelant les Romains à son secours contre les Ligures, puis contre les Cavares. Lors de la formation de la province romaine de Gaule, Marseille n'y fut pas comprise et resta ville libre alliée de Rome. Quand la guerre entre Pompée et César éclata, elle voulut garder la neutralité, subit un siège et fut prise par les troupes de César 49 ans avant Jésus-Christ. Elle redevint bientôt florissante au IX^e siècle. Les Arabes la ruinèrent; elle ne se releva que lentement, et devint de fait république, mais fut soumise au XIII^e siècle par Charles d'Anjou comte de Provence. Elle conservait encore quelques privilèges; Louis XIV les lui ôta. En 1720 et 1721, elle fut ravagée par une peste terrible qui fit éclater le dévouement de son évêque Belzunce et de son corps municipal.

Marseille se divise en vieille et en nouvelle ville. L'ancienne est formée de rues étroites, tortueuses, sales, mal bâties, infectes, qui forment le contraste le plus frappant avec les beaux quartiers, les maisons magnifiques, les promenades superbes, et les monuments

de toute sorte de la nouvelle ville. Celle-ci est traversée dans sa longueur par des rues immenses, et l'entrée de la ville par la porte d'Aix est la plus imposante du monde. C'est une voie large et droite bordée d'arbres et de belles maisons qui continuent jusqu'à la porte Castellane par la rue d'Aix, le Cours et la rue de Rome, dans une étendue de plus de deux kilomètres. La rue de la Canebière débouche sur le port qui, en cet endroit, n'est pas masqué par des navires, et présente l'admirable coup d'œil de l'agitation maritime, et de cette incroyable activité que déploient, sur les quais et dans les bassins, un millier de matelots accourus de toutes les parties du globe, sur des bâtiments de toutes les formes et de toutes les dimensions. Les rues Saint-Ferréol, de Paradis, Beauveau, Monthyon, les places Royale, Saint-Ferréol, Castellane et d'autres, sont dignes d'une grande capitale, ainsi que les belles allées de Meilhan, si ombreuses, si larges et si bien plantées! Mais, chose singulière, Marseille ne possède plus rien des monuments de son ancienne splendeur, et les arts modernes ne l'ont pas dotée davantage de leurs belles créations. Tout est régulier, tout est commode, tout est bien bâti; l'air et la lumière circulent partout, mais tout est monotone, et c'est à peine si l'hôtel de la Préfecture s'écarte seul des formes architecturales imposées au reste de la ville. Le Pujet seul, enfant de la cité, a laissé çà et là trace de son génie dans la construction de quelques halles et l'ornement de quelques édifices.

L'église de la Major, la plus ancienne de la ville, passe pour avoir été bâtie sur les ruines d'un temple de Diane; il s'y trouve quelques bons tableaux, un bas-relief du XI^e siècle, un superbe buffet d'orgue.

L'Hôtel-de-Ville est un bâtiment lourd qui n'a de remarquable que son escalier, la salle du conseil, et une façade ornée de belles sculptures du Pujet.

L'hôtel de la Préfecture est le plus bel édifice de Marseille par ses façades élégantes, sa distribution bien entendue, et son beau et pittoresque jardin.

Le grand théâtre est un vaste bâtiment construit sur le plan de celui de l'Odéon; l'extérieur en est imposant, mais à l'intérieur il est mal distribué et manque à toutes les conditions acoustiques.

L'Observatoire est un établissement dont Marseille peut à bon droit s'enorgueillir ; situé au point culminant de la ville, on y découvre une vue magnifique.

Dire qu'au retour de l'expédition d'Égypte, le Lazaret reçut une armée entière, c'est dire combien il est vaste ; j'ajouterai qu'il est commode et que c'est le plus bel établissement de nos côtes en ce genre.

La bibliothèque publique contient environ 49,000 volumes, et 1,300 manuscrits. Elle est confiée à la surveillance de M. Méry, le célèbre poète Marseillais, longtemps collaborateur de Barthélemy, son compatriote, et dont l'esprit si gai, si ingénieux et d'une tournure si élégante, fait journellement encore les délices des lecteurs de feuilletons et de revues. Marseille est riche d'ailleurs en hommes célèbres, et il s'entretient toujours à Paris une pléiade de littérateurs marseillais ; ainsi, en ce moment, aux noms des deux poètes que je viens de citer, j'ajouterai ceux de E. Guinot, Taxile Delort, A. Morel, Elzéar Pin, etc. C'est à Marseille que sont nés Euthymène, Pithéas et Roscius, ainsi que le généalogiste d'Hosier, H. d'Urfé, Plumier, Mascaron, Dumarsais, le conventionnel Barbaroux, etc. On y voit encore la maison qui appartient, dit-on, à Milon, pour lequel Cicéron a fait son admirable discours *pro Milone*.

Le Musée est riche en beaux tableaux des diverses écoles, au nombre d'environ cent cinquante ; malheureusement ils sont dans un mauvais local, mal éclairé, humide et peu soigné. J'ai eu la douleur de voir, lorsque je l'ai visité, plusieurs toiles endommagées par l'humidité et le faute de soins.

Le cabinet des médailles présente la collection la plus complète qui existe des médailles grecques, des monnaies de France et de Provence.

Le Muséum d'histoire naturelle et le jardin des Plantes sont dignes de leur objet et offrent des collections aussi rares que curieuses.

La chapelle Notre-Dame de la Garde, ou la *Bonne-Mère*, se trouve dans le fort du même nom qui domine Marseille. Il n'est peut-être pas de marin qui a abordé à Marseille qui n'ait fait un pèlerinage à cette chapelle, dont l'intérieur est tapissé des plus riches offrandes, résultats d'autant de vœux exaucés.

La vie, à Marseille, est commode et peu chère, quoique le pays soit aride et improductif; mais la navigation y fait affluer de tous côtés tant de denrées qu'elles s'y livrent à bon marché. La ville offre tous les agréments d'une grande cité et d'un port de mer très-fréquenté. Les promenades sur mer sont charmantes et les buts d'excursions nombreux. La Réserve et le Château-Vert, renommés pour les déjeûners exquis au bord de la mer, le Faro, le château Borelli, belle habitation où se trouve une magnifique galerie de tableaux, le château d'If, ceux de Fontaniers et des Aygalades offrent tous d'intéressants sujets d'exploration. Presque tous ces lieux sont connus; ils ont exercé la verve de bien des poètes, et chacun sait cette ingénieuse débauche d'esprit de Le Franc de Pompignan, qui décrivait ainsi le château d'If en 1740 :

Nous fûmes donc au château d'If.
 C'est un lieu peu récréatif,
 Défendu par le fer oisif,
 De plus d'un soldat maladif,
 Qui, de guerriers jadis actif,
 Est devenu garde passif.
 Sur ce roc taillé dans le vif,
 Par bon ordre on retient captif,
 Dans l'enceinte d'un mur massif,
 Esprit libertin, cœur rétif
 Au salutaire correctif
 D'un parent peu persuasif.
 Le pauvre prisonnier pensif,
 A la triste lueur du suif,
 Jouit pour seul soporatif
 Du murmure non lénitif
 Dont l'élément rébarbatif
 Frappe son organe attentif.
 Or, pour être mémoratif
 De ce domicile afflictif,
 Je jurai, d'un ton expressif,
 De vous le peindre en rimes en if.
 Ce fait, du roc désolatif
 Nous sortîmes d'un pas hâtif,
 Et rentrâmes dans notre esquil,
 En répétant d'un ton plaintif :
 Dieu nous garde du château d'If.

Le château des Aygalades est remarquable par la beauté de son site, de son parc et de ses jardins. C'est une véritable Oasis couverte de verdure et de fleurs, coupée de frais ruisseaux d'eau courante, au milieu de cette aridité, de cette sécheresse et de cette chaude atmosphère de la Provence. Les jardins sont plantés sur les dessins de Lenôtre. Il est, à ce propos, trois noms illustres qui poursuivent sans cesse le voyageur qui visite la France : ce sont ceux de Vauban, de Lenôtre et de David d'Angers ; on dirait que pas un bastion n'a été construit, pas un arbre planté et pas une statue érigée sans le concours obligé de l'un de ces trois hommes ; et je ne sais, en vérité, lequel des trois a remué le plus de pierres, planté plus d'arbres ou donné la vie à plus de marbres ; mais il n'est pas une ville de France, je crois, qui ne leur doive quelque ornement ou quelque défense ; cela devient à la fin d'une monotonie qui me fait être, malgré moi, de l'avis de ce paysan d'Athènes qui invoquait l'ostracisme contre Aristide, ennuyé qu'il était de l'entendre toujours appeler le *juste*. Une des curiosités les plus grandes des environs de Marseille est sans contredit le nombre immense des maisons de campagne, ou *bastides*, qui l'entourent. Il n'est pas un habitant aisé de la ville, que dis-je ! il n'est pas un portefaix ou un emballer, ces membres de deux corporations importantes, qui ne passe le dimanche hors de la ville, et ne décore du nom ambitieux de *bastide*, une mesure bâtie au milieu d'un carré d'oignons, à l'ombre problématique d'un pâle olivier ou d'un mûrier étique.

Marseille, en qualité de grande ville et de ville du Midi, possède un grand nombre d'établissements de bienfaisance ; ils sont bien tenus, bien administrés, et la charité y déploie ses plus fertiles et ses plus sublimes ressources. Mais le plus intéressant de tous, est le pénitencier de Saint-Pierre ès Liens, où sont déposés les enfants détenus par voie de correction paternelle. Il a été fondé par M. l'abbé Fissiau, chanoine honoraire d'Alger, qui a créé également une maison où sont reçues les orphelines que le choléra a faites à Marseille. Ce serait faire le portrait du véritable prêtre chrétien que de décrire les efforts et la sollicitude déployés par l'abbé Fissiau pour rendre à la vertu ces jeunes âmes, que le mauvais exemple et de mauvais penchants ont entraînés dans la voie du vice. Si ces lignes ont la fortune de tomber sous les yeux du

digne abbé, celui qui les écrit serait heureux qu'il y pût voir l'expression de l'admiration qu'il professe pour ses vertus et ses œuvres, et l'assurance de l'attachement sincère qu'il lui a voué.

C'est au pénitencier de Saint-Pierre que sont transférés également les jeunes Arabes condamnés pour de légers méfaits. On ne pouvait certes mieux les initier à notre civilisation qu'en les confiant aux soins de M. Fissiau.

La population de Marseille, la plus considérable de France, après celle de Paris, est de 145,000 habitants; elle a pour éléments des migrations de tous les peuples qui bordent la Méditerranée et du reste de la France; l'élément autochtone semble cependant dominer; viennent ensuite les origines catalane, génoise, piémontaise, grecque, arabe, etc. Les protestants, les schismatiques et les juifs y ont des temples et leurs consistoires particuliers.

— Les principaux hôtels sont ceux des *Empereurs*, des *Princes*, des *Ambassadeurs*, d'*Europe*, des *Bouches-du-Rhône*, du *Cours*, des *Étrangers*, d'*Yorck*, des *Deux-Pommes*, etc.; on y est généralement bien servi. Les cafés sont aussi beaux que nombreux. On trouve à changer toutes les valeurs du monde.

Je vais indiquer ici la marche à suivre pour passer en Afrique, afin que le voyageur n'ait aucun obstacle à surmonter.

Je suppose qu'il s'est muni à Paris d'un passeport *direct* pour Alger; mais s'il avait oublié de remplir cette formalité, il serait obligé de le faire viser avant embarquement et de le déposer, soit à Marseille, dans les bureaux de la compagnie Bazin, rue Canebière, soit à Toulon, chez le sous-intendant militaire.

Tout voyageur ou colon porteur d'un permis de passage gratuit, délivré par le ministre de la guerre, doit, immédiatement après son arrivée au lieu d'embarquement, se présenter devant le sous-intendant militaire qui lui délivre un bulletin d'embarquement et d'embarquement sur lequel il doit prendre passage. Arrivé à Alger, le bulletin est déposé au commissariat central de police et échangé contre un permis de séjour.

Les départs pour l'Afrique ont lieu à 5 heures du soir, les 5, 15 et 25 de chaque mois.

Les	1 ^{re} ,	105 fr.	bagages,	100 k.
	,	80,	—	75 —
		50,	—	50 —

3^e SECTION. — DE MARSEILLE A TOULON.

Désignation des lieux.	DISTANCES		Désignation des lieux.	DISTANCES	
	d'un lieu à l'autre.	de Mars.		d'un lieu à l'autre.	de Mars.
	m. k.	m. k.		m. k.	m. k.
Aubagne.	R. 1 7	n n	* Ollioules.	R. 1 7	6 1
Cujes	R. 1 2	2 9	Toulon		
Le Beausset.	R. 1 4	4 3			

La route de Marseille à Toulon ne présente que peu d'attraits; c'est toujours l'aride Provence et sa poussière affreuse. Cependant, plus on approche du Var, plus la nature revêt sa robe de verdure, et cette teinte agréable qui annonce de loin les délicieux parages d'Hyères.

Aubagne, chef-lieu de canton à 17 kilom. de Marseille, est une petite ville de 6,900 habitants sur l'*Huveaune*, qui commerce en poterie, faïence, toile, excellents vins, etc. C'est la patrie de l'abbé Barthélemy, ancien garde du Cabinet des médailles du roi, auteur du *Voyage du Jeune Anacharsis*. On trouve des bains de marbre antique dans ses environs.

Cujes est un village bâti en forme de croix. On y voit un ancien château nouvellement réparé, et une fontaine très-abondante. On quitte à Cujes le département des Bouches-du-Rhône pour entrer dans celui du Var.

Le Beausset est un bourg de 3,000 habitants qui fait un grand commerce d'huile d'olives et de vins.

La route traverse les célèbres gorges appelées *Vaux* ou *Vallon* d'Ollioules, d'une étendue de près de huit kilom.; c'est un véritable défilé des Thermopyles, resserré entre deux rochers calcaires coupés à pic de la plus complète aridité, et dont les sommets, en se rejoignant, semblent à chaque instant vouloir écraser l'imprudent voyageur qui traverse cet affreux passage, dans lequel on n'entend d'autre bruit que les cris rauques de quelques oiseaux de proie qui cherchent pâture.

Ollioules est un chef-lieu de canton de 3,000 habitants, situé dans un vallon sauvage mais pittoresque. On y voit les ruines d'un château construit dans le XIII^e siècle. On reconnaît aux oran-

gers en plein vent, aux oliviers et aux bastides, qu'on approche de Toulon.

TOULON est un chef-lieu d'arrondissement du département du Var, au pied du mont Pharon; il est chef-lieu de département maritime et l'un des trois grands ports militaires de France. C'est une place forte; sa rade est une des plus grandes et des plus belles de l'univers. Toulon possède de superbes établissements de marine; son bassin de carénage, sa corderie, sa salle des voiles, son arsenal, sa fonderie, ses cases couvertes, son vaste bagne, où il se trouve plus de trois mille galériens, en font un des plus beaux ports du monde. La place du Champ-de-Bataille, rue aux Arbres, est fort belle; on y a transporté la colonne rostrale d'Alger, etc. Aux environs, on remarque le magnifique hôpital militaire et le Lazaret. On y a établi une école royale de navigation, une école de médecine de la marine, une bibliothèque: son industrie et son commerce sont médiocres. C'était jadis une colonie romaine. Toulon fondé, dit-on, par Telo Martino, fut plusieurs fois ravagé par les Arabes et par les Barbaresques. Le connétable de Bourbon le prit en 1524; Charles-Quint en 1526; Louis XIV le fit fortifier par Vauban; en 1707, le prince Eugène et le duc de Savoie l'assiégèrent en vain. Livré aux Anglais en 1793 par la trahison des royalistes, il fut repris par les Français le 19 décembre de la même année; c'est à ce siège que Bonaparte commença sa réputation.

La situation de la ville est magnifique, sur un terrain incliné vers la mer, dominée par de hautes collines au fond d'une petite baie dont une presqu'île ferme à moitié l'entrée.

Le port de Toulon, un des plus vastes et des plus sûrs que l'on connaisse, est divisé en deux parties, le port militaire et le port marchand; un chenal leur sert de communication. Le second est bordé d'un superbe quai. Le port militaire contient les chantiers de construction, les forges, la mâture, la corderie, la voilerie, les magasins et l'arsenal maritime qui est sans second en Europe. Dans les chantiers de construction se trouvent deux immenses cales couvertes destinées à abriter en toute saison les vaisseaux de premier rang qui sont en construction.

Le magasin général composé d'un rez-de-chaussée et de trois

étages est un édifice monumental, divisé à l'intérieur en trois nefs par deux rangs de piliers.

Trois mille ouvriers et les forçats sont journellement employés à l'arsenal maritime dont l'entrée est rigoureusement interdite à tout étranger.

Le parc d'artillerie et la salle d'armes sont remarquables par la quantité et la variété des armes et des projectiles qu'ils contiennent, et dont l'arrangement symétrique fait connaître les progrès faits dans cet art funeste.

La corderie est un immense bâtiment d'une régularité parfaite, d'une longueur de 350 mètres; on y fabrique des cables de toutes les dimensions.

L'école d'artillerie de marine a été créée en 1822; elle renferme une bibliothèque, des cabinets de physique et de chimie, et un conservatoire de modèles de toutes les armes défensives et offensives à l'usage de la guerre et de la marine.

Le Musée de la marine renferme la collection la plus considérable des modèles des bâtiments de tous les temps et de tous les pays, des instruments et autres objets en usage dans la marine.

Toulon renferme en outre d'autres établissements qui attestent la magnificence d'un grand pays et sa sollicitude à l'égard de ses défenseurs. L'hôpital de la marine, le fort Lamalgue, la préfecture maritime, etc., sont des monuments dignes de l'attention la plus sérieuse. Toulon possède aussi un théâtre, une bibliothèque publique de 15,000 volumes, des cafés chantants et d'autres établissements intéressants, tels que la maison de Pujet. A peu de distance de Toulon est la délicieuse ville d'Hyères, où tant de malades vont refaire leur santé délabrée.

C'est ici le lieu, peut-être, de citer la description faite par M. Jal, historiographe de la marine, du départ de la flotte qui sortait en 1830 du port de Toulon, pour aller à la conquête d'Alger.

« En ce moment nous pûmes jouir d'un coup d'œil que donnait à la population toulonnaise, réunie auprès de la grosse Tour, cette course légère de deux cents vaisseaux, frégates, corvettes, brics, flûtes, gabarres, bombardes, navires du commerce de toute grandeur nolisés par le gouvernement, chargés de soldats, de matériel de toute sorte, et forçant de voiles pour aller prendre chacun sa

position dans les lignes de marche tracées par l'amiral. C'était beau, d'un genre de beauté que j'aurais de la peine à analyser ; car l'impression que fait éprouver la vue de la mer et des vaisseaux ne s'analyse guère ; on la sent profondément, on en est ému, on en pleure, et l'on ne sait pas pourquoi ; il y a là tant de grandeur, tant d'émotions, tant de charmes, tant de puissance de poésie !

« Ce qu'il y avait d'aventureux dans l'entreprise ne nous fardait pas les objets, et si nous y pensâmes sérieusement, ce fut d'abord quand la *Provence* nous fit le signal d'appareiller, et ensuite quand nous eûmes lutté pendant quinze jours contre les difficultés qui nous éloignaient sans cesse de la terre d'Afrique. Au point où nous étions, le spectacle nous occupait tout seul par sa magie et l'intérêt du drame nautique qui se jouait devant nous. C'était un drame en effet qui était à son premier acte et qui marchait à un dénouement inconnu. Aucun malheur ne va-t-il arriver ? tant de bâtiments qui se hâtent, qui jouënt à se dépasser mutuellement, qui se pressent dans le goulet, sortiront-ils sans avarie ? des avaries graves sont des causes de retard, et un retard nouveau eût été un si grand chagrin pour nous ! Nous étions donc inquiets, les longues vues fixées sur la rade où nous voyions les appareillages se succéder rapidement. Rien de fâcheux n'arriva, et la manœuvre fut en général à l'abri des critiques. Nous pûmes enfin nous donner au plaisir de voir sans être troublés par des appréhensions tourmentantes ; nous pûmes commencer à juger de la marche des bâtiments, à admirer la tournure gracieuse ou imposante des uns, à rire de la lourdeur des autres. Un bâtiment sans voiles, vu par son travers, est beau sans doute ; mais, vu par devant, quand la brise le fait incliner, quand toute la toile qu'il porte est bien arrondie par le vent qui la pousse, quand il s'avance en levant doucement son beaupré, qui redescendra une seconde après pour remonter encore au gré de la lame, il est, selon moi, bien autrement joli ; c'est dans cette position que nous vîmes tous les navires de la flotte pendant une heure environ. Nous allâmes ensuite prendre notre poste, assigné à la gauche de l'armée.

« Durant notre navigation, nous avons eu bien des scènes différentes, bien des aspects entre lesquels la fantaisie d'Eugène Isabey et de Gudin a pu se trouver embarrassée de choisir ; je crois, pour moi, qu'aucun ne fut plus pittoresque et plus intéressant

que celui de notre appareillage de Toulon. Je citerai ensuite notre sortie de la baie de Palma, le 10 juin, à quatre heures du matin. C'était un morceau de coloriste; un léger brouillard couvrait l'horizon et nous cachait un peu la ville aux monuments sarrasins, que pendant quelques jours nous avions étudiés avec tant de plaisir. Il ventait à peine; nous nous couvrîmes de voiles, et tant bien que mal nous allâmes autour de cette belle et vaste rade, dont la partie la plus profonde s'élève en amphitéâtre. L'armée qui n'était pas encore entrée à Palma, était au large, en calme, à quelques portées de canon, difficilement aperçue au travers du voile de brume grisâtre qui commençait d'ailleurs à se lever. Le soleil perça bientôt les vapeurs devenues diaphanes, et nous nous trouvâmes au milieu des bâtiments de la réserve et du convoi, bien placés pour jouir du spectacle qui nous était offert. Devant nous, loin et immobiles, les vaisseaux de guerre sur deux lignes attendaient le vent pour s'élancer; ainsi, je ne sais quels chevaliers de je ne sais quel poème attendaient que leur capricieux enchanteur vint les réveiller; derrière nous, plus de cent bâtiments comme de grandes bannières, avec leur voilure blanche, qu'aucune brise ne soulevait; un dernier rang de ces navires, sur une ligne étendue en largeur, au milieu d'une mer calme et resplendissante de lumière; l'escadrille des bateaux-bœufs, à la haute coiffure anglaise, s'avancant doucement, assez semblables à une procession de chartreux encapuchonnés; puis, dans le fond, les bras verdoyants de la baie de Palma et la ville ocrée, jaunissante, dorée, illuminée par le soleil qui se mirait aux vitraux de la cathédrale; voilà l'esquisse de ce délicieux tableau, auquel il ne manque plus qu'une peinture. »

Les bateaux à vapeur partent de Toulon à huit heures du matin, les 10, 20 et 30 de chaque mois.

Les prix des places sont, pour les deuxièmes, de 100 fr.

troisièmes, 70

indépendamment des frais de nourriture.

III^e PARTIE. — DE MARSEILLE A ALGER.

DÉPART DE FRANCE.

Cependant le signal est donné, les derniers baisers d'adieu s'échangent, la cité phocéenne disparaît rapidement dans l'immensité de l'onde bleue de la Méditerranée ; nous voici entre le ciel et l'eau, confiant notre existence à des planches épaisses de deux doigts, à une capricieuse machine qui peut nous faire sauter au moindre accident, et qui devrait nous effrayer si quelque chose pouvait effrayer les hommes que poussent l'intérêt ou la curiosité.

Que dire de nouveau sur les émotions de la mer si souvent décrites ? Comment se hasarder à tenter ce que tant d'autres ont fait si habilement, sans risquer de créer un informe pastiche ; je préfère transcrire ici ce que tout le monde connaît sans doute, mais ce que chacun aime à relire toujours, et j'emprunterai à l'*Itinéraire* de M. de Châteaubriand un de ses plus beaux passages :

« Il est difficile aux personnes qui n'ont jamais navigué de se faire une idée des sentiments qu'on éprouve lorsqu'on n'aperçoit de toutes parts que la face sérieuse et menaçante de l'abîme. Il y a dans la vie périlleuse d'un marin une indépendance qui tient de l'absence de la terre ; on laisse sur le rivage les passions des hommes. Entre le monde que l'on quitte et celui que l'on cherche, on n'a pour amour et patrie que l'élément sur lequel on est porté. Plus de devoirs à remplir, plus de visites à rendre, plus de journaux, plus de politique. La langue même du matelot n'est pas la langue ordinaire ; c'est une langue telle que la parlent l'Océan et le ciel, le calme et la tempête. Vous habitez un univers d'eau, parmi des créatures dont le vêtement, les goûts, les manières, le visage ne ressemblent point aux peuples autochthones ; elles ont la rudesse du loup marin et la légèreté de l'oiseau. On ne voit point sur leur front les soucis de la société ; les rides qui

le traversent ressemblent aux plissures de la voile diminuée, et sont moins creusées par l'âge que par la bise..... Les matelots se passionnent pour leur navire; ils pleurent de regret en le quittant, de tendresse en le retrouvant. Ils ne peuvent rester dans leur famille; après avoir juré cent fois qu'ils ne s'exposeraient plus à la mer, il leur est impossible de s'en passer, comme un jeune homme ne se peut arracher des bras d'une maîtresse orageuse et infidèle.

« Dans les docks de Londres et de Plymouth, il n'est pas rare de trouver des *sailors* nés sur les vaisseaux. Depuis leur enfance jusqu'à leur vieillesse, ils ne sont jamais descendus au rivage; ils n'ont vu la terre que du bord de leur berceau flottant, spectateurs du monde où ils ne sont point entrés. Dans cette vie réduite à un si petit espace, sous les nuages et sur les abîmes, tout s'anime pour le marinier.

« Les nouvelles du bord sont des plus intéressantes : on vient de jeter le loch; le navire file dix nœuds.

« Le ciel est clair à midi; on a pris hauteur; on est à telle latitude.

« On a fait le point; il y a tant de lieues gagnées en bonne route.

« La déclinaison de l'aiguille est à tant de degrés; on s'est élevé au nord.

« Le sable des sabliers passe mal; on aura de la pluie. On a remarqué des porcellaria dans le sillage du vaisseau; on essuiera un grain.

« Des poissons volants se sont montrés au sud; le temps va calmer.

« Un éclairci s'est formé à l'ouest sous les nuages : c'est le pied du vent; demain le vent soufflera de ce côté.

« L'eau a changé de couleur; on a vu flotter du bois et des goëmons; on a aperçu des mouettes et des canards; un petit oiseau est venu se percher sur les vergues; il faut mettre le cap en dehors, car on approche de la terre; il n'est pas bon de l'accoster la nuit...

« Le vieux matelot ressemble au vieux laboureur; leurs moissons sont différentes, il est vrai. Le matelot a mené une vie errante, le laboureur n'a jamais quitté son champ; mais ils connaissent également les étoiles et prédisent l'avenir en creusant leurs

sillons. A l'un l'alouette, le rouge-gorge, le rossignol; à l'autre la porcellaria, le courlis, l'alcyon, leurs prophètes. Ils se retirent le soir, celui-ci dans sa cabine, celui-là dans sa chaumière, frères demeures où l'ouragan qui les ébranle agite des consciences tranquilles.

« Le matelot ne sait où la mort le surprendra, à quel bord il laissera sa vie, casaque usée; peut-être, quand il aura mêlé au vent son dernier soupir, sera-t-il lancé au sein des flots attaché sur deux avirons pour continuer son voyage; peut-être sommeillera-t-il enterré dans un flot désert que l'on ne retrouvera jamais, ainsi qu'il a dormi isolé dans son hamac au milieu de l'Océan.

« Le vaisseau seul est un spectacle; sensible au plus léger mouvement du gouvernail, hippogriffe ou coursier ailé, il obéit à la main du pilote comme un cheval à la main du cavalier. L'élégance des mâts et des cordages, la légèreté des matelots qui voltigent sur les vergues, les différents aspects dans lesquels se présente le bâtiment, soit qu'il vogue penché sous un autan contraire, soit qu'il fuie droit devant un aquilon favorable, font de cette machine savante une des merveilles du génie de l'homme. Tantôt la lame et son écume brise et rejaillit contre la carène, tantôt l'onde paisible se divise sans résistance devant la proue. Les pavillons, les flammes, les voiles, achèvent la beauté de ce palais de Neptune; les plus basses voiles, déployées dans leur largeur, s'arrondissent comme de vastes cylindres; les plus hautes, comprimées dans leur milieu, ressemblent aux mamelles d'une sirène; animé d'un souffle impétueux, le navire avec sa quille, comme le soc d'une charrue, laboure à grand bruit le champ des mers.

« Sur ce chemin de l'Océan, le long duquel on n'aperçoit ni arbres, ni villages, ni villes, ni tours, ni clochers, ni tombeau; sur cette route sans colonnes, sans pierres milliaires, qui n'a pour bornes que les vagues, pour relais que les vents, pour flambeaux que les astres, la plus belle des aventures quand on n'est pas en quête de terres et de mers inconnues, est la rencontre de deux vaisseaux. On se découvre mutuellement à l'horizon; on se dirige les uns vers les autres. Les équipages et les passagers s'empres- sent sur le pont. Les bâtiments s'approchent, hissent leur pavillon, carguent à demi leurs voiles, se mettent en travers. Quand tout est silence, les capitaines, placés sur le gaillard d'arrière, se

hélent avec le porte-voix : « Le nom du navire ? de quel port ? le nom du capitaine ? d'où vient-il ? combien de jours de traversée ? la latitude et la longitude ? adieu, va ! » On lâche les ris, la voile retombe. Les matelots et les passagers se regardent fuir sans mot dire ; les uns vont chercher le soleil de l'Asie, les autres le soleil de l'Europe, qui les verront également mourir. Le temps emporte et sépare les voyageurs sur la terre plus promptement encore que le vent ne les emporte et ne les sépare sur l'Océan ; on se fait un signe de loin : « Adieu, va ! » Le port commun est l'éternité.

« ... Le son de la cloche interrompait nos conversations ; il réglait les quarts, l'heure de l'habillement, celle de la revue, celle des repas. Le matin à un signal, l'équipage, rangé sur le pont, dépouillait la chemise bleue pour en revêtir une autre qui séchait dans les haubans.

« Au repas du midi et du soir, les matelots, assis en rond autour des gamelles, plongeaient l'un après l'autre, régulièrement et sans fraude, leur cuiller d'étain dans la soupe flottante au roulis. Ceux qui n'avaient pas faim vendaient pour un morceau de tabac ou pour un verre d'eau-de-vie leur portion de biscuit et de viande salée à leurs camarades. Les passagers mangeaient dans la chambre du capitaine. Quand il faisait beau, on tendait une voile sur l'arrière du vaisseau, et l'on dînait à la vue d'une mer bleue, tachetée çà et là de marques blanches par les écorchures de la brise.

« Enveloppé dans mon manteau, je me couchais la nuit sur le tillac. Mes regards contemplaient les étoiles au-dessus de ma tête. La voile enflée me renvoyait la fraîcheur de la brise qui me berçait sous le dôme céleste. A demi assoupi et poussé par le vent, je changeais de ciel en changeant de rêve.

« Les passagers à bord d'un vaisseau offrent une société différente de celle de l'équipage ; ils appartiennent à un autre élément ; leurs destinées sont de la terre. Les uns courent chercher la fortune, les autres le repos ; ceux-là retournent à leur patrie, ceux-ci la quittent ; d'autres naviguent pour s'instruire des mœurs des peuples, pour étudier les sciences et les arts. On a le loisir de se connaître dans cette hôtellerie qui voyage avec le voyageur, d'apprendre mainte aventure, de concevoir des antipathies, de contracter des amitiés. »

TRAVERSÉE.

ILES BALÉARES. — Ces îles, situées sur les côtes d'Espagne, à 100 kilomètres de Valence, appartiennent à l'Espagne; elles forment la capitainerie générale des Baléares et l'intendance générale de Palma. On en compte deux grandes, *Majorque* et *Minorque*, et trois petites, *Iviça*, *Formentera*, *Cabrera*. Leur sol est très-fertile en blé, huile, fruits et vins exquis, lin, chanvre, etc.; le climat est sain et tempéré; la pêche et la navigation actives. Les habitants des îles Baléares passaient dans l'antiquité pour les meilleurs archers qui fussent connus: de là le nom de Baléares (du mot grec *ballô*, lancer). Les Carthaginois, puis les Romains (123 ans avant Jésus-Christ), les soumirent. Vers le cinquième siècle elles furent la proie des Vandales; elles passèrent successivement sous la domination des Goths, des Arabes, de Charlemagne, des Zéirites, des Almoravides, et enfin sous celle de Sayme I^{er}, roi d'Aragon (1259). Sous les successeurs de ce dernier, elles appartenirent tantôt aux monarques aragonais, tantôt à des princes de leur sang. Charles-Quint les réunit définitivement à la couronne d'Espagne. Leur population est de 86,000 habitants.

PALMA est le chef-lieu des îles Baléares et de l'intendance de Palma, dans l'île de *Majorque*, sur la côte sud, à 204 kilomètres de Barcelonne; c'est le siège d'un évêché. On y remarque le port avec deux châteaux forts, ses rues étroites et ses balcons en saillie, une superbe cathédrale gothique, le palais du gouverneur, l'hôtel-de-ville, la *Lonja* ou bourse, l'Université, les écoles de navigation et de dessin; Palma possède en outre une société économique, un musée d'antiquités, deux bibliothèques; aux environs se trouvent un palais de l'inquisition et une chartreuse. Palma fut fondé, dit-on, 123 ans avant Jésus-Christ par le consul Cécilius Metellus Balearicus. — L'intendance de Palma, de même étendue que la capitainerie générale de Majorque, embrasse toutes les Baléares. — La ville contient 36,000 habitants.

Mahon. — « Lorsqu'on est poussé par une jolie brise, dit M. Baudé, on aperçoit le lendemain du départ, soit de Marseille, soit de Toulon, la terre de Minorque, signalée au loin par le *monte Toro*, qui occupe le milieu de l'île; ses côtes ne présentent, particulièrement du côté de Mahon, que des collines sèches et dépouillées.

« Le port, l'un des plus beaux et des mieux abrités du monde, pénètre d'environ 5 kilomètres dans les terres, et sa largeur moyenne est de 500 mètres : son seul défaut est de n'avoir qu'une ouverture. A moins de se faire remorquer par les bateaux à vapeur, on n'y peut entrer par les vents d'ouest, ni en sortir par les vents d'est.

« Un havre pareil à celui de Mahon aurait marqué sur la côte de Barbarie la place d'une ville de premier ordre; mais, avec son peu d'étendue et sa stérilité, l'île de Minorque ne saurait alimenter un commerce étendu, et le port de Mahon n'a d'importance réelle qu'en temps de guerre : il devient alors une station de croisières redoutable, et un entrepôt de marchandises sûr et fréquenté; la paix le réduit au rôle de bureau de poste et de lazaret. C'est ainsi que sa population, qui, en 1814, passait, dit-on, trente mille âmes, est aujourd'hui tombée à huit, et s'appauvrit chaque jour au profit de l'Algérie.

« La ville de Mahon est située au sud et vers le fond du bassin, sur la hauteur; on y monte par des rampes rapides. Si son commerce avait plus de permanence, elle se serait construite plus à portée du port, et aurait d'autres quais et d'autres établissements. La merveilleuse propreté des rues, des édifices publics et des plus modestes habitations dément bien les idées généralement admises sur les habitudes des Espagnols. Les maisons sont blanchies à la chaux au moins une fois l'année; les rues, bien alignées, sont pavées en dalles calcaires, comme des trottoirs, et les routes qui rayonnent autour paraissent entretenues avec le soin le plus minutieux; on n'y distingue, à la vérité, aucune trace de roues; la charrette n'a point encore remplacé le bât dans le pays. Les Mahonnaises sont charmantes; le Midi n'a pas de femmes à chevelures plus soyeuses, à physionomies plus expressives, et l'on comprend en les voyant pourquoi Montaigne appelle *bien espagnolée* une taille souple et gracieuse. Les Mahonnais sont intelligents, sobres, matelots agiles, cultivateurs laborieux,

et par conséquent bons soldats. Il ne manque à la population balaïre, qui a du sang arabe dans les veines, aucune des conditions nécessaires au succès des établissements à fonder en Afrique, et son goût, aussi bien que les circonstances, la pousse à cette émigration. »

De Mahon à Alger le trajet se fait ordinairement en vingt-quatre heures.

Le *Golfe d'Alger* forme, à l'est de la ville, une échancrure demi-circulaire de trois lieues de diamètre, ouverte au nord. A peine y est-on entré que la terre et les flots offrent aux yeux un magnifique spectacle. Des centaines de maisons de campagne, éclatantes de blancheur, se détachent, comme des fleurs dans un pré, sur la sombre verdure des flancs du Bouzarea; au milieu d'elles Alger, avec les lignes arrêtées de ses remparts et ses toits en terrasse, aussi blancs que les murailles qui les supportent, reflète au loin la lumière dont l'inonde un soleil resplendissant. A l'est, on se croirait prêt à toucher le cap Matifou, que ne signalent plus les édifices couchés dans l'herbe de l'antique *Rustonium*. Au sud, les chaînes de l'Atlas s'étagent au-dessus de la plaine de la Mitidja, et le Jurjura les couronne de sa masse abrupte et gigantesque. Tout cela ressort sur un ciel bleu, d'un éclat et d'une pureté inconnus à nos latitudes.

Baie. — La baie d'Alger occupe un espace de huit à neuf milles, de l'est à l'ouest, et sa profondeur est d'environ quatre milles. Elle n'offre aucun mouillage assuré contre les gros temps de l'hiver, car on ne peut, nulle part, s'y mettre à l'abri des coups de vent du nord : à l'embouchure du port, et dans le port même, des bâtiments ont été brisés par la houle et le ressac qu'y causent ces espèces d'ouragans. Les travaux exécutés depuis le commencement de l'année 1836, au moyen de grands blocs de béton, ont déjà produit une amélioration sensible. On peut espérer que, dans quelques années, les bâtiments seront tout à fait en sûreté dans l'intérieur et à l'ouverture de la darse. Durant la belle saison, on mouille partout indifféremment dès qu'on est à la distance d'un mille à un mille et demi de la côte; on trouve alors de 16 à 25 ou 30 brasses d'eau sur un bon fond de vase. Il est prudent de se ser-

vir de câbles, les câbles étant exposés à rencontrer des ancrs perdues.

Au nord du phare toute la côte est rocailleuse, on n'y mouille jamais.

Au sud de la ville, la côte forme une petite anse, où l'on croirait, au premier abord, que les bâtiments pourraient trouver un abri ; mais pendant les grands vents du nord, il y a un ressac très-dangereux. Le roc continue ensuite jusqu'à l'embouchure d'un ravin assez profond ; ensuite commence une grande plage, qui se courbe insensiblement jusqu'à l'Hamise ; elle est fermée par une falaise qui s'élève graduellement jusqu'au cap Matifou.

Port. — C'est surtout de ce dernier côté que les travaux exécutés par les Français ont un caractère de grandeur et d'utilité. La conquête a trouvé à Alger une mauvaise petite darse, où le vent du nord-est brisait les bâtiments ; elle en a fait un port qui devient de jour en jour plus vaste et plus sûr. Le môle a été réparé, enroché ; une jetée, qui a déjà atteint une longueur de 170 mètres, s'en est élancée vers le sud, laissant entre elle et les murs de la ville un espace qui ne fait que s'accroître et où de nombreux bâtiments peuvent maintenant trouver un abri. Mais à tous ces navires qui viennent apporter les denrées, les produits du bassin de la Méditerranée, de l'Angleterre, de la Suède, etc., il fallait des quais vastes et commodes pour les déchargements. Ici tout était à créer, et tout a été créé : le commerce ne jouit pas encore de ces constructions que les Ponts et Chaussées ont dû se réserver comme chantiers, pour accélérer l'achèvement des grands travaux maritimes qui restent encore à faire ; mais tout porte à croire que le moment n'est pas éloigné où on pourra lui en faire la remise.

APERÇU SUR LE PAYS.

TOPOGRAPHIE. — L'Algérie, nouvelle France, s'étend de l'est à l'ouest sur la côte septentrionale de l'Afrique ; son étendue est d'environ 240 lieues de côtes, dans une profondeur moyenne de 50 lieues. Elle est bornée, au nord par la Méditerranée, à l'est par les États de Tunis, à l'ouest par le Maroc, et au sud par le désert de Saahra.

Le mont Atlas traverse l'Algérie dans presque toute sa longueur sur une ligne parallèle à la côte. Entre l'Atlas et la mer il existe plusieurs chaînes parallèles à la chaîne principale, dont la hauteur diminue à mesure que l'on s'éloigne du centre ; elles forment des plateaux successifs, s'abaissant comme des gradins les uns au-dessous des autres.

La première ligne de ces montagnes intermédiaires et la plus rapprochée de la mer est généralement connue sous le nom de *Petit-Atlas* ; elle longe la Méditerranée et vient se terminer à l'ouest de Bone.

Plusieurs contreforts, tels que le *Jurjara*, se détachent du grand Atlas, se dirigent vers le nord et, traversant ces chaînes parallèles, viennent finir à la côte.

Sous la domination turque la régence d'Alger était divisée en quatre provinces : *Oran*, *Constantine*, *Tittery* et *Alger*. Les dernières mesures prises par le gouvernement tendent à ne constituer que trois provinces ou départements, dont les chefs-lieux seraient *Alger*, *Oran* et *Constantine*. Le cadre de ce travail ne permettant pas d'entrer dans de grands développements, je dois me borner à indiquer rapidement les principales villes occupées par les Français.

ALGER, capitale de l'Afrique française, l'*Iconium* des Romains, appelé par les Arabes *El-Djezayr*, est situé à 0° 42', 25" de longitude orientale, et à 50° 47' 25" de latitude nord ; il est bâti en amphithéâtre sur une colline dont il occupe

tout le versant faisant face à la mer. Il a ainsi la forme d'un triangle dont la base s'appuie sur le rivage. Ses maisons blanches et terminées par des terrasses offrent une masse continue qui s'aperçoit à une grande distance au large.

Un grand nombre de maisons de campagne sont parsemées sur les coteaux voisins, et notamment sur celui de Mustapha, et lui donnent l'aspect d'une ville riche et commerçante. Sa population était d'environ 70,000 âmes, du temps des Turcs; elle est aujourd'hui de 35,000 Européens et d'environ 25,000 indigènes.

Au-devant du port il existait une espèce de lanterne à laquelle les Français ont substitué un phare ayant 35 mètres au-dessus du niveau de la mer; il est éclairé par un feu tournant de quatrième grandeur, dont la portée est de 20 kil., et dont les éclipses, se succédant de demi-minute en demi-minute, ne sont totales qu'au delà de 8 kil.

CLIMAT. — Située dans la plus chaude moitié de la zone tempérée, mais loin encore du tropique, l'Algérie doit à cette heureuse position, ainsi qu'à l'élévation montueuse du sol et du voisinage de la mer, un climat extrêmement doux et salubre. L'hiver offre une température moyenne de 10° à 15° du thermomètre octogésimal, et si dans l'été elle atteint de 26° à 32°, des vents frais et des brises régulières viennent, surtout sur le littoral, en modérer l'ardeur. Les saisons s'y succèdent sans ressaut, et dans tout le cours d'une année les variations du baromètre ne sont guère que d'un pouce.

D'avril en octobre le ciel est constamment pur; puis viennent les pluies qui durent jusqu'en mars; elles sont peu fréquentes et le nombre de jours pluvieux n'est guère que de quarante dans l'année; mais la quantité d'eau tombée est abondante et peut s'évaluer à une moyenne de 76 centimètres. Les vents les plus communs sont ceux du nord et du nord-ouest; les plus rares sont ceux d'est et ouest; le vent du sud ou *semaum*, qui souffle trois ou quatre fois par an, produit une chaleur accablante; mais il est rare qu'il dure plus de vingt-quatre heures.

Dans la région sablonneuse qui s'étend de l'autre côté de l'Atlas, la température est beaucoup plus élevée; le soleil brûlant d'été y dessèche les ruisseaux, et l'ombre du palmier devient le seul refuge des habitants.

La température est très-modérée sur les plateaux élevés, tels que Mascara, Tlemcen, Constantine. Il y tombe de la neige, et le climat se rapproche beaucoup des climats tempérés de l'Europe. En résumé, le climat de l'Algérie est peut-être le plus doux, le plus constant et le plus sain du globe entier. Point de neiges ni de froids excessifs, point de brusques variations atmosphériques, point de typhus, point de choléra, point de fièvres épidémiques ; quelques fièvres endémiques sur les points marécageux que la culture n'a pas encore assainis. Aussi les habitants de l'ancienne régence invoquaient-ils rarement le secours de la médecine. La sobriété, la diète, quelques plantes aromatiques, avec le soin de se prémunir contre les abondantes rosées du soir, remplaçaient avantageusement chez eux les plus savants médecins.

J'ajouterai à ce que je viens de dire sur le climat de l'Algérie les lignes suivantes qui le corroborent, et que j'emprunte à une brochure faite avec autant de conscience que de talent.

« L'Algérie, placée entre le trente-sixième et le trente-septième degré de latitude nord, jouit d'une température à peu près semblable à celle de l'Espagne. Sillonnée de rivières qui la parcourent en tous sens, du nord au sud, et rafraîchie par les émanations de la mer, on y respire constamment un air pur et salubre. Le typhus, la fièvre jaune et les autres affections épidémiques ou contagieuses, y sont inconnus. La sobriété, la diète et quelques plantes aromatiques sont les seuls moyens curatifs dont les plus graves maladies nécessitent l'emploi. Aussi, y existe-t-il très-peu de médecins : si la dysenterie incommode parfois l'armée, c'est à l'usage immodéré des liqueurs fortes et des fruits qui abondent dans le pays, au défaut de précautions contre le passage subit du chaud au froid, qu'on doit l'attribuer. Le climat est très-doux et passe généralement pour un des plus sains de la terre. Des bourrasques de peu de durée font quelquefois diversion à la monotonie d'un ciel d'ailleurs toujours pur ; mais leur violence même est un bienfait pour le pays : les plus fortes chaleurs, qui varient entre le vingt-sixième et le trente-deuxième degré, sont supportables. Une pareille température contribue nécessairement à rendre les habitants dispos, agiles et robustes : tous jouissent, en effet, d'une bonne santé. Le sol, principalement celui des côtes,

est très-fertile ; les approches seules du grand Sahara, rarement arrosées par les pluies, présentent moins de ressourcés et quelque aridité. Partout ailleurs, les plantes les plus rares et les plus belles fleurs forment, de cette terre vierge, des prairies et des bosquets d'une beauté infinie qui prouvent combien elle serait féconde si elle était mariée à la culture des hommes. La peste n'y est pas plus naturelle qu'en France. Avant que de sages précautions ne fussent prises pour en empêcher le retour, elle y était toujours apportée de Turquie ou d'Égypte par les caravanes de la Mecque : depuis, elle n'a plus reparu. L'existence de reptiles dangereux, de bêtes féroces, d'insectes dévastateurs, est également chimérique : les sauterelles ne sont connues qu'en Égypte, et, encore, n'est-ce que de siècle en siècle qu'elles y exercent leurs ravages ; seulement quelques nuées de fourmis volantes, entraînées par le vent du sud-ouest, viennent quelquefois se jeter à la mer, mais elles n'occasionnent à leur passage aucun dégât, et ne font de mal à personne. C'est à cet inconvénient que se réduisent toutes les calamités dont quelques écrivains mal instruits ont fait un épouvantail aussi ridicule que contraire à la vérité. »

FORÊTS. — La province d'Alger est assez généralement pauvre en forêts, et comme elle a été beaucoup plus visitée que les deux autres, bien des personnes ont cru pouvoir, par analogie, juger de toute l'Algérie par les environs d'Alger. De là l'opinion si longtemps accréditée que l'Afrique française manquait tout à fait de combustible ; il suffisait de s'éloigner du littoral et d'explorer l'intérieur pour acquérir la conviction contraire.

Voici l'indication sommaire des forêts reconnues jusqu'à ce jour :

Cercle de La Calle, 8,500 hectares.

Vallée de la Seybouse, 2,000 hectares.

Montagnes de l'Eydong, à Bone, 2,000 hectares.

Bois d'Amama, près Constantine, 10,000 hectares.

Montagnes au sud de Sétif, étendue indéterminée.

Bois de Stora, 500 hectares.

Rives du Mazafran. — Bois du Boudouaou — indéterminés.

Pays des Flitas, 600 hectares.

Environs de Mascara, Djebel-Bouzir, 1,300 hectares.

Rives de l'Oued-Sfisef, sud de Mascara, 3,500 hectares.

Rives du Sig, près Arzew, 3,000 hectares.

Pays entre Sakla et Tekedempt, 40,000 hectares.

Les essences les plus communes sont les chênes-lièges, chênes-zêen, chênes verts, chênes à glands doux, frênes, saules, ormes, lentisques, pins d'Alep, genévrier, pistachier de l'Atlas, aulnes, tuya articulé.

PRODUCTIONS. — Les nombreuses variétés d'orangers et de citronniers ; les amandes, les jujubes, les caroubes, les figues, les mûres rouges, les bananes, les noix et tous nos fruits à pépin ou à noyau remplissent les vergers. Le dattier, le pistachier, l'olivier, l'arborescier, la vigne même et l'oranger, sont des produits spontanés du sol. Les plaines d'Azidour, de Labrah, de Mitidja, donnent les plus riches moissons de céréales ; le riz se cultive dans les vallées plus humides. Nos légumes et nos herbages potagers viennent parfaitement ; l'Espagne n'a pas de plus beaux garbanços (espèce de gros pois chiches), ni de plus délicieux melons. A ces utiles cultures, nos colons ajouteront, croit-on généralement, le mûrier blanc pour la culture de la soie ; le coton, l'indigo, le café, les épices ; la canne à sucre ; la précieuse vanille elle-même trouverait, à ce qu'on pense, d'assez chauds et humides ombrages.

Nos arbres d'agrément, nos fleurs les plus belles, parent et embaument les jardins ; les montagnes mêmes sont couvertes de lauriers-roses (*nerium oleander*), de grenadiers, de myrtes, de lentisques ; en certaines parties d'un terroir plus maigre et plus sec, se montrent la raquette (*cactus opuntia*), l'agave, le sumac, les cistes, le genêt épineux, auxquels se mêlent l'absinthe, la sauge, la menthe et nos autres plantes aromatiques. Les forêts sont peuplées de lièges, d'yeuses, de thuyas, de cyprès, de térébinthes ; on y voit quelques pins chair-semés ; des orchidées et nombre de plantes bulbeuses se développent sous leur abri ; la garance se rencontre fréquemment et pourra devenir l'objet d'une culture importante et très-profitable ; le henné, si renommé pour la parure des femmes, qui s'en teignant les ongles en rose, est apporté en quantité au marché d'Alger.

Les jardins, les champs et les habitations dans les environs des villes et dans les campagnes, sont pittoresquement entourés de haies de cactus et d'agaves. Le dattier, beaucoup moins commun que les autres arbres à fruit, vient aussi sur les collines et dans les vallées au milieu des broussailles. Sa tige élancée produit sur le fond d'azur du ciel, en se détachant en silhouette à l'horizon, les plus charmants effets, et donne à l'ensemble du paysage ce caractère particulier à l'Orient; mais on ne le cultive avec soin qu'au delà de l'Atlas.

Le ricin, faible arbrisseau en Europe, prend les dimensions d'un arbre en Algérie. On rencontre partout le cactus sans épine; nourriture ordinaire de l'insecte qui produit la cochenille dans le Nouveau-Monde.

Les vignes sont d'une beauté et d'un produit étonnants; les premières plantations datent des Maures qui furent chassés de Grenade.

POPULATION. — Les opinions sur le montant de la population indigène de l'Algérie sont très-diverses; d'abord on a cru qu'elle était très-faible, et quelques écrivains modernes l'avaient même réduite à 1,500,000 âmes; mais le progrès des armes françaises a amené à reconnaître que l'intérieur des terres renfermait une population compacte très-nombreuse, et M. le maréchal Bugeaud a émis plusieurs fois l'opinion que le chiffre pouvait en être porté de sept à huit millions. Quant à la population européenne, les derniers documents officiels la portent à 60,000 environ, dont

25,000 Français,
18,500 Espagnols,
6,500 Maltais,

Et le surplus Italiens, Allemands, Grecs, etc.

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 1843, il a délivré par le ministre de la guerre 5,666 permis de passage gratuit, et, dans cette période, il s'est rendu gratuitement en Algérie 14,137 personnes. Dans ce nombre les Français entrent pour 12,675, et les étrangers pour 1,462.

Les départements qui ont contribué le plus à cette émigration de 12,675 colons sont ceux : du Haut-Rhin, pour 2,991; du

Bas-Rhin, pour 2,788; la Seine, pour 1,662; le Jura, pour 915; et le Var, pour 530.

Les pays qui ont le plus largement contribué au nombre de 1,462 émigrants étrangers sont : l'Irlande, pour 262; la Suisse, pour 213; le grand-duché de Bade, pour 205; la Bavière, pour 192; la Prusse Rhénane, pour 184; et la Prusse proprement dite, pour 103.

Les étrangers qui affluent en Algérie, et parmi lesquels les Espagnols et les Maltais figurent pour la plus forte part, s'y livrent à la vente des denrées, au commerce de détail, aux travaux de jardinage dans la banlieue des villes du littoral. Ce sont des industriels et non des agriculteurs. Les développements de la colonisation, en introduisant en Algérie des familles de cultivateurs, presque toutes françaises, auront pour conséquence d'établir un niveau entre les deux populations. L'émigration continue d'ouvriers français qui a été organisée en 1843, permettra aussi de combattre sur tous les points la supériorité de nombre qu'y prennent les étrangers.

Le gouvernement n'encourage point, par des permis de passage gratuit, l'émigration des étrangers, si ce n'est des Allemands et des Suisses dont le nombre n'était au 30 septembre dernier que de 2,080 individus. Quant aux Espagnols qui s'élevaient alors à 18,548, aux Anglo-Maltais, qui présentaient un effectif de 6,402 individus, et aux Italiens dont le nombre était de 6,322, ils se transportent dans la colonie à leurs risques et périls, sans que le gouvernement français y prenne la moindre part. La population espagnole, qui, pour Alger, provient surtout des îles Baléares, et pour Mostaganem et Oran, des parties du littoral comprises entre Gibraltar et Valence, tend d'ailleurs à se mêler, par les mariages, avec la population française.

Les Maures, qui forment la majorité de la population des villes, sont un mélange d'anciens Africains, d'Arabes et d'émigrés andalous, qui se modifiaient par leurs alliances avec les Turcs. Dans ce cas, leurs enfants prenaient le nom de Coulouglis. Les Arabes habitent les plaines, vivant sous la tente et conservant les habitudes des anciens peuples pasteurs. Parmi les Arabes il faut toutefois distinguer les Kabyles, race indomptable qui descend proba-

blement des anciens Numides-Mauritaniens, et qui avait toujours maintenu son indépendance au milieu de l'asservissement des autres populations, depuis les Carthaginois jusqu'à nos jours. La dénomination de Kabyle vient du mot arabe *kebilet*, qui veut dire tribu. On les appelle aussi *Béreber* ou *Berber*, d'où est venu le mot *Barbarie*.

Les *Biskris* habitent le midi de l'Algérie sur les confins du désert ; c'est une race très-distincte parmi les Arabes ; on peut presque dire que ce sont les Auvergnats de l'Algérie. Les *Beni-Mzab* ou *Mozabites* habitent un district à vingt journées de marche environ au sud d'Alger. Ce sont des hommes de mœurs douces, qui exercent dans les villes le métier de baigneurs et de barbiers.

L'Algérie renferme aussi un grand nombre de juifs, qui là, comme dans tout l'Orient et dans tout le monde, vivent de commerce et de brocantage.

BESTIAUX. — Les chevaux de la régence d'Alger ne sont pas de race arabe pure, mais sans ressembler complètement à ces beaux coursiers qui viennent de l'Égypte et de la Syrie, ils s'en rapprochent ; ils ont les jambes bien faites, la croupe un peu longue, les flancs ronds, sans beaucoup de ventre, les épaules légères et plates, la tête petite et bien placée. Les plus grands ont quatre pieds huit à neuf pouces.

Les mulets et les ânes ressemblent à ceux des provinces méridionales de la France. Les vaches et les bœufs sont extrêmement nombreux, mais ils sont plus petits qu'en Europe. On voit partout d'énormes troupeaux de moutons. Ces troupeaux forment la principale richesse des Arabes qui s'habillent avec leur laine et se nourrissent avec leur lait et leur chair.

Les chameaux y sont aussi en quantité et forment l'un des principaux moyens de transport des indigènes.

Ils ont été employés avec fruit par les troupes françaises lors des expéditions.

COMMERCE. — INDUSTRIE. — Le commerce intérieur de la régence est à peu près nul aujourd'hui par suite de la guerre. Plus

tard les relations avec les indigènes pourront être renouées avec utilité, et l'on doit retirer des produits du sol, de la cire, de la laine, du cuir, du suif, des pelleteries, etc.

Les habitants de la Régence font des tissus de laine pour burnous et haïks, dont quelques-uns sont d'une grande finesse. Chaque tente arabe est un atelier où les femmes tissent les étoffes nécessaires au vêtement de la famille.

Les broderies d'or et d'argent d'Alger sont très-estimées dans tout le Levant, et déjà il s'en introduit beaucoup en France. Les tissus de soie, or et argent, les mousselines brodées d'or, d'argent, de soie pour ceintures et écharpes, la fabrication du maroquin, étaient aussi des branches d'industrie indigène que la guerre a bien appauvries.

La fabrication des tapis de laines demande à être encouragée; on en faisait autrefois beaucoup à Oran et à Mostaganem.

Déjà le gouvernement s'est occupé à renouer les relations existantes avec la Mecque.

Quant au commerce extérieur, il ne se réduit encore qu'aux objets de consommation de l'armée et aux matériaux de toute nature nécessaires aux nombreuses constructions qui s'élèvent de toute part.

CONSIDÉRATIONS SUR LE COMMERCE. — La France partagée aujourd'hui, avec les divers États maritimes de l'Italie, avec l'Angleterre, avec les États-Unis, le commerce du Levant, qui fut autrefois notre apanage presque exclusif. Elle le partage dans une proportion fort inégale, et tout au détriment de ses manufactures. De ses riches possessions dans les deux Indes, il ne lui est resté, en 1814, que quelques colonies auxquelles sa dignité, plus que ses intérêts, l'attache encore, et qui se débattent en vain sous le coup que leur a porté l'abolition de la traite des noirs.

Alger semble avoir été conquis pour réparer cette double perte.

On sait quelle foule d'avantages l'ex-Régence offre à l'établissement d'une nation industrielle. Sa position géographique les rend plus considérables encore pour la France.

Énumérer ici tous ces avantages, ce serait répéter ce qui a été

dit partout, ce que personne n'ignore. Jé me contenterai de le résumer le plus brièvement possible.

Alger offre à nos exploitations diverses :

Des ports excellents et un développement de deux cent quarante lieues de côtes sur la mer la plus commerçante, en regard du golfe de Lyon, de l'Espagne et de l'Italie, et à trois jours de navigation de notre littoral du Midi ;

La possession exclusive des meilleurs bancs de corail de la Méditerranée ;

Un sol fertile et susceptible de la culture la plus belle et la plus variée, où les céréales, le riz, le lin, viendraient en abondance ; qui suppléerait à l'insuffisance de nos productions en huile, en soies, en tabac, en garance ; sur lequel il ne serait pas impossible, peut-être, d'acclimater le caféier, la canne à sucre, l'indigo ; où déjà le nopal, la cochenille et le coton sont naturalisés ; enfin, où l'on pourrait introduire des plantations d'arbres de toute espèce.

La Régence nous offre encore :

Les moyens d'élever un grand nombre de bestiaux ; une branche considérable d'exportation de chevaux, de cuirs, de laine, de cire, de potasse et de salpêtre ;

Des mines de houille, de la tourbe ; des mines de plomb ; des carrières de marbre, de pierre, de plâtre ; des salines considérables ; et, si l'on s'en rapporte au récit des voyageurs, confirmés d'ailleurs par quelques renseignements récents, des mines de cuivre et d'argent.

Parmi les produits futurs de l'Algérie qui donnent le plus d'espérances il faut mettre au premier rang la cochenille. Si l'on parvenait à enlever aux pays auxquels nous payons un gros tribut pour cette denrée, ce serait une somme de plus de neuf millions par an, dont nous doterions le commerce de l'Afrique française. Nous devons à M. P. Simonnet, pharmacien et membre de la commission de santé d'Alger, des essais fructueux et une notice intéressante sur l'éducation et la propagation de la cochenille, qu'il a importée d'Espagne au péril de sa vie. Nous espérons, avec confiance, que ses efforts réussiront, et le pays leur devra une nouvelle source de richesses. Déjà une nopalerie a été établie au jardin d'essai, par M. Hardy, son habile directeur ; elle est en pleine voie de réussite.

TABLEAU D'ALGER.

Le touriste qui, pour la première fois, fait son entrée dans Alger par la rue de la Marine, se croirait encore en France, à l'aspect de la double rangée de maisons européennes entre lesquelles il s'avance, sans les groupes variés de passants indigènes dont le costume pittoresque contraste singulièrement avec l'architecture de nos voies principales. Il faut aujourd'hui, quand on veut se faire une idée de ce qu'était Alger avant la conquête, abandonner les régions inférieures de la cité africaine et entreprendre une excursion pénible dans les parties élevées. C'est sur le sommet de la montagne que la population musulmane s'est, en quelque sorte, condensée ; et, de là, elle regarde avec inquiétude le flot sans cesse croissant de chrétiens qui, de jour en jour, s'élève vers son dernier asile. Mais il est peu de voyageurs d'une curiosité assez intrépide pour affronter ces rues sombres, tortueuses, bâties en escaliers, rudes à monter et encore plus rudes à descendre. La majeure partie préfère laisser une lacune dans ses cahiers de notes, quitte à la remplir d'imagination quand viendra le moment d'offrir au public le recueil de ses intéressantes études. Les plus consciencieux se contentent de faire un appel aux souvenirs de ceux de leurs compatriotes que la flotte a amenés ici dès 1830, de ces privilégiés à qui il a été donné de voir la ville des pachas dans son intacte originalité. Mais les rangs de ce bataillon sacré s'éclaircissent de jour en jour : débordés par la masse des nouveaux venus, disséminés d'ailleurs sur tous les points de l'ex-régence, ces vétérans de la conquête se rencontrent à peine ; ils ont cessé depuis longtemps d'aller fêter chaque année à *Sidi-Feruch* le débarquement du 14 juin, brillant anniversaire qu'aucune solennité ne vient plus rappeler. Avant peu il ne s'en trouvera pas un seul peut-être, et nul ne pourra dire ce qu'était Alger avant l'occupation française.

J'aurais voulu venir en aide aux observateurs paresseux et fixer des souvenirs encore vivants ; mais une telle entreprise nous éloignerait trop de notre sujet , et je me contenterai de jeter un rapide coup d'œil rétrospectif sur la métropole de l'Algérie.

Supposez un instant qu'un nouveau Dédale ait été chargé de bâtir une ville sur le modèle du fameux labyrinthe ; le résultat de son travail aurait été précisément quelque chose d'analogue à l'ancien *Alger*. Des rues étroites , de largeur inégale , offrant dans leurs nombreux détours toutes les lignes imaginables , excepté cependant la ligne droite , pour laquelle les architectes indigènes paraissent professer un éloignement instinctif ; des maisons sans fenêtres extérieures , car on ne saurait donner ce nom aux rares et étroites ouvertures par lesquelles on peut avoir vue au dehors ; des étages avançant l'un sur l'autre , de telle sorte que vers le sommet des constructions , les deux côtés opposés d'une rue arrivent souvent à se toucher ; quelquefois même la voie publique est voûtée sur un espace assez considérable. Représentez-vous tout cela éblouissant de blancheur par suite de l'usage où on était alors de donner chaque année deux couches de chaux aux bâtiments , et vous aurez reconstruit le véritable *Alger* par la pensée.

Qu'on se figure maintenant une nombreuse population européenne brusquement jetée dans une citée pareille , avec ses habitudes acquises , ses besoins de locomotion , et on jugera de l'embarras de nos compatriotes appelés à circuler incessamment dans ce dédale de ruelles. On imagina alors , afin de résoudre la difficulté , de tracer sur les murailles des lignes de couleurs différentes qui indiquaient conventionnellement , la route à suivre pour arriver aux administrations principales et chez les chefs de service. La rue qui aboutit à la place où est la police avait alors ses murailles bariolées par trois raies de ce genre , toutes de nuances diverses , d'où elle a pris son nom actuel de rue des *Trois-Couleurs*.

Si la ville offrait l'aspect peu séduisant que je viens d'esquisser à grands traits , en revanche rien d'enchanteur comme les campagnes environnantes. Malgré les travaux que les colons ont effectués pour réparer les désastres inévitables de l'état de guerre , la banlieue algérienne est cependant bien loin d'avoir

retrouvé toute sa beauté primitive. Il suffit d'examiner les ruines nombreuses qui s'y rencontrent pour se convaincre du long espace de temps qu'il faudra pour relever ce que si peu de jours ont suffi à détruire. Puisqu'on admire encore à présent le magnifique panorama qui s'étend depuis la Pointe-Pescade jusqu'à la Maison-Carrée, quel sentiment ne devait-on pas éprouver, il y a quatorze ans, lorsque tant de charmantes villas, dont les débris sont maintenant cachés sous l'herbe, étaient encore debout ; quand leurs murailles d'une blancheur constamment irréprochable (ce qui, par malheur ne se voit plus guère aujourd'hui) se dessinaient avec une netteté si délicieuse au milieu d'une profusion d'arbres et d'arbustes que les besoins de l'ordinaire ont singulièrement éclaircis ! Sous ce rapport la civilisation aura fort à faire, rien que pour rétablir ce que la barbarie avait créé.

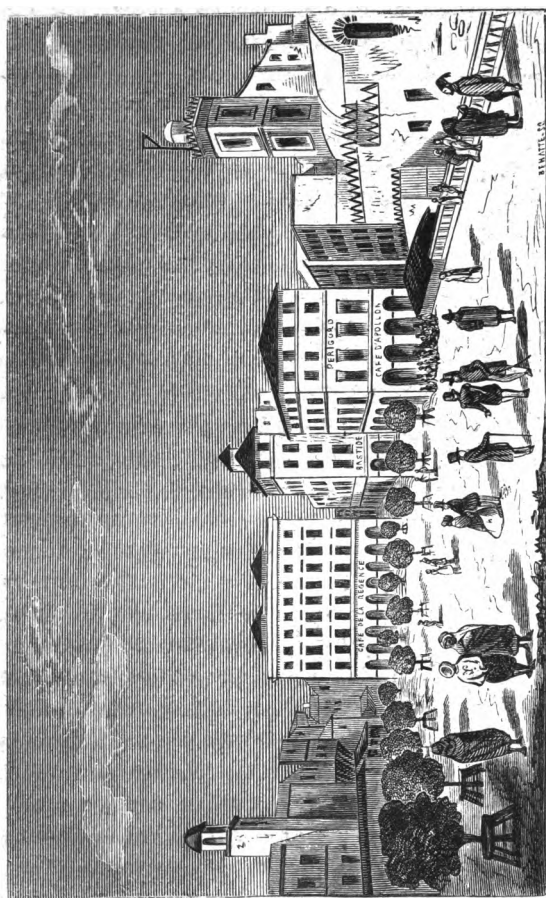
On conçoit qu'une ville telle qu'on a trouvé Alger en 1830 ne pouvait manquer de se modifier très-vite et d'une manière profonde entre les mains des Français. Notre système de transport exige des rues larges ; nos habitudes curieuses et expansives veulent des maisons d'où la vue plonge partout. Il fallait donc que les ruelles étroites s'élargissent à tout prix pour laisser passer les voitures ; il fallait aussi qu'elles perdissent leurs interminables sinuosités pour satisfaire à cet amour de la ligne droite qu'on trouve chez tous les peuples qui connaissent le prix du temps ; et si cette tendance des populations affairées, à aller d'un point à un autre par le chemin le plus court, n'a pas trouvé une satisfaction complète dans le nouveau tracé des rues d'Alger, c'est qu'elle a eu à lutter contre une tendance d'une nature différente, celle du génie militaire. Préoccupée essentiellement de la nécessité de se défendre, cette arme savante a exigé les coudes systématiques qui choquent les personnes peu versées dans l'art de Vauban.

Pendant que la voie publique s'élargissait de la manière qu'on vient de dire, les habitations subissaient aussi des modifications : ces murailles, sans baies et presque sans ouvertures, qui donnaient à chaque demeure l'aspect d'une prison, et à la ville en général une physionomie des plus tristes, se perçaient de fenêtres et remplaçaient leurs grillages sinistres par d'élégantes persiennes.

Malheureusement ce que l'on gagnait en agréments extérieurs, était bien compensé parce qu'on perdait en confortable réel. On s'aperçut alors que l'architecture indigène avait sa raison d'être et qu'elle était parfaitement adaptée aux besoins du climat. Les maisons européennes sont des gouffres de chaleur en été, et en hiver il y règne une humidité glaciale. Il est à regretter qu'on n'ait pas conservé le genre de constructions mauresques qui, moyennant de légers changements, pouvaient combiner les avantages qui leur sont particuliers avec ceux dont nous ne pouvons nous passer.

RUES. — La grande révolution qui devait changer la physionomie d'Alger s'accomplit à la manière de toutes les révolutions, c'est-à-dire que l'on fit d'abord table rase, s'occupant beaucoup plus de détruire ce qui gênait que de chercher à le remplacer. Pendant quelque temps, les trois grandes artères de circulation, les rues de la Marine, Bab-Azoun et Bab-el-Oued, ne furent indiquées que par une double rangée de ruines dont l'aspect était aussi désagréable à l'œil que pénible à l'esprit. Mais peu à peu, d'élégantes maisons à arcades ont surgi du milieu des anciens débris, et aujourd'hui la réédification est presque complète. La nature du terrain sur lequel Alger est bâti a d'abord circonscrit la forme dont je parle; cette ville étant située en partie sur un espace à peu près uni et en partie sur une montagne escarpée, il en devait naturellement être ainsi. Il n'y avait, en effet, aucune nécessité d'élargir des rues où, à cause de la raideur des pentes, jamais voiture ne pourra passer. C'est à cette circonstance que les amis de la couleur locale doivent de retrouver encore quelques traces de l'ancien Alger, qui disparaît partout où la civilisation peut faire rouler son char.

La direction des trois principales rues est tellement commandée par la nature du terrain, que les différents peuples, qui depuis plusieurs siècles ont bâti sur ce sol, l'ont constamment suivie. En excavant pour construire les maisons modernes, on a trouvé sur tous ces points des traces de la voie romaine; on l'a vue intacte dans une grande partie de la rue Bab-Azoun; les fondations des habitations indigènes s'appuyaient dessus en beaucoup d'endroits; seulement elle était un peu plus rapprochée du



PLACE ROYALE.

bord de la mer que la rue nouvelle , et elle se trouvait à environ trois mètres au-dessous du niveau actuel.

Parallèlement à la rue Bab-Azoun on a ouvert une voie nouvelle qui s'est promptement couverte de maisons élégantes. Je veux parler de la rue de Chartres. Tous les petits boutiquiers indigènes, chassés des rues à arcades par la cherté des loyers, se sont réfugiés là, quelques propriétaires ayant eu la bonne idée de diviser le bas de leurs constructions en étroits compartiments où les marchands maures et juifs se trouvent encore fort à l'aise. La spéculation n'a pas été mauvaise, toutes ces petites locations réunies produisant presque toujours plus qu'une seule grande, et diminuant d'ailleurs les chances de pertes et de non-valeurs. Il est à regretter que là, comme autre part, on ait laissé élever des maisons à cinq étages. On oublie trop que nous sommes dans un pays sujet aux tremblements de terre. Les ruines d'Oran et de Blida ne sont pas encore relevées, et voici que nous édifions comme nous le ferions en France ! Qu'on examine donc les maisons mauresques, en général peu élevées, s'appuyant réciproquement d'un côté de la rue à l'autre, étayées par des poutrelles, et qu'on se demande pourquoi les indigènes ont adopté ce mode de construction. C'est parce qu'en 1717 il y eut ici un tremblement de terre qui se fit sentir pendant neuf mois et qui jeta les quatre cinquièmes de la ville par terre. La population qui avait fui campait dans les champs, et elle ne rentra que lorsque les secousses eurent cessé. En 1825, quand Blida fut renversé et que ses habitants périrent presque tous écrasés sous ses ruines, Alger ressentit en quatorze jours cinquante-trois secousses ; s'il n'y eut pas de grands dommages à déplorer, c'est au mode de construction adopté depuis 1717 qu'on le dut. Avant l'emploi de cette précaution on ne connaissait qu'un moyen de conjurer le fléau : c'était d'étrangler le dey régnant ; comme les mœurs européennes n'admettent pas l'usage de ce préservatif héroïque, on ferait sagement de bâtir avec plus de prévoyance.

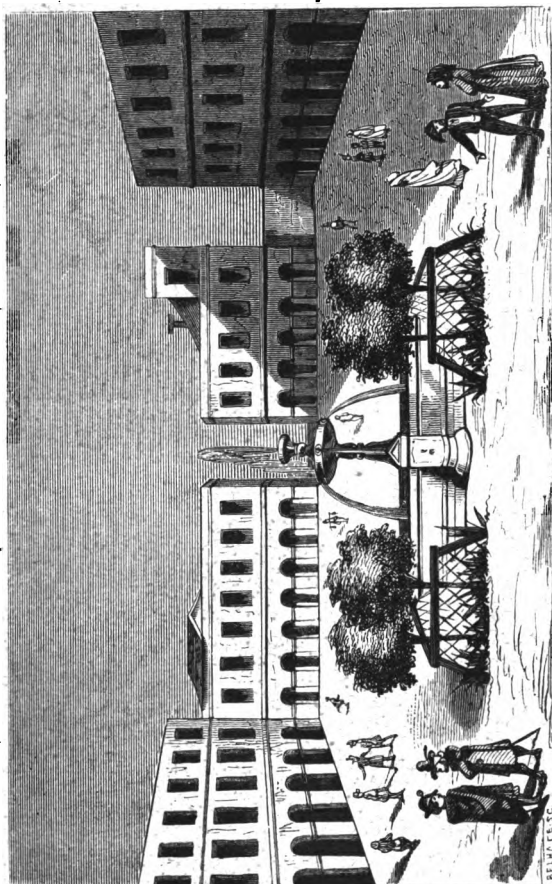
PLACES. — La place *Royale* et la place *Mahon* ne sont séparées que par la maison Sarlande, sorte de promontoire qui avance sur la voie publique, à l'endroit le plus fréquenté, et y constitue une espèce de défilé dont l'existence n'est justifiée par rien. Deux motifs au-

raient dû empêcher d'autoriser cette construction malencontreuse : elle diminue l'étendue de la place Royale , et elle gêne la circulation. Espérons que les justes réclamations du public à cet égard seront un jour exaucées, et que l'administration fera disparaître la maison Sarlande, qui mutile si désagréablement la place principale d'Alger.

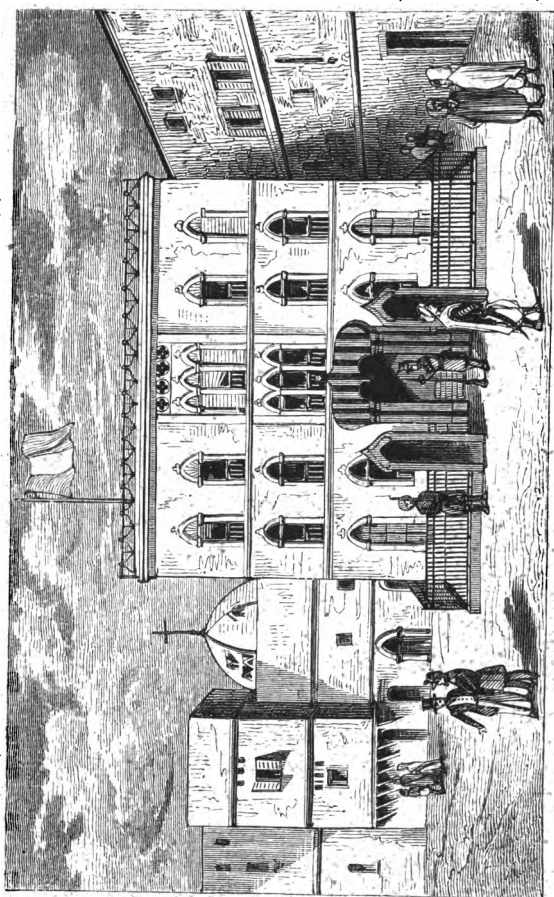
Il est à remarquer que la place Royale, la première que l'on ait entreprise, est précisément la moins avancée. Sauf l'hôtel de la Tour-du-Pin et la galerie Duchassaing, tout y est encore à faire. L'ancien palais de la Djeninah conserve sa physionomie antique, et forme un contraste assez singulier avec les deux maisons à arcades dont on vient de parler. Quant aux baraques en bois dont on a cru devoir autoriser la construction dans un but fiscal, à tout prendre, elles sont encore moins laides à voir que les ruines immondes qu'on apercevait jadis en cet endroit; cependant il est à désirer qu'on les remplace le plus tôt possible par le vaste édifice qu'on nous promet depuis longtemps, et qui doit renfermer, dit-on, un théâtre, une salle de la Bourse, ainsi que des galeries à boutiques élégantes.

Quand tous les travaux que je viens d'indiquer auront été accomplis, la place Royale sera réellement digne de la capitale de l'Algérie. Il n'y aura plus alors qu'un regret à exprimer, regret malheureusement bien stérile : c'est qu'en la traçant on n'ait pas pris davantage sur la rue Bab-Azoun, de manière à avoir une vue complète de la baie; le coup-d'œil alors eût été magnifique. L'aspect de la mer a quelque chose de si séduisant que la population algérienne, cédant à cet attrait irrésistible, a cessé de fréquenter la partie de la place qui avoisine la maison de la Tour-du-Pin aussitôt que l'achèvement des voûtes lui a permis de se rapprocher de l'endroit d'où elle peut apercevoir le port.

Je rappellerai les remarquables travaux que le génie a exécutés sur la place Royale, en construisant un étage de magasins voûtés sur l'étage qui existait déjà. Le dessus des voûtes, convenablement remblayé, a agrandi d'autant la place du côté le plus agréable, celui d'où on aperçoit le mieux la baie. De belles plantations d'orangers ont fait de cet endroit une charmante promenade où la musique militaire vient jouer les dimanches et les jeudis, ce qui ne contribue pas peu, avec l'attrait de la brise et



PLACE DE CHARTRES.



PALAIS DU GOUVERNEUR.

de l'aspect de la mer, à attirer en ce lieu l'élite de la société algérienne. Enfin, on a construit du côté de la mosquée *hanefi*, une élégante balustrade en pierre qui est à la fois un ornement pour la place et une sauvegarde pour les promeneurs distraits.

Place de Chartres. — De belles maisons européennes s'élèvent autour de cette place sur une rangée d'arcades qui règnent de trois côtés seulement.

Place du Gouvernement. — Le palais qu'habite le gouverneur, appartenait à Haçan-Pacha, l'un des maures les plus riches d'Alger.

Une cour entourée d'arcades occupe le centre, comme dans les autres maisons ; mais ici toutes les parties présentent de plus larges proportions. Les appartements sont vastes et ornés de brillantes peintures et de dorures magnifiques ; les murs sont garnis à hauteur d'appui de carreaux de porcelaine ; les plafonds et les portes sont artistement sculptés, et les panneaux des fenêtres sont dorés. Les escaliers, les encadrements des portes, ainsi que les colonnes sont de marbre blanc. On remarque dans ce palais quelques meubles qui frappent par leur singularité, entre autres des fauteuils d'une dimension énorme et très-commodes et un lit à rideaux, vert et or, qui rappelle plutôt le siècle de Louis XIV que les coutumes d'Orient.

Au dehors le palais est revêtu d'une façade en marbre blanc. La place a été déblayée, et la continuation du pavage de la rue de Chartres a été refaite à neuf jusqu'à la direction de l'intérieur.

ÉVÊCHÉ. — On a réparé la façade de l'évêché, sans rien changer à sa forme, plus que simple, qui est loin de faire pressentir la beauté du bâtiment à l'intérieur. Si l'on imagine jamais de le parer au dehors, ainsi qu'on vient de l'exécuter pour son voisin, l'hôtel du Gouvernement, on n'aurait rien de mieux à faire, il me semble, que de construire extérieurement deux étages de galeries manresques comme celles qui existent dans toutes les maisons indigènes. C'est un genre de façade qui n'a pas encore été essayé, et qui, de l'avis commun, serait à la fois commode et agréable. On éviterait ainsi l'inconvénient de l'extrême chaleur que procurent les nombreuses fenêtres dont nous perçons toutes les murailles.

MARCHÉ. — Le marché, qui jadis se tenait sur la place Royale,

et qui a eu lieu ensuite sur la place Mahon, où il gênait beaucoup la circulation, a été transporté sur la place de Chartres.

BAZARS. — On trouve trois de ces bâtiments entre la place du Soudan et la place de Chartres. Le premier, celui de la rue du Divan, est construit dans le style mauresque avec assez de goût, et il est généralement occupé par des Maures qui brodent sur cuir des bourses-portefeuilles, des babouches de femmes, etc.; ou par des marchands d'essence de rose, de burnous fins, de ceintures en soie, de *chachiyah* ou calottes rouges de Tunis, etc. Une petite ruelle assez sale le sépare de la galerie d'Orléans, que les indigènes appellent *Soug-el-Djedid* (le Marché-Neuf), nom qu'ils donnaient autrefois à la place Juba, et qu'ils ont transporté à cette localité, parce qu'elle est maintenant le rendez-vous des marchands qui se tenaient jadis dans l'autre endroit avant qu'il fût démoli. La galerie d'Orléans est sans contredit le plus curieux de ces établissements. C'est là que le *dellal* ou vendeur à l'encan se promène sans cesse, les épaules chargées de burnous, de *djabadoli* (vestes d'homme), de *rhlilah* (tuniques de femme), de *frimlah* (espèce de corsage), de ceintures, etc. Ses doigts étincellent de diamants, et ses mains ont peine à retenir les *m'caïce* (bracelets), les *r'dife* et les *khalkhal* (anneaux pour les jambes), les *sarmah* et autres bijoux dont les dames mauresques, pressées par le besoin d'argent, cherchent à se défaire. La vente à l'encan se fait ici d'une manière assez singulière : le *dellal* promène l'objet qui est à vendre et classe dans sa mémoire le prix que lui en donnent les divers amateurs qu'il rencontre ; puis, la tournée finie, il va le porter à celui qui en a offert davantage. Il est arrivé que des Français, ignorant cet usage, demandaient à l'encanteur le prix d'un objet qui était à leur convenance. Celui-ci répondait : *On en a donné vingt francs*, par exemple ; comme la plupart de nos compatriotes ne comprennent guère de la langue arabe que les noms de nombre, ils s'imaginaient que c'était là un prix définitif, et si l'objet leur plaisait, ils s'en emparaient en se disposant à le payer. Grande étaient leur surprise et leur indignation quand le *dellal* reprenait sa marchandise et se refusait à la leur livrer. De là une querelle qui, de même que la plupart de celles qui arrivent entre indigènes et Français, s'explique par ces trois mots : *Faute de s'entendre*.

Il ne faut mentionner que pour mémoire le bazar *Salomon*, qui est entre la rue de la Porte-Neuve et la rue du Léopard. C'est un bâtiment triste et malpropre, dont beaucoup de boutiques sont vides, et qui est surtout habité par des Juifs. Comme, faute de portes, il reste toujours ouvert, c'est une hôtellerie gratuite. Les biskris y viennent gîter la nuit, au risque d'être foulés aux pieds par les passants en retard qui le traversent à une époque où la lune ne projette pas sa lumière, seul éclairage qu'on y ait jamais remarqué.

BOUTIQUES. — Qu'on se figure une espèce de niche d'une superficie moyenne de 1 mètre 33 c. carrés, haute de 2 mètres, et située à environ 1 mètre au-dessus du niveau de la rue, et on aura une idée exacte du *hanout*. Dans cet étroit espace, le marchand, gravement accroupi, peut, sans se déranger, atteindre tous les objets de son négoce rangés autour de lui. Souvent un ami trouve moyen de se placer à ses côtés, pendant qu'un chaland ou un curieux est assis à l'entrée du magasin en miniature.

FONTAINES. — Les quatre principales fontaines sont : l'une sur la place de Chartres, une autre à l'angle des rues de Chartres et de la Porte-Neuve, la troisième à l'angle des rues de Chartres et Duchêne, et la quatrième rue Bruce.

La fontaine de la place de Chartres, monumentale et très-bien appropriée à sa destination d'utilité et d'embellissement, est entourée d'une plantation d'orangers en parfait état de réussite ; les trois autres sont beaucoup moins importantes.

AQUEDUCS. — Les aqueducs qui conduisent l'eau à Alger sont au nombre de quatre : *Hammah*, *Telemy*, *Aïn-Zeboudja*, *Bistréria* et une petite source dite du *Rempart*.

ÉCLAIRAGE. — Si jamais cité a eu besoin du secours des réverbères, c'est assurément celle-ci : l'obscurité complète qui règne la nuit dans la plupart des rues de la haute ville a quelque chose d'effrayant pour le nouveau débarqué, qui ne conçoit pas que, dans de

pareils coupe-gorges et au milieu d'une population récemment subjuguée, il n'y ait pas de fréquents assassinats à déplorer. Il serait à désirer que la ville, qui possède un revenu assez considérable, fît les sacrifices nécessaires pour s'éclairer convenablement. On émet le vœu de voir le plus promptement possible l'éclairage au gaz substitué à celui qu'on emploie maintenant. Des offres à ce sujet ont déjà été faites à l'administration ; mais on a reculé, dit-on, devant la dépense qu'exige la première installation.

BAINS MAURES. — On trouve à Alger, comme dans toutes les villes musulmanes, un grand nombre de bains, et comme ils ne ressemblent en rien aux nôtres, j'en donnerai une description particulière.

On entre d'abord dans une cour entièrement couverte et au milieu de laquelle se trouve un vaste réservoir. Entre les colonnes sont suspendues à des cordons des serviettes qui se maintiennent toujours à une température élevée. Sous la galerie règne une estrade haute de quelques degrés, et sur cette estrade sont étendus des paillassons. On choisit un de ces paillassons, sur lequel on se place pour se déshabiller. On pose ses habits sur des planches attachées au mur, et l'on peut, sans la moindre inquiétude, confier sa bourse et ses bijoux au maître du lieu, qui, après les avoir examinés, les place ordinairement dans une case ouverte. On n'a pas d'exemple que rien ait jamais été pris.

C'est aussi sur les paillassons de cette estrade que couche le maître du bain avec tous ses gens ; leur toilette de nuit consiste à mettre par dessus leurs habits, qu'ils ne quittent jamais, un bournous avec un capuchon qui les enveloppe entièrement. De grandes niches pratiquées dans le mur renferment leurs effets. Aussi peut-on se baigner à toute heure de la nuit comme du jour. On n'a qu'à frapper, la porte vous est ouverte aussitôt, et, comme tout est toujours prêt, que le bain est toujours chaud, on n'a pas besoin d'attendre un seul instant.

Les baigneurs sont de jeunes Maures de seize à dix-huit ans pour les hommes, et, pour les femmes, de jeunes filles. Dès que l'on est déshabillé, ce qui se fait en présence de tout le monde, un baigneur vous noue autour du corps une toile bleue, comme

il en porte lui-même, vous met des pantoufles de bois, et vous conduit par une galerie plus chaude dans un caveau chauffé à trente ou trente-cinq degrés. Au milieu est un grand réservoir recouvert de dalles de marbre. Il y a sur les côtés des niches dont le sol est plus élevé et plus frais, et le long des murs sont plusieurs petites fontaines.

On s'assied sur le bord du réservoir, et l'on y reste quelque temps pour transpirer. Le baigneur étend ensuite par terre un linge sur lequel on se couche, on s'assoit, on se relève, on se recouche, pendant qu'il vous frictionne, qu'il vous savonne, vous masse et vous brosse avec une espèce d'étrille. Ces opérations ne sont pas extrêmement agréables, mais elles produisent un grand soulagement.

Quand à la fin on est tout couvert de mousse de savon, puis bien lavé avec de l'eau tiède, on se rasseoit sur la dalle pour transpirer encore un peu, ou bien l'on se promène de long en large dans le vaste caveau. Votre baigneur apporte alors un panier plein de linge chaud; il vous roule d'abord autour de la tête une serviette en guise de turban, et après vous avoir soigneusement essuyé, il vous enveloppe tout le corps de trois ou quatre nappes bien douces. Ainsi costumé, vous retournez à l'endroit où vous avez laissé vos habits, et au lieu du paillason vous trouvez un matelas blanc avec de bons oreillers. Vous vous y couchez; on vous recouvre de couvertures de coton, on vous donne une pipe et du café, et vous y restez tant que cela vous plaît. Ordinairement celui qui vous a servi au bain et un autre garçon encore se couchent à côté de votre lit, et demeurent les yeux fixés sur vous pour prévenir vos moindres désirs. Pendant ce temps vous êtes doucement massé tantôt par l'un, tantôt par l'autre, ce qui non-seulement sèche parfaitement le corps et prévient tout refroidissement, mais encore vous fait tomber peu à peu dans un sommeil doux et rafraîchissant. — Le prix est de 1 fr. 25 c. On peut y passer la nuit.

HÔPITAL CIVIL. — Ce local, ancienne caserne des Janissaires, avait servi, pendant les premières années de l'occupation, d'hôpital pour l'armée; en 1836, à l'époque de la seconde invasion du choléra, il fut converti en hôpital civil, et les sœurs de charité (de

Saint-Joseph) vinrent s'y établir sous la direction de madame la baronne de Vialar, leur supérieure.

D'après les plans d'alignement de la rue, la première façade a disparu, et une longue suite d'arcades, supportant des salles vastes, aérées et commodes, la remplace avec avantage; de sorte que la distribution des bâtiments est moitié mauresque et moitié française. Il est bâti sur le haut des rochers qui bordent la mer, et de ce côté du port, est le point de vue qui s'étend sur la rade Hussein-Dey, et le cap Matifou est des plus magnifiques. Dans la principale cour, on remarque encore l'ancienne fontaine à petites colonnes, ainsi que toutes les casernes des Turcs en étaient pourvues. Tout le monde s'accorde à louer le beau dessin des vaisseaux supérieurs des salles qui est dû à M. l'architecte Guiauchin.

Cet hôpital possède tous les emménagements nécessaires, et tels que le comporte une sage et habile disposition. Il contient quatre cents lits. Douze sœurs, indépendamment de six infirmiers sont occupées constamment à prodiguer aux malades les soins les plus charitables.

L'organisation du personnel médical et de l'administration est réglée par l'arrêté du 21 août 1837. L'hospice civil est placé sous les ordres et dans les attributions de M. le directeur de l'intérieur; la surveillance immédiate du service en général est exercée par le maire de la ville d'Alger, délégué à cet effet par le directeur de l'intérieur, et assisté d'une commission composée de cinq membres.

PRISONS. — Les bâtiments servant de prisons sont d'anciennes maisons mauresques, et sont insuffisants. Il serait bien à l'administration de pourvoir promptement aux nécessités que l'humanité réclame, même envers les coupables. Leur disposition ne permet point d'établir les séparations que la philanthropie exige impérieusement. La prison civile, rue Barberousse, où les prisonniers sont entremêlés, faute d'emplacement, sans cour et malsaine, sert aussi de prison pour dettes, et les détenus y endurent un supplice moral contre lequel on s'élève hautement. Il est vrai qu'il entre dans les intentions de l'administration d'en faire construire une plus rochainement; elle sera pla-

cée, dit-on, au faubourg Bab-el-Oued, au-dessus du jardin des condamnés. Elle doit être spacieuse et divisée selon les besoins.

La prison militaire, rue *Salluste*, reçoit aussi les miliciens *punis pendant le temps du service*. Elle n'est guère mieux disposée que la prison civile. C'est une réunion d'anciennes maisons liées entre elles par des ouvrages d'opportunité, et qui semblent provisoires. Là encore les miliciens se trouvent pêle-mêle avec les prévenus militaires.

Une prison spéciale pour la milice est place de Chartres, au-dessus du bureau de l'état-major. Elle reçoit les citoyens *manquant aux appels*.

Outre ces lieux de détention, il existe d'autres prisons en dehors de la ville, et destinées aux condamnés militaires. Le *fort Neuf*, en sortant de la porte Bab-el-Oued, à droite, touchant le rempart, étaient d'anciennes casemates. Cette prison a de longues voûtes pour chambres; les condamnés y sont enfermés pendant la nuit, et chaque voûte peut contenir cent hamacs. Suivant sa première destination, elle ne recevait de jour que par des soupiraux au haut de ces espèces de magasins souterrains et par la cour formée entre la séparation du mur de la ville et les constructions; afin de les rendre plus solides, de longs arceaux touchent les murailles opposées. Depuis l'installation des condamnés au boulet au fort Neuf, le génie a creusé autour un fossé donnant sur l'esplanade Bab-el-Oued. Le mur de façade a été refait, et les salles aérées par des croisées à grilles prenant jour sur le fossé. Dans sa partie nord le fort est armé et défend le port dont les eaux baignent les rochers sur lesquels il est construit. Il s'y trouve en outre, une chapelle, une école mutuelle, des salles de conférence et de lecture, de gymnastique, etc. M. le colonel Marengo, commandant les corps hors ligne et les condamnés, avait permis à ces malheureux militaires d'y établir un petit théâtre, où des personnes de distinction étaient quelquefois admises. Les condamnés y donnaient souvent de bonnes pièces qu'ils ne jouaient pas sans talent.

Le *fort de Vingt-Quatre-Heures*, à l'extrémité de l'esplanade Bab-el-Oued, sert de prison aux militaires condamnés à la réclusion.

Les prisonniers et disciplinés logeaient au *fort Neuf*, dans les anciennes casernes, vers la mer; ils sont maintenant répartis

dans les positions avancées où ils sont employés à divers travaux.

CULTES.

CULTE CATHOLIQUE. — Vers la fin du seizième siècle, des prêtres de l'ordre des Trinitaires, particulièrement dévoués au rachat des captifs, vinrent fonder une maison à Alger qui présentait une ample matière à leur dévouement. Ils y demeurèrent sans interruption jusqu'en 1816.

Dans l'intérieur de leur maison se trouvait une chapelle où les Européens catholiques pouvaient venir assister à la messe.

En l'année 1646, saint Vincent de Paul, touché par sa propre expérience des maux et des outrages que les Barbares faisaient souffrir aux chrétiens captifs, qui, nous dit ce saint prêtre, n'étaient pas moins de vingt mille dans les bagnes de l'Algérie, intéressa vivement le roi Louis XIII au sort de ces malheureuses victimes. Voulant adoucir leurs peines par les consolations si bienfaisantes de la religion, la munificence royale donna une somme de 10,000 fr., qui servit au digne apôtre de la charité, pour envoyer à Alger quatre prêtres de sa congrégation, connus sous le nom de Lazaristes. Ils fondèrent dans cette ville un hôpital, dans lequel ils avaient établi, comme les Trinitaires, une petite chapelle qui servait d'église aux catholiques. Depuis l'époque de leur établissement ils s'y succédèrent sans interruption jusqu'en 1830, où la guerre déclarée par la France à ce boulevard de la piraterie, les força d'abandonner leur œuvre de charité.

Immédiatement après la conquête d'Alger par les Français, trois des aumôniers qui avaient suivi l'armée française s'occupèrent d'établir le culte catholique dans cette ville; ils obtinrent pendant quelque temps une chapelle dans le palais de la Casba; elle fut transportée dans la suite à la caserne du Lion au bas de la ville.

Le nombre des catholiques s'augmentant rapidement, cette dernière chapelle devint bientôt insuffisante, et une nouvelle église fut ouverte dans la rue de l'État-Major : c'était l'ancienne chapelle des Lazaristes. Dans ce même temps, la cour de Rome donna le titre et les pouvoirs de vicaire apostolique à l'un des trois aumôniers qui desservaient la nouvelle église, dont le local, plus commode et plus gracieux que les précédents, permet de donner quelques développements à la majesté du culte catholique. Pour la première fois, dans cette ville infidèle, on entendit alors chanter la messe et les autres offices du culte, et prêcher publiquement la parole de Dieu.

Le 24 décembre de l'année 1832, le Gouvernement ayant accordé pour l'exercice du culte catholique l'élégante mosquée qui sert aujourd'hui de cathédrale, elle fut bénite par le vicaire apostolique, et le culte s'y ouvrit par la belle solennité de la messe de minuit. Le service paroissial continua d'y être administré par le vicaire apostolique et quelques prêtres français qui vinrent se joindre à lui avec des pouvoirs obtenus de la cour de Rome.

Le pontife désigné était Mgr *Antoine-Adolphe DUPUCH*, que ses éminentes vertus, et surtout son ardente charité, rendaient cher à la ville de Bordeaux, où il est né le 21 mai de l'année 1800.

Ici commença une ère nouvelle pour l'église d'Afrique ; ce fut une sorte de résurrection de cette ancienne splendeur qui avait été si profondément éclipsée pendant plus de douze siècles. Non-seulement la pompe des cérémonies et toute la magnificence du culte catholique ont pu faire comprendre aux indigènes que leurs vainqueurs croyaient en Dieu et avaient une religion ; mais encore les œuvres de charité qui se multiplièrent et dont ils ont pu souvent eux-mêmes partager les bienfaits, leur ont fait connaître que cette religion était éminemment bienfaisante et amie des hommes. Quant aux Européens amis de notre établissement dans l'Algérie, ils ont salué la prise de possession de leur évêque comme la plus sûre garantie qu'on eût eue jusqu'alors de la conservation de cette magnifique contrée.

L'influence que notre religion, si bien représentée par le nouvel apôtre, a exercée sur les indigènes, peut se résumer dans l'acte si extraordinairement accompli de l'échange des prisonniers ; la

on a vu ce généreux évêque se livrer seul avec deux de ses prêtres au milieu de nos plus acharnés ennemis (les Hadjoutes), pour retirer de leurs mains plus de deux cents Français devenus leurs malheureux esclaves, et les rendre, après quelques heures de terribles hésitations, à leurs familles et à leur patrie.

On travaille à agrandir la cathédrale de Saint-Philippe et à y construire un clocher.

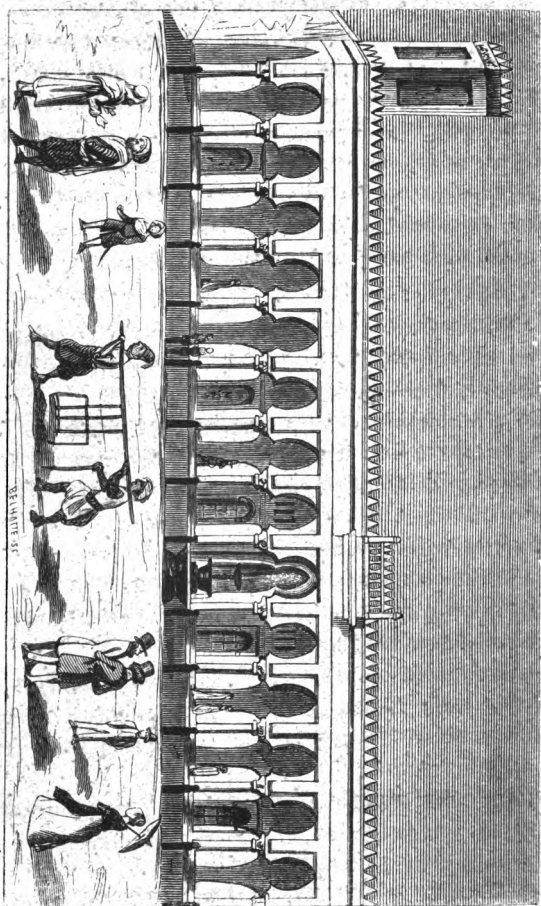
CULTE PROTESTANT. — Aucun édifice religieux n'est encore affecté dans toute l'Algérie au culte protestant. A Alger, on construit un temple, rue de Chartres; en attendant, il se célèbre dans une fort belle salle qui fait partie du collège; à Dély-Ibrahim, c'est dans une chambre louée aux frais du gouvernement; à Oran, dans la maison destinée précédemment aux réunions du tribunal civil.

Le culte n'est pas encore représenté dans la province de l'est; cependant à Bone et à Philippeville se trouve depuis longtemps une population considérable appartenant à la communion réformée. En 1841, le gouvernement avait décidé qu'un oratoire serait établi à Philippeville; mais jusqu'à présent l'autorité n'a pu trouver un local convenable pour la célébration.

A Dély-Ibrahim, un oratoire vivement sollicité sera construit dans le courant de cette année. Ce serait, en effet, un bien grand oubli que de laisser sans édifice religieux une population aussi nombreuse, dans un village dont elle compose la plus grande partie, et où vient de s'élever à grands frais une église pour les besoins du culte catholique.

CULTE MUSULMAN. — Les cérémonies fort simples et très-courtes du culte musulman ont lieu dans les mosquées *djamâ*: ce sont, pour chaque jour, cinq prières; la lecture d'une fraction du saint livre (un trentième), de manière qu'il soit relu en entier chaque mois; la *khotba*, tout à la fois profession de foi et prière pour les chefs des croyants, récitée le vendredi à midi; enfin la prédication.

Les *djamâ*, mosquées par excellence, ne doivent être bâties qu'au milieu des agglomérations d'hommes, dans l'intérieur ou le voisinage des cités; il n'en existe point dans les campagnes. Elles sont ordinairement consacrées par les souverains.



GRANDE MOSQUÉE.

Dans les mosquées (il en existe encore trois seulement à Alger outre un grand nombre de *mesdjid*), on ne voit ni tableaux, ni statues, simulacres condamnés par la loi; mais seulement des sentences en versets extraites du Coran, inscrites sur les murailles. Le sol est couvert de nattes ou de tapis. Sur l'un des côtés du temple est la *kibla*, sorte de niche indiquant la situation relative de la Mecque, vers laquelle le musulman doit se tourner pendant la prière. A droite de la *kibla* est une tribune où se placent les *muezzins* ou chantres qui appellent le peuple à la prière, et à gauche, une chaire où se récite la *khotba*.

Le chef de la mosquée se nomme *muphti*.

MARABOUTS. — Au dehors des villes, le culte musulman n'existe pas, du moins publiquement; l'absence de mosquées exclut naturellement le concours des ministres du culte.

Les populations sont abandonnées à des marabouts (*morabethin*, *liés* ou *dévoués*), personnages qui participent de l'ermite et du religieux, sans caractère autre que celui que leur prête la multitude. Quelques-uns de ces hommes méritent la vénération qu'ils inspirent, par leur piété et leurs vertus; le plus grand nombre ne doit cette autorité usurpée qu'à l'hypocrisie et à la superstition. Les marabouts n'appartiennent d'ailleurs, à aucun titre, à la hiérarchie musulmane.

Les *marabouts*, ou *zaouia*, sont des édifices contenant le tombeau d'un saint homme, où de pieux musulmans obtenaient de se faire enterrer. Le nombre de ces établissements était très-considérable.

Le marabout de *Sidi-abd-el-Rahman*, situé hors de la ville près la porte Bab-el-Oued, était en grande vénération à Alger et dans tous les États Barbaresques.

MOSQUÉES. — Les trois grandes mosquées d'Alger sont presque toutes pareilles. Il y a à l'entrée une fontaine où les croyants font leurs ablutions avant de pénétrer dans le lieu saint; elles sont surmontées d'un dôme et d'un minaret, espèce de clocher terminé en croissant, sur lequel le *muezzin* plante un drapeau quand il y monte pour appeler les fidèles à la prière. Le pavé est couvert de nattes de roseaux ou de riches tapis.

On y entre quand on veut, en retirant sa chaussure ; seulement on ne pénètre pas dans l'intérieur, on reste à l'entrée.

« Avant d'entrer dans la mosquée, dit un célèbre touriste, il me fallut ôter mes bottes ; mais cela n'a rien d'incommode, puisque le pavé est couvert de nattes et de tapis. Je fus frappé de la grande simplicité de cet édifice. On n'y voyait aucun ornement ; de loin en loin brûlaient quelques lampes ; c'était tout. Mais je fus bien plus frappé encore de la bizarrerie du culte, et, quelque respect que je professe pour les cérémonies religieuses, j'eus beaucoup de peine à m'empêcher de rire quand je vis une soixantaine d'hommes vêtus de blanc, ayant à leur tête le *mufti*, s'avancer sur deux rangs, et, pendant que deux d'entre eux poussaient des hurlements effroyables, se jeter comme autant de sacs de farine sur le tapis, rouler vers le mur en faisant une demi-culbute ; puis, élevant vers le ciel la partie du corps sur laquelle on s'assied, et à laquelle leurs larges culottes donnaient une ampleur extraordinaire, demeurer pendant quelque temps immobiles, comme s'ils eussent été morts. Cette étrange cérémonie fut répétée plusieurs fois, et dans les entr'actes on chantait quelques versets du Coran. A mesure que les fidèles arrivaient, ils faisaient leurs ablutions dans une fontaine qui se trouvait à l'entrée de la mosquée. Plusieurs laissaient leurs pantoufles à la porte ; mais la plupart les gardaient à la main et les plaçaient ensuite devant eux. »

ÉTABLISSEMENTS

D'INSTRUCTION PUBLIQUE, DE SCIENCES ET D'ARTS.

COLLÈGE D'ALGER, près de la porte *Bab-Azoun*. — De grandes améliorations viennent d'avoir lieu dans cet établissement. Le cabinet de physique et le laboratoire de chimie ont été organisés et les cours sont en plein exercice.

Un superbe réfectoire, capable de recevoir cent élèves, a été

construit. La salle de dessin, entièrement neuve, a reçu un nouveau et superbe mobilier.

Des mesures ont été prises pour qu'il ne fût plus permis aux externes de séjourner dans les rues en attendant les heures d'entrer en classe : une cour particulière leur a été assignée.

Les études se fortifient ; une discipline bien entendue produit de bons résultats ; le nombre des élèves augmente rapidement et le sort de ce bel établissement est désormais assuré.

ÉCOLE MAURE. — Une école maure se tient dans une boutique ouverte sur la rue et disposée comme celle de tous les marchands. Elle contient ordinairement une vingtaine d'enfants, assis comme de petits tailleurs sur leur établi. Chacun tient à la main une petite planche sur laquelle sont écrits en arabe quelques mots du Coran. Le maître est ordinairement un vieillard à longue barbe blanche, qui lit à haute voix le passage du livre de Mahomet, et tous les enfants, à haute voix aussi, répètent ensemble le même passage, ce qui produit un *brouhaha* à ne pouvoir s'entendre. Ici personne ne peut ni dormir sur son banc, ni parler à son voisin ; il faut que tous suivent ou plutôt que tous chantent la leçon.

Ce qu'il y a de curieux au premier aspect, c'est de voir cette forêt de têtes qui s'inclinent et se relèvent en se balançant, de sorte que vous croiriez voir des automates qui se meuvent tous par la même ficelle.

COURS PUBLIC ET GRATUIT DE LANGUE ARABE. — Un cours public de langue arabe vulgaire et de littérature arabe, établi depuis huit années, est professé dans la salle du Musée, tous les jours.

Le cours d'arabe est établi en faveur des Européens qui veulent étudier la langue arabe parlée, ou étendre leurs connaissances jusqu'à la lecture des manuscrits. L'importance de ce double cours est toute locale, puisqu'il est destiné à amener et à étendre les relations orales et écrites avec les indigènes, et à familiariser les Européens avec leurs lois, leurs mœurs et leur littérature. L'intérêt qu'offre cette étude a été apprécié, et le public sanctionne, par sa présence et son zèle, l'établissement de cette utile institution.

BIBLIOTHÈQUE. — Les commencements de la bibliothèque d'Alger ont été lents et pénibles, par le manque de fonds pour achats de livres et par le petit nombre de dons particuliers. Cependant le conservateur, M. Berbrugger, qui suivit l'armée dans les expéditions de Mascara, Tlemcen, Constantine, Médéa, etc., recueillit un grand nombre de manuscrits qui composent, pour la majeure partie, la collection assez importante en ce genre qui figure aujourd'hui dans la bibliothèque. C'est surtout au zèle éclairé de M. Bresson, et aux moyens que cet administrateur mit à la disposition de M. Berbrugger, que ces précieux résultats sont dus. M. Bresson sollicita en outre et obtint un crédit spécial pour achats de livres et objets d'art. Dès lors, avec ce budget, il fut possible d'acquérir les ouvrages les plus essentiels aux personnes qui font des recherches ou des études sur l'Algérie. Grâce aux démarches multipliées et aux soins infatigables de M. l'intendant civil, des livres furent envoyés par les différents ministères. Le roi et la reine voulurent aussi contribuer à cette création utile, et c'est à leur munificence que nous devons les plus beaux ouvrages de la bibliothèque.

M. le comte Eugène Guyot continua l'œuvre de son prédécesseur, et saisit avec empressement toutes les occasions d'enrichir cet établissement ainsi que le musée.

La bibliothèque se compose aujourd'hui de trois mille volumes imprimés et de plus de six cents manuscrits arabes ou turcs, comprenant au delà de deux mille ouvrages sur les sciences, l'histoire, la législation et la littérature orientales. Ce qui frappe au premier abord les personnes qui visitent cet établissement, c'est d'y trouver un plus grand nombre de lecteurs qu'en n'en voit d'ordinaire dans les bibliothèques de beaucoup de villes de premier ordre en France. Des Maures d'Alger y viennent assez fréquemment, ainsi que des Arabes de l'extérieur, afin d'y consulter des ouvrages qu'ils chercheraient vainement ailleurs. La théologie, la législation, la magie sont les principaux sujets de leurs études.

MUSÉE. — Le musée, établi dans une salle construite d'après le style mauresque, est déjà rempli d'objets d'histoire naturelle et d'antiquités. Une collection nombreuse d'oiseaux, de poissons et de

mammifères du pays s'y trouve rassemblée. Des inscriptions, des pierres tumulaires romaines ou arabes, recueillies par le conservateur sur les divers points de l'Algérie, y attirent aussi l'attention. Cette dernière partie de la collection deviendra beaucoup plus importante encore, lorsque les antiquités conservées provisoirement à Cherchel, Guelma, Philippeville, etc., seront déposées au musée d'Alger, qui est leur place naturelle.

En somme, l'accroissement pris par ces deux établissements a été si rapide que déjà le local actuel est devenu insuffisant; on remarque avec peine que, faute de place, beaucoup d'animaux restent exposés à la poussière et aux attaques des dermestes. L'administration qui, dans sa sollicitude éclairée, a doté la ville d'Alger d'une bibliothèque et d'un musée, prendra sans doute des mesures promptes et efficaces pour conserver ce qu'elle a cru utile de fonder.

IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE DU GOUVERNEMENT. — Le gouvernement a créé cet établissement pour les besoins des services publics. On y imprime en français et en arabe. Toutes les publications officielles sortent de ses presses. Le directeur de l'imprimerie du gouvernement est nommé par M. le ministre de la guerre.

IMPRIMEURS TYPOGRAPHES ET LITHOGRAPHES.

MM. *Bastide*, typographe et lithographe, place Royale.
Bouyer, lithographe, rue de la Marine.
Bourget, typographe, rue Sainte.
Philippe, lithographe, rue Bab-Azoun.

LIBRAIRIES. — CABINETS LITTÉRAIRES.

Bastide, libraire, place Royale.
Philippe, libraire, rue Bab-Azoun.

Ces deux établissements situés au centre de la ville, à proximité des principaux hôtels, et par conséquent à la portée des voyageurs, donnent en lecture toutes les nouveautés qui se publient à Paris. On y trouve aussi les journaux politiques et littéraires de

Paris et des départements. Un nouvel établissement tenu par Fieschi vient de se former à l'extrémité de la rue Bab-Azoun.

JOURNAUX. — *Moniteur algérien.* — Ce journal, dont le premier numéro remonte au 27 janvier 1832, paraît ordinairement tous les jours de départ du courrier pour la France. Le prix de l'abonnement, qui doit être versé au bureau du receveur des domaines, est de 25 francs par an, et de 14 fr. pour six mois.

Akhbar. — Ce journal, qui a commencé à paraître le 12 juillet 1839 sous le titre (outre celui indiqué ci-dessus) de *Petites-Affiches algériennes, Feuille d'Annonces et Avis divers*, a pris, à partir du 4 octobre 1839, la désignation de *Feuille*, puis de *Journal de l'Algérie*.

Les six premiers numéros avaient le format grand in-8°, auquel a succédé le format grand in-4°. Le mot arabe qui forme le titre principal de cette gazette, *Akhbar*, signifie *nouvelles*.

L'*Akhbar* paraît le jeudi et le dimanche. Le prix de l'abonnement est, pour un an, 15 fr. ; pour six mois, 8 francs, à Alger. Pour les autres points de l'Algérie et la France, pour un an, 20 francs ; pour six mois, 10 francs ; et 24 francs pour un an à l'étranger.

Depuis quelques mois il se publie à Paris un journal intitulé : *l'Algérie*. Il paraît tous les cinq jours, rue Neuve-des-Petits-Champs, 37. Le prix d'abonnement est de 25 fr. par an ; 13 fr. pour six mois.

SOCIÉTÉ AGRICOLE DE L'ALGÉRIE. — Cette utile création a été instituée par un arrêté de M. le maréchal Valée, en date du 25 octobre 1840 ; l'établissement n'a d'autre but que le bien de la colonie. Trente membres en ont été les fondateurs ; elle en compte actuellement près de soixante malgré les pertes nombreuses qu'elle a faites par décès, démissions ou absences définitives.

Ses assemblées sont mensuelles, ses délibérations roulent exclusivement sur l'agriculture et sur tout ce qui s'y rattache ; les

questions les plus intéressantes sont tour à tour présentées à la discussion par les divers sociétaires ; l'esprit qui les dirige se porte principalement sur l'amélioration de la culture que les Français ont trouvée dans l'état le plus déplorable, l'acclimatation des plantes et des arbres en grand nombre qui étaient inconnus des indigènes, et notamment l'introduction de ceux que la France ne possède pas.

Cette société n'a eu jusqu'à présent d'autres ressources que le zèle des membres qui la composent et les contributions volontaires qu'ils s'imposent ; et malgré la faiblesse de ses moyens elle a supporté, non-seulement ses frais de gestion, mais encore des travaux de culture effective sur une propriété que Mgr l'évêque d'Alger, l'un de ses membres honoraires, lui a gratuitement cédée pour trente ans : on doit penser qu'un jour le gouvernement lui viendra en aide par une allocation annuelle de fonds.

Chacun de ses membres a le droit de demander au bureau d'administration une parcelle de terre pour y faire des essais dont la réussite ou l'insuccès sont également utiles, puisqu'ils mettent en évidence les choses qu'il est bon de faire et celles qu'il faut éviter ; elle s'attache plus particulièrement à obtenir des résultats par des méthodes qui puissent dispenser d'irrigation, ce qui est de la plus grande importance dans un pays où les eaux courantes sont rares et où l'on est six ou sept mois de l'année sans pluies.

Ses travaux principaux ont été faits sur le tabac ; le succès qu'elle a obtenu donne l'espérance fondée que bientôt l'Algérie pourra elle-même fournir les quantités considérables que la France achète actuellement en Amérique et ailleurs.

Elle n'a pas moins d'espérance pour le coton, pour l'arachide et autres plantes précieuses.

Elle fait des plantations d'arbres à fruit de toute espèce, afin de pouvoir distribuer plus tard des greffes à tous les cultivateurs.

Enfin elle essaie toutes les méthodes, et, par une conséquence de son organisation, ses essais doivent être entièrement variés en même temps qu'ils sont l'œuvre d'hommes dévoués et qui, mieux que les cultivateurs ordinaires, simples ouvriers et esclaves de la routine, savent mettre à profit leur propre instruction ainsi que les progrès de la science agricole.

Cette société correspond avec le gouverneur général, avec le

directeur de l'intérieur; et le ministre de la guerre la consulte fréquemment sur les points les plus importants de la spécialité qu'elle s'est donnée.

On assure qu'elle va faire des publications trimestrielles qui offriront d'autant plus d'intérêt qu'elles populariseront des avis, des renseignements qui se rattachent à la question la plus vitale de la colonisation, celle de produire les choses nécessaires à ses propres besoins et celles pour lesquelles la France s'impose chaque année des tributs énormes au profit des autres pays.

SOCIÉTÉS PHILANTHROPIQUES. — *Loge de Bélisaire*. — Immédiatement après la prise d'Alger, des francs-maçons éclairés, pris, tant dans les rangs de l'armée que dans la population civile, se réunirent sous la présidence du général d'Anlion, et les premiers arborèrent l'étendard de la maçonnerie sur les côtes de l'Algérie. La loge d'Alger, provisoirement établie sous le titre de *Bélisaire*, obtint ses constitutions du Grand-Orient le 1^{er} mars 1832. Depuis cette époque, sous les présidences successives des vénérables Chevreau, chirurgien en chef de l'armée expéditionnaire, Descous, Jobert et Rougé, la loge de *Bélisaire* s'est élevée à un rang remarquable; non-seulement par les connaissances qui distinguent plusieurs de ses membres, mais encore et surtout par ses actes de bienfaisance.

Sans distinction de culte, elle distribue annuellement, soit aux maçons dans le besoin, soit aux familles malheureuses, des secours en nature, produit ordinaire et annuel de son tronc de bienfaisance; aussi doit-elle être citée en première ligne parmi les sociétés dévouées au soulagement de l'infortune.

L'exemple donné par les francs-maçons résidant à Alger a été suivi par ceux qui habitent les autres points occupés par notre armée; ainsi, la loge d'*Ismaël* et celle des *Arts réunis* ont été constituées à Bone, l'une le 13 juillet 1832, l'autre le 15 octobre 1838;

La *Française* de l'union africaine, à Oran, en 1834;

Les *Frères Numides*, à Bougie, en 1836;

Le *Scipion*, à Gigelly, en 1841;

Les *Enfants de Mars*, à Sétif en 1842;

La *Régénération africaine*, le 15 novembre 1843.

Les progrès de la franc-maçonnerie en Algérie dispense de parler plus longuement d'une institution dont le but philanthropique est malheureusement peu apprécié et peu connu. Il faut laisser aux personnes qu'elle secourt et qu'elle console le soin d'en faire l'éloge.

COLONISATION. — La sollicitude de M. le maréchal Bugeaud ne s'est pas étendue seulement aux besoins présents de la colonisation ; mais elle s'est appliquée encore à satisfaire à ceux de l'avenir. C'est ainsi qu'il a accueilli avec empressement l'idée de l'institution de Notre-Dame-de-Nazareth, à Montpellier, qui se livre à l'instruction des jeunes filles délaissées, pour en faire des femmes de ménage et de bonnes mères de famille. Il en a fait venir à Alger pour en former des épouses laborieuses destinées aux colons de l'Afrique. Je ne puis mieux faire, pour faire apprécier cette grande et bonne œuvre qui touche aux plus graves intérêts de la société, que de transcrire les lignes suivantes que nous devons à l'obligeante communication de M. Cerfberr de Médelsheim.

« Il existe à Montpellier une association charitable qui s'occupe de l'instruction et de l'éducation de pauvres jeunes filles sans appui et sans familles, qui se laisseraient facilement entraîner à leur perte si des âmes bienveillantes et éclairées ne venaient les retirer du vice. L'Œuvre de Notre-Dame-de-Nazareth recueille surtout les jeunes filles qui sortent des prisons, et la pensée lui est venue d'en faire des épouses futures pour nos colons d'Afrique. M. le maréchal Bugeaud, gouverneur général de l'Algérie, applaudit à cette pensée et l'encourage de son suffrage.

« Nous croyons que ce projet ne doit point s'arrêter aux jeunes filles seulement, mais qu'il faut étendre la mesure à tous les jeunes détenus et aux orphelins.

« La France, en effet, n'a pas le génie colonisateur ; elle a laissé dépérir les plus belles possessions du monde, et presque toujours nos colonies ont été à la charge de la métropole. Pourquoi cette différence entre nous et nos voisins ? Pourquoi cette espèce d'inaptitude à côté de notre génie créateur et de notre caractère entreprenant ? La raison en est tout entière en ce que la France suffit par elle-même à ses besoins, qu'elle peut nourrir tous ses enfants

et qu'elle n'est pas obligée d'aller demander aux climats lointains un asile et du pain pour le surcroît de sa population. Le Français se trouve si bien dans sa patrie, il s'y trouve si content et si heureux, la famille et le clocher lui font si peu défaut, il est si peu contrarié dans sa vie et dans ses allures, qu'il n'éprouve aucun besoin d'expatriation. Quand, par hasard, le besoin et son caractère aventureux lui font quitter ses pénates, c'est toujours avec l'esprit de retour, avec l'espérance de revoir le toit paternel. Or, ce n'est jamais avec de pareilles idées qu'on fondera des colonies, ce ne sera jamais par elles qu'elles prospéreront. Le colon véritable est celui qui renonce à la mère-patrie complètement, entièrement, pour fonder sur le sol adoptif l'établissement définitif de la famille dont il est le chef. Alors véritablement ses efforts deviennent fructueux; il ne se hâte pas dans des travaux qui lui deviennent mortels, il ne plante pas une tente provisoire, il ne se dépêche pas de faire fortune pour retourner en jouir dans la mère-patrie; il n'abandonne pas un établissement prospère, où préside sa pensée, qui absorbe ses efforts, à des mains inexpérimentées ou mercenaires qui le laissent dépérir; il reste attaché au sol nouveau par tous les liens de la famille et de l'intérêt, et bientôt la métropole n'est plus que comme sont dans la famille les aïeux, dont les petits enfants respectent la mémoire et conservent religieusement les traditions, sans les avoir connus. Ainsi furent créées les colonies anciennes; ainsi l'ont été celles qui fleurissent encore autour de nos établissements.

« Il faut donc trouver un autre élément colonisateur, et cet élément n'est autre que celui que nous indiquons au commencement de ces lignes et qui préoccupe depuis longtemps notre pensée.

« Nous croyons fermement que l'œuvre de l'éducation correctionnelle est à peine ébauchée. La société prend dans la fange un enfant qu'elle soigne, qu'elle élève avec sollicitude, elle lui enseigne un métier, puis elle le lance dans le monde comme s'il était un homme fait, fort et expérimenté, tandis qu'il marche à peine et qu'il ne connaît d'existence que la communauté régulière au milieu de laquelle il vient de vivre sans soucis et sans préoccupations de l'avenir.

« Il est sans famille, sans appui, car le patron qu'on lui donne

ne peut être pour lui un guide de chaque instant, et souvent il lui fait défaut; il est surtout sans cette intimité qui forme le premier besoin de l'homme qui s'épanouit à la vie, et si son cœur a besoin d'épanchement, il n'a personne à qui il puisse confier ses peines et ses joies, à qui il puisse demander de ravivantes consolations. Alors il se désole, et, ne sachant comment remplir le désert de son cœur, il ne se jette que trop souvent dans le libertinage et le désordre.

« Mais préparez une famille à cet orphelin; au lieu de lui enseigner des arts manuels, apprenez-lui l'agriculture; au lieu de l'élever pour la France, élevez-le pour ses colonies: choisissez-lui une compagne dans une orpheline comme lui, ils n'auront pas ainsi à rougir l'un de l'autre, et sans famille tous deux, ils ne sentiront que mieux le besoin de s'aimer et de rester unis; donnez à ce jeune ménage le commencement d'un établissement que son industrieuse activité saura bientôt rendre prospère, et dont il tiendra compte à la société; et comme il n'aura pas connu la mère-patrie, comme aucun lien, aucun souvenir, aucun intérêt ne l'attachera au sol natal, il trouvera la patrie là où il aura rencontré le bonheur; vous aurez fait du jeune détenu un homme, un citoyen utile, qui conservera de vos bienfaits une reconnaissance éternelle, car vous lui aurez enseigné ce que c'est que Dieu, le roi et la famille, en lui donnant le moyen de les servir selon les exigences des lois divines et humaines. »

MŒURS LOCALES.

JUSTICE INDIGÈNE, rue Bab-el-Oued. — Le *cadi*, comme juge, compose seul le tribunal musulman; mais il est assisté de plusieurs *oudoul*, deux au moins, témoins nécessaires de toutes les conventions que le juge constate, qu'ils signent avec lui, après les avoir rédigées sur des formules consacrées; les parties ne signent jamais. Les *oudoul* (*adel* au singulier) assistent à l'instruction et au jugement des procès pour vérifier et constater que le

cadi lui-même et les témoins entendus jouissent, ainsi que l'exige la loi, de la plénitude de leur raison.

Des *khatéb* remplissent l'office de clerks de notaire et de nos greffiers; des *schaouchs*, sorte d'huissiers, font la police de l'audience, toujours publique, toujours ouverte, excepté aux quatre grandes fêtes de l'année musulmane.

Les formes de procéder sont de la plus extrême simplicité; quand une partie se présente seule devant le juge, celui-ci envoie chercher son adversaire par un *schaouch*. Le justiciable ainsi mandé se rend sans difficulté; s'il refuse, il est contraint à l'instant même, et, selon les circonstances, il peut être puni. Chacun expose ses raisons sans le ministère d'avocats ou défenseurs de profession, *hommes*, dit un écrivain musulman, *pétris de ruse, d'artifice et de sophismes, et qu'il faudrait bannir de toute société, aussi bien que les empiriques et les maquignons...., pour garantir les peuples de l'art insidieux des uns, de l'ignorance des seconds, et de la fraude des derniers*. Cette proscription de tout intermédiaire entre le justiciable et le juge est poussée si loin que les fondés de pouvoir sont admis seulement dans certains cas fort restreints, et en matière civile exclusivement.

Les femmes viennent aussi demander justice au *cadi*, et le mari ne peut leur refuser en ce cas la permission de sortir de sa maison; mais elles ne comparaissent que voilées, n'entrent pas dans l'auditoire, et d'une pièce attenante parlent au juge à travers une fenêtre grillée. (*Voir Annuaire de l'Algérie* 1843, p. 129.)

INTÉRIEUR DES MAISONS MAURESQUES. — A Alger, toutes les maisons mauresques sont carrées, massives, sans fenêtres sur la rue; construites sur un même modèle, elles ne diffèrent entre elles que par les dimensions, les décors et la richesse des matériaux. Grandes portes, appartements spacieux plus longs que larges, d'une hauteur remarquable; plafonds en bois sculptés, peints, dorés, avec de petites lucarnes oblongues destinées au passage de l'air, murs blancs enrichis de banderoles de faïence peinte, de briques vernissées, d'inscriptions et de sentences tirées du Coran, rehaussées d'or et de couleurs vives; tapis précieux et coussins d'étoffes d'or et de soie; galeries ornées de colonnes de marbre, habilement travaillées par des sculpteurs

italiens ; pavés hexagones aussi en marbre blanc ; cours cloîtrées, souvent rafraîchies par des fontaines d'eau jaillissante ; croisées basses, grillées en cuivre sur les cours intérieures, et ne laissant pénétrer dans les appartements qu'un faible jour : tels sont à peu près les ornements et les distributions que l'on trouve partout. Le rez-de-chaussée est occupé par les esclaves. Au premier étage se trouvent quatre grandes chambres de maître, et au-dessus, une terrasse plate qui sert à la fois de toiture et de promenade. Parfois sur cette terrasse s'élève un pavillon où les Algériennes viennent, entourées de leur famille, respirer la fraîcheur du soir et jouir de cette vue admirable que donne la position de la ville, placée sur une montagne et dominant la mer de tous côtés.

Les maisons de campagne, construites comme celles de la ville, sont, comme elles, blanchies à la chaux deux fois par an, et ont presque toutes des puits. Des murs de quatre mètres de haut et des palissades de cactiers épineux et d'aloës impénétrables les entourent et les mettent à l'abri de toute insulte. C'est à travers ces haies qu'il faut chercher le sentier tortueux qui conduit à l'entrée de la maison.

MARIAGE MUSULMAN. — Le mariage se contracte au moyen de certaines formules qui doivent être prononcées à l'exclusion de toutes autres, sous peine de nullité. Elles consistent dans une interrogation et dans une réponse. Par exemple, l'homme dit : — *M'épouses-tu ?* et la femme répond : *Je t'épouse.*

Il n'existe point de mariages sans témoins ; le plus souvent ce sont ces derniers qui, à défaut de parents, font les préliminaires du mariage, et règlent les conventions matrimoniales qui l'accompagnent. A Alger, rien n'est plus ordinaire. Les témoins sont, dans ce cas, des *oukils* (fondés de pouvoir) pour l'acte spécial du mariage ; ils stipulent au nom des époux, et l'on porte dans le contrat : N...., en vertu de la procuration à lui donnée à cet effet, marie une telle, à telle condition, et N...., fondé de pouvoir du mari, déclare accepter ces conditions.

Le musulman, d'après la parole du Coran, peut épouser deux, trois et même quatre femmes.

Il n'y a point d'âge fixe pour le mariage ; c'est d'ordinaire d'a-

près les signes de puberté que l'on détermine s'il y a lieu de le contracter ; mais cela même n'est point une règle constante, car on pourrait trouver dans tous les pays mahométans nombre d'exemples de jeunes filles données en mariage en très-bas âge.

Le consentement des époux est nécessaire pour le mariage. Le représentant *Wali* qui, à défaut de parents, en règle les conditions, ne peut contraindre la fille majeure. S'il lui demande son consentement, qu'elle se soit tue ou qu'elle ait souri, ou qu'elle ait pleuré sans parler, cela tient lieu de consentement. Dans le cas où les époux ont été mariés dans leur minorité par représentants autres que les ascendants, ils peuvent, à leur majorité, demander la nullité du mariage.

ENTERREMENTS. — Sitôt qu'un Musulman a fermé les yeux, on le place à terre sur une couverture, on lui couvre le corps et la figure avec un drap et on l'entoure de cierges allumés.

Les assistants, qui ont observé le plus profond silence durant l'agonie, poussent des cris lamentables dès que le dernier soupir est exhalé. Les femmes s'arrachent les cheveux et se déchirant la figure ; dans les campagnes elles se couvrent de haillons, et dérobent sous une couche de bouze de vache ou de boue les traits de leur physionomie.

Aux sanglots ou aux cris se joignent des interpellations au défunt ou à la défunte ; les ô mon fils, ô mon père, ô mon mari, pourquoi m'as-tu abandonné ? etc., se croisent en tous sens. Cependant, de temps à autre, il se fait une trêve à cette grande douleur. Alors, comme par enchantement, tous les yeux se sèchent, tous les désespoirs s'apaisent, et on se met à parler de tout autre chose que de la catastrophe qui vient d'avoir lieu ; mais si quelque nouveau personnage survient, les pleurs et les vociférations reprennent leurs cours. On dirait que ces gens-là s'affligent et se réjouissent à volonté.

Lorsque le moment de l'inhumation approche, on lave, on parfume et on habille le corps ; les employés du *Bid-el-mal*, espèce de croque-morts indigènes, arrivent avec la civière où le cadavre est bientôt placé et revêtu d'une pièce d'étoffe de soie ; quatre des assistants l'enlèvent immédiatement, et, au pas gymnastique, se rendent à la porte d'une mosquée, afin que les gens qui s'y

trouvent prient pour le défunt ; puis , toujours avec la même rapidité , se dirigent vers le cimetière ; ils sont relevés en route par d'autres gens du convoi , ou même par des passants qui regardent cette corvée comme un acte pieux qui doit profiter à leur salut . Les Musulmans prétendent que la précipitation de leur marche , qui nous paraît peu convenable , vient de ce qu'ils désirent que le défunt se trouve le plus tôt possible dans sa tombe , où l'ange Azraël l'attend afin de l'interroger , et selon ses réponses l'envoyer ou en paradis ou en enfer .

Excepté quelques gens riches , la majeure partie des Musulmans ne fait point usage de bières . Le corps est descendu tout habillé dans la fosse , où il est cependant protégé contre les attaques des chacals ; par la manière dont celle-ci est construite , elle peut avoir en tout un mètre et demi de profondeur ; elle se compose de deux parties : l'inférieure , celle qui doit recevoir le cadavre , est plus étroite que l'autre et présente un rebord destiné à recevoir d'énormes pierres plates qui la recouvrent . Avant d'y placer le défunt , on la garnit intérieurement de feuilles d'arbres . Quand tous ces préparatifs sont achevés , un oulémah lit une courte prière , après quoi les assistants se hâtent de remplir le trou de terre , et chacun s'en va chez soi sans plus s'inquiéter de celui qu'on vient d'inhumer que s'il était mort depuis cent ans . Il ne reste guère au cimetière que les pauvres à qui on a distribué des *sadagats* ou aumônes , lesquelles consistent ordinairement en pain et en fruits .

Si les parents sont un peu aisés , ils font élever sur le corps un monument en ardoises ou en marbre qui se compose de deux *m'chaïd* ou pierres placées verticalement , destinées à recevoir les inscriptions . Sur la première , celle qui est à la tête , on lit la profession de foi musulmane , et sur l'autre le nom du défunt avec des invocations destinées à appeler sur lui la miséricorde divine . Les deux grandes pierres sont réunies par deux autres beaucoup plus basses , placées aux côtés , d'où leur vient le nom de *Ojenabigah* .

RAMADAN. — Le ramadan est le mois lunaire destiné au jeûne , et son époque est annuellement devancée de onze jours . Ce temps d'abstinence que Mahomet a copié du jeûne des chrétiens , consiste

chez les Turcs, ainsi qu'il consistait dans la primitive Église, à ne prendre aucune nourriture pendant que le soleil est sur l'horizon.

Pendant le ramadan, les Musulmans, qui sont naturellement attentifs et religieux à tous les devoirs du culte extérieur, se livrent d'une manière plus particulière encore aux exercices de piété.

Le jeûne ou l'abstinence, plus rigoureux durant tout le jour, est suivi d'une multitude de prières et d'actes de pénitence dans la majeure partie de la nuit.

Ils s'acquittent, ou ils doivent s'acquitter très-scrupuleusement, les uns en particulier, les autres en commun, de cette longue prière (*terrawihh*); ils récitent le *Cou'rann*, font des *nomazz* surrogatoires, passent des heures entières dans les mosquées qui, généralement, sont ouvertes et illuminées pendant les trente nuits de cette lune.

Enfin, la dévotion, durant cette partie de l'année, doit éclater dans tous les ordres de l'islamisme de la manière la plus exemplaire et la plus édifiante. Il est certain que, si l'on jugeait de la piété des mahométans par leur extérieur, on serait tenté de croire que les mosquées ne renfermeraient jamais que des fidèles recueillis et fervents; mais, ainsi que le remarquent plusieurs écrivains qui ont parlé de la manière dont ce temps d'austérité s'observe aussi en d'autres endroits, il n'y a guère que la classe pauvre et laborieuse à qui il soit pénible, puisqu'elle semble supporter seule toute la rigueur du ramadan; privée pendant le jour d'un verre d'eau pour se désaltérer ou se rafraîchir la bouche, le coucher du soleil ne lui présente qu'un repas frugal avec le repos de la lassitude, que la prière et la nécessité de manger avant le jour viennent encore interrompre.

Chez les gens aisés, c'est un tableau bien différent : c'est la mollesse qui s'endort dans les bras de l'hypocrisie, et ne se réveille que pour se livrer au plaisir de la bonne chère, de la musique et de tout ce qui peut dédommager la sensualité de l'ennui, de l'abstinence; ils se fatiguent autant qu'il leur est possible pendant la nuit, pour mieux reposer le jour, et laisser passer ainsi le temps du jeûne sans en être indisposés.

Autrefois, le mahométan surpris à boire du vin pendant ce jeûne rigoureux était puni sévèrement; mais aujourd'hui le trop

grand nombre de coupables fait taire la loi, et ils rachètent ces excès par des aumônes ; à cet égard, c'est une louange que l'on ne peut leur refuser.

A la fin du ramadan on voit pendant quelques jours les Maures et les Arabes , ordinairement peu propres , parcourir les rues dans des habits de gala de toutes les couleurs, chantant, dansant, se livrant, en un mot, à toutes sortes de folies.

Les Algériens célèbrent encore les fêtes du grand beyram. Ces fêtes ont été instituées par le Prophète pour perpétuer le souvenir du sacrifice d'Abraham.

BAL MAURE. — Les jeunes filles sont bizarrement vêtues ; elles ne dansent pas ensemble, mais l'une après l'autre, et celles qui ne dansent pas se tiennent assises par terre fumant le *houkah*. Les spectateurs fument aussi. En dansant , elles balancent des mouchoirs , et elles s'interrompent de temps en temps pour boire de l'eau sucrée. Leurs danses sont très-lascives ; mais quelques-unes sont remarquables par leur grâce.

Ces bals ont lieu ordinairement dans les rues de la Casba et de l'Empereur.

DANSE DES NÈGRES. — Une des singularités du beyram, ce sont les danses des nègres , qui parcourent la ville suivis d'une grosse caisse , et armés de grosses castagnettes en fer. C'est une musique un peu sauvage , et les danses sont aussi fort étranges ; mais les Arabes aiment beaucoup cette espèce de réjouissance. On peut comparer ces danses aux aubades que l'on donne le premier jour de l'an dans nos petites villes.

FILLES PUBLIQUES. — Dès que la nuit est tombée, tout promeneur aventureux peut constater aisément qu'Alger est d'une richesse exubérante en ce qui peut satisfaire les goûts les plus dépravés, et qu'il ne le cède en rien, sous ce rapport, aux capitales les plus avancées. Si vous avez la curiosité de suivre l'un de vos nocturnes *ciceroni*, il vous conduit à travers mille détours dans une maison écartée, et après vous avoir fait monter et descendre dans les plus profondes ténèbres plusieurs escaliers, il vous introduit dans une salle ordinairement fort propre et garnie de

tapis. Là sont assises, les jambes passées sous elles, et immobiles comme des statues, des beautés de toutes sortes et pour tous les goûts : ce sont de charmantes Juives, qui ne ressemblent en rien aux filles publiques de l'Europe, à côté d'énormes Mauresques, couvertes d'or et de toutes sortes de brimborions; ici des négresses aux appas flétris; là de jeunes filles brunes à peine âgées de dix ans, et dont les bouts des seins, des ongles et les sourcils sont soigneusement teints, etc.

DISPENSARE, *impasse Gagliata*. — Avant la conquête, un agent spécial auquel on avait donné le nom de *mezouar*, était préposé à la surveillance des femmes qui faisaient métier de la prostitution. On lui donnait le droit de percevoir sur chacune d'elles une taxe mensuelle de deux douras d'Alger (7 fr. 44 c.), et de faire, un certain nombre de fois par année, une sorte d'exhibition de ses administrées dans des bals publics dont tout le profit était pour lui.

Le *mezouar* achetait ces avantages au prix d'une redevance annuelle, et il versait dans les caisses de l'ancien gouvernement une somme dont la quotité a pu varier, puisqu'elle dépendait, à chaque renouvellement de la ferme passée au plus offrant, du nombre des malheureuses soumises à la taxe.

Dans les idées musulmanes, cette bizarre institution n'avait rien de choquant. La loi, outre quatre femmes légitimes, permettant un nombre indéterminé de concubines, c'était le plus souvent parmi les femmes inscrites au livre du *mezouar* que les Algériens allaient chercher ces dernières, les esclaves blanches étant devenues d'une extrême rareté.

Cette magistrature étrange avait encore un privilège singulier. Le prix de ferme à payer demeurant fixé, et la redevance exigible grossissant avec le nombre des assujetties, le *mezouar* avait intérêt à voir ce nombre s'accroître. En conséquence, il recherchait et faisait rechercher par ses agents celles des femmes réputées honnêtes dont la conduite était suspecte, et s'il pouvait prouver devant le cadi qu'elles étaient tombées en faute, libres ou mariées, elles étaient, comme femmes perçues, inscrites sur le livre du *mezouar*, et tenues au paiement de la taxe. De ce jour aussi le déshonneur avait rompu les liens du mariage ou re-

tranché la fille de la famille. Conséquence morale d'une institution immorale, peine dont la menace suppléait à la surveillance des époux ou des pères, et empêchait souvent bien des écarts.

Par suite, le mezwâr ayant commis des abus, la ferme fut supprimée, et le 28 septembre 1835 la surveillance du commissaire central de police fut substituée à celle du mezwâr.

La taxe levée sur la prostitution est de dix francs par mois.

Les filles inscrites pour 1844 sont au nombre de 520.

La plupart sont Juives, Mauresques ou Espagnoles.

Le dispensaire renferme 61 lits. Au rez-de-chaussée se trouve la prison des filles insoumises; c'est un endroit humide et malsain où les malheureuses qui s'y trouvent renfermées peuvent contracter de funestes maladies. On a le projet d'agrandir ce local.

Le dispensaire, quant au régime intérieur, n'offre rien de particulier, rien qui ne soit conforme à ce qui se passe en France dans les établissements de même nature.

CORPORATIONS. — Un arrêté du 31 janvier 1838 constitue six corporations indigènes dont les membres font l'office de nos commissionnaires, de nos portefaix, de nos ouvriers des ports, etc.; elles se composent pour 1844, de

Kabiles	5,569	} 9,352
Biskris.	873	
Mozabits.	1,838	
Nègres.	487	
Mzitas.	275	
Lagrouaths.	240	

Ces 9,352 individus, dont les mœurs, l'industrie, le langage même sont si divers, ne causent aucun trouble, ne donnent lieu à aucune plainte; le jour, ils se livrent aux travaux les plus pénibles, tout en se nourrissant de fort peu, et la nuit on les rencontre couchés dans les bazars ou dans les rues.

HOTELS. — Le voyageur n'a à Alger que l'embarras du choix, car il est des hôtels dont le service est approprié à tous les goûts et la dépense à toutes les fortunes. Parmi les plus opulents comme parmi les plus modestes il faut citer :

celui de la *Régence, place Royale*. On trouve, dans ce beau et vaste hôtel, un restaurant, un café, des chambres et des appartements meublés dans le dernier goût. Sa position, son importance et ses ressources en font le rendez-vous de tous les étrangers de marque qui arrivent à Alger.

Hôtels DES ÉTRANGERS, rue de la Marine.

- DE FRANCE, *id.*
- DE LA PORTE DE FRANCE, *id.*
- DE L'ORIENT, *id.*
- DU NORD, *id.*
- DE L'INTENDANCE, *impasse Bruce.*
- DE LA CHARTE, *rue de la Charte.*
- DE DANEMARCK, *rue Charles-Quint.*
- DU GASTRONOME, *id.*
- DE LA POSTE, *rue Doria.*
- BAB-EL-OUED, *rue Bab-el-Oued.*
- DU BELVÉDER, *rue des Trois-Couleurs.*
- DE LA COLONIE, *rue de Chartres.*
- DE CHARTRES, *id.*
- DES BAINS-FRANÇAIS, *rue du Soudan.*
- DE FRANCE, *id.*

Indépendamment des hôtels avec tables d'hôte, on trouve à Alger un grand nombre de maisons garnies qui prennent des pensionnaires au mois ; il y a aussi des restaurants à prix fixe et à la carte. Les principaux sont les :

RESTAURANT DE LA MARINE, *même rue.*

- DES QUATRE-NATIONS, *id.*

Si nous ne parlons pas du prix de location dans les hôtels ni dans les maisons meublées, c'est qu'il serait difficile de le préciser. On sent qu'il doit varier suivant le nombre de pièces. Le prix d'une chambre proprement meublée est ordinairement de 40 à 50 fr. par mois.

CAFÉS. — On conçoit aisément que dans une ville aussi populeuse qu'Alger, où il y a souvent plus de dix mille hommes de troupes, et où afflue une grande quantité d'étrangers, ces lieux

2.

DES PROVINCE D'ORAN.

Alger

Kouba

Pointe

Bouza

Musta

Elbia

Birma

Cado

Birka

Husse

a.

Doué

Dély-

Biret

Boufa

Blida

Coléa

Mael

Oule

Méd

Milla

Chen

par Alger.

par Alger.

par me

par me

par me

par me

par me

par me

par me

par me

par me

par me

par me

par me

par me

par me

nem.

Masagran.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

Mascara.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

Miserguin.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

Miserguin.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

k.

POINTS DE L'ALGÉRIE.

lle.																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	
------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

f.

	Ghelma.	Bone.	La Calle.
,000			
,000	60,000		
,000	65,000	62,000	

de réunion doivent être nombreux et bien tenus ; la plupart sont décorés avec goût. Il n'y a pas de cafés-restaurants. Il faut citer les

Café DE LA BOURSE, place Royale.

— DE LA PLACE, *id.*

— D'APOLLON, *id.*

— BAB-EL-OUED, *rue Bab-el-Oued.*

— DE PARIS, *id.*

— MINERVE, *rue Bad-Azoun.*

— DE L'ALGÉRIE, *place Mahon.*

— DE FRANCE, *id.*

— MAHOMET, *id.*

— DE LA PERLE, *place Royale,* } chantants.
— MUSARD, *rue Bab-Azoun,* }

Dans les cafés maures, dont les principaux sont dans la rue de Chartres et rue de la Casba, on voit les Maures et les Arabes étendus sur des bancs, fumant, buvant du café sans sucre et jouant à des jeux qui ont assez d'analogie avec nos jeux d'échecs et de dames, le tout au son d'une musique fort peu agréable pour des oreilles délicates.

BAINS FRANÇAIS — *Rue du Soudan, 2h.*

— — *Rue de la Marine, 18.*

CERCLES — *Des échecs, dans une salle particulière dépendant du café de la Bourse.* Les amateurs de ce noble jeu se sont trouvés en assez grand nombre à Alger pour former une société qui se compose actuellement d'une cinquantaine de membres. La cotisation mensuelle est de 5 francs ; elle est consacrée à payer le loyer de la salle et à former une bibliothèque spéciale des ouvrages qui traitent des échecs.

L'admission a lieu sur la présentation d'un membre, et au scrutin. Pour être reçu comme simple visiteur, il suffit d'être amené par un sociétaire. La fondation de ce cercle ne remonte pas plus haut que le 15 novembre 1842.

Cercle du Commerce, galerie Duchassaing. — Ce cercle est très-nombreux ; il est composé des notables habitants et des principaux commerçants d'Alger.

On ne peut en devenir membre que sur la proposition d'un sociétaire, proposition suivie d'un scrutin qui décide de l'admission ou du rejet du candidat. S'il est admis, il verse une somme de 20 francs par trimestre, soit 80 francs par an. On y reçoit tous les journaux et diverses publications mensuelles.

Cercle Bisarry, rue de la Marine. — Ce cercle qui avait été ouvert, en 1842, par les soins de M^{me} Labarrère, est resté fermé pendant longtemps; mais grâce à M. Bisarry, propriétaire de la maison, il a été rétabli, et il deviendra pour les sociétaires un lieu de réunion où rien ne manquera des agréments que l'on aime à trouver dans ces sortes d'établissements.

THÉÂTRES — *De la ville d'Alger, rue de l'État-Major.* On y joue la comédie, le vaudeville et les drames de genre, les dimanches, mardis et jeudis.

Tarif des places. — Loges et stalles, 4 fr. — Balcon, 3 fr. — Secondes loges, 2 fr. — Parterre, 1 fr.

Abonnement de douze représentations — Civil, 15 fr. — Officiers, 12 fr. — Dames, 10 fr.

Petit théâtre des Variétés, place Royale. — On y joue les dimanches, lundis, mercredis et samedis.

DILIGENCES. — Service d'Alger à Blidā, passant par Dély-Ibrahim, Douéra et Boufaric; départ tous les jours, à sept heures du matin. Bureau à Alger : place Royale, sous l'Horloge.

Prix des places : Douéra, 3 fr. ; — Boufaric, 5 fr. — Blida, 6 fr.

BÂTEAUX À VAPEUR. — *Pour France.* — Départs par les bâtiments de l'État et de la comp. Bazin : les 5, 10, 15, 20, 25 et 30 de chaque mois. Ceux de l'État partent à 8 heures du matin; ceux du Commerce, à 5 heures du soir.

Indépendamment de ces services, le paquebot *la Ville de Bordeaux*, fait trois voyages par mois. (Voir l'Annuaire, page 49.)

Pour Oran. — Tous les mardis de chaque semaine dans l'après-midi. Les bâtiments de l'État qui partent d'Alger pour Oran doivent arriver à

Cherchel, le mercredi à 5 heures du matin ;

Mostaganem, le jeudi matin à la pointe du jour ;

Oran, le jeudi à 8 heures du soir.

Le prix du passage d'Alger à Oran est , pour la 2^e classe, de 48 fr. — 3^e classe, 32.

Pour Bone. — Les départs d'Alger ont lieu les 10, 20 et le dernier jour de chaque mois, dans l'après-midi.

Les bâtiments de l'État qui partent d'Alger pour Bone, relâchent à

Bougie, le 1^{er}, le 11 et le 21, à 6 heures du matin ;

Gigelli, le 1^{er}, le 11 et le 21, à 3 heures après-midi ;

Stora, le 2, le 12 et le 22, à 8 heures du soir ;

Bone, le 3, le 13 et le 23, dans la matinée.

Le prix du passage d'Alger à Bone est, pour la 2^e classe, 56 fr.

TRÉSOR ET POSTES. — Les fonds à envoyer en France se versent au trésor la veille du départ de chaque courrier ; on reçoit en échange des mandats depuis 100 fr. jusqu'à 5,000 fr. et à dix jours de vue, payables soit à la banque de Marseille, soit au trésor, à Paris.

Le prix des places sur les bâtiments à vapeur de l'État se verse également au trésor d'Alger.

VOITURES D'ALGER ET DE LA PROVINCE. — On compte 140 voitures suspendues conduisant dans la banlieue. Leur stationnement est sur la place Mahon.

TARIF DU PRIX DES PLACES.

D'Alger à	Mustapha-Pacha	» 50 c.
	Mustapha-Supérieur	» 60
	l'Hôpital du Dey	» 50
De Mustapha-Supérieur à	Birmandraïs	» 50
De Mustapha-Pacha	au pied de la montée de Kouba .	» 50
	à Hussein-Dey	» 50
D'Alger	au village des Cheragas	2 »
	au village d'El-Achour	2 »
	au village de Draria	2 »
	à Dély-Ibrahim	1 50
	à la Maison-Carrée	2 »

De Dély-Ibrahim au village d'El-Achour	50
De Dély-Ibrahim au village de Draria.	1
De Dély-Ibrahim au village des Cheragas.	1

Ce tarif est applicable aux fractions de distances comme aux distances entières, à moins de stipulations contraires volontairement consenties.

BOITE AUX LETTRES. — Le départ a lieu tous les cinq jours pour la France et les pays étrangers. Les lettres doivent être jetées dans la boîte jusqu'à quatre heures et demie, et jusqu'à cinq heures à la marine. Un départ a lieu tous les jours pour Blida. (Départ pour Oran et Bone, voir les pages précédentes.)

Petite boîte, impasse Jenné à l'état-major de la place.

SORTIE DE LA VILLE.

CASBA. — La Casba est une ancienne forteresse qui domine la ville d'Alger et la termine à son extrémité. Quand on y arrive, soit par la rue qui porte son nom, soit par celle de la Porte Neuve, on n'a devant soi que de hautes murailles crénelées dont l'aspect est assez triste; mais que de belles et admirables choses lorsque l'on a franchi la porte!

La Casba est tout une petite ville, mais si riche de monuments de tous genres que l'on marche sans cesse de surprise en surprise. La pierre, le marbre, le bois se sont prêtés aux formes les plus riches, les plus originales pour les galeries, les fontaines, la mosquée. Des sources et de beaux jardins viennent compléter l'ensemble de ce lieu de délices. Et quand on pense aux mutilations nombreuses qu'a subies la Casba pour le service militaire, on s'étonne de voir encore un aussi magnifique ensemble.

La Casba, comme on pourrait le croire, n'a pas toujours été le séjour des deys d'Alger; ces derniers ont longtemps habité la Djénina, vaste bâtiment qui est sur la place Royale et qui sert aujourd'hui à la manutention militaire.

Megner-Aly est le premier qui, en 1232 de l'hégire, transporta le trésor et le siège du gouvernement à la Casba, pour s'affranchir



LA CASBA.

du joug de la milice turque. Après lui, vint Hussein (1233). Rappeler ici le fameux pavillon historique, l'insulte qu'y reçut la France, et le prompt châtement qui suivit, devient chose inutile. C'est maintenant de l'histoire.

Une ancienne chronique d'Alger relate que la Casba fut incendiée deux fois en 1041, sous Scheikh Hussein, et en 1044, sous Youssef.

PORTES. — Alger a six portes, proprement dites : les doubles portes Bab-Azoun qui mènent au fort de ce nom, à l'ouest ; à l'est, les portes Bab-el-Oued ou de la Ravine ; la porte de France ou de la Marine, conduisant à l'arsenal ou au môle ; l'endroit où l'on vend le poisson, près la place Mahon, s'appelait autrefois la porte de la Pêcherie : la porte Neuve et la porte de la Victoire, près de la Casba ; la première conduit au fort l'Empereur, et la seconde, nouvellement percée, au faubourg Bab-el-Oued.

ENTREPOT DES FARINES, faubourg Bab-Azoun. — Dans cette nouvelle rue, l'administration a construit un magnifique bâtiment en pierres de taille ; au-dessus de la grande porte d'entrée se trouve une plaque en marbre sur laquelle est l'inscription suivante :

ENTREPOT CENTRAL DES FARINES

DES MAITRES BOULANGERS

CONSTRUIT EN 1843

SOUS LE GOUVERNEMENT DU MARÉCHAL BUGEAUD

ET SOUS LES AUSPICES

DU COMTE GUYOT, directeur de l'intérieur.

Ce vaste bâtiment a quatre-vingts mètres de long sur quatorze de large. Les boulangers d'Alger, au nombre de vingt-deux, y ont chacun leur case ; d'autres sont préparées pour ceux de la banlieue.

D'après un arrêté du 30 avril 1835, chaque boulanger est tenu d'avoir constamment déposé dans cet entrepôt quarante-deux

balles de farine, de 422 kil. 112, afin d'assurer l'approvisionnement de la ville.

M. Coulet, garde-magasin comptable de ce vaste établissement, a bien voulu nous le laisser visiter dans son entier. On arrive au premier par un fort bel escalier. Les appartements y sont bien distribués; on remarque surtout la salle des assemblées décorée avec goût; elle communique à une fort belle terrasse d'où la vue s'étend au loin. Les magasins destinés à recevoir les farines du commerce sont construits sur le derrière du bâtiment, et sont desservis par une porte d'entrée sur la nouvelle rue de la Montagne.

FONDEURS. — Dans la même rue se trouve l'établissement de MM. Kreft et Lalive, fondeurs-mécaniciens. C'est le seul de ce genre en Algérie; il mérite d'être visité.

LAZARET, *faubourg Bab-Azoun*. — Immédiatement après le fossé de la nouvelle enceinte, sur la route de Mustapha, on rencontre le Lazaret, qui doit remplacer la Quarantaine établie sur le rocher de la Santé; ce dernier bâtiment était devenu insuffisant, et n'était d'ailleurs pas susceptible de s'agrandir par la nature de la localité où il est bâti; on a joint au Lazaret actuellement en construction un débarcadère particulier, et on l'a isolé autant qu'il était possible.

Le nouvel édifice n'annonce aucune prétention architecturale; en quoi il diffère de l'ancien, auquel on a reproché d'être une sorte de parodie d'un temple grec. Ce qu'on peut critiquer avec justice dans le bâtiment actuel, c'est le choix de l'emplacement. Un Lazaret doit être bâti dans un endroit isolé, et celui-ci se trouve dans le lieu le plus fréquenté de la banlieue d'Alger.

Cependant sa position est des plus avantageuses; il a un aspect très-pittoresque et promet aux quarantenaires un séjour aussi agréable que commode. On y construit en ce moment un petit port.

JARDIN PUBLIC. — Du côté de Bab-el-Oued, au-dessous de la charmante mosquée de Cid-âbd-el-Rahhman-el-Isâalebi, on remarque un fort joli jardin créé par les condamnés militaires, sous

la direction du colonel Marengo, qui en a fait récemment la remise à la ville. Ceux qui ont vu ce qu'était jadis ce lieu peuvent seuls se faire une idée de ce qu'il a fallu de travail opiniâtre pour obtenir un sol uni, de belles plantations et des constructions agréables sur l'ancien terrain si accidenté, où l'œil n'apercevait que de tristes ruines. L'énergie, l'habileté du chef, le dévouement et le travail infatigable des soldats ont accompli rapidement cette brillante métamorphose. Je dis soldats ; car ces hommes qui expient, par la captivité et le travail, des fautes que les exigences de la discipline obligent à punir sévèrement, sortent tous de l'armée et doivent y rentrer un jour. Les belles et utiles créations que l'Algérie leur doit disposent à l'indulgence envers eux.

ROUTES. — Il serait trop long d'énumérer tous les objets dignes d'attention qui se rencontrent autour d'Alger ; mais ce qu'il est cependant impossible de passer sous silence, ce sont les routes magnifiques qui, des portes de la ville, se dirigent à une très-grande distance dans l'intérieur du pays. La première en date est celle qu'on appelle du *Fort-l'Empereur* : elle a été faite sous le duc de Rovigo. Un modeste carré de marbre blanc, avec ces deux mots : *Rovigo, 1832*, fixé sur le roc schisteux à un des coudes de la route, rappelait le nom du gouverneur à qui on doit cette première voie de communication. Les herbes n'avaient pas tardé à pousser tout autour, et la recouvraient si bien de leur végétation luxuriante que depuis trois ou quatre ans on avait cessé de l'apercevoir. Une main généreuse a arraché récemment ces plantes parasites ; grâce à elle, l'auteur d'une entreprise utile, laquelle date à peine de dix ans, ne sera pas encore oublié ! Bien prend d'ailleurs à cette pauvre inscription de ne pas être placée de manière à pouvoir servir de cible ; car, mutilée par les balles des passants, comme toutes celles qui rappelaient les régiments à qui on doit la belle route de Douéra, elle ne serait déjà plus qu'un marbre muet.



TRAVAUX DE DÉFENSE.

FORTIFICATIONS. — L'extension donnée à la nouvelle enceinte d'Alger, et le degré de résistance qu'elle doit présenter à une attaque régulière, résultent de l'obligation de garder le port et d'empêcher les projectiles ennemis d'y incendier une escadre qui s'y serait réfugiée.

L'achèvement de ces travaux et la création des forts extérieurs mettront la place à même de résister à une attaque européenne.

FORTS ET BATTERIES. — La ville, du côté de la mer, est défendue par le môle, de magnifiques batteries casematées, les forts *Bab-Azoum*, *des Vingt-Quatre-Heures* et *des Anglais*; et toute la côte jusqu'à la presqu'île de Sidi-Feruch d'un côté, et de l'autre jusqu'au cap Matifou, est hérissée de forts et de batteries. Ces diverses batteries sont disposées d'après des combinaisons si savamment meurtrières, que les escadres réunies de toutes les nations de l'Europe auraient peine aujourd'hui à prendre Alger dans une attaque par mer. Du côté de la terre, la ville est entourée d'un fossé large et profond, rempli de plantes et d'arbrisseaux qui y croissent dans un désordre sauvage, et d'une haute muraille crénelée, garnie de petites tours. C'est du haut de ces tours que l'on précipitait les criminels sur des crocs de fer où ils restaient suspendus jusqu'à ce qu'ils expirassent; ou bien on les empalait sur les plates-formes, et ils y demeuraient exposés aux regards.

SÉJOUR.

L'intempérance est partout nuisible ; mais elle le devient bien davantage dans un pays chaud où , par suite de l'excitation perpétuelle de toute la surface du corps , les organes digestifs perdent une notable partie de leur énergie , et où l'ardeur du soleil prédispose aux congestions cérébrales. A Alger, la plus légère indigestion donne souvent naissance à une fièvre qui ne disparaît que lentement.

Il faut donc , sous ce rapport , être extrêmement sobre , et surtout s'assujettir au régime le plus sanitaire.

L'hiver, il est inutile de changer le genre de vie qu'on avait adopté en Europe ; mais , l'été , une modification devient indispensable.

Ainsi , pendant les fortes chaleurs il convient de s'abstenir de crudités , de salaisons ou de toute nourriture d'une digestion laborieuse. Les aliments légers , le poisson , les œufs , les légumes , les fruits *parfaitement mûrs* , sont en tout point préférables. Il faut éviter encore l'usage et surtout l'abus des liqueurs spiritueuses , dont la falsification est considérable et ajoute à leur action naturellement pernicieuse.

Les boissons les plus salutaires sont : le *vin* , pris modérément ; l'*eau-de-vie* mêlée avec de l'eau et du sucre ; et enfin le *café*. Les autres boissons rafraîchissantes , telles que limonades gazeuses , sirops , etc. , ne produisent pas les mêmes effets ; loin de diminuer la soif , elles ne font souvent que l'augmenter , et provoquent , en outre , une abondante transpiration qui affaiblit l'organisme.

Le café , au contraire , peut être pris en tout temps et en toute saison. C'est la panacée algérienne.

Les indigènes , si sobres pour toute autre liqueur , prennent beaucoup de café. L'excès même ne paraît point porter préjudice

à leur santé. Il n'est nuisible qu'aux personnes atteintes de gastrites chroniques.

Il faut bien se garder également de boire beaucoup d'eau, et surtout de l'eau stagnante. Si, privé de toute ressource pour étancher la soif, on n'en trouvait pas d'autre, on devrait se borner à s'en rincer la bouche. L'eau des mares et même de quelques fontaines contient souvent des sangsues si petites qu'il est difficile de les apercevoir. Pour ne point en avaler, il est nécessaire de filtrer cette eau à travers un linge. L'eau des fontaines d'Alger semble tout à fait exempte de cet inconvénient.

Les melons, les pastèques, la figue de Barbarie sont d'excellents fruits ; mais il n'en faut faire qu'un usage modéré, et encore doit-on avoir soin d'en extraire les nombreux pépins, qui, avalés en grande quantité, occasionnent la constipation.

Il existe entre notre manière de nous vêtir et celle des Arabes un tel contraste que, tout d'abord, on doit pressentir la nécessité de modifier la nôtre pour mieux l'accommoder aux besoins du climat. L'empire de la mode, ainsi que nos habitudes et nos allures, ont beau se refuser à ces exigences, nous n'en devons pas moins rechercher et imiter, autant que possible, les avantages les plus saillants du costume indigène.

Ces avantages sont de trois sortes : ampleur des vêtements, liberté du cou, protection constante de la tête et de l'abdomen, soit contre l'ardeur du soleil et la chaleur du jour, soit contre la fraîcheur et l'humidité de la nuit.

Pendant l'été, le vêtement le plus convenable qu'on devrait porter par dessus les habillements européens, est le *burnous* blanc. Si son usage était généralement adopté, il y aurait beaucoup moins de ces inflammations du cerveau, que les médecins remarquent chez la plupart de ceux qui s'exposent au soleil sans avoir la tête garantie par le capuchon. A défaut du *burnous*, nous prescrivons des chapeaux légers, à larges bords, et d'une couleur peu foncée pour ne pas trop absorber les rayons solaires.

Le cou doit être couvert le moins possible.

L'usage des ceintures de laine, longues de cinq à six mètres, épaisses comme celles des indigènes, est d'une utilité incontestable. On doit en porter surtout à l'approche de la nuit.

A l'aide de ces précautions on évite les brusques suppressions

de la transpiration, les répercussions si dangereuses sur les organes intérieurs, principe le plus ordinaire de la dysenterie et de bien d'autres maladies.

Après la nourriture et l'habillement, il est d'autres soins favorables à l'économie qu'on ne saurait négliger sans danger ; tels sont ceux de propreté qui préservent des affections de la peau très-communes en Algérie.

Les bains sont d'un excellent usage ; les bains de mer surtout, dont l'action est éminemment tonique et fortifiante ; seulement il faut bien éviter de les prendre lorsque le corps est en transpiration, ou pendant la grande chaleur du jour. Les bains maures sont également efficaces ; mais, en sortant de ces étuves, il est nécessaire de se soustraire aux refroidissements. Toutefois, on ne doit pas en faire un usage trop fréquent, et les personnes d'un tempérament nerveux et irritable doivent s'en abstenir rigoureusement.

Dans un pays où la réverbération des rayons du soleil est si vive et si continue (surtout dans la ville d'Alger, à raison de la blancheur des maisons et des terrasses), les personnes dont la vue est délicate doivent se pourvoir de lunettes ou conserves à verres colorés, garnies de taffetas sur leurs parties latérales. Ces lunettes les garantiront en même temps contre la poussière, si importune lorsque souffle le siroco.

L'impression de la lumière solaire détermine chez beaucoup d'individus une affection particulière de la vue, qui consiste en ce que celle-ci s'affaiblit considérablement aussitôt que l'intensité de la lumière est moindre, par exemple lorsque le soleil baisse sur l'horizon. Dès qu'on s'aperçoit de cet effet, il suffit de rester quelques jours à l'ombre pour que cette légère altération visuelle disparaisse. Les conserves peuvent préserver de cette atteinte ou en empêcher le retour.

Les ophthalmies sont fréquentes en Algérie. Pour s'y soustraire, il faut éviter de fixer le soleil, de porter trop longtemps ses regards sur les terrasses, et enfin de travailler, lire ou écrire, les yeux en face d'une fenêtre par où pénètre la lumière.

Quelques médecins prescrivent aux Européens nouvellement débarqués en Algérie, l'habitude de la *sieste*. Ils prétendent qu'un peu de repos pris au milieu de la journée, de midi à deux heures, par exemple, chasse la fièvre ou en diminue les accès. Nous ne

sommes pas de cet avis. Ce repos intempestif augmente, selon nous, la paresse de l'estomac, rend les digestions plus difficiles, et provoque des affaiblissements notables dans les organes de la locomotion. Nous pensons donc que ceux qui en ont contracté la coutume doivent s'efforcer de la perdre.

La nuit, il ne faut point dormir exposé aux courants d'air. Les croisées doivent être tenues hermétiquement fermées; outre la présence des moustiques et autres insectes, il peut en résulter de graves accidents.

Si l'on couche en plein air, il faut avoir soin de se couvrir les yeux d'un bandeau très-épais, de façon à éviter l'action de la rosée sur les paupières. Dans le cas où, par suite d'un accident quelconque, on éprouve des cuissons et des démangeaisons dans les paupières, alors, plutôt que de les frotter avec les doigts, il faut pratiquer des lavages fréquemment répétés et à grande eau toujours fraîche; c'est le meilleur collyre qu'on puisse employer dans l'état normal.

Il nous reste deux conseils à donner en terminant cet article :

Le premier, c'est de ne venir en Afrique qu'en hiver ou au printemps, afin que, par un séjour de quelques mois, on puisse s'acclimater et supporter, sans trop de souffrance, les chaleurs brûlantes des mois de juin, juillet, août et septembre.

Le second, qui s'adresse aux personnes qui l'habitent, c'est de maîtriser leurs sens et d'amortir les feux de leur imagination.

Les plaisirs sont amers, sitôt qu'on en abuse,

a dit un poète. Ce vers, devenu proverbial, reçoit chaque jour à Alger sa funeste application.

Les fièvres endémiques et la dysenterie sont les seuls fléaux qui se soient attaqués à la santé des habitants de l'Algérie.

Jusqu'à présent tous les efforts étaient restés inutiles; l'emploi du quinine paraissait insuffisant, et les traces qu'il laissait dans les entrailles occasionnaient des rechutes désastreuses et des infirmités incurables. Certes, nous pouvons assurer que la fièvre et la dysenterie ont décimé l'armée d'une manière funeste et autrement terrible que le fer des Arabes; ces maladies ont été le plus grand obstacle contre la colonisation qu'elles eussent rendue impossible, sans un remède qui les surmonte victorieusement, et qui ne

compromet pas l'avenir après la guérison radicale. Ce bienfait est dû au docteur *Fave*, et la reconnaissance des nombreuses personnes qu'il a guéries atteste l'efficacité d'un médicament très-simple, et qui consiste dans une poudre sans saveur désagréable, que l'on prend quatre ou cinq fois au plus pendant la maladie; nous saisissons cette circonstance de le recommander aux colons et à l'armée; il n'y a plus de doute à établir : la poudre de M. le docteur *Fave* sera considérée comme un premier moyen d'implantation; un puissant véhicule tendant à arriver au grand et noble but que se propose la France, l'adjonction de l'Algérie à ses départements.

L'un de nous, victime lui-même de ce fléau redoutable, se disposait à revenir sur la terre natale, espérant en guérir, ainsi que le font la plupart des colons, qui, abandonnant leur fortune, vont jeter le désespoir sur leur passage et dissuadant nos compatriotes de s'établir en Afrique, lorsque le remède de M. *Fave* lui fut conseillé, et en quelques jours il était hors de tout danger. Il est malheureux que le conseil de santé n'ait pas cru devoir admettre ce remède souverain : serait-ce par cet esprit de timidité qui s'oppose si souvent aux applications les plus heureuses quand elles ne sont pas conseillées par le corps des savants chargés de les rechercher eux-mêmes ? J'ignore quel est ce motif; mais ce que je puis assurer en vérité, c'est la grande réputation du remède dont nos malades usent avec bonheur.

C'est surtout à son arrivée que l'émigrant doit prendre les précautions sanitaires les plus minutieuses. Le voyage et la traversée l'ont privé quelque temps des jouissances de la vie, et il est assez ordinaire qu'il veuille rattraper ce qu'il appelle le temps perdu. C'est aux ouvriers surtout que nous conseillerons une tempérance et une sobriété rigoureuses, en même temps qu'un travail peu actif en commençant. A leur arrivée à Alger, ils sont admis gratuitement dans un dépôt jusqu'à ce qu'ils aient trouvé à se placer, ce qui ne tarde pas d'arriver. On organise en ce moment ce dépôt de manière à recevoir autant d'individus que les circonstances pourront l'exiger. Le ministre y a annexé un bureau de placement composé de citoyens notables qui accomplissent cette tâche gratuite avec le zèle le plus louable. On doit étendre cette utile mesure aux autres villes de la régence.

POSITIONS GÉOGRAPHIQUES,

OU TABLE DES LATITUDES DES PRINCIPAUX LIEUX DE L'ALGÉRIE
ET DES ÉTATS BARBARESQUES, AVEC LEURS LONGITUDES OU
DIFFÉRENCES DE MÉRIDIENS, PAR RAPPORT A L'OBSERVATOIRE
ROYAL DE PARIS.

NOMS DES LIEUX.	LATITUDE SEPTENTRIONALE.	LONGITUDE	
		EN DEGRÉS.	EN TEMPS.
ALGER (le fanal).	36° 47' 20"	0° 44' 10" E.	2h 57 ^m
ARZEW (le fort).	35. 51. 39.	2. 37. 21. O.	10. 29.
BIZERTE.	37. 17. 20.	7. 30. 20. E.	30. 4.
CAP BON (la tour).	37. 4. 20.	8. 43. 11. E.	34. 53.
BONE (l'hôpital).	36. 53. 58.	5. 25. 41. E.	21. 43.
BOUGIE (Goureyah).	36. 46. 34.	2. 44. 36. E.	10. 58.
LA CALLE (le moulin).	36. 53. 55.	6. 6. 0. E.	24. 24.
CEUTA (mont del Acho).	35. 54. 4.	7. 36. 30. O.	30. 26.
CONSTANTINE (la Casba).	36. 22. 21.	4. 16. 36. E.	17. 6.
GIGELLI (mosquée).	36. 49. 54.	3. 24. 23. E.	13. 38.
FEZ.	34. 6. 3.	7. 21. 34. O.	29. 26.
CAP MATIFOU.	36. 48. 54.	0. 53. 30. E.	3. 34.
MERS-EL-KEBIR (tour).	35. 44. 21.	3. 1. 25. O.	12. 6.
MOGADOR ou SOUEYRAH.	31. 30. 80.	12. 4. 24. O.	48. 18.
MESTAGANEM (fort).	35. 55. 57.	2. 14. 46. O.	8. 59.
ORAN (château Sainte-Croix).	35. 42. 40.	2. 59. 39. O.	11. 59.
RISGOUN, Ile.	35. 19. 35.	3. 48. 59. O.	15. 16.
SALÉH ou RABAT-EL-FATH.	34. 2. 45.	9. 5. 54. O.	36. 24.
TABARKA, Ile (tour du Nord).	36. 58. 2.	6. 25. 2. E.	25. 40.
TANGER.	35. 47. 13.	8. 8. 25. O.	32. 34.
CAP TEDELES.	36. 54. 20.	1. 54. 0. E.	7. 36.
TRIPOLI (Consulat).	32. 53. 40.	10. 51. 18. E.	43. 25.
TUNIS (au Fondouk).	36. 47. 59.	7. 51. 0. E.	31. 24.
ZERBI, Ile (la ville).	33. 54. 10.	8. 33. 10. E.	34. 13.

HAUTEURS

DE QUELQUES POINTS REMARQUABLES DE L'ALGÉRIE

AU DESSUS DU NIVEAU DE LA MER.



	MÈTRES. CÉNTIM.	
ALGER. — Sômmiet de la lanterne du Phare.	40	07
Le pied du mur de la Casba, à droite de la porte d'entrée.	117	80
Le pied du mur extérieur de la cour du Fort l'Empereur.	219	64
BOUZARÉA (Vigie). Sol de la Redoute.	407	24
STAOUELI (Plaine). Au pied du grand Palmier.	108	03
COLÉAH (Bourg). Seuil de la Mosquée de Sidi-A'lim- Borg.	120	89
BLIDA. (Ville). Seuil de la Mosquée de Sidi-el- Kebir.	268	34
TÉNIAH (Col).	1010	79
MÉDÉA (Ville). Pavé de la place au pied du Minaret de Sidi-Rebemuly.	1008	06
CONSTANTINE. — Là Casba.	664	00



DISTANCE D'ALGER**A DIVERS POINTS GÉOGRAPHIQUES**

	MYRIAMÈTRES.	DIRECTION.
CONSTANTINE.	32.00	E. N. E.
ORAN.	35.56	O.
MASCARA.	43.56	S. O.
TLEMSEN.	40.00	S. O.
BONE.	42.22	E.
TIFAKH.	40.89	E. 1/4 S. E.
TUNIS.	65.77	E. 1/4 N. E.
TRIPOLI.	120.89	S. E. 1/4 E.
TANGER.	91.11	O.
FEZ.	91.11	S. S. E.
MAROC.	126.67	S. O. 1/4 O.
CARTHAGÈNE.	37.33	N. 1/4 N. O.
GIBRALTAR.	80.00	O.
NAPLES.	111.11	E. N. E.
PALMA.	32.00	N.
GÈNES.	104.45	N. 1/4 N. E.
CAGLIARI.	62.22	N. E. 1/4 E.
MARSEILLE.	80.00	N. 1/4 N. E.
PARIS.	164.44	N.
CONTANTINOPLÉ.	266.67	E. N. E.

IV^e PARTIE. — EXCURSIONS.

COTÉ DE L'OUEST.

ROUTE DE LA MAISON-CARRÉE AU CAP MATIFOU

PAR LE FAUBOURG BAB-AZOUN. — LE FORT DE L'EAU.
— LA MAISON-CARRÉE. — LA RASSAUTA.

AU FONDOUC ET CARA-MUSTAPHA.

La route de la Maison-Carrée commence à la porte *Bab-Azoun*, nouvellement construite, à doubles arcades parallèles; à gauche, est la caserne de Massinissa occupée tantôt par des spahis, tantôt par le train des équipages et de l'artillerie; à droite, dans le fond, l'ancien corps de garde; en face un vieux tombeau, objet de la vénération des Musulmans, il est tendu de drapeaux, et un petit marabout le surmonte; ce tombeau qu'ombrage un magnifique platane est dit-on, celui de Barberousse; chaque année les sectateurs du prophète y font un pèlerinage.

L'esplanade Bab-Azoun est à gauche; on y exécutait autrefois les criminels; pendant longtemps nous avons employé le yatagan à l'instar des Turcs qui exposaient les têtes des coupables au-dessus de la porte de la ville la plus fréquentée des Arabes; ces exécutions ont lieu maintenant sur l'esplanade *Bab-el-Oued*; l'instrument du supplice est le même qu'en France.

À droite se trouve le marché des Arabes, au bas de l'ancien chemin qui longeait les remparts.

Le faubourg Bab-Azoun est entièrement reconstruit à la française, il est compris dans la nouvelle circonscription de la ville; la civilisation moderne a jeté là ses belles maisons, ses fabriques, des ateliers considérables; Bab-Azoun est devenu un quartier tout à fait français.

, La route de Blida prend naissance à 200 mètres de la porte ; celle de la Maison-Carrée se continue à l'est en passant devant la caserne du train, superbe bâtiment, ouvrage du génie militaire ; elle laisse à droite une troisième caserne, devant laquelle est un ancien pont-acqueduc, dans la profondeur duquel nous avons établi un débarcadère. Cette route se continue jusqu'au fort Bab-Azoun et forme une rue où aboutissent plusieurs chemins et des rampes bordées de belles maisons ; on y a établi le dépôt des ouvriers, les magasins des ponts et chaussées, des fabriques, et des usines de toute espèce. Le fort est construit avec des pierres apportées de *Rustonium* ; il est bien bâti et assis sur le rocher ; il défend la rade, mais il est dominé par le fort l'*Empereur*.

La route s'embranché à l'Aga avec celle de Birkadem, traverse ce joli village et contourne le champ de manœuvre de *Mustapha*, le long de la mer, après avoir dépassé les immenses bassins de la *buanderie* et bornant l'esplanade *Rapatel* ; elle est plantée d'arbres ; des aqueducs et des ponts la garantissent des eaux dont l'hiver remplit les profonds ravins qui descendent du massif. Elle se sépare de celle de Kouba près du champ de manœuvre, passe sur un pont qui vient d'être achevé, court le long de la mer, laissant les riches jardins du Hamma, le jardin d'essai, et la route de communication entre celle de Kouba, derrière la pépinière. Des hauteurs qui dominent cette route et les belles lignes droites qu'elle décrit, la vue se récrée des magnificences du plus gracieux panorama. Elle traverse Hussein-Dey, jusqu'au pont situé au bas de la Maison-Carrée. Ce pont est ancien, à arcades, et très-solidement construit ; il est au centre de plusieurs constructions européennes, et à l'entour se développe une charmante perspective.

Maison-Carrée. — Dans toutes les provinces de l'ancienne Régence et près des villes principales, on rencontre des maisons carrées, ainsi nommées à cause de leur forme ; elles servaient de forts, de dépôts de cavalerie et même d'infanterie sous les ordres de l'Aga chargé de la collecte de l'impôt.

La plus importante est celle qui se trouve à 12 kilomètres environ d'Alger, elle est devenue pour nous un bâtiment historique ; c'était le point le plus avancé de nos possessions pendant

le gouvernement du duc de Rovigo qui y entretenait une assez forte garnison.

Cette maison se divise en deux corps principaux, qui sont liés par des murs auxquels des écuries sont adossées, crénelés et protégés par un fossé extérieur.

Pendant la guerre de 1839 et 1840, la Maison-Carrée servait de refuge et de protection aux tribus arabes restées fidèles à la France; c'était de ce point que partaient nos expéditions dans l'ouest et plusieurs fois ses canons éloignèrent les bandes de Ben-Salem qui en convoitait la prise ou qui aurait voulu la détruire.

En 1841, lorsque Ben-Salem pénétra jusque dans le Hamma, il voulut s'échapper par la Maison-Carrée, mais la garnison ayant fait une sortie, un grand nombre d'Arabes furent tués et précipités dans la mer au moment où ils essayaient de passer la barre de l'Arrach au-dessous du fort.

Les environs de la Maison-Carrée paraissent être très-fertiles, ils n'ont encore produit que des fourrages, mais d'une excellente qualité. Au Pont de l'Arrach plusieurs maisons construites forment déjà un petit village dont l'importance s'augmentera indubitablement lorsque le Fondouc sera occupé de nouveau et que de grands établissements seront formés dans l'ouest de la Mitidja. C'est un point essentiel de halte et le rendez-vous des fermiers arabes.

Pendant le temps des hostilités, la Maison-Carrée était devenue un télégraphe pour Alger, Hussein-Dey et Kouba; trois mâts pavoisés de flammes de diverses couleurs annonçaient l'arrivée ou la retraite des Arabes. Le 1^{er} mai 1841 les environs de la capitale eussent été ravagés sans ce secours utile. Cette position a perdu de son importance comme point militaire, cependant elle en acquiert tous les jours une autre comme centre de population. Du temps des deys on y mettait au vert les chevaux de cavalerie, ce qui se pratique encore aujourd'hui.

Dans l'éventualité d'une guerre, la Maison-Carrée doit être conservée et entretenue, car elle servirait de magasin pour toute la côte.

Cette position est surtout célèbre dans nos fastes militaires, par le massacre, en 1832, d'une compagnie entière d'infanterie sortie pour faire une reconnaissance, et par les représailles exercées par le duc de Rovigo sur une tribu qui s'était rendue coupables de vols et d'assassinats à l'égard d'une députation arabe venue pour traiter.

Haouch-Oulid-adda est une charmante ferme, autrefois propriété du maréchal Clauzel, à 2,400 mètres de la Maison-Carrée, à droite du cours de l'Arrach ; elle est élevée sur un petit mamelon entièrement planté de cactus et dominant cette partie de la Mitidja. On l'aperçoit de fort loin ; son léger clocher lui donnait l'aspect d'un délicieux ermitage où l'on parvenait par des allées en labyrinthe ombragées de cactus. Ses terrains fournissaient les meilleurs pâturages ; mais, malheureusement, voisine des marais, elle passait pour être malsaine. A la fin de 1839, elle était déjà presque abandonnée, les fermiers n'y venaient que pour la récolte des fourrages ; depuis, les Arabes ont achevé de la ruiner. Ce point est romantique, et sa prospérité semble certaine quand l'assainissement projeté par le gouvernement sera exécuté ; ce terroir paraît très-propre à toute espèce de plantation d'arbres, et surtout de peupliers qui augmenteront le charme de ce lieu déjà si plein d'attraits.

A 700 mètres au sud-ouest de la Maison-Carrée, en face d'*Oulid-adda*, après avoir passé le ruisseau de l'*Oued-Smar* ou rivière des joncs, sur le versant des petites collines au-dessus desquelles est la route du Fondouc, on remarque un petit marabout et une maison qu'habitait M. Villeret, propriétaire d'une grande étendue de terre. En 1839, cet infortuné, revenant de dîner à la Maison-Carrée, fut assassiné sans qu'on pût lui porter aucun secours. Sa mort fut comme un présage des assassinats commis par les Arabes et qui jetèrent l'épouvante parmi nos colons. Heureusement ces temps sont déjà loin de nous, et nous devons aux succès et à la sollicitude de M. le maréchal Bugeaud de cultiver désormais en toute sécurité cette plaine féconde.

Après avoir gravi le monticule de la Maison-Carrée, où expire le Sahel, à 300 mètres de distance de l'habitation de M. Villeret, la route se partage au sud-ouest pour courir jusqu'au Fondouc ; et à l'ouest pour conduire au fort de l'Eau et à la Rassauta.

A 1,700 mètres de l'embranchement des routes, nous rencontrons une ancienne redoute qui commande aux environs couverts d'épaisses broussailles s'étendant jusqu'à la mer. Cette redoute possédait un Blockaus pareil à ceux qui nous servirent longtemps de forteresses inexpugnables pour les Arabes, aussi ceux-ci les nommaient-ils maisons du diable ; dans les premières années, ils cru-

rent qu'il leur serait facile de les détruire en les incendiant ; mais ils revinrent bientôt de leur cruelle erreur : on a vu des masses d'Arabes qui tâchaient de les jeter à terre en les poussant avec leurs épaules , quand nos foudres les exterminaient. Ces Blockaus ne sont plus en usage aujourd'hui dans l'intérieur des lignes, ou s'il en subsiste quelques-uns , leur système de défense est plus parfait ; du reste M. le maréchal Bugeaud leur a substitué des maisons crénelées plus durables.

De là on parvient à une seconde redoute également abandonnée, à 1,800 mètres de la première et à 1,100 mètres du fort de l'Eau.

Le *fort de l'Eau* doit son nom à sa position près de la mer ; il possède un puits abondant ; il défend la rade par des redoutes du côté de la terre et de la mer ; un fossé l'entoure, et ses murs sont percés de meurtrières. Le fort proprement dit se compose d'une assez vaste maison à la mauresque et des écuries nécessaires pour une station de cavalerie. Il paraît avoir été définitivement abandonné aux Arabes.

Les terres du fort de l'Eau sont cultivables et produisent beaucoup de foin. C'est dans cet endroit que l'administration militaire fait ses approvisionnements ; des bateaux plats remorqués par des bâtiments à vapeur y vont charger des fourrages. Pour cette opération, on établit un camp dans les environs, et les troupes sont employées à faucher. Cette position est riche, elle produira beaucoup lorsque les travaux d'assainissement seront terminés. Un petit chemin très-peu fréquenté, sinon des Arabes, suit la crête de cette plage et conduit au cap Matifou.

La Rassauta, à 3 kilom. du fort de l'Eau, est un ancien haras que nous avons trouvé totalement ruiné. Si ce pays était plus sain, jamais emplacement n'aurait été mieux choisi pour y élever des chevaux, des bestiaux, pour l'exploitation, en un mot, d'un haras ou d'une grande ferme.

En 1836, M. le prince de Mir, réfugié polonais, y obtint de M. le maréchal Clauzel une concession considérable ; des négociants français vinrent à son aide, la maison en ruine fut restaurée, d'autres grands bâtiments furent construits, et quelques co-

lous français joints aux tribus arabes voisines commencèrent à travailler ; la santé parfaite dont la petite colonie jouissait d'abord faisait concevoir des espérances heureuses, quand les miasmes de l'été rendirent malades tous les habitants sans exception. De ce moment il n'y eut plus d'espoir, et l'absence de M. Suquet, gérant de l'exploitation, détermina un abandon complet. Il y a tout lieu de le regretter, car avec plus de fonds et dans un temps meilleur, maintenant par exemple, M. le prince de Mir eût réussi ; il faut espérer cependant que cette exploitation sera reprise. Il se trouve plusieurs puits et fontaines dans les environs.

La route française cesse à la Rassauta, mais un chemin d'autant plus facile qu'il n'y a pas de broussailles, mène à une maison en pierre, plus petite que celle que nous quittons ; elle était assez bien conservée lorsque le prince de Mir en devint propriétaire ; elle est bâtie à 2,000 mètres de la Rassauta, sur le bord de l'Hamise, rivière très-encaissée, quoique peu large ; on la passe facilement à gué pour se rendre à la Regaya.

Haouch-Regaya est une ferme située à l'est d'Alger, dans un pays magnifique, arrosé par un ruisseau qui conserve toujours de l'eau. Cette ferme est considérable et promettait de grands bénéfices à son propriétaire, M. Mercier. La maison est commode, on y trouve une belle salle d'armes, il y a des appartements de maîtres et de fermiers ; des murs d'enceinte protégeaient les cours. Toutes les essences d'arbres y croissent facilement. L'air, malheureusement, n'est pas aussi sain qu'on pourrait le désirer.

De ce côté de la plaine on rencontre une multitude de bouquets de beaux arbres, groupés et entourés de cactus ; ce sont des emplacements de tribus où les Arabes viennent planter leurs tentes selon leur fantaisie et leurs besoins. On sait que les Arabes de la plaine sont nomades et qu'ils changent ordinairement chaque année de lieu d'habitation, soit que la culture des terres leur paraisse ainsi plus facile, soit que les soins à donner à leurs nombreux troupeaux l'exigent.

On y remarque aussi plusieurs beaux haouchs ou fermes, qui presque tous ont été acquis par des spéculateurs européens. La guerre commencée en 1839 les a forcés de discontinuer leurs travaux.

Batteries. — En suivant le long de la plage, pour arriver au cap Matifou, on rencontre, à 500 mètres, près de l'embouchure de l'Hamise qu'elle protège, une batterie très-mal entretenue.

A 1,500 mètres plus loin on remarque une autre batterie et un étang salin abandonné depuis longtemps ; enfin on arrive au fort Matifou.

Le *Fort Matifou*, quoiqu'entièrement délaissé, et que l'on aperçoit d'Alger quand l'air est sans brouillards, n'en est pas moins dans un très-bon état de conservation, tant il a été solidement bâti. On y trouve des citernes et des puits ruinés pour la plupart. Les terrasses sont très-solides et supportent une douzaine de pièces d'artillerie en fonte qu'on y a laissées. Les Arabes ont voulu probablement en profiter, car ils les ont dérangées sans cependant parvenir à les emporter.

Le *Cap Matifou* est une basse terre, préservée par des rochers et quelques monticules ; sa pointe est à 650 mètres du fort et à 18 kilomètres, par mer, du phare d'Alger.

Les environs du cap Matifou sont très-poissonneux, aussi, est-ce là le rendez-vous des pêcheurs qui amarrent leurs barques non loin du fort.

On trouve le long de cette côte des coquillages assez beaux et même précieux, du corail rouge et des stalactites. Des chasseurs y ont plusieurs fois surpris des phoques endormis au soleil.

Ruines de Rustonium. — Si l'on jugeait de l'importance de cette ville par l'aspect qu'elle présente aujourd'hui, on n'en aurait qu'une idée fort incomplète, quoique les ruines qui s'étendent entre le cap Matifou et l'embouchure de l'Hamise, occupent un espace de plus d'une lieue en longueur. Il faut savoir d'abord que depuis très-longtemps la majeure partie des nombreux matériaux qu'elle renfermait ont été enlevés successivement pour la construction des bâtiments publics d'Alger. Rustonium a traversé la rade peu à peu, et les pierres de ses monuments, dispersées par la main de nouveaux vandales, ont servi à fonder une autre ville. Le vieux temple païen et l'église chrétienne qui l'avait remplacé, le cirque et

tous les édifices en général, ont été arrachés violemment de ce sol où ils se croyaient si solidement enracinés. Ils sont devenus, à quelques lieues de là, mosquées, forteresses, magasins, quais et môles; et maintenant le navigateur qui passe le long de cette côte n'a plus d'attention que pour la ville blanche qui s'élance jusqu'au sommet d'une verte montagne; il ne songe pas même à donner un coup d'œil à la pauvre Rustonium cachée dans les buissons de lentisques qui croissent entre ces ruines, tandis qu'en face d'elle son heureuse rivale, qui lui doit tout ce qui fait son orgueil, est chaque jour visitée et admirée par les infidèles comme par les vrais croyants.

En même temps que les Turcs enlevaient les pierres de Rustonium, les consuls des différentes nations achetaient des Arabes les statues, les bas-reliefs en marbre et les inscriptions latines, grecques et même phéniciennes, à ce qu'on assure. Il faut être ici pour se faire une idée de l'acharnement avec lequel cette œuvre de destruction s'est opérée; dans les parties les plus rapprochées de l'Hamise on a enlevé jusqu'aux fondations; et ce n'est que par la forme et la profondeur des fossés qui sillonnent les broussailles, que l'on peut deviner qu'il y a eu des constructions en cet endroit. Malgré cette ardeur impitoyable, il reste encore quelques vestiges assez importants, surtout dans la partie moyenne de la ville, sur le bord de la mer.

ROUTE DE FONDOUC ET CARA-MUSTAPHA.

Cette route commence, ainsi que nous l'avons dit, à 300 mètres de la Maison-Carrée où elle s'embranché avec la route de la Ras-sauta. Elle a été construite en entier par l'armée; elle était fort belle, mais, ayant été abandonnée pendant la guerre, elle exigerait en ce moment de grandes réparations. On voit çà et là des maisons en ruines.

A gauche, en suivant, on aperçoit une belle maison en pierres très-bien conservée, nommée Haouch-el-bey-Cherk ou ferme du bey de Constantine. C'était une station de gendarmes maures ou aribes cavaliers que commandait un officier chargé, en outre,

de surveiller l'ouest de la Mitidja. Autour de la maison il y avait une tribu d'Aribes, et quelques beaux arbres composaient en quelque sorte une charmante oasis ; en 1839, cette partie était bien cultivée.

Sidi-Kalef, marabout, situé à 1 myriamètre de la Maison-Carrée sur la droite, était une redoute confiée à la garde des Coulouglis. Déjà quelques habitations étaient commencées quand la guerre força leurs propriétaires de rentrer à Alger. On y trouve de bonnes eaux, mais sans ombrages. C'est un point important sur cette route ; le chemin du camp de l'Harba y aboutit ; c'est une halte nécessaire entre la Maison-Carrée et le Fondouc. Ici commence le *Khachena* et le *Beni-Moussa*.

En continuant la route, à 4 kilomètres et demi de Sidi-Kalef, on arrive à l'*Oued-Béreg* sur lequel on a jeté un pont de pierre qui n'a jamais été terminé. Le terrain des environs paraît être très-productif. On y récoltait beaucoup de fourrages, et les bœufs y sont très-beaux ; le *Khachena* est un territoire qui convient essentiellement à la grande culture.

Le *Fondouc* est ainsi nommé à cause d'un marché des Arabes qui s'y tient ; une haute montagne, également nommée le Fondouc, se fait remarquer entre celles du petit Atlas qu'elle domine ; notre ancien établissement était situé sur le versant de cette montagne. La route y conduit en serpentant après avoir traversé l'*Oued-Hamisse*, rivière assez large, mais sans profondeur et excessivement rocailleuse ; en été, son léger filet d'eau se trouve si obstrué par les pierres, qu'elle croupit et engendre des maladies. Les habitants du village n'en buvaient point, ils préféraient aller au loin puiser de l'eau aux fontaines.

L'établissement du Fondouc était déjà fort considérable à la fin de 1839, il promettait de devenir une ville ; de belles maisons étaient disposées le long de ses rues larges et commodes ; les rues avaient leurs noms, et les maisons des numéros. La redoute placée sur un mamelon élevé se détachant de la montagne, commandait la route et la plaine ; des casernes en pierres et à arcades avaient été construites par le génie militaire, enfin des redoutes protégeaient le bourg en défendant ses abords.

Ce point était d'autant plus important, que les montagnes commencent en cet endroit à se séparer et à former une gorge où passe l'ancien chemin de Constantine par Hamza et les portes de fer ; l'administration a continué la route royale jusqu'à Cara-Mustapha ; il y avait une forte garnison. Le Fondouc était devenu imprenable.

Les revers des monts sont très-boisés et couverts de gros arbres à leur base ; on admirait principalement des oliviers parvenus à une grosseur étonnante. Le terrain paraît être très-fertile et susceptible de toute espèce de culture, néanmoins il n'était pas cultivé à cause du manque de sécurité ; seulement des jardins potagers pour la nourriture de l'armée avaient été commencés. On y trouvait ce qui est regardé comme nécessaire à la vie des camps surtout : des hôtels, des cafés et des cabarets ; l'industrie naissait , et le commerce s'y déployait de manière à faire concevoir de flatteuses espérances pour l'avenir. L'air y est sain une partie de l'année ; ce n'est qu'à la fin de l'été que la Mitidja y exerce sa pernicieuse influence. Ce point important fut évacué en 1842 ; on doit espérer que M. le maréchal Bugeaud le rétablira, et alors ses destinées n'auront été qu'interrompues.

En redescendant le Fondouc à l'ouest, après avoir traversé le marché, vaste espace entre des mamelons, et repassé la rivière rocailleuse, on suit le chemin de Cara-Mustapha, courant définitivement à l'ouest. Cette route n'était pas aussi belle que celle du Fondouc, parce qu'elle n'était pas entièrement terminée ; elle contourne un gros mamelon et devient rapide aux abords du camp.

Cara-Mustapha était un camp très-fortifié par des ouvrages en terre ; des redoutes avancées le dominaient et gardaient la route qu'elles pouvaient battre de leur artillerie. Les logements étaient formés de baraques en bois couvertes en roseaux pour la plupart ; il n'y avait aucune construction en pierre, même dans le village compris dans l'intérieur du camp dont le plan était un carré long. On y trouvait des cafés, des restaurants et jusqu'à des billards. Il n'y avait aucune culture sérieuse dans les environs, seulement on y faisait du fourrage. C'était notre poste le plus avancé dans l'Atlas et la clé de la route de Constantine. L'air y est sain, l'eau très-bonne ; c'est une très-jolie position. Cara-Mustapha a été évacué

en 1842 avant le Fondouc. Bien qu'inepugnable, son approvisionnement nécessitait plus de forces et entraînait à de grandes dépenses et à des dangers inutiles. Cette position sera certainement rétablie, car elle est indispensable. Malgré la sécurité que nous assure la soumission des Arabes, la stratégie exigera toujours un poste à cet endroit. Des hauteurs on aperçoit Alger, la Regaya, le camp de l'Hamise, enfin nos principaux établissements de l'ouest. Les Arabes voisins sont des Coulouglis et des Kabiles.

ROUTE D'ALGER A KOUBA ET A LA PLAINE

PAR LA PÉPINIÈRE ET HUSSEIN-DEY

Cette route forme un embranchement à Mustapha avec celle de la Maison-Carrée et longe le champ de manœuvre, laissant à droite l'esplanade de Rapatel devant les casernes et l'hôpital; au sud-ouest de l'esplanade plantée de mûriers, on rencontre une route généralement nommée voie romaine; elle est bordée de maisons nouvelles et par les dépendances du palais qui composent aujourd'hui les bâtiments de la manutention des casernes, la gendarmerie, les magasins et les ateliers du train des équipages. Au commencement de l'occupation, on y avait installé l'hôpital militaire.

A 300 mètres de cette rue, et après avoir dépassé un pâté de maisons françaises derrière lesquelles sont de beaux jardins, on trouve l'ancienne route de Birmandrais entièrement abandonnée et excessivement rapide. Près de son embranchement, sur la route où nous sommes, on remarque un chemin de déserte qui longe l'ancienne propriété du général Bernelle et qui fut aussi la demeure d'été de l'ancien gouverneur général comte d'Erlon.

La route de Kouba nouvellement exécutée, est d'autant plus magnifique qu'elle est, en plusieurs endroits, ombragée de beaux arbres; elle sert de promenade à la population d'Alger qui aime à la fréquenter. Au nord, elle limite le Hamma, transformé entièrement aujourd'hui en jardins potagers, et au sud elle s'appuie

sur la base des hautes collines du massif; elle est bordée d'habitations nombreuses. En la parcourant, on peut jouir du gracieux point de vue de la côte de Mustapha plantée de riches vergers et couverte de délicieuses maisons de campagne.

Non loin de là se trouve le *café des Platanes*, en face le jardin d'essai ou pépinière du gouvernement.

On appelle *café des platanes*, un ancien café maure ombreux et rafraîchi par des fontaines jaillissantes ou tombant en cascades; des arbres élevés et fort gros le couvrent de leur feuillage et y font régner la fraîcheur en tout temps; il a été longtemps un avant-poste français, il est resté pour tout le monde un but de promenade agréable.

Le jardin d'essai touche au nord la route de la Maison-Carrée et celle de Kouba au sud; à l'ouest, une route de troisième ordre communique à ces deux routes. Il est situé sur la commune d'Hussein-Dey; sa prospérité est croissante. Il fournit déjà aux colons une quantité assez considérable de mûriers, d'oliviers greffés et autres arbres et arbustes. On y élève des peupliers suisses ou d'Italie, des frênes, des ormes, des platanes, enfin toutes les essences d'arbres propres à l'utilité et à l'agrément. On y remarque un beau carré de ricins et de légumineux de plusieurs variétés, telles que patates douces, cannes à sucre, etc.; le bananier y croît avec succès, et ses feuilles embellissent des parterres semés de fleurs très-rares et plantés d'arbustes odorants. On y voit un indigotier qui prospère, des plans de cotonnier qui ont réussi, des cactus à cochenille, le nopal, etc. Ce jardin est percé de belles allées et irrigué d'eau courante que l'on déverse par mille petits canaux; il y a aussi un puits à roue. L'expérience ayant prouvé que l'air de la mer lui était nuisible, on l'a entouré par des haies épaisses et très-élevées de roseaux qui le protègent. M. Hardy, pépiniériste très-distingué en est le directeur.

Hussein-Dey, village dont le territoire fait suite à Mustapha, est borné par la mer au nord et par l'Arrach à l'ouest et au sud; il tire son nom d'une propriété acquise du gouvernement. Les terres y sont fertiles, généralement cultivées et boisées; sa végétation, en-

tretenue par une multitude de ruisseaux, est admirable ; il est peuplé d'Européens qui ont su tirer un parti avantageux des ruines nombreuses d'anciennes habitations, pour créer des maisons commodes.

L'ancien palais a été transformé en caserne de cavalerie ; le corps de bâtiment, qui est carré, avec une cour de marbre au milieu, sert de pavillon aux officiers ; de longues constructions, servant de caserne et d'écuries, y sont adossées ; cette vaste demeure est entourée d'un fossé et palissadée.

En partant du *café des Platanes*, la route présente une avenue charmante jusqu'à l'Oned-el-Knis, que les voyageurs traversent sur un pont de pierre ; de ce ruisseau, la route monte la colline en faisant un long circuit et contourne l'ancien camp de Kouba, solidement construit ; il sert encore de caserne. Près du camp est un ancien café maure ; plusieurs maisons, nouvellement bâties, permettent d'espérer que d'ici à peu de temps il y naîtra un joli village ; ce point est culminant, car la route descend aussitôt vers la plaine.

Kouba était le chef-lieu du district de ce nom et la résidence d'un commissaire civil ; il comprend la partie que l'on appelle le *Fhas* d'Alger ; son territoire sec et un peu sablonneux convient parfaitement aux arbres et à la vigne. On y trouve aussi de belles villas ; mais comme il est très-accidenté, la culture est diverse et parsemée. Kouba est un des deux villages construits par les ordres du duc de Rovigo.

M. le comte Guyot, directeur de l'intérieur, vient de l'augmenter en concédant plusieurs centaines d'hectares à de nouveaux colons, afin de le rendre aussi florissant que ceux qu'il a créés. Un chemin, partant du village et allant à *Ben-Siam*, traverse une contrée productive dans laquelle on remarque la ferme de M. Duchassaing. Un autre chemin conduit à Birmandraï, à 2 kil. 1/2 de Kouba ; en arrivant dans cette localité, on passe à côté de deux moulins à vent, qu'on laisse à droite sur la hauteur.

Du café de Kouba à la jonction des routes, on continue à descendre le Sahel, pays presque inculte et très-broussailleux ; la route est neuve et très-belle. On laisse à droite la manutention et un autre camp de Kouba, l'on rencontre le chemin de la Maison-

Carrée allant à la ferme modèle. Cette route se termine à l'Arrach que l'on passe au gué de Constantine pour entrer dans la Mitidja ; c'était par là que les Arabes venaient nous attaquer.

LA MITIDJA.

Nous ne pouvons mieux faire, pour donner de la Mitidja une connaissance exacte, que de transcrire le passage suivant, de l'*Algérie pittoresque* publiée par M. Clausolles :

« Derrière le massif d'Alger se déroule la Mitidja, comme une magnifique zone de 7 à 8 myriamètres de long, sur 3 ou 4 de large. Au sud elle est encadrée par l'Atlas, dont les pics s'élèvent presque perpendiculairement, et lui forment un rempart gigantesque.

« Lorsqu'on descend la Mitidja, par Douéra, ou qu'on la voit de la Maison-Carrée, la plaine, dans sa nudité, offre un aspect sévère et de grandeur imposant et sauvage. Au printemps, elle se recouvre d'un riche manteau de verdure, mais la solitude de ses campagnes inspire un profond sentiment de mélancolie ; nul mouvement, nulle voix humaine n'anime ce désert, et l'on se croirait dans une véritable Thébàide, sans quelques traces de culture, sans les sentiers que l'on voit serpenter dans la plaine et la fumée qui s'élève de quelques tribus éloignées. Cependant en se rapprochant des montagnes, la contrée change d'aspect et l'on aperçoit çà et là des hameaux, des fermes entourées d'ombrages.

« Les restes d'une ancienne prospérité se manifestent par fois ; des traces de canaux d'irrigation, des bâtiments dont les murs, encore debout, sont revêtus intérieurement de peintures, de dorures, de marbres, des ruines enfin dont les débris portent encore l'empreinte d'une civilisation avancée, attestent que cette contrée a été l'asile des arts et de l'opulence. On sait, en effet, que ces constructions, que ces travaux étaient l'ouvrage des Maures de Grenade et de Valence, qui s'y étaient réfugiés après leur expulsion d'Espagne. Mais bientôt la domination tyrannique des Turcs, leurs violentes exactions, opprimèrent cette population

laborieuse, qui alla chercher un refuge dans les vallées de l'Atlas, et cette belle contrée devint inculte en quelques années.

« La Mitidja représente environ 500,000 hectares de terres cultivables. La population de la plaine, évaluée d'après le nombre d'hommes que chaque tribu peut mettre sous les armes, ne dépasse pas 70,000 âmes. Elle est habitée par des tribus généralement paisibles, dédaignées de leur belliqueux voisins des montagnes. Mais à l'extrémité occidentale sont les Hadjoutes, dont le territoire, du temps des Turcs comme aujourd'hui, servait d'asile à tous les bandits du pays; et à l'autre extrémité, les tribus puissantes et turbulentes des Kabyles, que les Turcs châtiaient fréquemment, et contre lesquelles ils avaient à Bougie un fort avec une nombreuse garnison.

Le sol de la Mitidja est parfaitement uni et sans la moindre ondulation; cependant il descend, par une pente insensible, vers le massif, où les eaux des pluies et des sources se trouvant arrêtées, forment d'immenses marais, dont le dessèchement est facile; il est déjà commencé.

« Plusieurs cours d'eau, aux berges escarpées, arrosent la plaine; leurs bords sont couverts de fourrés épais d'oliviers, de caroubiers, de palmiers nains et surtout de lauriers-roses, dont les fleurs éclatantes contrastent avec la sauvage végétation des cactus et des aloës.

« La plupart des villages ne sont qu'une agglomération de misérables cabanes en torchis, parmi lesquelles se trouvent quelques maisons de pierre. Il y a aussi de belles fermes, solidement construites par les Européens, dont les matériaux ont été empruntés aux ruines éparses sur le sol. Tout cela est entremêlé de tentes noires, servant au campement des Arabes nomades et qu'ils transportent d'un lieu à l'autre avec leurs familles et leurs troupeaux.

« Entourée de montagnes qui lui servent de barrières, la Mitidja semble destinée à la colonisation. Cinquante mille familles européennes pourraient s'y procurer une heureuse existence; la richesse du sol est incontestable, il suffit de voir la vigueur des plantes herbacées et la magnificence de la haute végétation, pour être saisi des belles destinées qui attendent cette contrée, lorsqu'elle sera cultivée par des mains laborieuses et intelligentes. »

ROUTE D'ALGER A BIRKADÉM ET A LA FERME-MODÈLE

PAR MUSTAPHA-SUPÉRIEUR ET BIRMANDEAIS.

La route commence à l'*Aga* qui, par suite des nouvelles dispositions, est devenu faubourg d'Alger, malgré les nonis prétentieux dont certaines personnes ont essayé de le désigner dans des intérêts privés. L'*Aga* était, sous les deys, la demeure de l'aga, ou général, commandant la cavalerie turque; c'est une fort belle maison que le maréchal Clauzel avait achetée : le gouvernement logeait plusieurs escadrons de cavalerie dans la ferme qui est restée caserne et que le train occupe actuellement. L'*Aga* possède une orangerie magnifique et de beaux jardins; les deux routes de la Maison-Carrée et de Birkadém qui se réunissent dans cet endroit, et surtout la proximité d'Alger, ont décidé les constructeurs à y bâtir; maintenant c'est un bourg, une ville, tant son accroissement est rapide.

La route de Birkadém monte à Mustapha-supérieur, dessinant ses contours au milieu de jardins plantés de toutes sortes d'arbres; il serait difficile de décrire exactement les majestueux tableaux qui se développent successivement en suivant cette route. Au nord la rade; à l'est Alger et les campagnes de ses plus riches habitants; à l'ouest la Maison-Carrée, sa route tirée au cordeau, les jardins du Hamma; des orangers aux fruits dorés, des fleurs, des kiosques, des arbres et de la verdure partout.

Nous passons devant la maison du général Brossard; à gauche, nous apercevons le *palais des champs* du gouverneur général, au-dessus duquel apparaît une grosse tour : c'est maintenant l'église française où les colons viennent chaque dimanche à la messe; nous voyons aussi l'établissement de Vatel, connu par ses repas de noces, la campagne de M. Liautaud, une caserne, la chaussée pierrée descendant sur la route de Kouba dont nous avons parlé.

A droite est le chemin vicinal qui traverse *Hydra*, l'Eldorado des environs d'Alger; il se dirige à l'ouest pour joindre la route de Blida à Elbiar, distant de 2 kilomètres un quart au sud; et près de ce chemin on trouve un aqueduc à arcades d'ancienne

construction ; il est entretenu avec soin et sert à conduire les eaux qui alimentent la ville. Toute cette contrée est cultivée et couverte de jolies habitations.

Au plus haut point de la route, entre le chemin que nous venons d'indiquer et celui de Cadous, est une colonne monumentale, dédiée par la reconnaissance au général Voirol qui a ordonné cette route et dont l'administration paternelle a laissé d'honorables souvenirs dans la colonie. Sur la colonne en pierre, on lit :

ROUTE
DE
BIRKADEM
EXÉCUTÉE EN 1834
PAR L'ARMÉE FRANÇAISE
SOUS LE COMMANDEMENT
DU GÉNÉRAL
VOIROL.

Sur le socle, orné d'une plaque de marbre, se trouve cette autre inscription :

LE 10^e LÉGER,
LES 4^e, 13^e ET 67^e DE LIGNE,
LE 3^e BATAILLON D'AFRIQUE,
LA LÉGION ÉTRANGÈRE,
ONT OUVERT CETTE ROUTE,
sous la direction
DU GÉNIE MILITAIRE.

Près de cette colonne est une redoute gardée par un poste ; à droite de la route commence le chemin conduisant à l'Achour et à celui de Cadous qu'il rencontre.

De la colonne Voirol la route serpente le long d'une montagne au-dessus d'un profond ravin très-boisé et cultivé en jardinage.

Birmandrais est un site verdoyant et enchanteur ; quelques maisons françaises composent ce hameau, chef-lieu d'une com-

mune entre celles d'Elbiar, de Kouba, de Birkadem, de Mustapha et de Draria. Birmandrais est environné de hauts mamelons couverts d'arbres et de culture ; à gauche le chemin de Kouba et des moulins à vent ; l'Oued-el-Knis y coule et passe sous un ponceau. L'administration des ponts-et-chaussées étudie en ce moment un tracé de route qui aboutirait à Birmandrais et aux moulins, sur la route de Kouba, afin d'éviter les contours de Mustapha par la colonne Voirol.

Ce lieu est malheureusement célèbre dans nos annales par l'horrible assassinat de M. Munier, de madame Pigal, de ses deux filles et d'un enfant ; la maison où ce meurtre a été commis est à une courte distance de la route, on ne manque pas de la montrer aux voyageurs ; elle est occupée aujourd'hui par la gendarmerie.

Après avoir traversé l'étroite vallée, la route monte au sud, et on trouve le chemin de Birmandrais à Tixerain. Ce chemin passe dans un pays très-boisé et productif ; en continuant la route de Birkadem, on laisse la manutention à droite de Birmandrais.

Ben-Siam est une ancienne maison mauresque convertie en caserne de cavalerie ; elle est à gauche de la route, et le chemin du camp y passe, elle est entourée d'un fossé palissadé ; il y a un abreuvoir, et l'air y est fort pur. La garnison cultive des jardins dans les environs. Un peu avant d'arriver à Ben-Siam, on trouve le chemin de Kouba dont nous avons parlé.

Birkadem, à 11 kilomètres d'Alger, est le chef-lieu d'une commune ; ce point, dont l'importance augmente chaque jour, va devenir un bourg. Le domaine y a de grandes propriétés, des lots viennent d'y être vendus pour l'établissement d'un fort village. Sur un mamelon à gauche est le camp ; les habitations sont sur la route dans la vallée. On y voit une petite église nouvellement livrée au culte, une belle fontaine dont le fronton est orné de deux colonnes à chapiteaux ; derrière se trouve un café maure en grande réputation parmi les Arabes. Le terroir est des plus fertiles et convient parfaitement aux arbres et à la vigne. Entre autres arbres, on remarque des châtaigniers, assez rares en Afrique, des cerisiers, enfin de nombreuses espèces d'arbres fruitiers. La route de

Blida par la plaine traverse la grande place ; ce charmant endroit est plein d'avenir.

En sortant de Birkadem , à droite, on trouve le chemin vicinal du camp de *Tixeraïn* que l'on aperçoit bientôt ; du camp le chemin se continue, passe à l'ancien *Tixeraïn*, joint le chemin de *Birmandrais* et forme un embranchement avec la route de *Cadous* et celle de traverse qui conduit à l'*Achour*, nouveau village à l'ouest dont nous donnerons la description. Cette dernière route est en quelque sorte le prolongement du chemin qui prend naissance à la colonne *Voirol* ; à 2 kilomètres et demi de l'embranchement précité, il en rencontre un autre menant à *Draria*, lequel se réunit à la route de *Saoula*, autre nouveau village. *Tixeraïn* est un camp très-bien bâti et très-fortifié ; il protège de ce côté le massif peuplé de fermiers maures.

En repartant de Birkadem, nous suivons la route royale au sud ; près du chemin de *Tixeraïn*, on rencontre la route directe de *Saoula* ; alors on descend le Sahel laissant sur la droite l'ancien camp des *Figufers* et une redoute. Nous remarquons aussi à droite, et plus loin, la redoute de l'*Oued-el-Kerma* et le chemin de la ferme modèle à Birkadem. A gauche, à 3 kilomètres de ce village, le chemin est tortueux et arrive à la ferme au travers des broussailles qu'il parcourt pendant une heure. La route de Birkadem se termine au pont maure en pierre de l'*Oued-el-Kerma* ; de ce point part également une route montant à la ferme.

La route qui conduisait à l'ancien établissement français de l'*Arba*, commence au pont de l'*Oued-el-Kerma*, à gauche de la ferme du baron *Vialar*. Elle traverse d'abord un pays marécageux et court à travers la plaine jusqu'à l'ancien camp abandonné sous le gouvernement de M. le maréchal *Valée*. Elle desservait nos riches établissements agricoles du *Beni-Moussa* et conduisait aussi aux deux villages d'essais de *Ben-Quarlous* et de *Ben-Seman*.

La ferme modèle ou expérimentale est située sur le versant du Sahel, dominant la plaine de la *Mitidja* au nord ; à ses pieds pour ainsi dire, coule l'*Arrach*, et ses gras pâturages s'étendent le long de cette rivière. Quant aux terrains environnant la ferme

proprement dite, ils sont broussailleux, ne laissant que quelques petites flaches pour la culture. Néanmoins la terre en est de bonne qualité et ne demande qu'à être défrichée et cultivée.

Ses bâtiments sont vastes et ont été restaurés et changés à diverses reprises ; elle forme un long carré et renferme une vaste cour et des écuries considérables ; les constructions sont établies du côté de la Mitidja ; un chemin de la Maison-Carrée y aboutit , mais il est fort mauvais et n'est plus qu'un sentier. La ferme modèle a changé souvent de destination, sauf celle d'être une ferme expérimentale, qualité qu'elle n'a jamais eue. Dès 1831 le général Clauzel avait institué cette ferme dans le but de servir aux agriculteurs pour des applications tentées ; malheureusement les événements ne lui ont pas permis de mettre à exécution cette utile pensée ; la ferme modèle est purement et simplement une caserne et un poste avancé.

ROUTE D'ALGER A MÉDÉA

PAR LE FORT L'EMPEREUR, ELBIAR, DÉLY-IBRAHIM, DOUÉRA, OULED-MENDIL, BOUFARIC, NÉRED, ELIDA,

La partie qui joint la route de la Maison-Carrée , près de la porte Bab-Azoun, est le premier ouvrage important de ce genre dû au duc de Rovigo. Cette belle route a été commencée en 1832, et toute l'armée y a travaillé ; elle rectifie l'ancien chemin pierré qui servait aux Maures et aux Arabes, et qu'on retrouve en quelques endroits près des remparts et devant la porte Neuve. Ce chemin n'était pas praticable pour les voitures ; mais les habitants , avant l'occupation , ne s'en servaient pas, les fardeaux les plus lourds étaient transportés à dos de mulets ou de chameaux. Cependant, quoique cette route soit admirablement établie, les conducteurs de voitures publiques préférèrent prendre celle de Bab-el-Oued, qui les oblige à un détour assez long, mais qui a sur la première l'avantage d'être moins rapide et d'avoir des coudes moins prononcés.

L'accroissement continu de la population européenne, et la répugnance qu'elle éprouve à se fixer sur la montagne, a fait déborder la ville sur les deux seuls côtés où se trouvent des terrains

à peu près unis et accessibles. C'est surtout vers le faubourg Bab-Azoun que le mouvement a été remarquable. Le chemin d'Alger à la plaine de Mustapha passe maintenant entre deux rangées de maisons qui se sont bâties avec une rapidité qui tient du prodige. Un quartier considérable s'élève comme par enchantement au-dessous de la route du fort l'Empereur. Pour faire place à ce flot incessant que l'Europe verse sur l'Afrique, on s'est décidé à reculer l'enceinte, qui passera dorénavant par les forts Bab-Azoun, de l'Empereur, etc. Ce nouveau tracé fait gagner un terrain considérable; et cependant, si l'accroissement de la population continue dans les mêmes proportions pendant quelques années, il ne tardera pas à être insuffisant. Alger, avant peu, s'étendra jusque dans la plaine de Mustapha.

Au commencement, à gauche, est la rue de l'Abreuvoir, nouvellement percée, et à quelque distance, la grande rue de Bab-Azoun ou de l'Aqueduc qui n'est pas achevée, mais dont la beauté et la largeur sont déjà remarquables; elle aboutit par un angle obtus à la grande route, et formera la plus belle promenade de la ville; elle sera plantée d'arbres à rangées doubles dans des carrés où seront aussi des fontaines. A droite, les constructions le disputent aux cimetières dont cette côte pittoresque était couverte naguère; elle n'est pas boisée, mais il y pousse une si grande quantité d'aloës qu'elle paraît toujours verte et qu'elle prend l'aspect d'un bois quand cette plante à longues tiges fleurit.

La route monte en circuit jusqu'au-dessus de la Casba où elle rencontre la deuxième partie contournant la ville en sortant de la porte Bab-el-Oued, entre le jardin des condamnés militaires et l'esplanade qu'elle sépare. Cette route, à l'ouest, aussi magnifique et plus fréquentée des voitures, a été construite sur les dessins de M. Prus, ingénieur en chef des ponts et chaussées. A sa naissance elle s'embranché avec les routes du Dey, de la Pointe-Pescade qui longe le rivage de la mer et le chemin des carrières. A son sommet elle divise les deux corps de bâtiments destinés à l'hôpital militaire qui se construit à la Casba et qui pourra contenir plus de 1,200 lits. De tous ces points le panorama le plus majestueux se développe, le spectateur a la mer en face, la ville et le port à droite, à gauche l'ancien palais de plaisance du dey, le Bouzaréa avec sa verdure et ses environs champêtres, le fau-

bourg Rab-el-Oned, et à ses pieds le somptueux jardin des condamnés.

Ces deux parties de route se réunissent un peu au-delà du *Stagarin*, grande maison, servant de caserne à l'artillerie ; puis elle se dirige au sud en passant devant le fort l'Empereur.

Fort l'Empereur. — La construction de ce fort remonte au *xvi^e* siècle. Pendant sa malheureuse expédition de 1541, Charles-Quint avait établi sa tente impériale au haut d'un morne qui dominait Alger. Après la retraite des Espagnols, *Muley-Hassan*, qui gouvernait la régence au nom de la Porte-Ottomane, voulut mettre cette position importante à l'abri d'une nouvelle tentative et y fit élever un château que les Maures désignèrent d'abord par le nom de son fondateur *Bordj*, citadelle, *Muley-Hassan*. Plus tard les Turcs lui donnèrent le nom de *sultan Calassi*, château du Sultan ou de l'Empereur, soit en l'honneur du sultan de Constantinople, soit en mémoire de la victoire remportée sur le sultan chrétien qui y avait campé. Lors de la prise d'Alger une bombe le fit sauter. On remarque encore la place de la batterie de brèche dressée par les Français, où furent reçus les envoyés du dey, porteurs de la capitulation, le 14 juillet 1830.

Le pays enchanteur que parcourt cette route royale jusqu'à Dély-Ibrahim est très-varié, et partout on aperçoit de belles maisons de campagne. Elle traverse *Elbiar*, qui n'est qu'une suite de constructions jusqu'au bivouac des indigènes ; viennent ensuite les riches propriétés de MM. B..., de Franclieu, Bary, etc., la caserne de cavalerie à Ben-Agnoun, les abreuvoirs, enfin Dély-Ibrahim. A droite est une multitude de chemins de déserte conduisant dans les propriétés riveraines et la route du nouveau village des *Chéraqas* où l'on rencontre l'ancienne route de Bouzaréa, une partie de la plaine de Staouéli, etc. ; à gauche le chemin vicinal de la colonne Voirol, conduisant à l'embranchement des chemins de Kouba, l'Achour, Draria, etc.

Le Sahel est admirablement percé de routes commodes et bien entretenues, auxquelles l'armée a travaillé ; c'est pour elle un titre de gloire qui, certes, n'est pas inférieur à celui de ses plus beaux triomphes.

C'est à *Dély-Ibrahim* et à *Kouba* qu'a été faite la première application du système de colonisation agricole en Algérie. Ce village a dépassé toutes les prévisions; c'est à peine si l'on peut y remarquer deux maisons-blockaus bâties par le gouvernement et destinées aux colons, tant celles qui ont été construites les surpassent en élégance. De loin, on n'aperçoit pas sans attendrissement le clocher de l'église catholique; le son des cloches rappelle la France, et les heureux habitants de ce bourg charmant nous font oublier un instant l'Afrique et ses déserts; c'est la patrie, c'est un village des environs de Paris; ce sont ses curieux et ses gendarmes.

Dély-Ibrahim est le chef-lieu d'une commune et une halte très-importante à 10 kilomètres $\frac{2}{3}$ d'Alger sur la route de Douéra et de Blida. M. de Rovigo y avait établi une colonie.

Son territoire est extrêmement fertile; mais il est glaiseux et demande à être fumé souvent; on y récolte des céréales et des fourrages de première qualité. Les habitants entretiennent un grand nombre de troupeaux. Les fermiers colons étaient pour la plupart des émigrants du Haut et du Bas-Rhin, aussi le culte est-il partagé; l'administration y entretient un curé catholique, en même temps qu'elle autorise un pasteur protestant à venir chaque dimanche y faire le prêche. Dély-Ibrahim était un camp avancé vers la plaine de Staouéli; les Arabes y ont exercé leurs brigandages et enlevé bien des colons et des bestiaux; pendant ces temps orageux, il n'était plus possible de cultiver les terres, et ce n'était qu'en courant de grands dangers que l'on récoltait le foin. Cependant ces causes de désastres n'ont fait que pousser au développement du village en augmentant la richesse de la population. Ne pouvant se livrer librement à la culture des terres, les colons sont devenus marchands et entrepreneurs de charrois.

On y trouve plusieurs auberges, notamment celle de la *Grande Halte*.

En s'avancant un peu devant le village, la vue s'étend magnifiquement sur la mer, dans le lointain, sur la tour de Torre-Chica, le lieu du débarquement des Français, et sur Staouéli, où les trappistes élèvent leur communauté; à droite et à gauche, sur Ouled-Fayet, la ferme Caron, les Chéragas et une verdure perpétuelle.

En sortant du territoire de Dély-Ibrahim pour continuer la grande route, nous entrons dans un pays couvert de broussailles;

là, plus de culture ; rien que des arbres réduits à l'état d'arbousiers, ne pouvant croître et détruits chaque année par les feux que les Arabes allument. Mais un intérêt plus important excite l'attention du voyageur ; ces lieux sauvages, qui semblaient être dévolus à jamais aux Arabes et aux bêtes féroces, sont animés par une jeune population européenne ; la colonisation va tout changer ; bientôt ces ravins affreux ne seront plus que de riches guérets, ces arbustes rabougris seront remplacés par des arbres fruitiers et productifs. On trouve des fontaines abondantes en certains endroits ; cependant l'eau manque dans beaucoup d'autres, et le sol a besoin d'être remué pour produire. Hâtons-nous de dire aussi que les essais tentés jusqu'ici pour découvrir des sources et creuser des puits ont été couronnés de succès.

Du côté gauche de la route, à certaine distance de Dély-Ibrahim, on trouve le chemin de l'*Achour*, dont on voit distinctement le village construit sur la pente d'une montagne comme Ai en Champagne ; je cite Ai de préférence, attendu que les coteaux de l'*Achour* conviennent essentiellement à la culture de la vigne. La Maison-Blanche, point intermédiaire entre Dély - Ibrahim et Douéra, a été longtemps un poste militaire qu'on ne pouvait franchir sans escorte ; mais la tranquillité dont nous jouissons en a fait disparaître les bastions, et les fossés en ont été comblés.

Baba-Hassen, à 4 kilom. de Douéra, est encore une création nouvelle de la direction de l'intérieur. Comme nous nous proposons de donner des détails sur chaque nouveau village, nous nous abstiendrons en ce moment de toute description.

Du côté droit se trouve la route d'Ouled-Fayet, qui mène à Saint-Ferdinand, à Maelma et à Sainte - Amélie ; au-dessus de la hauteur est l'ancien sentier de Coléah, et plus loin la vieille tribu de Douéra, dont le terroir est très-fertile. Cette position recevra d'ici à peu de temps, assure-t-on, une destination utile et applicable à l'extension du système agricole. De la route de Douéra on aperçoit la mer, Maelma et Sainte-Amélie.

Douéra est à 24 kilom. d'Alger ; c'est une ville qui s'accroît continuellement. Elle se divise en deux parties : l'ancien village commencé en 1835 et la ville nouvelle. Dès 1834, la route était

tracée jusqu'à Douéra, point très-important, parce que, dominant la Mitidja, il est une des clés du Sahel; de la redoute on contemple cette plaine étonnante, dont la végétation est si variée et si vigoureuse. Douéra était entouré d'un fossé pendant la guerre; aujourd'hui il est ceint d'un mur crénelé. Les casernes, la manutention, et l'hôpital militaire surtout, sont presque des monuments; quelques beaux jardins sont cultivés dans l'intérieur par la garnison à laquelle ils appartiennent. L'air y est fort pur et les maladies assez rares; néanmoins les environs sont couverts de broussailles et d'une culture aussi difficile que dispendieuse. La direction de l'intérieur y a construit des fontaines publiques; mais le manque d'eau ne s'y fait pas moins sentir pendant les grandes chaleurs. Une église y est en construction, et un curé y est établi depuis plusieurs années. Douéra est plutôt destiné au commerce et à l'industrie qu'aux laboureurs; il s'élève avec les conditions des grandes villes, et il deviendra assurément l'entrepôt des villages circonvoisins, de Boufaric, de Maelma et de Coléah; une foire annuelle y sera instituée certainement, et c'est à Douéra que se feront les transactions les plus avantageuses quand la plaine sera peuplée d'habitants. Cette ville est fort jolie; on y a ménagé des rues larges et ombragées d'arbres. Outre les casernes d'infanterie, le génie, l'artillerie et la cavalerie y ont des logements; cette garnison fait prospérer le commerce et décide de l'avenir de cette importante localité. La route de Maelma et de Coléah venant de l'ouest se réunit à Douéra avec celle de Blida, Boufaric, etc.; c'est le chef-lieu du district de ce nom. Le commissaire civil l'habite; il y a un état-major de place, un maire et un commandant des milices, une gendarmerie; enfin, toutes les autorités d'une grande ville. — Hôtel de la *Régence*, tenu par Perré. — Diligences tous les jours pour Alger et Blida.

A la sortie de Douéra, on laisse à gauche un groupe de maisons qui servent d'auberges aux rouliers, en continuant de monter au milieu d'un terrain inculte, très-déchiré et couvert entièrement de broussailles; quelques sentiers conduisant à des tribus éloignées aboutissent, à droite et à gauche, à la route. Au haut de la montagne, les regards plongent avec étonnement dans la plaine de la Mitidja, et c'est alors seulement qu'on est convaincu de l'é-

norme distance qui sépare le Sahel de l'Atlas. Avant d'arriver à Douéra, et en voyant les crêtes de ces montagnes s'élancer au-dessus du Sahel, il serait difficile de supposer une distance qui n'est pas moindre de 30 kilom. ; de ce lieu on distingue Boufarc, Beni-Méred et la citadelle de Blida.

En descendant la côte pour arriver à Ouled-Mendil, le terrain est plus accidenté, aussi broussailleux et plus déchiré encore ; à gauche, la route côtoie et surplombe un énorme ravin sur le revers duquel des ouvriers exploitent des carrières ; à droite, plusieurs vallons forment des gorges d'où s'élançaient naguère des Arabes embusqués. Malheur au voyageur qui s'aventurerait seul dans ces sentiers de traverse ; il était décapité ou traîné à Miliana. Des colons, des militaires isolés, des femmes furent enlevés ainsi.

Ouled-Mendil est à l'entrée de la plaine de la Mitidja, à l'endroit où la montagne cesse d'être rapide ; néanmoins la vue peut s'étendre au loin ; c'était une redoute très-fortifiée par la nature du lieu et par quelques ouvrages en terre. L'administration avait commencé des constructions avant la guerre ; ces constructions n'ont jamais été achevées, et ressemblent à des ruines malgré la solidité des murs et des voûtes ; on les utilise en ce moment pour un bâtiment destiné aux ponts et chaussées.

Dans quelque temps Ouled-Mendil sera un fort beau village ; la direction de l'intérieur le compte parmi ses établissements agricoles.

A Ouled-Mendil, la pureté de l'air est déjà viciée par les miasmes de la plaine, et pendant l'été les habitants sont sujets à la fièvre, qu'ils n'évitent qu'en émigrant à Douéra.

On y récolte beaucoup de foin, le terroir y paraît très-fertile, et ce dernier versant de la montagne n'est pas très-broussailleux ; la culture s'y fera d'une manière facile et productive. D'ailleurs Ouled-Mendil est un point de halte entre Boufarc et Blida, qui partagera sans doute la prospérité des autres villages routiers.

Une tribu arabe campe à droite de la route, et étend ses tentes jusqu'au marabout qui touche presque aux maisons ; à cet endroit on remarque un monument pieux, monument de gloire renfermant des dépouilles glorieuses. Un détachement d'artilleurs a succombé à Ouled-Mendil, accablé par le nombre ; leurs restes ont

été recueillis par des frères d'armes qui les ont couverts d'une pierre sur laquelle on lit les noms de ces nobles victimes.

D'Ouled-Mendil, une pente douce conduit à la plaine ; cette partie de route est due au comte d'Erlon, qui l'a fait exécuter en 1834. Elle était très-dangereuse à parcourir, les Arabes s'établissaient dans les environs pour y préparer des embuscades ; ils s'échappaient par le ravin de Kakena, où il était difficile de les poursuivre ; plusieurs fois les commandants militaires furent dans la nécessité de brûler et de faire abattre les bois afin de démasquer cet endroit redoutable.

Au bas du Sahel, dans la plaine, la route traverse des marais ; cependant elle est si bien construite, qu'elle est praticable en hiver. De larges fossés la bordent et la dessèchent.

Plus loin, à droite, est l'embranchement de la route de Coléah par la plaine. Une ligne droite s'étend du pont du Chevalet que défend un blockaus entouré d'un fossé rempli par les eaux de l'Oued-Télata ; à côté est une maison servant d'auberge. Ce lieu est très-malsain, les eaux y croupissent et engendrent des miasmes pestilentiels pendant l'été. Il arriva qu'un jour, l'armée rentrant d'une expédition, le pont se rompit au moment où les blessés passaient ; ce fut une cruelle circonstance, car le temps n'était pas favorable. Ces pauvres soldats durent être transportés à bras jusqu'à la Ferme-Modèle. Ce dépôt précieux fut confié aux condamnés militaires, qui remplirent cette douloureuse mission avec un zèle et un dévouement dignes d'éloges. A 4 kilom. 1/4 du pont du Chevalet commencent les ponts de Boufaric, chemin tortueux autrefois, mais que la belle route de Blida a fait disparaître,

Boufaric, célèbre par son marché, est situé à peu près au milieu de la Mitidja. A gauche de la route on remarque quelques arbres et une ancienne habitation démolie en partie par les Arabes. Son territoire est très-fertile, et convient principalement aux plantations d'arbres : les peupliers du Nord et d'Italie y réussissent, les fourrages y sont très-abondants. Cette ville est le chef-lieu du district ; un commissaire civil y demeure, et une cure y est installée. Le camp est très-bien posé et passe pour être imprenable par les indigènes ; sa garnison se compose d'infanterie et de cavalerie ; il y a une manutention, un hôpital ; enfin il est

pourvu de toutes les choses utiles et indispensables à un grand établissement.

Avant l'installation du camp d'Erlon, Boufaric était le rendez-vous des Arabes de la plaine et des Hadjoutes en particulier; dès l'année 1832, ils conspiraient sous l'influence d'un marabout très-vénéré; le duc de Rovigo les battit et les dispersa. Lors de l'excursion du général Bonnet à Blida, ils assassinèrent des cantiniers qui suivaient l'armée; enfin les défilés, fermés par les circuits d'un chemin tortueux, servaient de moyens d'attaque à ces malfaiteurs. Aujourd'hui Boufaric est entièrement dégagé; il doit sa sécurité à sa belle route.

La ville est devant le camp; plusieurs grands chemins y aboutissent. Elle a été d'abord établie sur une trop grande échelle; il en est résulté que les maisons, élevées par différents acquéreurs de lots, sont beaucoup trop espacées les unes des autres. Les maladies ont aussi retardé ses progrès; cependant elle est destinée à être un jour l'entrepôt de la plaine, et nul doute qu'elle ne prospère quand l'assainissement de la Mitidja sera exécuté. Déjà le commerce des bestiaux et des chevaux y est considérable. Les Arabes y apportent des céréales et les différents produits de leur culture. C'est une ville d'espérance et qui attire l'attention du gouvernement.

En quittant Boufaric, de superbes lignes droites déterminent la route jusqu'à Méred; d'abord on découvre à gauche l'*Haouch-Chaouch*, grande et belle ferme sur le bord de l'un des bras d'Oued-Oscarin, en partie cultivé par des Arabes qu'emploie M. Grisoles, colon très-distingué par ses connaissances en agriculture, sa persévérance et son activité. Ce serait ici l'occasion de parler des richesses du sol de la Mitidja; car en effet il ne se montre nulle part aussi fertile; mais nous avons traité cette question en parlant de la Mitidja en général. Bornons-nous à constater les succès obtenus par les colons militaires établis à Beni-Méred, et dirigés si habilement par M. le lieutenant Montigny.

Méred, à 7 kilom. 1/4 de Boufaric, dépendant de l'ancienne tribu de Beni-Méred, est un village charmant construit par le génie militaire pour une colonie de soldats choisis dans l'armée, ayant encore un temps de service à accomplir; telles étaient les premières dispositions; mais elles viennent d'être modifiées, et il

a été décidé depuis que ce village rentrerait dans la catégorie des villages civils sous la direction de l'intérieur. D'après cette décision, M. Montigny, lieutenant commandant la colonie militaire de Méred, a été reconnu officier de l'état civil, chef de l'établissement agricole. Les soldats sous ses ordres ont obtenu, chacun à titre de propriété privée, les terres qu'ils avaient cultivées en commun; ils acquièrent ainsi, avec la qualité de colons civils, le titre de citoyen. Ces expérimentations eussent prospéré sans doute sur tous les points, si des hommes éclairés avaient toujours été choisis pour les diriger. Nous regrettons sincèrement que ce système, dont toute l'armée eût profité, et dont l'application eût été pour elle une juste récompense, n'ait pas reçu une plus grande extension. Les colons de M. Montigny ont défriché, dans une saison, près de 90 hectares de terre; ils en ont ensemencé une grande partie, et ils ont vendu pour 72,000 fr. environ des produits de leurs champs.

Les maisons élevées par le gouvernement sont sur deux lignes parallèles, et tout le nouveau village est entouré d'un mur crénelé et flanqué de petites tours aux angles. On voit encore l'ancien blockaus de Méred et les anciennes baraques que des aubergistes avaient bâties autour et sous sa protection; des constructions plus solides et plus élégantes commencent à s'élever et les remplaceront totalement bientôt. Ce sera la place du bourg, car Beni-Méred deviendra quelque chose de plus qu'un village, tant sa position est avantageuse. Autrefois, et même du temps où il n'y avait qu'un simple poste, Méred passait pour être malsain, et l'on redoutait les maladies; depuis l'implantation de la petite colonie, la santé des hommes s'est maintenue bonne. Cet essai prouvera, nous n'en doutons point, qu'au moyen de la culture, des plantations d'arbres et du travail, on vaincra les maladies qui ont jusqu'ici effrayé les colons.

Ne quittons pas Méred sans jeter un laurier, une fleur sur la tombe du sergent Blandon et de ses illustres et infortunés compagnons; tout le monde connaît ce trait d'héroïsme et de courage; c'est près de Méred, avant d'y arriver, que ces valeureux soldats ont résisté à une multitude d'Arabes qui ne réussirent pas à les intimider et à les décider à poser les armes. Blandon mourut en s'écriant : *Amis, défendez-vous jusqu'à la mort*; le voya-

geur se découvrira devant le monument que la reconnaissance nationale va ériger incessamment sur la place de Méréd. On montre aux étrangers l'endroit où fut livré ce combat digne de figurer à côté des plus beaux faits d'armes de l'antiquité; il paraît étonnant à tout le monde comment les Arabes n'ont pu entamer une si petite troupe dans cette campagne découverte, et comment ils y ont perdu tant des leurs. C'est que le courage ne calcule pas, et que l'intrépidité tient lieu du nombre : l'histoire l'avait déjà inscrit sur un drapeau français.

La route en ligne droite de Boufaric à Méréd se brisait au-dessous du village; elle traversait le grand ravin nommé ainsi par convention, sans doute, car il ne ressemble pas du tout à ceux du Sahel et de l'Atlas; c'était un casse-cou formé par l'oued *Beni-Aza*; ce ruisseau conservait de l'eau la plus grande partie de l'année, et il eût été indispensable d'y construire un pontceau. La route était encaissée dans cet endroit, très-dangereux pour les voyageurs; plusieurs assassinats y ont été commis sans qu'on ait pu arrêter les coupables; il était fort redouté et les terrains voisins, couverts de broussailles, assuraient la fuite des malfaiteurs. L'administration vient de faire rectifier cette route; on en construit une fort belle, correspondant à la ligne droite partant de Boufaric. Cette rectification s'opère à quelques centaines de mètres de Méréd, elle offrira le précieux avantage de faire éviter le grand ravin, de manière à rendre libre la vue de tous les points de la nouvelle route.

Plus on approche de Blida, plus le voyageur éprouve d'admiration en voyant ce pays magnifique; en apercevant à gauche les pentes basses de l'Atlas, couvertes d'arbres fruitiers, de haies d'arbustes, pourprées de fleurs au printemps et plantées de vignes; le ciel bleu au dessus des montagnes augmente le pittoresque de ces vallons merveilleux, dorés par les fruits des Hespérides. A droite, nous laissons l'emplacement de la nouvelle ville, grand carré entouré de murs déjà en ruines, dans lequel jamais maison n'a été construite; c'était cependant sa destination, et Blida devait y être transporté. Ce projet fut conçu en 1825, après le tremblement de terre qui ruina cette ville et la renversa presque de

fond en comble ; ses habitants, craignant d'être ensevelis sous la montagne qu'ils croyaient voir s'écrouler , résolurent de la reconstruire plus en avant dans la plaine et ils commencèrent les travaux par la construction d'un mur crénelé. Soit que la peur eût cessé après le danger , soit que les événements politiques eussent fait avorter le projet , il n'y a eu qu'une partie du mur de bâtie, et l'ancienne ville a conservé sa position sur l'Oued-el-Kébir, ainsi que sa population devenue moins timorée.

A quelque distance de cette enceinte, le maréchal Valée avait construit un camp (le camp inférieur) ; aussitôt des habitants civils, des commerçants vinrent s'y établir. Tout porte à croire que, sans la guerre qui éclata en 1839, ce point serait devenu un fort village ; M. Valée craignait qu'en occupant de suite la ville de Blida, la population d'Alger ne s'y portât en masse, tant on vantait les délices des environs. Il avait donc résolu de conserver la ville arabe et de préparer deux établissements européens : un camp supérieur et un camp inférieur, commandant la ville. La guerre et l'émigration des habitants ont décidé de l'occupation définitive de la ville , et les projets du maréchal Valée ne s'en exécutent pas moins. Les villages de Montpensier et de Joinville s'élèvent sur ces emplacements.

Blida est assis sur un terrain plat et sans accidents, et dominé au midi , sur la moitié de son développement , par les masses hardies et superposées de l'Atlas, dont le pied commence à quelques centaines de mètres. En face , la montagne forme un vaste demi-cercle, se déploie en amphithéâtre, et verse, tout autour de la ville, les eaux de l'Oued-el-Kébir qui arrosent et fertilisent une grande partie du territoire. C'est à l'abondance de ces eaux, habilement distribuées, que Blida était redevable de la belle et riche forêt d'orangers au milieu de laquelle cette ville se tenait, pour ainsi dire, cachée ; magnifiques plantations que la guerre a sacrifiées en grande partie, et que la paix ne rétablira que difficilement.

Adossé au massif de l'Atlas, Blida, du point élevé et central où il se trouve, offre un des plus beaux spectacles que la nature ait créés. Le regard embrasse de là une vaste étendue de la Mitidja. A l'ouest il plonge et se perd dans les profondeurs de la

plaine des Hadjoutes, et va s'arrêter sur les montagnes voisines de Cherchel ; du même côté se développe, avec ses mille accidents, toute la ligne de l'Atlas, dominé çà et là par les crêtes qui fuient dans la direction de Miliana. En face, et sur une étendue considérable, l'horizon est borné par les collines du Sahel. La montagne du Chénois qui cache le port de Cherchel, le tombeau de la Chrétienne, au pied des collines le lac Eloula, plus loin, la vue de la mer à travers la coupure du Mazafran, plus loin encore, Coléah, Douéra, Boufaric, enfin Blida lui-même, avec tout son luxe de végétation, forment les principaux détails de cet immense et riche panorama.

On ne trouve à Blida aucune trace de travaux antiques. La tradition locale fait remonter son origine à l'époque de la conquête turque, et lui donne pour fondateurs une famille de marabouts. Les tombeaux très-remarquables et très-vénérés de ces personnages existent encore aujourd'hui dans un village situé à une heure de distance dans la montagne, près de la source de l'Oued-el-Kébir. Quoi qu'il en soit de cette tradition, Blida, grâce à son heureuse situation, à son territoire fertile, à son climat salubre, est devenu promptement l'une des villes les plus importantes et les plus riches de l'intérieur. En 1825, époque du tremblement de terre qui renversa cette ville en grande partie, dispersa ou fit périr plus de la moitié des habitants, la population s'élevait de quinze à dix-huit mille âmes.

La ville, entourée d'une muraille de terre, était bâtie en pisé blanchi à la chaux ; les habitations étaient couvertes en terrasses et assez commodées. Elles se composaient généralement d'un rez-de-chaussée formé de plusieurs appartements, avec une cour intérieure au milieu, ornée fréquemment d'une galerie et plantée d'un ou plusieurs orangers. La ville renfermait un assez grand nombre de fontaines publiques, plusieurs bains maures ; les édifices religieux étaient un très-petit nombre.

Blida était pour les Arabes la ville du luxe et des plaisirs ; aujourd'hui encore, malgré l'occupation française et les changements rapides que cette occupation entraîne après elle, les fêtes se continuent toujours, et sont, pour ainsi dire, permanentes dans la population indigène. Cette ville était en même temps un grand centre qui mettait les populations de l'intérieur en con-

tact avec la côte, et où venait aboutir presque tout le commerce d'une grande partie de la plaine, de la montagne, de la province de Titteri et même du haut Chélif. L'industrie locale avait également beaucoup d'activité; moins luxueuse que celle d'Alger, elle s'appliquait particulièrement à l'utile. Sous ce rapport, l'industrie européenne, appelée à la remplacer, ne pourra peut-être la surpasser que par la perfection de ses procédés. Les eaux de l'Oued-el-Kébir, habilement ménagées, faisaient mouvoir, dans un espace de moins de 4 kilomètres, une quinzaine de moulins à blé. Leur rétablissement rendra bientôt à Blida son industrie principale. Blida avait aussi des teintureries et des tanneries assez renommées; la préparation du maroquin, la fabrication d'articles d'habillement, de chaussure, d'équipement, d'harnachement, d'instruments aratoires et d'un peu de quincaillerie complétaient le cercle de son industrie, à laquelle on doit ajouter encore son horticulture savante, dont une partie des produits servait à l'alimentation d'Alger.

Ces deux dernières années ont été, pour Blida, une époque de renaissance. La soumission des tribus, en ramenant la sécurité, a donné tout à coup à la ville, jusque-là sans mouvement, une physionomie, une animation toutes nouvelles. Les grands travaux commencés par l'administration de la guerre ont redoublé d'activité. L'enceinte de la ville a été agrandie; des casernes pour une forte garnison, un hôpital militaire, des magasins de vivres, un parc aux bœufs ont été construits; d'autres travaux de ce genre se continuent. L'administration civile n'est pas restée en arrière: dès 1842, un nouveau plan de la ville était arrêté; des fontaines et des égouts étaient construits dans presque tous les quartiers. Aujourd'hui des places sont établies; des rues nouvelles, coupées à angle droit, se percent et animent des quartiers autrefois isolés et sans mouvement. Excitée par le besoin impérieux de se loger, et par le prix très-élevé des loyers, la population civile a mis elle-même la main à l'œuvre avec une activité extraordinaire, qui va s'accroître encore, maintenant que la spéculation, déjà resserrée à Alger, se porte sur Blida avec ses capitaux, son esprit actif et aventureux.

A l'extérieur, d'importants travaux s'exécutent pour le rétablissement des irrigations et la restauration des orangeries; les

propriétés se réparent , de nombreux jardins sont en culture et suffisent déjà à la consommation locale.

La ville , presque dépeuplée les années dernières, renferme aujourd'hui plus de cinq mille habitants, sans compter les troupes de la garnison. La population européenne est forte maintenant de plus de 1,800 âmes.

Dans le même laps de temps , toutes les professions et les industries utiles que le pays réclamait, se sont établies.

Le commerce a déjà jeté à Blida de profondes racines, mais il doit avoir des ramifications immenses dans l'avenir ; autrefois le marché était très-bien approvisionné par les Arabes qui venaient y vendre des bestiaux, des chevaux, des cuirs et des laines. Cette branche a un peu souffert par l'éloignement de la population indigène ; cependant il est impossible que cette ville cesse d'être le point central du commerce arabe , et il est à présumer que dans quelques années ce marché sera le rendez-vous des caravanes de toutes les parties de l'Algérie et du désert en avant de Boghar ; d'ailleurs, Médéa et Miliana lui offrent déjà de précieux débouchés.

On trouve à Blida des hôtels confortables, des restaurants, des auberges ; parmi les nombreux cafés, nous citerons le café d'Orléans, sur la place d'Armes, tenu par *Auger* ; il est décoré avec autant de luxe que de goût, et les objets de consommation y sont très-bons.

Blida est à 51 kilomètres d'Alger , à 14 de Boufaric ; les routes de Médéa et celles de Miliana et de Cherchel partent de cette ville.

ROUTE DE BLIDA A MÉDÉA

PAR LA VALLÉE ET LE COL DE TENIAH.

On sort de Blida par la porte de la citadelle ; à gauche coule l'Oued-el-Kébir ; à droite on passe devant le bois Sacré, le camp supérieur, et l'on parvient à la *Chiffa*, que l'on passe à gué un peu au nord du confluent de l'Oued. De ce point la route suit le

lit de la rivière, dans la gorge profonde où elle coule, jusqu'au-près de Médéa; alors la route monte un plateau et arrive à la ville par l'ancien aqueduc.

Cette route vient d'être rectifiée, car elle n'était praticable qu'en été, pendant les basses eaux de la rivière, qu'il fallait passer nombre de fois; l'administration construit des ponts et creuse la montagne qui deviendra moins difficile à gravir, et l'on évitera de traverser aussi souvent le lit du torrent. Son aspect est des plus sauvages et suffirait déjà à inspirer de la frayeur, sans de récents et douloureux souvenirs. Partout des rochers à pic infranchissables, dégarnis de végétation, et sur lesquels les aigles et les vautours planent continuellement, et à leur base, des arbres au feuillage d'un vert foncé, que le rétrécissement de la vallée assombrit encore; dans les premiers temps des troupes de singes suivaient les convois; ces animaux paraissaient surpris qu'on pût hanter leurs demeures. Leurs cris, le bruit des eaux tombant en cascades, la certitude du voisinage des bêtes féroces, la crainte des Kabiles, et les récits des assassinats commis sur cette route, concouraient à jeter la terreur dans l'âme du voyageur, qui ne se hasardait jamais seul par ces chemins dangereux. Aujourd'hui c'est une route agréable, et chaque jour les alpestres rochers des environs retentissent de nos chants joyeux et patriotiques; les Kabiles offrent l'hospitalité aux touristes et les guident; le citadin de Blida va tranquillement à Médéa pour ses plaisirs ou ses affaires; si la nuit le surprend en route, il est certain de recevoir bonne réception dans la tribu d'Ouzra, où, moyennant un prix modéré, il pourra souper convenablement, si toutefois il est exercé à l'art culinaire.

Les aspérités du col de Teniah, la difficulté de sa pente, avaient engagé l'autorité à ouvrir une route par cette vallée; mais les événements politiques en retardèrent l'exécution. Un corps d'armée, sous les ordres du général Changarnier, y fit une exploration, et la route fut définitivement ouverte en 1842, lorsque nos victoires nous eurent fait pénétrer dans ces régions si terribles, qu'il n'aurait fallu que quelques hommes résolus pour nous faire repentir de notre témérité.

Après le passage de la Chiffa, la route suit à l'ouest, dans la plaine de la Mitidja, jusqu'à l'*Haouch-Mouzaïa*, ou ferme du bey

d'Oran. Il y avait dans cet endroit une petite tribu que nous trouvâmes jouissant d'une singulière prérogative : elle se prétendait neutre par droit et accessible à tous les partis, les plus forts bien entendu ; quand nous nous approchions d'elle, elle détachait bien vite des envoyés qui avaient soin de se prévaloir de ce privilège ancien et authentique ; il paraît cependant que le fanatisme et la guerre sainte lui ont rendu la conscience plus susceptible. Les environs étaient bien semés, et le pays fertile.

La route de Miliana se continue à l'ouest, mais celle de Médéa tourne aussitôt au sud, à partir de la ferme du bey d'Oran ; alors le pays devient affreux ; il est planté de gros arbres, d'oliviers principalement, de hautes broussailles ; il est horriblement déchiré par des ravins profonds et multipliés. L'horreur réside dans ces lieux ; on ne saurait les contempler sans frémir : on a devant soi la montagne boisée à sa base, mais chauve à son sommet ; un chemin circule autour d'elle, c'est le col ou passage du Teniah.

Le *Teniah* doit son nom à l'ancien chemin qui était si étroit et si encaissé entre deux rochers parallèles qu'il était impossible à plusieurs hommes de le passer de front. Le col, dans cet endroit, est entouré de mamelons qui le dominent, et du haut desquels il est facile de tirer à coup sûr et même de faire rouler des pierres sur les assaillants. Autrefois on ne montait au col que comme à un assaut ; les Kabiles et les Mouzayas, peuplades très-féroces, le défendaient avec acharnement et s'embusquaient sur les mamelons pour tirer sur nos soldats ; on en a vu même qui les tiraient par leurs sacs afin de les précipiter dans le ravin ; nos braves ne pouvaient guère se défendre, étant obligés de marcher un à un, et de toujours courir pour traverser le passage et se former au delà. Nous conserverons longtemps le souvenir amer de la retraite de Médéa, par le général Berthezène, en 1831, époque funeste, qui nous a coûté tant de sang et de larmes.

Au commencement de 1836, le maréchal Clauzel s'étant emparé du col, que défendaient vaillamment les Mouzayas, il y fit exécuter une route si praticable que les batteries montées arrivèrent au-dessus du col.

En 1840, le maréchal Valée prit plusieurs fois le col ; ne pouvant conserver ce passage à moins d'une forte garnison, nous l'a-

bandonnions ordinairement après notre retour de Médéa, et il n'était gardé que pendant la durée de la marche du convoi; les Arabes revenaient aussitôt l'occuper. Abd-el-Kader le fit fortifier, il le croyait imprenable; cependant rien n'arrêta nos valeureux soldats, et le 15 mai 1840 il fut repris. Les ducs d'Orléans et de Nemours eurent la gloire d'arriver des premiers au sommet.

Le col n'est plus redoutable aujourd'hui; quand deux voyageurs le passent, ils s'entretiennent des hauts faits de notre armée sans s'occuper du présent, sachant bien qu'ils ne courent aucun danger pour eux-mêmes. Le col du Teniah n'est plus qu'historique. Cette montagne est à 960 mètres au-dessus du niveau de la mer, et Médéa à 920 mètres. Aussi, en quittant le bois des oliviers, ancien bivouac de nos troupes, la route est-elle très-douce jusqu'à la ville. De la ferme des Mouzayas au col on compte 12 kilomètres, et du col à Médéa 14 kilomètres 1/2. La route passe devant le mont *Hakhla*, qui a 1,120 mètres au-dessus du niveau de la mer. Le *Nador*, et autres montagnes célèbres par nos combats, laissent entre eux des ravins profonds.

La ferme des Mouzayas a été occupée, pendant les expéditions, par les condamnés militaires que commandait le colonel Marengo. Ils se sont toujours très-bien conduits devant l'ennemi, et ont rendu de grands services en rapportant nos blessés.

Médéa. — Cette ancienne ville est située dans une position très-avantageuse, et deviendra considérable si l'on peut raisonnablement lui assigner à l'avance ses destinées futures, en se basant sur l'importance de la colonie française en Algérie, qui va chaque jour en s'augmentant. Cette ville est un lieu intermédiaire entre nos possessions du nord et du désert; c'est à Médéa que se rendront d'abord les caravanes des pays lointains, et ce grand marché étendra ses ramifications jusqu'à Constantine. Boghar est un avant-poste de Médéa, et indiquera la route, car Boghar n'est pas placé pour arrêter les Arabes commerçants quand ils viendront nous vendre leurs précieuses denrées; ils se réuniront à Médéa, qui est appelé à jouir du monopole exclusif du commerce d'importation pour la province d'Alger, comme Mascara le sera pour celle d'Oran, comme le deviendra Constantine.

En 1830, le général Clauzel ayant reçu une députation des

habitants de Médéa, quoique tous Coulouglis, résolut d'occuper militairement la ville, afin de préparer le gouvernement de la France dans ces riches provinces. Il s'y rendit avec une armée, et après s'être assuré des dispositions des Coulouglis, il y laissa trois bataillons qui occupèrent aussi la ferme du bey, près de la ville ; mais à peine le général était-il de retour à Alger que les Arabes de Millana et les Kabiles des montagnes vinrent attaquer Médéa. Les Coulouglis nous restèrent fidèles et se battirent presque journellement ; nos bataillons se maintinrent et ripostèrent vigoureusement aux attaques des assaillants. Malheureusement les vivres manquèrent, et l'on fut très-heureux, dans la détresse, de trouver des provisions d'une espèce de biscuit dans des magasins que l'on avait négligé de visiter. Cependant des Arabes se dévouèrent et vinrent à Alger prévenir le général de ce qui se passait à Médéa. Aussitôt le général Berthezène part à la tête d'une colonne et arrive rendre la vie à nos braves bataillons, réduits à ne manger que de la viande. Tout le monde connaît la désastreuse retraite de Médéa. Le général Berthezène, qui y était parvenu sans trop de difficultés, trouva au retour le col occupé par les Arabes ; il fallait absolument passer un à un, aussi nous éprouvâmes tous les revers d'une retraite forcée.

En 1836, le maréchal Clauzel fit pousser une pointe jusqu'à Médéa, mais ne l'occupa pas ; ce n'est que le 17 mai 1840 que M. le maréchal Valée s'y installa pour ne plus se retirer, et depuis nous sommes restés maîtres de la ville. On la trouva entièrement ruinée, les Arabes l'avaient abandonnée après y avoir mis le feu ; cependant son admirable position la rendait encore forte, et nous en eûmes bientôt relevé les fortifications qui ne sont véritablement nécessaires que dans quelques endroits, tant la nature des lieux l'a rendue formidable.

Notre but n'est pas de retracer l'histoire des lieux que nous parcourons ; celle de l'occupation de Médéa serait longue si nous voulions citer les traits de dévouement, de patience et de philanthropie de la garnison et de ses chefs pendant les longs jours où la ville est restée bloquée. Cette héroïque garnison sut se procurer des ressources immenses dans l'enceinte même et aux environs à portée du canon de la place ; elle fit la récolte des raisins, des fruits des anciens jardins, et M. Laprevotte, aide-major, composa

une boisson supportable et salubre avec des prunelles cueillies par nos soldats. Cet estimable docteur organisait des services d'utilité, et il parvint à fabriquer des ustensiles de ménage dont on manquait. Nous avons lu avec le plus grand intérêt le rapport qui a été fait sur ses expériences utiles.

Médéa est devenue ville européenne, elle a été rebâtie par nos soins ; elle attend une population plus forte, et sa prospérité s'accroît chaque jour. On y trouve des hôtels et des cafés ; le voyageur est assuré de pouvoir s'y procurer toutes les commodités désirables. Le duc d'Aumale commandant la division a demeuré à Médéa, il a légué à ses successeurs son logement qu'il avait fait meubler avec un certain luxe ; cet exemple a encouragé les nouveaux colons qui bâtissent et s'installent. On y remarque un aqueduc très-ancien conduisant l'eau à la ville. Le terroir est fertile et convient à la vigne, l'air y est très-sain, mais un peu froid en hiver à cause de son élévation et du voisinage des montagnes ; il y tombe de la neige. La population se compose maintenant d'Européens, de Juifs, de Coulouglis rentrés depuis notre occupation ; le restant des indigènes a émigré. Un bras de l'*Oued-Meregan* passe à Médéa et ne forme qu'un petit ruisseau en été. Un chemin, qui sera une route bientôt, conduit à la tour d'*Houara*, à 1,214 mètres au-dessus du niveau de la mer. Ce chemin se prolonge dans différentes tribus et parvient à Boghar ; une autre route arabe conduit le voyageur à Miliana.

Médéa est à 76 kilomètres d'Alger, et à 26 kilomètres de Blida.

Boghar est à 60 kilomètres environ de Médéa ; il y règne continuellement des tempêtes occasionnées par sa situation élevée. Ce pays est boisé au nord, mais la végétation cesse en arrivant au désert dans lequel on ne trouve que des touffes de thym que mangent les gazelles.

Boghar est un établissement d'Abd-el-Kader que M. Bugeaud a détruit le 22 mai 1841. Nous y avons installé un camp qui deviendra une ville par la suite à cause du marché considérable de bestiaux, de moutons surtout, qui se tient, sur la limite du désert, à Bogharé, distant de 32 kil. environ de Boghar, au pied de la montagne, où coule une petite rivière, l'*Oued-el-Akroum*.

C'est à Boghar que nos malheureux prisonniers étaient enfermés dans des espèces de souterrains ou citernes, n'ayant qu'un trou au haut de la voûte servant de porte et de soupirail. On les descendait dans l'intérieur quand les Arabes ne les employaient pas à des travaux ; ils avaient pour nourriture journalière un peu de grain qu'ils étaient obligés de concasser afin de se substantier, l'espoir seul les soutenait et les a empêchés de se donner la mort que provoquaient d'aussi horribles tourments. Le génie a tiré partie de ces constructions et les a converties en manutentions, logements, magasins, etc.

C'est devant Boghar que le désert présente ces vastes solitudes où l'œil cherche en vain quelque chose qui ne soit pas du sable , quelque trace qui indique dans cette immensité un autre mouvement que celui imprimé par le simoun à ces ondes de poussière brûlante qui menacent à chaque instant d'engloutir un continent entier, et qui rappellent au voyageur qui contemple cet imposant espace, les vers où le chantre de Napoléon en Egypte décrit si poétiquement l'horreur du désert.

Solitude infertile où l'homme est seul debout !
 Cercle démesuré dont le centre est partout !
 Là, point de frais vallons où l'onde des collines
 D'un portique détruit caresse les ruines ;
 Point de ces verts abris où, sous un ciel d'airain,
 Au murmure des eaux s'endort le pèlerin :
 Du néant taciturne effroyable domaine !
 L'œil distingue parfois, isolé dans la plaine,
 Un palmier dont le sable étreint les derniers nœuds ;
 Des buissons de nopals aux rameaux épineux,
 Et les blocs qui, debout sur ces blanches savanes,
 Immobiles signaux, guident les caravanes.
 Souvent on voit passer sur l'horizon uni
 Une autruche pesante, au long cou dégarni,
 Qui, mêlée aux troupeaux des agiles gazelles
 S'éloigne en fatiguant ses impuissantes ailes :
 On croirait voir de loin, sur le sol découvert,
 Un Arabe à cheval qui fuit dans le désert.

.

A 20 kilomètres de Boghar, à l'ouest, les Arabes tiennent à

Kléka, un marché très-fréquenté et qu'il est de notre intérêt d'entretenir. Ce lieu conserve des vestiges d'une cité romaine qui a dû être puissante. Une partie de la montagne est un rocher conservant plusieurs entrées de voûtes et qui paraît avoir été creusé à l'intérieur ; quand on allume des broussailles à l'une de ces entrées, la fumée sort par les flancs de la montagne. Les Arabes n'en approchent jamais, car ils supposent qu'elle est hantée par des esprits malfaisants : à ce sujet ils racontent qu'un Arabe eut autrefois le courage de pénétrer dans une de ces cavités, il y resta six jours, et quand il reparut, il se traînait sur les mains et les genoux ; on eut beau s'empressez autour de lui, il ne put rien dire et il mourut presque aussitôt. Si cette aventure est exacte, nous pouvons en conclure que la ville romaine avait d'immenses souterrains, et que l'Arabe s'étant égaré dans leurs sinuosités, il est resté longtemps avant de revenir à l'endroit d'où il était parti et qu'il est mort de besoin et sous le poids des émotions qu'il éprouva en revoyant le jour. Ce lieu est peu connu et mérite d'être exploré.

ROUTE DE MILIANA.

La route de Miliana était tracée par Ouled-Lalleg, et commençait à Boufaric : nous suivrons cependant celle de Blida, d'où l'on part ordinairement. Après avoir passé la Chiffa, on continue dans la plaine de la Mitidja jusqu'au *Bou-Roumi* (rivière), que l'on traverse à gué au-dessous de la ferme des Mouzayas, et l'on côtoie presque de suite les versants des montagnes de l'*Affroun* jusqu'à l'*Oued-Ger*, dont on suit le ravin pendant trois myriamètres environ. Cette route est difficile et parcourt un pays très-accidenté et boisé, sur les limites des *Soumata* et des *Beni-Menacer*. Arrivé auprès du douar d'*Alouan*, la route se sépare de celle d'Oran, qui continue au-dessus des montagnes, courant à l'ouest, afin de gagner la vallée du *Chélif* ; celle de Miliana se dirige à droite, laissant à gauche l'*Oued-Riga*. Quelques beaux vallons bien verts permettent aux voyageurs de camper en apercevant de loin Mi-

liana, et de mesurer leurs forces avant d'y parvenir. Cette ville est bâtie sur le versant du mont *Zaccar*, à 900 mètres au-dessus du niveau de la mer ; la montagne qui la domine est elle-même élevée de 1,530 mètres au-dessus du même niveau.

Notre armée a pris possession de Miliana le 8 juin 1840 ; la population arabe, en l'abandonnant, avait brûlé et saccagé la ville, en sorte que les vainqueurs furent obligés de se construire des logements au milieu des ruines. La garnison resta pendant longtemps bloquée, et elle était journellement occupée à éloigner les maraudeurs qui essayèrent plusieurs fois d'enlever le troupeau d'approvisionnement. Malgré les rigueurs de l'hiver, très-rude à Miliana, nos braves soldats se conduisirent comme à Médéa, c'est-à-dire qu'ils firent preuve de résignation et ne se laissèrent pas décourager par les maladies et par l'ennemi qui, profitant de la position de la ville, et sachant le peu de monde valide que renfermait la place, vint faire la récolte des raisins et des fruits dans les environs couverts de jardins magnifiques et de riches vergers. Miliana est un point important et le chef-lieu d'une grande province dont le territoire, d'une admirable fertilité, nourrit un nombre prodigieux de troupeaux. Ses habitants étaient aussi fanatiques que cruels, ils se montraient continuellement hostiles aux Français. Abd-el-Kader affectionnait cette province, il campait ordinairement à côté de Miliana, qui était en quelque sorte le siège de son gouvernement. Cette ville possède une casba et est entourée d'un mur de fortification ; elle était commandée par un bey, et la province par un kalifa. Les tribus qui l'avoisinent sont puissantes, nombreuses et guerrières, mais soumises aujourd'hui. Le génie militaire y a construit de grands ouvrages ; il a taillé largement dans la pièce, en perçant des rues et en préparant des places. Miliana se rebâtit à la française, et dans quelques années il aura une grande importance : les casernes nouvelles et celles réparées peuvent loger cinq mille hommes ; nous y avons élevé des manutentions, un hôpital, des boulangeries, de vastes magasins ; enfin, tous les bâtiments nécessaires pour servir d'entrepôt.

Miliana est à 108 kilomètres de Blida. Une route conduit à Médéa, et une autre à Cherchel, par les Beni-Menacer ; cette dernière est très-montueuse.

Abd-el-Kader, nourrissant toujours la pensée de nous faire une guerre acharnée, avait, en juin 1838, fondé *Thaza*, à 48 kilomètres sud de Miliana, dans le but d'y établir un magasin central. Profitant du moment de repos que lui avait procuré le traité de la Tafna, il avait apporté tous ses soins à fortifier ce point, ayant obtenu du gouvernement français des mécaniciens, des fondeurs, des ouvriers en tout genre ; il y avait organisé des ateliers assez considérables, une poudrière, une fonderie de canon, une manufacture d'armes ; plus tard il y fit conduire ses prisonniers pour y travailler ; mais la guerre ayant recommencé, *Thaza*, abandonné, fut détruit par une de nos colonnes, le 24 mai 1841. Cette partie de l'ancienne Régence est susceptible d'une grande culture et produira d'abondantes récoltes quand des établissements européens y seront installés ; il y a beaucoup de bêtes fauves et féroces dans les environs.

Teniet-el-Haad est à 60 kilomètres sud de Miliana ; nous y avons formé un établissement qui est déjà en voie de prospérité ; le génie y a élevé des bâtiments nécessaires et des habitations civiles composant un petit village, dans lequel on ne remarque encore que des marchands européens et juifs ; cette position, à 40 kilomètres du Cersouf, est très-profitable au commerce, et un grand marché y sera ouvert incessamment. On parvient à *Teniet-el-Haad*, en traversant une forêt de cèdres, longue de 16 kilomètres et large de 8 à 12 : ces arbres sont de toute beauté et parviennent à une grosseur extrême ; une rondelle, coupée dans le tronc d'un cèdre, sert de table où peuvent s'asseoir jusqu'à neuf personnes. Le génie en a fait abattre un grand nombre pour ses constructions. Les Arabes des tribus voisines sont essentiellement voleurs. Le pays est très-boisé, en chênes verts principalement.

La vallée du Chélif, qui passe à 6 kilomètres de Miliana, commence près de Médéa et court à l'ouest. Elle est très fertile et large de 12 kilomètres (terme moyen). La rivière du Chélif la traverse, et de la ville on découvre un admirable pays.

ROUTE D'ALGER A CHERCHEL.

La route de Cherchel est encore très-peu fréquentée, car la mer offre des communications plus faciles et moins dispendieuses. Cependant il est à désirer que le gouvernement l'achève, les implantations sérieuses se décidant ordinairement par le voisinage des grandes lignes de communication.

Voici la route selon le projet qui en a été conçu. Elle va d'Alger à Boufaric, à Ouled-Lalleg et à la Chiffa; elle se prolonge au gué du Bou-Roumi, toujours à l'ouest, traverse *Ouled-Hamiden* sur l'Oued-Ger, ayant à droite le lac *Éloula-el-Kobour-Roumia*, ou le *Tombeau de la Chrétienne*, que l'on aperçoit de presque tous les points de la Mitidja et de fort loin en mer. Elle forme une belle ligne droite jusqu'à l'Arba sous Cherchel. A *Zaouia-Sidi-Embareck*, l'ancien chemin de Miliana formait un embranchement avec celui de Cherchel; il a été abandonné, et l'on ne suit plus que celui de la vallée.

A partir de l'Arba, la route côtoie tantôt les montagnes des *Beni-Menad*, et tantôt gravit des hauteurs escarpées; elle passe au gué de l'*Ouéd-Gouïma*, et après avoir dépassé les monts *Chénouan*, traversé divers ruisseaux, elle arrive à Cherchel. Le voyageur, en apercevant cette ville bâtie dans un pays délicieux, se sent soulagé, tant l'aspect sauvage de la route qu'il a suivie a dû le contrister; en effet, la route du Chenouan est affreuse, et il serait certainement permis de douter qu'on pût utiliser jamais ce pays si on ne l'explorait pas avec discernement. Cependant la terre est productive et la végétation immense; avec de tels éléments, la culture ne peut que prospérer.

Les environs de Cherchel sont aussi pittoresques que magnifiques: les fruits de toute espèce, les graminées, les légumes y viennent en abondance; Cherchel est un point central de culture, l'un des plus avantageux de la côte. Maintenant que la terrible tribu des Beni-Menacer est soumise, nul doute que notre exploitation ne s'étende et ne devienne fructueuse.

Cette ville a servi pendant longtemps de repaire aux brigands que la justice poursuivait; ses habitants étaient d'ailleurs fourbes, féroces et adonnés à la piraterie. En 1840, ils attaquèrent auda-

cieusement un navire marchand que le calme avait surpris devant Cherchel ; les marins n'eurent que le temps de se sauver dans la chaloupe. Le gouverneur général prit alors ses dispositions pour s'emparer de la ville, et, en attendant, les bateaux à vapeur de la correspondance d'Oran eurent l'ordre de la canonner. Lorsque nos troupes en approchèrent, elle était évacuée entièrement. Nous n'y trouvâmes que deux vieillards, une femme et un enfant. Les habitants s'étaient retirés dans les montagnes voisines.

En janvier 1841, M. le gouverneur y organisa une colonie, et le génie y a construit de grands ouvrages d'établissement. Cette ville est très-ancienne et conserve un grand nombre de ruines romaines, parmi lesquelles on remarque un hippodrome, des bains, des vestiges de temple, de caserne, etc.

Comme nous l'avons dit, le territoire de Cherchel est riche et varié. L'émigration des habitants ayant été complète, l'administration a pu former les lots sans opposition ; quelques Arabes étant rentrés obtinrent grâce aux yeux du gouverneur général, mais la loi d'expropriation n'en subsista pas moins. Le port, ou plutôt la rade, est défendu par un îlot avancé dans la mer ; avec quelques ouvrages on le rendra bon, et il deviendra un port de commerce très-important ; le climat y est sain et les légumes délicieux, ainsi que les fruits. Le voyage d'Alger à Cherchel, par bâtiment à vapeur, se fait ordinairement en douze heures. En partant du port d'Alger, on passe devant la Pointe-Pescade ; on aperçoit les ruines de Tefessed et les îles Bedengels, etc.

ROUTE DE DOUÉRA A COLÉAH ET DE COLÉAH A FOUKA

PAR MAELMA.

Maelma n'est qu'à 6 kilomètres $\frac{1}{2}$ de Douéra en ligne droite ; mais, à cause des ravins qu'il faut tourner, la route est de plus du double. Elle commence à l'entrée de Douéra, se dirigeant à l'ouest en décrivant un grand contour au nord ; elle est assez mal entretenue et traverse un pays presque entièrement couvert de broussailles ; cependant elle est très-éclaircie près de Douéra.

Aux deux tiers du chemin, à droite, on passe devant *Sainte-Amélie* (autrefois *Ben Omar*), nouveau village construit par les condamnés militaires sous la direction de M. le colonel Marengo. Le voyageur ne peut qu'admirer cette superbe construction qui va donner la vie à des contrées désertes et sauvages. De ce point, la route monte à Maelma. Cependant nous remarquerons à gauche l'ancien poste de Kaladji, près d'une fontaine où nous établissons souvent une garde. C'est aussi là qu'aboutit la traverse de Douéra, suivie par les piétons et les cavaliers ; elle raccourcit la route de plus de moitié.

Maelma est un ancien camp militaire, aujourd'hui une colonie agricole située dans une position très-pittoresque, saine et agréable ; un point de vue magnifique s'étend sur la Mitidja, la plaine de Staouéli et sur quelques terrains qui seraient fertiles s'ils étaient cultivés. Maelma était l'ancienne garnison des zouaves, toujours placés aux avant-postes ; ils y ont laissé des souvenirs impérissables : c'est à eux que nous devons le débaillement des fontaines ou leur construction et un superbe jardin potager qui est continué avec succès et que l'on aperçoit de la route. Une de ces fontaines est couverte par une pyramide surmontée d'une boule, avec un écusson sur une des faces, représentant le coq gaulois, et dont l'inscription commémorative rappelle les travaux de ce corps et l'année où ils ont été exécutés. Des bancs de gazon entourent les fontaines, la plupart taillées dans des grottes ombragées par de grands arbres et des pampres qui y entretiennent une continuelle fraîcheur.

Ce petit camp est très-fortifié par sa seule position ; cependant le génie militaire a pourvu à sa défense par des travaux assez considérables. Quelques cantiniers établis en face dans des baraquements composaient la population civile. M. Bugeaud y institua une colonie militaire ; depuis, le projet a été modifié, et une population civile va y être appelée, aussitôt que M. Marengo aura bâti le village qu'il a l'ordre de commencer. C'est un lieu de halte très-important pour la surveillance. Il y a un bon puits et des eaux de source assez abondantes.

En sortant de Maelma, la route descend la côte. Ici le pays est affreux, déchiré en tous sens par les ravins et très-broussailleux ; ce n'est qu'en approchant du Mazafran, que l'on voit à gauche

de jolis vallons et de beaux arbres ; la route oblique un peu au sud pour rejoindre celle qui passe par la plaine au pont de bateaux que des pontonniers logés dans un blockaus sur la rive droite du petit fleuve entretenaient et surveillaient en hiver. Pendant l'été, on y passait la rivière à gué ; aujourd'hui, il existe un beau pont américain de 98 mètres de long sur 6 mètres de large. Ce pont se trouve à 8 kilom. de Maelma.

ROUTE DE COLÉAH PAR LA PLAINE.

A 3 kilom. d'Ouled-Mendil, on rencontre, à droite de la route de Blida, celle de Coléah par la plaine. Cette route est droite comme toutes celles tracées dans la Mitidja, elle borde des marais qui la rendent humide en hiver ; n'étant boisée que vers les abords du Mazafran, elle est monotone, et la chaleur y est excessive en été. On ne trouve aucune maison jusqu'au marabout de Sidi-Abd-el-Kader qui est en ruine ; seulement on voit à droite le Sahel couvert d'arbres et Maelma.

A 2 kilom. environ avant d'arriver au pont ou au gué du Mazafran, la route traverse un bois et un marais ; alors elle forme une allée très-agréable, bordée de larges fossés où poussent des roseaux élevés. Cet endroit rappelle un des plus tristes souvenirs de la guerre d'Afrique : une compagnie entière du 3^e léger, sortie de Coléah pour venir à la rencontre d'un convoi, y a été surprise, en 1840, par une masse d'Arabes hadjoutes. Le capitaine Morisot commandant le détachement fut blessé et fait prisonnier, plusieurs de nos braves furent massacrés et décapités, le reste fut entraîné en esclavage à Miliana. Cet échec terrible nous indigna contre les Hadjoutes, et depuis nous en tirâmes une éclatante vengeance ; malheureusement nous ne pûmes adoucir le sort de nos frères, qui souffrirent des tourments horribles. Ces infortunés ont été rendus lors de l'échange des prisonniers dont notre digne évêque, Mgr Dupuch, avait traité avec Abd-el-Kader.

**CONTINUATION DE LA ROUTE DE COLÉAH EN PARTANT
DU GUÉ OU LES DEUX ROUTES SE RÉUNISSENT.**

Après avoir traversé le pont à l'américaine, la route côtoie le Mazafran pendant 4 kilomètres, longeant les montagnes à droite. Le site est admirable et relevé par de beaux arbres; partout de gras pâturages et une végétation étonnante. Elle se joint avec une route projetée qui conduira à l'Oued-Lalleg, puis elle monte à Coléah.

Coléah, situé sur le revers méridional du Sahel, est bâti presque en amphithéâtre à la naissance d'un vallon qui aboutit aux vastes prairies qui forment le bassin du Mazafran.

Cette ville, sanctifiée par les Musulmans en raison du tombeau du marabout Sidi-Aly-Embareck, qui y habitait vers le xv^e siècle, a l'aspect le plus pittoresque. De toutes parts elle est entourée de massifs d'orangers, de citronniers, de grenadiers, de jardins d'où s'élèvent de gigantesques cyprés, au milieu d'une végétation toute tropicale, et qui l'environnent dans un rayon d'une lieue; ses petites maisons blanches, enchâssées dans cette verdure, de quelque point que l'œil les aperçoive, semblent placées au milieu d'une corbeille de fleurs.

Cette ville est composée, comme toutes les villes arabes, de maisons n'ayant pour la plupart qu'un rez-de-chaussée circulaire dont partie sert au logement des maîtres et l'autre à abriter les nombreux bestiaux que possède la population indigène. Cependant Coléah a plus d'air, plus de propreté que beaucoup d'autres centres de population barbaresque. Ses rues sont vastes, les maisons ont un certain alignement qui plaît et semble avoir été étudié, plusieurs cafés maures servent de réunion aux nombreux flâneurs de cette petite ville; celui qui se trouve sur la place El-Souck possède un bassin d'eau jaillissante; les fontaines de Coléah qui proviennent de sources situées à peu de distance des murs suffiraient aux besoins d'une population de 30,000 âmes, si les puits excellents dont chaque habitation est pourvue ne laissent en quelque sorte aux fontaines que le soin d'abreuver les bestiaux et d'arroser les jardins du trop plein de leurs eaux.

De toutes les maisons de Coléah s'échappent encore de la ver-

dure, soit que la vigne aux ceps vigoureux forme des dômes de feuillage préservant les habitants contre les chaleurs du jour, soit que des arbres odoriférants étendent leurs vastes branches sur les massifs d'habitations qui les entourent et entretiennent ainsi une fraîcheur inappréciable pendant les ardeurs du soleil.

Le principal monument de Coléah est la mosquée de Sidi-Aly-Embareck, le marabout, servant aujourd'hui d'hôpital militaire. Ce bâtiment construit au bas de la ville se fait remarquer par l'élégance de son minaret qui semble le disputer de hauteur avec un flexible et élégant palmier d'une élévation gigantesque que les chroniques musulmanes assurent avoir été rapporté de la Mecque par le saint marabout, et planté de sa main ainsi qu'un vieux et superbe cyprès qui s'élève du même massif de bâtiment.

Le tombeau de Sidi-Aly-Embareck, qui est une des curiosités de Coléah, est sous la garde d'un oukil qui l'entretient et sert de cicerone aux personnes qui vont le visiter. Ce bâtiment, jadis contigu à la mosquée qui sert d'hôpital, a été séparé par une cloison en planches jusqu'au jour où cette mosquée pourra être rendue au culte musulman.

Douze rues partagent la petite ville de Coléah, et de toutes ces rues la vue embrasse l'immense chaîne de l'Atlas et distingue ses profondes vallées et jusqu'aux fissures de ses rochers. Blida, Méréd, Boufaric, étalent leurs blanches maisons au milieu des immenses solitudes de la Mitidja, et le camp de Coléah, placé sur un mamelon en avant de la ville, dont les bâtiments ont été heureusement construits sur un plan qui rappelle un peu les châteaux royaux du XVIII^e siècle, forme, au premier plan de cet immense paysage, un des plus beaux coins de tableaux que l'on puisse imaginer.

Le vallon que nous avons indiqué plus haut pour la position topographique de Coléah et qui verse ses eaux dans le Mazafran, est peut-être un des lieux les plus délicieux de l'Algérie. Rien n'est comparable à la végétation brésilienne de cette vallée, c'est plus que le jardin des Hespérides; il y a quelque chose de surprenant à voir l'activité et la force de toutes ces plantes que l'Europe cultive dans des caisses et qui sont ici à l'état d'arbres gigantesques. La traversée de ce vallon où l'eau murmure de toutes parts, où l'on voit à peine la voûte des cieux, est une promenade

qui remplit d'admiration, soit que l'on prenne sa route par le jardin dit des Officiers, soit que, choisissant le chemin qui passe au-dessous d'une de ces gracieuses tours défensives, construites par les soins de M. le général de Lamoricière, on y pénètre par l'extérieur de la porte dite d'Alger.

La population de Coléah dont tout l'avenir semble dépendre de la route projetée d'Alger à Cherchel et Miliana, par la plaine de Staouéli, se composait, au 1^{er} janvier 1844, de 405 Européens, 1,110 Musulmans et 19 Israélites. Les villages de Douaouda et de Fouka, qui ne sont qu'à des distances de 4 kilomètres de Coléah, sont placés dans des positions qui laissent espérer leur prochaine prospérité; puis le voisinage de la mer, dont l'on atteint les bords en vingt minutes, semble devoir contribuer encore au développement commercial et agricole de cette partie si intéressante du territoire algérien.

Coléah est le chef-lieu du district; il se trouve à 44 kilomètres d'Alger, et à 24 de Blida.

Fouka est au nord de Coléah, et à trois quarts d'heure de marche, sur une montagne dominant la mer; il y a encore un quart de lieue du village à la plage. La route court sur les hauteurs le long du fossé Berthois. Ce rempart, commencé par M. de Lamoricière, avait pour but d'arrêter les cavaliers hadjoutes; c'était le passage de ces maraudeurs venant des environs du lac Éloula. Lors de l'enceinte continue proposée par M. le général de Berthois, il fut achevé et défendu par des blockaus placés à peu de distance les uns des autres. Aujourd'hui ce système est abandonné. Fouka a été bâti par le génie militaire. Sa position est délicieuse; il possède un bosquet et une jolie fontaine. Ce village vient d'être remis à la direction de l'intérieur, et compris parmi les établissements agricoles civils. Les habitants sortaient tous de l'armée; ils ont été mariés aux frais du gouvernement et par la ville de Toulon qui les ont dotés. On trouve à Fouka des ruines romaines très-nombreuses, et surtout solides. Le gouvernement a l'intention d'établir un port vers la plage pour servir à l'importation et à l'exportation des objets nécessaires au pays, et pour transporter les récoltes à Alger.

La population de Fouka est de 184 habitants.

ROUTE DE COLÉAH A BLIDA

PAR LA PLAINE.

C'est un chemin partant du gué du Mazafran au bas de Coléah, traversant la plaine et suivant une ligne à peu près parallèle à la Chiffa ; il était en quelque sorte le chemin de ceinture de nos possessions à l'ouest, délimitées par la Chiffa, suivant le traité conclu à la Tafna avec Abd-el-Kader. En passant la rivière, on entrait sur le territoire des Hadjoutes, qui faisaient bonne garde.

On sent que dans une pareille position ce pays a dû être exposé aux ravages des partis ; en effet, là commença la guerre ; maint endroit de ces parages rappellera à nos descendants la gloire de leurs pères, quand ils examineront le terrain qu'ils ont arrosé de leur sang.

La route est en ligne droite ; elle traverse un bois et un marais où les sangliers sont si communs qu'on les aperçoit quelquefois par troupeaux ; elle touche un coude du Mazafran à droite, et la petite forêt se termine à *Ouled-bou-Ghaudel* ; elle passe aux ruines de *Gréguya* et arrive au camp d'Ouled-Lalleg, où elle se lie avec un autre chemin aboutissant à Boufaric. En face du camp on passe la Chiffa à gué ; elle est fort large, forme une espèce de défilé, et laisse son lit à sec pendant l'été ; elle ne roule ses eaux que vers les bords, et son milieu est un champ de cailloux blancs et ronds, insupportables à la marche quand ils sont chauffés par le soleil. La Chiffa ravage ses rives, et comme elle est très-profonde dans les terres, elle en entraîne continuellement des masses qui s'élargissent chaque année, de sorte que dans quelques endroits elle a plus de 2 kilom. de largeur. Elle forme une quantité d'îlots couverts d'arbres sur lesquels nichent un nombre infini d'oiseaux.

Le camp d'Ouled-Lalleg n'existe plus depuis la guerre. En 1839, même avant les hostilités, il fut abandonné à cause des maladies qui s'y manifestèrent. Pendant son occupation, plusieurs colons vinrent s'y établir. Ouled-Lalleg est à 12 kilomètres de Coléah, et à 8 du camp supérieur de Blida, où se termine cette route. Un chemin partant également d'Ouled-Lalleg mène à la ferme de Mouzaya, à Médéa et à Miliana.

COTÉ DE L'EST.

ROUTE DE LA POINTE-PESCADE

PAR LE FORT DE VINGT-QUATRE HEURES, LA SALPÊTRIÈRE, LE CIMETIÈRE EUROPÉEN, LE FORT DES ANGLAIS ET LE FORT NEUF.

Cette route n'est point, il est vrai, une des grandes artères que parcourent les flots de la population algérienne ; mais elle n'en est pas moins intéressante et curieuse ; une nature d'un style sévère, la mer, des précipices, la montagne, des arbres séculaires, une pente déchirée annoncent et préparent bien le cimetière français qui s'y trouve, vallée des larmes où ont disparu déjà bien de nobles espérances, des illusions de fortune engendrées par le sol d'Afrique.

Le *Fort de Vingt-quatre heures* sert de prison militaire, puis viennent le chemin des moulins et des tombeaux antiques, les fortifications de la nouvelle enceinte de la ville au nord du fort et enfin le faubourg Bab-el-Oued, composé de baraques ; car le génie militaire s'est opposé aux constructions en pierre, cette partie se trouvant comprise dans les zones de servitudes de défense. Les ateliers de M. Metz, industriel distingué et renommé pour sa fabrication de machines, l'ancien cirque devenu aujourd'hui une fabrique de bougies, et l'Oued où petit ruisseau dont le nom, uni à celui de Bab qui signifie *Porte*, a formé celui de Bab-el-Oued, bordent la route.

On passe l'Oued sur un léger pont de bois ; de jolis jardins potagers longent la route et quelques constructions élevées par des cantiniers s'étendent jusqu'à la montée du jardin du dey ; la salpêtrière s'élève en face de la mer. Ce vaste bâtiment était, sous la domination des deys, le moulin à poudre ; nous l'avons transformé en un hôpital qui fait suite à celui du dey ; il n'offre rien qui soit digne d'attention, si ce n'est de grandes et solides voûtes qui forment les salles où sont traités nos soldats.

La route monte un peu à partir de l'hôpital; elle continue de longer la mer, passe devant une batterie et sert de limites au cimetière européen. En face de la porte d'entrée de ce lieu de repos l'administration a construit des hangars couverts et des habitations pour les gardiens d'un parc aux bœufs; plus loin est le *Fort des Anglais*, il sert de caserne aux vétérans, il est armé et commande la plage.

La route n'offre plus rien de remarquable jusqu'au fort de la Pointe-Pescade où elle se termine; son prolongement au cap *Caxine* et au *Ras-Acrata* se ramifie avec une infinité de sentiers conduisant au haut du massif, pour pénétrer dans la plaine de Staouéli.

Elle décrit différents circuits sur les crêtes de précipices profonds entre la mer et la base de la montagne verte et bien boisée.

Bouzaréa et Pointe-Pescade. Ces deux communes n'ont qu'un seul maire. Le Bouzaréa est élevé de 400 mètres au-dessus du niveau de la mer. Ce massif est couvert, dans le voisinage de la ville, de magnifiques maisons de campagne; les plus considérables sont le consulat de France, les propriétés de M. de Villalba, la gendarmerie, l'ancien domaine de Ben-Marabet et plusieurs villas, la plupart achetées par des familles européennes. Le terrain est très-riche et très-fertile, il convient à la vigne; des sources abondantes y entretiennent la fraîcheur. Il ne présente pas un aspect aussi riant sur les sommités, où il est sec, pierreux et couvert de broussailles peu élevées.

En continuant, on arrive au *Fort Neuf* où sont casernés des vétérans; ce fort est en très-bon état, solidement bâti et bien armé.

La pointe avance dans la mer, elle est protégée par des roches à fleur d'eau, des bas-fonds, des récifs; derrière le fort Neuf, sur la pointe extrême, on voit les ruines de l'ancien fort que l'on attribue à Charles-Quint; il est entièrement abandonné et ruiné. Cependant sa plate-forme existe, et quelques vieux canons y sont même restés en batterie. On y monte par un escalier au milieu des ruines dessinant des chambres, des magasins, etc. Un aqueduc en pierres et à arcades y conduisait les

eaux nécessaires à la garnison : c'est un monument curieux à visiter.

Près du nouveau fort on trouve une batterie bien conservée et armée; une rampe rapide et pierrée mène à la plate-forme où sont les logements que les douaniers occupent en ce moment. Du haut du fort de Barberousse, regardant dans la mer, on distingue des pièces d'artillerie qui ont été jetées à l'eau où elles doivent être depuis très-longtemps.

La Pointe-Pescade et le fort sont imprenables autant par les ouvrages qui les entourent et les défendent que par la nature même de la position où ils sont construits.

Il n'y a point d'auberge à la Pointe-Pescade, mais il s'y trouve un café maure et d'excellente eau. C'est un rendez-vous agréable aux Maures des environs et le but d'une promenade pittoresque.

ROUTE DU DEY DU D'JERBA ET DU BOUZARÉA.

La route du Dey commence à l'embranchement de celle de Blida et de la Pointe-Pescade, à l'angle du jardin des condamnés; elle se dirige jusqu'à l'hôpital du Dey, traversant l'Oued sur un petit pont américain. A sa naissance et jusqu'au faubourg supérieur de Bab-el-Oued elle sert d'avenue à la ville et est plantée d'arbres; elle passe au milieu des anciens cimetières juifs. Au premier sommet, on trouve le chemin des carrières; plusieurs centaines d'ouvriers y sont employés à concasser la pierre qui sert à composer les blocs du môle. Ce chemin conduit à l'ancien cimetière européen.

Près de là est l'ancienne voie dite Romaine, dont on retrouve des vestiges auprès du sombre et vert ravin de *Tagarin*, où sont bâties de très-agréables maisons de campagne. On arrive à la poudrière, élevée sur un mamelon isolé.

La route du Dey traverse cette partie du faubourg Bab-el-Oned, appelé quartier des *Fours à chaux*. Elle se joint ensuite à la route du *D'jerba*, plus connue sous le nom de l'*Hermitage*; puis elle monte en décrivant un grand contour pour arriver au Dey. D'importantes constructions sont déjà élevées sur le bord de cette

route, qui formera bientôt une longue rue en communication avec la porte projetée d'Alger.

Hôpital du Dey. Le Dey, ancien palais d'été des deys d'Alger, est une magnifique habitation où le marbre est prodigué ; des jardins superbes, plantés d'orangers, de fleurs, de vignes et d'arbustes, entouraient cette charmante demeure, d'où l'on découvre la mer. Aujourd'hui l'hôpital militaire y est établi, et de longues baraques couvrent ces délicieux jardins ; les bassins et les eaux courantes ne servent plus aux bains des sultanes et des esclaves favorites des puissants maîtres d'Alger ; ces eaux ont subi les revers de la fortune, elles ne servent plus maintenant qu'à faire des tisanes et à laver les plaies de nos blessés.

Plusieurs quartiers de ce vaste palais ont conservé leur destination primitive ; c'est-à dire qu'ils ont gardé leurs fleurs et leurs orangers : c'est la promenade des officiers, logés dans le corps principal des bâtiments ; d'autres dépendances sont affectées aux chefs de santé et de l'hôpital. Un immense carré avait été réservé pour l'éducation des insectes cochenilles, et à cet effet l'administration l'avait fait planter de cactus sans épines ; malgré des dépenses considérables, on a renoncé à cet essai pour le transporter à la pépinière du gouvernement.

Les hôpitaux du Dey et de la Salpêtrière, qui se joignent, peuvent contenir ensemble plus de 3,000 lits. Un nombreux personnel de médecins et de chirurgiens y est attaché, et des écoles d'expérimentation, d'anatomie, de science médicale, etc., y sont instituées.

La route du D'jerba, qui s'embranché avec celle du Dey, au point que nous avons décrit, court plus à l'est et traverse l'Oued sur un pont de pierre à arcades, ouvrage des Maures ; on voit à côté du pont la belle usine appartenant à M. Lichtlin, et mise en mouvement par la vapeur : c'est l'ancien moulin à eau construit par M. Marin, auquel M. Lichtlin en a ajouté un plus considérable encore. La grande cheminée contraste singulièrement avec les tombes juives et maures qui l'entourent ; c'est sans contredit le plus bel établissement en ce genre que nous ayons en Afrique, il apparaît comme le précurseur de l'industrie qui a également à faire une conquête en Algérie ; conquête douce et réparatrice qui

ne coûte ni sang ni larmes, et qui prépare l'aisance par le travail.

Peu après le pont on contourne la route du Bouzaréa ; au haut de la petite montée est situé le café Juif, nouvellement rebâti à l'européenne, et à droite une fontaine avec un abreuvoir. Ce quartier est habité principalement par des tuiliers et des briquetiers ; les chevriers le préfèrent à cause des montagnes broussailleuses des environs ; la route tourne de suite à droite, longe les murs de clôture du Dey et monte rapidement le D'jerba. On arrive à l'*Hermitage* : c'est une pittoresque maison de plaisance qu'ombragent de grands arbres verts et touffus ; elle est occupée par un restaurateur qui profite de la célébrité du lieu que notre population aime à fréquenter dans les beaux jours. Le chemin, continuant ses circuits sur le versant des collines, arrive au sommet du D'jerba.

La route du Bouzaréa se réunit à celle du D'jerba à gauche, près de l'usine Lichtlin ; elle s'avance dans l'étroit vallon de l'Oued, côtoyant le ruisseau ; puis elle s'enfonce dans la gorge formée par une des pentes des montagnes du D'jerba et le mamelon de la poudrière ; le pays qu'elle parcourt est boisé et offre des sites très-variés et agrestes. On arrive ensuite à un moulin construit à la française, et décoré d'une plaque de marbre sur laquelle est inscrit le nom de M. Genti de Bussy, ancien intendant civil ; malheureusement il n'est pas occupé, et bientôt il nécessitera des réparations si considérables qu'il restera abandonné.

Aujourd'hui on travaille à l'élargissement de cette route, les riverains veulent lui décerner le nom de route Bugeaud ; nous ignorons si M. le gouverneur général acceptera cette dédicace : dans ce cas il ferait preuve de modestie. Après le moulin, on passe sur un ponton, et la route gravit la montagne ; les beaux bois qui l'ombragent, la végétation toujours verte de ces lieux la rendent très-agréable ; elle parvient au-dessus du Bouzaréa et se divise : on y trouve de très-jolies maisons de campagne.

NOUVEAUX VILLAGES.

Le gouvernement, convaincu de la nécessité de coloniser l'Algérie en y appelant une population européenne, pensa qu'il devait créer des centres d'habitations en concédant à des colons de choix et qui présenteraient une solvabilité quelconque, des terres cultivables et des terrains à bâtir, après qu'ils se seraient engagés envers l'administration à construire une maison, à planter des arbres et à cultiver environ deux hectares par année. Les lots de terre comprennent 10 hectares chacun et, en outre, chaque habitant possède un jardin et un emplacement propre à son habitation.

A cet effet, M. le ministre de la guerre prit un arrêté en date du 18 avril 1841, qui créait des centres de population en Algérie et réservait à M. le directeur de l'intérieur, après approbation de M. le gouverneur général, le choix des emplacements jugés les plus avantageux, pourvus d'eau et de terres labourables, et combinés pour un système de défense contre les incursions possibles de l'ennemi. Un nombreux personnel, composé de géomètres et d'employés, fut chargé des opérations préparatoires ; des avis adressés aux préfets des départements de France présentant les avantages qu'auraient les fermiers à former des établissements en Afrique, furent répandus dans la métropole ; de nouveaux colons arrivèrent en grand nombre, et, bientôt après, l'administration fut à même de commencer les travaux de défense et de protection pour chaque village ; ces travaux sont des fossés d'enceinte, flanqués aux angles de tourelles servant de forts, des portes fortifiées, une église, une maison commune et une école publique. Les lots sont concédés gratis ; cependant la concession ne doit être définitivement faite qu'après l'accomplissement des engagements souscrits par chaque colon, qui alors sera libre propriétaire.

Un arrêté ministériel du 9 décembre 1841 autorise M. le gouverneur général à déposséder, pour cause d'utilité publique, les

propriétaires anciens ou nouveaux acheteurs des terrains compris dans le périmètre de ces villages. Cette mesure d'urgence devint nécessaire, car on s'aperçut que les biens dont pouvait disposer le domaine étaient insuffisants; et que la majeure partie des propriétés rurales avaient été achetées par des spéculateurs ou se trouvaient encore appartenir à des Maures; cet arrêté établit le mode d'expropriation et règle la nature de l'indemnité.

Plusieurs systèmes de colonisation furent successivement soumis à l'appréciation de M. le ministre de la guerre; celui qui obtint le plus de faveur fut la colonisation au moyen de l'élément militaire des soldats sortis de l'armée et mis en possession de terrains qu'ils ont cultivés; et du défrichement préalable par les condamnés, des terrains livrés ensuite aux colons civils.

SAHEL D'ALGER.

Le 12 mars 1842, un projet de colonisation du Sahel, indiquant vingt et un emplacements de villages, les routes destinées à les relier entre eux, les paroisses, les casernes de gendarmerie, etc., a été présenté par M. le directeur de l'intérieur; ce projet, approuvé par le conseil d'administration et par M. le gouverneur général, reçut l'approbation ministérielle au milieu du mois d'avril, et l'exécution en fut commencée immédiatement.

Nous allons décrire sommairement tous ces nouveaux villages qui ne font encore que poindre, mais qui ne tarderont pas à devenir, nous n'en saurions douter, des centres de population considérable et même des cités populeuses.

Le Sahel a été divisé en trois zones principales qui comprennent presque toute la province d'Alger.

La *première zone*, celle qui suit les sinuosités du Fâhs ou banlieue d'Alger, et sur le parcours de laquelle se trouvent trois villages antérieurs à 1842, Kouba, Birkadem, Dély-Ibrahim, et trois nouveaux, Draria, l'Achour, Cheragas, réclame, à chacune de ses extrémités, un centre aux abords du littoral. L'un, à l'est, au point où le Sahel s'abaisse et se termine auprès de l'embouchure de

l'Arrach, vis-à-vis la Maison-Carrée; l'autre, à l'ouest, dans les environs du cap Kenater, à cheval sur la route projetée de la Pointe-Pescade à la plaine de Staouéli. La fondation de ces villages ne peut avoir lieu qu'après l'assainissement des environs de la Maison-Carrée et de l'ouverture de la route de la Pointe-Pescade.

Le *deuxième zone*, qui divise le Sahel à peu près en deux parties égales, et qui compte actuellement cinq centres complètement nouveaux, Saoula, Cressia, Baba-Hassen, Ouled-Fayet, les Trappistes de Staouéli, réclame, pour être terminée, la fondation d'un village maritime dans la presqu'île de Sidi-Feruch, et d'un centre au sud de Cressia, dans la direction de la plaine, et aussi près que possible de la nouvelle route d'Alger à Blida par Birkadem.

La *troisième zone*, destinée à couvrir la partie sud-est du Sahel, devait avoir, d'après un plan primitif, cinq centres de population : Ouled-Mendil, Douéra, Maelma, El-Hadjer et Boukandoura (Saint-Ferdinand). Deux de ces centres, Douéra et Saint-Ferdinand, ont été créés; on y a ajouté le village de Sainte-Amélie. Outre les trois autres centres qui restent à fonder, il sera nécessaire, pour couvrir parfaitement cette partie du Sahel, et ne pas laisser de trop grands vides, d'y créer deux nouveaux villages. Ils seraient situés, l'un dans le vide compris entre la route de Douéra au Mazafran, par les crêtes, la rive droite du Mazafran, et la route du pied des collines vers Coléah; l'autre, sur la rive gauche du Mazafran, vers son embouchure, au point désigné sur la carte sous le nom de marabout Sidi-Abd-el-Kader, sur le parcours de la route de Sidi-Feruch à Douaouda, que l'on ouvrira incessamment.

Il reste donc à créer, pour compléter la colonisation du Sahel, neuf villages nouveaux. Les projets en sont à l'étude, et trois ou quatre d'entre eux au moins seront établis en 1844. On y ajoutera peut-être quelques hameaux, selon que l'exigeront les localités, ainsi que cela a eu lieu à Saint-Ferdinand.

Le réseau des routes destinées à relier ces divers centres de population sera développé de manière à embrasser toutes les parties du Sahel. Cette année, on ouvrira les routes des Cheragas à Sidi-Feruch, de Sidi-Feruch à Douaouda, de Saint-Ferdinand à Maelma, par Sainte-Amélie, et l'on achèvera celle de Cressia à Douéra.

Draria est le premier village créé par la direction de l'intérieur ; il est florissant et compte cinquante-sept familles qui y ont bâti des maisons. Une route magnifique y conduit, elles'embranchent avec celle de Douéra à gauche et à 1000 mètres avant d'arriver à celle de Dély-Ibrahim. Elle passe au-dessus et près de l'Achour et traverse les dépendances de l'Haouch-Amer-el-Khaliji ; plusieurs ponceaux ont été construits sur cette route pour la garantir des eaux pluviales, ainsi qu'un petit pont de pierre sur l'Oued qu'elle rencontre près de celle de Douéra. Un autre chemin y aboutit à l'est, il traverse Cadous partant de la colonne Voirol.

Draria a la forme d'un carré long, terminé en pointe au sud, où est la fontaine et un lavoir en pierre ; son système de défense et ses bâtiments municipaux sont dans des conditions qui paraissent devoir être suivies pour tous les établissements de ce genre.

M. Guiauchin est l'architecte de ces diverses constructions. Ce village est le chef-lieu d'une commune.

Saoula, autre établissement agricole qui vient d'être constitué, est déjà peuplé par quarante-cinq familles. La route qui y conduit commence à *Draria* et se poursuit jusqu'au village de *Cressia*, avec lequel il communique ; un autre chemin aboutit à la route de *Birkadem*, un peu au-dessus de la rencontre de celui de *Tixerain*. L'église paroissiale est à *Draria*, où demeure le desservant.

Ce pays est boisé et broussailleux, mais riche en végétation ; l'air, qui est très-sain à *Draria*, l'est un peu moins à *Saoula*, plus rapproché de la *Mitidja*. Le défrichement se continue avec une activité d'autant plus grande, qu'un bataillon a été mis à la disposition de M. le directeur de l'intérieur, dont la sollicitude est inépuisable pour le bien-être des colons. Une gendarmerie et les habitants organisés en milice composent la garde de ces localités naguère si solitaires et si dangereuses à parcourir.

El-Achour, à gauche de la route de *Blida*, dépend de la commune de *Dély-Ibrahim* que nous avons décrite ; il est construit sur le revers de la colline sur laquelle passe la route de *Draria* ; une belle fontaine et un ancien abreuvoir donnant abondamment de

l'eau en tout temps ont décidé du choix de l'emplacement. Ce village compte déjà soixante familles qui y ont bâti cinquante-quatre maisons ; ses terrains sont fertiles et excellents, mais absolument dépourvus d'arbres. L'administration y a fait de nombreuses plantations qui prospèrent, et dont l'ombrage sera utile aux habitants et aux troupeaux. Il possède des prairies magnifiques où l'on récolte le meilleur foin ; la culture y est avancée en raison du nombre des cultivateurs et de la date de son installation. Il communique, à l'est, à la route de Draria, et, à l'ouest, à celle de Douéra par des chemins plantés d'arbres ; son aspect est pittoresque et anime le paysage en allant à Blida. Le même chemin, qui rencontre la route de Draria, se continue jusqu'à Birmandrais, Cadous, etc.

Cressia, l'ancien Haouch-Kadéri, à 3 kilomètres de Douéra, à 5 de Staoula et à 4 de Draria, est situé dans un pays agreste et broussailleux, mais bon et promettant un ample dédommagement aux laboureurs ; ce village vient d'être commencé. Nous ne pouvons que parler de son avenir probable qui tend à une prospérité non douteuse. Un chemin partant de Cressia, à l'ouest, conduit à Douéra, et un autre, à l'est, à Saoula ; un troisième courant au sud touche à Ouled-Si-Soleiman, agréablement situé près de la plaine, puis remonte à l'ouest pour se réunir à celui de Saoula.

Baba-Hassen est un charmant village où cinquante-huit familles sont établies ; il doit en recevoir soixante-deux. Très-rapproché de la route de Douéra, le voyageur aime à apercevoir ses maisons qui rompent la monotone perspective d'une route couverte de broussailles. Une fontaine excellente a déterminé l'administration à le construire dans ce lieu et non sur la route même, attendu que la distance de la source eût été trop grande pour les besoins du ménage. Il est bâti en face du grand ravin communiquant à la plaine de Staouéli, et dans lequel se cachaient les Arabes maraudeurs. Autrefois Baba-Hassen avait été l'entrepôt des ponts et chaussées pendant que l'armée construisait la route de Douéra. A cette époque plusieurs assassinats furent commis dans ses environs ; mais il est sûr aujourd'hui et à l'abri de toute atteinte. Son territoire est fertile, assez broussailleux pour les trou-

peaux, et il a de belles prairies produisant beaucoup de fourrages. Il communique à Draria, à l'est, par un fort beau chemin, et, à l'ouest, à la route de Douéra, dont il n'est éloigné que de 4 kilo.

Saint-Jules. Aussitôt que le retour de la paix permit aux grands propriétaires européens de s'occuper enfin de nouveau de la mise en culture et en produit de leurs terres, certains d'entre eux proposèrent au gouvernement d'établir, moyennant aide, des centres de population sur celles de leurs propriétés les plus rapprochées des localités où s'opérait la colonisation.

Le ministre, considérant que la création de villages par les propriétaires devait être une entreprise d'intérêt général et un élément de plus introduit dans la colonisation, prescrivit à l'administration algérienne d'entrer dans cette voie, et d'accueillir avec faveur toutes les propositions qui lui seraient faites dans ce but.

Le premier fait de colonisation de cette nature est la création d'un village sous le nom de Saint-Jules, sur une propriété appartenant à MM. de Vialar et Caussidou, située sur le revers méridional du Sahel, en face de la Mitidja, à gauche de la route d'Alger à Blida par Douéra.

Plusieurs projets de la même nature sont actuellement à l'étude; ils se rapportent à des propriétés considérables abandonnées depuis 1839, et situées dans le quartier de Béné-Moussa, vers l'Arba, et dans la partie de la plaine qui avoisine Blida. On ne doute pas que ce mode de colonisation ne s'étende aussi dans la province de Bone, où les Européens possèdent des propriétés considérables, et dont ils ne pourront tirer parti qu'en y constituant des centres de population.

Les villages de *Montpensier* et *Joinville* ont été créés cette année sur l'emplacement des anciens camps placés autour de Blida. Nous regrettons que l'obligeance de M. le commissaire civil de Blida nous ait manqué, à l'égard de ces deux localités, pour des renseignements que tous ses collègues ont mis tant d'empressement à nous fournir. Ces villages sont d'ailleurs à peine commencés; l'année prochaine ils seront sans doute en pleine voie de prospérité. Les terres y sont d'excellente qualité et les eaux abondantes.

Torre Chica — Sidi-Feruch. Torre Chica (ou Petite-Tour) était appelé *Sidi - Feruch* par les anciens Arabes à cause de la vénération qu'ils avaient pour un célèbre uléma (marabout) de ce nom qui vint s'y établir lorsque le pays échappa à la domination des chrétiens.

On y voit encore une tour carrée assez élevée, qui est en bon état ; sa destination primitive semblerait avoir été à l'usage d'un phare ; ce monument est le seul sur ce point qui soit resté comme témoignage de l'occupation espagnole, et malgré son antiquité, il a résisté aux tempêtes et aux révolutions sans éprouver une altération sensible, quoique abandonné par ses fondateurs depuis plusieurs siècles.

Dans l'enceinte du camp de l'armée française à Torre Chica, se trouvent six puits très-bien construits par les Arabes ; ils sont abondants, d'une très-bonne eau, et l'on y voit beaucoup de puisards qui ont été creusés par le corps du génie en 1830 ; on y peut puiser l'eau à la main. Il y a vers la mer des sources d'eaux vives recouvertes par les sables.

Non loin de cet établissement, vers l'ouest, on rencontre un cours d'eau très-abondant ; à l'aide d'un moyen peu dispendieux, on ferait arriver cette eau dans l'enceinte du camp ; elle pourrait être utilisée à faire tourner un moulin.

A peu de distance de là, il existe un banc d'une terre argileuse et d'un noir foncé ; cette terre est recouverte par les sables. Étant exposée aux rayons du soleil, elle est brillante ; comme elle est dégagée de tout corps hétérogène, elle est aussi douce que la pâte du pain, et pourrait servir à la confection des poteries, briqueteries, tuileries, etc. Vers l'Oued-Lugar, au Mazafran, les prairies sont abondantes en excellents fourrages.

Les vestiges d'habitations qui existent à Sidi-Feruch pourraient, étant réparés, servir d'abris provisoires aux colons pour l'établissement du village agricole projeté.

La mosquée, qui est en bon état, servirait aux mêmes conditions de magasin et de manutention. Les colons auraient la faculté, non-seulement de se livrer à la culture, mais encore à la pêche, à la récolte du sel blanc et pur qui se fait sur les rochers, de juin à septembre. En pratiquant des bassins dans les rochers, on augmenterait les produits de cette industrie. Les rochers battus

par les flots de la mer sont abondants en coquillages univalves.

Les navigateurs peuvent relâcher dans l'un des ports de Sidi-Feruch (il y en a un à l'est et l'autre à l'ouest) ; ils y trouvent un refuge assuré contre le mauvais temps.

La plaine de *Staouéli* était une solitude dont l'étendue est de 48 kilomètres carrés au moins ; elle est ainsi nommée parce qu'elle apparaît basse en l'examinant du haut des montagnes qui l'entourent. Cependant elle est très-accidentée et déchirée par de nombreux ravins ; l'air, raréfié par les évaporations de la mer, est sain , et le Sahel la préserve des émanations de la Mitidja ; il y a fort peu de maladies , surtout dans la partie du nord. Elle est fertile, et son territoire serait entièrement boisé, sans les feux que les Arabes allument pour opérer la coupe des bois, et qui maintiennent à l'état d'arbousiers et de broussailles les pousses des arbres ; on en remarque cependant de beaux dans les profondeurs des ravins où les flammes ne pénètrent pas. Cette coutume vient d'être formellement défendue par le gouverneur général. La plaine est très-giboyeuse, les sangliers y sont communs, c'est un rendez-vous de chasse. Elle est bornée au nord par la mer et le Bouzaréa, au sud par les montagnes du Sahel, à l'est par la route de Douéra, et à l'ouest par le Mazafran. Elle est arrosée par l'*Oued-Beni-Mezous*, l'*Oued-Bakara*, l'*Oued-el-Bridja* et le *Mazafran*. On y trouve aussi un grand nombre de fontaines ou sources.

Cette partie du territoire d'Alger était autrefois le passage habituel des Hadjoutes venant de Coléah et suivant la mer. Quantité de crimes y ont été commis par eux ; cette raison, s'accordant avec la fertilité du sol, a déterminé l'administration à y construire des villages agricoles dont la prospérité paraît certaine. Le maréchal Bugeaud a voulu faire dans cette plaine l'expérimentation du système de colonisation proposé par M. le colonel Marengo, au moyen des condamnés militaires ; la question a été péremptoirement résolue, et elle paraît avoir décidé le gouvernement.

Cheragas est désigné pour l'habitation de cinquante familles ; vingt-et-une maisons sont terminées ; une route y conduit et

s'embrancher avec celle de Douéra ou de Blida au bivouac des indigènes. Une seconde route mène le voyageur à l'ancien camp de Staouéli et conduira de là à Coléah par Sidi-Feruch et Douaouda. Les Trappistes, ayant obtenu près de là une concession dans la plaine de Staouéli, y bâtissent un établissement qui pourra servir de ferme expérimentale; ils sont très-avancés et aidés par des condamnés militaires et autres auxiliaires sous la direction de M. le comte Gayot et du colonel Marengo. Ils ont obtenu du gouvernement la concession de 1,020 hectares de terre, et une subvention de 62,000 francs; ils se sont constitués à cet effet *en société civile*.

Ouled-Fayet est à 1,200 mètres de la route de Douéra et à 3 kilomètres de Dély-Ibrahim. Cette position est belle et pourvue d'eau; au nord elle domine un ravin et laisse apercevoir Dély-Ibrahim, les Chéragas, la ferme Caron et toute la plage; une belle route nouvellement terminée conduit d'Ouled-Fayet à Saint-Ferdinand. Ce village est destiné à cinquante familles; vingt-sept maisons y sont déjà construites.

Saint-Ferdinand et Sainte-Amélie sont deux beaux villages comme il s'en trouve peu en France; ils ont été construits et achevés dans moins d'une année et sont peuplés par des habitants qui ont payé à l'administration, chacun une somme de 1,500 francs, valeur représentative du prix de la bâtisse faite avec économie, par les moyens militaires. Aussitôt terminés, ces villages sont remis à la direction de l'intérieur qui se charge d'admettre les habitants et de régler les conditions de cette admission.

Saint-Ferdinand comprend trente et une maisons outre le château élevé sur l'ancien Haouch de *Boukandoura*; il est très-orné, et un écusson sculpté aux armes du duc d'Orléans indique la dédicace du village à cet infortuné prince, objet de si cuisants regrets en Afrique; il est à 7 kilomètres d'Ouled-Fayet.

De Saint-Ferdinand un chemin très-accidenté et coupé de ravins aboutit à deux dépendances de ce village, la *Consulaire* et le *Marabout d'Aumale*; la Consulaire est ainsi nommée parce qu'elle a été élevée sur une ancienne ruine romaine dont le co-

lonel Marengo a suivi le plan des fondations primitives ; elle a été construite pour cinq familles ; une petite tour adossée au bâtiment porte un écusson sculpté ayant pour ornement des instruments aratoires, des gerbes, des épis, la légende de M. Bugeaud, *Ense et Aratro*, surmontée du nom du gouverneur qui a autorisé sa fondation ; elle est éloignée de 1 kilomètre de Saint-Ferdinand.

Le Marabout d'Aumale, à 1,200 mètres de la Consulaire, est un charmant hameau, bâti pour dix familles, ayant cinq maisons doubles, quatre parallèles et une à l'extrémité ouest, faisant face. Sur une inscription en marbre blanc au-dessus de la porte on lit : *Marabout d'Aumale, Bugeaud 1842*. Cette localité tire sa dénomination d'un ancien marabout en maçonnerie qui a été conservé : elle a d'excellentes eaux et une belle fontaine dans un ravin délicieux, ombragée de grands arbres, de lierre et de vigne sauvage ; devant le hameau, un beau plateau en culture, très-étendu, est distribué en lots et concédé aux habitants ; la terre y est fertile et convient aux céréales. Un chemin conduit du Marabout à Sainte-Amélie, situé à 2 kilomètres de distance.

Sainte-Amélie, second village construit par les condamnés, est bâti au lieu dit Haouch-ben-Omar ; de loin son aspect est féérique, et ses nombreuses fontaines ombrées de palmiers, ses ravins verts et frais, son riche terroir, sa position sur la route de Maelma, en font un séjour enchanteur ; la direction de l'intérieur y a appelé des familles basques qui, assurément, trouveront une ample compensation dans l'acquisition de ces riches domaines ; Sainte-Amélie est à 3 kilomètres $\frac{1}{4}$ de Douéra et à 3 kilomètres de Maelma. La population est de cinquante familles qui habitent vingt maisons doubles et sept simples.

Plusieurs bataillons sont occupés dans ce moment au défrichement des terres ; on comptait, au 1^{er} janvier, plus de 300 hect. défrichés et ensemencés. M. le directeur de l'intérieur visite souvent ces localités. Le colonel Marengo n'a cessé de demeurer dans ces villages pour accélérer les travaux qu'il surveille dans les moindres détails. Ces deux fonctionnaires auront bien mérité du pays et de la colonie en particulier, pour les utiles créations dont ils ont doté l'Algérie.

Une route partant de Coléah mène le voyageur à *Douaouda* sur la rive gauche du Mazafran, à 4 kilom. de Coléah. Ce nouveau village est encore à sa naissance. Toutefois il est en voie de prospérité, et une douzaine de familles y sont installées. Sa position est belle et fertile, des fontaines abondantes, une végétation vigoureuse et agreste font bien augurer des tentatives des cultivateurs; ce pays possède de gras pâturages et paraît destiné à l'établissement des châteaux et aux haras.

A *Tenès*, la ville européenne, construite en dehors de la cité indigène, comptait, le 31 décembre 1843, 21 constructions en pierre achevées, 11 inachevées, 157 baraques en bois, en tout, 189, sans parler des établissements militaires.

Les revenus de la douane, pendant l'année, avaient été de 79,336 fr., et la population civile comptait 950 habitants.

Orléansville, dont *Tenès* est le port, et auquel elle est reliée par une route que l'armée a ouverte, ne s'est pas développée moins rapidement. C'est une véritable création; car il n'existait sur ce point que des ruines romaines. La situation d'Orléansville sur le Chélif central est parfaitement heureuse. La population européenne s'élevait, à la fin de 1843, au chiffre de 500 individus, et tendait à s'accroître chaque jour. Les établissements militaires, casernes, hôpitaux, magasins, écuries, sont presque entièrement achevés.

Plus de 6,000 arbres ont été plantés à *Tenès* et à *Orléansville*; des pépinières viennent d'y être créées.

Il est facile de voir, par l'exposé rapide que nous venons de tracer des travaux exécutés en vue de la colonisation de l'Algérie, qu'ils dépassent peut-être tout ce que l'activité d'un puissant État a pu tenter jusqu'à nos jours, et tout ce que la France elle-même pouvait espérer au milieu des obstacles de mille sortes qui, depuis quatorze ans, entravent presque toutes les affaires, surtout si on se rend compte des embarras et des tâtonnements inséparables des débuts d'une œuvre aussi difficile. Notre but

principal a été de prouver d'une manière évidente que les éléments en hommes et en capitaux ne manqueront pas, et que leur affluence en Algérie sera toujours au niveau des développements, tout considérables qu'ils soient, qui seront donnés à la colonisation. Les demandes en concession n'ont cessé de s'accroître en 1843, et de s'améliorer sous le rapport tant des moyens pécuniaires que de la moralité des familles. Elles n'émanaient, dans l'origine, que de familles ouvrières à peu près étrangères à l'agriculture ; maintenant ce sont de petits propriétaires campagnards, des fermiers pouvant disposer de deux à trois mille francs, qui demandent à être admis dans les nouveaux centres de population. Il se présente aussi plusieurs capitalistes qui désirent obtenir des concessions de 100 à 200 hectares dans les villages, ou fonder des fermes isolées. D'un autre côté, des propriétaires européens, en Algérie, sont disposés à créer sur leurs terres des centres particuliers d'habitations et de cultures. Enfin, de tous les points de la France et de l'étranger, notamment de l'Allemagne, des ouvriers appartenant aux professions les plus utiles, sont prêts à se rendre en Algérie et à s'y fixer à demeure.

La prospérité de notre colonie algérienne est due sans doute à cette activité nationale, à ce patriotisme français qui ne connaît point de bornes à leurs sacrifices ; mais disons aussi qu'ils ont eu de dignes interprètes dans les fonctionnaires de tous ordres placés à la tête des services publics en Algérie. C'est à leurs efforts, à leur persévérance, que le pays a dû de ne pas désespérer du succès de la colonisation et de l'établissement d'une nouvelle France qui rivalisera peut-être un jour avec l'ancienne, par ses routes, ses villes, ses productions, ses monuments.

FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE.

HOTELS RECOMMANDÉS

A LYON,

HÔTEL DU PALAIS DES ARTS,

Rue Saint - Pierre - des - Terreaux.

A MARSEILLE,

HOTEL DES PHOCÉENS;

Tenu par MM. ROUX frères,

Rue Thubaneau, 4.

Cet hôtel, situé au centre de la ville, vient d'être réparé à neuf. Les voyageurs y trouveront, comme par le passé, des soins et des prévenances.

Restaurant à la carte et à toute heure.

La MAISON GONCET ET OLIVIER, 21, *rue Thiers*, est spécialement affectée à la commission de passage entre Marseille et Alger.

A ALGER,

HÔTEL DE LA COLONIE,

Tenu par LIONS,

Rue de Chartres.

Cet établissement est situé au centre de la ville. On y trouve des appartements et des chambres proprement meublés.

On y reçoit des pensionnaires moyennant 90 francs par mois, y compris la chambre.

AVIS.

Nous prions Messieurs les négociants, entrepreneurs, officiers ministériels, etc., de faire connaître les changements de domicile, ou tous autres documents qui les intéressaient, avant le 15 novembre, afin que les rectifications puissent se faire à temps pour la publication de l'ANNUAIRE de 1845.

Les personnes qui désireraient faire insérer des avis ou des renseignements dans cet ouvrage sont invitées à en faire l'envoi avant le 1^{er} octobre :

A ALGER, à M. *Vimeux*, ancien principal clerc de notaire, rue de l'État-Major, 43.

A PARIS, chez le *Directeur de l'Annuaire*, rue du Chevalier-du-Guet, n° 4.

Algeria-Periodicals
(I.C)

ANNUAIRE

DE 1844.

Nouveaux Souscripteurs.

MM.

DE LOYNES *, député.	Paris.
OBERT, agent général de la compagnie Belge de colonisation, r. St-Honoré, 390.	—
AMAIL (Léopold), avocat.	Alger.
BASTARD, huissier.	—
BOISSIERE, négociant.	—
DESCOUS, vice-consul de Sardaigne.	—
LIONS, hôtel de la Colonie, r. de Chartres.	—
PRIOLLAUD et LUCE, escompte et recouvrements.	—
SALICIS *, négociant, ancien officier compt.	—
THUMERELLE, négociant.	—
TROUIN, au café de la Bourse.	—
TURLIN, brig. de gendarm., attaché à l'état major général de l'armée d'Afrique.	—
VIALAR * (le baron de).	—
VILMONT *, ingénieur civil, r. Doria.	—
VIMEUX, r. de l'État-Major, 43.	—
WEIL, architecte-toiseur-vérificat., r. Scipion.	—
AUGIER, au café d'Orléans.	Blida.
BERGERON, tenant l'hôtel de la Régence.	—
DESVOISINS, commissaire civil.	Coléah.
AMORETTI (Philippe) *, vice-consul.	Oran.
LECARPENTIER, anc. empl. au minist. de la g. Vaugirard.	

ANNUAIRE DE L'ALGÉRIE.

OBSERVATIONS SUR LES CALENDRIERS

**MAHOMÉTAN, GRÉGORIEN ET GREC, POUR L'AN DE L'HÉGIRE 1260
ET L'ANNÉE 1844,**

Par M. FRANCOEUR, membre de l'Institut de France.

Les Arabes , à qui nous devons la conservation des sciences de l'école d'Alexandrie et de la Grèce , se sont longtemps distingués jadis par leur instruction et leur amour de l'étude : leurs souverains se sont même rendus célèbres par de beaux travaux en astronomie et dans les arts. Mais, exemples fameux de l'instabilité des choses humaines , avec leur puissance est tombée leur civilisation. Depuis que le régime des Turcs est venu se substituer par la conquête à celui des Califes et des souverains d'Égypte et d'Espagne , les Arabes ont vu s'éteindre complètement le flambeau des sciences ; et , de nos jours , les connaissances astronomiques sont tellement perdues pour ces peuples , qu'ils seraient incapables de s'aider des observations célestes pour hasarder leurs navires en pleine mer. Il est même très-douteux qu'ils sachent composer d'avance leurs calendriers, même sans

prédire l'heure du lever et du coucher du soleil et de la lune , et encore moins les éclipses de ces astres.

Les Arabes , les Turcs , les Berbers et autres peuples mahométans , commencent chaque jour au coucher du soleil , comme nous le commençons à minuit. Leur ère est appelée hégire , qui remonte à l'année où Mahomet fut obligé de fuir de la Mecque (16 juillet 622 du calendrier Julien). Leurs années et leurs mois sont lunaires , c'est-à-dire que chaque mois commence à la nouvelle lune , et chaque année est composée de 354 et parfois de 355 jours , en sorte que notre année civile ayant 365 ou 366 jours , le premier jour de chaque an mahométan parcourt notre année , en rétrogradant de 10, 11 ou 12 jours , selon les cas. Il y a onze années de 355 jours dans la période de trente ans. (*Voyez un Mémoire que j'ai inséré dans la connaissance des temps de 1844.*)

Les musulmans se servent de la semaine de sept jours comme nous ; le vendredi , *Djouma* , est le jour férié. Diverses fêtes sont à des dates fixes chaque année , telles que les *Beïram Kutchuk* , *Beïram buyouek* , appelées *Aïd saphir* , *Aïd el kebir*. Le mois appelé *Ramadan* est un temps de jeûne , une sorte de carême , temps pendant lequel il n'est pas permis de manger pendant que le soleil est sur l'horizon , mais qui est l'occasion de banquets , de fêtes et de réjouissances pendant la nuit. Les trois premiers jours du mois suivant , qui mettent fin au jeûne rigoureux de Ramadan , sont les fêtes de l'un des deux *Beïram*.

Comme les connaissances astronomiques des mahométans sont très-bornées , ces peuples ne savent pas prédire les instants de la conjonction du soleil et de la lune ; pour savoir l'époque où les mois commencent , ils se rendent attentifs à l'époque où le croissant de la lune reparaît pour la première fois dans les feux du soleil couchant ; c'est le commencement du mois. Ce phénomène est surtout observé pour le mois de Ramadan , et dès qu'il a été aperçu , des courriers vont l'annoncer dans les contrées voisines : il est ordinairement visible deux jours après la conjonction , selon l'heure où elle arrive. Mais si des nuages couvrent le ciel , l'incertitude se fait sentir , et il n'est pas rare que deux nations musulmanes aient ensemble des dates différentes , l'une ayant aperçu le croissant , tandis que l'autre n'a pu le voir. Cependant la chronologie n'en est pas embarrassée , parce qu'on a coutume dans

les actes d'indiquer, outre la date du mois, le nom du jour de la semaine. Mais on comprend qu'il y aurait un grand avantage à adopter, pour subdiviser sa durée, les mouvements moyens de la lune, sans recourir à l'observation, comme nous le faisons pour les déterminations de la fête pascalle. Mais il serait plus exact de s'en rapporter aux tables astronomiques, pour fixer avec certitude le premier jour de chaque mois de l'hégire.

SAISONS DES ARABES.

Les anciens Arabes partageaient l'année en six saisons (*fous-soul*), chacune de deux mois; ils désignaient par le nom de *Raby'*, non-seulement les deux mois du printemps, mais encore les deux mois d'*automne* ou de *récolte*. Le mot *raby'* signifiant *le fourrage vert*, soit de la première pousse, soit du regain.

Par la suite, les Orientaux n'admirent plus dans l'année que trois saisons : 1° *Raby'* (le printemps); 2° *Sayf* (l'été); 3° *Chîâ* (l'hiver) : alors l'époque de l'automne était comprise dans celle de l'été.

Un poète arabe fait allusion à cette division des saisons dans le distique suivant :

L'hiver chasse l'été, l'hiver cède au printemps;
Tout change : et nos désirs sont encor moins constants.

CALENDRIER POUR L'ANNÉE BISSEXTILE 1844.

NOTIONS SUR LE CALENDRIER.

Le nom *calendrier* vient de ce que, chez les Romains, le nom *calendes* du premier jour de chaque mois se trouvait le plus apparent du tableau, étant écrit en plus gros caractères que les autres.

Le *jour civil* a une durée de 24 heures, temps moyen. Il commence au milieu de la nuit.

La *semaine* comprend sept jours consécutifs qui portent chacun un nom particulier.

Le *mois* forme la douzième partie de l'année, mais sa durée varie : janvier, mars, mai, juillet, août, octobre, décembre, ont 31 jours ; avril, juin, septembre, novembre, n'en ont que 30, et février en a ordinairement 28, ce qui fait en tout 365 jours.

Il y a des années qui ont 366 jours ; elles sont dites *bissextiles*. Le jour en plus est ajouté au mois de février, qui alors en a 29.

Le nom de *bissextile*, donné aux années de 366 jours, provient de ce que les Romains doubtaient, dans ces années-là, le sixième jour de février (*bis sextus*, deux fois sixième), au lieu d'en ajouter un vingt-neuvième. Les années bissextiles reviennent tous les quatre ans, parce que la différence de l'année solaire à l'année civile produit presque un jour au bout de ce temps.

ÉPOQUES POUR L'ANNÉE 1844.

Année de la période Julienne.	6557 ans.
— de la fondation de Rome.	2597
— depuis l'ère de Nabonassar.	2591
— des olympiades, ou la 4 ^e année de la 655 ^e olympiade.	2620
— des Turcs, qui commence le 1 ^{er} février 1843 et finit le 21 janvier 1844.	1259

COMPUT ECCLÉSIASTIQUE.

Nombre d'or en 1844.	2
Épacte.	XI *
Cycle solaire.	5
Indiction romaine.	2
Lettre Dominicale.	G. F.

DE LA LETTRE DOMINICALE.

La lettre Dominicale est celle par laquelle on marque les dimanches. Les années bissextiles en ont deux, et pour lors la première sert depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la veille de saint Mathias, et l'autre depuis le jour de saint Mathias jusqu'au dernier jour de décembre.

DE L'ÉPACTE.

L'épacte sert à trouver le jour de la lune. Elle change tous les ans le 1^{er} mars, ajoutant 11 à la précédente; et si le nombre surpasse 30, le surplus est le nombre de l'épacte.

Pour savoir donc en quel jour on est de la lune, il faut prendre le nombre du mois où l'on est, en comptant mars pour le premier; ajouter à ce nombre celui du quantième du mois, puis celui de l'épacte; et, si ces nombres assemblés font moins que 30, le surplus désignera le jour de la lune. La nouvelle lune est le jour qui répond à l'épacte de l'année courante.

FÊTES MOBILES.

Septuagésime.	4 février.
Les Cendres.	21 février.
Pâques.	7 avril.
Les Rogations.	13, 14, 15 mai.
Ascension.	16 mai.
Pentecôte.	26 mai.
La Trinité.	2 juin.
Fête-Dieu.	6 juin.
L'Avent.	1 ^{er} décembre.

La fête de Pâques se célèbre le dimanche dans la pleine lune qui suit l'équinoxe; elle change tous les ans. Toutes les fêtes qui doivent précéder ou suivre Pâques d'un certain nombre de jours,

comme la Septuagésime, les Cendres, l'Ascension, la Pentecôte, etc., doivent changer aussi à proportion.

Le premier dimanche de l'Avent, devant être le quatrième dimanche avant Noël, est toujours le plus proche de la fête de saint André.

SAISONS.

Le Printemps commencera le 20 mars, à 0 h. 4 m. du soir.

L'Été commencera le 21 juin, à 8 h. 56 m. du matin.

L'Automne commencera le 22 septembre, à 11 h. 7 m. du soir.

L'Hiver commencera le 21 décembre, à 4 h. 41 m. du soir.

QUATRE-TEMPS.

Les 28 février, 1^{er} et 2 mars.

Les 29, 31 mai et 1^{er} juin.

Les 18, 20 et 21 septembre.

Les 18, 20 et 21 décembre.

ÉCLIPSES.

Le 31 mai, éclipse totale de lune, visible à Paris, à 9 heures 18 minutes du soir.

Le 15 juin, éclipse partielle de soleil, invisible à Paris, à 10 h. 14 m. du soir.

Le 10 novembre, éclipse partielle de soleil, invisible à Paris, à 9 h. 22 m. du matin.

Le 24 novembre, éclipse totale de lune, visible à Paris, à 9 h. 59 m. du soir.

Le 9 décembre, éclipse partielle de soleil, invisible à Paris, à 6 h. 28 m. du soir.

Voici les dates des éclipses de l'an 1260 de l'hégire :

Éclipse totale de lune le 31 mai 1844 (13 djemasi el aouel), commençant à 9 h. 18 m. du soir, visible à Paris.

Éclipse partielle de soleil, le 15 juin (28 djemasi el aouel), à 10 h. 14 m. du soir, invisible à Paris.

Éclipse partielle de soleil, le 10 novembre (28 chaoual), à 9 h. 22 m. du matin, invisible à Paris.

Éclipse totale de lune, le 24 novembre (13 zoulkadeh), à 9 h. 59 m. du soir, visible à Paris.

Éclipse partielle de soleil, le 9 décembre (28 zoulkadeh), à 6 h. 28 m. du soir, invisible à Paris.

AN DU MONDE 5844.

AN DE J.-C. 1844.

JANVIER.

LE VERSEAU.

Lever du soleil.

1 — 7 h. 56 m.

15 — 7 h. 21 m.

Coucher du soleil.

4 h. 11 m.

4 h. 28 m.

P. L. le 5 à 5 h. 44 m. du soir.

D. Q. le 12 à 9 h. 41 m. du soir.

N. L. le 19 à 6 h. 27 m. du soir.

P. Q. le 27 à 0 h. 40 m. du soir.

1	L.	CIRCONCISION.	1	17	M.	St Antoine.	17
2	M.	St Basile.	2	18	J.	Chaire st Pierre.	18
3	M.	Ste Geneviève.	3	19	V.	St Sulpice.	19
4	J.	St Rigobert.	4	20	S.	St Sébastien.	20
5	V.	Ste Amélie.	5	21	D.	Ste Agnès.	21
6	S.	ÉPIPHANIE.	6	22	L.	St Vincent.	22
7	D.	St Théau.	7	23	M.	St Ildefonse.	23
8	L.	St Lucien.	8	24	M.	St Babylas.	24
9	M.	St Pierre, évêq.	9	25	J.	Conv. de st Paul.	25
10	M.	St Paul, ermite.	10	26	V.	Ste Paule.	26
11	J.	Ste Hortense.	11	27	S.	St Julien.	27
12	V.	St Arcade.	12	28	D.	St Charlemagne.	28
13	S.	Baptême de N.-S.	13	29	L.	St François de S.	29
14	D.	St Hilaire.	14	30	M.	St Bathilde.	30
15	L.	St Maur.	15	31	M.	Ste Marcelle.	31
16	M.	St Guillaume.	16				

Le nom de ce mois est dérivé de celui de *Janus*, roi d'Italie, que les Romains avaient déifié, et qu'ils représentaient à double visage, parce qu'il avait changé la face du genre humain, en le faisant passer de la barbarie à l'état civilisé; on le fit présider aux actions qui ont double face, au passé et à l'avenir, au renouvellement de l'année, etc.

Le soleil entre au signe du Verseau le 20 de ce mois, à 9 heures 34 minutes du soir.

TEMPÉRATURE. — La température de ce mois est le plus ordinairement de 8 à 10 degrés Réaumur au-dessus de zéro, et il tombe de fortes pluies qui détrempent les terres et interrompent les travaux de la campagne. Alors les terrains siliceux et ceux en friche sont seuls praticables, et en utilisant à les labourer les

charrues inactives, on peut les préparer soit à une culture de printemps, soit à une jachère d'été.

Les vents d'ouest sont dominants et amènent la pluie; ceux d'est annoncent le retour du beau temps.

Il grêle quelquefois, et les amandiers en souffrent. Si le temps se met au beau, le thermomètre, de 5 ou 6 degrés qu'il marquait le matin, monte vers une heure à 14 et 16 degrés; mais la nuit suivante est froide, marquée par une gelée blanche. Dans les bas-fonds où l'air circule peu, on trouve même de la glace, tandis que le thermomètre se tient à 2 ou 3 degrés sur les hauteurs; une seule fois, depuis 1830, on l'a vu à zéro.

L'Atlas est souvent couvert de neige, mais elle ne persiste que sur le sommet. Si le vent du sud vient alors à souffler, il amène le froid.

On voit en fleurs les fèves et les pois.

Le citronnier est toute l'année chargé de fleurs et de fruits, lorsqu'on peut lui donner les arrosements convenables.

Le rosier du Bengale est couvert de fleurs odorantes en hiver, inodores en été: la chaleur leur enlève leur parfum.

Le mûrier multicaule pousse de nouvelles feuilles; les céréales semées de bonne heure garnissent les champs d'une belle verdure.

Les sainfoins, trèfles, luzernes, et toutes les herbes de prairie forment de bons pâturages.

Le maïs et le sarrasin se flétrissent par le froid et l'humidité.

Les bananes sont mûres; les fraises produisent beaucoup, les champignons sont abondants, généralement sains à manger et d'excellent goût.

L'estragon est presque inconnu dans les jardins.

Les pommes de terre, plantées en septembre, se récoltent en ce mois.

On fait des semis de tabac et de pommes d'amour à bonne exposition et abrités.

Les sources d'hiver reparaissent, les puits se remplissent; les poules se remettent à pondre, le vélage est bientôt à sa fin; l'agnelage commence; les brebis de Titteri ont souvent des portées doubles.

Les bestiaux gras sont fort chers; cela vient de ce que, les Arabes ne sachant pas récolter le foin, leurs bestiaux se nourrissent absolument de ce qu'ils trouvent aux pâturages.

FÉVRIER.**X LES POISSONS.**

Lever du soleil.
1 — 7 h. 34 m.
15 — 7 h. 12 m.

Coucher du soleil.
4 h. 55 m.
5 h. 18 m.

P. L. le 4 à 8 h. 52 m. du matin.
N. L. le 18 à 8 h. 35 m. du matin.

D. Q. le 11 à 5 h. 31 m. du matin.
P. Q. le 26 à 10 h. 7 m. du matin.

1	J.	St Ignace.	32	16	V.	Ste Julienne.	47
2	V.	PURIFICATION.	33	17	S.	St Théodule.	48
3	S.	St Blaise.	34	18	D.	Quinquagésime.	49
4	D.	Septuagésime.	35	19	L.	St Gabin.	50
5	L.	Ste Agathe.	36	20	M.	St Euchèr.	51
6	M.	St Wast.	37	21	M.	Cendres.	52
7	M.	St Romuald.	38	22	J.	Ste Isabelle.	53
8	J.	St Jean de Matha.	39	23	V.	Les cinq Plaies.	54
9	V.	Ste Apolline.	40	24	S.	St Flavien.	55
10	S.	Ste Scholastique.	41	25	D.	Quadragesime.	56
11	D.	Sexagésime.	42	26	L.	St Nestor.	57
12	L.	Ste Eulalie.	43	27	M.	Ste Bénigne.	58
13	M.	St Lezin.	44	28	M.	Quatre-Temps.	59
14	M.	St Valentin.	45	29	J.	St Romain.	60
15	J.	St Faustine.	46				

Le nom français de ce mois est formé de son nom latin *Februarius*, dérivé du vieux mot *februare*, qui signifiait *purifier, faire des expiations*, ce que les Romains pratiquaient pendant douze jours de ce mois. Le verbe *februare* lui-même tirait son origine de *Februus*, ancien Dieu des morts, père de Pluton, et dont la fille était *Febris* (la fièvre).

Le soleil entre au signe des Poissons le 19 de ce mois, à 0 heures 11 minutes du soir.

TEMPÉRATURE. — Ce mois est encore plus froid et plus humide que celui de janvier ; les pluies sont battantes et continuelles, le vent souffle avec violence et passe brusquement de l'est à l'ouest ; le thermomètre marque de 6 à 10 degrés ; il descend quelquefois à 4.

Le vent persiste à souffler du nord-est et de l'Atlas et refroidit le vent du sud-est. Les fleurs de l'abricotier et de la cerise commencent à pousser.

l'amandier ; les pluies noient les terres et empêchent de labourer pendant la moitié du mois.

Les vents d'ouest sont dominants.

Dans les derniers jours du mois , on commence à voir, le matin principalement, des vapeurs rouler à la surface de la terre.

Vers la fin du mois, l'indigo, qui résiste ici au froid de l'hiver, reprend ses feuilles.

Les luzernes et trèfles incarnats forment de bons pâturages.

Les vaches ont beaucoup de lait ; vers le 15, ponte des canes.

On sème orge et petits pois, jusqu'à la fin du mois seulement, et en observant de semer plus épals qu'en décembre et janvier ;

On forme des aspergeries ;

On sème choux Milan et quintal d'Alsace, qui, au mois d'avril, seront repiqués en pleine terre ainsi que les choux-fleurs, et passeront les chaleurs de l'été sans faire de progrès, mais aussi sans périr ; aux premières pluies de septembre et d'octobre, ils prendront de la vigueur et donneront abondamment pendant tout l'hiver suivant.

On repique le tabac ; c'est une plante grasse qui, une fois reprise, ne craint ni la chaleur, ni le froid : en Afrique elle dure plusieurs années, mais on ne doit la laisser subsister que pendant un an, parce que ses produits en hiver sont sans force et sans qualité.

On plante pommes de terre pour récolter en été.

On sème également, dès que le temps se radoucit, toutes les espèces de fleurs hâtives, telles que balsamines, pavots, pieds-d'alouette, résédas, mignardises, quarantains, giroflées, belles de nuit, roses trémières, reines-marguerites, œillets d'Inde, gueules-de-loup, œillets, zinnias, dalhias, etc. ; on sème aussi graines de frêne, platane, laurier, micocoulier et autres. Dans le commencement du mois, on repique choux pain-de-sucre et cœur-de-bœuf hâtifs, qui seront bons à récolter fin mars ; toutes les autres espèces montent à graines aux premières chaleurs.

On taille les oliviers et les mûriers ; on fait les boutures de saule et de peuplier, d'olivier et de mûrier blanc : ces dernières sont d'une reprise difficile et demandent beaucoup de soins, surtout de l'ombre et de l'eau.

Il faut se hâter de nettoyer les prairies, d'étendre les fourmillières, etc. On prépare les terres pour lesensemencements de printemps ; on ne saurait les labourer trop profondément, afin que les racines des plantes puissent s'y enfoncer et se garantir des grandes chaleurs de l'été ; ceci s'entend surtout pour les plantations de pommes de terre.

A la fin du mois , on interdit aux bestiaux l'entrée des prairies qu'on a l'intention de faucher.

MARS.**LE BÉLIER.**

Lever du soleil.

1 — 6 h. 44 m.

15 — 6 h. 15 m.

Coucher du soleil.

5 h. 42 m.

6 h. 4 m.

P. L. le 4 à 9 h. 12 m. du soir.

N. L. le 19 à 0 h. 27 m. du matin.

D. Q. le 11 à 1 h. 29 m. du soir.

P. Q. le 27 à 5 h. 11 m. du matin.

1	V.	St Albin.	61	17	D.	<i>Laetare.</i>	77
2	S.	St Simplicie.	62	18	L.	St Alexandre.	78
3	D.	<i>Reminiscere.</i>	63	19	M.	St Joseph.	79
4	L.	St Adrien.	64	20	M.	St Joachim.	80
5	M.	St Théophile.	65	21	J.	St Benoît.	81
6	M.	Ste Colette.	66	22	V.	St Paul.	82
7	J.	Ste Perpétue.	67	23	S.	St Victorien.	83
8	V.	Ste Rose.	68	24	D.	<i>La Passion.</i>	84
9	S.	Ste Françoise.	69	25	L.	ANNONCIATION.	85
10	D.	<i>Oculi.</i>	70	26	M.	St Gabriel.	86
11	L.	Quarante martyrs.	71	27	M.	St Rupert.	87
12	M.	St Paul, évêque.	72	28	J.	St Gontrand.	88
13	M.	Ste Euphrasie.	73	29	V.	Compassion.	89
14	J.	<i>Mi-Carême.</i>	74	30	S.	St Amédée.	90
15	V.	St Zacharie.	75	31	D.	<i>Rameaux.</i>	91
16	S.	St Abraham.	76				

Le Printemps, le 20 mars.

Romulus, qui prétendait être fils du dieu *Mars*, donna le nom de cette divinité à ce mois, qui était alors le premier de l'année; et ce mois a conservé son nom, lorsque Numa, successeur de Romulus, changeant la disposition du calendrier de ce prince, établit au mois de janvier le commencement de l'année romaine.

Le soleil entre au signe du Bélier le 20 de ce mois, à 0 heure 4 minutes du soir.

TEMPÉRATURE. — Les pluies sont moins fréquentes qu'en février, et, pendant quelques journées seulement, elles interrompent les travaux des champs.

Dans la première quinzaine, on trouve encore des matinées froides, quelquefois une gelée blanche, de la neige sans consis-

tance ; mais le thermomètre descend rarement à 4 degrés au-dessus de 0 ; il se tient entre 8 et 12. Aux moindres éclaircies, on s'aperçoit que le soleil prend de la force, surtout vers la fin du mois ; alors la chaleur s'élève, dans le milieu du jour, à 15 et 18 degrés.

Les vents d'ouest et d'est règnent avec violence, mais ceux d'ouest conservent le dessus ; ceux du sud-ouest amènent quelquefois de la grêle.

La végétation prend de la force.

Les cannes à sucre repoussent ; les prunes, cerises, abricots sont noués ; les navets, sauf les turneps, sont à graines ; les carottes et les choux commencent à monter.

A la fin du mois, première coupe de vert sur prairies hâtives et bien fumées ; coupe de l'escourgeon ; effeuillage des choux à vaches ; les poix donnent un fourrage abondant ; les abeilles essaiment, les vers à soie éclosent : premier chant du coucou.

Vers le 15, on sème mûriers blancs, presque toute espèce de fleurs ; on plante patates et cannes à sucre.

On se hâte de terminer les plantations de pommes de terre au midi ; dans les terres fraîches et au nord ; on peut les continuer jusque dans les premiers jours d'avril, mais la terre doit être profondément travaillée et le fumier bien consommé.

A cette époque, on ne doit plus semer de petits pois pour récolter en sec ; il vaut mieux les semer plus épais pour en faire du fourrage.

On repique oignons, choux cabus, choux-fleurs, betteraves, tabac, etc. ; en pleine terre, en terre irrigable, on repique salades d'été, choux d'été, tomates, poivres longs, aubergines, etc.

Si l'on possède des terres incultes, dont on n'espère pas retirer du foin, il est bon de les faire labourer et de leur laisser passer l'été en grosses mottes ; la chaleur produira sur elles le même effet que la gelée en Europe, par l'alternative des rosées et du soleil. Ces terres seront hersées vivement aux premières pluies d'automne, et bonnes à ensemençer immédiatement après.

AVRIL.♈ **LE TAUREAU.**

Lever du soleil.

1 — 5 h. 40 m.

15 — 5 h. 11 m.

Coucher du soleil.

6 h. 29 m.

6 h. 50 m.

P. L. le 3 à 7 h. 7 m. du matin.

N. L. le 17 à 4 h. 42 m. du soir.

D. Q. le 9 à 10 h. 18 m. du soir.

P. Q. le 25 à 8 h. 26 m. du soir.

1	L.	St Hugues.	92	16	M.	St Paterne.	107
2	M.	St François de P.	93	17	M.	St Élie.	108
3	M.	St Richard.	94	18	J.	St Parfait.	109
4	J.	St Vincent F.	95	19	V.	St Léon, pape.	110
5	V.	<i>Vendredi-Saint.</i>	96	20	S.	St Ypipay.	111
6	S.	St Prudence.	97	21	D.	St Anselme.	112
7	D.	PAQUES.	98	22	L.	St Opportune.	113
8	L.	St Gauthier.	99	23	M.	St Georges.	114
9	M.	Ste Marie, ég.	100	24	M.	Ste Beuve.	115
10	M.	St Blaise.	101	25	J.	St Marc.	116
11	J.	St Eustorge.	102	26	V.	St Clet.	117
12	V.	St Jules.	103	27	S.	Ste Antonia.	118
13	S.	St Mars.	104	28	D.	St Vital.	119
14	D.	<i>Quasimodo.</i>	105	29	L.	St Gombert.	120
15	L.	Ste Anastasie.	106	30	M.	St Eutrope.	121

Le nom de ce mois, *Aprilis* chez les Romains, signifie, suivant Varron, *apéritif*, parce qu'à cette époque les pores des plantes s'ouvrent, et elles commencent à végéter.

Le soleil entre au signe du Taureau le 20 de ce mois, à 0 heure 12 minutes du matin.

TEMPÉRATURE. — L'atmosphère commence à se réchauffer, et le thermomètre descend rarement à 7 degrés, même pendant la nuit; il se retient ordinairement entre 10 et 13 degrés; vers la fin du mois il monte quelquefois à 16 et à 20.

Les pluies deviennent rares, mais suffisent pour entretenir dans la terre une humidité convenable; les rosées sont fortes, surtout après une belle journée. Les vents d'ouest ont moins de violence, ceux d'est commencent à prendre le dessus. Les gelées blanches ne sont plus à craindre, et les matinées sont souvent signalées par

des brumes épaisses qui roulent à la surface du sol; si ces brumes s'affaissent, c'est un signe de beau temps; si elles s'élèvent, elles présagent la pluie.

Les jardins sont remplis de fleurs de toutes sortes :

Tous les légumes en général montent à graines; on trouve peu de choux, de salades, de navets et de carottes qui ne soient pas montés; les blés et les orges poussent vigoureusement.

Les prairies, en terres légères et en pente exposée au midi, sont souvent bonnes à faucher vers le 20 de ce mois. Pour le trèfle incarnat, il faut qu'une partie des fleurs soient passées : fauché plus tôt, ce trèfle éprouve un grand déchet et ses grosses côtes aqueuses n'ont ni saveur ni poids; une autre attention qu'il faut avoir, c'est de ne remuer ce fourrage qu'à la rosée et le moins souvent possible, parce que ses feuilles, qui sont la partie la plus savoureuse se détachent facilement.

On sème melons de toute espèce : le cantaloup n'a pas ici les qualités qu'il possède dans le nord, et sa chair est souvent indigeste. Les melons d'Espagne réussissent fort bien, principalement ceux d'hiver, parmi lesquels on doit distinguer le melon musqué de Valence, qui se conserve jusqu'en janvier et février : ces melons aiment la terre neuve, le sable noir des rivières et des torrents, et ne veulent que des arrosements rares; ils grossissent moins, mais en acquièrent plus de goût.

A dater du 15, on peut, dans un jardin irrigable, semer, planter et replanter toute espèce de légumes et de fleurs.

Les pommes de terre et les pois plantés en mars sont bons à biner; le maïs doit l'être dès qu'il a six pouces de haut; on ne saurait même le biner trop tôt. Les Arabes ne plantent le maïs qu'à l'arrosage.

On ne met plus à la charrue les bœufs dont on veut se défaire, afin de les laisser prendre de la graisse et de pouvoir les vendre pendant que les bêtes grasses sont encore chères.

Il faut réparer les conduits d'eau et les puits à roue; à la fin du mois et en mai, on en aura besoin pour les irrigations.

On doit se préparer à faucher; on choisit ses faux, ses fourches, ses râtaux; on répare ses voitures; on achète caisses et cordes pour botteier; on s'assure des faucheurs.

On presse l'engrais des cochons, car à la fin du mois il ne se vendent plus facilement. L'espèce de porcs à préférer en Afrique est celle de Mayorque, qui se reconnaît à une absence presque générale des soies; les individus en sont plus petits que dans nos espèces de France, mais ils arrivent encore à peser de trois à quatre quintaux.

MAI.**LES GÉMEAUX.**

Lever du soleil.		Coucher du soleil.	
1 — 4 h. 41 m.		7 h. 13 m.	
15 — 4 h. 20 m.		7 h. 33 m.	
P. L. le 2 à 3 h. 25 m. du soir.		D. Q. le 9 à 8 h. 32 m. du matin.	
N. L. le 17 à 9 h. 3 m. du matin.		P. Q. le 31 à 10 h. 56 m. du soir.	

1	M.	S. PHILIPPE.	122	17	V.	St Restitute.	138
2	J.	St Athanase.	123	18	S.	St Éric.	139
3	V.	Invent. ste Croix.	124	19	D.	St Célestin.	140
4	S.	Ste Monique.	125	20	L.	St Bernardin.	141
5	D.	Conv. de st L.	126	21	M.	St Constantin.	142
6	L.	St Jean-P.-Lat.	127	22	M.	Ste Julie.	143
7	M.	St Stanislas.	128	23	J.	St Pascal.	144
8	M.	Ste Agathe.	129	24	V.	Ste Jeanne.	145
9	J.	St Grégoire.	130	25	S.	St Urbain.	146
10	V.	St Gordien.	131	26	D.	PENTECOTE.	147
11	S.	St Mamert.	132	27	L.	St Hildevert.	148
12	D.	St Léon.	133	28	M.	St Germain.	149
13	L.	Rogations.	134	29	M.	Quatre-Temps.	150
14	M.	Ste Aglaé.	135	30	J.	St Hubert.	151
15	M.	St Isidore.	136	31	V.	Ste Aline.	152
16	J.	ASCENSION.	137				

Ce mois, en latin *Maius*, était déjà ainsi nommé chez les anciens peuples d'Italie avant la fondation de Rome. Son nom, suivant quelques auteurs, venait du surnom de *Maius* donné par plusieurs anciens peuples à Jupiter.

Mais l'étymologie la plus vraisemblable se tire du mot *maiores*, qui désignait les ancêtres ou les vieillards, auxquels ce mois était consacré.

Le soleil entre au signe des Gémeaux le 21 de ce mois, à 0 heure 21 minutes du matin.

TEMPÉRATURE. — Les pluies commencent à se faire désirer et sont le produit d'orages passagers.

La terre s'est bien réchauffée ; le thermomètre descend rarement à 10 degrés ; il est constamment entre 13 et 16, et monte quelquefois à 20 et 22.

Les vents d'ouest et de sud se font peu sentir ; ce sont eux qui amènent les orages. Quelques matinées sont encore brumeuses, les rosées très-abondantes.

Le 15, première coupe de chicorée sauvage ; alors les foin sont mûrs presque partout, il est temps de commencer à faucher. Quelques prairies des bas-fonds de la Mitidja sont plus tardives ; mais dans le massif d'Alger, le 15 de mai est le fort de la fauchaison.

Mai est le dernier mois dans lequel on puisse encore semer en pleine terre.

Les jeunes semis seront seuls arrosés à l'arrosoir ; tous les légumes repiqués ou déjà forts seront irrigués à l'eau courante, suivant l'usage adopté dans le midi de la France, en Italie et en Espagne. En Afrique, le soleil absorbe l'eau trop rapidement pour qu'on puisse y employer avec profit la méthode d'arrosement usitée dans le nord de la France.

On continue la greffe des oliviers ; les Arabes de l'*Oued et Zeitoun* (de la rivière des oliviers) regardent la greffe en écusson comme préférable ; mais les Français ont presque toujours greffé en couronne, et ont obtenu de fort beaux résultats.

Les boutures de mûriers blancs, mises en jauge avant l'hiver et en pépinière à la fin de février, prennent de la vigueur ; celles préparées seulement en février, reprennent difficilement. Les boutures de multicaules sont plus robustes et manquent rarement ; elle se passent d'arrosages et demandent seulement à être binées.

Vers la fin de mai, on récolte les mûres, on en prend la graine et on la sème de suite en lignes espacées de neuf pouces ; on arrose et on sarcle le semis quand il est nécessaire : la graine lève promptement, et en espaçant les jeunes plants à trois pouces, on aura au printemps suivant un bon nombre de sujets assez forts pour être greffés. Si le temps le permet encore, on continue de labourer les terres en friche pour jachères d'été.

Après la fauchaison des prairies artificielles annuelles, telles que pois, vesces, trèfle incarnat, etc., lorsque la terre est encore fraîche, on doit labourer derrière la faux ; on a le double avantage d'enterrer les débris que les plantes ont laissés sur le sol et de pouvoir ensemençer ces terres aux premières pluies d'automne.

Il faut vendre les bestiaux dont on a l'intention de se défaire : en juin les bêtes grasses sont abondantes et à bas prix, et elles ne deviendront chères qu'en septembre et octobre.

JUIN.

♋ L'ÉCREVISSE.

Lever du soleil.

1 — 4 h. 3 m.

15 — 3 h. 58 m.

Coucher du soleil.

7 h. 53 m.

8 h. 3 m.

D. Q. le 7 à 8 h. 39 m. du soir.

P. Q. le 13 à 3 h. 54 m. du soir.

N. L. le 16 à 0 h. 35 m. du matin.

P. L. le 30 à 6 h. 30 m. du soir.

1	S.	Ste Laure.	153	16	D.	St Raymond.	168
2	D.	Trinité.	154	17	L.	St Hervé.	169
3	L.	Ste Clotilde.	155	18	M.	St Fortuné.	170
4	M.	Ste Saturnine.	156	19	M.	St Gervais.	171
5	M.	St Érasme.	157	20	J.	St Cyr et Ste Julit.	172
6	J.	FÊTE-DIEU.	158	21	V.	Ste Octavie.	173
7	V.	Ste Mériadec.	159	22	S.	St Paulin.	174
8	S.	St Médard.	160	23	D.	St Félix.	175
9	D.	Ste Pélagie.	161	24	L.	St JEAN-BAPTISTE.	176
10	L.	Ste Olive.	162	25	M.	St Prosper.	177
11	M.	St Barnabé.	163	26	M.	St Babolein.	178
12	M.	St Basilide.	164	27	J.	St Jean.	179
13	J.	Oct. Fête-Dieu.	165	28	V.	St Bénigne.	180
14	V.	St Rufin.	166	29	S.	St Pierre, st Paul.	181
15	S.	St Modeste.	167	30	D.	Commém. st Paul.	182

L'Été, le 21 Juin.

Le nom de ce mois, *Junius*, n'est, selon quelques auteurs, que l'abrégé de *Junonius*, qu'il portait, suivant eux, chez les anciens peuples de l'Italie, et chez lesquels ce mois était consacré à Junon.

D'autres étymologistes rapportent cette dénomination au mot *juvenes*, les jeunes gens, auxquels ce mois paraît avoir été dédié chez les Romains, comme le mois de mai l'était aux vieillards.

Le soleil entre au signe de l'Écrevisse ou du Cancer le 21 de ce mois, à 8 heures 56 minutes du matin.

TEMPÉRATURE. — La chaleur prend de la force; la pluie ne tombe que deux ou trois fois dans le mois et n'est que de courte durée.

Le vent du désert souffle quelquefois; alors le thermomètre, qui se tient habituellement entre 15 et 18 degrés, matin et soir,

et entre 20 et 24 dans le milieu du jour, monta subitement à 28 et 30; l'air est étouffé, le temps lourd et sombre; après deux ou trois jours, cela se termine par quelques coups de tonnerre et une légère ondée.

Les vents d'est règnent, ceux d'ouest ont cessé de souffler.

Les sources d'hiver tarissent vers le 25.

Les rosées sont abondantes et soutiennent la végétation.

Du 1^{er} au 15, fauchaison des prairies tardives.

Le 25, moisson de l'orge et du blé; on récolte peu de seigle et pas d'avoine. Le 30 récolte des fèves et des lentilles.

Arrachage des pommes de terre plantées en février; en enlevant les pommes de terre, on peut en laisser une de moyenne grosseur à chaque trou, et les recouvrir en disposant le terrain convenablement: aux premières pluies d'automne, elles germeront et donneront en novembre et décembre de 7 à 8 pour 1.

Vers le milieu de ce mois, on arrose les arbres plantés de l'année, on les butte et on couvre la terre du pied de paille hachée qui brise les rayons solaires et conserve la fraîcheur. On greffe le figuier à œil dormant. Les Arabes coupent quelques jours à l'avance les branches sur lesquelles ils veulent prendre les écussons; ils suppriment les yeux inférieurs et placent ces branches dans un terrain frais et arrosé: les yeux conservés en prennent plus de force, se développent bien et forment de bons écussons.

En jardin irrigable, on sème tous légumes excepté les petits pois; les Mahonals, qui sont assez bons maraichers, ont l'attention, après une pluie d'orage, d'irriguer leurs jardins; ils prétendent que l'eau tiède de l'orage ferait monter leurs légumes à graines, si l'eau plus froide des irrigations ne venait rafraîchir les racines et retenir la sève.

Après la coupe des luzernes, si l'on possède assez d'eau courante pour les irriguer tous les quatre ou cinq jours, on aura chaque mois une nouvelle coupe: autrement la prairie sera desséchée par les chaleurs de l'été, et ne donnera plus qu'un pâturage à l'arrière-saison.

Les bêtes grasses sont à bon marché et les maigres sont peu recherchées. Il faut retrancher la litière aux bestiaux, elle les échauffe trop: dans quelques parties du midi de la France on substitue le sable à la paille pour recevoir les déjections des animaux et fumer les terres fortes.

L'air des marécages commence à être pernicieux et occasionne des fièvres: les habitants de ces quartiers malsains doivent songer à s'en garantir et faire attention surtout à l'eau qu'ils boivent; les puits profonds sont les meilleurs; la facilité de puiser de l'eau à proximité de la surface du sol a causé plus d'une maladie.

Le serpent se dépouille de sa peau.

JUILLET.

♌ LE LION.

Lever du soleil.
1 — 4 h. 2 m.
15 — 4 h. 14 m.

Coucher du soleil.
8 h. 4 m.
7 h. 57 m.

D. Q. le 7 à 10 h. 59 m. du matin.
P. Q. le 22 à 9 h. 22 m. du soir.

N. L. le 15 à 2 h. 33 m. du soir.
P. L. le 29 à 2 h. 43 m. du soir.

1	L.	St Martial.	183	17	M.	St Alexis.	199
2	M.	Visitat. N. D.	184	18	J.	St Thomas.	200
3	M.	St Anatole.	185	19	V.	St Vincent de P.	201
4	J.	Transl. st Martin.	186	20	S.	Ste Marguerite.	202
5	V.	Ste Zoé.	187	21	D.	St Victor.	203
6	S.	St Adolphe.	188	22	L.	Ste Madeleine.	204
7	D.	Ste Aubierge.	189	23	M.	Ste Apolline.	205
8	L.	Ste Élisabeth.	190	24	M.	Ste Christine.	206
9	M.	Ste Victoire.	191	25	J.	St Jacques le maj.	207
10	M.	Ste Félicité.	192	26	V.	Transl. de st M.	208
11	J.	Transl. st Benoît.	193	27	S.	St Georges.	209
12	V.	St Guibert.	194	28	D.	Ste Anne.	210
13	S.	St Turiaf.	195	29	L.	Ste Marthe.	211
14	D.	St Bonaventure.	196	30	M.	St Tarvin.	212
15	L.	St Henri.	197	31	M.	St Germ. L.	213
16	M.	St Eustase.	198				

Le nom de ce mois, *Julius* chez les Romains, lui a été donné sous le consulat de Marc-Antoine et sur la proposition de ce consul, pour honorer l'anniversaire de la naissance de *Jules-César*, arrivée le 4 des Ides de ce mois.

Auparavant on nommait ce mois *Quintilis*, parce qu'il était le cinquième mois dans le calendrier de *Romulus*.

Le soleil entre au signe du Lion le 22 de ce mois, à 7 heures 53 minutes du soir.

TEMPÉRATURE. — Les grandes chaleurs ont commencé ; le vent du désert souffle par intervalles, mais dure au plus deux ou trois jours ; le ciel est toujours bleu, les rosées deviennent rares ; le thermomètre ne descend guère à 16 degrés, même pendant la nuit ; dans le jour, il est constamment entre 20 et 26, et monte par le vent du désert à 30 et 31, rarement à 32.

Les vents d'est et de sud dominant , le nord souffle peu , le vent d'ouest jamais.

Le myrte, le poivrier noir (*schinus molle*), le grenadier, la clématite, sont en fleurs, ainsi que l'aloès dont il faut alors couper la hampe pour s'en servir comme de solives légères propres à des apprentis.

Le maïs en bonne terre a six pieds de haut et commence à mûrir.

Vers le 15, on récolte les joncs pour en faire des liens ; les Espagnols les préparent et les mettent en tresses de 104 brins qui se conservent ainsi deux ans et valent à Mahon de 20 à 25 c. la tresse.

A la fin du mois, les orges, blés, seigles, fèves, pois et pommes de terre sont tous récoltés, ainsi que le tabac en première cueillette.

Le dépiquage par les mules est beaucoup plus rapide que par les bœufs et doit être pratiqué de préférence, bien que les bœufs coûtent moins à nourrir.

On étête le coton, mais il ne faut pas encore pincer les branches latérales.

En jardin irrigable, on sème tous légumes.

Dans les environs des marécages l'air est pestilentiel , surtout pendant la nuit : alors les exhalaisons que le soleil a provoquées retombent sur la terre, pénètrent les vêtements, causent des refroidissements et la fièvre.

L'Espagnol et l'Arabe jugent prudent de ne sortir qu'après le lever du soleil et de rentrer au moment de son coucher.

Pendant les grandes chaleurs, quel que soit le lieu qu'on habite, on doit toujours avoir la tête et l'estomac bien couverts : ces deux parties du corps sont le siège des maladies que contractent les Européens ; et pour s'en garantir, il faut imiter les gens du pays, qui ont la tête couverte d'épais turbans, et l'estomac et le ventre enveloppés dans les replis de leurs larges ceintures.

Les boissons toniques sont les préférables, et une tasse de café maure vaut mieux, en cette saison, qu'une limonade.

La viande de porc est malsaine, et les marchands ne tuent plus de ces animaux.

AOUT.

ou LA VIERGE.

Lever du soleil.

1 — 4 h. 35 m.

15 — 4 h. 54 m.

Coucher du soleil.

7 h. 57 m.

7 h. 14 m.

D. Q. le 6 à 3 h. 36 m. du matin.

P. Q. le 21 à 2 h. 25 m. du matin.

N. L. le 14 à 2 h. 41 m. du matin.

P. L. le 28 à 0 h. 53 m. du matin.

1	J.	Ste Sophie.	214	17	S.	St Mammès.	230
2	V.	St Étienne.	215	18	D.	St Hélène.	231
3	S.	Inv. st Étienne.	216	19	L.	St Louis, évêque.	232
4	D.	Susc. ste Croix.	217	20	M.	St Bernard.	233
5	L.	St Thierry.	218	21	M.	Ste Emilie.	234
6	M.	Transfig. de N.-S.	219	22	J.	St Symphorien.	235
7	M.	St Gaetan.	220	23	V.	St Sidoine.	236
8	J.	St Justin.	221	24	S.	St Barthélemi.	237
9	V.	St Spire.	222	25	D.	St Louis, roi.	238
10	S.	St Laurent.	223	26	L.	St Zéphirin.	239
11	D.	Susc. de la ste C.	224	27	M.	St Césaire.	240
12	L.	Ste Claire.	225	28	M.	St Augustin.	241
13	M.	St Hippolyte.	226	29	J.	St Médéric.	242
14	M.	Ste Radégonde.	227	30	V.	St Flacre.	243
15	J.	ASSOMPTION.	228	31	S.	Ste Isabelle.	244
16	V.	St Roch.	229				

Le nom du mois d'*Août* est une corruption de celui d'*Augustus* qu'il portait chez les Romains. Ce mois se nommait d'abord *Sex-tilis*, parce qu'il était le sixième du calendrier de *Romulus*; mais le sénat changea ce nom en celui d'*Augustus*, pour flatter *Octave Auguste*, qui avait dans ce mois obtenu le consulat avant l'âge, après avoir subjugué l'Égypte et reçu trois fois les honneurs du triomphe.

Le soleil entre au signe de la Vierge le 23 de ce mois, à 2 heures 27 minutes du matin.

TEMPÉRATURE. — C'est le mois des chaleurs étouffantes; le vent du désert, sud et sud-ouest, souffle fréquemment; alors l'air est embrasé, on se croirait à la bouche d'un four; les orages, qui ne laissent échapper que quelques gouttes d'eau, pèsent sur l'at-

mosphère; le thermomètre se tient de 20 à 27 degrés, et monte quelquefois à 30 et 31.

C'est lorsque le vent du désert souffle, que les Arabes mettent le feu aux chaumes et aux herbes sèches pour fumer le terrain et le labourer ensuite plus facilement; ils brûlent aussi les broussailles pour faire plus aisément des fagots avec les grosses branches que le feu en courant n'a jamais le temps de consumer.

Vers la fin du mois les nuits fraîchissent un peu, les rosées reparaissent.

L'indigo est bon à couper; les betteraves donnent leur graine, mais la racine fournit encore quelque nourriture pour les bestiaux.

Le fruit du palmier nain est mûr; les chacals s'en nourrissent, faute de mieux; avec ses noyaux les Maures font des chapelets qui ont l'apparence et la dureté de la corne.

La canne à sucre se coupe en vert pour la quatrième fois.

A la fin du mois, les haricots de France sont presque tous secs, ceux de Mahon sont en fleurs et bons en vert; le maïs est récolté; les courges, giraumonts, concombres, melons, gombos, aubergines, tomates, piments, citrons, etc., donnent continuellement; les oranges sont chères et vont manquer; les secondes figues sont abondantes, ainsi que les figues de Barbarie; c'est le moment de récolter le miel.

Les Arabes ont rentré leurs grains; les figues de Barbarie leur fournissent une nourriture qui dispense la plupart d'entre eux de faire du pain: alors, n'ayant plus de travaux qui les occupent, sûrs de trouver partout de quoi vivre, ils songent au pillage.

La charrue ne peut plus ouvrir la terre durcie par le soleil; mais les jachères profitent des alternatives du soleil et de la rosée qui meublissent et aèrent le sol.

Les pâturages sont brûlés par l'ardeur du soleil, et les bestiaux, qui ne vivent que de ce qu'ils trouvent aux champs, maigrissent et sont à vil prix. Si on possède des vallons frais, quelques provisions de foin, on peut se former à bon compte de beaux troupeaux, en vaches pleines pour avoir du lait et des élèves, en bœufs pour avoir des attelages doubles de ce qui sera nécessaire au moment des travaux. Les veaux d'un an sont presque sans valeur et profitables à acheter; ils grandissent et engraisissent sur la ferme.

La viande de porc est toujours indigeste et malsaine.

Ce mois est celui de la chasse; les bécasses, perdrix, râles, alouettes, becfigues, poules de Carthage, lapins, lièvres, etc., sont gras et bons à tuer. Il y a force émouchets, geais, etc.; les hirondelles reparaissent.

SEPTEMBRE.**LA BALANCE.****Lever du soleil.**

1 — 5 h. 18 m.

15 — 5 h. 38 m.

Coucher du soleil.

6 h. 41 m.

6 h. 11 m.

D. Q. le 4 à 9 h. 53 m. du soir.

P. Q. le 19 à 8 h. 1 m. du matin.

N. L. le 12 à 1 h. 25 m. du soir.

P. L. le 26 à 1 h. 23 m. du soir.

1	D.	St Leu, st Gilles.	245	16	L.	Ste Eugénie.	260
2	L.	St Lazare.	246	17	M.	St Lambert.	261
3	M.	St Grégoire.	247	18	M.	Quatre-Temps.	262
4	M.	Ste Rosalie.	248	19	J.	St Janvier.	263
5	J.	Ste Eudoxe.	249	20	V.	St Eustache.	264
6	V.	St Onésippe.	250	21	S.	St Mathieu.	265
7	S.	St Cloud.	251	22	D.	St Maurice.	266
8	D.	Nativité de N.-D.	252	23	L.	Ste Thècle.	267
9	L.	St Omer.	253	24	M.	St Andoche.	268
10	M.	St Nicolas.	254	25	M.	St Firmin.	269
11	M.	St Hyacinthe.	255	26	J.	Ste Justine.	270
12	J.	St Raphaël.	256	27	V.	St Côme, s. Dam.	271
13	V.	St Maurille.	257	28	S.	St Cérant.	272
14	S.	Exalt. de la ste Cr.	258	29	D.	St Michel.	273
15	D.	St Valérien.	259	30	L.	St Jérôme.	274

Le nom de ce mois est formé de la contraction des mots *septem ab imbre*, parce qu'il était le septième après la saison pluvieuse, et en même temps le septième de l'ancienne année romaine commençant au mois de Mars, suivant le calendrier de Romulus.

Domitien, qui était surnommé *Germanicus*, essaya vainement de donner à ce mois son surnom, parce que c'était le mois dans lequel il était parvenu à l'empire.

Le soleil entre au signe de la Balance le 22 de ce mois, à 11 heures 7 minutes du soir.

TEMPÉRATURE. — Dans la première quinzaine de ce mois les chaleurs sont moins intenses : pourtant le vent du désert souffle quelquefois ; le thermomètre se tient de 17 à 25 degrés. Du 10 au 15, il est à remarquer que la chaleur tombe sensiblement et devient supportable ; les rosées sont fréquentes, quelques pluies ra-

fraîchissent l'air, le thermomètre descend quelquefois à 15 degrés et monte rarement à 25. Le vent d'est est toujours dominant, celui d'ouest se fait sentir quelquefois.

Premières fleurs de scyllies ; quand elles poussent de bonne heure et en grand nombre, les Arabes augurent bien de la récolte de fèves qui suivra.

Aux premières pluies qui tombent, la nature engourdie se réveille.

Seconde pousse des arbres : ceux communs à l'Europe et à l'Afrique, et en particulier les mûriers, profitent à cette seconde pousse presque autant qu'à celle du printemps.

En jardin irrigable, on trouve toute espèce de légumes, excepté des petits pois ; mais on peut commencer à en planter.

Seconde récolte du tabac.

Les secondes figues donnent abondamment ; on les fait sécher sur des claies, en les exposant au soleil, les rentrant la nuit, et les retournant chaque jour.

Pleine récolte des figues de Barbarie ; elles sont une excellente nourriture pour les porcs qu'elles engraisent.

Premier coton mûr.

On bine les pommes de terre, si la pluie a pénétré assez avant.

On greffe les mûriers et tous arbres fruitiers à œil dormant.

On nettoie les fossés d'écoulement.

On porte le fumier sur les terres ; les fumiers les plus chauds doivent être préférés pour les récoltes d'hiver ; employés au printemps, ils brûleraient les récoltes.

On fait provision de feuilles de palmier, qu'on met à faner, afin que dans les mauvais jours les ouvriers tressent des cordes et des paniers à la maison.

Vers la fin du mois, les bêtes grasses commencent à être rares et vont renchérir.

On tue encore peu de porcs.

29 septembre, Saint-Michel, commencement de l'année agricole.

C'est à cette époque que se passent les baux pour jardins et pour fermes.

OCTOBRE.

♏ LE SCORPION.

Lever du soleil.
1 — 6 h. 1 m.
15 — 6 h. 22 m.

Coucher du soleil.
5 h. 37 m.
5 h. 9 m.

D. Q. le 4 à 4 h. 38 m. du soir.
P. Q. le 18 à 3 h. 25 m. du soir.

N. L. le 11 à 11 h. 33 m. du soir.
P. L. le 26 à 5 h. 14 m. du matin.

1	M.	St Remi.	275	17	J.	Ste Estelle.	291
2	M.	Sts Anges gard.	276	18	V.	St Luc.	292
3	J.	St Cyprien.	277	19	S.	St Savinien.	293
4	V.	St François.	278	20	D.	St Sandou.	294
5	S.	Ste Auro.	279	21	L.	Ste Ursule.	295
6	D.	St Bruno.	280	22	M.	St Mellon.	296
7	L.	Ste Julie.	281	23	M.	St Hilarion.	297
8	M.	Ste Brigitte.	282	24	J.	St Magloire.	298
9	M.	St Denis.	283	25	V.	St Crépin.	299
10	J.	St Géréon.	284	26	S.	St Evariste.	300
11	V.	St Firmin.	285	27	D.	St Frumence.	301
12	S.	St Vilfrid.	286	28	L.	St Simon, st J.	302
13	D.	St Gérard.	287	29	M.	St Narcisse.	303
14	L.	St Céleste.	288	30	M.	St Lucain.	304
15	M.	Ste Thérèse.	289	31	J.	St Quentin.	305
16	M.	St Gal.	290				

L'Automne, le 22 octobre.

Le nom du mois d'*Octobre* a une étymologie semblable à celle du mois précédent; il était le huitième de l'ancien calendrier des Romains.

Domitien avait aussi voulu changer la dénomination de ce mois et lui donner son nom, parce que c'était dans ce mois qu'il était né; mais ses projets sur ce mois, comme sur le précédent, périrent avec lui.

Le soleil entre dans le signe du Scorpion le 23 octobre, à 7 heures 20 minutes du matin.

TEMPÉRATURE. — Les pluies qui tombent assez fréquemment sont appelées par les Arabes pluies de semailles. Le temps fraîchit beaucoup; le thermomètre se tient le matin et le soir entre 12 et

15 degrés, à midi entre 16 et 22 ; par le vent du nord, accompagné de pluie, il est descendu à 5 degrés.

Les vents d'ouest prennent de la force et amènent toujours de la pluie.

L'herbe pointille, le sainfoin, le trèfle et la luzerne repoussent avec force, et seront bons à couper fin novembre, si l'on peut les irriguer.

Les asperges donnent en seconde récolte ; les raisins sont abondants sur les treilles ; Dellys, petit pays à 15 lieues d'Alger, fournit du raisin jusqu'au milieu de l'hiver.

Les graines de frêne et de platane sont mûres ; le coton jaune de Malte est bon à récolter à la fin du mois.

Retour des étourneaux. *Avis aux laboureurs.*

Quelques papillons reparaisent, les oiseaux reprennent leur ramage.

On relève les tiges des tomates, pour que l'humidité de la terre ne les pourrisse pas ; par ce moyen on en récoltera tout l'hiver.

On ne sème pas le blé avant la fin du mois, encore faut-il que les terres soient bien mouillées ; car ici, plus que partout ailleurs, le blé veut être semé dans la boue.

On fait les trous pour les plantations d'arbres, afin que la terre ait le temps de s'aérer ; on creuse les fossés pour la vigne.

On laboure les terres légères quand les pluies sont peu abondantes, et les terres fortes lorsque l'eau les a pénétrées convenablement ; mais, en cas d'humidité suffisante, on doit de préférence labourer les terres fortes, qui ne sont plus maniables aussitôt l'arrivée des grandes pluies.

Les terres destinées aux semailles de printemps seront labourées en grosses mottes ; si l'on hersait le terrain, les pluies d'hiver le battraient, et tout le travail serait perdu.

Les bestiaux deviennent chers en ce mois ; l'herbe des prairies, que l'été a desséchée, pourrit maintenant par l'humidité, et l'herbe nouvelle est tout aqueuse et sans vertu nutritive : aussi les bestiaux sont généralement maigres, et les bêtes grasses recherchées.

Agnelage d'automne.

NOVEMBRE.**→ LE SAGITTAIRE.**

Lever du soleil.

16 — 4 h. 9 m.

15 — 7 h. 11 m.

Coucher du soleil.

4 h. 38 m.

4 h. 18 m.

D. Q. le 3 à 10 h. 28 m. du matin.

P. Q. le 17 à 1 h. 40 m. du matin.

N. L. le 10 à 9 h. 46 m. du matin.

P. L. le 24 à 11 h. 51 m. du soir.

1	V.	TOUSSAINT.	306	16	S.	St Edme.	321
2	S.	<i>Trépassés.</i>	307	17	D.	St Agnan.	322
3	D.	St Hubert.	308	18	L.	Ste Aude.	323
4	L.	St Charles.	309	19	M.	Ste Élisabeth.	324
5	M.	Ste Bertille.	310	20	M.	St Edmond.	325
6	M.	St Léonard.	311	21	J.	Prés. de N.-D.	326
7	J.	St Willebrod.	312	22	V.	Ste Cécile.	327
8	V.	Stes Reliques.	313	23	S.	St Clément.	328
9	S.	St Mathurin.	314	24	D.	Ste Flore.	329
10	D.	St Léon.	315	25	L.	Ste Catherine.	330
11	L.	St Martin.	316	26	M.	Ste Geneviève.	331
12	M.	St René.	317	27	M.	St Jean A.	332
13	M.	St Brice.	318	28	J.	St Sosthène.	333
14	J.	St Bertrand.	319	29	V.	St Saturnin.	334
15	V.	St Eugène.	320	30	S.	St André.	335

Le nom du mois de *Novembre* a une étymologie semblable à celle des noms des deux mois précédents. Ce mois était le neuvième du calendrier donné par Romulus aux anciens Romains.

L'empereur Commode essaya vainement, à l'imitation de Domitien, de changer le nom de ce mois et de lui donner le sien.

Le soleil entre dans le signe du Sagittaire le 22 novembre, à 3 heures 55 minutes du matin.

TEMPÉRATURE. — La température continue à s'abaisser, la terre se refroidit, les pluies fréquentes rendent les labours faciles; le thermomètre, le matin, est de 7 à 12 degrés; à midi, de 12 à 18, même à 20; le soir, de 8 à 14; il suffit d'une éclaircie pour réchauffer l'atmosphère, car le soleil a encore de la force.

En 1836, on a vu 4 degrés le matin, 2 à midi, 3 le soir, accompagnés de pluie, grêle, neige qui a persisté sur l'Atlas; les

15 et 21 novembre 1837 ont été remarquables par des gelées blanches ; mais ces températures sont extraordinaires.

Les vents ouest et nord-ouest commencent à dominer, mais ils ne soufflent que trois ou quatre jours de suite, et la pluie ne dure pas plus longtemps.

Les scyllies, narcisses, tulipes, absinthes, sortent de la terre ; les renoncules et anémones prennent de la force, la violette va fleurir.

Les choux et choux-fleurs qui ont passé l'été à la sécheresse commencent à profiter.

Les champignons sont abondants après une pluie suivie de quelques jours de soleil.

Quelques choux-fleurs, espèce de France, sont mûrs et se vendent cher ; les arbrouses sont bonnes à manger ; le lentisque donne sa graine, dont on tire à Mahon de l'huile à brûler.

Récolte du coton : le froid ne l'empêche pas de mûrir et lui est moins contraire que la pluie ; même après une gelée blanche les coques s'ouvrent en plus grand nombre.

On sème le tabac pour le repiquer plus tard en pleine terre.

On sème seigle, blé, orge par deuxième ou troisième labour non suivi de hersage ; les pluies d'hiver serreraient trop un terrain hersé, et dans un sol en pente l'eau entraînerait terres et semences. On doit surtout traverser tout les labours par de nombreux sillons d'écoulement.

On plante fèves en lignes et à la charrue.

Ce mois est favorable pour replanter toutes plantes vivaces.

On taille et plante la vigne vers la fin du mois ; on prépare la terre des pépinières ; on continue les trous pour plantations des arbres.

Les bêtes grasses et les bœufs de labour sont fort chers, les moutons gras principalement sont hors de prix : cela tient aux causes énoncées en octobre. Chaque année les troupeaux de moutons sont décimés par les premières pluies un peu abondantes, l'usage des bergeries n'étant pas en ^{re} adopté par les Arabes.

DÉCEMBRE.

✶ LE CAPRICORNE.

Lever du soleil.
1 — 7 h. 35 m.
15 — 7 h. 50 m.

Coucher du soleil.
4 h. 4 m.
4 h. 2 m.

D. Q. le 3 à 2 h. 17 m. du matin.
P. Q. le 16 à 3 h. 31 m. du soir.

N. L. le 9 à 8 h. 22 m. du soir.
P. L. le 24 à 7 h. 38 m. du soir.

1	D.	Avent. St Éloi.	336	17	M.	Ste Olympiade.	352
2	L.	St Franç. Xavier.	337	18	M.	Quatre-Temps.	353
3	M.	St Atale.	338	19	J.	St Timoléon.	354
4	M.	Ste Barbe.	339	20	V.	Ste Florentine.	355
5	J.	St Sabas.	340	21	S.	St Thomas.	356
6	V.	St Nicolas.	341	22	D.	St Honorat.	357
7	S.	Ste Fare.	342	23	L.	Ste Victoire.	358
8	D.	CONCEPTION.	343	24	M.	Vigile-jeûne.	359
9	L.	Ste Léocadie.	344	25	M.	NOEL.	360
10	M.	Ste Valère.	345	26	J.	St Étienne.	361
11	M.	St Fuscien.	346	27	V.	St Jean, évangel.	362
12	J.	Ste Constance.	347	28	S.	Sts Innocents.	363
13	V.	Ste Luce.	348	29	D.	St Éléonore.	364
14	S.	St Nicaise.	349	30	L.	Ste Colombe.	365
15	D.	St Mesmin.	350	31	M.	St Sylvestre.	366
16	L.	Ste Adélaïde.	351				

L'Hiver, le 21 décembre.

L'étymologie du nom de ce mois, dixième de l'année des Romains lorsqu'elle commençait au mois de Mars, est la même que celle des noms des trois mois précédents.

L'empereur Commode avait aussi essayé, mais en vain, de changer en son honneur la dénomination de ce mois.

Le soleil entre dans le signe du Capricorne le 21 décembre, à 4 heures 41 minutes du matin.

TEMPÉRATURE. — Le temps se refroidit beaucoup, les pluies se succèdent plus rapidement, l'Atlas est souvent couvert de neige, et vers la fin du mois, les gelées blanches sont fréquentes dans les bas-fonds à l'abri du vent ; sur les hauteurs et dans les plaines brassées par le vent ; les gelées blanches sont rares, pour ne pas dire nulles. Le matin, le thermomètre se tient de 5 à 8 degrés, à

midi de 8 à 10, même 15 et 18 dans les premiers jours du mois, le soir de 6 à 11.

Le soleil perd beaucoup de sa force et se montre rarement.

Quelquefois, par exception, décembre est fort beau, et, en 1831, on a vu le 22 de ce mois marqué par 21 degrés de chaleur ; mais le 23 la pluie a commencé à tomber et n'a cessé qu'à la fin de mai 1832.

L'herbe abonde partout, le sainfoin, le trèfle et la luzerne forment de bons pâturages ; les pois donnent beaucoup de vert ; ceux qui sont ramés et les nains grainent abondamment.

Repos des arbres communs à l'Europe et à l'Afrique.

On trouve encore quelques melons d'hiver, mais presque tous sont récoltés depuis longtemps et suspendus dans l'intérieur des maisons.

Il faut activer les plantations d'arbres, pour qu'elles soient presque finies avant le remonter du soleil, comme on dit en Provence, c'est-à-dire avant le solstice d'hiver ; et en cela, on a raison, surtout pour l'Afrique. Cependant dans les terrains humides et qui conservent longtemps leur fraîcheur, il n'y a pas d'inconvénient à prolonger les plantations jusqu'en février, surtout lorsque les sujets sont tirés du pays même.

Ici il faut donner aux trous au moins la même capacité qu'on leur donne dans le Midi : en voulant économiser sur les frais de plantation, on calcule mal et on perd souvent tout. Une précaution bonne à prendre en plantant c'est de mettre au fond du trou, autour des parois, une vingtaine de feuilles de cactus qui donnent longtemps de la fraîcheur aux racines de l'arbre et forment engrais en se décomposant.

On visite souvent les fossés d'écoulement pour qu'ils ne s'embarrassent pas ;

On fume les prés par dessus ;

On plante la vigne en terre légère ;

On fume et bêche les pépinières.

Si les pluies sont fréquentes en ce mois, les Arabes augurent bien des récoltes, parce que, toutes les terres étant labourables, les cultures et les commencements se font de bonne heure ; alors les pluies ultérieures ne coulent plus à la surface du sol pour former des marais dans les fonds ou se perdre à la mer : elles pénètrent dans la terre, lui conservent longtemps sa fraîcheur et alimentent tout l'été les puits et les sources.

OBSERVATIONS SUR LE CALENDRIER.

Toutes les remarques qui sont à la suite de chaque mois ont été constatées dans le massif d'Alger : ce pays est élevé, exposé au vent du nord qui apporte les exhalaisons salées de la mer, et garanti du vent du midi par l'Atlas : sa température, dans l'été, est de deux degrés inférieure à celle de la plaine de la Mitidja, et, dans l'hiver, elle est encore plus froide proportionnellement. On ne doit pas être surpris que beaucoup de cultures intertropicales n'y aient pas réussi. Les jardins dans lesquels le Gouvernement a fait des essais sont dans une situation également défavorable : placés sur le bord de la mer, sans abri contre ses influences, garantis précisément du midi par les montagnes du massif, ils n'ont pu faire apprécier d'une manière bien exacte quelles plantes pouvaient réussir en Algérie. Cependant le fruit du dattier, qui ne mûrit pas à Alger, mûrit à Biscara, où il forme la partie la plus essentielle de la nourriture des habitants et l'objet le plus important de leur commerce. Dans le massif, le caféier, le poivrier, le bambou, ont supporté sans périr les intempéries de l'hiver; la canne y donne peu de sucre, mais on peut en extraire du rhum. Il est donc à présumer que ces cultures et beaucoup d'autres, regardées aujourd'hui comme impraticables, réussiront dans les localités qui présenteront des situations plus favorables, telles que les versants sud des montagnes et les plaines abritées contre le vent du nord.

Si l'on veut juger les questions de température générale par les produits de la végétation, il n'est pas inutile d'invoquer le témoignage des anciens qui ont exploré ces localités. Léon l'Africain nous a laissé, à ce sujet, des renseignements qui, quoique inexacts aujourd'hui sur certains points, n'en n'ont pas moins d'intérêt. « En mars, dit-il, tous les arbres se couvrent de fleurs; en avril, se nouent presque tous les fruits; la fin de ce

mois et le commencement de mai donnent des cerises mûres ; à la mi-mai, on cueille des figues, et dans quelques lieues à la mi-juin, on trouve des raisins mûrs ; les poires, les oranges et les prunes atteignent leur maturité en juin et juillet. Les figues d'automne (c'est-à-dire la deuxième récolte) mûrissent en août. Mais c'est en septembre que les figues et les pêches sont le plus abondantes. Après la mi-août, on fait sécher une partie des raisins au soleil ; avec le surplus des grappes on fait du vin et du moût, surtout dans les provinces de Rifa. En octobre, on recueille le miel, les grenades et les coings ; en novembre, on abat les olives à coups de gaulle, quoiqu'on sache que ce procédé soit nuisible aux arbres ; mais les oliviers sont si élevés qu'on ne peut atteindre les fruits avec des échelles ordinaires. Il y a une espèce de grosses olives impropres à faire de l'huile, et que les habitants mangent lorsqu'elles sont mûres.

Les Africains comptent le printemps du 15 février au 28 mai ; pendant cette période ils ont une température très-douce. Si du 15 avril au 5 mai il ne tombe pas de pluie, ils en tirent un mauvais augure pour leurs récoltes.

L'été dure pour eux depuis le 29 mai jusqu'au seizième jour du mois d'août, période pendant laquelle l'air est extrêmement chaud et le ciel constamment serein. Si, par hasard, il tombe de la pluie en juillet et août, tout l'air est infecté et donne aussitôt naissance à des fièvres pestilentiellles dont il est bien difficile de guérir lorsqu'on en est attaqué. Ils comptent l'automne du 17 août jusqu'au 16 novembre. En août et septembre, la chaleur diminue. L'époque comprise entre le 15 août et le 15 septembre est appelé le *four* de l'année, parce que c'est alors que mûrissent les figues, les coings et les autres fruits du même genre. Enfin, ils comptent l'hiver depuis le 17 novembre jusqu'au 14 février. Les labours se font en octobre sur les montagnes, dans les plaines à la fin de novembre. Les Africains regardent comme les plus chauds de l'année, les quarante jours qui suivent le 12 juin, et comme les plus froids ceux qui commencent au 12 novembre.

CHARTRE CONSTITUTIONNELLE.

LOUIS - PHILIPPE , ROI DES FRANÇAIS , à tous présents et à venir,

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que la Charte constitutionnelle de 1814, telle qu'elle a été amendée par les deux chambres le 7 août et acceptée par nous le 9, sera de nouveau publiée dans les termes suivants :

Droit public des Français.

Art. 1^{er}. Les Français sont égaux devant la loi, quels que soient d'ailleurs leurs titres et leurs rangs.

2. Ils contribuent indistinctement, dans la proportion de leur fortune, aux charges de l'État.

3. Ils sont tous également admissibles aux emplois civils et militaires.

4. Leur liberté individuelle est également garantie, personne ne pouvant être poursuivi ni arrêté que dans les cas prévus par la loi, et dans la forme qu'elle prescrit. 341 s., P.; 615 s., I. c.; 2059 s., C.; 780 s., P. c.; 625, Co.

5. Chacun professe sa religion avec une égale liberté, et obtient pour son culte la même protection. 260, 261, P.

6. Les ministres de la religion catholique, apostolique et romaine, professée par la majorité des Français, et ceux des autres cultes chrétiens, reçoivent des traitements du trésor public.

7. Les Français ont le droit de publier et de faire imprimer leurs opinions, en se conformant aux lois. La censure ne pourra jamais être rétablie. (Voy. *les Lois de la Presse. App. au C. pénal.*)

8. Toutes les propriétés sont inviolables, sans aucune exception de celles qu'on appelle *nationales*, la loi ne mettant aucune différence entre elles.

9. L'État peut exiger le sacrifice d'une propriété, pour cause d'intérêt public légalement constaté, mais avec une indemnité préalable. (*L. 30 mars 1831, 7 juillet 1833.*)

10. Toutes recherches des opinions et des votes émis jusqu'à la restauration sont interdites. Le même oubli est commandé aux tribunaux et aux citoyens.

11. La conscription est abolie. Le mode de recrutement de l'armée de terre et de mer est déterminé par une loi. (*L. 21 mars 1832.*)

Formes du Gouvernement du Roi.

12. La personne du roi est inviolable et sacrée. Ses ministres sont responsables. Au roi seul appartient la puissance exécutive. 46, 47.

13. Le roi est le chef suprême de l'État; il commande les forces de terre et de mer, déclare la guerre, fait les traités de paix, d'alliance et de commerce, nomme à tous les emplois d'administration publique, et fait les règlements et ordonnances nécessaires pour l'exécution des lois, sans pouvoir jamais ni suspendre les lois elles-mêmes, ni dispenser de leur exécution. Toutefois, aucune troupe étrangère ne pourra être admise au service de l'État qu'en vertu d'une loi.

14. La puissance législative s'exerce collectivement par le roi, la chambre des pairs et la chambre des députés.

15. La proposition des lois appartient au roi, à la chambre des pairs et à la chambre des députés. Néanmoins, toute loi d'impôt doit d'abord être votée par la chambre des députés.

16. Toute loi doit être discutée et votée librement par la majorité de chacune des deux chambres.

17. Si une proposition de loi a été rejetée par l'un des trois pouvoirs, elle ne pourra être présentée dans la même session.

18. Le roi seul sanctionne et promulgue les lois.

19. La liste civile est fixée, pour toute la durée du règne, par la première législature assemblée depuis l'avènement du roi. (*L. 2 mars 1832.*)

De la Chambre des Pairs.

20. La chambre des pairs est une portion essentielle de la puissance législative.

21. Elle est convoquée par le roi en même temps que la chambre des députés. La session de l'une commence et finit en même temps que celle de l'autre.

22. Toute assemblée de la chambre des pairs qui serait tenue hors du temps de la session de la chambre des députés, est illicite et nulle de plein droit ; sauf le seul cas où elle est réunie comme cour de justice, et alors elle ne peut exercer que des fonctions judiciaires.

23. (Ainsi modifié : L. 29 décembre 1831). La nomination des membres de la chambre des pairs appartient au roi, qui ne peut les choisir que parmi les notabilités suivantes :

Le président de la chambre des députés et autres assemblées législatives ;

Les députés qui auront fait partie de trois législatures, ou qui auront six ans d'exercice ;

Les maréchaux et amiraux de France ;

Les lieutenants généraux et vice-amiraux des armées de terre et de mer, après deux ans de grade ;

Les ministres à département ;

Les ambassadeurs, après trois ans, et les ministres plénipotentiaires, après six ans de fonctions ;

Les conseillers d'État, après dix ans de service ordinaire ;

Les préfets de département et les préfets maritimes, après dix ans de fonctions ;

Les gouverneurs coloniaux, après cinq ans de fonctions ;

Les membres des conseils généraux électifs, après trois élections à la présidence ;

Les maires des villes de trente mille âmes et au-dessus, après deux élections au moins comme membres du corps municipal, et après cinq ans de fonctions de maire ;

Les présidents de la cour de cassation et de la cour des comptes ;

Les procureurs généraux près ces deux cours, après cinq ans de fonctions en cette qualité ;

Les conseillers de la cour de cassation et les conseillers-maîtres de la cour des comptes, après cinq ans ; les avocats généraux près la cour de cassation, après dix ans d'exercice ;

Les premiers présidents des cours royales, après cinq ans de magistrature dans ces cours ;

Les procureurs généraux près les mêmes cours , après dix ans de fonctions ;

Les présidents des tribunaux de commerce dans les villes de trente mille âmes et au-dessus , après quatre nominations à ces fonctions ;

Les membres titulaires des quatre académies de l'Institut ;

Les citoyens à qui , par une loi et à raison d'éminents services, aura été nominativement décernée une récompense nationale ;

Les propriétaires , les chefs de manufactures et de maisons de commerce et de banque, payant trois mille francs de contributions directes , soit à raison de leurs propriétés foncières depuis trois ans , soit à raison de leurs patentes depuis cinq ans , lorsqu'ils auront été pendant six ans membres d'un conseil général ou d'une chambre de commerce ;

Les propriétaires , les manufacturiers , commerçants ou banquiers payant trois mille francs d'impositions, qui auront été nommés députés ou juges des tribunaux de commerce, pourront aussi être admis à la pairie sans autre condition.

Le titulaire qui aura successivement exercé plusieurs des fonctions ci-dessus, pourra cumuler ses services dans toutes pour compléter le temps exigé dans celle où le service devrait être le plus long.

Seront dispensés du temps d'exercice exigé par les paragraphes 5, 7, 8, 9, 10, 14, 15, 16 et 17 ci-dessus, les citoyens qui ont été nommés dans l'année qui a suivi le 30 juillet 1830, aux fonctions énoncées dans ces paragraphes ;

Seront également dispensées , jusqu'au 1^{er} janvier 1837 , du temps d'exercice exigé par les paragraphes 3, 11, 12, 18 et 21 ci-dessus, les personnes nommées ou maintenues, depuis le 30 juillet 1830 , aux fonctions énoncées dans ces cinq paragraphes.

Ces conditions d'admissibilité à la pairie pourront être modifiées par une loi.

Les ordonnances de nomination de pairs seront individuelles. Ces ordonnances mentionneront les services et indiqueront les titres sur lesquels la nomination sera fondée.

Le nombre des pairs est illimité.

Leur dignité est conférée à vie et n'est pas transmissible par droit d'hérédité.

Ils prennent rang entre eux par ordre de nomination.

A l'avenir, aucun traitement, aucune pension, aucune dotation, ne pourront être attachés à la dignité de pair.

24. Les pairs ont entrée dans la chambre à vingt-cinq ans, et voix délibérative à trente ans seulement.

25. La chambre des pairs est présidée par le chancelier de France, et, en son absence, par un pair nommé par le roi.

26. Les princes du sang sont pairs par le droit de leur naissance. Ils siègent immédiatement après le président.

27. Les séances de la chambre des pairs sont publiques comme celles de la chambre des députés.

28. La chambre des pairs connaît des crimes de haute trahison et des attentats à la sûreté de l'État, qui seront définis par la loi. (*L. 9 septembre 1835.*)

29. Aucun pair ne peut être arrêté que de l'autorité de la chambre, et jugé que par elle en matière criminelle.

De la Chambre des Députés.

30. La chambre des députés sera composée des députés élus par les collèges électoraux dont l'organisation sera déterminée par des lois. (*L. 19 avril 1831.*)

31. Les députés sont élus pour cinq ans.

32. Aucun député ne peut être admis dans la chambre s'il n'est âgé de trente ans, et s'il ne réunit les autres conditions déterminées par la loi.

33. Si néanmoins il ne se trouvait pas dans le département cinquante personnes de l'âge indiqué, payant le cens d'éligibilité déterminé par la loi, leur nombre sera complété par les plus imposés au-dessous du taux de ce cens, et ceux-ci pourront être élus concurremment avec les premiers.

34. Nul n'est électeur s'il a moins de vingt-cinq ans, et s'il ne réunit les autres conditions déterminées par la loi.

35. Les présidents des collèges électoraux sont nommés par les électeurs.

36. La moitié au moins des députés sera choisie parmi les éligibles qui ont leur domicile politique dans le département. 102 et s., C.

37. Le président de la chambre des députés est élu par elle, au commencement de chaque session.

38. Les séances de la chambre sont publiques ; mais la demande de cinq membres suffit pour qu'elle se forme en comité secret.

39. La chambre se partage en bureaux pour discuter les projets qui lui ont été présentés de la part du roi.

40. Aucun impôt ne peut être établi ni perçu, s'il n'a été consenti par les deux chambres et sanctionné par le roi.

41. L'impôt foncier n'est consenti que pour un an. Les impositions indirectes peuvent l'être pour plusieurs années.

42. Le roi convoque chaque année les deux chambres ; il les proroge, et peut dissoudre celle des députés ; mais, dans ce cas, il doit en convoquer une nouvelle dans le délai de trois mois.

43. Aucune contrainte par corps ne peut être exercée contre un membre de la chambre, durant la session, et dans les six semaines qui l'auront précédée ou suivie.

44. Aucun membre de la chambre ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ni arrêté en matière criminelle, sauf le cas de flagrant délit, qu'après que la chambre a permis sa poursuite.

45. Toute pétition à l'une ou à l'autre des chambres ne peut être faite et présentée que par écrit. La loi interdit d'en apporter en personne et à la barre.

Des Ministres.

46. Les ministres peuvent être membres de la chambre des pairs ou de la chambre des députés. Ils ont en outre leur entrée dans l'une ou l'autre chambre, et doivent être entendus quand ils le demandent.

47. La chambre des députés a le droit d'accuser les ministres, et de les traduire devant la chambre des pairs, qui seule a celui de les juger.

De l'Ordre judiciaire.

48. Toute justice émane du roi. Elle s'administre en son nom par des juges qu'il nomme et qu'il institue.

49. Les juges nommés par le roi sont inamovibles.

50. Les cours et tribunaux ordinaires actuellement existants sont maintenus. Il n'y sera rien changé qu'en vertu d'une loi.

51. L'institution actuelle des juges de commerce est conservée.

52. La justice de paix est également conservée. Les juges de paix, quoique nommés par le roi, ne sont point inamovibles. (L. 25 mai 1838.)

53. Nul ne pourra être distrait de ses juges naturels.

54. Il ne pourra, en conséquence, être créé de commissions et de tribunaux extraordinaires, à quelque titre et sous quelque dénomination que ce puisse être.

55. Les débats seront publics en matière criminelle, à moins que cette publicité ne soit dangereuse pour l'ordre et les mœurs, et, dans ce cas, le tribunal le déclare par un jugement. 87, P. c.

56. L'institution des jurés est conservée. Les changements qu'une plus longue expérience ferait juger nécessaires, ne peuvent être effectués que par une loi.

57. La peine de la confiscation des biens est abolie, et ne pourra pas être rétablie.

58. Le roi a le droit de faire grâce, et celui de commuer les peines.

59. Le Code civil et les lois actuellement existantes qui ne sont pas contraires à la présente Charte restent en vigueur jusqu'à ce qu'il y soit légalement dérogé.

Droits particuliers garantis par l'État.

60. Les militaires en activité de service, les officiers et soldats en retraite, les veuves, les officiers et soldats pensionnés, conserveront leurs grades, honneurs et pensions.

61. La dette publique est garantie. Toute espèce d'engagement pris par l'État avec ses créanciers est inviolable.

62. La noblesse ancienne reprend ses titres, la nouvelle conserve les siens. Le roi fait des nobles à volonté; mais il ne leur accorde que des rangs et des honneurs, sans aucune exemption des charges et des devoirs de la société.

63. La Légion d'honneur est maintenue. Le roi déterminera les règlements intérieurs et la décoration. (Ord. 13 et 25 août 1830.)

64. Les colonies sont régies par des lois particulières.

65. Le roi et ses successeurs jureront, à leur avènement, en présence des chambres réunies, d'observer fidèlement la Charte constitutionnelle.

66. La présente Charte et tous les droits qu'elle consacre, de-

meurent confiés au patriotisme et au courage des gardes nationales et de tous les citoyens français.

67. La France reprend ses couleurs. A l'avenir, il ne sera plus porté d'autre cocarde que la cocarde tricolore.

Dispositions particulières.

68. Toutes les nominations et créations nouvelles de pairs faites sous le règne du roi Charles X sont déclarées nulles et non avenues.

L'article 23 de la Charte sera soumis à un nouvel examen dans la session de 1831. (*L. 29 décembre 1831.*)

69. Il sera pourvu successivement par des lois séparées, et dans le plus court délai possible, aux objets qui suivent :

1° L'application du jury aux délits de la presse et aux délits politiques. (*L. 8 octobre 1830, 9 septembre 1835.*)

2° La responsabilité des ministres et des autres agents du pouvoir.

3° La réélection des députés promus à des fonctions publiques salariées ; (*L. 12 septembre 1830.*)

4° Le vote annuel du contingent de l'armée ; (*L. 11 octobre 1830.*)

5° L'organisation de la garde nationale, avec intervention des gardes nationaux dans le choix de leurs officiers ; (*L. 22 mars 1831.*)

6° Des dispositions qui assurent d'une manière légale l'état des officiers de tout grade de terre et de mer ; (*L. 19 mai 1834.*)

7° Des institutions départementales et municipales fondées sur un système électif ; (*L. 21 mars 1831, 22 juin 1833, 18 juillet 1833, 10 mai 1838.*)

8° L'instruction publique et la liberté de l'enseignement ; (*L. 28 juin 1833 sur l'instr. prim.*)

9° L'abolition du double vote et la fixation des conditions électorales et d'éligibilité. (*L. 19 avril 1831.*)

70. Toutes les lois et ordonnances, en ce qu'elles ont de contraire aux dispositions adoptées pour la réforme de la Charte, sont dès à présent et demeurent annulées et abrogées.

FAMILLE ROYALE DE FRANCE.

LOUIS-PHILIPPE I^{er}, né à Paris, le 6 octobre 1773, roi des Français le 9 août 1830 ; marié le 25 novembre 1809 à

MARIE-AMÉLIE, reine des Français, née le 26 avril 1782, fille de Ferdinand I^{er}, roi des Deux-Siciles ; de ce mariage :

FERDINAND - PHILIPPE - LOUIS - CHARLES - HENRI D'ORLÉANS, duc d'Orléans, prince royal, né à Palerme le 30 septembre 1810, mort le 13 juillet 1842 ; marié le 30 mai 1837 à

HÉLÈNE-LOUISE-ÉLISABETH, princesse de Mecklembourg-Schewerin, née à Ludwigslust le 24 janvier 1814 ; de ce mariage :

LOUIS-PHILIPPE-ALBERT D'ORLÉANS, comte de Paris, prince royal, né à Paris le 24 août 1838 ;

ROBERT-PHILIPPE-LOUIS-EUGÈNE-FERDINAND D'ORLÉANS, duc de Chartres, né à Paris le 9 novembre 1840 ;

LOUIS-CHARLES-PHILIPPE D'ORLÉANS, duc de Nemours, régent de France, né à Paris le 25 octobre 1814 ; marié le 27 avril 1840, à

VICTOIRE-ANTOINETTE-AUGUSTE, princesse de Saxe-Cobourg-Gotha, née à Vienne le 16 février 1822 ; de ce mariage :

PHILIPPE-MARIE-FERDINAND-GASTON, comte d'Eu, né à Neuilly, le 28 avril 1842.

FRANÇOIS-FERDINAND-PHILIPPE-LOUIS-MARIE D'ORLÉANS, prince de Joinville, né à Neuilly le 14 août 1818 ; marié le 7 mai 1843 à

FRANÇOISE-CAROLINE-JEANNE-CHARLOTTE-LÉOPOLDINE-ROMAINE-XAVIÈRE-DE-PAULA-MICHEL-GABRIELLE-RAPHAEL-GONZAGA, princesse du Brésil.

HENRI-EUGÈNE-PHILIPPE-LOUIS D'ORLÉANS, duc d'Aumale, né à Paris le 16 janvier 1822 ;

ANTOINE-MARIE-PHILIPPE-LOUIS D'ORLÉANS, duc de Montpensier, né à Neuilly le 31 juillet 1824 ;

LOUISE-MARIE-THÉRÈSE-CHARLOTTE-ISABELLE, princesse d'Orléans, née à Palerme le 3 avril 1812, reine des Belges, par son mariage avec

LÉOPOLD I^{er}, le 9 août 1832;

MARIE-CLÉMENTINE-CAROLINE-LÉOPOLDINE-CLOTILDE, princesse d'Orléans, née à Neuilly le 3 juin 1817; mariée le 20 avril 1843, à

AUGUSTE-LOUIS-VICTOR, prince de Saxe-Cobourg-Gotha.

SŒUR DU ROI.

EUGÉNIE-ADÉLAÏDE-LOUISE, princesse d'Orléans, née le 23 août 1777.

AGE DES SOUVERAINS DE L'EUROPE

AU 1^{er} JANVIER 1844.

Le roi de Suède , 80 ans.	L'Empereur d'Autriche , 50 ans.
Le pape , 78 ans.	Le roi de Prusse , 50 ans.
Le roi de Hanovre , 72 ans.	L'empereur de Russie , 47 ans.
— des Français , 71 ans.	Le roi de Saxe , 46 ans.
— de Wurtemberg , 62 ans.	— des Deux-Siciles , 34 ans,
— de Bavière , 57 ans.	— de Grèce , 28 ans.
— de Danemarck , 57 ans.	La reine de Portugal , 25 ans.
— des Belges , 57 ans.	— d'Angleterre , 24 ans.
— de Sardaigne , 55 ans.	Le Sultan , 20 ans.
— de Hollande , 51 ans.	Le reine d'Espagne , 43 ans.

Le commencement du règne de presque tous les souverains de l'Europe est postérieur à 1830; sur 20 il y en a 15.

Celui du roi de Suède, le doyen des monarques régnants, date de 1810, le roi de Bavière de 1825, l'empereur de Russie de 1826, la reine de Portugal de 1826.

Il n'y a en tout, sur la surface du globe, que quinze républiques.

CHAMBRE DES PAIRS.

(Le nombre des pairs siégeants en 1844 est de 289).

Les princes du sang sont pairs par droit de naissance. Ils siègent immédiatement après le président.

(Ch. const., art. 26.)

S. A. R. Mgr le comte de PARIS, prince royal.
S. A. R. Mgr le duc de CHARTRES.
S. A. R. Mgr le duc de NEMOURS.
S. A. R. Mgr le comte d'Eu.
S. A. R. Mgr le prince de JOINVILLE.
S. A. R. Mgr le duc d'AUMALE.
S. A. R. Mgr le duc de MONTPENSIER.

M. le baron PASQUIER, chancelier de France, président.

VICE-PRÉSIDENTS :

M. le baron SÉGUIER.
M. le comte PORTALIS.
M. le duc de BROGLIE.
M. BARTHE

SECRÉTAIRES :

M. le baron de MAREUIL.
M. le vicomte PERNETY.
M. le duc d'HARCOURT.
M. le vicomte de PRÉVAL.
M. le duc DECAZES, grand référendaire.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

La Chambre est composée de 459 Députés élus par les collèges électoraux.

Ces collèges sont également au nombre de 459, chacun d'eux ayant droit à une nomination.

Les Députés sont élus pour cinq ans, et la Chambre est renouvelée intégralement. Nul ne peut être admis dans la Chambre s'il n'est âgé de 30 ans, et s'il ne paye une contribution directe dont le taux est fixé à 500 francs.

La chambre nomme son président. Les séances sont publiques, mais la demande de cinq membres suffit pour qu'elle se forme en comité secret.

Toute pétition ne peut être faite et présentée que par écrit. — La proposition des lois appartient à la Chambre des Députés comme au Roi et à la Chambre des Pairs.

M. SAUZET, président.

VICE-PRÉSIDENTS :

M. BIGNON.

M. DEBELLEYME.

M. le comte de SALVANDY.

M. LEPELETIER d'AUNAY.

SECRÉTAIRES :

M. De l'ESPÉE.

M. LACROSSE.

M. le comte de LAS-CASES.

M. BOISSY-D'ANGLAS.

QUESTEURS :

M. CLÉMENT.

M. LEYDET.

MONNAIES, POIDS ET MESURES.

L'Algérie, devenue colonie française, n'a plus de système à elle de poids, mesures et monnaies, car c'est un privilège de la nationalité. Cependant nous croyons pouvoir être utile à nos lecteurs en leur mettant sous les yeux le vieux système turc-arabe, car il faudra bien des années pour plier les indigènes à la pratique du système décimal.

Monnaies. — L'unité monétaire était le *boudjou* ou *ryâl-boudjou*, pièce d'argent pesant 10 grammes de la valeur de fr. 1 86 c. Le *boudjou* se divisait en 3 *pataques-chiques*, ou 6 *demi-pataques-chiques*, ou 4 *rebya'h-boudjou* (piécettes neuves), ou 8 *temyn-boudjou* (demi-piécettes neuves) ou 24 *mouzounéh*, ou 48 *qâroub*. Ces monnaies étaient d'argent et valaient, en monnaie de France : la *pataque-chique*, 62 c. ; la *demi-pataque-chique*, 31 c. ; le *rebya'h-boudjou*, 46 c. ; le *temyn-boudjou*, 23 1/4 c. Le *mouzounéh*, pièce effective à Maroc, n'a point cours à Alger, où l'on ne s'en sert que comme monnaie de compte ; elle vaut 7 3/4 c. Le *qâroub*, demie du *mouzounéh*, par conséquent d'une valeur de 3 7/8 c., existait en une petite pièce de cuivre blanchi.

La plupart de ces différentes monnaies d'argent avaient leurs doubles aussi en argent ; ainsi il y avait : le double *boudjou* (*zoudj-boudjou*), de 48 *mouzounéh*, ou 6 *pataques-chiques*, d'une valeur de 3 fr. 72 c. (c'était cette pièce que les Européens désignaient sous le nom de *piastres d'Alger*) ; la double *pataque-chique* (*zoudj-ryâl-drachm*), de 16 *mouzounéh*, qui vaut 1 fr. 24 c. ; enfin le double *mouzounéh* (*zoudj-mouzounéh*), égal en valeur au 1/4 de la *pataque-chique*, et à 13 1/2 c. de France.

Il y avait en monnaie de cuivre l'*aspre-chique* (*drâhem-séghâr*) ; 232 de ces aspres-chiques égalaient 1 *pataque-chique* ; 29 aspres-chiques = 1 *mouzounéh* ; 1 aspre-chique = fr. 0. 0026. Le double aspre-chique (*zoudj-drâhem-séghâr*), d'une valeur en franc de 0. 0052 ; enfin des pièces de 5 aspres-chiques (*kham-séh-drâhem-séghâr*) d'une valeur de fr. 0. 013.

Les monnaies d'or étaient : le *sequin d'Alger* (*soultâny*) d'une

valeur de 108 mouzounéh ou 4 $1\frac{1}{2}$ ryal boudjou, ou 13 $1\frac{1}{2}$ patagues-chiques, ou fr. 8. 37; le demi-sequin (*nouss-soultány*) d'une valeur par conséquent de 54 mouzounéh, ou 2 $1\frac{1}{4}$ ryâl-boudjou, ou 6 $\frac{3}{4}$ patagues-chiques, ou fr. 4. 185; le quart de sequin (*rouba'ah soultány* ou *rebya'h soultány*) d'une valeur de 27 mouzounéh, ou 1 $\frac{1}{8}$ ryâl-boudjou, ou 3 $\frac{3}{8}$ patagues-chiques, ou fr. 2. 0925.

Quelques monnaies étrangères aussi avaient cours en Algérie; c'étaient : le sequin du Caire (*mahboub* ou *zermahboub*), d'une valeur de 72 mouzounéh, ou 3 ryâl-boudjou, ou 6 patagues-chiques, ou fr. 5. 58; le demi-sequin (*nouss-mahboub*, ou *noussfyéh*) d'une valeur de 36 mouzounéh, ou 1 $1\frac{1}{2}$ ryâl-boudjou, ou 4 $1\frac{1}{2}$ patagues-chiques (argent d'Alger), ou fr. 2. 79; le quart de sequin (*roubya'h*), d'une valeur de 18 mouzounéh, ou $\frac{3}{4}$ ryâl-boudjou, ou 2 $1\frac{1}{4}$ patagues-chiques, ou fr. 1. 395; la piastre forte d'Espagne (*douro spâniouly*), d'une valeur de fr. 5. 40, et le quadruple d'or, de fr. 80.

Poids. — L'unité pondérale était le *rottl*, mais il y en avait de quatre espèces :

1° Le *rottl-feddy*, destiné à peser l'or, l'argent, les pierreries et autres matières précieuses, égalait 0. 497435 kilogr. Il se divisait, pour l'or et les pierreries, en *qyrâtt*, et pour les essences, l'argent, les perles, en *mestgâl*. Le *qyrâtt* valait 207 millionièmes de gramme, et le *mestgâl*, 4. 669 millionièmes de gramme.

2° Le *rottl-a'ttary*, pour l'épicerie, la droguerie et presque toutes les autres marchandises, valait 0. 54608 kilogr., et se divisait en 16 onces, d'une valeur chacune, par conséquent, de 34. 130 gram.

3° Le *rottl-khoddary*, pour les légumes verts, fruits verts, etc., équivalant à 18 onces du *rottl-a'ttary*, ou 0. 61334 kilogr.

4° Le *rottl-kébir*, ou grand-*rottl*, pour le beurre, l'huile, le savon, les fruits secs, etc., équivalant à 1 $1\frac{1}{2}$ ou 24 onces du *rottl-a'ttary*, et à 0. 81912 kilogr. par conséquent.

Chacun de ces *rottl*, multiplié par 100, formait autant de quintaux (*qantâr*) différents, savoir :

Le *qantâr-feddy*, égal par conséquent à 49. 7435 kilogr.

Le *qantâr-a'ttary* id. 54. 608

Le *qantâr-khoddary* id. 61. 434

Le *qantâr-kébyr* id. 81. 912

Indépendamment de ces quatre espèces de quintaux, il y en avait encore trois autres de convention :

1° Le *qantâr-dêt-kittân* (quintal de lin, chanvre, coton filé et toile) égal à 200 rottl-a'ttary, par conséquent à 109. 216 kilogr.

2° Le *qantâr-dêr-ressâs* (quintal de cuivre), ou *qantâr-dêl-hadyd* (quintal de fer), qui servait à peser les métaux autres que l'or et l'argent, équivalant à 150 rottl - a'ttary, par conséquent à 81. 912 kilogr.

3° Le *qantâr-dêl-qoth* (quintal de coton brut, et dont on ne se servait que pour cette marchandise), équivalant à 110 rottl-a'ttary, par conséquent à 60. 0688 kilogr.

Mesures. — Les *Mesures de longueur* étaient :

Le *grand-pyk* (*pyk-kébir*) ou *pyk* turc, d'une valeur de 0. 64 m.

Le *petit-pyk* (*pyk-sogheyr*) ou *pyk* arabe, d'une valeur de 0. 48 mètres.

L'un et l'autre de ces pyks se divisaient en $\frac{1}{2}$, $\frac{1}{4}$, $\frac{1}{8}$, $\frac{1}{16}$, $\frac{1}{32}$.

Les *Mesures de capacité* étaient :

Le *sâ'a* (mesure comble pour les grains, orge, etc.), d'une valeur de 58 à 60 litres, se divisait en $\frac{1}{2}$, $\frac{1}{4}$, $\frac{1}{8}$.

Le *koulléh* (pour huile et autres liquides), d'une valeur de 16 litres, se divisait également en $\frac{1}{2}$, $\frac{1}{4}$, $\frac{1}{8}$.

Le *fânegah*, mesure pour le blé, usitée à Oran, valait 102 litres.

Le *toultyah*, mesure pour les grains en usage à Constantine, valait 480 litres.

Les *Mesures des solides* étaient inconnues en Algérie.

Les *Mesures agraires* étaient le *feddân* ou *massâhah*, de dimension variable suivant les localités; le *zouppjah-fered* (une paire de bœuf), mesure approximative d'une valeur d'environ 25 arpents ou 13 hectares.

Les *Mesures Itinéraires* étaient l'heure (*sâ'ah*), la journée de chemin (*youn-dêt-taryq*), le pas (*khattouât*), et le mille (*myl*) de mille pas; toutes, comme on voit, non rigoureusement appréciables.

Change. — Alger n'est point une place cambiste, il s'en faut; l'argent y est à un prix trop exorbitant et trop variable pour qu'il puisse y exister une cote régulière de change. Les usances sont les mêmes qu'en France.

TABLEAU DES POIDS ET MESURES.

NOMS SYSTÉMATIQUES.	VALEUR.
<i>Mesures de longueur.</i>	
Myriamètre	Dix mille mètres.
Kilomètre	Mille mètres.
Hectomètre	Cent mètres.
Décamètre	Dix mètres.
MÈTRE	Unité fondamentale des poids et mesures (1) (dix millionième partie du quart du méridien terrestre).
Décimètre	Dixième du mètre.
Centimètre	Centième du mètre.
Millimètre	Millième du mètre.
<i>Mesures agraires.</i>	
Hectare	Cent ares ou dix mille mètres carrés.
Are	Cent mètres carrés, carré de dix mètres de côté
Centiare	Centième de l'are, ou mètre carré.
<i>Mesures de capacité pour les liquides et les matières sèches.</i>	
Kilolitre	Mille litres.
Hectolitre	Cent litres.
Décalitre	Dix litres.
LITRE	Décimètre cube.
Décilitre	Dixième du litre.
<i>Mesures de solidité.</i>	
Décastère	Dix stères.
Stère	Mètre cube.
Décistère	Dixième de stère.
<i>Poids.</i>	
.	Mille kilogrammes, poids du mètre cube d'eau et du tonneau de mer.
KILOGRAMME	Cent kilogrammes, quintal métrique.
.	Mille grammes, poids dans le vide d'un décimètre cube d'eau distillée à la température de quatre degrés centigrades (2).
Hectogramme	Cent grammes.
Déca gramme	Dix grammes.
GRAMME	Poids d'un centimètre cube d'eau à quatre degrés centigrades.
Décigramme	Dixième du gramme.
Centigramme	Centième du gramme.
Milligramme	Millième du gramme.
<i>Monnaies.</i>	
FRANC	Cinq grammes d'argent au titre de neuf-dixièmes de fin.
Décime	Dixième du franc.
Centime	Centième du franc.
<p>Conformément à la disposition de la loi du 18 germinal an III, concernant les poids et les mesures de capacité, chacune des mesures décimales de ces deux genres a son double et sa moitié (3).</p> <p>(1) L'étalon prototype en platine, déposé aux archives le 4 messidor an VII, donne la longueur légale du mètre quand il est à la température zéro.</p> <p>(2) L'étalon prototype en platine, déposé aux archives le 4 messidor an VII, donne, dans le vide, le poids légal du kilogramme.</p> <p>(3) Conformément à l'ordonnance du 16 juin 1839, le mètre et le décamètre ont aussi chacun leur double et leur moitié : le décimètre a son double.</p>	

PASSAGE EN ALGÉRIE.

ORDONNANCE DU ROI DU 14 JUILLET 1842 ,

PORTANT RÉGLEMENT POUR LE SERVICE DES BÂTIMENTS A VAPEUR AFFECTÉS
AUX COMMUNICATIONS ENTRE TOULON ET LES POSSESSIONS FRANÇAISES
DU NORD DE L'AFRIQUE.

But et organisation du service.

Art. 1^{er}. Le service de correspondance , établi au moyen de bâtiments à vapeur de la marine royale entre Toulon et les possessions françaises du nord de l'Afrique , a pour but principal le transport de la correspondance et celui des passagers militaires. Néanmoins , afin de faciliter les relations commerciales qui existent entre la France et les possessions d'Afrique , il sera réservé à bord de chaque bâtiment un certain nombre de places pour les particuliers voyageant à leurs frais.

Le service comprendra trois lignes distinctes :

- 1° La ligne de Toulon à Alger , et retour ;
- 2° La ligne d'Alger à Bone , et retour ;
- 3° La ligne d'Alger à Oran , et retour.

Art. 2. Les départs des bâtiments affectés aux communications entre Toulon et Alger auront lieu trois fois par mois ; le 10 , le 20 et le dernier jour de chaque mois , à huit heures du matin.

Ces bâtiments partiront d'Alger pour Toulon le 5 , le 15 , et le 25 de chaque mois , à huit heures du matin.

Art. 3. Le service sur la ligne d'Alger à Bone sera décadaire.

Les départs d'Alger auront lieu le 10 , le 20 , et le dernier jour de chaque mois , à midi ;

Ceux de Bone , le 4 , le 14 , et le 24 de chaque mois , à huit heures du soir.

Art. 4. Les bâtiments partant d'Alger pour Bone relâcheront à

Bougie, Gigelly et Stora; ils séjourneront trois heures seulement sur chacun de ces points.

Leur marche sera réglée de manière à arriver :

A Bougie, le 1^{er}, le 11, et le 21, à six heures du soir ;

A Gigelly, le 1^{er}, le 11 et le 21, à trois heures après midi.

A Stora, le 2, le 12 et le 22, à huit heures du soir.

Ils toucheront aussi, à leur retour, à Stora, Gigelly et Bougie; leur passage sur chacun de ces points aura lieu, savoir :

A Stora, les 5, 15 et 25, au matin ;

A Gigelly, les 5, 15 et 25, à six heures du soir ;

A Bougie, les 6, 16 et 26, matin, au point du jour ;

A Alger, les 7, 17 et 27, à quatre heures après midi.

Art. 5. Le service sur la ligne d'Alger à Oran, et réciproquement, sera hebdomadaire.

Les départs d'Alger auront lieu le mardi de chaque semaine, à huit heures du soir; ceux d'Oran le samedi, à pareille heure.

Les bâtiments qui partiront d'Alger pour Oran relâcheront à Cherchell, où ils séjourneront deux heures; à Mostaganem, où ils resteront trois heures; et enfin à Arsew, où ils ne séjourneront qu'une heure.

On fera en sorte d'arriver sur ces points aux jours et heures ci-après :

A Cherchell, le mercredi, à cinq heures du matin ;

A Mostaganem, le jeudi matin, à la pointe du jour ;

A Arsew, le jeudi, à une heure après midi ;

A Oran, le jeudi, à huit heures du soir.

En retournant à Alger, ces navires toucheront à Arsew, Mostaganem et Cherchell; la durée du séjour sur chacun de ces points sera la même que celle qui a été fixée ci-dessus pour le voyage d'aller.

Ils devront arriver :

A Arsew, le dimanche, à quatre heures du matin ;

A Mostaganem, le dimanche, à huit heures et demie du matin ;

A Cherchell, le lundi matin, au jour ;

A Alger, le lundi, à quatre heures après midi.

Direction du service.

Art. 6. Le commandant supérieur des bâtiments à vapeur réunis au port de Toulon est chargé spécialement de la direction du service des communications.

Art. 7. Cet officier reste placé immédiatement sous les ordres du préfet maritime de Toulon.

Art. 8. Un des officiers du génie maritime attachés au port de Toulon sera spécialement chargé des travaux relatifs aux bâtiments à vapeur affectés au service des communications.

Art. 9. Lors de l'armement des bâtiments, le commandant supérieur devra s'assurer si les réglemens d'installation sont exactement observés, et il veillera à ce que les capitaines ne fassent placer à bord aucun objet étranger aux inventaires arrêtés pour l'armement spécial de ces bâtiments.

Art. 10. Aucune demande supplémentaire à l'armement ne pourra être adressée au préfet maritime, qu'après avoir été visée par lui.

Art. 11. Avant le départ de chaque bâtiment, il reconnaîtra l'état des machines, et s'assurera qu'il a été pris toutes les dispositions nécessaires pour effectuer avec sûreté le voyage auquel il est destiné.

Art. 12. Au retour à Toulon de chaque bâtiment, le commandant supérieur et l'ingénieur se rendront à bord, afin d'en passer l'inspection. Ils rendront compte au préfet maritime des observations qu'ils auront faites ensemble, tant sur l'état des machines que sur la tenue du bâtiment et sur les réparations reconnues nécessaires.

Art. 13. Lorsqu'un nouveau bâtiment sera introduit dans le service des communications, le commandant supérieur, ainsi que l'ingénieur, seront tenus de s'embarquer sur ce bâtiment, afin d'en reconnaître les qualités nautiques et d'en étudier le moteur.

Art. 14. Le commandant supérieur devra s'embarquer également sur les bâtiments qui ne feront pas leur service d'une manière régulière, et il rendra compte au préfet maritime des causes de cette irrégularité, en donnant son opinion sur les moyens d'y remédier.

Art. 15. Le commandant supérieur fera , tous les six mois au moins , une tournée d'inspection à Alger , Bone et Oran , afin de reconnaître si l'on prend tous les soins nécessaires pour assurer la régularité et la bonne exécution du service.

Art. 16. A son retour à Toulon , il adressera au ministre , par l'intermédiaire du préfet maritime , un rapport détaillé sur son inspection.

Indépendamment de ces rapports spéciaux , il devra consigner dans des rapports trimestriels , qu'il remettra les 1^{er} janvier , 1^{er} avril , 1^{er} juillet et 1^{er} octobre , au préfet maritime , et que celui-ci fera parvenir au ministre en y joignant son avis , les observations qu'il aura faites sur l'ensemble du service , sur les qualités des bâtiments à vapeur qui y sont affectés , sur la tenue de ces bâtiments , les modifications et les améliorations dont le service lui paraîtra susceptible.

Il y joindra ses notes sur les commandants des bâtiments et sur l'aptitude ou l'incapacité des agents préposés à la conduite des machines.

Art. 17. Le commandant supérieur du service des communications jouira , tant à terre qu'à la mer , d'un supplément de traitement égal au cinquième des appointements de son grade. Il aura le commandement supérieur du bâtiment sur lequel il s'embarquera , et jouira , pendant le temps que durera son séjour à bord , du traitement de table attribué à son grade par les règlements. Cette dernière disposition ne donnera lieu d'ailleurs , pour l'officier commandant le bâtiment , à aucune diminution sur le traitement de table.

Art. 18. Lorsque l'ingénieur chargé des bâtiments à vapeur sera aussi embarqué , il jouira de tous les avantages attachés à son grade en raison de son embarquement.

Moyens d'exécution.

Art. 19. Huit bâtiments à vapeur sont affectés au service des communications entre Toulon et Alger , et entre Alger , Bone et Oran. Ces bâtiments sont exclusivement réservés aux communications dont il s'agit , et ne peuvent en être détournés pour aucun autre service.

Art. 20. Trois de ces bâtiments son spécialement destinés à la

ligne de Toulon à Alger; ils seront expédiés de Toulon, autant que possible, à tour de rôle, afin que le service soit également réparti entre eux. Les cinq autres doivent concourir aussi, à tour de rôle, au service des deux autres lignes.

Les bâtiments à vapeur faisant les voyages d'Alger à Bone et Oran alterneront avec ceux qui font le service de Toulon, afin qu'ils puissent paraître de temps en temps au port principal d'armement pour y être visités et réparés.

Art. 21. L'armement de ces bâtiments est réglé de la manière suivante :

Bâtiments de 160 chevaux . . .	Artillerie.	{	2 canons de 12.
			8 espingoles.
de 120 chevaux et au-	—	{	2 canons de 8.
dessous.			6 espingoles.

Les armes blanches, en raison du nombre d'hommes, déduction faite de celui des hommes affectés au service de la machine.

Les embarcations seront au nombre de trois pour chacun des bâtiments.

Art. 22. Tous les bâtiments seront pourvus de vivres et d'eau en quantité suffisante pour assurer la nourriture de l'équipage pendant un mois.

La quantité de charbon et des autres matières à embarquer pour le service des machines sera réglée d'après la consommation moyenne de six jours de marche au moins.

Art. 23. Chacun des bâtiments à vapeur affectés aux communications entre Alger et Toulon, ou entre Alger, Bone et Oran, sera disposé de manière à recevoir deux ou trois officiers supérieurs, dix officiers et cent sous-officiers et soldats, et de plus six ou huit passagers civils ayant couchette, et dix couchant comme les soldats sur le pont ou l'entre-pont.

Art. 24. Les emménagements nécessaires pour cet objet seront exécutés d'après les plans approuvés par le ministre.

Les couchettes destinées, soit aux officiers ordinaires, soit aux voyageurs passant à leurs frais, seront numérotées.

Art. 25. L'équipage des bâtiments à vapeur de cent vingt à cent soixante chevaux sera composé de 69 hommes.

Classification des passagers.

Art. 26. Les passagers seront divisés en trois classes :

La première , composée des officiers supérieurs ;

La deuxième , des officiers ordinaires et des voyageurs ayant couchette ;

La troisième , des sous-officiers et soldats et des passagers civils de l'avant.

Art. 27. Les passagers de première classe seront logés dans la partie affectée au commandant.

Ceux de la seconde seront placés à la suite du carré des officiers, et ils occuperont les couchettes numérotées. Les dix premiers numéros appartiendront de droit aux passagers militaires , et les suivants seront réservés aux voyageurs à leurs frais. Si le nombre des officiers passagers était au-dessous de dix , on disposerait des places vacantes en faveur des passagers civils inscrits.

Lorsqu'il y aura à bord des dames passagères, une cloison mobile en toile montée sur cadre séparera leur logement de celui des hommes.

Art. 28. Chaque couchette sera garnie d'un matelas enveloppé d'un étui en coutil , d'un traversin et d'une couverture ; ces objets seront fournis par la marine et mis à la charge du chef de timonerie.

Art. 29. Les passagers de la troisième classe seront logés sur le pont ou dans l'entre-pont du bâtiment , et couchés dans des hamacs garnis de leurs couvertures ; ces objets fournis par la marine , sont à la charge du maître de manœuvre.

Nourriture des passagers.

Art. 30. Les passagers militaires ayant le grade ou le rang d'officier supérieur seront admis à la table du commandant du bâtiment.

Art. 31. Les passagers militaires du grade d'officier ou d'un rang assimilé à ce grade seront admis à la table de l'état-major.

Art. 32. Les sous-officiers et soldats , et les autres passagers militaires qui leur sont assimilés , recevront la ration de bord.

Art. 33. Les passagers voyageant à leurs frais devront pourvoir eux-mêmes à leur nourriture.

Afin de leur procurer, à cet égard, toutes les facilités compatibles avec la tenue du bord, il y aura sur chaque bâtiment un pourvoyeur chargé spécialement du service des passagers et de la préparation de leurs aliments. Ce pourvoyeur sera muni de quelques approvisionnements, afin de pouvoir fournir aux personnes qui le désireront divers objets, tels que bouillon, café, rafraîchissements, etc.

Art. 34. Il sera affecté au pourvoyeur un local particulier pour loger ses ustensiles et ses provisions, et un fourneau pour la préparation des aliments.

Art. 35. Un tarif arrêté par l'administration locale réglera le prix des repas ou des rafraîchissements fournis par le pourvoyeur, ainsi que l'indemnité qui lui sera due par les passagers, pour rémunération des services qu'il sera appelé à leur rendre pendant la durée du voyage.

Art. 36. Le pourvoyeur sera choisi par le capitaine du bâtiment, qui le présentera au bureau des armements, pour être porté sur le rôle d'équipage à la simple ration, sans solde.

Art. 37. Toute vente du pourvoyeur à l'équipage et tout trafic de sa part avec l'agent des vivres sont, sévèrement interdits et devront être soigneusement réprimés.

Art. 38. Il est défendu, soit au pourvoyeur, soit aux passagers, d'embarquer des liqueurs spiritueuses.

Police des passagers.

Art. 39. Tous les individus admis comme passagers à bord des bâtiments à vapeur seront soumis aux mesures d'ordre et de police établies par les règlements en usage à bord des bâtiments de l'État.

L'extrait du présent règlement, en ce qui concerne les passagers, sera affiché au bureau des revues, au bureau de la poste et au pied du grand mât du bâtiment.

Dispositions relatives à l'embarquement des passagers à leurs frais.

Art. 40. Le prix du passage (non compris la nourriture), à

bord des bâtiments à vapeur de l'État, sera établi d'après le tarif ci-après :

	PASSAGERS	
	de la 2 ^e classe.	de la 3 ^e classe.
De Toulon à Alger et réciproquement.	100 fr.	70 fr.
d'Alger à Bone. .	56	37
d'Alger à Oran. .	48	32
d'Alger à Bougie.	22	15
de Bougie à Bone.	33	22

Art. 41. Chaque passager sera admis à embarquer les effets à son usage, dont toutefois le poids ne devra pas excéder 100 kilogrammes.

Art. 42. Tout transport de marchandises, même sous forme de bagages, est formellement interdit. Pour prévenir à cet égard toute contravention, les malles et effets seront visités par le capitaine d'armes.

Art. 43. La perception du prix de passage, augmenté de la rétribution allouée au pourvoyeur, sera faite avant l'embarquement par le directeur de l'administration des postes, lequel délivrera au voyageur, sur le vu de son passeport, un bulletin d'embarquement extrait d'un cahier à souche, indiquant le numéro de la place qu'il devra occuper à bord, et les diverses conditions du passage.

Art. 44. La liste des passagers auxquels auront été délivrés des bulletins d'embarquement sera remise, par le directeur des postes, à l'autorité maritime, la veille du départ de chaque bâtiment, avant trois heures de l'après-midi.

Art. 45. Une copie de cette liste sera donnée au commis d'administration du bord, auquel chaque passager devra remettre son bulletin d'embarquement.

EXTRAIT DES NOUVELLES CONVENTIONS DE LA COMPAGNIE BAZEN.

**POUR L'ENTREPRISE D'UN SERVICE RÉGULIER DE CORRESPONDANCE,
PAR BATEAUX A VAPEUR, ENTRE MARSEILLE ET ALGER,
ET RÉCIPROQUEMENT,**

Pendant trois années, du 1^{er} janvier 1844 au 31 décembre 1846.

Art. 1^{er}. Le service consistera dans l'exécution régulière de six voyages par mois : trois de Marseille à Alger, les 5, 15 et 25 de chaque mois ; trois d'Alger à Marseille, les 10, 20 et 30 ; et en février, les 28 ou 29. Il devra être fait par bateaux à vapeur sous pavillon français.

Art. 2. La durée de l'engagement est fixée à trois ans, du 1^{er} janvier 1844 au 31 décembre 1846 inclus.

L'entrepreneur affectera à ce service tel nombre de bateaux à vapeur qu'il jugera convenable ; mais il devra, sur toute réquisition qui lui en sera faite, justifier de la possession de trois bateaux reconnus être dans les conditions nécessaires pour la navigation entre la France et l'Algérie.

Il continuera d'être considéré comme ayant satisfait à cette obligation par la possession des bateaux *le Charlemagne*, *le Pharamond* et *le Sully*, admis déjà par l'administration ; mais tout autre bateau qu'il voudrait employer, soit momentanément, soit définitivement, en remplacement de l'un des trois bateaux ci-dessus dénommés, devra être de la force de 160 chevaux au moins.

Art. 3. Il sera accordé à l'entrepreneur une subvention annuelle de 84,000 fr.

72,000 fr. à la charge du département de la guerre ;

12,000 fr. à la charge du département des finances.

Art. 4. Moyennant cette subvention, l'entrepreneur s'engage à recevoir à bord et à transporter de Marseille à Alger, et d'Alger à Marseille, sans aucune autre rétribution :

1^o Pour le compte du département des finances, toutes les dépêches que l'administration des postes jugera à propos de lui confier, jusqu'à concurrence du poids de 200 kilog. par voyage, non-seulement à chacun des départs réguliers, tels qu'ils sont

fixés par l'art. 1^{er}, mais encore toutes les fois qu'un de ses paquebots ~~ferait une traversée~~ supplémentaire de France en Algérie, ou d'Algérie en France;

2^e Pour le compte du département de la guerre, et par année :

1^o Seize cents passagers du Gouvernement, dont 240 de première classe, 400 de deuxième, 500 de troisième et 460 de quatrième ;

Ces passagers seront traités à bord aux frais de l'entrepreneur, tant sous le rapport de la nourriture que sous celui du couchage, de la même manière que le sont, à bord des bateaux à vapeur de l'État, les passagers de ces diverses classes ;

2^o Toute espèce d'objets de matériel, jusqu'à concurrence de 288 tonnes de 1000 kilog. de poids, ou de 1 mètre 44 cent. d'encombrement.

Art. 5. Seront considérés comme passagers du Gouvernement, non-seulement les officiers, sous-officiers et soldats, employés militaires, etc., mais aussi les fonctionnaires et employés civils, quel que soit leur grade ou leur emploi, ainsi que les femmes et les enfants de ces militaires, fonctionnaires et employés.

Seront également considérés comme passagers du Gouvernement, les colons qui auront obtenu le passage gratuit.

Les passagers auront droit au transport gratuit de leurs bagages jusqu'à concurrence, savoir :

Ceux de 1^{re} classe, de 100 kilog. ;

Ceux de 2^e classe, de 75 kilog. ;

Ceux de 3^e classe, de 50 kilog. ;

Ceux de 4^e classe, de 25 kilog., ou, pour les hommes de troupe, un porte-manteau ou havresac, indépendamment de la couverture devant servir à leur couchage à bord.

Lorsque le poids des bagages excèdera les quantités ci-dessus déterminées, les passagers payeront, pour le transport de cet excédant, le prix fixé au tarif commercial de l'entrepreneur.

Les enfants âgés de moins de cinq ans ne compteront pas dans le nombre de 1,600 passagers ci-dessus déterminé ; ceux de l'âge de cinq à quinze ans compteront pour demi-place.

Art. 6. Le département de la guerre pourra aussi exiger l'embarquement de chevaux ou de mulets, à raison de un cheval ou mulet en remplacement de cinq places de quatrième classe, sans toutefois

que l'entrepreneur puisse être tenu de transporter plus de trois de ces animaux par voyage.

La nourriture de ces chevaux ou mulets sera à la charge de l'entrepreneur, ainsi que tous frais accessoires, tels que ceux d'établissement d'écuries mobiles dans l'entrepont ou sur le pont, pourvu qu'ils s'y trouvent commodément installés.

Art. 7. Le département de la guerre disposera des places qui lui seront réservées selon sa convenance, soit pour la traversée de Marseille à Alger, soit pour celle d'Alger à Marseille, sans s'astreindre à égaliser entre l'aller et le retour le nombre des passagers de chaque classe à transporter dans le cours de chaque année, et aussi sans affectation d'un nombre déterminé de places à chaque voyage.

Il est d'ailleurs bien entendu que l'entrepreneur sera obligé de recevoir à bord tous les passagers et tout le matériel que l'administration de la guerre aurait à faire transporter, sans toutefois que l'administration puisse jamais disposer de plus des deux tiers des places existantes sur chaque bateau, ni de plus du tiers de l'emplacement réservé au matériel, à moins d'arrangements particuliers avec l'entrepreneur.

Lorsque le département de la guerre voudra faire embarquer en même temps plus de cinq passagers de 1^{re} classe, huit de 2^e, dix de 3^e et dix de 4^e, et plus de quatre tonnes de matériel, il devra en avertir l'entrepreneur cinq jours au moins à l'avance.

Art. 8. Le prix des places que l'entrepreneur fournira à la demande de l'administration en sus du nombre déterminé par l'article 4, sera payé à l'entrepreneur à raison de

65 fr.	pour les passagers de 1 ^{re} classe,	} y compris le 5 pour cent de chapeau du capitaine, et tous autres frais accessoires.
45	id. de 2 ^e classe,	
22	id. de 3 ^e classe,	
18	id. de 4 ^e classe,	

Ces prix comprennent en outre les frais de la nourriture des passagers, à fournir par l'entrepreneur, suivant ce qui est dit à l'article 4 et à l'article ci-après.

Le fret du matériel qui serait transporté en sus des 288 tonnes, par année, serait payé au prix de 30 fr. par tonneau.

Art. 9. Les frais de nourriture entrent dans les prix de passage ci-dessus déterminés, pour

8 fr. par jour pour chaque passager de 1^{re} classe.

5 " id. de 2^e id.

2 50 id. de 3^e id.

1 50 id. de 4^e id.

Le nombre et la composition des repas, pour chacune des quatre classes, seront réglés par convention spéciale entre l'intendant de la 8^e division et l'entrepreneur, d'après ces prix, et en se guidant sur ce qui se pratique à bord des paquebots de la correspondance entre Marseille et le Levant.

La classe à laquelle devra appartenir chaque passager sera indiquée sur le permis d'embarquement.

Exécution du service.

Art. 10. Les bateaux à affecter audit service devront être montés d'un nombre suffisant d'hommes d'équipage, et être convenablement installés, grésés et équipés.

L'équipage et le matériel seront entretenus aux frais de l'entrepreneur, qui supportera également les droits ordinaires de navigation, de pilotage, de tonnage, de douane, de quarantaine et tous autres en usage, sans aucune exception.

Toutefois, en cas de quarantaine établie entre les deux ports d'Alger et de Marseille, l'entrepreneur pourrait débarquer les passagers au lazaret, où il ne serait pas tenu de pourvoir à leur nourriture.

L'entrepreneur pourrait même, si la quarantaine devenait permanente, résilier son marché en abandonnant à l'État la moitié de son cautionnement.

Art. 11. Au départ et à l'arrivée, les bateaux seront sous la surveillance des officiers de l'intendance militaire.

Ces bateaux pourront être contre-visités avant le départ par lesdits officiers, qui constateront par procès-verbal le résultat de cet examen, et exigeront, au besoin, la réparation ou le remplacement des objets dont le mauvais état serait susceptible d'entraver ou de compromettre la navigation.

Le refus de l'entrepreneur de pourvoir auxdits remplacements et réparations serait considéré comme refus de service et pourrait entraîner la résiliation de la présente convention.

Art. 12. L'heure de la remise des dépêches aux capitaines par les directeurs des postes, tant à Marseille qu'à Alger, sera fixée par l'administration des postes, selon les besoins de son service; mais l'entrepreneur sera averti, au moins cinq jours à l'avance, de chaque nouvelle fixation.

En cas de retard dans l'arrivée du courrier de Paris, le bateau en partance de Marseille devra attendre le temps nécessaire, sans toutefois que le bâtiment puisse être retenu au delà de douze heures sans le consentement de l'entrepreneur.

Les dépêches seront prises et portées par les agents de l'entrepreneur aux bureaux de poste des ports d'embarquement et de débarquement.

Art. 13. Une boîte mobile sera attachée au grand mât de chacun des bateaux de l'entrepreneur affectés au service de Marseille à Alger, pour y recevoir les lettres que le public voudrait y déposer avant le départ des paquebots.

Ces boîtes seront construites en bois de chêne et entretenues aux frais de l'entrepreneur; elles devront avoir 40 centimètres de hauteur, 26 centimètres de largeur et 20 de profondeur; elles seront garnies d'une porte fermant à clef, et d'un couloir intérieur de 18 centimètres de largeur et de 15 millimètres d'ouverture; ce couloir sera disposé de manière à ce que les lettres déposées dans ces boîtes ne puissent s'en échapper, la boîte étant renversée.

Sur la partie extérieure de ces boîtes une inscription apparente portera les mots : *Boîte aux lettres*.

A l'arrivée des paquebots dans les ports de débarquement, les agents chargés de transporter les valises au bureau y porteront en même temps la boîte, qui sera ouverte immédiatement par le directeur, et remise à ces agents après l'extraction des lettres qui s'y trouveront.

Art. 14. La remise des dépêches sera constatée par un *part* que délivrera au capitaine le directeur des postes du port d'embarquement, lequel *part* relatera le nombre des valises renfermant les dépêches, ainsi que l'heure de leur remise aux agents de l'entrepreneur.

Les valises seront fournies et entretenues au compte de l'administration des postes; cependant la perte ou la détérioration de

ces valises qui proviendront de la négligence des agents de l'entrepreneur, tomberont à sa charge, et il sera tenu de faire remplacer ou réparer ces objets immédiatement.

La perte ou l'avarie d'une dépêche rendra l'entrepreneur responsable du montant de la taxe des lettres et des groups, ainsi que des indemnités dues à des tiers pour des chargements contenus dans la dépêche.

Ces pertes ou avaries pourront donner lieu, en outre, par chaque dépêche, à une retenue de 5 fr. au moins et de 100 fr. au plus sur la subvention stipulée à l'art. 3 du présent marché.

Art. 15. Les passagers du Gouvernement seront reçus à bord sur la production d'états portant ordre d'embarquement, lesquels états, à Marseille et à Alger, seront remis, quand il y aura lieu, au capitaine du bateau en partance, par le sous-intendant militaire chargé du service des transports maritimes dans chacune de ces places.

Ces états seront nominatifs pour les passagers voyageant isolément, et numériques pour les corps et détachements; les passagers y seront divisés suivant les quatre classes.

Le sous-intendant militaire du lieu de destination constatera sur ces états le débarquement des passagers.

Art. 16. Le matériel sera embarqué sur procès-verbal que dressera le sous-intendant militaire, et qui indiquera, en même temps que la nature et le nombre des objets embarqués, leur évaluation en tonneaux de poids ou d'encombrement.

Le capitaine donnera décharge de ce matériel au bas dudit procès-verbal, de même qu'il lui en sera donné récépissé par le consignataire à destination.

Art. 17. Le départ de chaque bateau devra suivre immédiatement la remise des dépêches par le directeur des postes.

Il ne sera admis de retard que pour cause de temps contraire, ce dont sera juge l'autorité maritime militaire.

En cas de retard non justifié, l'entrepreneur subira une amende de 50 fr. par heure.

Si ce retard se prolongeait au delà de six heures, il pourrait être pourvu au transport par un nolis spécial aux frais de l'entrepreneur.

Si, enfin, l'entrepreneur n'était pas en mesure d'assurer le ser-

vice au voyage, suivant dans le même port, l'administration pourrait prononcer la résiliation de la présente convention ; provisoirement le service continuerait à être assuré aux risques et périls de l'entrepreneur en défaut.

Art. 18. Chaque voyage de Marseille à Alger et d'Alger à Marseille devra être effectuée en cinquante-cinq heures au plus, ledit délai calculé sur l'heure de la remise des dépêches au lieu du départ.

Chaque heure de retard à l'arrivée donnera lieu, comme au départ, à une amende de 50 fr. ; toutefois cette amende ne sera pas imposée lorsque le bateau aura été retenu en mer par des temps contraires, ce dont le capitaine devra justifier suivant les formes ordinaires, notamment par des extraits du journal de bord et par des attestations, qu'en cas de relâche forcée il devra se faire délivrer, soit par les officiers des ports, soit par l'autorité compétente des lieux où le bateau aurait fait relâche.

Art. 25. L'entrepreneur sera responsable, envers l'administration, des pertes et avaries provenant de toutes circonstances autres que celles de force majeure dûment constatée ; du reste, elles seront réglées conformément aux dispositions du livre II du Code de commerce.

Art. 26. Toute contravention aux lois sur le transport des lettres sera punie d'une amende de 150 à 300 fr., aux termes de l'article 5 de l'arrêté des consuls du 27 prairial an IX ; la récidive pourra entraîner la résiliation du marché sans indemnité.

Toute fraude en matière de douane, constatée à la charge de l'entrepreneur ou de ses agents, pourra également entraîner la résiliation du marché sans indemnité.

SERVICE DES CORRESPONDANCES ENTRE LA FRANCE ET L'ALGÉRIE.

Jours de départ et d'arrivée des correspondances de Paris à Alger et d'Alger à Paris, d'après la nouvelle organisation du service alternatif établi depuis le 1^{er} février 1842 entre Toulon et Alger, par les bateaux à vapeur de la marine royale et par les bateaux à vapeur de la compagnie Bazin, de Marseille.

Expédition de Paris sur Alger.

Les départs de Paris sur Alger ont lieu par les malles-postes, à 6 heures du soir, les 2, 6, 12, 16, 22 et 26.

Les départs de France pour Alger ont lieu : de Toulon, à 8 heures du matin, les 10, 20 et 30 ; et de Marseille, à 5 heures du soir, les 5, 15 et 25.

Les paquebots partant de Toulon arrivent à Alger à 5 heures du soir, le surlendemain ; et ceux partant de Marseille, à minuit, aussi le surlendemain.

Expédition d'Alger sur la France.

Les départs d'Alger ont lieu, pour Toulon et Marseille, à 5 heures du soir, tous les cinq jours, les 5, 10, 15, 20, 25 et 30.

Les paquebots dirigés sur Toulon arrivent le quatrième jour de leur départ, vers 5 heures du matin ; et sur Marseille, le quatrième jour de leur départ, vers 1 heure du matin.

Les dépêches sont rendues ordinairement à Paris, de l'une ou l'autre de ces deux villes, en 60 ou 64 heures.

LA VILLE DE BORDEAUX,**PAQUEBOT A VAPEUR FRANÇAIS,**

Partant de Marseille pour Alger les 1^{re}, 11, et 21 de chaque mois, traversée en 50 heures.

Places de	1 ^{re} classe. . . .	105 fr.	—	60 kilog. de bagage.
	2 ^e id.	80	—	40 id.
	3 ^e id.	50	—	

Marchandises de poids excédant

de bagage, les 100 kilog. 15

Volume, le pied cube. . 3

Voitures dites coupés, calèches,
cabriolets et chevaux. . . 105

La nourriture n'est pas comprise dans le prix du passage ; elle se prend en commun et par classe.

Les prix de ces repas sont fixés à 6 fr. par jour pour la première classe, et 4 fr. pour la seconde.

Les enfants au-dessous de dix ans payeront la moitié du prix des places et des repas. Il sera accordé une couchette pour deux enfants.

Les frais de patentes de santé, expéditions des passeports et embarquement de MM. les passagers seront payés en sus des prix de passage ci-dessus fixés.

Depuis le 1^{er} janvier 1844, la Ville de Bordeaux est chargée des dépêches de Marseille à Alger et d'Alger à Marseille.

S'adresser à Marseille, à MM. André Abeille, armateurs, place Royale, 4; à Alger, à MM. les fils cadets de J. E. Laugier, re-commandataires, rue Doria, 48.

BERLINES-POSTES DU COMMERCE,

TRAJET DE PARIS A ALGER EN SIX JOURS,

PAR CHALON, LYON, AVIGNON, TOULON OU MARSEILLE.

Les *Berlines-Postes du commerce* partent tous les jours de Paris pour Lyon, et arrivent régulièrement à Chalon pour le départ des bateaux à vapeur.

De Lyon à Avignon, les voyageurs peuvent également descendre par bateaux à vapeur et continuer leur voyage pour Toulon ou pour Marseille, par les voitures publiques et sans séjourner.

Un service de diligences, fait par les maîtres de poste, existe de Lyon à Toulon et à Marseille, et correspond exclusivement avec les *Berlines-Postes du commerce*.

De Toulon et de Marseille à Alger, des services réguliers de paquebots à vapeur sont établis. (Voir les renseignements qui précèdent, page 50 et suiv.)

BUREAUX PRINCIPAUX :

A Paris, rue Croix-des-Petits-Champs, 52 ;

A Chalon, à côté de l'hôtel des Trois-Faisans ;

A Lyon, rue Sainte-Marie-des-Terreaux, 6, près l'hôtel du Parc;

A Avignon, place de l'Oule, au bureau du service des maîtres de Poste;

A Toulon, place au Foin, à côté de l'hôtel de Malte;

A Marseille, rue Cannebière, 7;

A Alger, rue de la Licorne, 3, chez MM. Alphandery frères.

MESSAGERIES ROYALES.

Départ *tous les jours*. — Passant par Sens, Auxerre, Avallon, Arnay-le-Duc, et correspondant à Chalon avec le bateau à vapeur *l'Aigle*.

MESSAGERIES GÉNÉRALES (LAFFITTE ET CAILLARD).

Départ *tous les jours*. — Mêmes correspondances que ci-dessus.

De Paris à Lyon, par le chemin de fer d'Orléans, sans changer de voiture.

Départ *tous les jours*, aux administrations ci-dessus, à 7 heures du matin. — Passant par Moulins, Roanne et Tarrare.

TRANSPORTS DE MARCHANDISES.

SERVICE DES ACCÉLÉRÉS.

De Paris à Marseille en 13 jours. Pour 100 kilogr.	27 f.
à Toulon en 15 jours	31

SERVICE ORDINAIRE.

De Paris à Marseille en 25 jours. Pour 100 kilogr.	17 f.
à Toulon en 30 jours	20

TABLEAU

DES CHEFS DE SERVICE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE DU MINISTÈRE DE LA GUERRE,

D'APRÈS L'ORGANISATION RÉSULTANT DE L'ORDONNANCE ROYALE
DU 17 JANVIER 1854.

Au ministère de la guerre, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, 86. — Le public est admis les mercredis et vendredis de chaque semaine, de 2 à 5 heures, à la section de l'enregistrement et des renseignements.

M. le maréchal DUC DE DALMATIE, G. C. *, pair de France, *président du conseil*, ministre secrétaire d'État de la guerre.

CABINET DU MINISTRE.

M. NAUDET, O. *, maréchal de camp, chef.

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL, CONTRÔLE ET COMPTABILITÉ
GÉNÉRALE.

MM. MARTINEAU DES CHESNEZ, G. O. *, conseiller d'État, secrétaire général.

GUÉRARD *, directeur adjoint.

CAILLARD *, chef de bureau du secrétariat.

GUÉROU *, chef de bureau du service intérieur.

ROUSSEAU *, chef de bureau des lois et archives.

MM. TINEL ✱, chef de bureau des pensions, invalides et secours.

FOURNIER (P.-M.) ✱, chef de bureau de la solde et des revues.

MARTINEAU DES CHESNEZ (A.), auditeur de 1^{re} classe, au conseil d'État, chef de bureau du contrôle des dépenses et du contentieux.

DEBIN ✱, chef de bureau des fonds et ordonnances.

N. , chef de bureau de centralisation des comptes-matières.

FOURNIER (A.-J.) ✱, agent comptable du ministère.

DIRECTION DU PERSONNEL ET DES OPÉRATIONS MILITAIRES.

Le Comte DU ROCHERET, C. ✱, lieutenant général, conseiller d'État, directeur.

MAHÉRAULT, O. ✱, maître des requêtes, directeur adjoint.

BLONDEL ✱, chef d'escadron au corps royal d'état-major, chef de bureau des opérations militaires et de la correspondance générale.

PETITET ✱, chef de bureau du recrutement et de la réserve.

DEBACQ ✱, chef de bureau des états-majors et des écoles militaires.

CARVALHO, O. ✱, colonel, chef de bureau de l'organisation et de l'inspection.

CHÉNIER (DE) ✱, chef de bureau de la justice militaire.

BLJU-DUVAL ✱, chef de bureau de la gendarmerie.

MAILLARD ✱, chef de bureau de l'infanterie.

DOUÉ ✱, chef de bureau de la cavalerie.

LERMINA ✱, chef de bureau de la remonte générale.

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION.

EVRRARD DE ST-JEAN, O. ✱, intendant militaire, direct.

- MM. DELAHOURDE** ✱, chef de bureau de l'intendance militaire et du personnel administratif.
- MICHELON** ✱, chef de bureau de l'habillement, du harnachement, des lits militaires et du campement.
- LAMBERT** ✱, intendant militaire en retraite, chef de bureau des subsist. militaires et du chauffage.
- MARIE** ✱, chef de bureau des hôpitaux.
- BERTELOITE** ✱, chef de bureau des transports, convois et équipages militaires.

DIRECTION DES AFFAIRES DE L'ALGÉRIE.

M. VAUCHELLE, C. ✱, directeur.

M. FELLMANN ✱, *chef de bureau des affaires politiques et civiles et du personnel.*

(Organisation du gouvernement et de l'administration civile. — Circonscriptions territoriales. — Correspondance générale. — Affaires politiques. — Exequatur aux consuls étrangers. — Délimitation des frontières. — Affaires arabes. — Nomination des chefs indigènes et des interprètes. — Détenus indigènes. — Nomination à tous les emplois des services civils, judiciaires et financiers. — Cultes et établissements religieux. — Instruction publique. — Bibliothèques et souscriptions. — Recherches historiques et archéologiques. — Milice africaine. — Police générale. — Extradition. — Centralisation et publication des documents statistiques.)

M. URTIS, *chef de bureau de législation, du contentieux et de la colonisation.*

(Législation civile et criminelle. — Reconnaissance et constitution de la propriété. — Opérations cadastrales. — Prohibitions de vendre ou d'acquérir en dehors des limites déterminées. — Expropriations pour cause d'utilité publique. — Sequestre. — Législation musulmane. — Donations et legs. — Monts-de-Piété et caisses d'épargne. — Concessions urbaines et rurales. —

Aliénations, échanges et locations. — Régime hypothécaire. — Saisies et amendes. — Établissement des impôts territoriaux. — Poursuites des crimes et délits et de l'exécution des jugements. — Recours en grâce. — Pourvois au conseil d'État. — Conflits. — Actions domaniales. — Prises maritimes. — Construction de villages. — Passages en Algérie. — Émigration et placement de colons et d'ouvriers civils. — Concessions de terres à titre gratuit ou onéreux. — Pépinières et cultures diverses. — Établissements agricoles.)

M. VALLET DE CHEVIGNY ✱, *chef de bureau du commerce, des travaux publics, des troupes indigènes et de la comptabilité.*

(Commerce intérieur et extérieur. — Importations et exportations. — Entrepôts et marchés. — Mouvement et police de la navigation. — Pêche du corail. — Conservation, boisement et exploitation des forêts. — Exploitation des mines. — Chambres de commerce. — Application des lois sanitaires. — Dessèchements. — Routes. — Travaux maritimes et coloniaux. — Construction, réparation et entretien des édifices affectés aux services civils. — Conservation, distribution et police des eaux. — Budgets des services spéciaux. — Comptabilité des dépenses concernant les services civils. — Présents aux chefs et agents indigènes. — Services télégraphique et topographique. — Personnel et matériel des ports. — Budgets des recettes et des dépenses coloniales. — Produits et revenus divers. — Contributions de guerre et prises sur l'ennemi. — Administration et comptabilité des biens et revenus des corporations indigènes. — Organisation, administration et comptabilité des services militaires indigènes (tirailleurs indigènes, spahis et troupes auxillaires). — Service maritime. — Apurement et liquidation de toutes les dépenses des services civils de l'Algérie et des troupes indigènes.)

SERVICE DE L'ARTILLERIE.

M. TUGNOT DE LANOYE, C. ✱, *maréchal de camp d'artillerie, chef du service de l'artillerie.*

SERVICE DU GÉNIE.

M. BOQUET, O. ✱, *colonel au corps royal du génie, chef du service du génie.*

GOVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.

Gouverneur général. — Une ordonnance royale , en date du 22 juillet 1834 , a déterminé les pouvoirs du gouverneur général , auquel elle a attribué le commandement général et la haute administration de l'Algérie (alors possession française dans le nord de l'Afrique) , sous les ordres et la direction du ministre secrétaire d'État de la guerre. Les attributions du gouverneur , ainsi que celles des chefs d'administrations civiles placés sous ses ordres , et du conseil d'administration , ont été ensuite et successivement réglées par les arrêtés ministériels des 1^{er} septembre 1834 et 2 août 1836 , et l'ordonnance royale du 31 octobre 1838. Celle-ci , en maintenant l'administration des services civils en Algérie sous l'autorité du gouverneur , place sous ses ordres un directeur de l'intérieur , un procureur général et un directeur des finances , dont elle détermine en même temps les attributions et les rapports. En citant également ici les ordonnances royales des 10 août 1834 et 28 février 1841 , sur l'organisation de la justice , celle du 21 août 1839 , sur le régime financier , et enfin celle du 7 février 1841 , qui a donné au ministre de la guerre plein pouvoir pour régler les rapports de son département avec le gouverneur général et les chefs des services placés sous ses ordres , on aura indiqué les bases principales sur lesquelles repose , en Algérie , l'organisation actuelle du gouvernement et de l'administration civile.

Conseil d'administration. — Le gouverneur général a auprès de lui un conseil composé de l'officier général com

mandant les troupes, du directeur de l'intérieur (de l'intendant civil avant le 31 octobre 1838), de l'officier général commandant la marine, du procureur général, de l'intendant militaire et du directeur des finances. — Suivant la nature des questions soumises au conseil, le gouverneur général y appelle les chefs des services spéciaux, civils ou militaires, que l'objet des discussions peut concerner. (Ordonnance royale du 22 juillet 1834.) — Les attributions de ce conseil ont été réglées par les arrêtés ministériels des 1^{er} septembre 1834 et 2 août 1836.

Secrétaire général du gouvernement. — Les arrêtés des 1^{er} septembre 1834 et 2 août 1836 ont placé près du gouverneur général un secrétaire du gouvernement, auquel un dernier arrêté, en date du 30 avril 1841, a donné le titre de secrétaire général. — Il centralise la correspondance administrative, conserve le dépôt des archives du gouvernement, tient la plume au conseil d'administration, et en rédige les procès-verbaux, dont le registre reste en sa garde.

Attachés aux services civils en Algérie. — Le 18 août 1841, le roi a approuvé la création de quatre attachés aux services civils de l'Algérie, choisis parmi les auditeurs au conseil d'État. Un de ces auditeurs est attaché au secrétariat général du gouvernement, et les trois autres répartis entre la direction de l'intérieur, le parquet du procureur général et la direction des finances.

MM. BUGEAUD DE LA PICONNERIE, G. C. ✱, maréchal de France, gouverneur général de l'Algérie.

AIDE DE CAMP ET OFFICIERS D'ORDONNANCE.

EYNARD, O. ✱, lieutenant-colonel d'état-major.

RIVET ✱, capitaine d'artillerie, offic. d'ordonnance.

GARRAUBE (DE) ✱, capitaine d'infanterie.

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT.

Bureaux rue du Soudan.

MM. SOL *, secrétaire général.

MERCIER-LACOMBE, auditeur attaché.

DESVERNAY, id.

MAIGNE, id.

DEMANCHE, id.

BUREAU.

BRIEU, chef de section.

EMPLOYÉS.

Duboc, commis de 1^{re} classe.

Dentié, commis d'ordre.

Courant, commis de 2^e classe.

Thouvenins, id.

Maire, commis de 3^e classe.

Chalard, id.

Vidal, commis auxiliaire.

ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL,

rue du Soudan.

PELISSIER, C. *, colonel d'état-major, sous-chef,
chargé du service.

ZARAGOZA (DE), O. *, chef d'escad. d'état-major.

PISSIS, capitaine d'état-major de 1^{re} classe.

COURSON (DE) *, id. de 2^e classe.

COURTOT DE CISSEY *, id. id.

DENECEY *, id. id.

RAOULT *, id. id.

APPERT, id. id.

SECTION TOPOGRAPHIQUE.

GOUYON (DE), O. *, chef d'escadron d'état-major.

DIVISION D'ALGER.

INTENDANCE MILITAIRE,
rue de l'État-Major.

PLACÉ D'ALGER.

MM. APPERT, C. ✱, intendant militaire de la division.
 ECHEMANN ✱, sous-intend. militaire de 2^e classe.
 ANGOT ✱, id.
 PARIS DE BOLLARDIÈRE ✱, id.
 DUBARD, O. ✱, id.
 DU BOYS ✱, adjoint de 1^{re} classe.
 BLANCHOT ✱, id.
 LAUNAY (DE) ✱, id.
 REQUIER ✱, id.
 GALANT, id.

COMMIS ENTRETENUS DE L'INTENDANCE MILITAIRE.

Moutton, commis de 1^{re} classe.
 Gallois, id.
 Gouilloud, commis de 2^e classe.
 Remiatte, id.
 Honoré, id.
 Winterheld, id.
 Gourbin, id.
 Honoré, id.
 Pelloux, id.
 Leclerc, id.
 Lacassaigne, id.

MM. Michel, commis de 2^e classe.
Guépard, id.
Pétrelle, commis de 3^e classe.
Loisel, id.

Chef-lieu, Blidah.

BAR (DE), C. ✱, maréchal de camp, commandant
la division.
SPITZER ✱, chef d'escadron d'état-major, chef
d'état-major.

TERRITOIRE D'ALGER.

Chef-lieu, Alger.

GENTIL, C. ✱, maréchal de camp, comm. le territ.
BLAUQUET ✱, chef d'escadron d'état-major, chef
d'état-major.

BRIGADE DE CAVALERIE.

KORTE, C. ✱, maréchal de camp, commandant.

ÉTATS-MAJORS DE LA PLACE D'ALGER,

impasse Jenné.

CAPPONE, dit MARENGO, O. ✱, colonel, comman-
dant de place.
HUBERT ✱, chef de bataillon, major de place.
MÉNANT ✱, cap. comm. de place, à la Casbah.
RÉGNIER ✱, id. au fort l'Empereur.
COCHOIS ✱, id. à Mustapha.
BOTIAU ✱, capitaine, archiviste de place.
DÉGREMONT ✱, capitaine adjudant de place.
LEBERCHE ✱, id.
GÉNIES ✱, id.
FRICOT, id.
VAUTRIN ✱, id.
OLLIVIER ✱, id.

PORTIERS CONSIGNES.

- MM. Piton , port. de 3^e classe, à la porte Bab-Azoun.
 Richier *, port. de 3^e classe, à la porte de France.
 Gouveneaux *, id. de Bab-el-Oued.

ARTILLERIE,

rue Jean-Bart.

- LECHESNE , O. *, maréchal de camp, commandant
 supérieur de l'artillerie de l'armée.
 MAHÉ DU BOURCBLANC , O. *, colonel , directeur.
 PIRAIN *, chef d'escadron , sous-directeur.
 BAILLOUD, capit. en 2^e, adjoint à la direction.
 ROUSSEL, id. chargé de l'insp. des armes.
 DUGUET *, id. adjoint à la direction.
 BOURSON, id. id.
 PELLISSON, id. id.
 NAREY *, id. id.

GÉNIE,

rue Philippe.

- CHARRON , C. *, colonel, direct. des fortifications,
 commandant le génie de l'armée.
 VILLENEUVE , O. *, lieut.-colonel, chef du génie.
 GUYOT-DUCLOS *, id. à la direction.
 GOYAU *, capitaine de 1^{re} classe, à la direction.
 VÉRONIQUE, *, capit. de 2^e classe, id.
 DUBOST *, id. chef du génie des
 forts et camps du Sahel.

SERVICE DE SANTÉ.

OFFICIERS DE SANTÉ EN CHEF DE L'ARMÉE.

- Antonini *, médecin en chef.
 Guyon *, chirurgien en chef.
 Horeau *, pharmacien en chef.

HÔPITAL DU DEY.

- MM.** Monard ✱, médecin principal de 2^e classe.
Brée ✱, chirurgien principal de 2^e classe.
Gourdon ✱, pharmacien principal de 2^e classe.

HÔPITAL DE LA SALPÊTRIÈRE.

- Léonard ✱, médecin ordinaire de 1^{re} classe.
Philippe ✱, chirurgien major id.
Laporte ✱, pharmacien major id.

HÔPITAL DE MUSTAPHA.

- Besseron ✱, médecin ordinaire de 2^e classe.
Beuret ✱, chirurgien major de 1^{re} classe.
Méquignon ✱, pharmacien major de 2^e classe.

DÉPOT DE MÉDICAMENTS.

- Tripier ✱, pharmacien major de 2^e classe.

ADMINISTRATION.

SERVICE DES HÔPITAUX.

- Coytier ✱, officier comptable de 2^e classe, chef du bureau de central. des hôp. de la div. d'Alger.
Marabelle, officier comptable de 1^{re} classe de l'hôpital militaire du dey.
Arron, officier comptable de 2^e classe de l'hôpital militaire de la Salpêtrière.
Bouvet, officier comptable de 1^{re} classe de l'hôpital militaire de Mustapha.
Bilco, officier comptable de 2^e classe, du magasin central des hôpitaux.
Verdreau, adjudant en 2^e, commandant le dépôt des infirmiers.

SERVICE DES SUBSISTANCES MILITAIRES.

- Laperlier ✱, officier principal, chef du bureau de central. des subsistances milit. de la division.

MM. Pougnet, officier principal, compt. des vivres-pain.
 Tricou, offic. compt. de 1^{re} classe, compt. des fourr.
 Melcion d'Arc, offic. compt. de 2^e classe, comptable
 des vivres-viandes.

Chassagne, offic. compt. de 2^e cl., chef aux construct.
 Gobillot, adjud. en 1^{er} comp. des services réunis
 à Hussein-Dey.

Mairresse, adjud. en 1^{er} id. à Mustapha.

Briche, adjud. en 1^{er} id. à la Maison carrée.

Flandin, adjud. en 1^{er} id. à Birkadem.

SERVICE DE L'HABILLEMENT ET DU CAMPMENT.

Roussel, officier comptable de 2^e classe.

DIRECTION DES AFFAIRES ARABES,

rue de la Lyre.

Daumas, O. ✱, lieutenant-colonel du 1^{er} chasseurs
 d'Afrique, directeur.

Pellé ✱, capitaine adjudant-major au bataillon de
 tirailleurs indigènes d'Alger, à la direction.

Rouzé (de), capit. au 22^e de ligne, à la direction.

O'Malley, capitaine au 15^e léger.

Augereau ✱, capit. d'artillerie, à la direction.

Salignac (de), lieut. d'artillerie, id.

Béatrix, id. id.

Amstem, chirurgien sous-aide, id.

Aubin, maréch. des logis des spahis, id.

Si Mohamed Mohaseun, secrétaire arabe.

DOUÉRA.

Teinturier ✱, adjoint de 1^{re} classe à l'intend. milit.

Picard ✱, commis de 3^e classe, à id.

Chiffaud ✱, capitaine command. de place, id.

MM. Magail, médecin ordin. de 2^e cl. de l'hôpital milit.
 Petronelli *, chirurgien-major de 2^e cl. id.
 Millot, pharmacien-major de 1^{re} cl. id.
 Bertrand, adjudant en 1^{er}, comptable id.
 Gley, officier compt. de 2^e cl., compt. des sub. mil.
 Roy, adjudant en 1^{er}, comptable de l'habillement et
 du campement.

CHERCHELL.

Admirault (de l') *, lieutenant-colonel, command. supér.
 Desrayaud, adjoint de 1^{re} classe à l'int. militaire.
 Constant, commis de 2^e classe, id.
 Dupotet *, capitaine, commandant de place.
 Thomas *, capitaine de 1^{re} classe, chef du génie.
 Moullé *, s.-lieut. aux spahis, chargé des aff. arabes.
 Leclerc, médecin adjoint de l'hôpital militaire.
 Lomel, chirurgien-major de 2^e classe id.
 Roques, pharmacien, aide-major de 2^e cl. id.
 Bourdin, officier compt. de 2^e cl., compt. id.
 Gaubert, offi. compt. de 2^e cl., compt. des subs. mil.
 Betsellere, adjudant en 1^{er}, comptable du service de
 l'habillement et du campement.

BOUGIE.

Dufour *, adjoint de 1^{re} classe, à l'intend. militaire.
 Houard, commis de 3^e classe, id.
 Ducourthial, O. *, chef de batail., comm. de place.
 Zerlaut *, capitaine adjudant de place.
 Bruguères *, médecin ordinaire de 2^e classe, de
 l'hôpital militaire.
 Troy *, chirurgien-major de 1^{re} classe, id.
 Carron, pharmacien aide-major de 1^{re} cl. id.
 Bourdin, officier compt. de 2^e cl., compt. id.
 Grath, id. id.
 des subsistances militaires.

MM. Michalet, adjudant en 1^{er}, comptable de l'habillement et du campement.

BLIDAH.

Wolff ✱, adjoint de 1^{re} classe, à l'intendance milit.

Laithier, commis de 3^e classe, id.

Arrighi, O. ✱, chef de batail., command. de place.

Messe ✱, capitaine adjudant de place.

Richardot, capitaine en 1^{er}, command. l'artillerie.

Bouteilloux ✱, chef de bataillon, chef du génie.

Péchet, capitaine du génie de 2^e classe.

Bourbaki ✱, capitaine aux zouaves, chargé des affaires arabes.

Finot, médecin ordinaire de 2^e cl., de l'hôp. mil.

Bonneau, chirurgien-major de 2^e classe, id.

Fortier, pharmacien-major de 2^e classe, id.

Marchand, officier compt. id. id.

Laurent, id. id. compt. des subsist. milit.

Vanucci, id. id. comptable de l'habillement et du campement.

COLÉAH.

Maréchal ✱, chef d'escadron de cavalerie, commandant supérieur.

Moureau ✱, capitaine commandant de place.

Parmentier, capitaine de 2^e classe, chef du génie.

Santi (de), chirurgien aide-major de 2^e classe de l'hôpital militaire.

Laprevotte ✱, pharmacien, aide-major de 1^{re} classe, de l'hôpital militaire.

Huck, adjudant en 1^{er}, comptable de l'hôpit. mil.

Garnier, id. compt. des subs. militaires.

Ruelle, adjudant en 2^e, comptable de l'habillement et du campement.

BOUFFARICK.

- MM. Perrot ✱, capitaine commandant de place.
Bouffar, médecin adjoint, de l'hôpital militaire.
Claude, pharmacien, aide-major de 2^e cl., id.
Ader ✱, adjudant en 1^{er}, comptable id.
Power ✱, id. compt. des subs. militaires.

SUBDIVISION DE MÉDÉAH.

- Marey, O. ✱, maréchal de camp, commandant.
Durrieu ✱, capitaine d'état-major de 2^e classe,
chargé des affaires arabes.
Libersat, adjoint de 2^e classe, à l'intend. milit.
Feuillade, commis de 2^e classe, id.
Lefebvre ✱, capitaine, commandant de place.
Javain ✱, capitaine de 1^{re} classe, chef du génie.
Goret, médecin ordinaire de 2^e cl., de l'hôp. milit.
Bourguillon, chirurgien aide-major de 1^{re} cl. id.
Léger, pharmacien, aide-major de 2^e classe, id.
Demangeat, officier comptable de 2^e classe, id.
Cramoisy, officier compt. de 2^e cl. des subs. milit.
Royer, adjudant en 1^{er}, comptable de l'habillement
et du campement.

BOGHAR.

- Motet ✱, capit. du génie de 2^e cl., chargé du service.
Rohault, chirurgien, aide-major de 1^{re} classe, de
l'hôpital militaire.
Authier (d'), adjud. en 1^{er}, compt. id.
Faucher, adjudant en 1^{er}, compt. des subs. milit.

SUBDIVISION DE MILIANAH.

- Reveu, O. ✱, maréchal de camp, commandant.
Offroy-Montbrun ✱, adjoint de 1^{re} cl., à l'int. mil.
Ménétrier, commis de 3^e classe, à l'intend. milit.

- MM.** Aurelle de Paladine (d'), chef de bataillon , commandant de place.
 Maloor, capitaine de 1^{re} classe, chef du génie.
 Brévans (de), capitaine de 2^e classe, adjoint au chef du génie.
 Miallés, médecin ord. de 2^e cl., de l'hôpital milit.
 Daubresse, chirurgien aide-major, de 2^e cl. id.
 Philippe, pharmacien, aide-major de 2^e cl. id.
 Grégori, adjud. en 1^{er}, compt. id.
 Fonrouge, officier compt. de 2^e cl. , des subs. milit.
 Diget, adjudant en 2^e, comptable de l'habillement et du campement.
 Marguerite ✱, maréchal des logis aux spahis , attaché aux affaires arabes.

TÉNIET-EL-HAAD.

- Pingault, capitaine de 2^e classe, chef du génie.
 Martine ✱, sous-lieutenant aux spahis, chargé des affaires arabes.
 Tellier, médecin adjoint, chargé du service de santé.
 Henneton, adjud. en 1^{er}, compt. de l'hôpital milit.
 Clerget, adjudant en 2^e, compt. des subs. milit.
 Labit, adjudant auxiliaire, comptable de l'habillement et du campement.

SUBDIVISION D'ORLÉANSVILLE.

- Cavaignac C. ✱, colonel du régiment de zouaves, commandant.
 Renault ✱, capitaine d'état-major de 1^{re} classe, chef d'état-major.
 Humbert ✱, adjoint de 1^{re} classe, à l'intend. milit.
 Lambert, commis de 3^e cl. , id.
 Auger ✱, capitaine en 2^e, commandant l'artillerie.
 Tripier ✱, chef de bataillon, chef du génie.
 Richard, capit. du génie, chargé des aff. arabes.

- MM.** Pontier, médecin adjoint, de l'hôpital militaire.
 Mestre, chirurg.-major de 2^e cl., id.
 Thiriet, pharmacien aide-major de 2^e cl., id.
 Millon, adjudant en 1^{er}, comptable id.
 Labat, officier comptable de 2^e classe, chargé du service des vivres de campagne.
 Gouget, adjudant en 1^{er}, comptable des vivres, viandes et fourrages.
 Molinier, adjudant en 2^e, comptable de l'habillement et du campement.

TENEZ.

- Magenc *, adjoint de 1^{re} classe, à l'intendance milit.
 Arnaud *, commis de 3^e classe, id.
 Martin, médecin adjoint, de l'hôpital militaire.
 Colmant, chirurgien, aide-major de 1^{er} cl., id.
 Lisse, pharmacien, aide-major de 2^e classe, id.
 Germain, adjud. en 1^{er}, compt. de l'hôpital milit.
 Grégori, adjudant en 1^{er}, comptable des vivres, viandes et fourrages.
 Chenavier, adjudant en 1^{er}, comptable des vivres de campagne et du chauffage.
 Veilh, adjudant en 2^e, comptable de l'habillement et du campement.

INTERPRÈTES DE L'ARABE.

- Zaccar, interprète principal près M. le gouverneur.
 Roches *, interprète principal, id.
 Pharaon, interprète de 1^{re} classe, attaché à la direction des affaires arabes.
 Remusat, id. id.

MM. Rousseau, interprète de 1^{re} classe, près du général commandant la division d'Alger.

Rosetty (Michel), interprète de 2^e classe, près du colonel de gendarmerie.

Moraly, interprète de 2^e classe, près de l'intendance militaire de la division.

Tubiana *, interprète de 2^e classe, attaché à l'état-major général.

Amar, interprète de 3^e classe, à Cherchell.

Adrey, id. à Orléansville.

Bogo, interprète auxiliaire, à Douéra.

Boudjema ben Mohamet, id. à Kouba.

Balliste, id. à l'île Ste-Marguerite.

Dayan, id. à la direction du génie.

Rosetty (Élie-Vacily), id. à Médéah.

Goert, id. à l'état-major général.

Luminet, id. à Milianah.

Daboussy, id. près du commandant de la place d'Alger.

Fesler, id. à Tenès.

Ben-Kassem, id. à Coléah.

Albingo, id. à Miliana.

Moatti, id. à Bougie.

Molina, id. à Bouffarick.

DIVISION DE LA MARINE.

RIGODIT, O. *, contre-amiral, commandant supérieur de la marine en Algérie.

FOURICHON *, capit. de corvette, ch. d'état-major.

PACINI, enseigne de vaisseau, a.-de-c. de l'amiral.

MM. AMYOT *, lieutenant de vaisseau, directeur du port militaire et capitaine du port marchand.

DE MARQUÉ *, capitaine de corvette, commandant particulier de la marine, à Philippeville.

N. lieutenant de vaisseau, directeur du port, à Bone.

CORDÉ *, lieutenant de vaisseau, directeur du port, à Mers-el-Kébir.

BELLE, lieutenant de vaisseau, directeur du port, à Cherchell.

MALEPLANE, lieutenant de vaisseau, directeur du port à Mostaganem.

COMMISSARIAT DE LA MARINE.

RAMPAL *, sous-commissaire de la marine de 1^{re} classe, faisant les fonctions d'ordonnateur.

BATTAREL, commis princ. de la marine, contrôleur.

BRUN, commis principal de la marine.

SILVESTRE, commis de la marine de 1^{re} classe, chef du secrétariat de l'amirauté.

DONNIOL, commis de la marine de 2^e classe, chargé du service administratif à Philippeville.

BORY, commis de 2^e classe.

MARTIN (Raymond), commis de 2^e classe, à Alger.

GUEIT, commis de 2^e classe, chargé du service administratif à Bone.

ANDRÉ, commis de 2^e classe.

BERTRAND, commis de marine de 1^{re} classe, chargé du service administratif à Mers-el-Kébir.

MARTIN (Henry), écrivain de la marine, à Alger.

TRUFFAUT, id.

BOEUF, id.

HARTOCH, id.

SERVICE DE SANTÉ.

MM. PEBOSC, chirurgien entr. de 2^e cl., chef de service.
 GIRARD, chirurgien entretenu de 2^e classe, chef de service, à Bone.

SUBSISTANCES.

BERGER, s.-direct. des subs., chef de serv., à Alger.
 BÉRARD, commis de marine des subsistances à Alger.
 AGARRAT, chef de compt. de la direction du port.

LÉGION DE GENDARMERIE D'AFRIQUE.

La légion de gendarmerie, dont le complet est de 75 brigades à cheval, et de 57 brigades à pied, fait successivement le service habituel de la gendarmerie en résidence, et celui de force publique aux expéditions ; elle est divisée en 4 compagnies qui sont réparties comme suit :

Deux compagnies pour la province d'Alger ;
 Une pour la province de Constantine ;
 Et une pour la province d'Oran.

PROVINCE D'ALGER.

ÉTAT-MAJOR.

MM. VIAL, O. *, colonel chef de la légion.
 DUPOUY de BONNEGARDE *, chef d'escadron, commandant supérieur des deux 1^{re} compagnies.
 ACCARY *, capitaine trésorier.

PREMIÈRE COMPAGNIE.

Avril *, capit., command. la 1^{re} compagnie à Alger.
 Parizille, lieutenant à Alger.
 Darville, sous-lieutenant à Alger.
 Lequien, id. à Mustapha.

MM. Page-Duchailloux, lieutenant à Ténér.
 Billet *, id. à Kouba.
 Caselli *, sous-lieutenant à Birkadem.
 Grosjean *, lieutenant à Dély-Ibrahim.

DEUXIÈME COMPAGNIE.

Royer *, capit., command. la 2^e compag., à Douéra.
 Guérin, sous-lieutenant, id.
 Romand, lieutenant, à Blidah.
 Godard, lieutenant, à Coléah.

PROVINCE DE CONSTANTINE.

TROISIÈME COMPAGNIE.

Gautier, capit. comm. la 3^e comp., à Philippeville.
 Naudier, lieutenant, id.
 Laporte, id. à Constantine.
 Capitain, sous-lieutenant, à Bone.

PROVINCE D'ORAN.

QUATRIÈME COMPAGNIE.

Ritter, capitaine, comm. la 4^e comp., à Oran.
 Lecocq *, lieutenant, id.
 Dogier *, id. à Mostaganem.

CONSEILS DE GUERRE PERMANENTS.

(Aux termes de l'article 43 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, les conseils de guerre connaissent des crimes et délits commis en dehors des limites des tribunaux.)

PREMIER CONSEIL DE GUERRE PERMANENT.

MM. Regnault, O. *, colonel 48^e de ligne, président.
 Liautey, O. *, chef d'escadron, d'artillerie. } Juges.
 Taller, capitaine, au 1^{er} chass. d'Afrique. }

MM. Dubost *, capitaine de génie.
 Gillard, lieutenant au 15^e régim. d'artill.
 Glaentzer, sous-lieutenant au 48^e de ligne.
 Franiatte, sergent-major du génie.
 Mathieu *, capitaine au 58^e de ligne, rapporteur.
 Lamarque, capitaine en 1^{er} au 8^e régiment d'artillerie, commissaire du roi.
 D'Omenget, greffier.

} Juges.

DEUXIÈME CONSEIL DE GUERRE PERMANENT.

De Bourgon, colonel, 1^{er} chass. d'Afrique, présid.
 Rochat, capit., comm. un atelier du boulet.
 Laure, capitaine au 48^e.
 Bail, id. comm. du train du génie.
 Dubut, lieutenant d'artillerie.
 Chavin, sous-lieutenant au 48^e.
 Simonnet, sergent-major, au 48^e.
 Leture Domon, capit. au 1^{er} chass. d'Afrique, rapp.
 Unal, lieutenant au 48^e chasseurs d'Afrique, substitut rapporteur.
 Mangeot, capitaine, artillerie, commissaire du roi.
 Knops, greffier.

} Juges.

CONSEIL DE RÉVISION.

Vial, O. *, colonel de la légion de gendarmerie, président.
 Fauchaux, chef de batail. au 3^e chasseurs d'Orléans.
 De Pontbriant, } capitaines d'artillerie.
 Mouchel, }
 Joyau, capitaine du génie.
 Echemann, sous-intend. milit., commissaire du roi.
 Papillon, greffier.

CORPS DIPLOMATIQUE ÉTRANGER.

Les droits et devoirs, les prérogatives et privilèges des consuls et agents consulaires sont réglés, d'une part par le droit des gens, et de l'autre par la loi écrite de chaque nation. En France, une commission, nommée en 1833, s'est occupée de la révision de la législation entière sur les consulats, et les travaux de cette commission ont été successivement convertis en ordonnances à la date des 20, 24, 25, 26 août, 29 octobre et 7 novembre 1833. — Nous rappelons ces ordonnances, parce qu'en général les consuls invoquent, à défaut de textes précis qui leur servent de règles, la loi de réciprocité. — En Algérie, les consuls étrangers, depuis notre conquête et notre prise de possession, sont entièrement assimilés aux consuls étrangers résidant dans la métropole : ils n'y ont pas d'autres droits que ces derniers en France. Ainsi ils ne pourraient plus aujourd'hui faire incarcérer ou déporter leurs nationaux, sauf les cas d'extradition prévus par les traités. La conquête de 1830 a modifié, sur ce point comme sur d'autres, leur juridiction. Cette même conquête a soulevé la question de savoir s'ils devaient être soumis à l'*exequatur*. On n'a pas cru devoir imposer cette formalité nouvelle à ceux qui étaient en fonctions avant 1830 ; mais il a été établi en principe qu'à l'avenir la reconnaissance des consuls dans l'Algérie serait soumise aux mêmes formalités qu'en France, et que le gouvernement de l'Algérie ne devrait désormais admettre à l'exercice des fonctions consulaires que les personnes auxquelles l'*exequatur* du gouvernement du roi aura été préalablement accordé. —

L'Algérie étant France, les consuls étrangers ne devaient point y être exemptés des droits de douanes. Une décision du conseil d'administration, en date du 11 novembre 1834, les a fait rentrer à cet égard dans la loi commune et dans les dispositions de l'arrêté du 17 décembre 1830, dont on ne s'était écarté que d'après une simple décision prise en 1832 par M. l'intendant Pichon.

ALGER.

- MM.** R. SAINT-P. JOHN, consul général d'*Angleterre*.
 THULING, imp. Sallustre, vice-consul d'*Angleterre*.
 ALLOAT, agent général d'*Autriche*.
 GRAVIER, vice-consul de *Belgique*.
 WALLICH, consul de *Danemark*.
 J. D'ERICO, rue Renaud, consul général des *Deux-Siciles*.
 ALEXANDRE WENDLING, vice-consul des *Deux-Siciles*.
 DE ZUCASTI, r. de la Licorne, agent consul d'*Espagne*.
 ALLOAT, agent général des *États du Saint-Siège*.
 FRANÇOIS LACROUTS, consul des *États-Unis*.
 MICHEL ZIGOMALA, vice-consul de *Grèce*.
 COUGOT, rue du Commerce, consul du *Portugal*.
 FRANÇOIS LACROUTS, consul de *Hollande*.
 ALLOAT, agent général de *Sardaigne*.
 DESBOUS, vice-consul de *Suède et Norvège*.
 LUXARDO, consul général de *Toscane*.
 SCHALLER, consul de *Suisse*.
 H. RICKEM, consul des *Villes Anseatiques*.

BOUGIE.

- MAURICE BRANZELL**, vice-consul d'*Angleterre*, de *Sardaigne*, des *Deux-Siciles*, de *Suède et Norvège*.
-

DIRECTION DE L'INTÉRIEUR ,

RUE BRUCE.

M. le directeur de l'intérieur reçoit les mardis, jeudis et samedis de chaque semaine, de midi à cinq heures. — M. le secrétaire-général reçoit tous les jours aux mêmes heures.

Aux termes de l'ordonnance royale du 31 octobre 1838, un directeur de l'intérieur, placé sous les ordres du gouverneur général, a pour attributions spéciales l'administration générale, provinciale et communale, les travaux publics, le commerce, l'agriculture, l'instruction publique, les cultes et tous les services qui ne sont placés ni dans les attributions du procureur général, ni dans celles du directeur des finances. — Des sous-directeurs administrent sous ses ordres les provinces de Constantine et d'Oran. — Des commissaires civils, dont l'institution a été approuvée par l'ordonnance précitée, et les attributions fixées par l'arrêté ministériel du 18 décembre 1842, exercent sous les ordres du directeur de l'intérieur, sa portion d'autorité civile dans les différentes localités auxquelles ils sont attachés. Ils prennent rang immédiatement après les sous-directeurs de l'intérieur.

PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION.

Comte E. GUYOT O. *, directeur de l'intérieur.

SANTEUL (DE), secrétaire général.

DESVERNAY, auditeur au conseil d'État, attaché aux services de la direction.

RÉPARTITION DU TRAVAIL

ENTRE LES BUREAUX DE LA DIRECTION.

1^{er} Bureau.

M. FENECH, *chef*.

PREMIÈRE SECTION.

M. Schès, *chef*.

Ordre général : Enregistrement et distribution des dépêches ; Centralisation ; Expéditions et légalisations ; Traductions ; Matériel des bureaux ; Adjudications publiques ; Personnel ; Congés ; Direction des fonctionnaires subordonnés ; Rapports avec les fonctionnaires indigènes ; Questions d'attributions ; Affaires réservées par le directeur ; Affaires ne se rattachant à aucun bureau ; Associations et réunions à autoriser ; Récompenses pour belles actions.

DEUXIÈME SECTION.

M. Villacrose, *chef*.

Archives : Contentieux de tous les services ; Contrôle des droits et qualité de tous réclamants ; Examen des actes et conventions intéressant l'administration, concernant les acquisitions, échanges, baux, et tous autres ; Rédaction des projets d'ordonnances ; arrêtés ou règlements.

TROISIÈME SECTION.

M. De Brion, *chef*.

Expropriations anciennes et nouvelles jusqu'à fixation des indemnités inclusivement ; Acquisitions, échanges et baux de locations.

2^e Bureau.

M. ZOEPFFEL, *chef*.

PREMIÈRE SECTION.

M. Cacault, *chef*.

Travaux publics sur les fonds du trésor et de la colonie ; Préparation des adjudications, marchés de fournitures et transports ; Location et expropriation de bâtiments pour l'installation des services ; Casernement de la gendarmerie ; Autorisation pour établissements industriels ; Voirie ; Exploitation des mines et carrières.

DEUXIÈME SECTION.

M. Beauvais, chef.

Cultes ; Instruction publique ; Bibliothèques publiques ; Hospices et dispensaires ; Établissements de bienfaisance ; Aliénés ; Enfants trouvés ou abandonnés ; Milice africaine ; Réquisitions pour les besoins de l'armée.

TROISIÈME SECTION.

M. Bastard, chef.

État civil ; Police administrative, municipale et rurale ; Départs et arrivées ; Passages à bord des bâtiments de l'État ; Passeports ; Surveillance des individus suspects ; Réfugiés ; Mendicité et vagabondage ; Prison civile et translation des prisonniers ; Théâtres ; Fêtes publiques ; Ports d'armes ; Commerce d'armes et munitions de guerre ; Imprimerie, librairie ; Établissements insalubres ; Voitures publiques ; Ateliers de charité ; Secours généraux et aumônes ; Inhumations.

QUATRIÈME SECTION.

M. Chaumont, chef.

Préparation et formation des budgets ; Autorisation et ordre d'emploi des crédits ; Virements ; Commerce et industrie ; police des ports ; Bourse de commerce et courtiers ; Police des eaux ; Marchés et approvisionnement ; Tenue des mercuriales ; Poids publics ; Service sanitaire.

3^e Bureau.

M. OTTEN, chef.

PREMIÈRE SECTION.

M. N.

Concessions , instruction des demandes , placement des colons , statistique.

DEUXIÈME SECTION.

M. Lormel (de), chef.

Colonisation ; Affaires générales ; Délivrance des titres ; Agriculture ; Plantations ; Pépinières.

TROISIÈME SECTION.

M. Toupé, chef.

Géomètres.

4^e Bureau.M. DERAZEY, *chef*.

PREMIÈRE SECTION.

M. Guyon-Vernier, *commis principal, chef*.

Correspondance ; Contentieux ; Contrôle et liquidation des dépenses ; Remboursement à l'armée des prestations de toute nature ; Établissement des comptes matières ; Établissement de tous les documents de comptabilité à transmettre au ministre ; Répartition des fonds aux sous-délégués.

DEUXIÈME SECTION.

M. Ventre, *chef*.

Ordonnancement des dépenses ; Tenue des livres ; Écritures diverses.

TRAVAUX PUBLICS.

Bureaux, rue Boutin.

Service général des ponts et chaussées, comprenant les grandes routes et les divers chemins vicinaux, la grande voirie et le lazaret d'Alger, les travaux de dessèchement et d'assainissement et les travaux maritimes de Tenez, Cherchell et autres ports secondaires de l'Algérie.

CENTRALISATION DU SERVICE.

MM. Lessore, ingénieur en chef de 2^e classe.Rougé, conducteur auxiliaire de 1^{re} classe.

Audigier, commis de comptabilité.

Francovich, conducteur auxiliaire de 3^e classe.

Causse, adjoint au régisseur comptable.

1^{er} ARRONDISSEMENT. — Grandes routes, chemins vicinaux, grande voirie et lazaret d'Alger.

Bresson, ingénieur ordinaire, 2^e classe.

Lipowski, conduct. auxiliaire id.

Stokheim, id. id. 3^e classe.

Rosazza, id. id. id.

Balliste, id. id. id.

2° ARRONDISSEMENT. — *Grandes routes, chemins vicinaux, magasins et approvisionnements généraux.*

MM. Lionnet, ingénieur ordinaire de 2^e classe.
 Godlewski (Jules), auxiliaire de 1^{re} cl., à Coléah.
 Bon, auxiliaire de 2^e classe, à Ouled-Mendil.
 N. id. id. Dely-Ibrahim.
 Marrast, id. id. garde-magasin, 4^e classe.

3° ARRONDISSEMENT. — *Travaux de dessèchement et d'assainissement.*

Don *, ingénieur ordinaire de 1^{re} classe.
 Mourre, conducteur auxiliaire, 2^e classe.
 Godlewski (Louis), id. id. à Coléah.
 Edeline, id. 3^e classe, à Alger.
 N.
 N.

4° ARRONDISSEMENT. — *Travaux maritimes de Tenez, Cherchell, etc.*

Giret, ingénieur ordinaire de 2^e classe.
 Talayrac, conducteur de 3^e classe, à Cherchell.

SERVICE DES TRAVAUX HYDRAULIQUES

ET D'AGRANDISSEMENT DU PORT D'ALGER.

Bureaux, rue des Lotophages, 42.

Poirel *, ingénieur en chef.
 Krantz, ingénieur de 2^e classe.
 Bounin, conducteur chef du matériel.
 Dubois de la Vigerie, garde-magasin.
 Ducousin, régisseur comptable.
 Perrot, conducteur.
 Gabbiot, id.
 Breil, id.

PORT ET SANTÉ.**PORT.**

MM. Amyot, capitaine.
Gazel, pilote major.

SANTÉ.

Castel, capitaine.
Barbier, capitaine en second.
Trolliet, médecin.
Roland de Bussy, secrétaire.

TRAVAUX COLONIAUX,

passage Bruce, à la direction de l'Intérieur.

Guiauchin, architecte, chef de service.
Auber, architecte en second.
Dupin, inspecteur principal.
Besancenez, régisseur comptable.
Olivier, inspecteur principal.
Tixier, id.
Valensin, inspecteur ordinaire.
Autonne, id.
Lefèvre, id.
Jaïn, garde-magasin.
Laroque, régisseur comptable.
Normand, inspecteur ordinaire.
Laureau, id.
Boyer, id.

ADMINISTRATION MUNICIPALE.

bureaux, rue Porte-Neuve.

MM. le comte de Vésins ✱, maire d'Alger.
 Roland de Bussy ✱, adjoint français.
 Mardochée Amar, adjoint israélite.
 Miguères, médecin de l'état civil.
 Melcion, id.
 Séror, interprète.
 Delorme, secrétaire de la mairie,

POLICE.

bureaux, place Mahon.

N. commissaire central.
 Capdepon, commissaire de quartier.
 Tamelier, id.
 Lainné, commissaire du faub. Bab-Azoun.
 Husson de Randon, commissaire de sûreté.
 Crosnier, premier secrétaire.
 Baspeyras, deuxième secrétaire.
 Leroux, commis aux passeports.

HOPITAL CIVIL.

rue Bab-Azoun.

André, économe.
 Trolliet ✱, médecin en chef.
 Méardi ✱, chirurgien en chef.
 Ségard, pharmacien en chef.
 Melcion (Charles), chirurgien en second.
 Decugis, médecin en second.
 Paschalski, premier commis.
 Vandavelde, deuxième commis.

DISPENSARE,

impasse Gagliata.

MM. Méardi ✱, chirurgien.
 Carcassonne, économe.
 N., commissaire de police.

PRISON CIVILE,

rue Barberousse.

Polard ✱, concierge.

POIDS PUBLIC,

place de Chartres.

Billette, receveur central du poids public.

Dou, receveur adjoint.

Grisolle, id.

L'Espinasse, id.

Mohamed ben Amoud, préposé.

Tapgay, id.

Charles, id.

ABATTOIR,

faubourg Bab-Azoun.

Daumas ✱, inspecteur receveur.

DÉPOT,

faubourg Bab-Azoun.

Beille, agent comptable.

COMMISSION DES PRISONS.

- MM. le comte Guyot *, directeur de l'intérieur, président.
 Dubodan, procureur-général.
 Comte de Vésins *, maire.
 Guilauchin, architecte de la ville.
 Trolliet, médecin en chef de l'hôpital civil.

COMMISSION DE SANTÉ.

- le comte de Vésins *, maire, président.
 L'inspecteur des douanes.
 Le commissaire central de police.
 Méardi, docteur médecin.
 Malle, id.
 Simouret, pharmacien.

COMMISSION DES HÔSPICES.

- Le comte de Vésins *, maire, président.
 Bonneville *, membre.
 De Saint-Genis, id.
 Gaurand, id.
 Sabatant, id.
 Bournichon, id.

COMMISSION SANITAIRE.

- Le comte de Vésins *, maire, président.
 Bonneville *, membre.
 Stiguet, id.
 Roland de Bussy (Théodore), id.
 Lechêne, id.
 Bournichon, id.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Le service de l'instruction publique dans l'Algérie relève de la direction de l'intérieur. Il est placé sous la surveillance d'un inspecteur, qui centralise toutes les affaires relatives aux cours publics, au collège et aux écoles primaires. Sur sa proposition, le directeur de l'intérieur règle et arrête tous les détails d'administration sur lesquels M. le ministre de la guerre ne s'est pas réservé de statuer.

M. LEPESCHEUX *, *inspecteur de l'instruction publique.*

INSTRUCTION SECONDAIRE.

COLLÈGE D'ALGER.

rue Bab-Azoun.

Le collège d'Alger, placé au centre de nos possessions d'Afrique, ouvert aux Européens comme aux indigènes, est appelé à rendre de grands services à la cause de la civilisation.

L'accroissement rapide du nombre des élèves voulait que les études reçussent un plus grand développement ; la création de six nouvelles chaires prouve que l'administration, pleine de sollicitude pour les intérêts de la colonie, ne recule devant aucun sacrifice.

Un local vaste, le plus convenable de la ville, des dortoirs bien aérés, une cour spacieuse, des ombrages verts, des eaux jaillissantes, une instruction forte, complète, telle qu'elle se donne dans les collèges royaux de France, une discipline sévère, sans cesser d'être paternelle, tels sont les avantages que présente cet établissement.

PERSONNEL.

MM.	Jubien,	principal du collège,	officier de l'Université.
	Pelletan (l'abbé),	aumônier,	doyen du chapitre.
	Planchon,	licencié es-lettres,	philos. et rhétorique.
	Petit,	id.	sciences physiques.
	Muller,	id.	mathématique.
	Feuilleret,	id.	histoire.
	Fournel,	id.	seconde et troisième.
	Gorguos,	id.	quatr. et cinquième.
	Bessayre,	id.	sixième.
	Delatour,	id.	septième.
	Jubien fils,	id.	huitième.
	Bresnier,	id.	arabe littéral.
	Vignard,	id.	arabe vulgaire.
	Robert,	id.	cours sup. de franç. (3 ^e et 4 ^e année).
	Duclos,	id.	cours de français (1 ^{re} et 2 ^e année.)
	Durand,	id.	cours de dessin.
	Gorguos,	id.	classe des maures adultes.

MAÎTRES D'ÉTUDES.

Savignat, Decosta et Chevalier.

Cours public et gratuit de langue arabe.

maison du Collège.

M. BRESNIER, professeur, élève de l'école spéciale des
langues orientales.

Le cours a commencé, pour l'année scolaire 1843-1844, le 9 octobre dernier. Il se fait, comme les années précédentes, dans la salle du Musée, tous les jours à onze heures. Il comprend l'enseignement de l'arabe vulgaire algérien, c'est-à-dire de l'idiome exclusivement employé

dans la conversation, et de l'arabe littéral, idiome réservé aux écrits de toute nature.

PROGRAMME POUR L'ANNÉE 1843-1844.

Lundis, mercredis, vendredis, de onze heures à midi, cours pratique d'arabe vulgaire (idiome algérien). Mardis, même heure, cours élémentaire de grammaire arabe (nahw).

Jeudis, de onze heures et demie à une heure et demie, cours spécial et philosophique de littérature arabe, explication de textes de différentes natures, en prose ou en vers.

Samedis, de onze heures et demie à midi et demi, explication de divers fragments du Coran.

Ce cours existe depuis sept ans. Il est destiné non seulement à populariser en Algérie la pratique de l'idiome arabe vulgaire, mais encore à répandre la connaissance, plus difficile à acquérir, de la langue écrite. Le but de son institution est de faciliter les rapports des Européens avec les indigènes, et de former les hommes spéciaux destinés à exercer dans le pays des fonctions qui exigent une connaissance approfondie de la langue, de la littérature et de la législation religieuse et civile des Arabes.

Le cours n'est pas seulement littéraire ou scientifique : il est essentiellement pratique. Les divers textes que l'on y explique sont choisis de manière à offrir les moyens de développer avec soin des points d'histoire, de théologie, de législation, de philosophie, etc., auxquels se rattachent la constitution politique, la religion, les mœurs et le caractère actuel des musulmans de l'Algérie.

Le cours d'arabe vulgaire, dont l'enseignement est très-peu compliqué, recommence chaque année; celui d'arabe littéral, qui exige une étude plus sérieuse et de plus longs développements, dure de quatre à cinq ans.

BIBLIOTHÈQUE ET MUSÉE.M. BERBRUGER *, *conservateur.***INSTRUCTION PRIMAIRE.****ÉCOLES COMMUNALES.**

École française d'enseignement mutuel.

École maure-française, à l'usage des seuls enfants maures.

École juive-française, pour l'enseignement du français aux Israélites.

Une salle d'asile pour l'enfance.

La fréquentation de ces établissements par les élèves est gratuite.

Il existe de plus une école payante dans un local fourni par l'administration.

Le chiffre de la rétribution pour chaque élève est fixé à 5 francs par mois. Indépendamment de ces écoles, fondées et entretenues aux frais de l'administration, Alger possède encore :

Deux écoles françaises privées, pour les garçons.

Trois écoles ou pensions pour les filles, et plusieurs écoles indigènes, maures et juives.

PERSONNEL.

MM. Carbonnel, directeur de l'école d'enseign. mutuel.

Depeille, id. maure-française.

Albino Guglielma, id. juive-française.

Hartoch (Mlle), directrice de l'école française des jeunes juives.

Hadgi Mohammed, maître indigène à l'école maure.

Ouazan, id. à l'école juive.

Laurent, instituteur de l'école primaire payante.

CULTES.

CLERGÉ CATHOLIQUE.

- M^r** DUPUCH (Ant.-Ad.) ✱, évêque d'Alger.
MM. DAGRET ✱, vicaire général du diocèse d'Alger.
 SUCHET ✱, id.
 G'STALTER, secrétaire général.
 QUESTEL, secrétaire de l'évêché.

CHAPITRE DE LA CATHÉDRALE.

- Pelletan, chanoine titulaire doyen.
 Montera, id. grand-chantre.
 G'stalter, id.
 Daidou.
 Manoso (Gervais), chanoine honoraire résident.
 Roudil, id.
 Tuduri, maître de cérémonies et sacriste.

PAROISSE SAINT PHILIPPE D'ALGER.

- Pelletan, curé archiprêtre.
 Roudil, vicaire administrateur.
 Kney, deuxième vicaire.
 Rigaud, prêtre auxiliaire.
 Cots, id.
 Cammilleri, id.
 Boyer, aumônier de l'hôpital du dey.

GRAND SÉMINAIRE.

- Girard, supérieur des lazaristes.
 Mathieu, directeur, lazariste.
 Brisset, id.
 Domingo, id.

MAISON DES JEUNES CLERCS.

MM. Brumauld, supérieur.
 De Saint-Ferréol, directeur.
 Mondier, id.
 Finasse, id.

COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES.

TRAPPISTES : *Prières et colonisation.*

Dom Martrin de Donnos, supérieur.

DAMES DU SACRÉ-CŒUR : *Pension des demoiselles et soin des orphelines.*

FILLES DE SAINT VINCENT DE PAUL : *Éducation des filles et soin des malades.*

SŒUR DU BON PASTEUR : *Maison de refuge et de préservation.*

MAISON DES ORPHELINS, *tenue par les directeurs de la maison des Clercs.*

Conseil de Fabrique de la Cathédrale.

Les fabriques, dont l'article 76 de la loi du 18 germinal an X a ordonné l'établissement, sont chargées, aux termes du décret du 30 décembre 1809 et de l'ordonnance royale du 12 janvier 1825, de veiller à l'entretien et à la conservation des temples, d'administrer les aumônes et les biens, rentes et perceptions autorisées par les lois et règlements, les sommes supplémentaires fournies par les communes et généralement tous les fonds qui sont affectés à l'exercice du culte, afin d'assurer cet exercice et le maintien de sa dignité dans les églises auxquelles elles sont attachées, soit en réglant les dépenses qui y sont nécessaires, soit en préparant les moyens d'y pourvoir.

Chaque fabrique est composée d'un conseil et d'un bureau de marguilliers.

MM. Dubart, président de la Cour royale, président.
Pelletan, curé archiprêtre, membre de droit,
De Vézins, maire d'Alger.
D'Averton, membre.
Lepescheux, id.
François Lacrouts.

CULTE PROTESTANT.

M. Sautter *, président des églises réformées à Alger.

CULTE MUSULMAN.

Il existe à Alger deux sectes musulmanes : *maleki* et *hanefi*. Les Turcs et leurs descendants sont de la secte *hanefi* ; les Maures sont de la secte *maleki*.
Si Moustapha-el-Gadiry, *mufti maleki*.
Sid Hamed-ben-Redjeb, *mufti hanefi*.

CULTE ISRAËLITE.

M. N., grand-rabbin.

JUSTICE.

Une nouvelle ordonnance, celle du 26 septembre 1842, a modifié l'organisation judiciaire établie par l'ordonnance de 1841. Elle crée un tribunal de première instance à Philippeville, et des tribunaux de paix siégeant à Alger, Bone et Oran. Une précédente ordonnance en avait déjà établi à Blidah et Philippeville, où ils sont maintenus. Ainsi la nouvelle organisation comprend : 1° une Cour royale séant à Alger ; 2° des tribunaux de première instance siégeant à Alger, Bone, Oran et Philippeville, et dans tous les autres lieux où il serait jugé nécessaire d'en établir ; 3° un tribunal de commerce siégeant à Alger ; 4° des tribunaux de paix siégeant à Alger, Blidah, Bone, Oran, Philippeville, et dans les autres lieux où leur établissement serait jugé nécessaire ; 5° des juridictions spéciales dans les cas prévus par l'article 3 de l'ordonnance du 31 octobre 1838 (celle des commissaires civils faisant fonctions de juges de paix sur les points éloignés de plus de dix kilomètres du siège du tribunal de la province) ; 6° enfin des tribunaux musulmans, en nombre indéterminé, dont le gouverneur général arrête l'établissement et nomme les membres, avec l'approbation du ministre de la guerre. — Depuis l'ordonnance de 1842, une nouvelle justice de paix a été établie à Constantine, par l'arrêté du 21 décembre.

La composition de la Cour royale d'Alger et des divers tribunaux de première instance a été modifiée. Le conseiller-président, tel qu'il existe dans nos colonies des Antilles, est remplacé par un président ; le nombre des conseillers

est porté de quatre à sept; les conseillers adjoints ayant voix délibérative restent au nombre de deux. — La Cour est constituée en deux chambres. — Elle ne peut désormais juger, en toute matière, qu'au nombre de cinq conseillers au moins.

Le juge unique de première instance est remplacé par un tribunal collectif. A Alger, ce tribunal est divisé en deux chambres. (Voir l'ordonnance de 1842).

TRIBUNAUX.

COUR ROYALE, passage Bruce.

La cour royale tient ses audiences les *lundis, mardis, mercredis et jeudis* de chaque semaine, à une heure.

Celles des *lundis et mardis* sont consacrées aux affaires civiles.

Celles des *mercredis et jeudis*, aux affaires criminelles et aux appels de police correctionnelle.

MM. DUBARD *, président

CONSEILLERS.

Giacobbi *.

Solvét.

Delaplace.

Jollivet.

Paulmier.

Gauran.

Boutelier.

Fourangin-Desbrissard, conseiller-adjoint.

Lefrançois.

Mourgues, greffier en chef.

Daboussy, commis greffier.

Fournas, commis auxiliaire.

PARQUET DE LA COUR.

MM. Du Bodan *, procureur général.
 D'Averton *, avocat général.
 De Brix *, id.
 Bernard, de Marigny, subst. du procureur général.
 Fénigan, secrétaire en chef.
 Delorme, secrétaire.
 Dumont, secrétaire, interprète pour la langue arabe.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE.

rue de l'État-Major.

La section civile (1^{re} chambre) a ses audiences les *jeudis, vendredis et samedis*, à 11 heures.

La section civile (2^e chambre), les *mercredis* à 11 heures,
 Affaires civiles et appels de simple police, les *lundis et mercredis*, audiences à une heure de relevée.

Audiences extraordinaires (1^{re} chambre), *mardis* à 8 heures.

2^e chambre, *samedis* aussi à 8 heures. — *Référés, lundis, mercredis, vendredis*, à 2 heures.

MM. Ponton d'Amécourt *, président.

Argence, juge d'instruction.

Majorel, juge.

Cazamajour, id.

Couttolenc, id.

Mouret Saint-Donat, id.

Brown, juge adjoint.

Bertauld, id.

Carcassonne, id.

Dubrac, greffier.

N., commis-greffier.

Supervielle id.

Bernard, id.

MM. Pelletier, commis-greffier.
Dufour, id

PARQUET.

Revertégat, procureur du roi.
Pierrey, substitut.

CHAMBRE CIVILE.

Ponton d'Amécourt, président.
Argence, juge d'instruction.
Cazamajour, juge.

CHAMBRE CORRECTIONNELLE.

Majorel, juge président.
Couttolenc, juge.
Mouret Saint-Donat, id.

INTERPRÈTES PRÈS LA COUR ET LE TRIBUNAL DE 1^{re} INSTANCE.

MM. Bottari, pour la langue arabe.
Julien, id.
Boëtto 衆, pour la langue espagnole.

JUSTICE DE PAIX.

rue Jean-Bart, n. 11.

Le juge de paix a ses audiences les *lundis, mardis, mercredis, jeudis, vendredis et samedis*, à 8 heures du matin.

Celles des affaires civiles les *jeudis et vendredis*.

Celles de simple police les *lundis et mardis*.

Les comparutions volontaires et conciliations les *samedis*.

MM. Marroin, juge.
Lussac (Jean), suppléant.
Branthomme, id.
Girard, greffier.
Daninos, interprète.

TRIBUNAL DE COMMERCE,

rue de la Marine.

MM. François Lacroux *, président.

Bouneville*, juge.

Citati, juge.

Laugier aîné, id.

Suquet aîné, id.

Gaubert aîné, id.

Bournichon, id.

Fourchon cadet, id.

Alphandery.

MM. Lichtlin, juge suppl.

Couput, id.

Bedel, id.

Despourrin, greffier.

Salenave-Lournier.

Virgitti.

ASSESEURS MUSULMANS.

Kaddour-ben-Turkia, rue Barberousse.

Hadj Ali-ben-Hadj Saïd, dit Bourecaïeb, r. du Diable.

Mohammed-ben-Mustapha-Codja.

Ali-Boukandoura.

COMMERCE.

CHAMBRE DE COMMERCE D'ALGER.

rue de la Marine.

Bouneville *, président, rue des Consuls.

Lichtlin, rue de la Révolution.

Fourchon, rue des Consuls.

Bournichon, rue Philippe.

J. David, place de Chartres.

Beraud, rue de la Taverne.

Laugier, rue Doria.

Ben Mrabet, musulman, rue de l'Arc.

Levi Bram, rue Bélisaire.

Cabanellas, secrétaire, rue des Consuls.

TRIBUNAUX INDIGÈNES.

(Art. 31 et suivants de l'ordonnance du 26 septembre 1842.)

TRIBUNAUX MUSULMANS.

Le Midjelès (tribunal des muftis assistés des kadis), ne s'assemble que le jeudi de chaque semaine.

Les audiences des kadis sont publiques. Elles ont lieu tous les jours, de 8 heures du matin à 4 heures de relevée.

Si Kaddour -el-Mesisny, *kadi maleki*.

Si Hassan-ben-Rassil, *kadi haneft*.

TRIBUNAUX ISRAÉLITES.

Audiences tous les jours, de 8 heures du matin à 4 heures de relevée, à l'exception des jours de fête.

N. grand rabbin, président.

Abraham Dadoun, rabbin, juge.

Jacob Smaggia, id. id.

INTERPRÈTES-TRADUCTEURS ASSERMENTÉS.

MM. Attard (pour la langue arabe).

Kirwan, (id.)

Ballit, (id.)

Rousseau (pour les langues arabe et turque).

Tama fils (pour les langues arabe et hébraïque).

Sansaric (pour la langue espagnole).

Tordo (pour la langue italienne).

OFFICIERS MINISTÉRIELS.

DÉFENSEURS.

(Arrêté du 26 novembre 1841.)

Le nombre des défenseurs est limité. Ils sont assujettis à un cautionnement de 4,000 francs. Ils ont seuls qualité pour plaider et conclure, faire et signer tous les actes nécessaires à l'instruction des causes civiles ou commerciales, jusqu'à jugement définitif, sans préjudice du droit des parties de se défendre elles-mêmes.

MM.	Bastide	Besnard.
	Dermineur.	Sabattéry.
	Quinquin.	Cantener.
	Ecoiffier.	Fruchier.
	Florens , syndic.	Blasselle.
	Baudrand.	Cohën.
	Lussac.	Tioch.
	Barberet.	

NOTAIRES.

(Arrêté ministériel du 30 décembre 1842. — Ils sont assujettis à un cautionnement de 6,000 fr. pour Alger, et de 4,000 fr. pour les autres localités.)

MM.	Martin.	Auger.
	Lavollée.	Leroy.
	Lieutaud.	Rousseau.
	Branthomme.	

HUISSIERS.

(Arrêté ministériel du 26 novembre 1842. — Les huissiers sont soumis à un cautionnement de 2,000 fr. pour Alger, et de 1,200 fr. pour les autres localités.)

MM. Raynaud.	Grenel-Dazinières, syndic.
Pannetrat.	Garreau de Loubresse.
Galliani.	Pierre.
Serrain.	Bastard.
Gaillard.	

COMMISSAIRES-PRISEURS.

(Arrêtés ministériels du 1^{er} juin 1841, 7 janvier et 9 août 1842. — Leur cautionnement est de 2,000 fr. pour Alger, et de 1,000 fr. pour les autres localités.)

MM. Schwab.	Jonvelle.
Demolins.	Dyvrande.

COURTIERS.

MM. Calaman, r. Philippe.	Cherfils, r. de la Marine.
Lainé, r. au Beurre.	Gentili, r. des Consuls.
Meyer, r. Duquesne.	Martin, r. d'Orléans.
Roustan, r. de la Casba.	They, r. de la Marine.
Canton, r. de la Marine.	

FINANCES.

Aux termes des ordonnances royales des 31 octobre 1838 et 21 août 1839, un directeur des finances dirige et surveille, sous les ordres du gouverneur général, les services ci-après : l'enregistrement et le timbre, les domaines, les douanes et contributions diverses, la garantie d'or et d'argent, la vérification des poids et mesures, les postes, le cadastre, les forêts. — Il est également chargé de tout ce qui concerne la perception et la comptabilité des contributions publiques, impôts, taxes ou revenus de toute nature, quelle qu'en soit l'origine ou la destination. — Il exerce, tant en demandant qu'en défendant, les actions qui intéressent le domaine. Il dirige et surveille l'administration des biens appartenant aux corporations et établissements indigènes de piété, de charité et d'utilité publique.

L'organisation du régime financier en Algérie a été arrêtée par l'ordonnance royale, du 21 août 1839.

DIRECTION DES FINANCES.

MM. L. BLONDEL, O. ✱, inspecteur général, directeur des finances, membre du conseil d'administration de la colonie.

DEMANCHE, auditeur au conseil d'état.

INSPECTION DES FINANCES.

Ordonnance du 16 décembre 1843.

MM. De Codrosy *,
Laydeker *,
Marcotte.

Bailly.
Guéau de Reversaux.

PERSONNEL DE LA DIRECTION CENTRALE.**Première Division. — Service Central.**

M. HARISTOY, chef.

Secrétariat général; Comptabilité générale; Service des contributions diverses.

1^{re} SECTION. — Secrétariat général et archives.

M. TOUSTAIN, chef.

Enregistrement des dépêches concernant la division ou qui en émanent; distribution de celles qui concernent les autres divisions; Conservation des archives; Transmission aux divisions compétentes des ordonnances, arrêtés, délibérations du conseil et ordres généraux de services; Affaires réservées; Questions soumises au directeur des finances; Affaires spéciales et étrangères aux divisions administratives; Direction et suite des travaux de l'inspection des finances; Réception et centralisation de tous les documents statistiques, personnel et matériel de l'administration centrale; Tenue des états de situation, des états d'ancienneté et des notes du personnel pour le contrôle des propositions concernant les mouvements, récompenses, punitions et congés pour tout le personnel; Correspondance avec le ministre à ce sujet; Fixation des cautionnements des comptables.

2^e SECTION. — Comptabilité générale.

M. CAMINADE, chef.

Réunion et centralisation des éléments nécessaires à la formation du budget des services financiers; Budgets généraux des re-

cettes et des dépenses coloniales; Répartition entre les chefs de divisions des crédits ouverts pour les services financiers; Ordonnancement et comptabilité des dépenses de l'administration centrale et de l'inspection des finances; Réception, vérification et transmission des pièces de dépenses ordonnancées par les chefs des autres divisions; Réception, vérification, centralisation et transmission des bordereaux récapitulatifs des recettes et des dépenses, ainsi que des comptes de gestion; Liquidation des restes à recouvrer; Contrôle des récépissés et du service des rentes coloniales; Comptabilité du payeur; Instructions générales de comptabilité; Rédaction du compte général administratif; Statistique, correspondance relative aux cautionnements des titulaires d'emploi des recettes.

3^e SECTION. — *Service des contributions diverses.*

M. DE LENGLOI, chef de bureau.

Garantie; Poudre à feu; Créances du Trésor; Patentes; Poids et mesures; Contributions arabes et prises; Contributions indirectes; Octroi; Marchés; Mesurages; Abattoirs; Pesages publics; Licences; Timbres; Produits des l'imprimerie du Gouvernement et de publications officielles; Droits de police, etc.; Perceptions diverses; Contentieux; Comptabilités des recettes; Ordonnancement des dépenses du service; Personnel et matériel; Suite des travaux des agents supérieurs; Statistique de ces divers services.

DEUXIÈME DIVISION. — ENREGISTREMENT.

M. FLOUR DE SAINT-GENIS, inspecteur, chef de service de l'enregistrement et des domaines.

Enregistrement, timbre, droits de greffe, hypothèques, domaine et cadastre.

Premier Bureau. — Enregistrement.

M. PERUSSIS, chef, vérificateur de l'enregistrement et des domaines.

Enregistrement; Timbre; Droits de greffe; Hypothèques; Contentieux de ces services et du domaine; Curateurs aux successions vacantes; Beit-el-maldj; Suite du service des agents; Vérifications de régie; Travaux de l'inspecteur du service actif; Comptabilité des receveurs dépendant de la division; Personnel, matériel et statistique de l'enregistrement, du timbre, des droits de greffe et des hypothèques.

Deuxième Bureau. — Domaine.**M. TESTU, chef.**

Recherche et constatation du domaine; Formation et tenue à jour des sommiers; Aliénations; Concessions; Locations; Séquestre; Rédaction des actes de vente; Conservation des minutes; Affectation à des services publics ou reprise de possession du domaine; Personnel, Matériel et statistique des receveurs du domaine.

1^{re} SECTION.**M. , chef.**

Alger, intra et extra muros; Blida; Coléah et leur territoire.

2^e SECTION.

M. BEX, chef, vérificateur de l'enregistrement et des domaines.

Oran; Mers-el-Kebir; Mostaganem; Arzew; Bougie; Bone; Philippeville; La Calle et leur territoire.

3^e SECTION.**M. , chef.**

Tlemcen; Mascara; Médéa; Orléansville; Tenez; Cherchel; Ed. Gigelly; Sétif; Guelma; Constantine et leur territoire.

Troisième Bureau. — Cadastre.**M. BARBERI, chef.**

Cadastre et levé des plans; Opérations trigonométriques; Délimitation des sections; Arpentage parcellaire (cadastre); Levé des plans partiels pour les aliénations domaniales.

Suite du service des agents du vérificateur et des triangulateurs; Calculs des surfaces; Vérification des tableaux indicatifs; Liquidation des remises; dessins et copies des plans; Personnel, matériel et statistique de ce service.

TROISIÈME DIVISION. — DOUANES.

M. TARAYRE, chef, sous-inspecteur des douanes.

Importation; Exportation; Navigation; Cabotage; Entrepôts; Brigades; Pêche du corail; Droit de consommation à l'entrée

par mer; Droits sanitaires; Tarifs; Statistique commerciale.
 Suite du service des inspecteurs, sous-inspecteurs, receveurs principaux et subordonnés; Personnel, matériel, comptabilité, contentieux et statistique de la division.

QUATRIÈME DIVISION. — FORÊTS.

M. RENOU, chef, inspecteur des forêts.

Recherche et constatation du sol forestier; Conservation, aménagement et exploitation des bois; Autorisation d'abattre et de défricher; Semis et travaux en régie.
 Suite du service des agents; Réponse aux relevés mensuels des opérations; Personnel; Comptabilité; Matériel; Contentieux et statistique de ces services; Traitement des employés de la direction.

ENREGISTREMENT ET DOMAINES.

MM. Fabre, inspecteur.
 Flach, vérificateur.
 Bloyer, id.
 Santelly, conservateur des hypothèques.
 Durrieu, receveur des actes civils.
 Jobey, id. des actes judiciaires.
 Dieudonné, id. des actes extra-judiciaires.
 Lartigue, id. des amendes.
 Bérard, id. du timbre extraordinaire.

SERVICE DES DOUANES.

Vouselaud *, receveur principal.
 Cailly, inspecteur sédentaire.
 Cassassoles, sous-inspecteur sédentaire.

SERVICE ACTIF.

Legoupil, capitaine.
 Piolle de Champflorin, lieutenant.

CONTRIBUTIONS DIVERSES.

Gasson, contrôleur.
 Badier percepteur (intra-muros).

MM. De Richemont, percepteur (extra-muros),
Bouffey, entreposeur des poudres.

FORÊTS.

Royer, garde général.

CADASTRE.

Guitton, vérificateur.

TRÉSOR ET POSTES.

rue Jean-Bart.

DIVISION D'ALGER.

PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION.

Roguin *, trésorier-payeur et commiss. des postes.

Prieur *, payeur principal.

Farrenc *, id.

Tessonnière, payeur directeur des postes.

Lepeyre de Lape-	Boucher, adjoint.
reuse, adjoint.	Laurant, id.

Landry, id.	Rey (Ernest), id.
-------------	-------------------

Ventre, id.	Dillenius, id.
-------------	----------------

Budor, id.	Désormaux, id.
------------	----------------

Fourmestaux, id.	Allard, id.
------------------	-------------

Rabié, id.	Maylin, id.
------------	-------------

Fourtier, id.	Latrobe, id.
---------------	--------------

Bourdon, id.	De Gouzens Fontaine.
--------------	----------------------

Senmartin, id.	Grenier.
----------------	----------

Raffin, id.	Abraham Dubois.
-------------	-----------------

Blanc, id.	Clottes.
------------	----------

Boichot, id.	Michel et Kirkaosel.
--------------	----------------------

Malpeyre, id.	Genouillac.
---------------	-------------

MM. Bounin, surnuméraire.	Babad, surnuméraire.
Auger, id.	Blondel, id.
Battuzzi, id.	Guy, id.
Nibel, id.	Causse, id.
Wittersheim, id.	Dupeyroux, id.
Rey (Gustave), id.	Cotelle, id.
Grasset, id.	Dupuis, id.
Noel, id.	Pontigagot, id.
Delamartre, id.	Fournier, id.
Robinet, id.	André, id.
Roux, id.	Léglise, id.

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

MM. ROLAND DE BUSSY, directeur, rue de l'Hydre, 5.	
Anseman, chef de section, rue de l'État-Major, 73.	
Tafoureaux, id.	rue de l'Hydre, 2.
Huilery, 1 ^{er} compositeur,	rue Akermimont, 7.
Vaucher, 2 ^e id.	rue des Numides, 6.
Houben, 3 ^e id.	id.
Calos, 4 ^e id.	r. de l'Intendance, 10.
Jauvas, 5 ^e id.	rue de Chartres.
Renaud, 6 ^e id.	rue de la Charte, 54.
Grasson (J.), 1 ^{er} imprimeur,	r. Bab-el-Oued.
Grasson (R.), 2 ^e id.	r. de l'État-Major.
Messaoud, 3 ^e id.	impasse Jénina.
Garolini, 4 ^e id.	rue Sidi-Ferruch.
Morat, 5 ^e id.	rue de la Casba.
Rouxel, 6 ^e id.	rue du Croissant.
Hubert, 7 ^e id.	rue Mermimont, 7.
Habette, 8 ^e id.	rue Socgemah.
Jacob, 9 ^e id.	id.
Jauvas (Fr), 10 ^e id.	rue de Chartres.

SOCIÉTÉ AGRICOLE.

MEMBRES HONORAIRES.

MM. le comte GUYOT, direct. de l'intér., présid. honor.
 Mgr DUPUCH, évêque d'Alger.
 Le lieutenant général comte DE RUMIGNY.
 Le comte DE GASPARIN, pair de France.

BUREAU.

FRANÇOIS LACROUTS, président.
 BRANTHOMME, vice-président.
 L AISANT, id.
 MONTAGNE, secrétaire.
 JOBERT, secrétaire-adjoint.
 SIMOUNET, trésorier.

COMMISSION DE COMPTABILITÉ.

SIMON, RECY, MÉNAGER.

COMMISSION DE CULTURE.

COUPUT, NIVROY, SIMON, DESCOUS, MORIN, MONTAGNE,
 DE VILLALBA, BOUFFEY, SABATTERY.

LISTE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DES MEMBRES FONDATEURS.

Auger, notaire.
 Boensch (Albert), propriétaire.
 Branthomme, notaire, lieutenant-colonel de la milice.
 Couput, propr., maire de la commune d'Elbiar.
 Mgr Dupuch, propriétaire.

- MM. Ecoiffier, propriétaire, avocat.
 Fèvre, propriétaire, négociant.
 François Lacroux, propr., négociant, président
 du tribunal de commerce, colonel de la milice.
 Fremont, propriétaire, négociant.
 Laisant, propriétaire.
 Lussac, propriétaire, avocat.
 Lycen, propriétaire, docteur en médecine.
 Montagne, propriétaire, avocat.
 Morin, propriétaire, adjoint au maire d'El-Biar.
 Nivoy, propriétaire.
 Rainaud, propriétaire.
 Simon, propriétaire, maire d'Hussein-Dey.
 Simounet, propriétaire, pharmacien.
 Trolliet, prop., médecin en chef de l'hôpital civil.
 De Villalba, maire de la Pointe-Pescade.

**Membres admis depuis la constitution selon
 l'ordre de leur admission.**

- Urtis, propriétaire, avocat.
 Ménager, propriétaire, négociant.
 Descous, vice-consul de Suède et de Norwège.
 Lodoyer, propriétaire.
 Schwab, propriétaire, commissaire-priseur.
 Dermineur, propriétaire, avocat.
 Sabran (duc de), lieutenant général, pair de France.
 Bouffey père, propriétaire, négociant.
 Sabattéry, propriétaire, avocat.
 Rousseau, chef du contentieux à la dir. de l'intér.
 Méardi, chirurgien en chef de l'hôpital civil.
 Mercurin, propriétaire.
 Varin, major de la milice.
 Recy, propriétaire, architecte.
 Jobert (Casimir), propriétaire.
 Simard, propriétaire.

- MM.** Demolins, propriétaire, commissaire priseur.
Montagne (Bruno), propriétaire.
Berbrugger, bibliothécaire à Alger.
Petit (Élie), propriétaire.
Mall, chir.-major de l'hôpital de Mustapha-Pacha.
De Ponton-d'Amécourt, présid. du trib. de 1^{re} inst.
De Saint-Guilhem, propriétaire.
André, négociant.
Pourtauborde, propriétaire.
Robinot (Bertrand), architecte.
Vicomte de Selve, propriétaire.
Baron Vialar, propriétaire.
Flour de Saint-Genis, inspecteur des domaines.

Membres correspondants.

- Blanqui, membre de l'Institut, à Paris.
De Canteloube, lieut.-colonel en retraite, à Bone.
De Mirbel, directeur du Jardin des plantes, à Paris.
Meurdefroy, pharmacien major, à Blida.
Robert, directeur du Jardin des plantes, à Toulon.
Bréan, ancien directeur du Jardin botanique de l'île Bourbon, à Paris.
Bertier de Sauvigny, sous-dir. de l'intér., à Bone.
Bequet, commissaire civil, à Cherchel.
Thayer (E.), propriétaire, membre du conseil général du département de la Seine.
Thayer (Amédée), propriétaire, à Paris.
Barthélemy, prof. de sciences et belles lett., à Tunis.
Lebeschu, empl. sup. de l'adm. gén. des tabacs, à Paris.
-

LISTE

DES NÉGOCIANTS ET PRINCIPAUX PROPRIÉTAIRES D'ALGER,

CLASSÉS PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.

NÉGOCIANTS.

- Alfan, r. d'Orléans.
Aly ben Hamoud, pl. de Chartres.
Alphandery, aîné et cadet, r. de la Licorne.
Ansot, *bois*, r. Brueys.
Aubin et Amar, r. de la Marine.
Azoulet Ioussef, r. de Nemours.
—
Baud, *commis.*, r. d'Orléans.
Bedel, r. Philippe.
Béraud, r. de la Taverne.
Bertoleto, r. Raynaud.
Besse, neveu et comp., r. Duquesne.
Biga et comp., r. de la Marine.
Boissière (A.), à Alger.
Bonnafond, *grains*, r. Bab-el-Oued.
Bouneviaille et comp., *commissionnaires*, r. des Consuls.
Bourgarel, id.
Braham Chebet, r. du Chêne.
Brasqui, *entrep.*, r. Philippe.
Breuil, *cuirs*, r. du Vinaigre.
Brudo, r. des Consuls.
—
Canton, *vins*, r. des Consuls.
Capedebosc, r. Doria.
Carle et Meyer, r. Bab-el-Oued.
Chapuis, *draps et étoffes*, rue Bab-Azoun.
Charpentier, r. de la Marine.
Chaulier, *verrerie*, r. Duquesne.
Cielle fils et Halle, *vins*, r. Mahon.
Colombon, *banque*, r. de la Marine.
Coste, r. Philippe.
Courland, r. de la Révolution.
Coupot, *transports*, faub. Bab-el-Oued.
Crozet, r. des Consuls.
—
David Israël, *tissus en gros*, place de Chartres.
David Moraly, r. Boutillé.
Desjardins, *liq.*, r. de l'Aigle.
Deydier, *quincaillerie fine et meubles*, r. Renaud.
—
Eygnnet, r. des Consuls.
—
François Lacrouts, rue de la Porte-Neuve.
Fourchon frères, r. des Consuls.
Fouque et comp., *liquides*, rue Bab-el-Oued.
Ferdinand de Batailler d'Omonville, *fabrique de bougies stéariques et savon*, faub. Bab-el-Oued.
—
Gaëtan Citati, r. Scipion.
Gaubert aîné, r. Navarin.
Gelaset Roux, *liquid.*, r. Mahon.
Giorlando, r. Raynaud.
Giraud père et fils, *liquides*, r. René-Caillé.
Grenier, *vins*, r. Raynaud.
Goudard, r. de la Marine.
Gugenheim Uslaub et compag., *banque*, r. Boutin.
—
Haïm Levi, r. René-Caillé.
Hamed scherif, bazar Salomon.
Herouf, *bois*, r. Bab-el-Oued.

Holtz et Fabre, *vins*, rue des Consuls.

Ioussef (Bouchara), *changeur*, r. de la Porte-Neuve.

Ismaël (di Mardokai), *id.*, *id.*

Isaac (di Moïse Moatti), rue Socgémah.

Isaac (di Salomon), rue de Chartres.

Josse, *bois*, r. Doria.

Kreff et Lalive, *entrepreneurs*, faub. Bab-Azoun.

Les fils cadets de J.-E. Laugier, r. Doria.

Lazare levi Braham, r. Bélisaire.

Lebeau, *id.*

Lechêne, r. de la Flèche.

Ledelli, r. Socgémah

Léon Salomon, r. de la Marine.

Lépine et Belloir, r. Mahon.

Lichtlin et comp., *banque*, rue de la Révolution.

Leydet (Ch.) et comp., r. Bab-Azoun.

Luzardo (R.), r. du Commerce.

Maffre, r. de la Révolution.

Martinetti, *bâtiment*, r. Palma.

Menager et Leroux, *quaincaill.* et *banque*, r. de la Marine.

Meyer Chich, rue de la Porte-Neuve.

Mouchi Misguiche, r. René-C.

Montet et Carbon, r. des Cons.

Mousseler, r. Jean-Bart.

Mustapha (ben Marabet), r. de l'Arc.

Narbonni, *banq.*, r. de la Marine.

Oxeda, *chang.*, r. de la Marine.

Pagès, r. du Commerce.

Parer, *liquides*, r. Bal-el-Oued.

Pezes, r. des Lotophages.

Pinard, *agent d'affaires*, r. des Trois-Couleurs.

Pinel, r. Philippe.

Pomado, r. de la Charte.

Pontet, *vins*, r. de la Flèche.

Rambert, r. Duquesne.

Ravan, r. des Trois-Couleurs.

Rayolles et comp., r. des Lotophages.

Ricken Guillon et c^{ts}, r. Mahon

Roccas frères, *bâtiment*, rue Boutin.

Rolland (A.-B.) et comp., rue Mahon.

Roure, *banque*, r. d'Orléans.

Sadia, r. des Trois-Couleurs.

Sadia (levi Valensi), r. Brueys.

Salicis, r. Duquesne.

Salmon (Ange), r. Brueys.

Sarlande, *transport*, r. de la Révolution.

Saulière, *grains*, r. de la Charte.

Schwalb, *banque*, r. Bab-Azoun.

Schnell, r. des Consuls.

Sebenq, r. de l'Arc.

Sicard, r. de la Révolution.

Seligmann, *étoffes*, pl. de Chartres.

Suquet frères, r. des Consuls.

Tassy, *bois*, r. Mahon.

Tama (Esther), r. Philippe.

Thoulet, *meub.*, r. de la Marine.

Thumerelle, r. Scipion.

Trouin, *bâtim.*, r. Duquesne.

Vallich (J.-C.), *fers anglais* et *bois*, r. des Consuls.

Verrier frères, r. Socgémah.

Walls, *comest.*, r. Bab-el-Oued.

Warot et Semel, *bois*, *id.*

Zygomala, r. des Consuls.

PRINCIPAUX PROPRIÉTAIRES D'ALGER.

- Amar-Aaron, r. Ville-Gagnon.
 Arnaud, place Royale.
 Astruc, imp. Bruce.
 Andréoli, r. de Chartres.
 —
 Balmont, faub. Bab-Azoun.
 Bary d'Orvieux, r. de l'Arc.
 Barqui, r. Bénachère.
 Bel, r. Bab-Azoun.
 Bellard, r. Charles-Quint.
 Bastide, *avocat*, r. des Sauterelles.
 Bernard, place Royale.
 Berthelot, à Dely-Ibrahim.
 Biron, r. de la Marine.
 Bisarry, id.
 Blanc, r. Bab-el-Oued.
 Bosc, *command.*, r. du Loc-d'Or.
 Bonnefoi, faub. Bab-Azoun.
 Bourgoin, r. Bab-el-Oued.
 Boutin, à Hussein-Dey.
 Boyer, *papetier*, r. de la Marine.
 Boyer, *architecte*, r. d'Orléans.
 Brémontier, r. Bab-el-Oued.
 Brocard, faub. Bab-el-Oued.
 Brosset, *de Lyon*.
 —
 Caffadgi, r. du Léopard.
 Cailliez, r. Boutin.
 Camot, r. Bab-el-Oued.
 Caron, r. Doria.
 Castelli, r. de Chartres.
 Catala, faub. Bab-el-Oued.
 Caussidou, r. Duquesne.
 Chauveton, à Elbiar.
 Chavagnac, r. Duquesne.
 Chieuse, r. du Cheval.
 Chopin, r. Caton.
 Chopin (fils), r. de la Girafe.
 Colombon, à la Bouzaréa.
 Cougot, r. Bab-Azoun.
 —
 Defrance, *pharmacien*, à Elbiar.
 Defranchieu (frères), à Elbiar.
 Deler (père), r. Bab-el-Oued.
 Descous, r. des Consuls.
 De Villalba, à la Pointe-Pescade.
 Dupuch (Mgr.), évêque.
 Dutriau, r. Bab-Azoun.
 —
 Ecoiffier, r. Doria.
 —
 Féraudy, r. Bab-el-Oued.
 Féroni, r. des Marseillais.
 Féranti et Rouquetti, id.
 —
 Gaillan, r. Royale.
 Gailler, faub. Bab-el-Oued.
 Gaillot, r. de l'Empereur.
 Galliani, *huissier*, r. Mahon.
 Giraud, *boul.*, r. Bab-el-Oued.
 Gonelle, r. de la Marine.
 Granet, r. Bab-el-Oued.
 Grenier, *médecin*, r. Duquesne.
 —
 Hémart, r. d'Épernay.
 —
 Imbert, r. Bab-el-Oued.
 —
 Journollo, r. Doria.
 —
 Lafond Rillels, r. Bleue.
 Latour-du-Pin (de), pl. Royale.
 Lavollée, *notaire*, r. de la Révolution.
 Lazard (Philippe), r. du Chine.
 Ledeau (v°), à Mustapha.
 Leboul (Voujour), pl. de Chart.
 Leyden (v°), r. Bab-el-Oued.
 Lions, r. Bab-Azoun.
 Lodoyer, r. de la Marine.
 Lubec, à Hussein-Dey.
 Luisant, pl. de Chartres.
 Lussac, *avocat*, r. Duquesne.
 —
 Malet, *architecte*, id.

Mantoux cadet, r. Scipion.
 Martin, *notaire*, r. des Consuls.
 Martin, r. de Chartres.
 Martin (Desplaces), près des
 Chéragas.

Mazères, r. Bab-el-Oued.
 Melchior, id.
 Melkion, *médecin*, à Elbiar.
 Metz, faub. Bab-el-Oued.
 Moignard, r. Philippe.
 Montaigu, r. Haouch-Aïssous.
 Montgenier, r. d'Orléans.
 Morin, *médecin*, r. Casba.
 Morin, à Elbiar.

Napoléon, r. de la Fontaine.
 Négroni, à Elbiar.
 Nivoy, r. Socgémah.
 Nyer frères, entrepr. à Blida.

Olard, r. Sidi-Ferruch.
 Orfila, r. Charles-Quint.

Pélistier, à Kadoue.
 Petit (Élie), r. de Tourville.
 Picon (Philippe), r. d'Orléans.
 Pigeard, r. d'Orléans.
 Parodi, r. Mahon.
 Parodi (Louis), r. du Lézard.
 Ponton (d'Amécourt), r. Bab-
 Azoun.

Quenelle, pl. de Chartres.
 Quinquin, *avocat*, r. Jean-Bart.

Rainaud, r. de la Casba.
 Ranc, r. de la Révolution.
 Recy, r. Bab-Azoun.
 Remy (Long), r. de la Fonderie.
 Roux fils, r. Doria.
 Rozey, impasse des Gétules.

Sabatault, faub. Bab-Azoun.
 Sagot Nantilly (de), r. du Loc-
 d'Or.
 Saint-Guilhem (de), r. de Chartr.
 Sanguinetti, r. Jean-Bart.

Sauvaire frères, r. Philippe.
 Schwab, *commissaire-priseur*,
 r. de la Marine.
 Siffredi, r. des Trois-Couleurs.
 Simounet, r. de l'Arc.
 Simon, r. Bab-Azoun.
 Simon et Bruat, r. Bab-Azoun.
 Société algérienne, représ. par
 M. Montagne père, r. Mahon.
 Soular, r. Scipion.
 Stéphane (v^e), à Mustapha.

Tallichet, r. des Consuls.
 Tioche, *avocat*, r. de Chartres.
 Thomas, à Mustapha.
 Tonnac (de), *j. de paix*, à Blida.
 Trolier, *médecin*, r. Bab-Azoun.

Urtis, chef de bureau au minis-
 tère de la guerre.

Valette (v^e), r. des 3 Couleurs.
 Vallier, r. de Toulon.
 Valsh, imp. Bab-el-Oued.
 Ventre, représenté par M. Long,
 r. du Commerce.
 Venture, place de Chartres.
 Vialar (le baron de) ✱, r. de
 Chartres.
 Wolff, à Mustapha.

Zamboni, r. Sainte.
 Zenovardo, r. de Chartres.
 Zigomola, r. de la Licorne.

Albert Louis Holzhalb, traduc-
 teur de langue allemande as-
 sermenté, r. Bab-Azoun.

Weil, architecte toiseur-vérifi-
 cateur, rue Scipion.

Vimeux, r. de l'Etat-Major, 43,
 ancien principal clerc de no-
 taire, se charge de gestions,
 recouvrements, achats et
 ventes.

MILICE D'ALGER.

L'utile institution de la milice africaine est régie par les arrêtés des 28 octobre 1836, 17 décembre 1840, 28 mars et 17 décembre 1842. — Un arrêté du 15 avril 1839 a augmenté la force des 4^e et 5^e bataillons de cette milice dans les communes rurales du massif d'Alger, sises sur les deux rives de l'Arrach, par la formation de deux nouvelles compagnies dans la plaine de la Mitidja, quartier de Beni-Mouza. — Avant les arrêtés qui viennent d'être rappelés, un arrêté du 21 septembre 1832 avait organisé la garde nationale en Afrique; or, cette institution reposant, dans l'Algérie, non sur un intérêt de nation, mais sur l'intérêt plus général de la sûreté et de la défense contre l'ennemi commun, il a paru qu'un changement de dénomination suffirait pour faire mieux comprendre aux étrangers de tous les pays, établis dans l'Algérie et jouissant des mêmes droits que les Français, qu'ils doivent être assujettis aux mêmes devoirs. En conséquence, au titre de *garde nationale* on a substitué celui de *milice africaine*.

ÉTAT-MAJOR-GÉNÉRAL.

MM. François LACROUTS *, colonel, commandant les milices de la province d'Alger.

BRANTHOMME, lieutenant-colonel.

VARIN *, major.

MÉARDY *, chirurgien-major.

DE VILLALBA, capit. d'ordon. du chef de la milice

HARISTOY aîné, capitaine trésorier.

N. , id. d'armement et d'habillement.

- MM.** **TOURNAIRE**, lieutenant porte-drapeau.
BASTIDE, id. secrétaire du conseil supérieur.
LODOYER, id. directeur de la musique.
ZOEPPFEL, id. secrétaire du jury de révision.

ESCADRON D'ARTILLERIE.

TESTU, chef d'escadron.

CAMPB (Gabriel), chirurgien aide-major.

1^{re} BATTERIE.

BESANCENEZ, capitaine en 1^{er}.

JUBIEN père, id. en 2^e.

SAUVAGE, lieutenant en 1^{er}.

GIRAUD, id. en 2^e.

HOCHTRASSER, id. en 2^e.

2^e BATTERIE.

GACAULT, capitaine en 1^{er}.

PASCHAL, id. en 2^e.

DE RICHEMONT, lieutenant en 1^{er}.

CAUSSE, id. en 2^e.

BEX, id. en 2^e.

1^{er} BATAILLON.

GUIAUCHIN, chef de bataillon.

DIDIER, capitaine adjudant-major.

MAURIN, chirurgien aide-major.

LABARÈRE, lieutenant, secrétaire du conseil de discipline.

MARINS.**1^{re} COMPAGNIE.**

GIRET, capitaine.

BONTHOUX, lieutenant.

BALIT, sous-lieutenant.

CABANELLAS, id.

2^e COMPAGNIE.

BOUNIN, capitaine.

MM. GABBIOT, lieutenant.
 THEY, sous-lieutenant.
 FRANCOVICH, id.

SAPEURS-POMPIERS.

FREMONT, capitaine.
 METZ, lieutenant.
 OLIVIER, sous-lieutenant.
 MALLET, id.

ÉCLAIREURS.**1^{re} COMPAGNIE.**

DURAND, capitaine.
 PAYEN, lieutenant.
 LAISANT, sous-lieutenant.
 POURTEAUBORDE, id.

2^e COMPAGNIE.

CHAPPUIS, capitaine.
 BERBRUGGER *, lieutenant.
 DARME, sous-lieutenant.
 VINCENT, id.

ESCADRON DE CAVALERIE.

FLEURY, capitaine.
 BERNARD, lieutenant.
 BISARRY, sous-lieutenant.

3^e BATAILLON.

GAILLOT, chef de bataillon.
 LOYER DE LA MÉTRIE, capitaine adjudant-major.
 JOBERT, capitaine, rapp. du conseil de discipline.
 BODICHON, chirurgien aide-major.
 DELATOUR, lieutenant, secrét. du cons. de discipline.

COMPAGNIE DE GRÉNADIERS.

FLOUR DE SAINT-GENIS, capitaine.
 HELDELBINDER *, lieutenant.

MM. CHARPENTIER, sous-lieutenant.
BARBEROUX, id.

1^{re} COMPAGNIE.

DE BRION, capitaine.
PONTET, lieutenant.
DONNET, sous-lieutenant.
RIQUIER, id.

2^e COMPAGNIE.

DELAPORTE, capitaine.
ROCQUE, lieutenant.
GELAS, sous-lieutenant.
BAUVAIS, id.

3^e COMPAGNIE.

ARMAND, capitaine.
CABAROC, lieutenant.
BARBERI, sous-lieutenant.
RAVOUX aîné, id.

4^e COMPAGNIE.

DEMOLINS, capitaine.
KREFFT, lieutenant.
MAUXION, sous-lieutenant.
SARLANDE (Jules), id.

5^e COMPAGNIE.

VALLIER, capitaine.
LEYMONIE, lieutenant.
ESPA, sous-lieutenant.
GONELLE, id.

COMPAGNIE DE VOLTIGEURS.

SCHWAB, capitaine.
RAVOUX jeune, lieutenant.
QUINQUIN, sous-lieutenant.
PINEL, id.

6^e COMPAGNIE.

MM. BOUTIN, capitaine.
CHAVAGNAC, lieutenant.
ROLLAND aîné, sous-lieutenant.
DE LAHAIS, id.

3^e BATAILLON.

TIOCH, chef de bataillon.
PAPILLON, capitaine adjudant-major.
DELORME, id. rapp. du cons. de discipline.
DECUGIS, chirurgien aide-major.
FLORENS, lieutenant, secrétaire du cons. de discipl.

COMPAGNIE DE GRENADIERS.

MILLOU, capitaine.
VENTRE, lieutenant.
FRYMANN, sous-lieutenant.
HASENWINCKEL, id.

1^{re} COMPAGNIE.

OLIVE, capitaine.
ESCOIFFIER, lieutenant.
MOGNARD, sous-lieutenant.
HOLTZ jeune, id.

2^e COMPAGNIE.

DE SAINT-GUILHEM, capitaine.
DENISOT, lieutenant.
HARISTOY jeune, sous-lieutenant.
BOURRON, id.

3^e COMPAGNIE.

MARTIN, capitaine.
GOYON, lieutenant.
MULINARI, sous-lieutenant.
DE PERUSSIS, id.

MILICE D'ALGER.

4^e COMPAGNIE.

MM. BROCARD, capitaine.
 CATALAT, lieutenant.
 COURVOISIER, sous-lieutenant.
 GEYLER, id.

5^e COMPAGNIE.

CANTON, capitaine.
 MARTIN, lieutenant.
 BARBERET, sous-lieutenant.
 DE BOURAN, id.

COMPAGNIE DE VOLTIGEURS.

SIMOUNET, capitaine.
 GUYON-VERNIER, lieutenant.
 BERCALDI, sous-lieutenant.
 MARTIN (Louis), id.

PROVINCE D'ALGER.

4^e BATAILLON.

VIALAR (le baron de) *, chef de bataillon.
 GINTER, capitaine adjudant-major.
 MARTINEZ, chirurgien aide-major.

5^e BATAILLON.

LOCRE, chef de bataillon.
 N. , capitaine adjudant-major.
 N. , chirurgien aide-major.

6^e BATAILLON.

DEFRANCLIEU, chef de bataillon.
 COLLARD *, capitaine adjudant-major.
 DECUGIS (Philippe), chirurgien aide-major.

DISTRICT D'ALGER.

Pointe-Pescade, Bou-

zaréa MM. DE VILLALBA, maire.

à 5 kil., 500 m. d'Alger.

Elbiar

à 5 kil., 300 m.

COUPUT, maire.

SZLEGEL, curé.

Mustapha-Pacha . .

à 3 kil.

LAVOLLÉE, maire.

LANDMANN, curé.

ROUX, instituteur.

LEQUIEN, s.-lieut. de gend.

Hussein-Dey

à 6 kil.

SIMON, maire.

Kouba

à 8 kil.

HUE, maire.

N. , curé.

BILLET *, lieut. de gendarm.

Bimandrais

à 8 kil. 500 mètr.

LEBOUL VOIJOUR, maire.

Birkadem

à 11 kil.

ALBIN, maire.

ROSELLO, curé.

CASELLI *, s.-lieut. de gend.

Draria

à 13 kil.

PÉLISSIER, maire.

TESSON, curé.

(Il comprend le village de
Saoula).

Dety-Ibrahim

à 10 kil. 500 m.

(Il comprend le village d'El-
Achour).

MAZÈRES, maire.

JAGGÉ, curé.

LALANNE, instituteur.

GROS-JEAN *, lieut. de gend.

MORAND, conduct. des ponts
et chaussées.

Ouled-Fayet

à 13 kil.

COQUILLET, maire provisoire.

Chéragas (les) . . .

MERCURIN, maire.

BOUGIE.**ÉTAT-MAJOR DE LA PLACE.**

- MM.** DUCOURTHIAL, O. ✱, chef de bat., comm. la place.
Zerlaut ✱, capitaine adjudant de place.
Moatti, interprète auxiliaire.

INTENDANCE MILITAIRE.

- Dufour ✱, adjoint de 1^{re} classe.
Houard, commis de 3^e classe,

SERVICE DE SANTÉ.

- Brugnières, médecin ordinaire de 2^e classe.
Troy ✱, chirurgien major de 1^{re} classe.
Carron, pharmacien aide-major de 1^{re} classe.

SERVICE DES HÔPITAUX.

- Philip, officier comptable de 1^{re} classe.

SUBSISTANCES MILITAIRES.

- Graëb, officier compt. de 2^e classe, services réunis.

HABILLEMENT ET CAMPEMENT.

- Michalet, adjudant en 1^{er}, comptable.

FINANCES.

- Bitaubé, receveur de l'enregistr. et des domaines.
Armand, id. des domaines.

PERCEPTEUR.

- Micoud, payeur particulier et directeur des postes.

Arnaud, curé.

Brundzell, agent consulaire anglais.

DISTRICT DE DOUËRA.

COMMISSARIAT.

MM. COSTALLAT (Édouard), commissaire civil.
Teston (Eugène), secrétaire du commissariat.

ÉTAT-MAJOR DE LA PLACE.

CHIFFAUD *, capitaine commandant de place.
Bogo, interprète auxiliaire.

INTENDANCE MILITAIRE.

Teinturier *, adjudant de 1^{re} classe.
Picard, commis de 3^e classe.

SERVICE DE SANTÉ.

Magail, médecin ordinaire de 2^e classe.
Pétronelli *, chirurgien major de 2^e classe.
Millot, pharmacien major de 1^{re} classe.

ADMINISTRATION.

Bertrand, adjudant en 1^{er}, comptable.

SUBSISTANCES.

Gley, officier comptable de 2^e classe.

HABILLEMENT ET CAMPEMENT.

Roy, adjudant en 1^{er}, comptable.

Ollier (Alexandre), inspect. des travaux coloniaux.
Vachot, géomètre des concessions.

Berthomieux (l'abbé), curé.
Delort, instituteur.

Locré, commandant de la milice.

MM. Grousselle, capitaine.
Bayer, id.

Boyer ✱, capitaine de gendarmerie.

Guérin, sous-lieutenant.

Locré-Miramont, propriétaires cultivateurs.

Perré (Joseph), *café-restaurant, bureau des grandes diligences. Placé au centre de la ville, cet établissement ne laisse rien à désirer.*

Hôtels garnis. — Restaurants de la Régence, des Bains-Français, etc.

La nouvelle ville de Douéra dont la population doit être de 600 familles, compte déjà 700 habitants environ, 100 maisons en pierre ou pisé y sont élevées. Chaque jour de nouveaux colons, cultivateurs, artisans, ouvriers, marchands, viennent s'y établir. Deux années encore, et une ville bien bâtie, bien percée, bien aérée, et offrant toutes les conditions de sécurité possible s'élèvera là où il y a quelques jours à peine croissaient le palmier nain, le lan-tisque, etc.

Douéra possède un bel hôpital militaire où sont admis aussi les civils, et un camp pouvant contenir plusieurs milliers d'hommes.

On y construit une église, une école destinée à renfermer 100 élèves, un presbytère, etc.

BABA-HASSEN.

M. CHIFFLOT, maire.

Baba-Hassen renferme aujourd'hui environ 30 familles de cultivateurs. Presque toutes ces familles possèdent une

maison et des terres défrichées et ensemencées. Placée à 100 mètres de la grande route d'Alger à Blida, Baba-Hassen qui n'avait pas une seule construction au mois de juin de l'année courante, compte au moins 25 maisons entièrement terminées aujourd'hui. Des routes stratégiques relient cette commune à celles de Crécia, Saoula, Draria, Birkadem, etc.

CRÉCIA.

Ce village, commencé au mois de septembre dernier, possède déjà une dizaine de familles. Les cultures y sont commencées sur plusieurs points, les eaux y sont abondantes. Une belle route conduit de Douéra à Crécia, et de cette dernière localité à Saoula, Birkadem, Draria et Dely-Ibrahim.

SAINT-FERDINAND (BOUKANDOURA).

Situé près de la plaine de Staouli, ce village a de fort belles constructions destinées aux colons. Le terrain environnant a été défriché à raison de 4 hectares par concession.

Saint-Ferdinand a été établi sous la direction du colonel Marengo.

SAINTE-AMÉLIE (BEN-OMAR).

Le village de Sainte-Amélie n'a été réuni à l'administration civile qu'en décembre 1843 (28). Sur les 30 maisons qui y sont construites par les soins du colonel Marengo,

quelques-unes sont déjà occupées. Du terrain a été défriché pour être distribué aux concessionnaires. Sainte-Amélie est placée près de la route qui de Douéra conduit à Maelma et Coleah.

MAELMA.

Ce point n'est encore qu'un camp. Un village y a été projeté et y sera très-prochainement établi. Maelma possède plusieurs sources assez abondantes.

OULED-MENDIL.

Ancien poste militaire, Ouled-Mendil n'est occupé en ce moment que par quelques cantiniers. Un village est commencé près de Ouled-Mendil, par la compagnie dite algérienne, à l'endroit appelé les quatre chemins.

SAINT-JULES (HADJ-YACOB).

Sur les versants du Sahel qui regarde la plaine, ce village dont la direction est confiée aux soins de MM. Vialar et Caussidou, compte déjà une soixantaine d'habitants. Les cultures y sont commencées.

DISTRICT DE BOUFARICK.

COMMISSARIAT.

MM. le baron DUTHEIL (Charles) *, commissaire civil.
Verlhac, secrétaire.

ÉTAT-MAJOR DE LA PLACE.

MM. PERROT, capit. au 26^e de lig., f. f. de com. de place.

SERVICE DE SANTÉ.

Bouffard, médecin adjoint.

Claude, pharmacien civil, aide-major de 2^e classe.

SERVICE DES HÔPITAUX.

ADER, adjudant en 1^{er}, comptable.

SUBSISTANCES MILITAIRES.

Power, adjud. en 1^{er}, compt. des services réunis.

Rostan, curé.

DISTRICT DE COLÉAH.

COMMISSARIAT.

DE VOISINS (Joseph-Valentin), commissaire civil.

Charpentier (Alexandre), secrétaire.

Balliste (Casarie), interprète.

Lioult (Henri), géomètre de 1^{re} cl., ch. des concess.

Lioult (Casimir), id. de 2^e classe.

Féron (Louis), garde colonial, huissier.

Audibert (Marius), garde colonial.

Mohamed (Bouchenac), chaouch.

ÉTAT-MAJOR DE LA PLACE.

MARÉCHAL (Henry) ✱, chef d'escadron, commandant supérieur du camp de Coléah.

Moureau ✱, capitaine commandant la place, faisant fonctions de sous-intendant militaire.

Bel-Kassem-AIn-Zergua ✱, interprète.

Parmentier, capitaine, chef du génie.

Terlier, garde.

MM. Durand *, capitaine de la 2^e compagnie de discipline
en résidence à Coléah.

Pons, lieutenant, id.

Garnier, adjud. en 1^{re}, comptable des subsistances.

Ruelle, adjudant en 2^e, comptable du campement.

—

Laloë, adjud. en 1^{re}, compt. de l'hôpital militaire.

Laguerre, adjudant en 2^e, attaché à l'hôpital.

Leclerc, élève d'administration.

—

Santi, chirurgien aide-major.

Laprévotte *, pharmacien aide-major.

Cintrat, chirurgien sous-aide.

Bernier, id. id.

Labouysse, id. id.

Perrin, id. id.

PONTS ET CHAUSSÉES.

Godlewsky (Jules), conduct. des ponts et chaussées.

Godlewsky (Louis) id. id.

chargé du dessèchement.

Godlewsky (Antoine), piqueur.

Drozdowsky, id.

TRAVAUX COLONIAUX.

Parfait (Hippolyte), piqueur, surveillant des travaux
coloniaux à Coléah.

DIRECTION DES FINANCES.

Devillegier (Amable), receveur des domaines.

Cauboue, géom. de 1^{re} cl. des finances, ch. du cad.

Aly-Balhoul, chausou du domaine.

Durieu, brigadier forestier.

Penaud, garde.

Perroust, id.

ADMINISTRATION INDIGÈNE.

MM. Bou-Médine, hakem de la ville.
 Mohammed-Ben-Ljoud, kadi.
 Si-Mohammed-Ben-Adji-Larby, *secrétaire*.
 Ben-Aouda, bache chaouche.
 Cherche-Aly, chaouche.
 L'Idjaoui, id.
 Bakir, id.
 Ben-Chaban, id.
 Mohamet-Ben-Mouloud, id.

GENDARMERIE.

Godard, lieutenant de gendarm., comm. la brigade.
 Renard, maréchal-des-logis.
 Beaudet, brigadier.
 Huit gendarmes à cheval et cinq à pied.
Correspond. tous les jours, sur Douéra par Maetna.

CULTE CATHOLIQUE.

Angelvy, curé, desservant la chapelle de Coléah et chargé du service religieux dans les villages de Douaouda et Fouka.

CULTE MUSULMAN.

Si-Saïd-El-Quéneni, iman de la mosquée El-Souk.
 Si-Hamed-Sbentout, moueddin.
 Mohammed-Aly, dit Larzouli, oukit de la mosquée et du tombeau de Sidi-Aly-Embareck.

MILICE.

Fargueil, capitaine, commandant la milice.
 Godlewski (Jules), lieutenant.
 Couture, sous-lieutenant.
 Picon, sergent-major.

M. Maurel, fourrier.

4 sergents et 125 caporaux et miliciens.

PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS DE LA VILLE.

Fargueil, restaurant et hôtel garni, rue El-Aïn.

M^{me} Lopez, cafetière, rue El-Aïn.

Canu, débitant de boissons, rue El-Souk.

Barthélemy, épicier, rue El-Aïn.

Liaou-Cohen, merceries et comestibles, rue El-Souk.

Élisa Vivran, épicerie et nouveautés, rue El-Aïn.

Mustapha, épicerie, rue El-Souk.

Isner, maréchal taillandier, rue El-Souk.

Duchêne, serrurier armurier, rue El-Souk.

Deshay, menuisier ébéniste, rue Kouachique.

Pierre-Pierre, épicier-quincaillier, au village.

Ringard, cafetier, au village.

Couture, entrepreneur de roulage, au village.

Dubois, id. id. rue Kouachique.

Bernasconi, peintre-vitrier, id.

Mazulaz, entrep. de maçonn. et de bâtim., rue El-Aïn.

Plus 4 boulangers, 2 bouchers, 1 tailleur d'habits,
1 cordonnier et 3 barbiers.

COLONIE MILITAIRE D'AIN-FOUKA.

M. Blanchet (Pierre-Auguste), cap. comm. la colonie.

Colons militaires soldés 30

Hommes, femmes et enfants sans solde 126

Domestiques, ouvriers, attachés aux fa-
milles des colons 28

Populations au 1^{er} janvier 184

Ces colons ontensemencé 100 hectares de terres, en

orge et en blé principalement; cette quantité de 100 hectares, suivant toutes probabilités, sera augmentée la campagne prochaine. La colonie de Fouka possède en outre un troupeau assez nombreux; elle a aussi un représentant de chacun des principaux corps d'états nécessaires à des cultivateurs.

DOUAOUDA.

VILLAGE CIVIL EN CONSTRUCTION POUR 67 FAMILLES.

MM. DE VOISINS, commissaire civil, chargé de la délivrance des concessions de village et de terres, dirigeant l'établissement de ce village.

Lioult (Casimir), géomètre, chargé de la distribution des lots de terres.

Ferrari, piqueur des travaux coloniaux, chargé des constructions et de la distribution des lots de village.

Sept familles sont établies depuis quelques mois et forment avec leurs ouvriers une population de 59 individus.

PRINCIPAUX CONCESSIONNAIRES A DOUAOUDA.

MM. Leclerc, Freschard frères et Vaillant, membre de la commission scientifique.

Les colons de Douaouda, bien qu'à peine installés sous des abris provisoires, ontensemencés environ 20 hectares en blé, orge et pommes de terre. Il est à croire que ce village, dont la vue s'étend à l'ouest sur la pleine mer, à l'est sur Staouëli et les campagnes de Bouzaréa, et au nord sur le Chénouan et le Tombeau de la Chrétienne, sera dans l'avenir un lieu de plaisance où le bourgeois d'Alger ira oublier les soucis de la ville en soignant les fruits de sa petite villa.

MOCTAKERRA (PONT DU MAZAFRAN).

Les Européens habitant cette localité sont au nombre de 55. Trois maisons en planches et quelques petits jardins , avec une cantine pour les voyageurs, composent ce village naissant.

Noms des douairs campés dans le district de Coléah, en dehors de l'OBSTACLE, et nombre d'individus qui les composent.

BEN-AOUDA, caïd, chef.

	Personnes.
Bou-Ismaël	14
Chaïba inférieur	121
Chaïba supérieur	72
Teschoun	25
Zaouia	29
Saïdia	23
Tagouréhie.	8
Tictaka	110
Zérouel.	25

Total de la population indigène et nomade. 427

Ces Arabes fréquentent le marché de Coléah tous les vendredis.

DISTRICT DE BLIDAH.**COMMISSARIAT.**

MM. PECOUD, commissaire civil.
 Brosselard, titulaire.
 Tonnet, intérimaire.
 Dietz, commissaire de police.

ÉTAT-MAJOR DE LA PLACE.

MM. **ARRIGHI**, O. ✱, chef de batail., comm. de place.
Meffe, capitaine, adjudant de place.
Richardot, capitaine d'artillerie, commandant.
Boutelloux, O. ✱, chef de batail. du génie, comm.
Pechot, capitaine du génie, adj. au commandant.
Bourbaki, ✱, capit. aux zouaves, chargé des aff. ar.
Calendrini, interprète auxiliaire.

INTENDANCE MILITAIRE.

Bosq, adjoint de 1^{re} classe.
Laithier, commis de 3^e classe.

SERVICE DE SANTÉ.

Finot, médecin ordinaire de 2^e classe.
Bonneau, chirurgien-major de 2^e classe.
Fortier, pharmacien-major de 2^e classe.

SERVICE DES HÔPITAUX.

Marchand, officier comptable de 2^e classe.

SUBSISTANCES MILITAIRES.

Laurent, officier compt. de 2^e classe, serv. réunis.

SERVICE DE L'HABILLEMENT ET DU CAMPEMENT.

Vannucci, officier comptable de 2^e classe.

JUSTICE.

De Tonnac, juge de paix.
N. suppléant.
Daget, id.
Mechling, greffier.
Oscar, interprète.

Daget, notaire.
Franco, huissier.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Pascal, instituteur.

CULTE.

MM. Rogalle, desservant.

FINANCES.

Deslandes, percepteur.

Allié, receveur de l'enregistrement et des domaines.

TRÉSOR ET POSTES.

Raybaud, payeur particulier et direct. des postes.

Husson, adjoint.

Aupied, id.

De Cappy, surnuméraire.

MILICE.

ÉTAT-MAJOR.

DEFRAACLIEU, comm. du 6^e batail., résid. à Elbiar.

Collard ✱, capitaine adjudant-major, commandant par intérim le bataillon.

- | | |
|----------------------------------|--|
| 1^{re} COMPAGNIE. | Demolins , capitaine.
Fazon , lieutenant.
Pecot , sous-lieutenant. |
| 2^e COMPAGNIE. | Benolt , capitaine.
Constantin , lieutenant.
Poncel , sous-lieutenant. |
| 3^e COMPAGNIE. | Benedetti ✱, capitaine.
Senès , lieutenant.
Peccaud , sous-lieutenant. |
| 4^e COMPAGNIE. | Stildorff , capitaine.
Lacombe , lieutenant.
Perrochin , sous-lieutenant. |
| 5^e COMPAGNIE. | Magné , capitaine.
Duport , lieutenant.
Besson , sous-lieutenant. |

6^e COMPAGNIE.

Bergeron , capitaine.
Neumann , lieutenant.
Demari , sous-lieutenant.

PRINCIPAUX COMMERÇANTS.

NÉGOCIANTS.

Demari, gros et détail.	Garnier frères.
Demolins et C ^e , id.	Magné et C ^e .
Duport, gros.	Suquet frères.
Roidot, libraire.	

HOTELS.

Bergeron , <i>Hôtel de la Régence.</i>	Goert (v ^e), <i>Hôtel de la Cantine Royale.</i>
Caffort, <i>H. de l'Orangerie.</i>	Suchons, <i>Hôtel du Grand-Orient.</i>
Émeric, <i>Hôtel des Bains Français.</i>	

CAFÉS.

Augier, <i>café d'Orléans.</i>	Magné, <i>café de France.</i>
Besson, <i>café de la Place.</i>	Natali, <i>café de l'Europe.</i>
Giraud, <i>café de l'Univers.</i>	

PROFESSIONS DIVERSES.

Adou , briquetier.	Édouard , nouveautés.
Allien, entrepreneur.	Fazon, m ^e menuisier.
Bonnet, charron.	Galliani , boulanger.
Bouffey aîné, tabacs.	Gislain, peintre et vitrier.
Boquil, maréchal ferrant.	Lavergne, tailleur.
Casanova , boulanger.	Lombart, coiffeur.
Catz, coiffeur.	Maugars, entrepreneur.
Chalard, boucher.	Pastori, ferblantier.
Champ, pharmacien.	Planche, armurier.
Chauveau, serrurier.	Poncel, pharmacien.
Condamnie et C ^e , entrep.	Robert, pâtissier.
Coradin, pâtissier.	Roman, comestibles.
Cortada, débit de poudre.	Salvère et Moula, entrep.
Deyde, charpentier.	Syntos (Jacq.) , boulanger.
Espinasse, boulanger.	

BENI-MERED.

Un arrêté du 16 janvier 1843, crée un village à Beni-Méred, il sera composé de soixante-dix familles ; sa circonscription territoriale sera de 720 hectares.

JOINVILLE ET MONTPENSIER, nouveaux villages près de Blidah.

MÉDÉAH.**ÉTAT-MAJOR DE LA PLACE.**

MM. MAREY O. *, maréchal de camp, commandant.
Durrieu *, capit. d'ét.-maj., chargé des aff. arab.
Lefèvre *, capit. fais. fonct. de command. de place.
Javain *, capitaine du génie, commandant.
Rosetty (Élie-Vacity), interprète auxiliaire.

INTENDANCE MILITAIRE.

Libersart, adjudant de 2^e classe.
Ménétrier, commis de 3^e classe.

SERVICE DE SANTÉ.

Goret, médecin ordinaire de 2^e classe.
Bourguillon, chirurgien aide-major de 1^{re} classe.
Léger, pharmacien aide-major de 2^e classe.

SERVICE DES HÔPITAUX.

Demangeat, officier comptable de 2^e classe.

SUBSISTANCES MILITAIRES.

Cramoisy, offi. compt. de 2^e cl., services réunis.

HABILLEMENT ET CAMPEMENT.

MM. Royer, adjudant en 1^{re}, comptable.

FINANCES.

De Taverne, receveur des domaines.

De Saint-Amend, adjoint, fais. fonctions de pay.

D'Arthois, curé.

MILIANAÏ.

ÉTAT-MAJOR DE LA PLACE.

REVEU O. ✱, maréchal de camp, commandant.

De Lourmel ✱, chef de bat. au 64^e de ligne, commandant de place.

Malcor, capitaine, commandant le génie.

Debrevan, capitaine de 2^e classe, adjud. de génie.

Luminet, interprète auxiliaire.

Marguerite ✱, chargé des affaires arabes.

INTENDANCE MILITAIRE.

Offroy-Montbrun ✱, adjoint de 1^{re} classe.

Ménétrier, commis de 3^e classe.

SERVICE DE SANTÉ.

Miallès, médecin ordinaire de 2^e classe.

Daubresse, chirurgien aide-major de 2^e classe.

Philippe, pharmacien aide-major de 2^e classe.

SERVICE DES HÔPITAUX.

Grégori, adj. en 1^{re}, comptable.

SUBSISTANCES MILITAIRES.

Fonrouge, offic. compt. de 2^e classe, services réunis.

HABILLEMENT ET CAMPEMENT.

MM. Diget, adjoint en 2^e, comptable.

FINANCES.

Dubosq, receveur des domaines.

Lamblin, faisant fonctions de payeur.

Retours, curé.

BOGHAR.

ÉTAT-MAJOR DE LA PLACE.

MOTET *, capitaine de génie, commandant.

Petit, id. au 33^e, f. fonct. de comm. de place.

SERVICE DE SANTÉ.

Rohault, chirurgien aide-major.

D'Autier, adjoint en 1^{er}, comptable.

Foucher, adj. en 2^e des serv. réunis des sub. mil.

TENIET-EL-HAAD.

ÉTAT-MAJOR DE LA PLACE.

Forey, lieut.-colonel au 58^e, commandant.

Bertrand, capitaine au 58^e, commandant de place.

Martine *, s.-lieut. aux spah., chargé des aff. arabes.

SERVICE DE SANTÉ.

Tellier, médecin, adjoint.

Henneton, adj. en 1^{er}, comptable.

Clerget, adj. en 2^e, compt. des serv. r., subst. mil.

Labit, adjoint auxil., comptable, services de l'habillement et campement.

CHERCHEL.

COMMISSARIAT.

MM. BEQUET , commissaire civil.
Fenech, secrétaire du commissariat.

ÉTAT-MAJOR DE LA PLACE.

DE L'ADMIRALTY *, lieutenant-col., comm. supérieur.
Dupotet *, faisant fonct. de command. de place.
Thomas *, capitaine de 1^{re} classe, chef du génie.
Amar, interprète de 3^e classe.

INTENDANCE MILITAIRE.

Desrayaud, adjoint de 1^{re} classe.
Constant, commis de 2^e classe.

SERVICE DE SANTÉ.

Leclerc, médecin adjoint.
Lomel , chirurgien-major de 2^e classe.
Roques , pharmacien aide-major de 2^e classe.

SERVICE DES HÔPITAUX.

Bourdin , officier comptable de 2^e classe.

SUBSISTANCES MILITAIRES.

Gaubert, offic. compt. de 2^e classe, services réunis.

HABILLEMENT ET CAMPEMENT.

Betsellere, adjudant en 1^{er}, comptable.

FINANCES.

Gachot, receveur des domaines.
Sans, percepteur.
Outrey , payeur particulier et direct. des postes.
Chastain , employé temporaire.

Talayrac , conducteur des ponts et chaussées.

MILICE.**1^{re} COMPAGNIE.**

Bernard , capitaine.
Léon , lieutenant.
Dufossé , sous-lieutenant.

2^e COMPAGNIE.

N. , capitaine.
Ragache , lieutenant.
Riffard , sous-lieutenant.

Vazillier , desservant.

Rondon , instituteur.

TENEZ.**ÉTAT-MAJOR DE LA PLACE.**

MM. DENOUE ✱, chef de batail. au 3^e léger, commandant.
Guibert, capit. au 3^e l. fais. fonct. de comm. de place.
Fesler , interprète auxiliaire.

INTENDANCE MILITAIRE.

Magenc ✱, adjoint de 1^{re} classe.
Arnaud , commis de 3^e classe.

SERVICE DE SANTÉ.

Martin , médecin adjoint.
Colmant , chirurgien aide-major de 1^{re} classe.
Lisse , pharmacien aide-major de 2^e classe.

SERVICE DES HÔPITAUX.

Germain , adjoint en 1^{re} , comptable.

SUBSISTANCES MILITAIRES.

Grégori , adjoint en 1^{re} , comptable.
Chenavier , id.

HABILLEMENT ET CAMPEMENT.

Veith , adjoint en 2^e , comptable.

FINANCES.

Carette , receveur des domaines.

MM. Budin , payeur particulier et directeur des postes.
Judey Saint-Alire, adjoint.

ORLÉANSVILLE.

ÉTAT-MAJOR DE LA PLACE.

CAVAIGNAC C. ✱, colonel des zouaves, command.
Renault ✱, capitaine d'état-major, chef d'état-maj.
Assenat O. ✱, chef de bat. au 6^e lég. comm. de pl.
Auger ✱, capitaine en 2^e, commandant l'artillerie.
Tripiér ✱, chef de bataillon, comm. du génie.
Richard, capit. du génie, chargé des aff. arabes.
Adrey (Moïse), interprète de 3^e classe.

INTENDANCE MILITAIRE.

Humbert ✱, adjoint de 1^{re} classe.
Lambert, commis de 3^e classe.

SERVICE DE SANTÉ.

Pontier, médecin adjoint.
Mestre, chirurgien-major de 2^e classe.
Thiriet, pharmacien aide-major de 2^e classe.

SERVICE DES HÔPITAUX.

Millon, adjoint en 1^{er}, comptable.

SUBSISTANCES MILITAIRES.

Labat, officier comptable de 2^e classe.
Gouget, adjoint en 1^{er}, id.

HABILLEMENT ET CAMPEMENT.

Molinier, adjoint en 2^e, comptable.

FINANCES.

Bès d'Albaret, faisant fonctions de payeur.

DIVISION POLITIQUE

MILITAIRE, JUDICIAIRE, ADMINISTRATIVE, MARITIME ET ECCLÉSIASTIQUE DE L'ALGÉRIE.

La division territoriale d'un pays est d'une haute importance. Elle peut exercer la plus heureuse et la plus durable influence sur l'esprit des populations ; elle facilite l'action administrative en la ramenant à l'unité. Tous les législateurs ont considéré une bonne division territoriale comme la base la plus essentielle de l'organisation qu'ils voulaient établir.

Cependant la division territoriale actuelle de l'Algérie ne se rattache point encore à un principe général. Elle n'a point été l'objet d'un travail particulier. Elle n'est point rigoureusement déterminée dans son ensemble.

L'ancienne division par provinces a été conservée, et a prévalu par la puissance de l'usage, non de la loi.

Ces provinces sont au nombre de quatre : province d'*Alger*, province d'*Oran*, province de *Constantine*, province de *Tittery*.

Dans les trois premières provinces ci-dessus, l'on doit distinguer entre les parties du territoire soumises directement à la domination française ou administrées en son nom, et les parties non soumises.

Dans les parties du territoire soumises, l'on doit distinguer entre le territoire placé sous la juridiction des tribunaux et de l'autorité civile, et celui placé sous la domination militaire directe ou indirecte, et, par conséquent, sous la juridiction des conseils de guerre (1).

La juridiction des tribunaux a dû être déterminée avec soin.

Celle du tribunal d'Alger, celle du tribunal de Philippeville ont été réglées par l'arrêté ministériel du 21 décembre 1842.

(1) Ordonnance royale du 26 septembre 1842, art. 42. — Arrêté du 30 septembre 1838.

La juridiction des tribunaux de Bone et d'Oran , par l'arrêté du 28 juillet , que vise l'arrêté ministériel du 21 décembre 1842 , et par l'arrêté ministériel du 4 août 1843.

Dans les *parties du territoire administrées par l'autorité française* , fonctionnent encore deux sortes de juridictions : celle des commissariats civils (1) et celle des justices de paix (2).

Les commissariats civils sont une institution mixte , à la fois administrative et judiciaire , qui devait naître des besoins particuliers d'un pays , où la progression de la population n'est pas moins rapide qu'irrégulière. Cette institution se démembre et perd ses attributions judiciaires aussitôt qu'une justice de paix peut être utilement établie dans le même centre (3).

Les justices de paix , instituées par l'ordonnance du 26 septembre 1842 , ont la même compétence et les mêmes attributions qu'en France (4).

Des commissariats civils existent , dans la province d'Alger , à Boufarick , Douéra , Blida , Cherchel et Coléah ; dans la province d'Oran , à Mostaganem ; dans celle de Constantine , à Constantine et à La Calle.

Des justices de paix sont établies , dans la province d'Alger , à Alger et à Blida ; dans la province d'Oran , à Oran et à Mostaganem ; dans celle de Constantine , à Bone , Philippeville et Constantine.

En résumé , dans les *parties du territoire administrées par l'autorité française* , l'on distingue comme juridiction , des tribunaux de première instance , des commissariats civils , des justices de paix.

Une cour royale , dont le siège est à Alger , domine ces juridictions. Son ressort embrasse la totalité de l'Algérie , sauf la juridiction des conseils de guerre dont il sera parlé ci-après (5).

Pour compléter la nomenclature des juridictions , nous nous bornerons à mentionner ici les tribunaux musulmans et les tribu-

(1) Ordonnance royale de 31 octobre 1838 , et arrêté ministériel du 18 décembre 1842.

(2) Ordonnance royale du 26 septembre 1842 (art. 3).

(3) Arrêté ministériel du 21 septembre 1842.

(4) Ordonnance royale du 26 septembre 1842 (art. 12.)

(5) Ordonnance royale du 26 septembre 1842 (art. 4).

naux rabbiniques dont les attributions, limitées aux races indigènes, ont été toujours en décroissant.

En dehors des limites fixées pour les juridictions ci-dessus, les conseils de guerre sont seuls compétents pour connaître des délits et des crimes (1).

En dehors des mêmes limites, la nécessité de pourvoir aux *besoins de justice* d'une population exceptionnelle, de la population des places, postes et camps où l'autorité civile n'était pas encore établie, a fait attribuer aux commandants de place une juridiction égale à celle des commissaires civils et des juges de paix (2).

En dehors des mêmes limites, les kadis musulmans nommés et institués par le gouverneur général conservent leurs anciennes attributions, sauf la juridiction des conseils de guerre (3) ; mais ces attributions sont plus fictives que réelles ; la justice musulmane, abandonnée à elle-même, est sans force.

Les indigènes, même ceux qui vivent le plus rapprochés de nos lignes militaires, manquent donc d'une bonne administration de la justice ; car celle-ci suppose l'ordre dont elle n'est que la sanction, et l'ordre ne saurait exister là où tous les rouages de l'ancienne organisation ont été brisés, et où une organisation nouvelle, complète, efficace, n'a pu encore être établie.

Mais, du moins, partout où flotte le drapeau français, partout où notre souveraineté a pu, pour ainsi dire, s'enraciner dans le sol, deux grands principes ont été proclamés et respectés : 1° aucune condamnation à mort ne peut être prononcée par les tribunaux musulmans (4) ; 2° aucune condamnation à mort ne peut être exécutée, dans toute l'étendue de l'Algérie, sans l'autorisation du roi (5).

Ces grandes et solennelles garanties rassurent du moins contre les abus et les désordres inséparables de l'état de violente transition où se trouvent placées certaines parties du territoire algérien.

L'on vient de faire connaître la division territoriale judiciaire. Les autres services civils qui fonctionnent en Algérie sont re-

(1) Ordonnance royale du 26 septembre 1842 (art. 42).

(2) Arrêté du gouverneur général du 5 août 1843.

(3) Ordonnance royale du 26 septembre 1842 (art. 45).

(4) Ordonnance royale du 17 juillet 1842.

(5) Ordonnance royale du 1^{er} avril 1841.

présentés par une direction de l'intérieur et une direction des finances dont le siège est à Alger.

La direction de l'intérieur embrasse les attributions qui se partagent dans la métropole entre les départements suivants : le ministère de l'intérieur, le ministère des travaux publics, le ministère du commerce et le ministère de la justice, pour les cultes seulement.

Elle a sous sa dépendance des sous-directions qui sont établies à Bone, Oran et Philippeville (1).

La limite de l'arrondissement de la direction et des sous-directions de l'intérieur n'a point été déterminée. Elle paraît être celle de la juridiction des tribunaux, sauf ce qui sera dit ci-après pour les commissions administratives.

Indépendamment de cette principale division en direction et sous-directions de l'intérieur, des commissariats civils, institution mixte qui, comme on l'a déjà vu, est spéciale à l'Algérie, peuvent être établis par des arrêtés spéciaux du ministre de la guerre (2). Ces commissariats ont pour objet de pourvoir à certains besoins de l'administration publique qui ont été exactement déterminés (3).

Le ressort des commissariats a été fixé (4).

Enfin, des centres administratifs fort secondaires, sous la dénomination de *communes*, existent encore dans la province d'Alger. Ces communes ont été créées dès 1835 (5); elles ont été maintenues (6). Celles qui faisaient partie de deux anciens districts sont administrées sous les ordres du directeur de l'intérieur (7). Des maires et adjoints peuvent être d'ailleurs institués dans les parties du territoire soumises à la juridiction des tribunaux de première instance et de paix où il n'existe pas de commissariat civil.

La direction des finances embrasse les divers services financiers qui relèvent en France du ministère des finances (8).

(1) Ordonnance royale des 31 octobre 1838 et 10 décembre 1842.

(2) Arrêté ministériel du 18 décembre 1842 (art. 1^{er}).

(3) *Id.* (art. 17 et suivants).

(4) Arrêté du 21 décembre 1841, et arrêté du 18 décembre (art. 19).

(5) Arrêté du 22 avril 1835.

(6) Arrêté du 21 décembre 1842 (art. 14).

(7) Arrêté du 22 décembre (art. 11), et arrêté du 18 décembre (art. 96).

(8) Ordonnance royale du 21 août 1839.

Cette direction, comme la direction de l'intérieur, paraît, pour les arrondissements d'Alger, d'Oran, de Bone, Philippeville, étendre son action jusqu'aux limites de la juridiction des tribunaux institués dans ces diverses localités. Mais cette compétence ne résulte d'aucun acte précis.

L'on touche maintenant à une division territoriale particulière.

En effet, à côté du territoire placé sous la juridiction des tribunaux et de l'autorité civile, se trouvent des villes et des parties de territoire où il n'a pas encore été possible d'instituer toute l'administration civile, ni d'appliquer entièrement les règles relatives à la perception des impôts, à l'administration du domaine et à l'acquittement des dépenses d'un intérêt local, où l'intérêt même de l'avenir commandait de réserver une grande action à l'autorité politique et militaire (1).

Dans ces villes et parties de territoire fonctionnent des commissions administratives. Ces commissions ont succédé aux commissions militaires, exclusivement formées d'officiers. Elles se composent du commandant supérieur auprès duquel elles sont placées, de l'intendant ou d'un sous-intendant militaire, de deux officiers supérieurs, et, à défaut, de deux capitaines, dont l'un est pris dans l'arme du génie, d'un médecin des hôpitaux militaires, et de l'agent le plus élevé en grade des services financiers. L'autorité militaire, on le voit, y conserve une juste influence; son action, en matière domaniale, reste aussi entière que possible.

Ces commissions administratives ont permis d'atteindre trois grands résultats. D'une part, l'uniformité des taxes à prélever dans toute l'Algérie est assurée; en second lieu, l'impôt arabe est particulièrement soumis à des règles fixes; en troisième lieu enfin, les villes comprises dans le rayon militaire cessent d'être abandonnées à l'insuffisance de leurs besoins, et participent au fonds commun créé par l'ordonnance du 21 août 1839, sous le titre de revenu colonial.

Des commissions administratives sont établies à *Constantine, Sétif, Guelma, La Calle, Djigelli, Médéah, Milianah, Mascara, Tlemcen et Bougie.*

Dans les villes de *Bone, Oran, Philippeville, Blida, Coléah, Cherchell et Mostaganem*, une commission administrative spéciale

(1) Arrêté du gouverneur général du 3 septembre 1842.

est chargée uniquement de pourvoir au prélèvement des contributions dues par les Arabes (1).

Une division particulière a été introduite dans la province de *Constantine*.

Le commandement et l'administration de cette province ont été confiés à un officier-général prenant le titre de commandant supérieur de la province. Les autorités civiles et militaires en relèvent directement. Les chefs des différents services prennent ses ordres pour toutes les affaires : ils rendent compte à leurs supérieurs immédiats des mesures prescrites par lui, mais ils ne peuvent, dans aucun cas, agir sans avoir pris ses instructions, ou retarder l'expédition des dispositions arrêtées par lui (2).

Le territoire de la province de *Constantine* a deux parties distinctes, l'une dont la France conserve l'administration directe, l'autre dont la France ne se réserve point l'administration directe.

Dans cette première partie l'on distingue deux arrondissements : l'arrondissement de *Bone* et l'arrondissement de *Sétif*.

L'arrondissement de *Bone* se partage en quatre cercles, qui sont le *cercle de Bone*, le *cercle de La Calle*, le *cercle de Guelma* et le *cercle de l'Edough* (3). Un autre cercle a été créé, celui de *Philippeville* (4).

Chacun des arrondissements de *Bone* et de *Sétif* est placé sous le commandement d'un maréchal de camp, qui relève du commandant supérieur de la province de *Constantine*. De plus, un conseil d'administration avait été créé à *Bone* (5) à l'instar de celui d'Alger. Ce conseil était spécialement chargé de surveiller la rentrée des impôts. Mais il a été nécessairement remplacé par la commission administrative dont nous avons parlé plus haut.

Les cercles sont commandés et administrés par un chef français, qui exerce son pouvoir sous l'autorité de l'officier-général commandant l'arrondissement de *Bone* ; le chef du cercle de *Philippeville* relève du commandant supérieur de la province.

(1) Arrêtés des 7 novembre et 20 décembre 1842.

(2) Arrêté du 30 septembre 1838.

(3) Arrêté du 1^{er} novembre 1838.

(4) Arrêté du 1^{er} octobre 1840.

(5) Arrêté du 1^{er} novembre 1838.

L'autorité des fonctionnaires civils peut ainsi s'étendre sur tous les cercles avec les réserves que les circonstances rendent nécessaires. Mais lorsqu'une ordonnance du roi ou un arrêté du gouverneur général a placé une partie du territoire sous l'autorité des fonctionnaires de l'ordre civil et la juridiction des tribunaux, le commandant supérieur de la province ne peut s'immiscer dans les affaires administratives et judiciaires qu'en vertu des ordres spéciaux du gouverneur général, ou sous sa responsabilité personnelle, dans des circonstances intéressant la sûreté du pays (1).

Les commandants des cercles soumis à l'administration civile n'ont d'autorité que sur les populations indigènes (2). Mais les commandants des cercles où l'administration civile n'est point établie, réunissent tous les pouvoirs militaires, civils et judiciaires. — *Des arrêtés spéciaux devaient régler ces différentes attributions, ils n'ont point été rendus* ; ils étaient destinés à régulariser cette organisation, et à ménager, pour la population européenne, la transition de l'administration militaire à l'administration civile. L'organisation que nous exposons n'est donc complète que pour les populations indigènes, dans les cercles qui ne sont point soumis à l'administration civile et à la juridiction des tribunaux.

Dans les cercles de Bone, de La Calle et de l'Edough, les populations indigènes sont placées sous les ordres du caïd, qui reste dans la dépendance du commandant du cercle. Dans le cercle de Guelma, il y a deux caïds, l'un arabe et l'autre kabaïle. Ils sont indépendants l'un de l'autre.

Des règles particulières sont établies, conformément à ces bases, pour la perception de l'achour et du hokor, pour l'administration de la justice et pour la formation de la cavalerie irrégulière et auxiliaire des tribus.

Le cercle de Philippeville a reçu une organisation analogue.

Outre l'arrondissement de Bone et les cinq cercles dont il vient d'être parlé, on distingue encore dans les parties du territoire dont la France se réserve l'administration directe, une dernière division territoriale qui porte le nom d'arrondissement de Sétif.

(1) Arrêté du 1^{er} novembre 1838.

Cet arrondissement est formé du djerid et du kalifat de la Medjana. Ses limites devaient être successivement portées jusqu'à la partie du littoral de la Méditerranée comprise entre Gigelly et Bougie. Cette mesure n'a point été prise.

L'arrondissement de Sétif est placé sous le commandement d'un maréchal de camp qui relève du commandant supérieur de la province de Constantine, et dont le quartier-général est établi au fort d'Orléans, à Sétif.

Les règles de gouvernement et d'administration suivies dans les cercles sont applicables à l'arrondissement de Sétif (1).

Pour la partie de la province de Constantine dont la France ne se réservait pas l'administration directe, le gouvernement en fut confié à des kalifats qui relevaient immédiatement du commandant supérieur (2).

Trois tribus puissantes furent en même temps placées sous l'autorité de caïds, ayant le rang et les attributions accordés à leurs anciens chefs sous le gouvernement des beys.

Le djerid et la partie du désert qui y est annexée, restèrent sous l'administration du cheik-el-arab (Ben-Gana).

La ville même de Constantine fut placée sous l'autorité d'un hakem, ayant rang de kalifat, et relevant directement du commandant supérieur.

Ces divers fonctionnaires indigènes étaient indépendants les uns des autres. Ils devaient percevoir chacun dans leur arrondissement, et pour le compte de la France, l'achour (l'impôt en nature), le hokor (l'impôt en argent) et la contribution en paille.

Des dispositions particulières organisaient les troupes indigènes sous le commandement des kalifats, et réservaient, dans tous les cas, la haute juridiction et la supériorité du gouverneur général et du commandant de la province.

Cette organisation était assurément l'œuvre d'un génie hardi et vigoureux. Cependant elle n'a pu résister aux événements; et, si l'on ne se trompe, elle n'est plus aujourd'hui que nominale. Sur les cinq principaux chefs indigènes qui y avaient été compris, trois, *Ben-Aïssa*, kalifat du Sahel; *Ben-Hamelaoui*,

(1) Arrêté du 15 octobre 1849.

(2) Arrêté du 20 septembre 1855.

kalifat de Ferdjouah, et *Hamouda*, hakem de Constantine, ont été plus ou moins atteints par la justice française ou indigène, et obligés de renoncer à la vie politique. }

L'on a constaté et reconnu ci-dessus :

1° Des circonscriptions où l'autorité civile et l'autorité judiciaire sont établies et fonctionnent régulièrement ;

2° Des circonscriptions où des *commissariats civils* et des *justices de paix* sont institués.

3° Des circonscriptions où les *commandants de place* exercent une certaine juridiction.

4° Des circonscriptions particulières sous la dénomination de *communes*.

5° Des circonscriptions où des *commissions administratives* pourvoient à certains besoins de l'administration générale.

6° Enfin, l'organisation particulière de la province de Constantine, sa division en cercles et kalifats.

En dehors de ces diverses circonscriptions, l'autorité militaire et les chefs indigènes institués par nous se partagent l'Algérie.

L'autorité militaire intervient, comme on l'a déjà vu ci-dessus, pour la répression des crimes et délits, d'où il résulte que les cadis nommés ou institués ou non par le gouverneur général, ne conservent, avec leurs anciennes attributions, que la connaissance des contraventions (1). D'après ces anciennes attributions, d'ailleurs toujours mal définies (2), les cadis devraient être encore juges et notaires (3).

Les cadis, institués par nous, en dehors de la limite de la juridiction des tribunaux, ne sont qu'au nombre de trois, à Blidah, Koléah et Milianah.

Les conseils de guerre se rattachent aux trois divisions mili-

(1) Ordonnance royale du 26 septembre 1842 (art. 45).

(2) Sous le régime turc, les contraventions étaient réprimées dans les villes par les magistrats municipaux (cheiks-el-belad, hakem, etc.), ou par les chefs des corporations (amlines) sur leurs membres.

(3) Voy. le 2^e volume des *Rapports de la commission* de 1833, page 287, et le Rapport de l'honorable M. Laurence, page 7.

Dans la province de Constantine, il y avait très-peu de tribus qui eussent des kadis ; on s'en remettait à la décision des marabouts, ou l'on venait plaider au chef-lieu de la province. (Voy. 4^e tableau, page 357.)

taires créées en Algérie, par décision ministérielle du 29 novembre 1843.

Ces divisions ont leur chefs-lieux à Alger, Oran et Constantine. Chaque division comprend des subdivisions et des cercles.

La division d'Alger comprend quatre subdivisions : subdivision d'Alger, subdivision de Tittery, subdivision de Milianah, subdivision d'Orléans-ville.

La division d'Oran comprend quatre subdivisions : subdivision d'Oran, subdivision de Mascara, subdivision de Mostaganem, subdivision de Tlemcen.

La division de Constantine comprend trois subdivisions : subdivision de Constantine, subdivision de Bone, subdivision de Sétif.

A ces trois grandes divisions qui embrassent l'Algérie entière, et font rayonner notre autorité sur tous les points du territoire, correspondent trois intendances militaires, indépendantes les unes des autres, et placées à Alger, Oran et Constantine (1).

L'organisation militaire se complète, ou tend à se compléter incessamment par la constitution d'un pouvoir indigène, placé sous l'autorité immédiate des chefs français.

Les premiers essais de constitution d'un pouvoir indigène datent de loin. Dans les premiers temps de l'occupation, le maréchal Clauzel avait voulu instituer un bey à Médéah (2), mais le succès ne répondit point à ses efforts. Les populations n'avaient point encore assez éprouvé la puissance de nos armes pour accepter avec résignation des chefs de notre choix. — Plus tard, en 1835, des beys furent encore nommés pour Milianah et Cherchell, pour Tittery (3), et pour Mostaganem (4). Ces beys ne furent pas plus heureux que le premier. D'autres tentatives du même genre furent également infructueuses (5).

Toutefois, ce fut sous l'empire de ces premières idées, de ces premières espérances si promptement démenties par les événements, que la province d'Oran fut divisée en trois beylicks et un

(1) Note ministérielle du 30 juin 1842.

(2) Arrêté du 16 novembre 1830.

(3) Arrêté du 9 septembre. — *Annales algériennes*, tom. III, p. 5.

(4) Arrêté du 8 décembre 1835.

(5) *Annales algériennes*, tom. III, p. 86 et 89.

arrondissement. — Cet arrondissement qui portait le nom d'arrondissement d'Oran, devait être ultérieurement fixé, et avoir une administration particulière, ce qui n'a jamais été fait. L'organisation dont il s'agit se borna alors à la division territoriale que l'on vient d'indiquer (1).

Une création plus sérieuse eut lieu, après les brillants succès de M. le lieutenant général Bugeaud, dans la province d'Oran, en 1841. L'on veut parler ici de celle du beylick de Mostaganem et de Mascara, et de la nomination de Hadj-Mustapha-Oulid-Osman-Bey, à ce beylick (2).

La province de Tittery a été récemment divisée en plusieurs *agalicks* ou arrondissements, qui sont :

L'*agalick* du sud, ou Kéblah ;

L'*agalick* de l'est, ou Cherk ;

L'*agalick* du sud-ouest, connu chez les Arabes, sous le nom de *Tell*.

Chacun de ces *agalicks*, commandé par un chef indigène, comprend diverses tribus, qui ont à leur tête des *caïds* (3).

Divers *agalicks* ont encore été créés; des chefs indigènes ont été nommés; nous n'avons pas, au point de vue spécial qui nous occupe, à nous étendre davantage sur cette organisation. Ce que nous en avons dit rentrait essentiellement dans notre sujet, et doit suffire pour compléter le tableau de la division territoriale de l'Algérie, dans ses rapports avec les autorités politiques, civiles, judiciaires, militaires, ou indigènes qui y sont établies.

Alger est le siège d'un évêché qui relève de la métropole d'Aix (4).

Il est encore le siège d'un commandement maritime (5). Ce commandement est confié à un contre-amiral qui a sous ses ordres, à Alger, un commandant de la marine, et à Oran et à Bone, un lieutenant de vaisseau.

Le tableau que l'on vient de tracer est aride, sans doute; mais, pour un observateur attentif, il renferme de grands enseignements.

(1) Arrêté du 8 décembre 1835.

(2) Arrêté du 3 août 1841, et ordonnance royale du 20 janvier 1842.

(3) Ordonnance royale du 29 juillet 1842.

(4) Ordonnance royale du 25 août 1838.

(5) Ordonnance royale du 10 août 1834.

Il représente en effet, pour ainsi dire, la constitution *en relief* de l'Algérie. Il laisse voir la charpente de cet édifice qui s'élève si promptement et si laborieusement à la fois, sur les ruines de la domination turque. Quelque confusion y règne, et l'on s'aperçoit bien vite que le plan n'est ni régulier, ni complet. Le terrain était inégal; et les travaux commencés ont dû être souvent interrompus. Mais les fondements en sont solides et inébranlables, car ils s'appuient sur le courage de nos soldats et sur l'honneur de la France.

En résumé, de tout ce qui précède, il résulte :

Que l'Algérie se divise encore en deux parties principales : la partie soumise et la partie insoumise.

Dans la partie soumise, l'on peut distinguer trois grandes zones de territoire.

La première est celle où fonctionnent l'autorité civile et l'autorité judiciaire ;

La deuxième, celle où l'autorité militaire domine ;

La troisième, celle où les populations indigènes sont gouvernées immédiatement par des chefs indigènes, reconnus et institués par la France.

Des territoires mixtes, où l'autorité civile n'est représentée que par des commissaires civils, et l'autorité judiciaire que par des juges de paix ;

Des territoires enfin, où des commissions administratives surveillent des intérêts divers qui ne pouvaient être laissés sans défense.

Il en résulte encore :

Que des juridictions diverses sont établies :

Celle des tribunaux de première instance ;

Celle des commissariats civils ;

Celle des conseils de guerre ;

Celle des tribunaux musulmans ;

Celle des tribunaux rabbiniques.

Il en résulte encore :

Que trois pouvoirs distincts : le pouvoir civil, le pouvoir militaire, le pouvoir indigène, se trouvent souvent en présence dans la même partie de territoire, dans la même enceinte, appelés à gouverner trois populations différentes : la population française

ou européenne, la population guerrière, la population indigène, et à statuer sur trois intérêts divers : l'intérêt français ou européen, l'intérêt militaire, l'intérêt indigène.

Ramener les autorités diverses à un centre unique d'action ;

Régulariser les juridictions, *uniformiser* leur compétence, et établir entre elles une exacte harmonie ;

Préparer la fusion des populations par la fusion des intérêts ;

Tel doit être évidemment le but du législateur algérien.

Pour atteindre plus promptement et plus sûrement ce but, une division territoriale, logiquement et rigoureusement déterminée, est indispensable.

Celle qui existe aujourd'hui peut être notablement améliorée, en beaucoup de points. Il importe surtout de fixer irrévocablement les divisions par province, en traçant nettement la ligne de démarcation de chacune d'elles (1). Mais, dès ce moment, les subdivisions de même nature nous paraissent pouvoir être appliquées uniformément à toutes les provinces, et cette seule simplification pourrait être féconde en heureux résultats.

Quant à l'organisation même des pouvoirs, compris dans les divisions et subdivisions territoriales, elle sera traitée ailleurs.

(1) Une ordonnance royale du 6 août 1842 mentionne une province de *Milianah*.

POÉSIES.

Lorsqu'au milieu du jour, de lumière inondée,
Tu m'apparus de loin, ô terre fécondée
Par le sang généreux des fils de l'Occident,
Ville blanche où Neptune a posé son trident,
Tu semblas à mes yeux une immense carrière
Prête à fournir à l'homme ou le marbre ou la pierre.
Et pourtant c'était toi !... Mais lorsque les flots purs
Ont fait glisser nos mâts presque au bord de tes murs,
Alors je contemplai de tes sombres montagnes
Les coteaux tout semés de riantes campagnes.
Mon regard t'embrassait, tandis que ton soleil
Faisait pleuvoir sur toi ses rayons de vermeil.
Et quand, plus près encor, j'ai pu voir davantage
L'enceinte de remparts qui te sert de corsage,
Crois-tu que je pensai que toutes tes maisons
Ne fussent qu'un amas de confuses prisons ?
Non ! — Tu me paraissais une reine du monde,
Dont le front touche aux cieux et les pieds sont dans l'onde !
Sur ton fauteuil de rocs tu regardais la mer
Qui soupirait, plaintive, aux caresses de l'air ;
Tu voyais son azur frissonner sous la trace
Que laisse, en coupant l'eau, le navire qui passe ;
Dans tes rochers jouaient les flots, enfants mutins,
Alors que toi, tranquille, attendant les marins,
Tu semblais t'écrier : — « Mes portes sont ouvertes,
« Mon golfe est plein de mâts, mes campagnes sont vertes ;
« J'adopte pour enfant l'homme laborieux,
« Je lui donne une part des richesses des cieux,
« Et je fais, dans ses champs, pour prix de son courage,
« Jaunir ses blonds épis à l'abri de l'orage ;
« Enfin, dans ses travaux le guidant par la main,
« Je sème sous ses pas et de l'or et du pain,

« Mon hiver n'est pas froid. — Après la grande pluie ,
 « Mon soleil radieux perle à perle l'essuie.
 « Quand le vent du désert déchaîne sa chaleur ,
 « Je puise dans mes nuits une vive fraîcheur.
 « Mon beau ciel, qui sourit à l'homme et l'environne,
 « De doux reflets d'azur lui fait une couronne ;
 « Il excite la terre à la fécondité ,
 « Rend l'actif laboureur exempt de pauvreté ,
 « Lui donne le travail, comme un ange fidèle
 « Qui, pour le protéger, le couvre de son aile. »

On t'a comprise, Alger ! Déjà tes champs féconds
 S'arrosent, chaque jour, des sueurs de nos fronts ;
 Nos fruits ont remplacé tes arbustes sauvages ;
 On a pu t'entourer d'un réseau de villages.....
 A te voir, on dirait qu'un pouvoir surhumain
 A fait changer l'aspect de ton sol africain.

Depuis que je connais tes mauresques ogives ,
 Tes carreaux dessinés aux mille couleurs vives ,
 Tes colonnes partout, dont le simple ornement
 Ravit l'œil en joignant la force à l'agrément ,
 Tes terrasses, tes cours, tes fraîches galeries
 Où parfois le jasmin se mêle aux rêveries ,
 Eh bien ! je t'aime, Alger !... Et j'aime le soldat
 Qui court, pour t'agrandir, s'exposer au combat ,
 Qui foule en bivouaquant l'humide ou chaude terre
 Et de nos ennemis brise le cimetière !...

Puis j'aime l'ombre aussi des feuillages épais ,
 Quand ton soleil d'été vient brûler ton air frais ,
 Et que, dans tes jardins, l'orange parfumée,
 Jette au souffle des vents une odeur embaumée.
 Et j'aime ta mosquée, et chaque divin lieu
 Où les pieux mortels vont adorer leur Dieu ,
 Où les religions, chacune en son enceinte ,
 Peuvent servir en paix leur cause toute sainte.

Mais quand le jour a fui devant les feux du soir
 Et qu'après de tes flots l'air m'invite à m'asseoir ,
 J'aime à suivre des yeux les reflets de ton phare
 Qui rappelle de loin le nocher qui s'égare ;
 J'aime à voir arriver des bricks ou des vaisseaux ,
 Avec leur plus grands mâts surmontés de fanoux

Dont la clarté lointaine, en dominant les voiles,
 Fait scintiller aux yeux de nouvelles étoiles.
 Et ce que j'aime après, dans une belle nuit,
 Alors que le sommeil a fait taire tout bruit,
 C'est le cri de ferveur que le muezzin répète....
 Et ces chants adorés des enfants du Prophète,
 Recueillis par la brise au front du minaret,
 Font redire à l'écho le nom de Mahomet.

J'aime aussi des chrétiens l'église cathédrale,
 Où l'on a conservé la forme orientale...
 Enfin tout ce que j'aime, ô mon Alger ! c'est toi !...
 Et si je t'ai donné mon amour et ma foi,
 C'est parce qu'en tes murs, où sourit l'espérance,
 S'élève avec fierté notre seconde France !...

ROCHE.

LA MORT D'UN ENFANT.

ÉLÉGIE.

Un enfant expirait dans les bras de sa mère :
 Cet appel de la mort, un ange l'entendit,
 Et pour aller cueillir cette fleur éphémère
 Du ciel il descendit.

L'immortel habitant des sphères éternelles,
 Après avoir plané, dans les airs, un moment,
 Sur le fatal berceau, qu'il couvrit de ses ailes,
 S'arrêta tristement.

Une femme était là, murmurant des prières,
 A genoux, l'œil hagard et de pleurs obscurci,
 De l'envoyé divin, les célestes paupières
 Se mouillèrent aussi.

Mais il doit accomplir son douloureux message,
 L'inexorable arrêt des destins est porté ;
 Pourquoi pleurer d'ailleurs ? ce n'est là qu'un passage
 A l'immortalité.

Déjà cette jeune âme au ciel est attendue.
 Ils ont l'immensité des airs à parcourir.
 « Voici l'heure, dit l'ange, à la mère éperdue :
 « Ton enfant va mourir !

« Mourir, ah ! qu'ai-je dit, il va renaitre et vivre ?
 « Vois ce rayon d'en haut, qui, sur son front a lui :
 « Des terrestres douleurs, l'Éternel le délivre
 « Et le rappelle à lui.

« Avec les séraphins, dans les saintes phalanges
 « Du trône du Seigneur il sera le soutien ;
 « Il manquait un enfant parmi les jeunes anges
 » Il a choisi le tien.

« Pour lui du paradis ne crains pas le voyage :
 « Nous allons y voler au souffle du zéphyr,
 « Et je le bercerais dans l'air, sur un nuage,
 « S'il ne peut s'endormir.

« De la nuit, à ses yeux, j'écarterai le voile.
 « Et je le conduirai par l'orient vermeil ;
 « Nous nous arrêterons, ce soir sur une étoile
 « Et demain au soleil.
 « Puis, franchissant d'un vol les espaces du vide,
 « Et laissant, sous nos pieds, mille mondes divers,
 « Nous entrerons enfin au séjour où réside,
 « Le roi de l'univers.

« Bientôt il t'attendra dans ce divin asile,
 « Et pour l'éternité, tu l'y retrouveras.... »
 L'ange, alors, s'inclina sur l'enfant immobile
 Et le prit dans ses bras,
 Le nouveau chérubin entr'ouvrit la paupière,
 Mais la terre déjà, s'enfuyait à ses yeux ;
 Et son guide, avec lui, sous des flots de lumière
 Disparut dans les cieux.

A ce terrible instant, dans ta douleur profonde,
 Toi, pauvre mère, toi, le vis-tu s'envoler ?
 L'éclat qui l'entourait à son départ du monde
 Te dût-il consoler ?...
 Hélas ! il te laissait parmi nous solitaire !
 Que t'importait, pour lui, ce destin triomphant,
 Et qu'il fut dans le ciel un ange ? sur la terre
 Il était ton enfant !!!...

J.-B. GUYON-VERNIER.

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
Observations sur les calendriers par M. Francœur . . .	4
Calendrier pour 1844	4
Charte constitutionnelle	33
Famille royale de France	41
Age des souverains de l'Europe	42
Chambre des Pairs	43
— des Députés	44
Monnaies, poids et mesures.	45
Passage en Algérie (<i>ord. royale du 14 juillet 1842</i>). —	
Nouvelles conventions de la compagnie Basin. . . .	57
Service des correspond. entre la France et l'Algérie. . .	63
<i>La Ville de Bordeaux</i> , paquebot à vapeur.	64
Berlines-postes — Messageries.	65
—	
ORGANISATION DU PERSONNEL DU MINISTÈRE DE LA GUERRE,	
d'après l'ordonnance du 17 janvier 1844.	67
DIRECTION DES AFFAIRES DE L'ALGÉRIE	69
—	
GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE	71
—	
DIVISION D'ALGER.	
INTENDANCE MILITAIRE. — Place d'Alger	74
État-major de la place.	75
Artillerie. — Génie. — Service de santé.	76
Administration	77
Direction des affaires arabes.	78
Organisation militaire de la province—Douéra—Cher-	
chel — Bougie — Blida — Coleah — Boufarick . . .	78
SUBDIVISION DE MÉDÉA	81

Boghar	81
SUBDIVISION DE MILIANA	ibid.
Teniet-el-Haad.	82
SUBDIVISION D'ORLÉANSVILLE	ibid.
Tenez.	83
INTERPRÈTES DE L'ARMÉE	ibid.
DIVISION DE LA MARINE.	84
GENDARMERIE D'AFRIQUE.	86
CONSEILS DE GUERRE PERMANENTS	87
CORPS DIPLOMATIQUE ÉTRANGER	89

DIRECTION DE L'INTÉRIEUR.

Personnel de la direction.	91
Organisation des bureaux	92
Travaux publics.	94
Service des travaux hydrauliques	95
Port et santé	96
Travaux coloniaux	ibid.
Administration municipale.	97
Police	ibid.
Hôpital civil.	ibid.
Dispensaire — Prison civil — Poids publics — Abat- toir — Dépôt.	98
Commissions : des prisons — de santé — des hospices — sanitaire.	99

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Collège	100
Cours gratuit de langue arabe.	101
Bibliothèque et musée.	103
École communale.	ibid.

CULTES.

Culte catholique.	104
Cultes : — Protestant — Musulman — Israélite. . . .	106

JUSTICE.

Cour royale.	108
Tribunal de première instance	109
Justice de paix	110

TABLE DES MATIÈRES.

175

Tribunal de commerce et chambre de commerce . . .	111
Tribunaux indigènes.	112
Interprètes traducteurs assermentés.	ibid.
<i>Officiers ministériels.</i> — Défenseurs — Notaires — Huissiers — Commissaires-priseurs — Courtiers. . .	113

FINANCES.

Direction des finances.	115
Inspecteurs	116
Personnel de la direction	ibid.

TRÉSOR ET POSTES.

<i>Division d'Alger.</i> — Personnel de l'administration. . .	120
IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT	121
SOCIÉTÉ AGRICOLE.	122
LISTE DES NÉGOCIANTS ET PRINCIPAUX PROPRIÉTAIRES .	125
MILICE D'ALGER ET DE LA BANLIEUE.	129
DISTRICT D'ALGER — BOUGIE.	135
— DE DOUERA.	137
— DE BOUFARICK	140
— DE COLEAH	141
COLONIE MILITAIRE DE FOUKA.	144
DISTRICT DE BLIDA	146
MEDEA — MILIANA — BOGHAR — TENIET-EL-HAAD — CHERCHEL — TENEZ — ORLÉANSVILLE.	150
DIVISION POLITIQUE, MILITAIRE, JUDICIAIRE, ADMI- NISTRATIVE, ETC., DE L'ALGÉRIE	156
POÉSIES	169



Algeria-Statutes
ALGERIA

LOIS
DE L'ALGÉRIE.

Digitized by Google

ANNÉE 1845.

GOUVERNEMENT DU LIEUTENANT GÉNÉRAL BUGEAUD. — JANVIER.

10 Janv. — 31 Mars. — **TIMBRE.** — *Ordonnance royale qui rend applicables à l'Algérie, à partir du 1^{er} mars 1843, les lois, décrets et ordonnances qui régissent en France l'impôt et les droits de timbre* (1). (B. 146.)

Louis-Philippe, etc.

Sur le rapport de notre président du conseil, ministre secrétaire d'État de la guerre, et de notre ministre secrétaire d'État des finances ;

Art. 1^{er}. A partir du 1^{er} mars 1843, seront applicables et exécutoires, en Algérie, les lois, décrets et ordonnances qui régissent actuellement, en France, l'impôt et les droits de timbre.

Art. 2. Les lois et ordonnances qui seraient rendues par la suite en France, re-

lativement aux droits de timbre, ne deviendront exécutoires, en Algérie, qu'en vertu de nos ordonnances spéciales.

Art. 3. Notre président du conseil, ministre secrétaire d'État de la guerre, et notre ministre secrétaire d'État des finances, sont chargés, etc.

13 Janv. — 6 Fév. — **ÉTAT CIVIL.** — *Arrêté du ministre de la guerre, qui détermine les droits auxquels seront soumises à partir du 1^{er} mars, les expéditions des actes de l'état civil.* (B. 141.)

Vu le décret du 12 juillet 1807, qui fixe le tarif des droits à percevoir en France pour les expéditions des actes de l'état civil ;

Vu l'article 12 de l'ordonnance royale du 21 août 1839, § 2 ;

Sur la proposition du gouverneur général de l'Algérie ;

Art. 1^{er}. A partir du 1^{er} mars 1843, les expéditions des actes de l'état civil seront payées dans toute l'Algérie, conformément au tarif fixé par l'article 3 du décret du 12 juillet 1807.

En conséquence, il sera perçu, indépendamment des droits de timbre, savoir :

Pour chaque expédition d'acte de naissance, de décès et de publication de mariage, 75 c.

Pour celle des actes de mariage et d'adoption, 1 fr. 50 c.

Art. 2. Il est défendu, à peine d'être poursuivi comme concussionnaire, d'exiger d'autres taxes et droits.

Il n'est rien dû pour la confection des actes susdésignés et leur inscription sur les registres.

Art. 3. Il pourra être délivré gratuitement des expéditions aux individus qui justifieront de leur indigence.

Les expéditions destinées à être trans-

(1) L'ordonnance royale du 19 octobre 1841 qui a rendu exécutoires en Algérie, sauf certaines exceptions, dont la principale est la réduction des droits de moitié, les lois, décrets et ordonnances qui régissent, en France, les droits d'enregistrement, de greffe et d'hypothèque, n'appliqua point à la colonie les dispositions de la législation de la métropole sur le timbre, parce que les circonstances paraissaient alors peu favorables à l'établissement de ce nouvel impôt. Mais ces circonstances ayant changé, et les affaires ayant repris une grande activité, l'on crut pouvoir, sans inconvénient, promulguer l'ordonnance royale ci-dessus. L'impôt du timbre était d'ailleurs l'un des plus faciles à établir et à percevoir; connu des populations européennes, il devait être, en outre, aisément compris par les indigènes qui n'attachent quelque valeur à un écrit qu'autant qu'il est revêtu d'un cachet ou d'un timbre. L'établissement de cet impôt importait encore à d'autres intérêts. Les actes ou contrats qui arrivaient d'Algérie en France sans être timbrés, obligeaient les parties à des formalités longues et difficiles. Aussi se débitait-il déjà à Alger, en dehors de toute action de l'administration, des papiers au timbre proportionnel venus de France. De puissantes considérations d'ordre public réclamaient donc également l'établissement du nouvel impôt.

prises administrativement aux préfets de France sont affranchies de tout droit.

4. Les recettes seront opérées par le directeur de l'état civil, ou agents de l'administration en faisant fonctions, et le montant en sera versé dans la caisse coloniale.

Art. 5. Le mode de comptabilité à suivre, pour la perception et le versement des droits, sera déterminé par un règlement spécial, concerté entre les directeurs de l'intérieur et des finances, qui sera soumis à notre approbation.

Art. 6. Le gouverneur général de l'Algérie est chargé, etc.

16 — 26 Janv. — COLONISATION. — Arrêté du gouverneur général, portant qu'il sera formé au lieu dit Béni-Méred un centre de population composé de soixante-dix familles. (B. 140.)

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 1840 sur le sequestre ;

Vu l'arrêté du 18 avril 1841 relatif à l'établissement d'un centre de population ;

Vu l'arrêté du 9 décembre 1841 sur les expropriations pour cause d'utilité publique ;

Considérant que le point de Béni-Méred, situé à la naissance de l'enceinte de Blidah et à mi-chemin de cette ville à Bouffarick, forme depuis longtemps un poste militaire, et qu'il importe d'adjoindre à ce poste une population fixe qui puisse l'appuyer et même, toutes les fois que les circonstances le permettront, le suppléer ;

Considérant que les terres qui environnent ont été abandonnées par les Arabes, et sont devenues la propriété de l'État ;

Vu les plans produits :

Art. 1^{er}. Il sera formé au lieu dit Béni-Méred (district de Blidah) un centre de population composé de soixante-dix familles.

La circonscription territoriale de ce village comprendra sept cent vingt hectares, conformément aux plans ci-annexés.

Art. 2. Il sera fait remise à la direction de l'intérieur par la direction des finances, des terres qui se trouveraient appartenir au domaine dans les limites du territoire ci-dessus spécifié.

Quant aux parcelles comprises dans le même territoire et reconnues comme appartenant à des particuliers, elles sont et

demeurent dès à présent expropriées pour cause d'utilité publique, et les indemnités dues aux propriétaires dépossédés seront liquidées conformément à l'arrêté du 1^{er} décembre 1841.

Art. 3. Le directeur de l'intérieur et le directeur des finances sont chargés, etc.

16 — 26 Janv. — COLONISATION. — Arrêté du gouverneur général, portant qu'il sera formé au lieu dit Boukandoura un centre de population composé de soixante familles. (B. 140.)

Vu l'art. 2 de l'arrêté du 1^{er} décembre 1840, sur le sequestre :

Vu l'arrêté du 18 avril 1841 ;

Vu l'arrêté du 9 décembre 1841, relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique ;

Considérant qu'il importe d'établir, au lieu dit de Boukandoura, le centre d'une population européenne qui se rallie aux autres villages déjà établis, et contribue à la sécurité de cette partie du Sahel ;

Vu les plans produits ;

Art. 1^{er}. Il sera formé au lieu dit Boukandoura (plaine de Staouéli) un centre de population composé de soixante familles : ce village sera réparti en plusieurs groupes, conformément aux plans présentés : le principal groupe, composé de quarante familles, prendra le nom de *Saint-Ferdinand*.

La circonscription territoriale renfermera huit cent soixante-dix hectares compris au plan cadastral ci-joint.

Art. 2. Il sera fait remise à la direction de l'intérieur par la direction des finances, des terres qui se trouveraient appartenir au domaine dans les limites du territoire ci-dessus spécifié. Quant aux parcelles comprises dans le même territoire et reconnues comme appartenant à des particuliers, elles sont et demeurent dès à présent expropriées pour cause d'utilité publique, et les indemnités dues aux propriétaires dépossédés seront liquidées conformément à l'arrêté du 9 décembre 1841.

Art. 3. Le directeur de l'intérieur et le directeur des finances sont chargés, etc.

16 Janv. — 11 Avril. — FORÊTS. — Arrêté du gouverneur général, qui interdit l'exportation des bois, des écorces à tan et du liège, à toute

*autre destination que la France
ou les ports occupés de l'Algérie.*
(B. 147.)

Nous lieutenant général, gouverneur général de l'Algérie,

Vu l'ordonnance du 11 novembre 1835;

Considérant qu'il importe d'assurer, par tous les moyens possibles, la conservation des bois en Algérie; que dans ce but et en attendant que l'exploitation des forêts puisse être régulièrement assurée, il y a lieu d'interdire la sortie des produits que les indigènes se procurent en tarissant la source de la reproduction; que cette considération domine celles qui peuvent faire désirer la libre exportation de tous les produits du sol; que néanmoins il y a lieu d'assurer à la France et à l'Algérie les moyens de s'approvisionner d'écorces à tan et de liège dans les forêts soumises à la surveillance des agents;

Sur la proposition du directeur des finances,

En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés par l'art. 5 de l'ordonnance du 22 juillet 1834 et attendu l'urgence:

Art. 1^{er}. Jusqu'à ce qu'il soit autrement ordonné, l'exportation des bois des écorces à tan et du liège est interdite en Algérie à toute destination autre que la France ou les ports occupés de l'Algérie.

Art. 2. Tout transport de bois, d'écorces à tan et de liège à destination de la France ou des ports occupés de l'Algérie, ne pourra s'effectuer que sous la formalité de l'acquit à caution.

Art. 3. L'acquit à caution ne pourra être délivré qu'en vertu d'une autorisation donnée soit par le directeur des finances au vu des marchés, actes de concession ou d'adjudication régulièrement approuvés, soit, en ce qui concerne les bois, par les sous-intendants militaires qui constateront que les bois expédiés sortent des magasins de l'État.

Art. 4. Toute quantité de bois, écorces à tan ou liège, rencontrée en mer dans les 4 lieues des côtes sans être accompagnée de l'acquit à caution prescrit par l'art. 2, sera saisie et confisquée ainsi que les moyens de transport; le capitaine et l'armateur seront passibles solidairement d'une amende de 1,000 à 3,000 francs.

Art. 5. Le directeur des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au recueil officiel des actes

du gouvernement après avoir été approuvé par M. le ministre de la guerre, président du conseil.

25 Janv. — 6 Fév. — COMMISSARIATS CIVILS. — *Arrêté du ministre de la guerre, qui nomme le sieur Charpentier secrétaire du commissariat civil de Koléah, et le sieur Fenech secrétaire du commissariat de Bouffarick.*

Art. 1^{er}. Le sieur Charpentier, secrétaire du commissariat civil de Bouffarick, est nommé secrétaire du commissariat civil de Koléah, en remplacement du sieur Fenech (Auguste), appelé à la résidence de Bouffarick.

Art. 2. Le sieur Fenech (Auguste), secrétaire du commissariat civil de Koléah, est nommé secrétaire du commissariat civil de Bouffarick, en remplacement du sieur Charpentier.

Art. 3. Le gouverneur général de l'Algérie est chargé, etc.

26 Janv. — 22 Fév. — JUSTICE ET TRIBUNAUX. — *Ordonnance royale qui nomme M. Sudraud-Desisles, juge-adjoint au tribunal de première instance de Philippeville.* (B. 143).

Lous-Philippe, etc.;

Sur le rapport de notre président du conseil, ministre secrétaire d'État au département de la guerre, et de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes;

Juge-adjoint au tribunal de première instance de Philippeville, M. Sudraud-Desisles (Eugène), en remplacement de M. Dunaigre, appelé à d'autres fonctions.

Notre président du conseil, ministre secrétaire d'État au département de la guerre, et notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, sont chargés, etc.

29 Janv. — 14 Fév. — COMMISSARIATS CIVILS. — *Arrêté du ministre de la guerre, qui nomme le sieur Fenech chef de bureau à la direction de l'intérieur, le sieur Desvoisins commissaire civil à Koléah, le sieur Pepin commissaire civil à Douéra, et le sieur Fisson maire de la ville de Bone.* (B. 142.)

Art. 1^{er}. Le sieur Fenech (Emmanuel-Xavier-Marie-Antoine), ancien commis-

saire civil à Philippeville, est nommé chef du premier bureau de la direction de l'intérieur.

Art. 2. Le sieur Devoisins (Valentin), commissaire civil de Douéra, est nommé commissaire civil à la résidence de Koléah.

Art. 3. Le sieur Pepin (Philippe-Charlemagne), maire de la ville de Bone, est nommé commissaire civil à Douéra, en remplacement du sieur Devoisins.

Art. 4. Le sieur Fisson (Maurice-Benoît-Antoine), ancien secrétaire de l'intendance civile d'Alger, est nommé maire de la ville de Bone, en remplacement du sieur Pepin.

Art. 5. Le gouverneur général de l'Algérie est chargé, etc.

29 Janv. — 14 Fév. — **AFFAIRES ARABES.** — *Ordonnance royale, qui nomme Cheikh-ben-Ali agha sous les ordres du kalifat du Garb.* (B. 142.)

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la guerre, président du conseil.

Art. 1^{er}. Cheikh-ben-Ali est nommé agha sous les ordres de Mohammed ben Abd-Allah-Ouid-Sidi-Cheik, kalifat du Garb (province d'Oran) (1).

Art. 2. Notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre, président du conseil, est chargé, etc.

9 — 14 Fév. — **LOGEMENTS MILITAIRES.** — *Arrêté du gouverneur général, qui rend applicables, à partir du 15 février, à la place de Cherchell, les dispositions de l'arrêté du 31 octobre 1842 relatives aux logements.* (B. 142.)

Vu l'arrêté de M. le maréchal ministre de la guerre, en date du 29 octobre 1841, sur le logement des officiers de l'armée d'Algérie dans les places d'Alger, Constantine, Oran, Bone et Philippeville ;

Vu notre arrêté du 31 octobre 1842 qui

(1) La province d'Oran se divisait, sous Abd-el-Kader, en deux régions, l'une, le *Cheik* (est), et l'autre le *Garb* (ouest). Chacune de ces deux grandes circonscriptions avait sa capitale particulière, son centre d'action d'où le kalifat, à défaut de l'emir, exerçait son autorité sur les chefs d'un ordre inférieur. La capitale du Cheik était *Mascara* ; celle du Garb, *Tlemcen*.

Cette division a été maintenue par l'administration française. Nous avons un kalifat pour le Cheik et un kalifat pour le Garb.

rend ces dispositions applicables à la place de Blidah ;

Considérant que pour les mêmes motifs la place de Cherchell est placée, par suite des circonstances, dans une situation analogue à celle de Blidah, quant au logement des officiers de troupe ;

Considérant d'ailleurs, que les ressources dont peuvent disposer les habitants de Cherchell pour le logement des officiers sont en rapport avec les besoins extraordinaires actuels.

Art. 1^{er}. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 octobre 1841, sus-visé, rendues applicables à la place de Blidah par notre arrêté du 31 octobre 1842, le seront également à celle de Cherchell à partir du 15 février courant.

Art. 2. M. l'intendant militaire de la division d'Alger est chargé, etc.

9 Fév. — 12 Mars. — **MAIRIES.** — *Arrêté du ministre de la guerre, portant institution d'une mairie à la résidence de Philippeville.* (B. 144.)

Art. 1^{er}. Une mairie est instituée à la résidence de Philippeville.

Art. 2. Le traitement du maire de Philippeville est fixé à 3,000 fr. par an.

Art. 3. Le gouverneur général de l'Algérie est chargé, etc.

10 — 14 Fév. — **AFFAIRES ARABES.** — *Arrêté du gouverneur général, qui exclut du territoire de l'Algérie Mohammed-ben-Aïssa, ex-kalifat de la province de Tittery.* (B. 142.)

Considérant qu'il est constaté par une foule de preuves et de témoins que l'insurrection qui a éclaté dans l'agalik des Beni-Menacer a été fomentée par la famille des Berkanis et notamment par un de ses principaux chefs, Mohammed-ben-Aïssa, ex-kalifat de la province de Tittery ;

Vu l'art. 10 de l'arrêté ministériel du 2 août 1836 :

Art. 1^{er}. Mohammed-ben-Aïssa, ex-kalifat de la province de Tittery, est exclu, pour un temps illimité, de l'agalik des Beni-Menacer et de toutes les parties du territoire de l'Algérie placées sous la domination de la France.

Ses propriétés seront frappées du sé-

quatre et réunies au domaine de l'État (1).

Il est ordonné à tout indigène ou européen de l'arrêter partout où ils le trouveraient et de le remettre dans les mains de la force publique. Les tribus, fractions de tribus, ou individus qui lui donneraient refuge, ou ne l'arrêteraient pas, pouvant le faire, seront considérés comme ennemis de la France et traités comme tels.

Art. 2. Chacune des fractions de la famille de Berkani est tenue d'envoyer un de ses membres importants en otage à Chercheil d'ici au 1^{er} mars; à défaut par elles d'obéir à cet ordre, toutes les dispositions prises à l'égard de Mohammed-ben-Aïssa-el-Berkani, leur seront applicables.

Art. 3. Les commandants supérieurs et les différents chefs de service sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté (2).

10 Fév. — 12 Mars. — POLICE. — *Arrêté du ministre de la guerre, qui institue un commissariat de police à la résidence de Blidah.* (B. 144.)

Art. 1^{er}. Un commissariat de police est institué à la résidence de Blidah.

Art. 2. Le traitement attribué à ces fonctions sera de 2,000 fr. par an.

Art. 3. Le gouverneur général de l'Algérie est chargé, etc.

10 Fév. — 12 Mars. — POLICE. — *Arrêté du ministre de la guerre qui nomme le sieur Chedieu à l'emploi créé par l'arrêté qui précède.* (B. 144.)

Vu l'arrêté de ce jour, qui institue un commissariat de police à Blidah.

Art. 1^{er}. Le sieur Chedieu (Louis-François-Marie), ancien notaire à Nogent-le-Roi (Eure-et-Loire), est nommé commissaire de police à la résidence de Blidah.

Art. 2. Le gouverneur général de l'Algérie est chargé, etc.

10 Fév. — 21 Mars. — NOTAIRES. — *Arrêté ministériel qui crée un huitième office de notaire pour l'arrondissement d'Alger.* (B. 145.)

Vu l'arrêté du 30 décembre 1842, portant organisation du notariat en Algérie :

Art. 1^{er}. Il est créé un huitième office

de notaire pour l'arrondissement du tribunal de première instance d'Alger.

Art. 2. Le procureur général du roi en Algérie est chargé, etc.

10 Fév. — 21 Mars. — NOTAIRES. — *Arrêté ministériel qui nomme le sieur Rousseau à l'office de notaire institué par l'arrêté précédent.* (B. 145.)

Vu l'arrêté de ce jour, portant création d'un huitième office de notaire à la résidence d'Alger :

Art. 1^{er}. Le sieur Rousseau (Alphonse), chef de section à la direction de l'intérieur, est nommé notaire à Alger.

Art. 2. Il sera admis à prêter serment et à exercer en ladite qualité, après avoir justifié du versement du cautionnement de 6,000 fr., auquel il est assujéti à ce titre.

Art. 3. Le procureur général du roi en Algérie est chargé, etc.

14 — 16 Fév. — MILICE AFRICAINE. — *Arrêtés du gouverneur général portant : 1^{er} que la milice d'El-Achour formera une section de compagnie de milice rurale; 2^o qu'il sera créé à Blidah deux nouvelles compagnies de milice qui prendront les numéros 5 et 6.* (B. 142.)

Vu l'arrêté du 28 octobre 1836, portant organisation de la milice algérienne;

Considérant qu'il est nécessaire d'organiser immédiatement la milice d'El-Achour;

Et attendu que la population de ce village n'est pas encore assez considérable pour comporter l'organisation d'une compagnie :

Art. 1^{er}. La milice d'El-Achour formera une section de compagnie de la milice rurale qui sera commandée par un sous-lieutenant et fera partie du 5^e bataillon.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé, etc.

Vu l'arrêté du 18 octobre 1836, sur l'organisation de la milice algérienne;

Considérant que le chiffre actuel de la population européenne de Blidah, permet de donner de l'extension au cadre de la milice de cette ville, de porter à six le nombre des compagnies et de les réunir en un bataillon :

Art. 1^{er}. Il sera créé à Blidah, deux nou-

(1) Cette application de la législation sur le séquestre mérite d'être remarquée.

(2) Cet arrêté est daté de Chercheil.

velles compagnies de milice algérienne, qui prendront les n^{os} 5 et 6. Ces deux compagnies, réunies aux quatre organisées précédemment, formeront un bataillon.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé, etc.

14 Fév. — 12 Mars. — MAIRIES. — *Arrêté du ministre de la guerre, qui nomme M. le baron d'Ambly aux fonctions créées par l'arrêté qui précède.* (B. 144.)

Art. 1^{er}. M. le baron d'Ambly (Alexandre-Gustave Peschard) est nommé maire de la ville de Philippeville.

Art. 2. M. le gouverneur général de l'Algérie est chargé, etc.

17 — 22 Fév. — COLONISATION. — *Arrêté du gouverneur général portant qu'il sera formé au lieu dit de Staouéli, un centre de population de soixante familles, ou un établissement d'utilité publique d'une importance égale à celle de ce centre de population.* (B. 143.)

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 1840, sur le séquestre;

Vu l'arrêté du 18 avril 1841, relatif à l'établissement de centres de population;

Vu l'arrêté du 9 décembre 1841, relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique;

Considérant qu'il importe de former dans la plaine dite de Staouéli (district d'Alger), un centre de population aussi considérable que possible et qui le rattache aux créations précédentes des villages de Cheragas, Dély-Ibrahim, Ouled-Fayet, Boukandoura et autres, soit exécutés, soit projetés, pour peupler cette partie du Sahel et y établir la sécurité;

Vu les plans produits;

Sur le rapport de M. le directeur de l'intérieur;

Le conseil d'administration entendu :

Art. 1^{er}. Il sera formé au lieu dit de Staouéli un centre de population de soixante familles ou un établissement d'utilité publique d'une importance égale à celle de ce centre de population.

Art. 2. Il sera statué à cet égard par une décision particulière.

Art. 3. La circonscription territoriale affectée à ce centre de population renfermera 1,020 hectares compris dans les plans ci-joints,

Art. 4. Il sera fait remise à la direction de l'intérieur par la direction des finances, des terres qui se trouveraient appartenir au Domaine dans les limites du territoire ci-dessus spécifié. Quant aux parcelles comprises dans le même territoire et reconnues comme appartenant à des particuliers, elles sont et demeurent dès à présent expropriées pour cause d'utilité publique, et les indemnités dues aux propriétaires dépossédés seront liquidées conformément à l'arrêté du 9 décembre 1841.

Art. 5. Le directeur de l'intérieur et le directeur des finances sont chargés, etc.

17 — 22 Fév. — COLONISATION. — *Arrêté du gouverneur général portant qu'il sera formé au lieu dit de Saoula, un centre de population composé de cinquante familles.* (B. 143.)

Vu l'art. 2 de l'arrêté du 1^{er} décembre 1840 sur le séquestre;

Vu l'arrêté du 18 avril 1841;

Vu l'arrêté du 9 décembre 1841 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique;

Considérant qu'il est nécessaire pour compléter la colonisation du Sahel, d'établir un centre de population sur la route de Birkadem à Douéra et au milieu des vallées qui aboutissent à celle de l'Oued-Kerma;

Considérant que les terres situées aux environs du lieu dit de Saoula ont été abandonnées dès le commencement des hostilités par la population indigène qui les occupait (1);

Que ces terres, par l'abondance des eaux et par leur fertilité, offrent toutes les conditions favorables à l'établissement d'un village;

Vu les plans produits;

Sur le rapport de M. le directeur de l'intérieur;

Le conseil d'administration entendu :

Art. 1^{er}. Il sera formé au lieu dit de Saoula (district d'Alger, commune de Birkadem) un centre de population composé de cinquante familles.

Ce village sera construit conformément aux plans ci-joints, et la circonscription territoriale renfermera 470 hectares compris

(1) Ce considérant mérite d'être remarqué, comme une application rationnelle de la législation du séquestre.

au plan cadastral également annexé au présent arrêté.

Art. 2. Il sera fait remise à la direction de l'intérieur par la direction des finances, des terres qui se trouveraient appartenir au Domaine dans les limites du territoire ci-dessus indiqué. Quant aux parcelles comprises dans le même territoire et reconnues comme appartenant à des particuliers, elles sont et demeurent dès à présent expropriées pour cause d'utilité publique, et les indemnités dues aux propriétaires dépossédés, seront liquidées conformément à l'arrêté du 9 décembre 1841.

Art. 3. Le directeur de l'intérieur et le directeur des finances sont chargés, etc.

17 — 22 Fév. — COLONISATION. — *Arrêté du gouverneur général portant qu'il sera ajouté au territoire du village des Cheragas un supplément de deux cents hectares de terres.* (B. 143.)

Vu l'arrêté du 9 décembre 1841 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique ;

Vu l'arrêté du 18 avril 1841, concernant les concessions de terres et la formation des centres de population agricole ;

Vu l'article 1^{er} de l'arrêté du 20 août 1842, concernant la création du village des Cheragas ;

Considérant que par suite de l'accroissement de la population de ce village, il est nécessaire d'augmenter le territoire qui doit lui être concédé, clause prévue par l'article précité.

Vu le plan produit ;

Sur la proposition de M. le directeur de l'intérieur ;

Art. 1^{er}. Il sera ajouté au territoire attribué au village des Cheragas un supplément de territoire de 200 hectares compris dans le plan ci-annexé.

Art. 2. Les dispositions de l'arrêté du 20 août 1842, sont applicables au présent.

Art. 8. Le directeur de l'intérieur et le directeur des finances sont chargés, etc.

24 Fév. — 12 Mars. — POLICE. — *Arrêté du ministre de la guerre qui nomme M. Le Génissel commissaire de police à Philippeville.* (B. 144.)

Art. 1^{er}. Le sieur Le Génissel, ancien greffier de justice de paix à Paris, est nommé à l'emploi de commissaire de police à Philippeville.

Art. 2. Il jouira, en cette qualité, d'un traitement annuel de 2,400 fr.

Art. 3. Le sieur Le Génissel n'entrera en fonctions qu'après avoir prêté serment.

Art. 4. Le gouverneur général de l'Algérie est chargé, etc.

25 Fév. — 12 Mars. — POLICE. — *Arrêté du ministre de la guerre, qui nomme M. Tamelier commissaire de police à Alger.* (B. 144.)

Art. 1^{er}. Le sieur Tamelier (Charles-Germain), commissaire de police à la résidence de Besançon, est nommé aux mêmes fonctions à la résidence d'Alger, en remplacement du sieur Clerget, appelé à d'autres fonctions.

Art. 2. Le gouverneur général de l'Algérie est chargé, etc.

28 Fév. — 21 Mars. — COLONISATION. — *Arrêté du gouverneur général portant règlement sur les cultures et les jardins des troupes.* (B. 145.)

Vu l'arrêté du 21 avril 1841, qui attribue aux corps de troupes établis dans les places ou dans les camps permanents, des terrains pour être cultivés par eux dans l'intérêt du bien-être du soldat.

Arrête les dispositions suivantes (1) :

TITRE I^{er}.

Dispositions générales.

1^o Les corps étant mis en possession de leurs terrains respectifs, conformément aux règles établies par l'arrêté susmentionné, un officier aura spécialement, dans chacun, la direction et la surveillance des travaux ; il pourra lui être adjoint, en sus des soldats strictement nécessaires pour l'exploitation, un sous-officier et un caporal ou brigadier ;

2^o Il y aura en outre dans chaque corps une commission chargée de l'ensemble des cultures et de tout ce qui s'y rapporte. Elle sera composée : du lieutenant-colonel, qui en aura la présidence, d'un capitaine, d'un lieutenant et d'un sous-lieutenant, plus l'officier préposé aux cultures, dont il vient d'être parlé ; la composition en sera analogue pour les petits corps.

(1) Ces dispositions remarquables ont leur principe dans un arrêté de M. le maréchal Valée, du 3 février 1841. Elles ont été préparées avec soin, et elles sont une nouvelle preuve de la constante sollicitude de M. le gouverneur général pour les intérêts de l'armée, et ceux de la colonisation.

3° Enfin, une commission spéciale sera organisée en permanence dans chaque place, ainsi qu'il sera dit à l'art. 19, ci-après.

4° Indépendamment des terrains de labour, les corps conserveront les jardins qu'ils ont défrichés pour l'entretien des ordinaires, et dont l'exploitation continuera à être surveillée par un officier; ce qui n'exclut pas le jardin attenant à la ferme par les cultivateurs;

5° Les fonds provenant des revenus seront déposés à la caisse du corps, et registre sera tenu par la commission de culture, des dépenses de toute espèce ainsi que des recettes.

TITRE II.

Aperçu des travaux à exécuter.

6° La culture des céréales combinées avec les plantes fourragères, celle de la vigne quand il y aura lieu, les plantations, la construction de fermes ou de maisons d'exploitation, les clôtures de terrains, l'entretien des chemins qui les servent, les jardins, les réparations de toute sorte, enfin la création de pépinières sur chaque terrain, de manière à pouvoir planter le plus grand nombre d'arbres possible, dans de bonnes conditions, car il vaut mieux planter moins et planter bien.

Tels sont les travaux qui, avec ceux de la récolte, doivent constituer la tâche de chaque corps;

7° Les pépinières et les plantations sont particulièrement obligatoires.

TITRE III.

Placement des denrées.

8° Les denrées ne pourront être vendues sur le marché. Elles seront livrées par les corps à l'administration, avant le 15 octobre, et payées par elle d'après le prix moyen de ses achats au commencement de chaque semestre pour les six mois suivants.

TITRE IV.

Emploi des revenus.

9° Le cinquième du revenu total sera prélevé au bénéfice de l'État et versé à la caisse coloniale.

10° Une part qui devra égaler le tiers environ du produit des récoltes, sera employée à l'entretien et à l'amélioration de la propriété.

L'autre part et le produit intégral des jardins des corps, seront affectés uniquement à l'amélioration du bien-être du sol-

dat, et versés aux masses, aux ordinaires, etc.

TITRE V.

De la remise des terrains et de tout ce qui touche à l'exploitation, en cas d'échange de garnison entre deux corps.

11° Les terrains, étant donnés gratuitement aux troupes par l'État, seront cédés de même par le corps partant à celui qui le remplacera.

12° Les bestiaux reconnus nécessaires à l'exploitation des terrains devront être cédés sur estimation, par expertise contradictoire, au corps arrivant par celui qui part.

Et en cas de surabondance reconnue dans le nombre des bestiaux affectés à l'exploitation, le corps qui arrive pourra refuser de prendre livraison du nombre excédant les besoins, laissant au corps partant la faculté d'en disposer comme il l'entendra.

13° Il en sera de même de la cession du matériel, voitures, charrues, ustensiles et outils.

14° Les bâtiments et constructions seront cédés par le corps partant au corps arrivant. Mais les matériaux y employés et provenant d'achats, tels que bois de charpente, planches, fers et tuiles, seront payés par ce dernier après estimation contradictoire, en cinq annuités, c'est-à-dire qu'il sera payé autant de cinquièmes de leur prix d'achat qu'il reste d'années de courir jusqu'à la cinquième, au moment de la prise de possession. Après quoi, toute construction ainsi soldée deviendra dépendance gratuite du terrain.

15° Les réparations seront faites par le corps occupant, qui, à son départ, remettra les lieux en bon état.

16° Les récoltes faites appartiendront dans tous les cas au corps qui a récolté, moins la retenue du cinquième qui fait l'objet de l'art. 9, et celle du tiers réservé à l'amélioration de la propriété, dont il est parlé à l'art. 10.

Les récoltes pendantes appartiendront par moitié à l'un et à l'autre corps, les semences restant toutefois à la charge de celui qui les a faites.

17° Les remboursements des valeurs pour cession de matériel seront faites sur le produit de la première récolte, et en cas d'insuffisance, sur celui de la deuxième.

18° Les jardins seront remis gratuitement, dans l'état où ils se trouvent, par le

corps partant au corps arrivant : les outils et ustensiles seront portés à la ferme, et il en sera disposé comme il a été dit à l'article 13, pour la cession du matériel servant à l'exploitation des terrains.

19° Pour trancher tout conflit entre le corps arrivant et le corps partant, et tout ce qui concerne le présent titre, il est créé dans chaque place une commission permanente composée : du sous-intendant militaire, du commandant de la place, et d'un officier d'état-major, sous la présidence du plus élevé en grade.

TITRE VI.

Comptes à rendre.

20° Au 15 octobre de chaque année, les corps adresseront au commandant supérieur de la province, qui le transmettra immédiatement au gouverneur général, un compte exact et détaillé concernant les cultures et les produits, y compris les jardins.

7 — 12 Mars. — CHASSE. — *Arrêté du directeur de l'intérieur, qui interdit l'exercice de la chasse dans la province d'Alger, sur les terres non closes, cultivées ou non cultivées, à partir du 15 dudit mois.* (B. 144.)

Vu les arrêtés du gouverneur général en date du 5 décembre 1834 et du 23 mars 1841, sur l'exercice de la chasse :

Art. 1^{er}. A partir du 15 mars courant, la chasse est interdite dans la province d'Alger, sur les terres non closes, cultivées ou non cultivées, sous les peines portées par l'arrêté sus-visé du 23 mars 1841.

Art. 2. Les maires, les commissaires civils, la gendarmerie, sont chargés, etc.

8 — 12 Mars. — COLONISATION. — *Arrêté du gouverneur général portant qu'il sera formé au lieu dit Baba-Hassem, un centre de population composé de soixante familles.* (B. 144.)

Vu l'art. 2 de l'arrêté du 1^{er} décembre 1840 sur le sequestre ;

Vu l'arrêté du 18 avril 1841 relatif à l'établissement des centres de population ;

Vu l'arrêté du 9 décembre 1841 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique ;

Considérant qu'il est nécessaire de créer au lieu déjà connu sous le nom Baba-Hassem un centre de population qui assure la

sécurité des deux routes de Dely-Ibrahim à Douéra et de Drariah à Douéra ; que les terres situées autour de ce point sont abandonnées :

Art. 1^{er}. Il sera formé au lieu dit Baba-Hassem (district de Douéra), un centre de population composé de soixante familles.

Ce village sera construit conformément aux plans ci-joints, et la circonscription territoriale renfermera cinq quarante-sept hectares compris au plan cadastral également annexé au présent arrêté.

Art. 2. Il sera fait remise à la direction de l'intérieur par la direction des finances des terres qui se trouveraient appartenir au Domaine dans les limites du territoire ci-dessus indiqué. Quant aux parcelles comprises dans le même territoire et reconnues comme appartenant à des particuliers, elles sont et demeurent dès à présent expropriées pour cause d'utilité publique et à titre d'occupation définitive. La prise de possession en aura lieu immédiatement, et les indemnités dues aux propriétaires dépossédés seront liquidées conformément à l'arrêté du 9 décembre 1841.

Art. 3. Le directeur de l'intérieur et le directeur des finances sont chargés, etc.

12 — 31 Mars. — TIMBRE. — *Ordonnance royale du 12 mars, qui reporte au 1^{er} juillet le délai fixé pour la mise à exécution des lois, décrets et ordonnances susénoncés.* (B. 146.)

Louis-Philippe, etc. ;

Sur le rapport de notre président du conseil, ministre secrétaire d'Etat de la guerre, et de notre ministre secrétaire d'Etat des finances :

Art. 1^{er}. Le délai fixé par notre ordonnance du 10 janvier dernier, pour la mise à exécution en Algérie, des lois, décrets et ordonnances qui régissent, en France, l'impôt et les droits de timbre, est reporté au 1^{er} juillet de l'année courante.

Art. 2. Notre président du conseil, ministre secrétaire d'Etat de la guerre, et notre ministre secrétaire d'Etat des finances, sont chargés, etc.

17 — 31 Mars. — COMMISSARIATS CIVILS. — *Arrêté ministériel qui nomme le sieur Thierry secrétaire du commissariat civil de Mostaganem, et le sieur Teston secrétaire*

du commissariat civil de Douéra.
(B. 146.)

Art. 1^{er}. Le sieur Thierry (Edouard), secrétaire du commissariat civil de Douéra, est nommé en la même qualité à la résidence de Mostaganem.

Art. 2. Le sieur Teston (Eugène), commis de 2^e classe à la direction de l'intérieur, est nommé secrétaire du commissariat civil de Douéra.

Art. 3. Le gouverneur général de l'Algérie est chargé, etc.

18 — 21 Mars. — MILICE. — Arrêté du gouverneur général, qui nomme M. Delay, chef de bataillon commandant la milice de Philippeville. (B. 145.)

Vu l'art. 12 de notre arrêté du 17 décembre 1841;

Sur la proposition de M. le directeur de l'intérieur :

Art. 1^{er}. M. Delay, capitaine dans la milice de Philippeville, est nommé chef de bataillon commandant en remplacement de M. le baron d'Ambly, appelé à remplir des fonctions administratives.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé, etc.

19 — 31 Mars. — AFFAIRES ARABES. — Ordonnance royale, qui nomme Sidi-Saïd-El-Ghobrini agha des Gouraïa, Aghbel et autres tribus de la province d'Alger. (B. 146.)

Louis-Philippe, etc.;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la guerre, président du conseil :

Art. 1^{er}. Sidi-Saïd-el-Ghobrini est nommé agha des Gouraïa, Aghbel, Zatima, Tacheta, Beni-Zioui et Laghat (province d'Alger).

Art. 2. Notre ministre secrétaire d'État de la guerre, président du conseil, est chargé, etc.

23 — 31 Mars. — COLONISATION. — Arrêté du gouverneur général portant qu'il sera formé sous le nom de Sainte-Amélie, au lieu dit Ben-Omar, district de Douéra, un centre de population composé de cinquante familles. (B. 146.)

Vu l'art. 2 de l'arrêté du 1^{er} décembre 1840, sur le séquestre ;

Vu l'arrêté du 18 avril 1841, relatif aux créations de centres de population ;

Vu l'arrêté du 9 décembre 1841, relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique ;

Vu l'arrêté du 17 janvier dernier qui a créé le village de Saint-Ferdinand ;

Considérant qu'il importe de développer ces établissements par la création d'un second village qui assure la sécurité de cette partie du Sahel ;

Vu les plans produits ;

Sur le rapport de M. le directeur de l'intérieur ;

Le conseil d'administration entendu :

Art. 1^{er}. Il sera formé au lieu dit Ben Omar, district de Douéra, un centre de population composé de cinquante familles.

La circonscription territoriale renfermera 650 hectares désignés au plan ci-joint.

Ce village prendra le nom de *Sainte-Amélie*.

Art. 2. Il sera fait remise à la direction de l'intérieur, par la direction des finances, des terres qui se trouveraient appartenir au Domaine, dans les limites du territoire ci-dessus spécifié. Quant aux parcelles comprises dans le même territoire et reconnues comme appartenant à des particuliers, elles sont et demeurent, dès à présent, expropriées pour cause d'utilité publique et à titre d'occupation définitive. La prise de possession en aura lieu immédiatement, et les indemnités dues aux propriétaires dépossédés seront liquidées conformément à l'arrêté du 9 décembre 1841.

Art. 3. Le directeur de l'intérieur et le directeur des finances sont chargés, etc.

23 — 31 Mars. — MILICE. — Arrêté du gouverneur général, qui détermine l'uniforme des milices nouvellement formées dans différentes localités. (B. 146.)

Vu l'art. 48 de l'arrêté du 28 octobre 1836, sur l'organisation de la milice en Algérie ;

Vu la formation de nombreuses compagnies de milice dans différentes localités ;

Considérant qu'il y a lieu de régler leur tenue et leur équipement d'une manière uniforme ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur :

Art. 1^{er}. L'uniforme des milices d'Alger, Oran, Bone et Philippeville, sera conservé jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné.

Art. 2. L'uniforme des milices des autres localités est fixé ainsi qu'il suit :

Pour les officiers, sous-officiers, caporaux et compagnies d'élite ;

La capote bleu de roi, forme tunique, sans passe-polls, à collet écarlate, boutonnant droit à 9 boutons, avec l'exergue : *Milice algérienne* ;

Pour les compagnies de sapeurs-pompiers, le collet sera de velours noir à liséré écarlate ;

Pour les compagnies du centre dans les villes et campagnes, la blouse en étoffe bleue, à collet écarlate. Il sera loisible aux sous-officiers et caporaux de ces compagnies de porter également la blouse avec les galons du grade.

Le pantalon sera pour toute la milice en drap bleu de roi pour l'hiver, et coton blanc pour l'été.

La coiffure consistera, pour les officiers, en un képi de drap bleu à liséré blanc et rouge, selon le modèle adopté à Alger.

Pour les sous-officiers, caporaux et miliciens, en un képi couvert de toile cirée.

Les distinctions de grade et de compagnie seront les mêmes que celles adoptées pour l'armée de ligne.

Art. 3. L'équipement et l'armement consisteront :

Pour les officiers, en un sabre d'infanterie, modèle des officiers de l'armée de ligne, et suspendu à un ceinturon de cuir noir ;

Pour les sous-officiers, caporaux, miliciens, en une cartouchière en cuir noir, fermée par une agrafe en cuivre et supportant le fourreau de balonnette.

Pour les sous-officiers et caporaux, en un sabre modèle d'infanterie de ligne, suspendu au ceinturon de la cartouchière.

Art. 4. Le directeur de l'intérieur est chargé, etc.

23 Mars. — 11 Avril. — ÉTABLISSEMENTS RELIGIEUX. — *Arrêté ministériel portant que les recettes et les dépenses des établissements re-*

ligieux seront rattachées au budget colonial de l'Algérie. (B. 147.)

Vu l'arrêté du 7 décembre 1830 qui a ordonné la réunion au Domaine de l'État en Algérie de tous les biens appartenant aux corporations, mosquées et autres établissements pieux, à la charge par cette administration d'acquitter sur les revenus les dépenses de ces établissements (1) ;

Vu l'ordonnance du 31 octobre 1838, qui place la gestion des établissements religieux sous la surveillance et la direction de l'administration financière ;

Vu l'ordonnance royale du 21 août 1839, sur le régime financier de l'Algérie ;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'Algérie, en date du 2 décembre 1842, transmise par M. le gouverneur général.

Considérant que si, dans l'intérêt des corporations et de la population musulmane, il a été nécessaire de surseoir à l'exécution de l'arrêté du 7 décembre, afin de laisser à l'administration le temps d'étudier et de bien connaître les ressources et les besoins des établissements religieux, il est aujourd'hui nécessaire et avantageux de placer sous la main de l'administration des Domaines les immeubles de cette origine, et d'introduire dans la comptabilité des recettes et des dépenses les formes prescrites par l'ordonnance royale du 21 août 1839 :

Art. 1^{er}. Les recettes et les dépenses de toute nature des corporations et établissements religieux sont rattachées au budget colonial.

Art. 2. Les immeubles appartenant aux établissements religieux déjà gérés par le domaine en vertu de décisions antérieures, continueront à être régis par cette administration.

Art. 3. Les immeubles provenant de la dotation des établissements qui ont cessé d'avoir une affectation religieuse seront immédiatement réunis à ceux compris dans l'article précédent et administrés conformément aux mêmes règles.

Art. 4. Les immeubles appartenant aux établissements encore consacrés au culte, seront successivement réunis au Domaine, mais en vertu de décisions spéciales. Ceux

(1) Voyez ci-dessus cet arrêté et note, et ci-dessous l'arrêté du 4 juin 1843.

de la corporation du Beit-el-Mal sont également compris dans cette catégorie.

Art. 5. Le produit présumé des immeubles gérés par le Domaine, sera chaque année porté au budget colonial et sera partie des ressources de chaque exercice.

Art. 6. Les dépenses afférentes au personnel religieux, à l'entretien des mosquées et marabouts, aux frais du culte, aux pensions ou secours accordés à quelque titre que ce soit aux lettrés de la religion musulmane, mékaouis, andalous, etc., etc., ainsi qu'aux pensions de toute nature, secours et aumônes, seront portées au budget de l'intérieur pour être acquittées conformément aux règles ordinaires sur les crédits coloniaux ouverts à cette direction.

Art. 7. Les dépenses afférentes aux frais de perception et d'administration seront portées aux crédits du budget colonial applicables aux services financiers, et acquittées dans les limites de ces crédits.

Art. 8. Les modifications résultant du présent arrêté, qui recevra son exécution à partir du 1^{er} janvier 1843, seront opérées au budget des dépenses coloniales pour l'exercice courant.

Art. 9. Le gouverneur général, le directeur de l'intérieur et le directeur des finances sont chargés, etc.

24 Mars. — 11 Avril. — AFFAIRES ARABES. — *Ordonnance royale qui nomme Kaddour-ben-Morfi agha des Filthas.* (B. 147.)

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la guerre, président du conseil :

Art. 1^{er}. Kaddour-ben-Morfi est nommé agha des Filthas.

Art. 2. Notre ministre secrétaire d'État de la guerre, président du conseil, est chargé, etc.

28 Mars. — 11 Avril. — CORRESPONDANCE ENTRE LES VILLES DE L'INTÉRIEUR. — *Arrêté du gouverneur général, qui modifie les dispositions de l'arrêté du 28 avril 1842, en ce qui concerne ce service.* (B. 147.)

Vu l'arrêté du 28 avril 1842, sur l'organisation d'un service régulier de correspondance entre les villes de l'intérieur et les villes de la côte, dans la province d'Oran ;

Considérant d'une part la possibilité de faire marcher sur chacune des lignes moins de un brigadier et quatre cavaliers ensemble ; de l'autre, la nécessité pour obtenir des garanties d'exactitude et de fidélité de la part des cavaliers courriers, de les tenir constamment sous la main de l'autorité qui les emploie :

Art. 1^{er}. A dater du 1^{er} avril 1843, les dispositions de notre arrêté du 28 avril 1842 seront modifiées quant au nombre et au traitement des cavaliers-courriers, ainsi qu'il suit :

Peloton de Tlemcen. — Deux brigadiers, six cavaliers.

Peloton de Mostaganem. — Deux brigadiers, six cavaliers, fournissant le service, sur une seule ligne, entre Tlemcen et Oran, Mostaganem et Oran.

Peloton de Mascara. — Deux brigadiers, dix cavaliers, fournissant le service sur les deux lignes d'Oran et de Mostaganem.

Art. 2. Les brigadiers et cavaliers seront astreints à résider constamment dans les villes où ils sont employés, et jouiront d'une solde fixée à cinquante-cinq francs par mois pour les brigadiers, et cinquante pour les simples cavaliers.

Chaque brigadier ou cavalier recevra une ration complète de vivres et une ration d'orge (à 4 kilogrammes) pour son cheval.

Art. 3. Un *Mahrzen* soldé étant formé à Mostaganem, le peloton des courriers de cette ville sera composé de cavaliers inscrits au *Mahrzen*, et leur solde comme courriers ne sera que de quarante francs pour les brigadiers et trente-cinq pour les simples cavaliers, de manière à compléter avec la solde ordinaire du *Mahrzen* le traitement ci-dessus déterminé.

Art. 4. Il sera mis en mouvement deux cavaliers par chaque voyage. Les brigadiers rouleront pour marcher, avec les simples cavaliers, mais l'un des deux sera toujours présent à la station, afin de commander les hommes de service, suivant leur tour, et de les mettre en route aux jours et aux heures déterminés.

L'effectif indiqué ci-dessus, pour chaque peloton de courriers, ne pourra être dépassé ; mais si de nouvelles réductions devenaient praticables, MM. les commandants supérieurs sont autorisés, dès à présent, à congédier le nombre de cava-

liers qui ne leur paraîtront plus indispensables pour le service de la correspondance.

Art. 5. Le général commandant et l'intendant militaire de la division d'Oran sont chargés, etc.

28 Mars — 3 Mai. — AFFAIRES ARABES. — *Ordonnance royale du 28 mars 1843, qui nomme Sy-Abd-el-Kader-ben-Omar agha des Beni-Menasser.* (B. 148.)

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la guerre, président du conseil :

Art. 1^{er}. Sy-Abdel-Kader-Ben-Omar-el-Menasseri est nommé Agha des Beni-Menasser.

Art. 2. Notre ministre secrétaire d'État de la guerre, président du conseil, est chargé, etc.

1^{er} — 11 Avril. — MARCHÉS. — *Arrêté du gouverneur général portant qu'il sera ouvert différents marchés dans les villes et localités dénommées audit arrêté.* (B. 147.)

Vu l'article 3 de notre arrêté du 28 juillet dernier :

Art. 1^{er}. Il sera ouvert dans les villes et localités de Bone, La Calle, Philippeville, Constantine, Bougie, Oran, Mostaganem, Cherchell, Blidah, Bouffarick, Douéra et Coléah, des marchés destinés, savoir :

1° A la vente des fruits et légumes, de la volaille, du gibier, des œufs, du beurre et autres denrées de même nature ;

2° A la vente des grains, des huiles et des légumes secs ;

3° A la vente des chevaux et bêtes de somme, et à celle des bestiaux ;

4° A la vente du bois, du charbon et des fourrages ;

5° A la vente du poisson.

Les marchés devront être séparés par catégories, conformément aux 5 paragraphes précédents ; néanmoins il sera loisible de les réunir en partie dans les localités où ils seront peu importants, soit dans celles qui n'offriraient pas les emplacements nécessaires.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé, etc.

5 — 11 Avril. — MILICE. — *Arrêté du gouverneur général qui institue*

à Gigelly une milice composée de deux compagnies. (B. 147.)

Vu les arrêtés des 28 octobre 1836 et 17 décembre 1841, sur l'organisation de la milice africaine ;

Considérant que le chiffre de la population européenne de Gigelly permet de créer une milice dans cette localité ;

Sur le rapport du commandant supérieur de Gigelly ;

Art. 1^{er}. Il est institué à Gigelly une milice qui fournira deux compagnies.

Art. 2. Sont nommés :

Le sieur *Guibeu* (Jean-Auguste-Joseph), capitaine de la 1^{re} compagnie ;

Le sieur *Morel* (Hippolyte), lieutenant de la même compagnie ;

Le sieur *Billery* (Joseph), capitaine de la 2^e compagnie ;

Le sieur *Pascal* (Jean), lieutenant de la 2^e compagnie.

Art. 3. Le commandant supérieur de Gigelly est chargé, etc.

9 — 11 Avril. — MILICE. — *Arrêté du gouverneur général portant qu'il sera formé à Mostaganem quatre compagnies de milice.* (B. 147.)

Vu les arrêtés des 28 octobre 1836 et 17 décembre 1841, sur l'organisation de la milice algérienne ;

Considérant que le chiffre actuel de la population européenne de Mostaganem permet d'organiser en cette ville quatre compagnies de milice ;

Art. 1^{er}. Il sera formé à Mostaganem quatre compagnies de milice, dont deux d'élite.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé, etc.

14 Avril — 3 Mai. — MILICE. — *Arrêté du gouverneur général qui rapporte l'article 10 de l'arrêté du 17 décembre 1841, qui accordait aux miliciens la faculté de se faire remplacer.* (B. 148.)

Vu l'article 10 de l'arrêté du 17 décembre 1841 sur la milice ;

Sur le rapport et la proposition de M. le directeur de l'intérieur :

Art. 1^{er}. L'article 10 de l'arrêté du 17 décembre 1841, qui accorde aux miliciens la faculté de se faire remplacer pour le service de la garde, est rapporté.

Art. 2. Toutefois, lorsque le service de la milice ne comportera pas la convocation d'une compagnie par jour, les militaires pourront changer de tour de garde entre eux, mais dans la compagnie seulement et pourvu que le capitaine de celle-ci et l'état-major de la milice soient prévenus, au moins deux heures avant l'heure fixée pour la convocation.

Art. 3. Le directeur de l'intérieur est chargé, etc.

15 Avril — 3 Mai. — ADMINISTRATION GÉNÉRALE. — *Arrêté du gouverneur général, qui investit M. le général de Bar du commandement de la division et de la direction supérieure de l'administration, pendant toute la durée de son absence.* (B. 148.)

Voulant pourvoir à l'expédition des affaires administratives, pendant que les opérations militaires vont nous tenir éloigné du chef-lieu de notre gouvernement :

Art. unique. M. le général de Bar réunira, en notre absence, au commandement de la division et du territoire d'Alger, la direction supérieure de l'administration.

Les chefs des divers services correspondront avec lui pour toutes les affaires qui doivent être soumises au gouverneur général.

Il présidera le conseil d'administration, qui sera saisi par lui de toutes les affaires dont la connaissance rentre dans les attributions de ce conseil, d'après les arrêtés ministériels.

16 — 16 Avril. — *Ordonnance du roi pour l'exécution, en Algérie, du Code de procédure civile.* (B. 149.) (1)

Louis-Philippe, etc.;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre, président du conseil, et de notre garde des

sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes ;

Nous avons ordonné, etc. :

Art. 1^{er}. Le Code de procédure civile sera exécuté en Algérie sous les modifications ci-après établies.

CHAPITRE 1^{er}.

DES AJOURNEMENTS.

Art. 2. Lorsqu'il s'agira de droits ou actions ayant pris naissance en Algérie, le demandeur pourra assigner, à son choix, devant le tribunal du domicile en France du défendeur, ou devant le tribunal de l'Algérie dans le ressort duquel le droit ou l'action auront pris naissance.

En Algérie, la résidence habituelle vaut domicile.

Art. 3. Aucune citation ou signification ne pourra être valablement faite qu'à la personne ou au domicile réel ou d'élec-

en matière civile ou commerciale, ne pouvait suffire à tous les cas. Il résultait de là que les autres dispositions de ce code, quoique non obligatoires en Algérie, y étaient pourtant appliquées, mais qu'elles l'étaient diversement, selon le caprice des officiers ministériels. Une telle situation ne pouvait durer. C'est pour y remédier qu'est intervenue l'ordonnance ci-dessus.

Cette ordonnance a dû se borner à modifier le Code de Procédure, selon les besoins particuliers de l'Algérie. Elle a ainsi changé le mode d'assignation déterminé par le § 9 de l'art. 69, pour ceux qui habitent le territoire français hors du continent (art. 3), et abrégé les délais des ajournements fixés par l'art. 73 (art. 8, 9 et 10). Reconnaisant les avantages d'une procédure simple et prompt, elle a déclaré (art. 11) que toutes les matières, en Algérie, seraient réputées sommaires et jugées sur simples conclusions motivées, signées par le défendeur constitué. Elle a introduit un mode de procéder spécial, en matière d'opposition au départ d'un débiteur. Enfin, elle a consacré quelques dispositions générales que pouvait paraître réclamer la situation exceptionnelle de l'Algérie.

Cette ordonnance a un malheur, mais il est grand, c'est de ne pouvoir être exécutée précisément dans celles de ses dispositions qui constituaient la réforme la plus essentielle et la plus urgente, en modifiant, comme on l'a vu ci-dessus, les art. 69 et 73 du Code de procédure civile. En effet, les Français habitant la France continentale continuent d'être régis par ces articles, et une simple ordonnance royale n'a pu abroger ce code à leur égard. Les art. 69 et 73 sont donc maintenus, et toutes les dispositions de l'ordonnance qui leur seraient contraires doivent être considérées comme nulles, par rapport aux Français du continent. Là est la révélation d'un écueil contre lequel le législateur algérien doit se tenir en garde.

(1) Aux termes de l'ordonnance royale du 10 août 1834 (art. 48), la forme de procéder en matière civile ou commerciale devant les tribunaux français d'Afrique était celle qui était suivie en France devant les tribunaux de commerce. Mais cette forme de procéder n'était point, sous beaucoup de rapports, en harmonie avec la législation spéciale de l'Algérie ; et, sous d'autres, elle ne pouvait s'appliquer sans inconvénient à toutes les matières civiles. De plus, le titre 25 du Code de procédure civile, qui règle la forme de procéder

tion, ou à la résidence de la partie citée, sauf les dispositions de l'article suivant.

Sera nulle toute signification ou citation faite à la personne ou au domicile d'un mandataire, à moins qu'il ne soit porteur d'un pouvoir spécial et formel de défendre à la demande. Cette nullité devra être prononcée, en tout état de cause, sur la demande de la partie intéressée, et même d'office par le tribunal.

Art. 4. Lorsque le lieu du domicile ou de la résidence de la partie citée ne sera pas connu, l'exploit sera affiché à la principale porte et dans l'auditoire du tribunal où la demande sera portée. Il en sera, en outre, donné copie en duplicata, à l'officier du ministère public près le tribunal compétent, lequel visera l'original, gardera l'une des copies, dont il fera insérer l'extrait au *Moniteur algérien*, et transmettra l'autre au ministère de la guerre, si la partie est française, ou au ministère des affaires étrangères, si la partie est étrangère.

Néanmoins, dans le même cas, la citation ne sera valable qu'autant que le demandeur rapportera un certificat constatant que la partie assignée n'a point fait la déclaration du lieu de sa résidence à la mairie du chef-lieu de l'arrondissement judiciaire, sur un registre qui sera spécialement tenu à cet effet dans ladite mairie. Ce certificat sera délivré sans frais et dispensé de la formalité de l'enregistrement.

Art. 5. La disposition de l'article 72 du Code de procédure civile est rendue commune à ceux qui sont domiciliés ou qui résident habituellement en Algérie.

Art. 6. Le délai pour les ajournements à comparaître devant les tribunaux de l'Algérie sera augmenté d'un jour par chaque myriamètre de distance, par terre, entre le tribunal devant lequel la citation est donnée et le domicile ou la résidence en Algérie de la partie citée.

Art. 7. Lorsqu'une partie domiciliée en Algérie, assignée à comparaître devant un tribunal de cette colonie, ne peut se rendre que par voie de mer dans le lieu où siège ledit tribunal, il y aura un délai fixe de trente jours pour la traversée maritime, indépendamment du délai réglé par l'article précédent pour la distance par terre, s'il y a lieu.

Art. 8. Si la partie citée à comparaître devant un tribunal de l'Algérie est domi-

ciliée ou réside en France, il y aura un délai de vingt-et-un jours pour la traversée maritime de France à Alger, et de quarante jours pour la traversée maritime de France à tous les points du littoral; plus un jour par trois myriamètres pour la distance de Toulon au lieu du domicile ou de la résidence de la partie citée, sans préjudice, le cas échéant, du délai réglé par l'article 6, à raison des distances qui devraient être parcourues par terre en Algérie.

Art. 9. Si celui qui est cité demeure hors de la France continentale et de l'Algérie, il y aura un délai unique, savoir :

Pour ceux demeurant à Tunis, un délai de soixante jours;

Pour ceux demeurant dans les états limitrophes de la France ou de l'Algérie, un délai de quatre-vingt-dix jours.

Seront, au surplus, exécutées à l'égard des personnes domiciliées ou demeurant en tous autres lieux, hors de la France continentale ou de l'Algérie, les dispositions de l'article 73 du Code de procédure civile; le tout sans préjudice de celles de l'article 74 du même Code, qui sera également observé, le cas échéant.

Art. 10. Dans le cas prévu par l'article 4 de la présente ordonnance, le délai de l'ajournement sera, savoir : 1° si la partie est française, celui que comporte, d'après les règles ci-dessus établies, la distance entre Paris et le tribunal devant lequel la citation est donnée; 2° si la partie est étrangère, celui qui est réglé par l'article 9; 3° si le domicile d'origine de la partie est inconnu, le délai ordinaire des ajournements.

CHAPITRE II.

De l'instruction.

Art. 11. Toutes les matières en Algérie seront réputées sommaires et jugées sur simples conclusions motivées signées par le défenseur constitué.

Ces conclusions seront respectivement signifiées dans la forme des actes d'avoué à avoué, vingt-quatre heures au moins avant l'audience où l'on devra se présenter.

A cette audience, les défenseurs déposeront leurs conclusions, et la cause sera plaidée, ou le tribunal indiquera un jour pour les plaidoiries.

Art. 12. Si une affaire ne paraît pas susceptible d'être jugée sur plaidoirie, le

tribunal pourra ordonner qu'il sera fourni des mémoires, et déterminera les délais dans lesquels ces mémoires seront signifiés. Les mémoires ne pourront être grossés; le tribunal taxera les honoraires du défenseur suivant l'importance du travail.

La tribunal pourra également, conformément aux articles 93 et 94 du Code de procédure civile, mettre la cause en délibéré.

Art. 13. Seront exécutées en toutes matières les dispositions des articles 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412 et 413 du Code de procédure civile.

Art. 14. Dans tous les cas, les tribunaux pourront, selon les circonstances, et nonobstant l'expiration des délais réglés par les articles 6, 7, 8, 9 et 10 de la présente ordonnance, surseoir d'office à la prononciation du défaut, et renvoyer la cause à tel jour qu'ils jugeront convenable.

Art. 15. S'il est constaté qu'il y a urgence et péril en la demeure, les tribunaux auront la faculté, en usant de ce pouvoir avec une grande réserve, d'ordonner, avant l'échéance des délais de la citation, les mesures conservatoires ou de préservation que les circonstances rendraient indispensables. Ces mesures ne seront néanmoins autorisées qu'autant que le demandeur aura dénoncé à la partie citée, dans l'exploit introductif d'instance, la demande qu'il se propose d'en faire. Elles ne seront accordées, s'il y a lieu, que dans la limite des termes de cette dénonciation. En ce cas, le ministère public sera toujours entendu.

CHAPITRE III.

Dispositions diverses.

Art. 16. Ceux qui demeurent hors de l'Algérie, ou dans un lieu autre que celui où le jugement a été rendu, auront, outre le délai de trente jours pour interjeter appel, et de quatre-vingt-dix jours pour former la requête civile, les délais, à raison de la distance, ci-dessus fixés pour les ajournements.

Lorsque leur absence sera motivée par l'une des causes énoncées aux articles 446 et 485 du Code de procédure civile, le délai à raison de la distance sera de quatre-vingt-dix jours, s'ils se trouvent en France, et d'une année, s'ils se trouvent

hors du territoire de la France continentale.

Art. 17. Dans le cas de requête civile, la consultation exigée par l'article 495 du Code de procédure pourra être donnée par trois défenseurs exerçant près les tribunaux de l'Algérie, et désignés par le procureur général.

Art. 18. Les réceptions de cautions seront jugées conformément aux articles 440 et 441 du Code de procédure.

Art. 19. La disposition de l'article 166 du Code de procédure peut être invoquée même par le défendeur étranger, mais résidant et ayant un établissement en Algérie. Elle ne peut être appliquée qu'aux demandeurs étrangers qui n'ont ni résidence habituelle, ni établissement en Algérie.

Art. 20. La disposition de l'article 167 du Code de procédure est applicable aux cas où les immeubles dont il est fait mention sont situés en Algérie.

Art. 21. Sont admis au bénéfice de la cession de biens les étrangers qui résideront en Algérie et y auront un établissement.

Art. 22. Lorsque l'exécution d'un jugement rendu par le Cadi, en matière civile et commerciale, ne pourra être obtenue à l'aide des voies autorisées par la loi musulmane, la partie en faveur de laquelle ce jugement aura été rendu pourra se pourvoir devant le président du tribunal civil de première instance du ressort, à l'effet de le faire rendre exécutoire selon les formes de la loi française. En ce cas, le président rendra, s'il y a lieu, une ordonnance d'*exequatur*, comme en matière de jugement arbitral, la partie adverse préalablement entendue, ou dûment citée à comparaître devant lui. Au moyen de cet *exequatur*, il pourra être procédé à l'exécution du jugement suivant les formes de la loi française.

La partie à qui l'*exequatur* sera refusé pourra se pourvoir contre cette décision, comme dans le cas d'opposition prévu par l'article 1028 du Code de procédure civile.

CHAPITRE IV.

Mode de procéder en matière d'opposition au départ d'un débiteur.

Art. 23. Tout créancier pourra former opposition au départ, par voie de mer, de son débiteur, en vertu d'une ordonnance rendue sur requête par le président du

tribunal civil du lieu où le débiteur veut s'embarquer, ou par le juge qui le remplace. Si le passe-port n'a point encore été délivré, l'opposition sera notifiée à l'officier de police chargé de le donner.

L'ordonnance du président liquidera provisoirement la créance, s'il y a lieu. Elle mentionnera le jour et l'heure où elle aura été rendue. Elle accompagnera la notification de l'opposition à peine de nullité. Elle sera exécutoire sur minute, et pourra être signifiée de même avant la formalité de l'enregistrement, sauf à la faire enregistrer en même temps que l'exploit, sous les peines de droit.

Art. 24. Si le passe-port est demandé pour une des villes du littoral où sont établis des tribunaux de première instance, des justices de paix ou de commissaires civils, le passe-port ne pourra être refusé. Mais en vertu de l'autorisation donnée par le juge du lieu du départ, dans la forme prescrite par l'article précédent, le créancier pourra, sans qu'il soit besoin de se pourvoir de nouveau, former au lieu d'arrivée, ou en tout autre port, opposition au départ ou à la délivrance du passe-port pour un lieu autre que les villes ci-dessus mentionnées. Il sera à cet effet délivré par le greffier autant de grosses de l'ordonnance autorisant l'opposition qu'il en sera demandé par la partie poursuivante.

Art. 25. Si le débiteur présumé s'embarque sur un navire du commerce autre que les paquebots à vapeur servant de courriers, son départ pourra être arrêté, quelle que soit la destination du navire.

Art. 26. Dans tous les cas, l'ordonnance du juge autorisant l'opposition au départ sera notifiée au débiteur présumé dans les vingt-quatre heures de sa date.

Si le débiteur présumé ne peut être trouvé au moment de la signification de l'ordonnance, et s'il n'a ni domicile, ni résidence connus dans le lieu où il veut s'embarquer, copie de l'exploit sera laissée au juge de paix, qui visera l'original.

Faute par le créancier de faire ladite signification dans le délai de vingt-quatre heures, l'ordonnance sera réputée non avenue, et le débiteur sera libre de s'embarquer, sans qu'il puisse être demandé ou délivré une nouvelle ordonnance autorisant l'opposition à son départ.

Art. 27. Le débiteur présumé pourra,

en vertu de l'autorisation du président qui a rendu l'ordonnance, ou du juge qui le remplace, citer le demandeur d'heure à heure devant ce magistrat, qui statuera comme en matière de référé, même un jour de fête ou de dimanche.

Art. 28. L'ordonnance du président sera exécutoire par provision, si elle confirme l'opposition au départ. Dans le cas contraire, l'appel sera suspensif.

L'appel pourra être interjeté immédiatement, et la citation être donnée d'heure à heure avec l'autorisation du président de la cour royale.

Dans tous les cas, la cause sera jugée à la première audience, et toutes autres affaires cessantes.

S'il y a nécessité, la cour ordonnera l'apport immédiat en son greffe de l'ordonnance attaquée, laquelle sera réintégré, après l'arrêt, au greffe de première instance.

Art. 29. S'il y a contestation sur le fond de la demande qui a motivé l'opposition au départ du débiteur présumé, le juge du référé renverra les parties devant le tribunal qui doit en connaître, l'opposition tenant.

Les juges saisis du fond prononceront sur le tout dans le plus bref délai. Ils pourront néanmoins, selon les circonstances et avant de statuer sur le fond, autoriser le départ et ordonner l'exécution provisoire, nonobstant appel de leur jugement sur ce dernier point.

Art. 30. Le débiteur présumé pourra, en tout état de cause, faire cesser l'opposition à son départ en fournissant caution, qui sera agréée par le tribunal saisi de la contestation, et même par le juge du référé.

La demande en réception de caution sera jugée sans retard et avant toute affaire, même commencée.

Art. 31. Si l'opposition au départ du débiteur présumé est reconnue vexatoire et de mauvalse foi, il y aura lieu contre l'opposant à dommages-intérêts.

Le tribunal pourra, en outre, prononcer contre l'opposant une amende de cent à cinq cents francs.

Art. 32. Dans les villes du littoral où ne siègent pas des tribunaux de première instance, l'opposition au départ pourra être autorisée, dans les formes et suivant les règles ci-dessus établies, par les juges de

paix, et, à défaut, par les commissaires civils.

En ce cas, la copie signifiée dont il est fait mention en l'article 25, deuxième allinéa, sera laissée, le cas échéant, au greffier du juge de paix, et, à défaut de justice de paix, au secrétaire du commissariat civil qui devra connaître de la demande.

CHAPITRE V.

Dispositions générales.

Art. 33. Il y aura constitution de défenseur dans tous les cas où la constitution d'avoué est prescrite par le Code de procédure civile.

Art. 34. Tous les actes qui, d'après le Code de procédure, doivent être faits par le ministère des avoués, seront faits en Algérie par le ministère des défenseurs.

Ces actes seront notifiés entre défenseurs, lorsqu'il y aura lieu, dans la forme ordonnée par le Code de procédure pour les significations correspondantes d'avoué à avoué.

Art. 35. Les jugements et actes mentionnés en l'article 546 du Code de procédure ne seront exécutoires, en Algérie, que de la manière et dans les cas prévus par les articles 2123 et 2128 du Code civil.

Art. 36. La disposition de l'article 547 du Code de procédure sera commune aux jugements rendus et aux actes passés en Algérie.

Art. 37. Dans tous les cas où le Code de procédure civile ordonne que le délai qu'il détermine pour l'accomplissement d'une formalité, telles que signification, sommation, dénonciation, appel en cause, sera augmenté d'un jour par trois myriamètres, comme dans tous ceux où il y a lieu à une notification ayant pour objet de faire courir ou de prévenir une déchéance, le délai supplémentaire à raison de la distance sera réglé conformément aux dispositions des articles 6, 7, 8, 9 et 10 de la présente ordonnance.

Art. 38. Lorsque le Code de procédure civile abrège les délais ordinaires, à raison de la distance, comme dans les articles 641, 642, 677, 691, 725 et 731, ou lorsqu'il ordonne qu'une chose sera faite dans un certain délai, à peine de dommages-intérêts, comme dans le cas de l'article 602, le délai à raison de la distance sera spécialement déterminé par le président du

tribunal, par une ordonnance rendue sur la requête du poursuivant.

Art. 39. Lorsqu'il y aura lieu de citer un témoin demeurant hors du lieu où il doit être entendu, le président du tribunal devant lequel il devra être procédé à l'enquête fixera, par ordonnance sur requête, le délai qui sera donné au témoin pour comparaitre.

Art. 40. Toutes les fois que le Code de procédure ordonne des formalités, telles que apposition de placards, affiches, publications, ventes d'effets mobiliers dans des lieux ou dans une forme déterminés, et que ces formalités ne pourront être exécutées conformément audit Code, à raison d'un empêchement local, ou qu'elles ne pourront l'être que d'une manière dommageable pour les parties, par suite de l'état des lieux, la partie devra se pourvoir devant le président du tribunal, qui déterminera, par ordonnance, le mode d'accomplissement de ces formalités, en se conformant, autant que possible, aux prescriptions du Code de procédure civile.

Art. 41. Dans tous les cas où le Code de procédure ordonne de laisser au maire un exploit ou tout autre acte de procédure, s'il ne se trouve pas de maire dans le lieu où la signification est faite, la copie notifiée sera remise au greffier de la justice de paix, et, à défaut, au secrétaire du commissariat civil, et s'il n'y a ni justice de paix ni commissariat civil, à la principale autorité civile du lieu. Celui à qui la copie est remise sera tenu de viser l'original.

Art. 42. Les insertions et annonces, qui, d'après le Code de procédure, doivent être faites dans les journaux d'arrondissement ou de département, se feront dans l'une des feuilles publiées à Alger, tant qu'il n'existera pas de journaux dans les autres localités.

Art. 43. Dans tous les cas où les tribunaux de paix, de première instance et de commerce sont autorisés à prononcer l'exécution provisoire, sans caution, ils pourront, en même temps, ordonner que les fonds recouvrés sur les poursuites du demandeur seront déposés, sans divertissement de deniers, dans une caisse publique, pour y rester jusqu'à ce que le jugement soit passé en force de chose jugée.

Art. 44. Lorsqu'il s'agit d'une obligation contractée en Algérie, en matière

civile ou commerciale, même antérieurement à la présente ordonnance, le créancier pourra, après mise en demeure, citer son débiteur devant le tribunal de l'Algérie dans le ressort duquel l'affaire aura pris naissance, à l'effet de faire prononcer contre lui la contrainte par corps, même dans le cas où il y aurait une reconnaissance de la dette dans un acte ayant exécution parée.

Art. 45. La loi du 25 mai 1838, sur les justices de paix, et la loi du 17 avril 1832, sur la contrainte par corps, seront exécutées en Algérie, en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions ci-dessus, ni aux dispositions des ordonnances, arrêtés ou règlements antérieurs qui ne sont point modifiés par la présente ordonnance.

Art. 46. La disposition de l'article 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 concernant les nullités, continuera d'être exécutée, à l'exception des nullités établies par la présente ordonnance.

Art. 47. Il n'est point innové aux ordonnances et arrêtés antérieurs concernant les défenseurs, en ce qui touche les matières commerciales.

Art. 48. Toutes dispositions des ordonnances, arrêtés ou règlements antérieurs, sont abrogées en ce qu'elles ont de contraire à la présente ordonnance.

18 Avril. — 3 Mai. — PONTS ET CHAUSSEES. — Arrêté ministériel qui nomme le sieur Lessore aux fonctions d'ingénieur en chef du service des ponts et chaussées en Algérie. (B. 148.)

Le président du conseil, ministre secrétaire d'État de la guerre;

Sur la désignation de M. le ministre des travaux publics :

Art. 1^{er}. Le sieur Lessore, ingénieur en chef des ponts et chaussées de 2^e classe, est nommé aux fonctions d'ingénieur en chef du service des ponts et chaussées en Algérie.

Art. 2. Il recevra, à ce titre, le traitement et les allocations fixés par la décision ministérielle du 24 juin 1840.

Art. 3. Le gouverneur général de l'Algérie est chargé, etc.

23 Avril. — 3 Mai. — INSTRUCTION PUBLIQUE. — Ordonnance royale qui autorise la congrégation des frères de Saint-Joseph (du Mans)

à fonder et à diriger des écoles dans les possessions françaises du nord de l'Afrique. (B. 150.)

Louis-Philippe, etc.

Vu l'ordonnance du 23 juin 1823, par laquelle la congrégation des frères de Saint-Joseph (du Mans) est autorisée à former des instituteurs pour les départements de la Sarthe et de la Mayenne;

Vu la loi du 10 mai 1806, le décret du 17 mars 1808, et la loi du 28 juin 1833;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre, président du conseil, et de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique :

Art. 1^{er}. La congrégation des frères de Saint-Joseph (du Mans), autorisée par ordonnance du 23 juin 1823 à former des instituteurs pour les départements de la Sarthe et de la Mayenne, est autorisée à fonder et à diriger des écoles dans les possessions françaises du nord de l'Afrique.

Art. 2. Notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre, président du conseil, et notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique, sont chargés, etc.

25 Avril. — 23 Mai. — JUSTICE. — Ordonnance royale qui nomme le sieur Bédel juge-suppléant au tribunal de commerce d'Alger, en remplacement du sieur Carentène, décédé. (B. 150.)

Louis-Philippe, etc.

Vu l'article 14 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, sur l'organisation de la justice en Algérie;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre, président du conseil :

Art. 1^{er}. Le sieur Bédel (Amédée) est nommé juge-suppléant au tribunal de commerce d'Alger, en remplacement du sieur Carentène, décédé.

Art. 2. Notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre, président du conseil, est chargé, etc.

26 Avril. — 23 Mai. — JUSTICE. — Ordonnance royale du 28 avril qui nomme M. Henriot procureur-général près la cour royale de Montpellier, et le remplace à Alger par M. Dubodan, premier

avocat-général près la cour royale de Rennes. (B. 150.)

Louis-Philippe, etc. ;

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice :

Procureur-général près la cour royale de Montpellier, M. Henriot, procureur général du roi en Algérie, en remplacement de M. Daguenex, appelé à d'autres fonctions.

Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé, etc.

—

Louis-Philippe, etc. ;

Sur le rapport de notre président du conseil, ministre secrétaire d'État au département de la guerre, et de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes :

Procureur-général du roi en Algérie, M. Dubodan, premier avocat général près la cour royale de Rennes, en remplacement de M. Henriot, appelé à d'autres fonctions.

Notre président du conseil, ministre secrétaire d'État au département de la guerre, et notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, sont chargés, etc.

29 Avril. — 3 Mai. — COMMISSIONS PERMANENTES DE SANTÉ. — Arrêté du gouverneur général qui nomme les membres de la commission permanente de santé de Philippeville. (B. 148.)

Vu les arrêtés des 23 mai 1833 et 3 décembre 1840 ;

Art. 1^{er}. Sont nommés membres de la commission permanente de santé de Philippeville :

Le maire de Philippeville, président,
Le sous-inspecteur des douanes,
Le commissaire de police,
Le médecin chargé des établissements civils.

Art. 2. Les attributions de cette commission et les peines applicables aux contraventions qu'elle constatera sont réglées par l'arrêté sus-visé du 23 mai 1833.

Art. 3. L'arrêté de notre prédécesseur, du 3 décembre 1840, est et demeure abrogé.

Art. 4. Le directeur de l'intérieur et le procureur-général sont chargés, etc.

10 Mai. — 7 Juin. — MILICE. — Arrêté du gouverneur général qui appelle les miliciens du cadre de réserve à faire le service de la place d'Alger. (B. 151.)

Vu l'arrêté du 28 octobre 1836, article 9 ;

Considérant que l'absence des troupes de la garnison nécessite, pour le service journalier de la place, un effectif de plus de 100 hommes du cadre de la milice active, et qu'il y a lieu, en conséquence, d'appeler les miliciens du cadre de réserve à concourir à ce service ;

Sur les rapport et proposition du directeur de l'intérieur :

Art. 1^{er}. Les miliciens formant le cadre de la réserve, en vertu des articles 8 et 9 de l'arrêté du 28 octobre 1836, sont appelés à faire le service de la place d'Alger, concurremment avec les miliciens du cadre du service actif.

Art. 2. La réserve est organisée, quant à présent, en compagnies ; chaque compagnie sera composée de 60 à 120 hommes, Il y aura par compagnie :

1 Capitaine,
1 Lieutenant,
1 Sergent-major,
3 Sergents,
6 Caporaux.

Art. 3. L'uniforme sera obligatoire pour les officiers et sous-officiers ; il sera le même que celui des 2^e et 3^e bataillons de la milice active.

Les sous-officiers seront seuls armés et équipés.

Lorsque la réserve concourra au service, des armes et des effets d'équipement seront déposés par les soins du major dans les postes qu'elle occupera.

Art. 4. Sont applicables aux miliciens de la réserve, toutes les dispositions non contraires au présent, des arrêtés actuellement en vigueur sur la milice active.

Art. 5. Le directeur de l'intérieur est chargé, etc.

19—23 Mai. — AFFICHEURS PUBLICS.

— *Arrêté du gouverneur général qui complète les dispositions réglementaires de la profession d'afficheur public. (B. 150.)*

Vu les articles 13 et 14 du décret du 18-22 mai 1791, et les lois des 10 décembre 1830 et 16 février 1834 ;

Vu les articles 283, 284, 285, 286, 468, 471 et 474 du Code pénal :

Vu l'arrêté de notre prédécesseur du 30 mars 1835 (1) ;

Considérant qu'il importe de coordonner et de compléter les dispositions réglementaires de la profession d'afficheur public en Algérie ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur ;

Vu l'urgence :

Art. 1^{er}. Nul ne pourra exercer en Algérie, même temporairement, la profession d'afficheur, s'il n'est pourvu d'une autorisation spéciale émanée du chef de l'autorité civile du lieu où il devra exercer.

Cette autorisation pourra être retirée ; elle ne sera délivrée qu'aux individus dont les antécédents et la moralité seront connus et suffisamment justifiés.

Art. 2. Il sera tenu un registre spécial de ces autorisations. Chacune d'elle devra mentionner les nom, prénoms, domicile et signalement de l'afficheur. Ce dernier, toutes les fois qu'il changera de domicile, sera tenu d'en faire la déclaration.

Art. 3. Aucun écrit, placard, avis, dessin, gravure, lithographie ou imprimé, ne pourra être affiché ou placardé, sans qu'au préalable il n'en ait été déposé entre les mains du commissaire de police ou l'autorité en faisant fonctions, deux exemplaires, dont l'un sera rendu visé si la publicité est autorisée.

Art. 4. Lesdits écrits, placards, avis, etc., devront porter le nom de l'auteur et de l'imprimeur.

Ils ne pourront en aucun cas être faits sous un nom collectif ni sous une forme obligatoire ou impérative.

Art. 5. Les actes émanés de l'autorité pourront seuls être affichés sur papier blanc.

Défense est faite de couvrir ou arracher les affiches légalement apposées, comme aussi d'afficher sur les édifices et monuments publics, les fontaines et les arcades des maisons.

Les actes de l'autorité sont néanmoins exceptés de cette dernière disposition.

(1) L'arrêté de 1835 était insuffisant et incomplet.

L'arrêté ci-dessus a dû réglementer de nouveau la matière, conformément à la législation de la métropole. — Cet arrêté forme aujourd'hui toute la législation sur la profession d'afficheur.

Art. 7. Les afficheurs devront porter ostensiblement, pendant l'exercice de leur profession, une plaque en cuivre dont le modèle leur sera délivré par le commissaire de police ou l'autorité en faisant fonctions, et sur laquelle seront gravés ces mots : *Afficheur public*. Ils devront toujours, en outre, être munis d'un livret, renfermant les indications dont il est parlé en l'article 2, et qu'ils seront tenus de représenter à toutes les réquisitions des agents de l'autorité publique.

Ils ne pourront rien afficher avant le lever ni après le coucher du soleil.

Art. 8. Toute infraction à l'article 1^{er} sera puni conformément à l'article 7 de la loi du 11 décembre 1830, par la voie ordinaire de police correctionnelle, d'une amende de 25 à 200 francs, et d'un emprisonnement de six jours à un mois, cumulativement ou séparément, sauf l'application, s'il y a lieu, des dispositions de l'article 463 du Code pénal.

Conformément à l'article 5 de la même loi, toute infraction à l'article 3 sera punie d'une amende de 25 à 500 francs, et d'un emprisonnement de six jours à un mois, cumulativement ou séparément.

Toute infraction à l'article 4 donnera lieu contre toute personne qui aura sciemment contribué à la publication, à un emprisonnement de six jours.

Art. 9. Le directeur de l'intérieur et le procureur-général, sont chargés, etc.

19 — 23 Mai. — PORTEFAIX. — Arrêté du gouverneur général qui déclare le libre exercice de la profession de portefaix en les soumettant toutefois à un règlement uniforme. (B. 150.)

Vu les lois des 16 août 1790 et 14 juin 1791 ;

Vu les art. 415, 471 et 474 du Code pénal ;

Vu les arrêtés des 4 juin 1837 et 31 janvier 1838 et l'ordonnance royale du 31 octobre 1838 ;

Considérant que la profession de portefaix, qui jusqu'à présent a été régie par des arrêtés divers dans chaque localité, peut être soumise à un règlement uniforme ;

Considérant qu'il importe, dans l'intérêt du commerce et de la population, de déclarer le libre exercice de cette profession et aussi de prendre à l'égard de ceux qui

l'exercer des mesures d'ordre et de police ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur ;

Vu l'urgence :

Art. 1^{er}. Toutes les compagnies, corporations ou associations de portefaix qui ont pu être établies dans les ports ou villes de l'Algérie, sont et demeurent abolies (1).

Il n'est pas dérogé néanmoins par la disposition qui précède aux arrêtés de nos prédécesseurs des 4 juin 1837 et 31 janvier 1838, organiques des corporations de Kababes, Biskris, Mozabites, Maitas, Lagrouaths et Nègres.

Art. 2. Le nombre des portefaix sera désormais illimité.

Art. 3. Le prix des transports sera débattu et fixé de gré à gré.

Art. 4. Tout Européen ou indigène qui voudra se livrer à l'exercice de la profession de portefaix, devra se présenter devant le commissaire de police ou l'autorité en faisant fonctions, pour obtenir une autorisation spéciale. A cet effet, il sera tenu de faire une déclaration où seront énoncés ses nom, prénoms, âge, demeure, lieu de naissance et signalement. Cette déclaration indiquera l'époque depuis laquelle le requérant réside dans le ressort du commissariat et le lieu où il désire stationner. Elle sera certifiée par deux témoins domiciliés qui attesteront que le requérant est de bonnes vie et mœurs.

Il sera ouvert en conséquence, à chaque commissariat civil ou de police, un registre matricule sur lequel seront inscrits les nom, prénoms, âge, profession, lieu de naissance, signalement et demeure des portefaix.

Art. 5. Chaque portefaix recevra, avec l'autorisation d'exercer, un livret et une plaque en fer-blanc. Celle-ci sera portée ostensiblement et de manière qu'il soit toujours facile d'en prendre le numéro.

Art. 6. Le livret reproduira entièrement

la déclaration faite au commissariat. Les portefaix devront en être constamment porteurs, et seront tenus de le représenter à toute réquisition des officiers et agents de police, ou des personnes qui les emploieront.

Art. 7. La médaille portera les initiales des prénoms et le nom du portefaix, le numéro d'enregistrement, et, s'il y a lieu, l'indication particulière du lieu de stationnement.

Art. 8. Le prix de la plaque et du livret est fixé à 5 fr.

Art. 9. Le livret et la plaque ne pourront, sous aucun prétexte, être prêtés ni échangés.

Art. 10. Il est défendu à tout portefaix de s'immiscer dans un travail entrepris par d'autres, sans en avoir été requis par les intéressés. Il est également défendu à tout portefaix de stationner sur un point de la voie publique autre que celui qui lui aura été assigné en dernier lieu sur son livret.

Art. 11. Tout portefaix qui voudra occuper une nouvelle station, devra se munir de l'autorisation prescrite.

Art. 12. Lorsqu'un portefaix changera de demeure, il en fera sur-le-champ la déclaration au commissariat où il en sera tenu note, et mention en sera faite également sur son livret.

Art. 13. Tout portefaix qui renoncera à son état ou quittera, même temporairement, le ressort du commissariat, déposera son livret et sa médaille audit commissariat.

Art. 14. Les portefaix seront responsables des distractions, pertes ou dégâts des objets qui leur seront confiés.

Tous ceux qui concourront à un travail commun, seront solidaires dans cette responsabilité.

Art. 15. Les portefaix seront tenus de déférer à toutes les réquisitions de l'autorité.

Art. 16. Le retrait temporaire ou définitif de l'autorisation d'exercer pourra être prononcé en dernier ressort par le commissaire de police, ou l'autorité en faisant fonctions, contre les portefaix qui auront prêté ou échangé leurs plaques ou livrets, qui auront commis des actes d'impunité, d'inconduite ou de violence, ou qui auront désobéi aux ordres de l'autorité.

(1) Cet arrêté est remarquable, en ce qu'il substitue au principe du monopole, pour l'exercice de la profession de portefaix, celui de la libre concurrence. Les tarifs sont également remplacés par les libres conventions des parties.

Les dispositions de l'arrêté ci-dessus qui forme seul aujourd'hui la législation sur la matière sont conformes à la législation de la métropole, et à l'ordonnance du préfet de police de Paris du 1^{er} juillet 1839.

Art. 17. Les contraventions aux dispositions des art. 4, 5, 6, 7, 9, 10, 11, 12, 13 et 15 du présent arrêté donneront lieu à l'application des peines prononcées par les art. 471 et 474 du Code pénal, indépendamment des peines administratives ci-dessus fixées.

Art. 18. Toute coalition de la part des portefaix pour empêcher ou suspendre les transports, ou pour en faire augmenter les prix, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution, sera punie d'un emprisonnement d'un mois à trois mois; les chefs ou moteurs seront passibles des peines portées par l'art. 415 du Code pénal.

Art. 19. Les dispositions du présent arrêté sont obligatoires pour les conducteurs des voitures à bras.

Art. 20. L'arrêté du 14 novembre 1830 est abrogé.

Art. 21. Le présent arrêté sera exécutoire sur tous les points de l'Algérie administrés par l'autorité civile.

19 Mai. — 7 Juin. — DISTANCES LÉGALES. — Arrêté du gouverneur général qui détermine les distances légales entre les différents points de l'Algérie (1). (B. 151.)

Vu les ordonnances royales des 22 juillet 1834 et 31 octobre 1838, 28 février 1841 et 26 septembre 1842 ;

(1) Cet arrêté est rendu en exécution de l'article 56 de l'ordonnance royale du 26 septembre 1842.

Il n'existait sur cette matière que l'arrêté du 18 janvier 1836. Mais cet arrêté se bornait à indiquer les distances d'Alger aux différentes communes qui en ressortissent. Il était donc devenu complètement insuffisant.

L'arrêté ci-dessus comprend non-seulement les distances des chefs-lieux de province aux différentes localités de chaque province, mais les distances relatives entre les principaux points de l'Algérie.

Lorsqu'il y a en deux voies pour communiquer d'un point à un autre, la voie de terre et la voie de mer, on y a indiqué, autant que possible, la distance par ces deux voies.

Lorsqu'il y a eu impossibilité absolue de fixer la distance par terre, attendu l'état de guerre et faute de renseignements topographiques exacts, on a dû ne compter ces distances que par mer seulement.

Lorsqu'enfin, pour les communications par voie de terre, on n'a pu procéder à un mesurage rigoureux, on a indiqué les distances aussi exactement que possible, soit à l'aide de cartes, soit d'après la notoriété publique et tous autres renseignements.

Vu l'arrêté du 28 janvier 1836, qui détermine les distances légales des communes rurales du massif d'Alger à cette dernière ville ;

Vu les quatre tableaux de distances ci-annexés ;

Considérant que l'arrêté sus-visé du 28 janvier 1836 est devenu insuffisant par suite de l'extension donnée aux limites territoriales des juridictions de l'Algérie ;

Considérant qu'il importe dans l'intérêt des affaires administratives et judiciaires, de fixer légalement les distances qui séparent de la ville d'Alger les principaux points des trois provinces d'Alger, de Constantine et d'Oran, et les divers points de ces provinces entre eux, tant pour la promulgation des ordonnances et arrêtés que pour le règlement des frais de déplacement des officiers judiciaires, des taxes des témoins et autres.

Sur la proposition du directeur de l'intérieur ;

Le conseil d'administration entendu ;

Vu l'urgence ;

Art. 1^{er}. Les distances légales qui séparent de la ville d'Alger, les principaux points des trois provinces d'Alger, de Constantine et d'Oran, et les divers points de ces provinces entre eux sont et demeurent fixées conformément aux quatre tableaux annexés au présent arrêté.

Art. 2. L'arrêté du 28 janvier 1836 est abrogé.

Art. 3. Le directeur de l'intérieur et le procureur-général sont chargés, etc.

25 Mai. — 7 Juin. — MILICE ALGÉRIENNE. — Arrêté du gouverneur général, portant qu'il sera formé dans le village de Saoula, une section de compagnie de milice rurale. (B. 151.)

Vu l'arrêté du 28 octobre 1836, sur l'organisation de la milice algérienne ;

Considérant qu'il est nécessaire d'organiser immédiatement la milice de Saoula ;

Et attendu que la position de ce village n'est pas encore assez considérable pour comporter la formation d'une compagnie ;

Sur la proposition de M. le directeur de l'intérieur ;

Art 1^{er}. Il est formé au village de Saoula une section de compagnie de la milice rurale, qui fera partie du 5^e bataillon.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé, etc.

1^{er} — 7 Juin. — MILICE ALGÉRIENNE.
— Arrêté du gouverneur général, portant qu'il sera formé dans le village d'Ouled-Fayet, une section de compagnie de milice rurale. (B. 151.)

Vu l'arrêté du 28 octobre 1836, sur l'organisation de la milice algérienne ;

Considérant qu'il est urgent d'organiser de suite la milice d'Ouled-Fayet ;

Considérant, en outre, que la population de ce village ne comporte pas encore la formation d'une compagnie ;

Sur la proposition de M. le directeur de l'intérieur :

Art. 1^{er}. Il est formé au village d'Ouled-Fayet, une section de compagnie de la milice rurale, qui fera partie du 5^e bataillon.

Art 2. Le directeur de l'intérieur est chargé, etc.

1^{er} — 30 Juin. — JUSTICE. — Ordonnance royale qui nomme M. Hamelin, substitut du procureur du roi près le tribunal de première instance de Philippeville, substitut du procureur du roi près le tribunal de première instance de Savenay (Loire-Inférieure). (B. 152.)

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État de la justice et des cultes :

Substitut du procureur du roi près le tribunal de première instance de Savenay (Loire-Inférieure), M. Hamelin, substitut du procureur du roi près le tribunal de première instance de Philippeville (Algérie), en remplacement de M. de Kermarrec, nommé substitut à Saint-Brieuc.

Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État de la justice et des cultes est chargé, etc.

3 — 30 Juin. — AFFAIRES ARABES. — Ordonnance royale qui nomme Abd-el-Kader-Ould-el-Hachemi, agha des Hachems Cheragas. (B. 152.)

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la guerre, président du conseil :

Art. 1^{er}. Abd-el-Kader-Ould-el-Hachemi est nommé aux fonctions d'agha des Hachems Cheragas.

Art. 2. Mohammed-Ben-el-Hadri est nommé aux fonctions d'agha de Tiaret.

Art. 3. Notre ministre secrétaire d'État de la guerre, président du conseil, est chargé, etc.

4 Juin. — 12 Juillet. — DOMAINE. — Arrêté de M. le gouverneur général qui réunit au domaine colonial les immeubles dont les revenus étaient affectés à la grande Mosquée et au personnel de cet établissement (1). (B. 153.)

Sur la proposition du directeur des finances ;

Le conseil d'administration entendu ;

Vu l'arrêté du 7 décembre 1830 ;

Vu l'ordonnance royale du 31 octobre 1836 ;

Vu l'ordonnance royale du 21 août 1839 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 mars 1843 :

Art. 1^{er}. Les immeubles dont les revenus étaient affectés à quelque titre et sous quelque dénomination que ce soit, à la grande mosquée d'Alger et au personnel de cet établissement, sont et demeurent réunis au domaine colonial.

Art. 2. Les recettes et les dépenses de toute nature de cet établissement religieux, sont rattachées au budget colonial.

Art. 3. Les dépenses afférentes au personnel religieux, à l'entretien de la mosquée, aux frais du culte, ainsi qu'aux secours et aumônes à la charge de cet établissement, seront réglées par l'administration et portées au budget de l'intérieur pour être acquittées conformément aux règles ordinaires sur les crédits coloniaux ouverts à cette direction.

Art. 4. Les dépenses afférentes aux frais de perception et d'administration seront portées aux crédits du budget colonial, applicables aux services financiers et acquittées dans les limites de ces crédits.

Art. 5. Le directeur de l'intérieur et celui des finances sont chargés, etc.

7 — 30 Juin. — Arrêté du gouverneur général relatif à la milice de Douera. (B. 152.)

Vu l'arrêté du 28 octobre 1836, articles 25 et 26 ;

Considérant que d'après l'accroissement

(1) Voyez ci-dessous l'arrêté du 23 mars 1843 et note.

survenu dans le chiffre de la population de Douéra, il y a nécessité de doubler le cadre de la milice de cette ville ;

Sur la proposition de M. le directeur de l'intérieur, arrêtons :

Art. 1^{er}. Il sera formé à Douéra une seconde compagnie de milice.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé, etc.

8 — 30 Juin. — POLICE. — Arrêté ministériel qui institue à Alger un 4^e emploi de commissaire de police. (B. 152).

Le président du conseil ministre secrétaire d'État de la guerre :

Art. 1^{er}. Un quatrième emploi de commissaire de police est institué à la résidence d'Alger.

Art. 2. Le traitement attribué à ces fonctions sera de 2,400 fr. par an.

Art. 3. Le gouverneur général de l'Algérie est chargé, etc.

8 Juin. — 29 Juill. — POLICE. — Arrêté ministériel qui nomme le sieur Lainné à l'emploi de commissaire de police à Alger. (B. 154.)

Vu l'arrêté de ce jour qui institue un 4^e emploi de commissaire de police à Alger.

Art. 1^{er}. Le sieur Lainné est nommé à l'emploi de commissaire de police à Alger :

Art. 2. Le sieur Lainné n'entrera en fonctions qu'après avoir prêté serment.

Le gouverneur général de l'Algérie, est chargé, etc.

9 — 30 Juin. — Ordonnance royale qui nomme M. Mottet et M. Bon, le premier substitut ; le second juge adjoint au tribunal de première instance à Philippeville, et qui modifie l'ordonnance du 23 décembre 1842. (B. 152.)

Sur le rapport de notre président du conseil, ministre secrétaire d'État au département de la guerre, et de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes :

Art. 1^{er}. Sont nommés :

Substitut du procureur du roi près le tribunal de première instance à Philippeville (Algérie), M. Mottet, juge-adjoint au même siège, en remplacement de M. Hamelin, appelé à d'autres fonctions ;

Juge-adjoint au tribunal de première instance à Philippeville (Algérie), M. Bon (Eudoxe), avocat, en remplacement de M. Mottet, appelé à d'autres fonctions.

Art. 2. Notre ordonnance du 23 décembre 1842, par laquelle il est pourvu aux fonctions de juge-adjoint au tribunal de première instance d'Oran (Algérie), est rectifiée ainsi qu'il suit :

« M. Truant, juge suppléant au siège de Digne (Basses-Alpes), est nommé juge-adjoint au tribunal de première instance d'Oran (Algérie), en remplacement de M. Esgonnières, qui continuera à remplir les fonctions de juge suppléant au tribunal des Sables-d'Olonne. »

Art. 3. Notre président du conseil, ministre secrétaire d'État au département de la guerre, et notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, sont chargés, etc.

9 — 30 Juin. — SOUS-DIRECTIONS DE L'INTÉRIEUR. — Ordonnance royale qui nomme M. Berthier de Sauvigny, sous-directeur de l'intérieur à Oran, et M. Soubeyran aux mêmes fonctions à Bone. (B. 152.)

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la guerre, président du conseil :

Art. 1^{er}. Le sieur Bertier de Sauvigny (Albert), sous-directeur de l'intérieur à Bone, est nommé aux mêmes fonctions à la résidence d'Oran, en remplacement du sieur Soubeyran.

Art. 2. Le sieur Soubeyran (Paul), sous-directeur de l'intérieur à Oran, est nommé aux mêmes fonctions à la résidence de Bone, en remplacement du sieur Bertier de Sauvigny.

Art. 3. Notre ministre secrétaire d'État de la guerre, président du conseil, est chargé, etc.

20 — 30 Juin. — AFFAIRES ARABES. — Ordonnance royale qui nomme Sidi-el-Mezari, agha des Douairs, Smélas et Gharabas. (B. 152.)

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre, président du conseil :

Art. 1^{er}. Sidi-el-Mezari est nommé agha des Douairs, Smélas et Gharabas.

Art. 2. Notre ministre secrétaire d'État de la guerre, président du conseil, est chargé, etc.

23 — 30 Juin. — COLONISATION. —

Arrêté du gouverneur général, portant qu'il sera formé dans l'enceinte du camp inférieur de Blidah, un centre de population composé de 20 familles. (B. 152.)

Vu l'article 2 de l'arrêté du 1^{er} décembre 1840 sur le séquestre ;

Vu l'arrêté du 18 avril 1841, relatif à l'établissement des centres de population ;

Vu l'arrêté du 9 décembre 1841, relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique ;

Considérant qu'il est nécessaire de créer aux environs de la ville de Blidah des centres de population purement agricoles, qui concourent avec la population de cette ville à la prospérité et à la sécurité de cette portion du territoire ;

Vu la dépêche ministérielle en date du 23 février 1843 ;

Vu les plans produits ;

Sur le rapport de M. le directeur de l'intérieur ;

Le conseil d'administration entendu :

Art. 1^{er}. Il sera formé dans le camp inférieur de Blidah, un centre de population composé de vingt familles.

Ce village sera construit conformément aux plans ci-joints, et la circonscription territoriale renfermera 240 hectares compris au plan cadastral, également annexé au présent arrêté.

Art. 2. Il sera fait remise à la direction de l'intérieur par la direction des finances, des terres qui se trouveraient appartenir au Domaine dans la limite du territoire ci-dessus indiqué. Quant aux parcelles comprises dans le même territoire, et reconnues comme appartenant à des particuliers, elles sont et demeurent dès à présent expropriées pour cause d'utilité publique et à titre d'occupation définitive : la prise de possession en aura lieu immédiatement, et les indemnités dues aux propriétaires déposés seront liquidées, conformément à l'arrêté du 9 décembre 1841.

Art. 4. Le directeur de l'intérieur et le directeur des finances sont chargés, etc.

23 — 30 Juin. — TIMBRE. — Arrêté

du gouverneur général relatif au dépôt préalable des droits de timbre à effectuer par les parties dans

les causes civiles et de commerce (B. 152.) (1).

Vu l'ordonnance royale du 19 octobre 1842 sur l'enregistrement ;

Vu l'ordonnance royale du 10 janvier 1843 sur le timbre ;

Vu l'ordonnance royale du 16 avril 1843 sur la procédure civile en Algérie ;

Le conseil d'administration entendu :

Art. 1^{er}. En matière civile et de commerce, tant en première instance qu'en appel, toute partie devra, soit par elle-même, soit par les soins de son défenseur constitué, déposer entre les mains du greffier, avant l'insertion de la cause au rôle, la somme présumée nécessaire pour couvrir les frais de timbre et d'enregistrement.

Art. 2. A défaut de liquidation préalable de la somme à déposer, cette somme ne pourra être moindre de 12 fr.

Art. 3. Les dispositions ci-dessus ne dispenseront en aucune manière les greffiers de se conformer, le cas échéant, aux prescriptions de l'article 37 de la loi du 22 frimaire an vii.

Art. 4. Le procureur général est chargé, etc.

30 — 30 Juin. — Arrêté du gouverneur général qui organise la milice de Baba-Hassen. (B. 152.)

Vu les arrêtés des 28 octobre 1836, 17 décembre 1841 et 14 avril 1843, sur la milice ;

Considérant qu'il importe d'organiser immédiatement la milice de Baba-Hassen ;

Considérant en outre que la population de ce village ne comporte pas encore la formation d'une compagnie ;

Sur la proposition de M. le directeur de l'intérieur :

Art. 1^{er}. Il est formé au village de Baba-

(1) Les greffiers, en Algérie, n'étant point tenus, comme en France, de faire les avances nécessaires pour l'exécution des art. 29 et 37 de la loi du 22 frimaire an vii sur l'enregistrement, et la plupart des plaideurs s'occupant peu de soumettre les jugements à l'enregistrement, surtout lorsqu'ils ont été exécutés, il résulterait de cet état de choses divers inconvénients graves ; il en résultait notamment un préjudice pour le trésor, car le recouvrement des droits dus par une population aussi flottante que celle de l'Algérie était extrêmement difficile. L'arrêté ci-dessus, en imposant aux parties l'obligation de déposer au greffe une somme présumée suffisante pour acquitter avec les droits de mise en rôle ceux d'enregistrement et de timbre, remédie aux inconvénients dont il s'agit.

Hassen, une section de compagnie de milice rurale qui fera partie du 5^e bataillon.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé, etc.

30 Juin. — 29 Juill. — MILICE. — *Arrêté du gouverneur général, portant formation au village de Baba-Hassen, d'une section de compagnie de milice rurale.* (B. 154.)

Vu les arrêtés des 28 octobre 1836 et 17 décembre 1840 et 14 avril 1843 sur la milice ;

Considérant qu'il importe d'organiser immédiatement la milice de Baba-Hassen ; Considérant, en outre, que la population de ce village ne comporte pas encore la formation d'une compagnie ;

Sur la proposition de M. le directeur de l'intérieur :

Art. 1^{er}. Il est formé au village de Baba-Hassen une section de compagnie de milice rurale qui fera partie du 1^{er} bataillon.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé, etc.

4 — 12 Juillet. — MUPHTI. — *Arrêté de M. le gouverneur général qui nomme Mustapha Gadiri, muphti maleki à Alger, en remplacement de Mustapha ben Kébabti.* (B. 153).

Sur le rapport de M. le procureur général ;

Vu la délibération du conseil d'administration en date du 14 juin dernier, approuvée le 26 du même mois par M. le ministre de la guerre ;

Vu l'article 31 de l'ordonnance du roi du 26 septembre 1842 :

Art. 1^{er}. Sidi Mustapha Gadiri, ancien cadî du Belt-el-Mal, est nommé muphti maléki à Alger, en remplacement de Mustapha ben Kébabti, révoqué.

Art. 2. Il jouira à ce titre d'un traitement de six mille francs, qui courra du jour de sa prestation de serment devant la Cour royale.

Art. 3. Le directeur de l'intérieur et le procureur-général sont chargés, etc.

4 — 29 Juill. — COMMISSIONS DE SANTÉ. — *Arrêté du gouvernement qui institue à Tenez une commission sanitaire et en règle la composition.* (B. 154.)

Vu l'article 4 de l'arrêté du 25 avril 1832, portant organisation du service sanitaire en Afrique :

Art. 1^{er}. Il est institué à Tenez une commission sanitaire composée de cinq membres.

Elle exercera à la fois les attributions conférées par l'arrêté du 25 avril 1832, sur le service sanitaire, et par celui du 23 mai 1833.

Art. 2. Sont nommés membres de la dite commission :

L'officier le plus élevé en grade après le commandant supérieur, *président*.

Le directeur du port ;

Le chirurgien en chef de l'hôpital ;

M. Marius négociant ;

M. David (Hyppolite), *idem*.

Art. 2. Le commandant supérieur de Tenez est chargé, etc.

5 — 12 Juillet. — COLONISATION. — *Arrêté de M. le gouverneur général, portant qu'il sera formé dans l'enceinte du camp supérieur de Blidah, un centre de population composé de 60 familles. Ce village portera le nom de Joinville.* (B. 153.)

Vu l'article 2 de l'arrêté du 1^{er} décembre 1840 sur le séquestre ;

Vu l'arrêté du 18 avril 1841, relatif à l'établissement des centres de population,

Vu l'arrêté du 9 décembre 1841, relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique ;

Considérant qu'il est nécessaire de créer aux environs de la ville de Blidah des centres de population purement agricoles qui concourent avec la population de cette ville à la prospérité et à la sécurité de cette portion du territoire ;

Vu la dépêche en date du 23 février 1843 ;

Vu les plans produits ;

Sur le rapport et la proposition de M. le directeur de l'intérieur ;

Le conseil d'administration entendu :

Art. 1^{er}. Il sera formé dans l'enceinte du camp supérieur de Blidah un centre de population composé de cinquante familles ; ce village portera le nom de *Joinville*. Il sera construit conformément aux plans ci-joints, et la circonscription territoriale renfermera 432 hectares, compris au plan cadastral également annexé au présent arrêté.

Art. 2. Il sera fait remise à la direction de l'intérieur, par la direction des finances, des terres qui se trouvaient appartenir au Domaine, dans les limites du territoire

ci-dessus indiqué ; quant aux parcelles comprises dans les limites du territoire et reconnues comme appartenant à des particuliers, elles sont et demeureront dès à présent expropriées pour cause d'utilité publique et à titre d'occupation définitive ; la prise de possession en aura lieu immédiatement et les indemnités dues aux propriétaires dépossédés seront liquidées conformément à l'arrêté du 9 décembre 1841.

Art. 3. Le directeur de l'intérieur et le directeur des finances sont chargés, etc.

5 — 12 Juillet. — COLONISATION. —

Arrêté de M. le gouverneur général, portant qu'il sera formé au lieu dit de Cressia un centre de population composé de 50 familles.
(B. 153.)

Vu l'article 2 de l'arrêté du 1^{er} décembre 1840 sur le séquestre ;

Vu l'arrêté du 18 avril 1841, relatif à l'établissement des centres de population ;

Vu l'arrêté du 9 décembre 1841, relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique ;

Considérant que la première zone de colonisation du Sahel formée par les villages de Kouba, de Drariah, Lachour, Dely-Ibrahim et Chéragas étant aujourd'hui terminée, il est nécessaire de hâter l'exécution de la deuxième zone déjà commencée par la création des villages de Baba-Hassen et Ouled-Fayet ;

Que l'établissement d'un centre de population au lieu dit de Cressia, voisin du camp de Sidi-Sliman, assurera la sécurité des communications entre Birkadem et Douéra et celle de toute cette partie du Sahel ;

Vu la dépêche ministérielle autorisant à l'avance l'exécution de ce projet ;

Vu les plans produits ;

Sur le rapport et la proposition de M. le directeur de l'intérieur ;

Le conseil d'administration entendu ;

Art. 1. Il sera formé au lieu dit de Cressia (district de Douéra), un centre de population composé de cinquante familles.

Ce village sera construit conformément au plan ci-joint, et la circonscription territoriale renfermera 450 hectares, compris au plan cadastral également annexé au présent arrêté.

Art. 2. Il sera fait remise à la direction de l'intérieur par la direction des finances, des terres qui se trouvaient appartenir

au Domaine dans la limite du territoire ci-dessus indiqué. Quant aux parcelles comprises dans le même territoire, et reconnues comme appartenant à des particuliers, elles sont et demeurent dès à présent expropriées pour cause d'utilité publique, et à titre d'occupation définitive : la prise de possession en aura lieu immédiatement, et les indemnités dues aux propriétaires dépossédés seront liquidées conformément à l'arrêté du 9 décembre 1841.

Art. 3. Le directeur de l'intérieur et le directeur des finances sont chargés, etc.

5 — 12 Juillet. — COLONISATION. —

Arrêté de M. le gouverneur général, portant qu'il sera créé au lieu connu sous le nom de Douaouda (district de Koléah), un centre de population composé de 70 familles.
(B. 153.)

Vu l'article 2 de l'arrêté du 1^{er} décembre 1840, sur le séquestre ;

Vu l'arrêté du 18 avril 1841, relatif à l'établissement des centres de population ;

Vu l'arrêté du 9 décembre 1841, relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique ;

Considérant qu'il est nécessaire de rattacher à la ville de Koléah, chef-lieu du district, et destiné à devenir un centre de population, d'autres agglomérations de population d'une importance secondaire qui puissent contribuer à la sûreté du pays, et le rattacheront d'une manière immédiate au système général de la colonisation du Sahel d'Alger ;

Considérant que la situation du lieu dit Douaouda, autrefois séjour d'une tribu émigrée pendant la guerre, paraît tout à fait convenable pour y établir un centre de population ;

Vu les plans produits ;

Sur le rapport et la proposition de M. le directeur de l'intérieur ;

Le conseil d'administration entendu ;

Art. 1^{er}. Il sera créé au lieu connu sous le nom de Douaouda (district de Koléah), un centre de population composé de soixante-dix familles.

Ce village sera construit conformément aux plans ci-joints et sa circonscription territoriale comprendra 807 hectares compris au plan cadastral également annexé au présent arrêté.

Art. 2. Il sera fait remise à la direction de l'intérieur par la direction des finan-

ces, des terres qui se trouveraient appartenir au Domaine, dans les limites du territoire ci-dessus indiqué; quant aux parcelles comprises dans le même territoire et reconnues comme appartenant à des particuliers, elles sont et demeurent dès à présent expropriées pour cause d'utilité publique à titre d'occupation définitive; la prise de possession en aura lieu immédiatement et les indemnités dues aux propriétaires dépossédés seront liquidées conformément à l'arrêté du 9 décembre 1841.

Art. 3. Le directeur de l'intérieur et le directeur des finances sont chargés, etc.

5 — 12 Juillet. — GOUVERNEMENT GÉNÉRAL. — Arrêté de M. le gouverneur général qui investit M. Mercier-Lacombe, auditeur au conseil d'État, des fonctions de secrétaire général du gouvernement, en l'absence du titulaire. (B. 153.)
Vu l'article 11 de l'arrêté ministériel du 2 août 1836 ;

Art. unique. En l'absence du secrétaire général de notre gouvernement, qui est autorisé à se rendre en France en vertu d'un congé, ce fonctionnaire sera suppléé dans ses fonctions par M. Mercier-Lacombe, auditeur au conseil d'État, attaché aux services civils.

11 — 29 Juillet. — COLONISATION. — Arrêté ministériel qui concède à la société civile établie à Aiguebelles, 1,020 hectares de terres dans la plaine de Staouéli. (B. 154.)

Vu l'arrêté de M. le gouverneur général de l'Algérie, du 17 février 1843, approuvé par nous, portant qu'il sera établi un centre de population au lieu dit camp de Staouéli, dans la plaine de ce nom ;

Vu les propositions présentées; en vertu de pouvoirs spéciaux, par M. Pierre Hercelin, prêtre, en religion Joseph-Marie, abbé de la grande Trappe, général des Trappistes, demeurant à la Trappe, commune de Soligny (Orne) ;

Vu l'acte constitutif de la société civile des religieux qui veulent s'établir en Algérie; vu les délibérations du conseil d'administration de la colonie, des 17 février et 8 mars dernier ;

Art. 1^{er}. Il est fait concession à la société civile établie suivant acte passé devant M^e Brideau, notaire à Mortagne, le 23 juin 1843, entre les sieurs le Tertre de

Mayence (Hippolite), cultivateur, Haariat (Jean), de Martrin-Donnos, prêtre directeur, Durif (Joseph), prêtre, Espanet (Jean-Marie Alexis), médecin, et Gerbier (Antoine), serrurier-taillandier, demeurant actuellement à Aigue-belles, commune de Mont-Joyeux (Drôme), représenté par M. Hercelin, prêtre, ci-dessus nommé, des immeubles désignés au tableau ci-joint.

Lesdits associés auront la faculté de s'adjoindre de nouveaux associés, en tel nombre que bon leur semblera, afin de mieux assurer la durée de la société et le succès de l'entreprise, mais sauf toutefois l'approbation du ministre.

NATURE de l'immeuble.	Contenance.	TENANS et aboutissans.
Une superficie de terre et broussailles dans la plaine de Staouéli.	1020 hect.	N. la mer. S. Oued Bridja. E. Oued Bakarat. O. plaine de Staouéli.

Art. 2. La présente concession deviendra définitive après l'accomplissement, dans les délais ci-après indiqués, des conditions établies audit acte.

Art. 3. La société édifiera les constructions nécessaires pour l'habitation et l'exploitation des terres conformément aux plans, qui seront communiqués à l'administration.

Une subvention de soixante-deux mille francs est accordée à cet effet à la société, et lui sera payée par fractions de cinq mille francs, au fur et à mesure que la société aura effectué pour cinq mille francs de travaux constatés contradictoirement avec l'administration.

Art. 4. Elle mettra en culture, dans le délai de deux années, les terres qui en seront susceptibles. La moitié au moins devra être cultivée à la fin de la cinquième année. Le restant sera mis en état par cinquième d'année en année.

Art. 5. Le bornage se fera immédiatement après la prise de possession, contradictoirement avec l'administration et dans les formes administratives.

Art. 6. La compagnie sera tenue de se conformer aux règlements forestiers.

Art. 7. L'administration se réserve expressément la propriété des cours d'eau qui pourraient se trouver sur les terrains concédés. Les concessionnaires en auront

l'usage. Il sera établi à ce sujet, s'il y a lieu, un règlement d'utilité publique par l'administration. Dans le cas où la société voudrait exécuter des constructions se rattachant à la jouissance desdits cours d'eau, elle devra en référer à l'administration qui statuera dans le délai de 3 mois.

Art. 8. La société plantera deux mille arbres par chaque période de deux ans : en tout dix mille arbres dans les dix années.

Art. 9. Tant que les conditions ci-dessus stipulées n'auront pas été remplies, la société ne pourra échanger, aliéner, hypothéquer la propriété concédée, si ce n'est avec l'autorisation formelle du ministre, à peine de nullité.

Art. 10. Si la société exécute les engagements pris par elle, avant le terme ci-dessus fixé de dix années, elle pourra demander, et il lui sera délivré un titre définitif de propriété, conformément à l'article 11 de l'arrêté du 18 avril 1841.

Art. 11. En cas d'inexécution, dans le délai prescrit, des conditions ci-dessus, ou de la dissolution volontaire de la société, il y aura lieu à la résolution de la présente concession. Elle sera ordonnée par le ministre qui en réglera les effets.

Art. 12. La société supportera en faveur de l'administration à partir de la cinquième année révolue, l'intérêt à 4 pour cent à raison des avances qui lui auront été faites, conformément à l'article 3 ci-dessus. Elle pourra toujours s'en libérer par le remboursement du capital.

Art. 13. Dans le cas où la société voudrait vendre tout ou partie des terres faisant l'objet de la présente concession, elle ne pourra le faire qu'à condition de rembourser à l'administration les 62,000 fr. qui lui auront été avancés, proportionnellement aux étendues et à la valeur des terres aliénées.

Elle paiera les redevances ou contributions qui pourront être ultérieurement imposées, en Algérie, à la propriété en général, mais seulement après dix ans de la date du présent acte.

Art. 15. Toutes contestations relatives à l'interprétation du présent acte seront jugées administrativement.

Fait à Paris le 11 juillet 1843.

Signé : maréchal duc DE DALMATIE.

Vu l'arrêté ci-dessus, par lequel il est fait concession à la dite société de 1,020 hectares de terrains situés en Algérie, plaine de Staouéli;

Je soussigné déclare en vertu de mes pouvoirs accepter, comme j'accepte, purement et simplement, pour la même société, cette concession, sous les charges et conditions imposées par l'arrêté et entre les associés, dans les conditions du contrat de société.

Signé. P. HERCELIN (F.- Joseph-Marie),
Général des Trappistes.

Signé : de MARTIN DONNOS (F. Régis),
Prêtre-Directeur de la société.

11 — 29 Juill. — TRIBUNAUX. — Arrêté ministériel qui élève de 12 à 14 le nombre des défenseurs près la cour royale et les tribunaux d'Alger. (B. 154.)

Vu l'article 73 de l'ordonnance royale du 26 septembre 1842, portant réorganisation du service judiciaire en Algérie ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 novembre 1841 :

Art. 1^{er}. Le nombre des défenseurs près la cour royale et les tribunaux d'Alger est porté de douze à quatorze.

Art. 2. Le nombre des défenseurs près le tribunal de 1^{re} instance d'Oran est porté de quatre à cinq.

Art. 3. Le gouverneur général de l'Algérie est chargé, etc.

12 — 29 Juill. — Arrêtés ministériels qui nomment les sieurs Blachelle et Fruchier défenseurs à Alger. (B. 154.)

Vu l'arrêté ministériel du 11 juillet 1843 :

Art. 1^{er}. Sont nommés défenseurs près la cour royale et les tribunaux de 1^{re} instance et de commerce d'Alger : les sieurs Blasselle (Adolphe-Victor) et Fruchier (Achille), licenciés en droit.

Art. 2. Ces défenseurs seront admis à prêter serment et à exercer en ladite qualité, après avoir justifié du cautionnement de quatre mille francs, auquel ils sont assujettis à ce titre.

Art. 3. Le procureur-général du roi en Algérie est chargé, etc.

12 — 29 Juill. — Arrêté ministériel qui nomme le sieur Delagrangé à Oran. (B. 154.)

Vu l'arrêté ministériel du 11 juillet 1843 :

Art. 1^{er}. Le sieur Delagrangé (François-Nicolas-Armand), avocat, est nommé dé-

enseur près le tribunal de 1^{re} instance d'Oran.

Art. 2. Il sera admis à prêter serment et à exercer en ladite qualité, après avoir justifié du versement de cautionnement de deux mille francs auquel il est assujéti à ce titre.

Art. 3. Le procureur général du roi en Algérie est chargé, etc.

12 — 29 Juill. — *POLICE. — Arrêté ministériel qui révoque le sieur Grémillet des fonctions de commissaire de police à Alger.* (B. 154.)

Art. 1^{er}. Le sieur Grémillet, commissaire de police à Alger, est révoqué de ses fonctions.

Art. 2. M. le gouverneur général de l'Algérie est chargé, etc.

14 — 29 Juill. — *Arrêté ministériel qui nomme le sieur Husson de Randon commissaire de police à Alger.* (B. 154.)

Art. 1^{er}. Le sieur Husson de Randon est nommé à l'emploi de commissaire de police à Alger, en remplacement du sieur Grémillet révoqué.

Art. 2. Le sieur Husson de Randon n'entrera en fonctions qu'après avoir prêté serment.

Art. 3. Le gouverneur général est chargé, etc.

17 Juill. — 8 Août. — *JUSTICE ET TRIBUNAUX. — Ordonnance royale portant qu'à l'avenir les tribunaux musulmans ne pourront, dans aucun cas, prononcer des jugements portant condamnation à la peine de mort.* (B. 155.)

Sur le rapport de notre président du conseil, ministre secrétaire d'État de la guerre;

Vu les articles 42, 45 et 50 de l'ordonnance du 26 septembre 1842;

Considérant qu'il importe de déterminer, d'une manière précise, en matière criminelle et en dehors de la juridiction des tribunaux ordinaires, les attributions de la justice musulmane;

Nous avons ordonné, etc. :

Art. 1^{er}. A l'avenir et en aucun cas, les tribunaux musulmans quels qu'ils soient, ne pourront prononcer, en Algérie, des

jugements portant condamnation à la peine de mort (1).

Art. 2. Les conseils de guerre connaîtront seuls, en Algérie, des crimes commis par les indigènes, en dehors des limites de la juridiction des tribunaux ordinaires, et pouvant donner lieu à l'application de la peine de mort.

Ils connaîtront aussi des crimes et délits qui intéresseraient la souveraineté française ou la sûreté de l'armée.

Art. 3. Notre président du conseil, ministre secrétaire d'État de la guerre, est chargé, etc.

20 Juill. — 8 Août. — *MILICE. — Arrêté du gouverneur général qui modifie la composition du 1^{er} bataillon de la milice, et crée dans les 2^e et 3^e bataillons une compagnie de chasseurs qui prendra le n^o 5.* (B. 155.)

Vu les arrêtés en date des 28 octobre 1836 et 17 octobre 1841;

Considérant que les cadres d'officiers et de sous-officiers ne sont plus en rapport avec l'effectif des compagnies des trois bataillons de la milice d'Alger (extramuros), et notamment celles du 1^{er} bataillon;

Considérant que l'importance de la batterie d'artillerie et la spécialité de cette arme exigent qu'elle ait une organisation particulière :

Art. 1^{er}. L'artillerie cesse de faire partie du 1^{er} bataillon, elle sera divisée en deux

(1) Déjà une ordonnance royale, celle du 1^{er} avril 1842, avait établi qu'aucune condamnation à mort ne pourrait avoir son effet dans toute l'étendue de l'Algérie, sans qu'au préalable il n'en eût été rendu compte au roi.

L'ordonnance ci-dessus a été inspirée par le même esprit. Elle consacre de plus en plus notre souveraineté en une matière si grave.

Cette ordonnance a été provoquée par des condamnations à mort prononcées à Médéah et à Mascara contre des indigènes par des autorités indigènes.

Du reste, sous le régime turc, les tribunaux musulmans n'avaient pas le droit de prononcer des condamnations à mort. Ce droit était exclusivement réservé au dey, ou à son délégué immédiat.

L'ordonnance ci-dessus fixe le véritable sens de l'article 45 de l'ordonnance royale du 26 septembre 1842.

Les anciennes attributions des tribunaux musulmans se trouvent réduites à la connaissance des contraventions, et à celle des crimes ou délits uniquement prévus par la législation musulmane.

batteries qui formeront un escadron, sous le commandement d'un chef d'escadron. L'effectif de chacune d'elles est déterminé ainsi qu'il suit :

- 1 capitaine en premier.
- 1 id. en second.
- 1 lieutenant en premier.
- 2 id. en second.

Total 5

- 1 maréchal des logis chef.
- 1 id. fourrier.
- 8 maréchaux des logis.
- 12 brigadiers.
- 3 trompettes.
- 130 canonniers.

144

Art. 2. Les compagnies de marins et d'éclaireurs seront dédoublées et le 1^{er} bataillon se composera à l'avenir des compagnies suivantes :

- 1^{re} compagnie de marins.
- 2^e idem.
- Compagnie de pompiers.
- 1^{re} compagnie d'éclaireurs.
- 2^e idem.
- Cavalerie.

Art. 3. Il sera formé dans les 2^e et 3^e bataillons une nouvelle compagnie de chasseurs qui prendra le n^o 5.

Art. 4. L'effectif des batteries et des compagnies de nouvelle formation sera conforme aux règles arrêtées par l'arrêté du 28 octobre 1836 (art. 26) et par l'arrêté du 17 décembre 1841 (art. 11, § 2).

Art. 5. Le directeur de l'intérieur est chargé, etc.

24 Juill. — 8 Août. — MILICE. — Arrêté du gouverneur général qui institue à Tenez une compagnie de milice. (B. 155.)

Vu les arrêtés des 28 octobre 1836 et 17 décembre 1841, sur l'organisation de la milice africaine;

Considérant que le chiffre de la population européenne de Tenez permet de créer une compagnie de milice dans cette localité;

Sur la proposition du commandant supérieur de Tenez :

Art. 1^{er}. Il est institué à Tenez une compagnie de milice.

Art. 2. Sont nommés :

Le sieur Robert Desougues, capitaine de la compagnie;

Le sieur Bandelé, Corand, lieutenant, et le sieur David, Hyppolite, sous-lieutenant de la même compagnie.

Art. 3. Le commandant supérieur de Tenez est chargé, etc.

26 Juill. — 8 Août. — NETTOIEMENT. — Arrêté du gouverneur général qui complète et ramène à une plus sévère exécution les mesures relatives au balayage et au nettoitement de la ville d'Alger. (B. 155.)

Vu les lois des 16-24 août 1790 et 17-24 juillet 1791;

Vu les arrêtés de l'intendant civil et du directeur de l'intérieur, en date des 12 septembre 1832, et 21 juillet 1841;

Considérant qu'il importe, dans l'intérêt de la salubrité publique, de remettre en vigueur et de ramener à une plus sévère exécution les mesures relatives au balayage et au nettoitement de la ville d'Alger;

Sur le rapport et la proposition du directeur de l'intérieur;

Le conseil d'administration entendu;

Vu l'urgence :

Art. 1^{er}. Toutes personnes habitant Alger, seront tenues de balayer ou faire balayer, chaque jour, avant huit heures du matin, la partie de la voie publique longeant les maisons, boutiques, magasins, cours, jardins et autres emplacements qu'elles occupent au rez-de-chaussée, soit à titre de propriétaire, soit à titre de locataire, et d'enlever ou faire enlever au pic ou par tout autre moyen, les boues, terres et sédiments adhérent au pavé, le tout à partir de leur habitation jusqu'au milieu de la chaussée.

Dans les rues à galeries, la même opération devra de plus être faite sur toute la surface desdites galeries.

Les immondices provenant du balayage et du repiquage ci-dessus prescrits, seront mis en tas au coin de chaque immeuble, pour être ensuite enlevés par les soins de l'entrepreneur du nettoitement.

Nul ne pourra pousser les boues et immondices devant la propriété de ses voisins.

Art. 2. Le balayage et le repiquage du pourtour des fontaines et établissements publics, des quais, places et marchés, seront opérés par les soins de l'entrepreneur du nettoitement.

Néanmoins, sur les places et marchés, les habitants devront balayer les abords de leur maison jusqu'à la distance d'un mètre.

La même obligation est imposée aux habitants du faubourg Bab-Azoun.

Ils n'en seront tenus, toutefois, que pour les bas côtés en ce qui concerne la route comprise entre l'ancienne porte Bab-Azoun et le fort du même nom, le nettoyage de la chaussée restant à la charge de l'entrepreneur.

Art. 3. Les étalagistes autorisés à occuper des places dans les rues, halles ou marchés, seront tenus de les balayer et de les nettoyer chaque jour, à leur arrivée et à leur départ.

Art. 4. Les verres, bouteilles cassées, morceaux de glace, de poterie, ou autres objets susceptibles d'occasionner des blessures, trouvées sur la voie publique, pendant l'opération du balayage, devront être déposés le long des maisons, séparément des boues et immondices.

Il est interdit de faire du feu sur la voie publique, d'y vider des eaux ménagères, d'y laisser écouler celles provenant des écuries, d'y déposer des immondices, fumiers, gravois, déblais et de jeter des objets quelconques par les fenêtres.

Art. 5. Chaque habitant devra être muni d'un réceptacle destiné à recevoir et à conserver dans l'intérieur tous débris ou ordures provenant de ses maison, magasin ou appartement. Les ordures ou débris seront remis tous les jours aux agents de l'entreprise du nettoyage, dont le passage sera annoncé dans chaque rue par la sonnette de police.

Art. 6. Les voitures ou charrettes employées au transport des pailles ou fumiers, seront disposées de manière à ce qu'il n'en puisse rien tomber sur la voie publique.

Il est défendu de donner à manger aux chevaux dans les rues, autrement que dans des musettes.

Le pansage des chevaux devra être terminé, dans toutes les parties de la ville, au plus tard, à six heures du matin depuis le 1^{er} avril jusqu'au 1^{er} octobre, et à sept heures du matin, pendant le reste de l'année.

En cas de contravention, les voitures ou charrettes seront mises en fourrière, sans

préjudice des peines portées en l'article 12 ci-après.

Art. 7. Depuis le 1^{er} juin jusqu'au 1^{er} octobre, tous les habitants devront, dans les limites indiquées en l'article 1^{er} du présent arrêté, arroser deux fois par jour la voie publique. Ils ne pourront employer à cet effet d'autres eaux que celles des fontaines ou des citernes. Cet arrosage aura lieu le matin de neuf à dix heures, et le soir de trois à quatre heures.

La même obligation est imposée aux habitants des maisons situées sur les places et marchés, jusqu'à la distance d'un mètre pour le moins.

Art. 8. Aucun dépôt de gravois et décombres, provenant de constructions ou démolitions, ne pourra séjourner plus de vingt-quatre heures sur la voie publique.

Nul habitant ne pourra y déposer des matériaux de construction, bois, voitures, charriots ou marchandises quelconques.

La taille des pierres, la préparation des mortiers pour construction, le sciage et le fendage des bois ne pourront s'exécuter dans les rues, sans une autorisation expresse du fonctionnaire préposé à la surveillance de la police du balayage, qui indiquera l'espace de terrain qui pourra être occupé et fixera la durée de l'occupation.

Art. 9. Il est interdit aux marchands colporteurs de fruits et autres objets de consommation, de stationner sur la voie publique et d'y jeter des débris.

Art. 10. Tout limonadier, traiteur ou débitant de boissons de la ville d'Alger et de la banlieue, sera tenu d'établir à l'extérieur du local de son exploitation un urinal public, dont la forme sera déterminée par l'administration et qui sera placé dans l'endroit désigné par le commissaire central de police.

Il sera également tenu de faire vider et laver ledit urinal au moins trois fois par jour, le matin, à midi et le soir, et même plus fréquemment s'il en est besoin.

Art. 11. Celles des prescriptions ci-dessus qui sont conformes aux arrêtés déjà en vigueur, seront exécutoires quarante-huit heures après la publication du présent arrêté.

Ce délai est étendu à huit jours pour celles énoncées en l'article 5 et dans les deux articles précédents.

Art. 12. Toutes contraventions aux dispositions qui précèdent seront constatées

par procès-verbaux des commissaires de police, agents spéciaux et autres ayant droit de verbaliser; elles seront punies de 10 fr. d'amende.

En cas de récidive l'amende sera portée à 15 fr.; il pourra même être prononcé un emprisonnement dont la durée n'excèdera pas cinq jours.

L'autorisation d'occuper des places dans les rues, halles ou marchés, pourra en outre être retirée, dans le même cas, aux étalagistes qui auront contrevenu deux fois dans la même année, à l'obligation qui leur est imposée par l'article 3.

Art. 13. Les arrêtés antérieurs des 12 septembre 1832, et 21 juillet 1841 sont annulés en tout ce qui est réglé par le présent. Toutes les autres dispositions desdits arrêtés, notamment celles qui ne s'appliquent pas au balayage et au nettoiement de la voie publique, continueront à demeurer exécutoires.

Art. 14. Le directeur de l'intérieur et le procureur général sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et affiché en français et en arabe.

Extrait de l'arrêté du 12 septembre 1832, en ce qui concerne les dispositions maintenues par celui qui précède.

Art. 10. Tous les habitants qui introduiraient sur les terrasses de leurs maisons des poules, lapins, porcs et autres animaux, devront les faire disparaître sans délai.

Art. 14. Tous les lieux d'aisance qui seront remarqués sur la voie publique exhaler une mauvaise odeur, ou laisser écouler quelques matières, qu'ils soient ou vides ou pleins, seront immédiatement vidés et réparés aux frais des propriétaires.

Art. 16. Les propriétaires d'une maison où un incendie serait reconnu s'être manifesté, soit par défaut de construction, soit par défaut de propreté, seront punis d'une amende de 50 à 100 fr.

Art. 20. Aucun marchand ne peut dépasser l'enceinte de sa boutique par des étalages de fruits, comestibles ou autres marchandises qui tendraient à obstruer la voie publique.

Art. 21. Tous auvents et avancées de boutiques qui ne seront pas élevés d'au moins sept pieds; toutes gouttières extérieures formant saillie sur la rue sont défendus.

31 Juill. — 4 Sept. — **PROMOTION.** — *Ordonnance royale qui élève M. le lieutenant général Bugeaud, gouverneur général de l'Algérie, à la dignité de maréchal de France.* (B. 156.) (1).

Louis-Philippe, etc.

Vu la loi du 4 août 1839;

Sur le rapport de notre président du conseil, ministre secrétaire d'État de la guerre;

Nous avons ordonné, etc. :

Art. 1^{er}. M. le lieutenant général Bugeaud de la Piconnerie (Thomas-Robert), gouverneur général de l'Algérie, est élevé à la dignité de maréchal de France.

Art. 2. Notre ministre secrétaire d'État de la guerre, président du conseil, est chargé, etc.

4 — 8 Août. — **CHASSE.** — *Arrêté de M. le directeur de l'intérieur qui permet l'exercice de la chasse à partir du 10 du même mois.* (B. 155.)

Nous, directeur de l'intérieur;

Vu les arrêtés de M. le gouverneur général en date des 5 décembre 1834, 23 mars 1841, et 1^{er} août 1842 :

Art. 1^{er}. A dater du 10 août prochain, la chasse sera ouverte dans la province d'Alger, sous les conditions et restrictions posées par l'arrêté du 5 décembre 1834.

Art. 2. Le délit de chasse, sans port d'armes, sera poursuivi et réprimé conformément aux dispositions de l'arrêté susvisé du 23 mars 1841, sans préjudice de la confiscation de l'arme.

Art. 3. Les commissaires civils, les mai-

(1) Voyez ci-dessus l'ordonnance royale du 29 décembre 1840 et note.

M. le commandant Liadières, officier d'ordonnance du roi, avait été chargé par S. M. Louis-Philippe de remettre à M. le gouverneur général sa nomination et les insignes de sa nouvelle dignité. Cet officier supérieur arriva à Alger le 12 avril. La nouvelle s'en répandit dans la ville, et aussitôt accoururent de toutes parts au palais du gouvernement des personnes de toutes les classes, de toutes les professions, pour féliciter individuellement le chef de la colonie de la récompense que l'on jugeait méritée par ses services. M. le gouverneur général reçut les fonctionnaires de l'ordre civil et judiciaire, ainsi que les officiers de la garde nationale. Il reçut ensuite les officiers de la garnison. Dans ces deux circonstances, ce haut fonctionnaire exposa de nouveau ses vues de gouvernement. (Voir le *Moniteur algérien* du 15 août 1843.)

res, la gendarmerie et la police sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

4 Août. — 4 Sept. — JUSTICE. — *Arrêté ministériel qui détermine les limites du ressort de l'administration civile et judiciaire d'Oran et de Mostaganem.* (B. 156.)

Vu l'art. 4 de l'ordonnance royale du 26 septembre 1842, sur l'organisation de la justice en Algérie ;

Vu l'arrêté du gouverneur général en date du 7 mai 1838, portant fixation des limites de la juridiction criminelle dans la province d'Oran ;

Vu l'art. 3 de l'arrêté ministériel du 21 décembre 1842, qui a rendu ces mêmes limites applicables en matière civile ;

Vu l'art. 5 de l'arrêté ministériel en date du même jour 21 décembre 1842, portant délimitation du ressort du commissariat civil de Mostaganem ;

Art. 1^{er}. Le ressort de l'administration civile et judiciaire d'Oran a pour limites :

1^o A l'ouest, le cours du ruisseau qui se jette dans la mer aux ruines d'Andalous, depuis son embouchure jusqu'à sa source, dite Bou-el-Aïn-Mta Djeddara ; de là, en suivant de l'ouest à l'est, la crête escarpée qui domine la plaine d'Andalous et la Ferme. En passant au-dessous de Aïn-el-Euser, Aïn-Sidi-Bou-Asfar, Aïn-Sidi-Bou-Amer, jusqu'au point où le chemin, dit chemin des Espagnols, par lequel on monte du col d'Aïn-Khedidja sur le plateau du Canton, coupe la crête escarpée précitée.

De là, en se dirigeant vers le sud, au marabout de Djefri à la source de Meserguin, par une ligne droite, au point où le chemin de Tensalmet quitte la grande route de Tlemsen, de là au grand lac (Sebka), en laissant au-dedans de la limite la Dalat et Khaïl ;

2^o Au sud, le bord du lac jusqu'au point où il fait une rentrée à 2,000 mètres au sud du camp du Mguler, de là, quittant le lac de Tharabg, dès sa rentrée, jusqu'à la route d'Oran à Mascara, et, ensuite, la route de Mascara jusqu'à Dika.

3^o A l'est, en se dirigeant vers le nord en suivant les confins de la terre du beylik d'El-Kerina, pour gagner le marabout d'El-Kerba, et successivement les marabouts de Sidi el Thani, de Sidi el

Kader, et, à partir de ce dernier, par une direction presque nord, en arrivant au Mechta de ben Daoud ; de là, coupant la route d'Oran à Arzew, à 1,000 mètres environ à l'est d'Hassi-el-Djer ; d'Hassi-el-Djer à une pyramide en pierre, ancien signal télégraphique, et de ce dernier point à la mer ;

4^o Au nord, la mer.

Art. 2. Le ressort de l'administration civile et judiciaire de Mostaganem a pour limites :

1^o A l'ouest, une ligne droite allant de la fontaine de la Sidia à la mer ; depuis la fontaine, en suivant le pied des collines jusqu'à Mazagan, et de Mazagan se dirigeant vers le sud par une ligne coupant la crête des collines jusqu'à la redoute Desmichels ; de cette redoute jusqu'au blockaus de Schauenbourg ;

2^o Au sud, depuis le blockaus Schauenbourg ; la crête des collines jusqu'au village des Hachems ;

3^o A l'est, une ligne droite tirée vers le nord, depuis le village des Hachems jusqu'au fort de l'Est, et de ce point à la mer, en passant derrière l'ancienne ville ruinée de Tig-Dig.

4^o Au nord, la mer.

Art. 3. Toutes dispositions contraires au présent arrêté, et notamment l'arrêté du gouverneur général du 7 mai 1838, l'article 3 de l'arrêté ministériel du 21 décembre 1842, et l'article du second arrêté ministériel du même jour sont abrogés.

Art. 4. Le gouverneur général de l'Algérie, est chargé, etc.

5 — 8 Août. — ADMINISTRATION. — *Arrêté du gouverneur général, portant que la population des places, postes et camps où l'autorité civile n'existe pas encore, sera soumise, jusqu'à nouvel ordre, à la juridiction militaire.* (B. 156.)

Vu l'ordonnance royale du 31 octobre 1838 ;

Vu notre arrêté du 3 septembre 1842 ;

Considérant qu'il n'est pas encore possible d'introduire dans les localités soumises au régime des commissions administratives toutes les règles relatives à la distribution de la justice, à la police, et à ce qui constitue la partie morale de l'administration ; mais qu'il importe néanmoins de consacrer par des règles fixes et uniformes l'état de choses existant ;

En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés par l'art. 3 de l'ordonnance royale du 22 juillet 1834 ;

Attendu l'urgence :

Art. 1^{er}. La population civile des places, postes et camps où l'autorité civile n'existe pas encore, sera soumise à la juridiction militaire, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné (1).

Art. 2. Le commandant de la place remplira les fonctions attribuées, dans les autres localités, au commissaire civil et au juge de paix.

On ne pourra appeler de ses jugements que devant le commandant supérieur de la subdivision dans laquelle sera comprise la place où ils auront été rendus, et dans les cas prévus par l'arrêté du 18 décembre, portant règlement des attributions des commissaires civils.

Art. 3. Un sous-officier remplira auprès du commandant de place l'office de greffier, et consignera tous les jugements et procès-verbaux de contravention sur un registre où il sera fait mention expresse des motifs qui auront déterminé la décision.

Ces jugements et procès-verbaux seront adressés en expédition, à la fin de chaque mois, au commandant de la subdivision, qui les communiquera au commandant supérieur de la province.

Art. 4. Les commandants supérieurs des provinces, cercles, places et camps, sont chargés, etc.

9 Août. — 4 Sept. — MILICE. — Arrêté de M. le gouverneur général qui institue à Sétif une compagnie de milice. (B. 156.)

Vu les arrêtés des 28 octobre 1836 et 17 décembre 1841 sur la milice africaine ;
Considérant que le chiffre de la population européenne de Sétif permet de créer une compagnie de milice dans cette localité ;

Sur la proposition de M. le général commandant la province de Constantine :

(1) Cet arrêté qui a, en effet, sa source dans l'article 3 de l'ordonnance du 31 octobre 1838, mérite d'être remarqué, car il ajoute une nouvelle juridiction à celles qui existaient déjà, à savoir : 1^o les tribunaux ordinaires ; 2^o les tribunaux de première instance ; 3^o les commissaires civils ; 4^o les justices de paix ; 5^o les conseils de guerre ; 6^o les tribunaux musulmans ; 7^o les tribunaux rabbiniques.

Art. 1^{er}. Il est institué à Sétif une compagnie de milice.

Art. 2. Sont nommés : le sieur Estre, capitaine de la compagnie ; et le sieur Mulsan, lieutenant de la même compagnie.

Art. 3. Le général commandant la province de Constantine est chargé de l'exécution du présent arrêté.

23 Août. — 27 Sept. — SANTÉ.
— Arrêté du directeur de l'intérieur qui élève de trois à cinq le nombre des membres de la commission chargée de l'inspection des pharmaciens, droguistes et épiciers de la ville d'Alger. (B. 157.)

Considérant que la commission créée par les arrêtés de M. le gouverneur général des 15 janvier et 10 mars 1835, et chargée de la visite et de l'inspection des pharmaciens, droguistes et épiciers de la ville d'Alger a cessé d'exister par suite de la suppression de l'école de médecine, dans le sein de laquelle ses membres étaient pris ;

Considérant qu'il importe de rétablir cette commission dans l'intérêt de la santé publique ;

Considérant, enfin, que le nombre des pharmaciens, droguistes et épiciers s'est accru, et que cette augmentation donne lieu à porter le nombre primitif de trois membres à celui de cinq :

Art. 1^{er}. En exécution des arrêtés ci-dessus visés ;

Nommons membres de ladite commission :

MM. Monard, médecin en chef de l'hôpital du Dey ;

Philippe, chirurgien en chef de la Salpêtrière ;

Tripler, pharmacien en chef de la pharmacie centrale ;

Trolliet, médecin en chef de l'hospice civil d'Alger ;

Méard, médecin du dispensaire et chirurgien en chef de l'hospice civil d'Alger.

28 Août. — 2 Oct. — AFFAIRES ARABES. — Ordonnance royale qui nomme El-Hadj-Akmed, agha du Djebel. (B. 158.)

Louis-Philippe, etc.

Sur le rapport de notre président du conseil, ministre secrétaire d'Etat de la guerre ;

Ainsi ordonné, etc.

Art. 1^{er}. El-Hadji-Ahmed est nommé agha du Djebel, dans le kalfat du Gharb (province d'Oran), en remplacement de Sid-Miloud, Ould-el-Jemeni, révoqué de ses fonctions.

Art. 2. Notre ministre secrétaire d'État de la guerre, président du conseil, est chargé, etc.

29 Août. — 36 Janv. — *Arrêté ministériel du 29 août 1843, relatif à la délivrance des congés aux employés des administrations civiles.* (B. 166).

Le président du conseil, ministre secrétaire d'État de la guerre ;

Vu l'ordonnance royale du 25 décembre 1837 ;

Vu les arrêtés ministériels des 2 août 1836 et 22 novembre 1842.

Art. 1^{er}. Les congés à accorder aux fonctionnaires et agents de l'ordre civil et judiciaire de l'Algérie sont délivrés, suivant les cas, par le ministre de la guerre ou par le gouverneur général.

Art. 2. Hors le cas de maladie grave et de nécessité flagrante, le ministre délivre seul, pour quelque cause et à quelque titre que ce soit, les congés aux chefs de service et autres fonctionnaires désignés ci-après :

Directeur et sous-directeur de l'intérieur, commissaires civils ;

Procureur général du roi et tous magistrats de la cour royale et des divers tribunaux de l'Algérie ;

Directeur des finances, membres de l'inspection des finances rétribués sur le budget de la guerre, directeurs et inspecteurs spéciaux des divers services financiers ;

Ingénieurs en chef des ponts et chaussées et des travaux hydrauliques du port d'Alger ;

Secrétaire général du gouvernement ;

Secrétaire général de la direction de l'intérieur ;

Inspecteur en chef du service de l'instruction publique ;

Maire de la ville d'Alger.

Art. 3. A tous autres fonctionnaires et agents de l'ordre civil et judiciaire de l'Algérie, les congés sont délivrés par le gouverneur général, à charge par lui d'en rendre immédiatement compte au ministre de la guerre ;

déterminées par les articles suivants, 3, 6, 7, 9 et 10.

Art. 4. Les congés se distinguent :

En congés de *convalescence* ou pour cause de santé ;

En congés de *faveur*, ou pour affaires personnelles.

Art. 5. Les congés de convalescence ne sont accordés que sur le vu de certificats de visite et contre-visite, délivrés par les médecins ou chirurgiens en chef des hôpitaux de l'Algérie, et constatant le genre et le degré de gravité de la maladie, ainsi que la nécessité de la faire traiter en France.

Art. 6. La durée légale des congés de convalescence est de trois mois au plus, sauf prolongation ultérieure.

Art. 7. Les congés de convalescence emportent de droit l'allocation du traitement entier pour le premier mois. Les deux autres mois sont avec demi-traitement, à moins d'une décision spéciale du ministre de la guerre, qui, sur le vu de nouveaux certificats de visite et de contre-visite, produits hiérarchiquement par le porteur du congé, pourra accorder le traitement entier pour ces deux mois.

Art. 8. Toute prolongation de congé de convalescence au-delà de trois mois n'est accordée que sur le vu de certificats spéciaux de visite et de contre-visite ; elle donne droit au demi-traitement pour trois mois. Au-delà de ce terme, il n'est alloué aucun traitement.

Art. 9. Les congés pour affaires personnelles sont accordés pour trois mois au plus. Le premier mois est avec traitement entier, et les deux autres sans traitement.

Art. 10. Dans le cas où un fonctionnaire ou agent obtiendrait deux congés pour affaires personnelles dans le cours de la même année, le second congé sera sans traitement pour tout le temps de sa durée.

Art. 11. Toute prolongation de congé pour affaires personnelles est sans traitement.

Art. 12. Le ministre de la guerre délivre seul les prolongations de congé.

Art. 13. La durée des congés commence à courir du jour du débarquement en France. Les fonctionnaires ou agents qui en sont porteurs doivent être de retour au port d'embarquement le jour de leur ex-

suffisantes. Ces dernières concessions devront être préalablement soumises à l'approbation de M. le ministre de la guerre.

Art. 9. Les colons seront tenus de clore dans l'année leur cour et jardin attenants à la maison d'un mur, d'une palissade ou d'une haie vive ou sèche. Les alignements, pour l'établissement de ces clôtures, seront délivrés sans retard sur leur demande.

Art. 10. Les récoltes pendantes par racine qui se trouveront exister à l'époque de l'entrée en jouissance des colons, seront partagées entre eux, au prorata de l'étendue de leurs concessions, moyennant le remboursement du prix de culture et de semences.

Art. 11. Chaque colon sera tenu de planter trois cents arbres sur sa propriété, dans le délai de trois ans, après son entrée en jouissance.

Art. 12. Dans le cas où les colons le demanderaient, il sera construit, par les ouvriers militaires, contre leurs maisons, un appentis en bois pour loger leurs bestiaux, dont ils rembourseront le prix à la caisse coloniale d'après le taux de la dépense effectuée, qui ne dépassera pas 150 fr. Ils y gagneront la différence notable entre le prix de la main-d'œuvre par les ouvriers militaires, et de la main-d'œuvre par les ouvriers civils.

Art. 13. Les maisons devront être blanchies à la chaux une fois chaque année, dans le courant du mois de septembre.

Art. 14. Le directeur de l'intérieur est chargé, etc.

9 Sept. — 26 Oct. — AFFAIRES ARABES. — *Ordonnance royale qui révoque Sid-Abd-el-Kader Ould-el-Hachemi, de ses fonctions d'agha des Hachems-Cheragas.* (B. 160.)

Sous-Philippe, etc. sur l'ordre de son ministre secrétaire d'Etat de la guerre, président du conseil, etc.

Nous avons ordonné, etc. :

Art. 1. Sid-Abd-el-Kader Ould-el-Hachemi, agha des Hachems-Cheragas, est révoqué de ses fonctions.

Art. 2. Notre ministre secrétaire d'Etat de la guerre, président du conseil, est chargé, etc.

12 — 27 Sept. — COMMISSARIATS CIVILS. — *Arrêté ministériel qui nomme le sieur Costallat commissaire civil à Douéra.* (B. 157.)

Art. 1^{er}. Le sieur Costallat (Édouard), secrétaire de la sous-direction de l'intérieur à Oran, est nommé commissaire civil à Douéra, en remplacement du sieur Pépin, décédé.

Art. 2. Le gouverneur général de l'Algérie est chargé, etc.

12 — 27 Sept. — *Arrêté ministériel qui nomme le sieur de Bretagne secrétaire de la sous-direction de l'intérieur à Oran.* (B. 157.)

Art. 1^{er}. Le sieur de Bretagne (Anatole), secrétaire du commissariat civil de Cherchell, est nommé secrétaire de la sous-direction de l'intérieur à Oran, en remplacement du sieur Costallat, appelé à d'autres fonctions.

Art. 2. Le gouverneur général de l'Algérie est chargé, etc.

13 — 27 Sept. — MARINE. — *Arrêté du gouverneur général qui nomme provisoirement M. d'Assigny, capitaine de corvette, commandant de la marine en Algérie.* (B. 157.)

Vu l'art. 11 de l'arrêté du 2 août 1836 :

Article unique. Par suite du décès de M. le contre-amiral commandant de la marine, et jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à son remplacement définitif, M. le capitaine de corvette d'Assigny, président de la commission nautique, est chargé, etc.

15 — 27 Sept. — ÉTAT CIVIL. — *Arrêté du gouverneur général, portant que MM. le lieutenant Montigny, commandant de la compagnie de colons militaires de Beni-Méred, et le capitaine de Pontenays, commandant celle de Maelma, rempliront provisoirement dans ces deux localités les fonctions d'officier de l'état civil.* (B. 157.)

Vu l'art. 11 de l'arrêté de M. le ministre

de la guerre en date du 2 août 1836 :

Sur la proposition du directeur de l'intérieur :

Art. 1^{er}. M. le lieutenant de Montigny, commandant de la compagnie de colons militaires de Beni-Mered, et M. le capitaine de Pontenays, commandant de la compagnie de Maelma, rempliront provisoirement, dans ces deux localités, et chacun dans celle à laquelle il est attaché, les fonctions de maire, officier de l'état civil.

Art. 2. Les actes de l'état civil qu'ils auraient pu recevoir antérieurement au présent arrêté, auront la même force et valeur que s'ils avaient été dressés depuis sa publication.

Art. 3. Le directeur de l'intérieur est chargé, etc.

16 Sept. — 2 Oct. — CORPS IR-RÉGULIERS. — Arrêté ministériel, portant organisation de cavaliers (Khiéla) et de fantassins (Askar), sous les ordres de chefs indigènes chargés du commandement et de l'administration du pays arabe. (B. 158.)

Considérant la nécessité de placer près des chefs indigènes auxquels l'autorité française a délégué, dans certaines localités, le commandement et l'administration du pays arabe, une force toujours disponible pour l'exécution de leurs ordres, assurer au besoin la rentrée des impôts et donner à ces chefs les moyens de prêter, en tout temps, le concours qui peut leur être demandé (1).

Art. 1^{er}. Les chefs indigènes, chargés de l'administration du pays arabe, pourront être autorisés à réunir, sous leurs ordres, un certain nombre de cavaliers ou de fantassins indigènes, astreints à un service permanent et destinés à donner appui à leur autorité, principalement en ce qui concerne la police du pays et la rentrée des impôts. Les cavaliers auront la dénomination générale de *Khiéla* et les fantassins celle d'*Askar*. Ils seront distingués entre eux, par la désignation particulière du titre du chef près duquel ils seront placés.

(1) Cet arrêté et le suivant complètent l'organisation des forces militaires indigènes, lesquelles comprenaient déjà les *travailleurs* et les *spahis* (ordonnances royales du 7 décembre 1851). Il ajoute à ces corps des *Khiéla* (cavalerie) et des *Askar* (infanterie). Cette organisation est uniforme pour les provinces d'Alger et d'Oran, mais elle ne s'élève point à celle de Constantine. Les dépenses qu'elle doit entraîner sont à la charge du budget colonial (art. 3.)

Voyez l'arrêté qui suit.

TITRE I^{er}.

DES KHIÉLA.

Art. 2. La solde des *Khiéla* est fixée uniformément pour chaque cavalier à 30 fr. par mois, à l'exclusion de toute allocation en nature. Toutefois, en cas de nécessité absolue, des prestations en nature pourront leur être délivrées pendant la durée des expéditions, mais à la condition expresse d'en rembourser la valeur.

Art. 3. Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, le nombre de cavaliers placés sous le commandement des chefs indigènes ci-après désignés demeure fixé comme il suit :

SAVOIR :

Province d'Alger.

Kalifat de Sebaou —
Cent. 100

Province d'Oran.

Kalifat du Cheurg —	
Deux cents	200
Id. de Mascara —	
Cent	100
Id. de l'Oueren-	
senis — Cent.	100
Id. de l'Ouest —	
Soixante.	60
Baeh agha des Beni-	
Amer — Soixante. . . .	60
Caïd des Flitas — Cin-	
quante.	50
— de Tiemcen — Cin-	
quante.	50

Total. 729

Cet effectif ne pourra, dans aucun cas, être dépassé sans notre autorisation préalable.

Art. 4. Ces cavaliers seront admis sur la présentation du chef qui doit les employer, et sans qu'il y ait obligation pour lui de les recruter exclusivement dans l'étendue de son commandement. Ils résideront à proximité de ce chef qui assignera, en conséquence, à leurs tentes, s'il en est besoin, une station spéciale. Ils devront toujours être prêts à recevoir et à exécuter ses ordres.

Art. 5. L'administration intérieure des *Khiéla* sera gérée par des officiers désignés, par le gouverneur général, sur la proposition des commandants de province. Ils rempliront, pour ces objets, les fonctions d'officier-payeur et auront droit, à ce titre, à une indemnité particulière fixée,

pour l'année, de la manière suivante, savoir :

Pour les cavaliers du kalfat de Sébaou. 150 fr.

Pour ceux du kalfat du Cheurg et du Gald des Filas (une seule allocation) 250

Pour ceux du kalfat de Mascara. 150

Pour ceux du kalfat de l'Ouerensenis. 100

Pour ceux du kalfat de l'ouest, du Bach-Agha, des Beni-Amer et du caïd de Tlemcen (une seule allocation). 200

Art. 6. Les dispositions des art. 3, 8, 9, 11, 12, 13, 14 et 15 de notre arrêté de ce jour sur le Makhzen seront applicables aux Khiéla.

Art. 7. Il sera procédé immédiatement aux organisations autorisées par l'article 8 du présent arrêté. Elles pourront avoir lieu successivement sur la demande de chaque fonctionnaire indigène, dès qu'ils seront en mesure de présenter un nombre de cavaliers au moins égal au tiers de l'effectif assigné à chacun d'eux. Chaque organisation sera constatée par un procès-verbal dressé par un fonctionnaire de l'intendance militaire, désigné à cet effet.

Art. 8. Les cavaliers auxiliaires, déjà placés sous les ordres des kalfats du Cheurg, de Sébaou et de l'Ouerensenis, entreront dans les organisations autorisées de l'article 8. Les cavaliers dits réguliers, formés auprès du kalfat de l'ouest en vertu de la proclamation du gouverneur général du 6 septembre 1841, seront compris dans les Khiéla de ce kalfat. Ceux qui refuseront d'en faire partie seront licenciés à dater du jour de l'organisation.

TITRE II.

DES ASKAR.

Art. 9. La solde des Askar est fixée uniformément, pour chaque fantassin, à 15 fr. par homme et par mois, à l'exclusion de toute allocation en nature. Toutefois, la disposition de l'art. 3, relative à la distribution de prestations en nature, leur est applicable.

Art. 10. Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, le nombre de fantassins

placés sous le commandement des chefs indigènes ci-après désignés, demeure fixé comme il suit ; savoir :

Province d'Alger.

Agha de Zatima — Deux cents. 200

Province d'Oran.

Kalfat de l'Ouerensenis — Deux cents. 200

Total. 400

Art. 11. Les frais de bureau accordés aux officiers-payeurs chargés de l'administration intérieure de ces fantassins sont fixés à 150 fr. pour ceux de l'agha de Zatima, et à 100 fr. seulement pour ceux du kalfat de l'Ouerensenis.

Art. 12. Toutes les autres dispositions prescrites au titre 1^{er} du présent arrêté pour les Khiéla sont également applicables aux Askar, sauf les modifications qui résultent de la composition particulière de ces corps d'infanterie.

Aussitôt la revue terminée, la solde sera payée aux cavaliers présents à l'effectif.

La solde ne sera pas acquittée à ceux qui auront dû être rayés pour avoir changé leurs chevaux, sans que cette mutation ait été notifiée au préalable à l'officier-payeur, ou pour toute autre cause dont l'appréciation est réservée au commandant de la province ou à son délégué.

TITRE III.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 13. Les dépenses résultant des organisations autorisées par le présent arrêté et celles qui ont eu lieu depuis le 1^{er} janvier 1843, au titre des corps auxiliaires appelés à concourir à ces organisations, seront imputées au budget des services coloniaux, en exécution des dispositions des art. 11 et 65 de l'ordonnance du 21 août 1839. Aucune allocation autre que celles prévues au présent arrêté ne pourra être mise à la charge de ce budget, sans notre autorisation préalable.

Art. 14. Le gouverneur général de l'Algérie, les commandants des provinces d'Alger et d'Oran, ceux des subdivisions de ces provinces, les intendants militaires d'Alger et d'Oran, ainsi que M. le directeur des finances sont chargés, etc.

29 Sept. 1848. 2 Oct. 1848. COBONIS
TION. — Arrêté du gouverneur gé-

néral, portant qu'il sera formé au lieu dit Hadj-Yacoub, propriété indivise entre MM. de Vialar et Caussidou, un centre de population de vingt familles. (B. 158.)

Considérant que la création d'un village par des particuliers est une entreprise d'intérêt général, et que ce nouvel élément introduit dans la colonisation civile ne peut que la développer et l'affermir;

Considérant que l'établissement d'un centre de population sur le revers du Sahel en face de la Mitidja est d'autant plus utile que les colons, en étendant leur culture dans la plaine, contribueront à son assainissement;

Considérant qu'il y a lieu, en raison de l'utilité d'un pareil établissement pour le pays, de venir en aide aux particuliers qui entreprennent;

Vu la lettre du 15 juillet dernier, par laquelle MM. de Vialar et Caussidou proposent à M. le ministre de la guerre d'établir un village au lieu dit Hadj-Yacoub;

Vu la dépêche ministérielle du 31 août dernier favorable à cette proposition;

Vu notre arrêté du 18 avril 1843 :

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

Le conseil d'administration entendu :

Art. 1^{er}. Un centre de population de vingt familles sera formé sur la propriété de Hadj-Yakoub indivise entre MM. de Vialar et Caussidou, et situé entre Ouled-Mendil et Edde-Kama, à 4 kilomètres de Douéra et sur le revers de la plaine.

Sur ces vingt familles, dix devront être placées avant le 1^{er} janvier 1844, et les dix autres avant le 1^{er} janvier 1845 (1).

Art. 2. MM. de Vialar et Caussidou auront, ainsi qu'ils en ont pris l'engagement, à livrer quatre hectares de terre sans palmiers nains, ni broussailles à chacune des vingt familles dont se composera ledit village.

L'administration se réserve le droit de faire lever par un de ses géomètres le plan des lieux indiquant, en outre des lots à bâtir, la situation des diverses parcelles à partager entre les colons.

(1) Cet arrêté applique au mode particulier de colonisation. Ce mode consiste en avances dont les deux tiers en numéraire sont accordés, à des exploitants ou entrepreneurs. L'arrêté ci-dessus sera, sous beaucoup de rapports, d'être révisé.

Art. 3. L'administration fera à chacune des vingt familles une avance de 1,000 fr. sur lesquels 750 en numéraire et 250 en matériaux, grains, semences ou bestiaux. Les 750 fr. seront remis sur récépissé à MM. de Vialar et Caussidou en trois fois différentes et par portions égales; le premier tiers au moment de l'arrivée de chaque famille; le second quand la bâtisse sera en commencement d'exécution; le troisième quand elle sera terminée.

Les matériaux seront délivrés à la première demande, et valeur estimée d'après les prix payés par l'administration. La construction qui sera élevée à l'aide de cette subvention devra être bâtie en maçonnerie et couverte en tuiles et représenter une valeur de 1,000 fr. au moins.

Art. 4. Chacune des familles est tenue, quelle que soit l'époque de son installation audit village, de rembourser annuellement et en monnaie de France à partir du 1^{er} janvier 1850, le cinquième des 1,000 fr. qui leur auront été avancés conformément aux dispositions du précédent article.

Le remboursement aura lieu à la caisse coloniale en vertu de décomptes établis par le directeur de l'intérieur. MM. de Vialar et Caussidou ayant accepté ce remboursement sous leur responsabilité personnelle y seront obligés au lieu et place des familles qui ne pourraient le faire dans les délais voulus. En cas de mort de l'un d'eux, le survivant en sera seul chargé, sauf son recours contre la succession du défunt.

Art. 5. Les habitants de ce nouveau village seront, comme tous ceux des autres localités, soumis à toutes les mesures d'ordre et de sécurité que l'autorité aura à voir prescrire; ils auront à supporter également les contributions et redevances qui pourront être ultérieurement imposées en Algérie sur la propriété en général.

Art. 6. Le directeur de l'intérieur est chargé, etc.

22 Sept. — 12 Fév. — GLACIÈRES. — Arrêté de M. le gouverneur général qui accorde aux Sieurs Parmeggiani et Comp., l'autorisation avec privilège pendant cinq ans d'établir des glaciers à Médéah et Blidah. (B. 168).

Nous, maréchal de France, gouverneur général de l'Algérie,

Vu la demande présentée par les sieurs Pierre Parmeggiani et Comp., à l'effet d'obtenir, avec privilège exclusif pendant cinq années, l'autorisation d'établir à Médéah des glaciers propres à conserver les neiges, de manière à pouvoir en fournir en tout temps à la consommation ;

Considérant que si, en principe général, on doit repousser les privilèges particuliers, dans l'intérêt de tous, il est quelquefois nécessaire de faire fléchir le principe pour encourager les industries utiles qui ne pourraient se fonder d'elles-mêmes, et laisseraient les populations privées d'établissements qui intéressent leur bien-être ;

Considérant que le privilège sollicité par les sieurs Parmeggiani et Comp. a pour objet de créer une de ces industries d'utilité générale, et que les conditions consenties par ces derniers présentent un caractère favorable qui doit recommander l'entreprise à la considération de l'administration ;

Avons arrêté ce qui suit :

Art. 1^{er}. Autorisation est accordée aux sieurs Parmeggiani et Comp., avec privilège pendant cinq ans, d'établir des glaciers à Médéah et Blidah, pour la conservation des neiges d'une année à l'autre ;

Art. 2. Nul individu ne pourra, pendant ces cinq années, se livrer à la vente des neiges ou glaces, soit indigènes ou étrangères dans la province d'Alger.

Les contraventions à la présente disposition seront punies d'une amende de 500 à 1,000 fr., sans préjudice de la confiscation des glaces ou neiges amenées soit de l'intérieur, soit de l'extérieur ;

Art. 3. Il sera fait aux sieurs Parmeggiani et Comp., et à proximité des villes de Médéah et de Blidah, la concession gratuite de terrains, situés de manière à offrir à leur établissement le plus de chances possibles de succès ;

Art. 4. Les neiges ou glaces qui entreont dans les villes et villages de l'Algérie seront exemptées de tous droits d'octroi, ou autres généralement quelconques ;

Art. 5. De leur côté, les sieurs Parmeggiani et Comp. s'engagent envers l'administration à pourvoir pendant toute l'année, sauf le cas de force majeure, aux besoins tant des particuliers qu'à ceux des établissements publics, et notamment des

hôpitaux civils et militaires de la province d'Alger.

Les prix de la neige resteront fixés invariablement ainsi qu'il suit :

1^o Pour les hôpitaux civils et militaires de la province d'Alger, et pour les habitants de Médéah et de Blidah, à raison de vingt-cinq centimes le kilogramme, et pour les hôpitaux de Médéah et Blidah, à vingt centimes.

2^o Pour les habitants d'Alger, de sa banlieue et des villages voisins, à raison de trente centimes le kilogramme.

Art. 6. Les contraventions aux dispositions de l'article précédent seront passibles d'une amende de trente francs par jour d'insuffisance d'approvisionnement, et du retrait du privilège si cette insuffisance se prolonge au-delà de trois mois, comme aussi en cas de perception d'un prix supérieur au tarif ci-dessus.

Art. 7. La présente autorisation aura son effet à partir du 1^{er} mai 1844, et dans le cas où les sieurs Parmeggiani et Comp. nese trouveraient pas en mesure de remplir leurs engagements à époque, le présent privilège sera annulé ;

Art. 8. Les directeurs de l'intérieur et des finances sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

22 Sept. — 8 Oct. — OUVRIERS ET DOMESTIQUES A GAGES. — *Arrêté du gouverneur général qui règle d'une manière plus complète les rapports des maîtres avec les ouvriers et domestiques à gages des deux sexes.* (B. 159.)

Vu les articles 12 et 13 de la loi du 22 germinal an XI (12 avril 1803), l'arrêté du 9 frimaire an XII (1^{er} décembre 1808), et l'arrêté de M. l'intendant civil du 31 octobre 1833 (1) ;

(1) La loi du 22 germinal an xi, relative aux manufactures, fabriques et ateliers, renferme un titre intitulé : des obligations entre ouvriers et ceux qui les emploient. — L'arrêté du 9 frimaire an xii est relatif aux livrets.

L'arrêté ci-dessus est conforme à la législation de la métropole. Il ne diffère des ordonnances du préfet de police des 1^{er} avril 1831 et 30 décembre 1834, que par quelques dispositions peu essentielles.

Cet arrêté, en imposant aux ouvriers l'obligation du livret, et en les forçant ainsi de remplir leurs engagements, aura remédié à un grave désordre. — Nous ne pouvons compter sur les ouvriers pour des travaux suivis ; la plupart n'ont aucun domi-

Considérant qu'il importe de régler d'une manière plus complète les rapports des maîtres avec les ouvriers ou domestiques à gages des deux sexes, et de soumettre ces derniers à des mesures d'ordre et de police ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur ;

Le conseil d'administration entendu ;

Vu l'urgence ;

Art. 1^{er}. Aucun individu, ouvrier, apprenti, compagnon, journalier, charretier, conducteur de voitures, domestique à gages ou autres exerçant un métier ou une profession analogue, ne pourra désormais travailler en Algérie, s'il n'est pourvu d'un livret contenant ses nom, prénoms, âge, profession, lieu de naissance et signalement, les noms et prénoms de ses père et mère, ainsi que ceux du maître qui l'occupe.

Art. 2. Tout individu, déjà résidant en Algérie et exerçant l'un des états ci-dessus désignés devra être pourvu du livret exigé par l'article précédent dans le délai de quinze jours, à partir de la publication du présent arrêté.

Tout individu arrivant en Algérie pour y exercer l'un desdits états, devra, dans les vingt-quatre heures de son arrivée, se présenter au bureau de police du lieu de son débarquement, à l'effet d'obtenir ledit livret.

Art. 3. Ce livret, dont le prix est fixé à 1 fr., sera délivré sur le dépôt d'un passeport, d'un congé, d'une carte de sûreté, d'un livret antérieur, ou tout autre papier constatant l'identité de l'individu, et notamment sur un certificat du maître chez lequel il travaille.

Art. 4. Tout ouvrier ou domestique qui voudra voyager dans l'intérieur de l'Afrique, ou retourner dans son pays, sera tenu de faire viser, au bureau de police du lieu

de son domicile, le congé dont il sera parlé ci-après dans l'art. 9.

Art. 5. En cas de perte d'un livret, il ne pourra en être délivré un second que sur la production des mêmes pièces qui sont exigibles pour l'obtenir, et sur l'exhibition d'un certificat délivré par le dernier maître.

Art. 6. Tout ouvrier ou domestique, voyageant sans être muni d'un livret régulièrement visé, sera réputé vagabond et arrêté comme tel, à moins qu'il ne soit porteur d'un passeport ou d'autres papiers de sûreté.

Art. 7. Nul ne pourra recevoir ni employer un ouvrier ou domestique quelconque, s'il n'est porteur d'un livret en forme. Le maître sera tenu d'y inscrire le jour de l'entrée dudit ouvrier ou domestique, et de le faire viser dans les vingt-quatre heures par l'autorité chargée de la police de la localité.

Art. 8. Tout ouvrier ou domestique sortant d'une manufacture, fabrique, atelier, magasin, boutique ou maison bourgeoise, après avoir rempli ses engagements, sera tenu de faire viser sa sortie dans les vingt-quatre heures, ainsi qu'il vient d'être prescrit par l'article précédent. Néanmoins l'entrée et la sortie ne devront être visées qu'autant que l'ouvrier ou domestique aura été engagé, soit d'une manière déterminée, soit pour un laps de temps supérieur à quinze jours.

Art. 9. Il est défendu à tout maître de recevoir un ouvrier ou un domestique, même nanti d'un livret, si ce livret n'est pas revêtu d'un congé d'acquit de son maître, avec mention de la conduite qu'aura tenue chez lui cet ouvrier ou domestique.

Ledit livret doit rester entre les mains du maître jusqu'à la sortie de l'ouvrier ou domestique.

Art. 10. Le maître qui emploiera un ouvrier ou domestique faisant partie de la milice, et auquel des armes ou effets d'équipement auront été confiés à raison de service, sera responsable desdites armes et effets, sauf les cas de force majeure bien et dûment constatés.

En conséquence, il ne restituera le livret à l'ouvrier ou domestique qu'après s'être assuré de la remise de ses armes et effets entre les mains, soit du nouveau maître, en cas de changement de condi-

cile fixe, et échappent à la surveillance de l'administration. Leur intérêt, autant que celui de la colonie, réclamait la repression de ce vagabondage. Plusieurs agriculteurs avaient fait venir de France, à leurs frais, de bons laborieux; ils n'ont pas tardé à les perdre dans ce dédale, et ils n'étaient pas tentés de renouveler l'épreuve. — *Statistique médicale de la province d'Alger*, par Trolhet, p. 6^{re}.

L'arrêté ci-dessus, strictement exécuté, fera disparaître ces graves abus, et favorisera ainsi le développement de la colonisation.

Voyez le *Code des ouvriers*, par H. Celliez, avocat.

tion, soit de l'officier d'armement et d'équipement en cas de départ définitif.

Art. 11. Tout certificat de bonne vie et mœurs sera refusé aux ouvriers ou domestiques qui ne seraient pas munis d'un livret régulier.

Art. 12. Lorsqu'un ouvrier ou domestique voudra quitter son maître, et réciproquement lorsqu'un maître voudra donner congé à son ouvrier ou domestique, ils devront se prévenir au moins huit jours d'avance, ou se donner l'un à l'autre une indemnité dont le montant sera égal au quart du salaire mensuel convenu entre eux.

Art. 13. L'ouvrier ou domestique à qui son maître a fait des avances ou qui a contracté l'engagement de rester chez lui pendant un certain temps, ne peut exiger la remise de son livret ou la délivrance de son congé, qu'après avoir acquitté sa dette ou rempli ses engagements.

Il en est de même de l'ouvrier ou domestique venu de France aux frais de son maître; il ne peut quitter celui-ci sans sa volonté, à moins de lui rembourser les frais de voyage ou d'être resté pendant une année entière à son service, sauf conventions différentes.

Art. 14. S'il arrive que l'ouvrier soit obligé de se retirer pour cause jugée légitime, son livret et son congé lui sont remis sans qu'il soit astreint à rembourser préalablement les avances qui lui ont été faites; seulement le créancier a le droit de mentionner la dette sur le livret.

Art. 15. Dans le cas de l'article précédent, ceux qui emploient ultérieurement le domestique ou l'ouvrier, sont jusqu'à complète libération, sur le produit de son travail, une retenue au profit du créancier. Cette retenue ne peut jamais excéder le cinquième du salaire journalier du débiteur. Lorsque la dette est acquittée, il en est fait mention sur le livret. Celui qui a exercé la retenue est obligé d'en prévenir le maître au profit duquel elle a été faite, et d'en tenir le montant à sa disposition, sous peine de dommages-intérêts.

Art. 16. Lorsque le maître pour lequel l'ouvrier a travaillé ne sait ou ne peut écrire, ou lorsqu'il est absent ou décédé, le congé est délivré après vérification et sans frais par l'autorité chargée de la police dans la localité.

Art. 17. Tous les différends et contesta-

tions entre les maîtres et les ouvriers seront réglés conformément à ce qui est prescrit par l'art. 5 de la loi du 25 mai 1838 sur les justices de paix.

Art. 18. Les contraventions aux articles précédents seront punies d'une amende de 5 à 15 fr., à laquelle il sera ajouté un jour de prison en cas de récidive.

Art. 19. Le présent arrêté sera affiché dans toutes les localités de l'Algérie et imprimé en tête de chaque livret.

Les articles 414, 415 et 416 du Code pénal concernant les coalitions des maîtres et des ouvriers seront imprimés à la suite.

A compter du jour de sa publication, les cartes de sûreté seront abolies, en ce qui concerne les ouvriers et domestiques.

Art. 20. Le directeur de l'intérieur, le procureur général et les commandants militaires dans les lieux non soumis à la juridiction civile, sont chargés, etc.

Articles 414, 415 et 416 du Code pénal concernant les coalitions des maîtres et des ouvriers.

414. Toute coalition entre ceux qui font travailler des ouvriers, tendant à forcer injustement et abusivement l'abaissement du salaire, suivie d'une tentative ou d'un commencement d'exécution, sera punie d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 200 fr. à 3,000 fr.

415. Toute coalition de la part des ouvriers pour faire cesser en même temps de travailler, interdire le travail dans un atelier, empêcher de s'y rendre et d'y rester avant ou après certaines heures, et en général pour suspendre, empêcher, encherir les travaux, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution, sera punie d'un emprisonnement d'un mois au moins, de trois ans au plus.

Les chefs ou moteurs seront punis d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

416. Seront aussi punis de la peine portée par l'article précédent et d'après les mêmes distinctions, les ouvriers qui auront prononcé des amendes, des défenses, des interdictions, ou toutes prescriptions sous le nom de *damnations*, et sous quelque qualification que ce puisse être, soit contre les directeurs d'ateliers et entrepreneurs d'ouvrages, soit les uns contre les autres.

Dans le cas du présent article et dans celui du précédent, les chefs ou moteurs

du délit pourront, après l'expiration de leur peine, être mis sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins ou cinq ans au plus.

24 — 27 Sept. — ADMINISTRATION. — *Arrêté du gouverneur général qui investit M. le général de Bar de la direction supérieure de l'administration pendant son absence.* (B. 157.)

Considérant qu'il est nécessaire de pourvoir à l'expédition des affaires administratives pendant que les opérations militaires nous tiendront éloigné du chef-lieu de notre gouvernement :

Article unique. M. le général de Bar, commandant le territoire et la division d'Alger, réunira en notre absence, au commandement des troupes, la direction supérieure de l'administration.

Il présidera le conseil d'administration.

Les chefs des différents services correspondront avec lui pour toutes les affaires qui doivent être soumises au gouverneur général.

27 Sept. — 26 Oct. — JUSTICE ET TRIBUNAUX. — *Arrêté ministériel qui institue un quinzième office de défenseur près les tribunaux de l'Algérie.* (B. 160.)

Art. 1^{er}. Un quinzième office de défenseur est institué près la cour royale et les tribunaux d'Alger.

Art. 2. Le procureur général du roi en Algérie est chargé, etc.

27 Sept. — 26 Oct. — JUSTICE ET TRIBUNAUX. — *Arrêté ministériel qui nomme le sieur Cohen audit office.* (B. 160.)

Vu l'arrêté ministériel de ce jour portant création d'un quinzième office de défenseur près la cour royale et les tribunaux d'Alger :

Art. 1^{er}. Le sieur Cohen, avocat à la cour royale d'Aix, est nommé défenseur près la cour royale et les tribunaux de 1^{re} instance et de commerce d'Alger.

Art. 2. Il sera admis à prêter serment et à exercer en ladite qualité, après avoir justifié du versement du cautionnement de quatre mille francs auquel il est assujéti à ce titre.

Art. 3. Le procureur général du roi en Algérie est chargé, etc.

30 Sept. — 26 Oct. — MAIRES ET ADJOINTS. — *Arrêté du gouverneur général qui nomme le sieur Reverchon maire de la commune de Birkadem.* (B. 160.)

Vu l'article 5 de l'ordonnance du 31 octobre 1838 ;

Vu l'ordonnance du 23 avril 1835 ;

Sur la proposition de M. le directeur de l'intérieur :

Art. 1^{er}. Le sieur Reverchon, propriétaire, est nommé maire de la commune de Birkadem, en remplacement du sieur Albin, démissionnaire.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé, etc.

6 — 26 Oct. — *Arrêté du gouverneur général qui nomme le sieur Chifflet maire de la commune de Baba-Hassen.* (B. 160.)

Vu les art. 5 et 10 de l'ordonnance du 31 octobre 1838 ;

Vu l'arrêté en date du 23 avril 1835 ;

Sur la proposition de M. le directeur de l'intérieur :

Le sieur Chifflet est nommé maire de la commune de Baba-Hassen :

Avant d'entrer en fonctions, il prêtera le serment prescrit par l'article 7 de l'arrêté précité du 23 avril 1835.

Le directeur de l'intérieur est chargé, etc.

10 — 26 Oct. — INCENDIES. — *Arrêté du directeur de l'intérieur, prescrivant diverses précautions de nature à prévenir les incendies.* (B. 160.)

Vu l'article 3, § 5 du titre XI de la loi du 24 août 1790, qui confie à l'autorité municipale le soin de prévenir les accidents et fléaux calamiteux, tels que les incendies :

Art. 1^{er}. Il est défendu dans toutes les villes de l'Algérie et dans leurs faubourgs, de tirer des coups de fusil, de pistolet ou autres armes à feu, des pétards, fusées, bombes et pièces d'artifice quelconques, à moins d'en avoir obtenu la permission de la police locale.

Il est également défendu de brûler sur les terrasses ou dans l'intérieur des maisons, cours et jardins, du foin, du fumier, de la paille et autres matières promptement inflammables.

Art. 2. Nul ne pourra pénétrer dans les écuries, greniers, ou magasins contenant des grains, pailles, foin, fourrages et autres matières analogues, ni circuler autour des meules ou amas d'objets de même nature, soit avec des pipes ou des cigares allumés, soit avec des lumières qui ne seraient pas renfermées dans des lanternes bien closes.

Art. 3. Les contrevenants seront punis de un à cinq francs d'amende, et pourront de plus être condamnés à trois jours de prison.

Cette dernière peine sera toujours prononcée et ajoutée au maximum de la première en cas de récidive.

Les instruments qui auront servi à commettre la contravention pourront en outre être saisis et confisqués. Les pièces d'artifice le seront dans tous les cas.

Le tout conformément aux articles 471, nos 2 et 15, 472, 473 et 474 du Code pénal.

Art. 4. Les sous-directeurs, commissaires civils et de police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et affiché, avec l'article 458 du Code pénal à la suite, dans toutes les localités auxquelles il est applicable.

Art. 458 du Code pénal.

« L'incendie des propriétés mobilières ou immobilières d'autrui, qui aura été causé par la vétusté ou le défaut soit de réparation, soit de nettoyage des fours, cheminées, forges, maisons ou usines prochaines, ou par des feux allumés dans les champs à moins de cent mètres des maisons, édifices, forêts, bruyères, bois, vergers, plantations, haies, meules, tas de grains, pailles, foin, fourrages, ou de tout autre dépôt de matières combustibles, ou par des feux ou lumières portés ou laissés sans précaution suffisante, ou par des pièces d'artifice allumées ou tirées par négligence ou imprudence, sera punie d'une amende de cinquante francs au moins et cinq cents francs au plus. »

12 — 26 Oct. — SABLES. — *Arrêté du directeur de l'intérieur, qui défend provisoirement l'enlèvement des sables sur la plage Bab-el-Oued.* (B 160.)

Vu le rapport dressé par M. Bresson, ingénieur ordinaire des ponts et chaus-

sées, le 28 septembre 1843, approuvé le 4 octobre suivant par M. l'ingénieur en chef;

Considérant que l'enlèvement des sables sur la plage Bab-el-Oued s'est accru de telle sorte qu'il n'y a plus une compensation suffisante dans ceux que le flot y rapporte, et qu'il y a lieu de craindre ses conséquences pour le terrain compris entre cette plage et le quartier de la Salpêtrière, malgré le mur de soutènement que l'administration des ponts et chaussées y a fait établir; que déjà même le mur d'enceinte du cimetière chrétien, dit des Consuls, est miné jusqu'aux fondations, et que le chemin d'Alger à la Pointe-Pescade serait infailliblement attaqué, si l'on n'opposait de promptes et efficaces mesures à ces dégradations :

Art. 1^{er}. L'enlèvement illimité des sables déposés par la mer sur la plage Bab-el-Oued est provisoirement suspendu, excepté pour le service des travaux du port et pour ceux des autres travaux publics où il serait nécessaire d'employer du mortier hydraulique.

Art. 2. Il sera placé par les soins de l'administration des ponts et chaussées, une ligne de poteaux indicateurs qui sépareront la partie de la plage où l'enlèvement sera permis de celle où il sera défendu.

Art. 3. L'ingénieur attaché aux travaux hydrauliques sera chargé, conjointement avec un autre ingénieur ordinaire des ponts et chaussées, de vérifier les effets du sable de la plage de Mustapha dans les maçonneries de toute nature, par comparaison avec celui de la plage Bab-el-Oued. Ils consigneront le résultat de leurs observations dans un rapport adressé à M. l'ingénieur en chef.

Art. 4. L'ingénieur en chef des ponts et chaussées est chargé, etc.

16 — 22 Oct. — CORPS IRRÉGULIERS. — *Arrêté portant organisation de la cavalerie indigène auxiliaire soldée en Algérie, sous la dénomination de Makhzen.* (B. 158.)

Considérant qu'il importe d'assigner une organisation aux cavaliers arabes entretenus et soldés en Algérie, sous la dénomination de *Makhzen* et de régler d'une manière uniforme, le service, l'adminis-

tration et la comptabilité de cette partie de la force indigène (1).

Art. 1^{er}. Il sera formé dans chacune des provinces d'Alger et d'Oran une cavalerie indigène auxiliaire, sous la dénomination générale de *Makhzen*. Chaque contingent appelé à cette formation prendra, en outre, la désignation du lieu où il sera organisé.

Art. 2. La solde des Makhzen sera uniformément, pour chaque cavalier, de 15 fr. par mois, à l'exclusion de toute autre allocation en nature pour le temps ordinaire.

Pendant les expéditions, les officiers-généraux ou supérieurs commandant les colonnes pourront, s'ils en reconnaissent la nécessité, leur accorder, à partir du *neuvième* jour pour les hommes et du *quatrième* pour les chevaux, tout ou partie de la ration de vivres et de fourrages.

Art. 3. Tout cavalier du Makhzen, dont le cheval est tué ou meurt des suites de blessures reçues devant l'ennemi ou dans un service commandé, a droit à une indemnité de 250 fr. Les pertes de cette nature seront constatées et justifiées par des certificats délivrés, soit par les commandants français des colonnes expéditionnaires, soit par ceux qui auront prescrit le service. Ces certificats seront visés par les officiers-généraux commandants de provinces.

Art. 4. L'effectif du Makhzen, dont la formation est autorisée par le présent arrêté, est réglé, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, de la manière suivante :

<i>Province d'Alger.</i>			
Makhzen	{ d'Alger	150	} 390
	{ de Bldah. . . .	120	
	{ de Médéah. . . .	120	
<i>Province d'Oran.</i>			
Makhzen	{ d'Oran	1300	} 1600
	{ de Mostaganem. . . .	300	
Total. . . .		1990	

Le Makhzen d'Oran sera composé de :

Cavaliers	Douairs	700	1300
	Smélas	300	
	Gharabas	300	

(1) Cet arrêté ne s'applique, comme le précédent, qu'aux provinces d'Alger et d'Oran.

Cette cavalerie indigène (*makhzen*) forme désormais la seule force auxiliaire à la charge du budget de la guerre (art. 18).

Voyez le budget de la guerre pour 1845, p. 318.

Celui de Mostaganem de :

Cavaliers	Borgias	150	300
	Medjbers	100	
	Abib Cheragas, etc. . . .	50	

Total égal. . . . 1600

Dans aucun cas l'effectif du Makhzen ne pourra être dépassé, sans notre approbation préalable.

Art. 5. Les cavaliers admis dans la composition du Makhzen seront choisis parmi les hommes les plus braves et les plus influents des tribus. Ils devront être convenablement montés, armés et équipés.

Art. 6. Les tribus des Douairs et des Smélas jouiront seules, conformément à la convention passée au camp du Figuier, le 16 juin 1835, avec leurs chefs, de l'exemption des impôts généraux exigés de la population indigène. Il sera pourvu, par un arrêté particulier, à la fixation de la redevance spéciale que ces deux tribus devront acquitter, en exécution de l'article 3 de la convention précitée.

L'inscription des cavaliers douairs et smélas dans le Makhzen ne leur confère aucun autre privilège que celui résultant de cette même convention.

Art. 7. Les autres tribus admises à fournir un contingent aux Makhzen d'Alger et d'Oran resteront assujéties aux impôts généraux ou particuliers.

Art. 8. Tout cavalier makhzen sera tenu de monter à cheval au premier ordre qui lui sera donné, pour tout service commandé par l'autorité française.

Art. 9. Des officiers désignés par le gouverneur général, sur la proposition des commandants des provinces, seront spécialement chargés de la surveillance générale du Makhzen et de rendre compte de tout ce qui intéresse la composition, l'administration et le service de cette cavalerie auxiliaire.

Art. 10. L'administration intérieure du Makhzen sera gérée par des officiers également désignés par le gouverneur général, sur la proposition des commandants de provinces. Ces officiers rempliront, sous ce rapport, les fonctions d'officier-payeur. Ils devront se conformer aux ordres et instructions qui leur seraient donnés par les officiers chargés de la surveillance de cette force indigène; mais, pour ce qui concerne leur gestion de comptables et la responsabilité y attachée, ils exerceront sous la di-

rection et la surveillance des fonctionnaires de l'intendance militaire.

Les officiers chargés des fonctions d'officier-payeur du Makhzen recevront une indemnité annuelle de frais de bureau et de déplacement, fixée de la manière suivante :

Pour le Makhzen d'Alger,	150 fr.
Id. de Bildah,	150
Id. de Médéah,	150
Id. d'Oran,	800
Id. de Mostaganem,	200

19 Oct. — 8 Nov. — ADMINISTRATION.
— *Arrêté ministériel qui nomme M. Bequet commissaire civil à Cherchell, et M. Otten, chef de bureau à la direction de l'intérieur.* (B. 161.)

Art. 1^{er}. M. Bequet, chef de bureau de 2^e classe à la direction de l'intérieur à Alger, est nommé commissaire civil à Cherchell, en remplacement de M. Otten.

Art. 2. M. Otten, commissaire civil à Cherchell, est nommé chef du bureau de 2^e classe à la direction de l'intérieur, en remplacement de M. Bequet.

Art. 3. Le gouverneur général de l'Algérie est chargé, etc.

20 Oct. — 28 Nov. — BUREAU DE LA MECQUE ET MÉDINE. — *Arrêté du gouverneur général qui règle la composition du bureau chargé de la distribution des aumônes provenant des fonds de la Mecque et Médine.* (B. 162.)

Vu l'arrêté du gouverneur général de l'Algérie, en date du 7 mars 1840, sur la distribution des aumônes de la Mecque et Médine aux pauvres de la religion musulmane ;

Vu l'arrêté du 13 janvier 1841, ayant pour objet de déterminer le mode de distribution de ces aumônes :

Art. 1^{er}. Le cadre constitutif du bureau chargé, sous la surveillance de M. le directeur de l'intérieur de la distribution des aumônes provenant des fonds de la Mecque et Médine, aux pauvres de la religion musulmane, est arrêté ainsi qu'il suit :

Le secrétaire-interprète de la direction,	
Un trésorier indigène au traitement annuel de	1,500 fr.
Un secrétaire français	id. 1,500
Un 1 ^{er} commis	id. 1,500
Un 2 ^e id.	id. 1,200

Un 1 ^{er} adoul au traitement de	1,200
Un 2 ^e id.	id. 1,000
Un chaouch	id. 600

Art. 2. Le trésorier indigène, le secrétaire et les deux commis français sont nommés par le ministre de la guerre.

Le gouverneur général de l'Algérie nomme aux autres emplois, sur la présentation du directeur de l'intérieur.

Art. 3. L'article 4 de l'arrêté du 13 janvier 1841 est abrogé.

Art. 4. Le gouverneur général de l'Algérie est chargé, etc.

20 Oct. — 28 Nov. — MILICE. — *Arrêté du gouverneur général qui institue à Mascara une milice composée de deux compagnies d'infanterie et d'une section de sapeurs-pompiers.* (B. 162.)

Vu les arrêtés des 28 octobre 1836 et 17 décembre 1841, sur l'organisation de la milice africaine ;

Considérant que le chiffre de la population européenne de Mascara permet de créer deux compagnies et une section de sapeurs-pompiers de la milice dans cette localité ;

Sur la proposition de M. le lieutenant général commandant la province d'Oran :

Art. 1^{er}. Il est institué à Mascara une milice composée de deux compagnies d'infanterie et d'une section de sapeurs-pompiers de vingt-cinq hommes.

Art. 2. Sont nommés :

1^{re} Compagnie.

Capitaine, le sieur Capifall, receveur des domaines, lieutenant, le sieur Léon Cosman, négociant ; sous-lieutenant, le sieur Mousset, négociant.

2^e Compagnie.

Capitaine, le sieur Olivi, négociant ; lieutenant, le sieur Gendroz, négociant ; sous-lieutenant, le sieur Savelly, négociant.

Section de sapeurs-pompiers.

Sous-lieutenant, le sieur Guylhermowich, négociant.

Sous-lieutenant, le sieur Fouquet, négociant.

Adjudant sous-officier, le sieur Chaptal, secrétaire de l'état civil.

Art. 3. Le lieutenant-général commandant la province d'Oran est chargé, etc.

28 Oct. — 8 Nov. — ADMINISTRATION GÉNÉRALE. — *Arrêté du gouver-*

neur général, qui investit M. le général de Bar de la direction supérieure de l'administration pendant la durée de son absence. (B. 161.)

Article unique. — En notre absence du chef-lieu de notre gouvernement, M. le général de Bar réunira au commandement de la division et du territoire de la province d'Alger, la direction supérieure des services administratifs.

A ce titre les divers chefs de service auront à correspondre avec lui pour toutes les affaires dans le cas d'être soumises au gouverneur général.

En outre, les pouvoirs nécessaires lui sont délégués, par le présent arrêté, pour présider le conseil d'administration de la colonie.

28 Oct. — 8 Nov. — MILICE. — Arrêté du gouverneur général portant création à Oran, de trois nouvelles compagnies de chasseurs et d'un demi-escadron de cavalerie. (B. 161.)

Vu l'arrêté du 13 octobre 1836, sur l'organisation de la milice algérienne;

Considérant que l'accroissement de la population d'Oran nécessite la création de nouvelles compagnies;

Sur la proposition de M. le directeur de l'intérieur;

Art. 1^{er}. Il est créé à Oran, 1^o trois compagnies nouvelles de chasseurs qui prendront les n^{os} 4, 5 et 6.

2^o Un demi-escadron de cavalerie.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé, etc.

31 Octobre. — Décision ministérielle relative au classement et à la solde des prisonniers arabes détenus en France et en Algérie.

Par décision du 26 septembre dernier, le ministre a arrêté les dispositions ci-après; savoir :

Les prisonniers arabes détenus à l'île Sainte-Marguerite seront divisés en trois classes.

La première comprendra les chefs et personnages influents sous les rapports politique, militaire ou religieux.

La seconde, les individus de moindre importance, les serviteurs composant la maison des prisonniers de 1^{re} classe et les enfants de 10 à 15 ans.

La troisième, les enfants de 2 à 10 ans et les domestiques.

Les allocations en deniers et en nature à accorder à ces prisonniers sont déterminées par le tarif suivant.

(Suit le tarif.)

Les dispositions ci-dessus sont également applicables aux prisonniers arabes détenus en Algérie. Pour ces derniers, le tarif de la solde ne sera mis en vigueur qu'à partir du 1^{er} janvier 1844.

(Journal militaire.)

2 — 8 Nov. — COLONISATION. — Arrêté du gouverneur général, qui exproprie, pour les utiliser à la colonisation des environs de Bone, plusieurs fermes appartenant à Sid-Hassan-ben-Englisch-Bey. (B. 161.)

Vu la délibération du conseil d'administration en date de ce jour, portant qu'il est indispensable d'exproprier les fermes et terrains ci-après désignés, soit pour ne pas enlever aux tribus soumises des Medjers et des Drides la jouissance de ces terrains, soit pour les utiliser plus tard à la colonisation des environs de Bone;

Vu l'arrêté du 9 décembre 1841, concernant les expropriations pour cause d'utilité publique;

Sur la proposition de M. le directeur de l'intérieur:

Art. 1^{er}. Sont expropriées pour cause d'utilité publique et à titre d'occupation définitive, les fermes de Medjer-el-Ghaçoul et Bordj-el-Jammar, situées dans le cercle de Bone et désignées comme appartenant à Sidi-Hassan-ben-Englisch-Bey.

Art. 2. L'indemnité due pour cette déposssession sera réglée conformément à l'arrêté sus-visé du 9 décembre 1841, sauf ensuite, s'il y a lieu, à remplacer le paiement en rente par la concession de terres d'une valeur équivalente dans la province de Constantine.

Art. 3. La privation de jouissance antérieure au présent arrêté ayant été le résultat d'un cas de guerre et de force majeure dont l'État ne saurait être responsable, l'indemnité ne courra qu'à partir de ce jour.

Art. 4. Les directeurs de l'intérieur et des finances sont chargés, etc.

2 — 8 Nov. — ESSAYEUR PUBLIC. — Arrêté du gouverneur général, qui

nomme le sieur Mohammed-el-Mudani essayeur public des matières d'or et d'argent. (1) (B. 161.)

Vu l'arrêté du 31 mars 1832, relatif au service des essais des matières d'or et d'argent ;

Considérant qu'il importe, en attendant que le contrôle de la garantie puisse être régulièrement institué en Algérie, de pourvoir à l'emploi d'essayeur public laissé vacant par la mort de Mâlem-Mustapha.

Art. 1^{er}. Le sieur Si-Mohamed-el-Madani, ancien membre du conseil municipal d'Alger, est nommé essayeur public des matières d'or et d'argent sous la dénomination d'Amin secca.

Art. 2. Il jouira à ce titre, et pour tout traitement, des rétributions établies par le tarif ci-après pour les essais auxquels il procédera.

Or et essence de rose, par 4 grammes de matière (en arabe Milokal) 05 c.

Argent, musc, par 30 grammes de matière (oukia) 05 c.

Perles, par 30 grammes (oukia) 2 fr.

Diamants, par centigramme, 05 c.

Art. 3. Les frais d'établissement sont à la charge de l'amin secca.

Art. 4. Le poinçon de garantie sera le même que par le passé.

Art. 5. Toutes les recettes de l'amin secca seront constatées sur un registre à souche qui lui sera remis par le directeur des finances.

Art. 6. Le directeur des finances est chargé, etc.

(1) La législation française sur la garantie des matières d'or et d'argent remonte à la déclaration du 17 février 1674. Les droits furent tarifés par une ordonnance de juillet 1681, modifiés en 1718 et 1723, supprimés en 1791, établis enfin par la loi du 19 brumaire an III, qui fixe la base du système actuellement consacré par la loi du 18 avril 1836.

Cette législation n'a point encore paru applicable à l'Algérie, les villes administrées par l'autorité civile ne comprenant en effet qu'un orfèvre, 13 bijoutiers et 24 horlogers, un aussi petit nombre d'assujetés ne comportait point les dépenses qu'entraînaient le personnel affecté par la législation de la métropole au service de garantie des matières d'or et d'argent.

D'un autre côté, ce service, loin d'exercer une heureuse influence sur les besoins de la consommation, eût pu avoir au contraire, pour effet, de la restreindre, soit par l'élévation du titre, soit par le paiement des droits.

L'arrêté ci-dessus a dû se borner à régulariser les fonctions d'amin secca, tombées en désuétude, et à modifier le tarif fixé par l'arrêté du 31 mars 1831.

2 — 28 Nov. — JUSTICE ET TRIBUNAUX. — *Arrêté ministériel portant institution d'un emploi de commis-greffier près la justice de paix d'Alger.* (B. 162.)

Vu les articles 3 et 11 de l'ordonnance royale sur l'organisation de la justice en Algérie, en date du 26 septembre 1842 ;

Art. 1^{er}. Un emploi de commis-greffier est institué près la justice de paix d'Alger.

Art. 2. Le traitement affecté à cet emploi est fixé à quinze cents fr. par an.

Art. 3. Le procureur-général du roi en Algérie est chargé, etc.

12 — 28 Nov. — JUSTICE ET TRIBUNAUX. — *Arrêté ministériel qui nomme le sieur Sarget, ancien avoué près le tribunal civil de Tulle, commis-greffier de la justice de paix d'Alger.* (B. 162.)

12 — 28 Nov. — AFFAIRES ARABES. — *Ordonnance royale qui nomme Sid-Omar-ben-Omar-Pacha, agha des Beni-Zoug-Zoug en remplacement de Bouzian, révoqué.* (B. 162.)

Louis-Philippe, etc. ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la guerre, président du conseil :

Art. 1^{er}. Sid-Omar-ben-Omar-Pacha, Hakem de Miliana, est nommé agha des Beni-Zoug-Zoug, en remplacement de Bouzian-ben-Kouider, révoqué.

Art. 2. Notre ministre secrétaire d'État de la guerre, président du conseil, est chargé, etc.

16 — 28 Nov. — CADASTRE. — *Arrêté du gouverneur général portant qu'il sera procédé aux opérations cadastrales sur la partie du territoire d'Alger déterminée audit arrêté.* (B. 162.)

Art. 1^{er}. Il sera procédé aux opérations cadastrales sur la partie du territoire d'Alger compris entre la mer, les fossés d'enceinte d'Alger, la route de cette ville à Blidah par Douéra, le chemin vicinal de l'Achour à Kadous, le chemin de Sebelha, l'ancien et le nouveau chemin de Tixerant

à Alger, la route d'Alger à Blidah par Birkadem, l'ancien chemin du camp de Kouba à Birkadem, celui conduisant de ce village à Kouba, le ravin d'Aouch-Aya et la rivière de l'Aratch (1).

Art. 2. Ce territoire sera divisé en quatre sections conformément aux croquis visuels de délimitation ci-annexés.

Art. 3. Les opérations cadastrales seront entreprises dans ces quatre sections, aussitôt que les formalités préliminaires à l'arpentage auront été remplies.

Art. 4. Les propriétaires, fermiers ou locataires occupant, à quelque titre que ce soit, les immeubles situés sur le territoire ci-dessus désigné, sont tenus de se prêter aux opérations des agents du cadastre munis de leur commission, de leur fournir tous les renseignements et de leur pré-

(1) Les opérations cadastrales ne doivent point seulement avoir pour effet d'assurer en Algérie comme en France, l'inappréciable avantage de l'égalité proportionnelle et de la fixité de l'impôt; mais dans l'état de la possession du sol algérien elles y sont, pour ainsi dire, le fondement matériel de toute constitution, de toute consolidation de la propriété. Le livre *terrier* dont la formation sera la conséquence du levé des plans, est destiné à devenir un jour le monument auquel remonteraient, pour s'y rattacher, tous les titres de possession. Le cadastre doit encore préparer et consacrer la répartition des terres cultivables, qui accompagne la fondation de tout nouvel établissement agricole, et seconde ainsi, en les régularisant, les travaux de la colonisation. C'est pour répondre à ces importants besoins que le ministre a arrêté, en juillet 1836, l'organisation du service du cadastre, composé d'abord d'un petit nombre d'agents, mais qui, même avec des moyens très-limités, n'a pas laissé de servir utilement l'administration. On lui doit la formation des plans détaillés de Cherchell, de Blidah, de Philippeville, et une multitude de travaux partiels, relatifs aux concessions tant rurales qu'urbaines. Mais le travail, en se compliquant, a fait comprendre l'insuffisance du service tel qu'il avait été d'abord organisé. Par les ordres du ministre (1841) des géomètres arpenteurs spéciaux ont été attachés au service de l'intérieur. Leurs opérations se bornent, après que l'emplacement d'un village a été déterminé, et que les terres domaniales ont été remises par l'administration des finances, à limiter, mesurer, et distribuer en lots, les terres à mettre en valeur et les emplacements à bâtir dans les enceintes désignées pour la construction de nouveaux villages et pour la culture des terres à distribuer. D'autres géomètres restent attachés à la direction des finances pour l'aliénation des propriétés urbaines, des fermes et des terrains isolés qui ne se trouvent pas situés sur le territoire désigné pour les nouveaux villages à former. Enfin le cadastre rendu à ses attributions spéciales, s'est organisé. L'arrêté ci-dessus marque le commencement de ses opérations.

senter tous titres pouvant servir à déterminer les limites de chaque propriété.

Art. 5. Les autorités civiles et militaires sont invitées à aider les agents du cadastre dans leurs travaux par tous les moyens en leurs pouvoirs.

Art. 6. Le directeur des finances est chargé, etc.

Par décision en date du 30 octobre dernier, M. le président du conseil, ministre de la guerre, a sanctionné de son approbation l'arrêté ci-dessus.

16 Nov. — 27 Déc. — JUSTICE ET TRIBUNAUX. — *Ordonnance royale, portant qu'il sera créé une justice de paix à Mostaganem.* (B. 163.)

Vu les art. 3, n° 4 et 13, § 1^{er} de l'ordonnance royale du 26-septembre 1842;

Sur le rapport de notre président du conseil, ministre secrétaire d'État de la guerre :

Art. 1^{er}. Il est créé une justice de paix à la résidence de Mostaganem.

Art. 2. L'organisation de cette justice de paix sera la même que celle des tribunaux de paix institués par l'ordonnance royale du 26 septembre 1842.

Art. 3. Notre président du conseil, ministre secrétaire d'État de la guerre est chargé, etc.

16 Nov. — 27 Déc. — *Arrêté ministériel du 12 novembre, qui règle la compétence du tribunal de paix créé par l'ordonnance qui précède.* (B. 163.)

Le président du conseil, ministre secrétaire d'État de la guerre;

Vu l'article 13 de l'ordonnance royale du 26 septembre 1842 :

Art. 1^{er}. Indépendamment de la compétence qui lui est attribuée par l'ordonnance royale du 26 septembre 1842, le tribunal de paix établi à Mostaganem exercera, dans l'étendue de sa juridiction, les pouvoirs judiciaires conférés aux commissaires civils, en matière de commerce, par notre arrêté du 18 décembre 1842.

Sont, en conséquence, rendues communes à ce tribunal, en tant qu'elles s'appliquent à la compétence commerciale des commissaires civils en premier et dernier ressort, les dispositions des articles 29, 30, 31, 33, 34 et 35 dudit arrêté.

Art. 2. Sont également rendues communes au tribunal de paix de Mostaganem, les attributions spéciales conférées aux commissaires civils par les articles 36, 37, 38 et 39 de l'arrêté précité du 18 décembre 1842, ainsi que les dispositions des articles 73, 74, 76, 77, 79, § 2, 80, 81, 82, 83, du même arrêté.

Art. 3. Le tribunal de paix de Mostaganem connaîtra, en outre, à charge d'appel devant le tribunal de l'arrondissement d'Oran, des contraventions en matière de chasse et de toutes les autres contraventions de police correctionnelle, commises et constatées dans l'étendue de son ressort, auxquelles les lois, ordonnances et arrêtés ayant force de loi, en Algérie, n'attachent pas une peine supérieure à celle de 15 jours de prison ou cinquante francs d'amende.

Le tout sans préjudice de sa compétence en matière de simple police.

Art. 4. Le ressort de la justice de paix de Mostaganem a pour limites celles qui sont fixées par l'article 2 de notre arrêté du 4 août 1843.

Art. 5. Le gouverneur général de l'Algérie est chargé, etc.

18 — 28 Nov. — ALIGNEMENT. —

Arrêté du gouverneur général qui exproprie pour cause d'utilité publique divers immeubles reconnus nécessaires à la rectification de l'alignement de la rue Bab-el-Oued. (B. 162.)

Vu la délibération du conseil d'administration en date de ce jour, portant qu'il est indispensable d'exproprier définitivement les immeubles ci-après désignés et reconnus nécessaires à la rectification de l'alignement des rues Bab-el-Oued, de la Révolution et des Trois-Couleurs ;

Vu l'arrêté du 9 décembre 1841, concernant les expropriations pour cause d'utilité publique ;

Vu l'art. 144 de l'ordonnance royale du 21 août 1839, en ce qui concerne la remise d'immeubles domaniaux ;

Art. 1^{er}. Il y a lieu à l'expropriation pour cause d'utilité publique et à titre d'occupation définitive, 1^o des droits de jours, d'issue et de passage dont jouit, sur la rue des Trois-Couleurs, la maison dite du Café de Paris ; 2^o des immeubles désignés au plan par les nos 2 et 6, rue de

la Révolution ; 7, 9 et 11, rue des Trois-Couleurs, 200, 202, 204, rue Bab-el-Oued.

Art. 2. Il sera fait remise par la direction des finances au service de l'intérieur des immeubles domaniaux ou régis domanialement, rue Bab-el-Oued, n^o 198, et rue de la Révolution, 4, et des parcelles à lui afférentes, aux mêmes titres dans ceux déjà indiqués rue Bab-el-Oued, 200, rue de la Révolution, 6, et rue des Trois-Couleurs, 7 et 9.

Art. 3. Les indemnités dues pour la dépossession des immeubles ci-dessus, appartenant à des particuliers ou aux corporations religieuses, seront réglées conformément à l'arrêté du 9 décembre 1841.

Art. 4. Les directeurs de l'intérieur et des finances sont chargés, etc.

22 — 28 Nov. — EXPROPRIATIONS. —

Arrêtés du gouverneur général, qui exproprient, pour cause d'utilité publique, divers terrains sis à Bone pour l'agrandissement de la pépinière et à Alger pour l'agrandissement du port militaire. (B. 162.)

Vu la délibération du conseil d'administration, en date de ce jour, portant qu'il est indispensable d'exproprier, pour cause d'utilité publique, les terrains ci-après, reconnus nécessaires à l'agrandissement de la pépinière de Bone ;

Vu l'arrêté du 9 décembre 1841, concernant l'expropriation ;

Vu, en ce qui concerne la remise des immeubles domaniaux, l'art. 144 de l'ordonnance royale du 21 août 1839, sur l'organisation du service financier en Algérie :

Art. 1^{er}. Il y a lieu à l'expropriation, pour cause d'utilité publique, des terrains sis à Bone, désignés au plan ci-joint par les nos 2, 4, 5, 6, 7 et 8.

Il sera fait remise par le domaine de la parcelle de terrain désignée sous le n^o 3.

Art. 2. L'indemnité due pour la dépossession des terrains appartenant à des particuliers, sera réglée conformément à l'arrêté du 9 décembre 1841.

Art. 3. Les directeurs de l'intérieur et des finances sont chargés, etc.

Vu la délibération, en date de ce jour, portant qu'il est indispensable de réunir

aux dépendances du port militaire d'Alger les terrains ci-après désignés ;

Vu l'arrêté du 9 décembre 1841, concernant les expropriations pour cause d'utilité publique :

Art. 1^{er}. Sont expropriés, pour cause d'utilité publique et à titre d'occupation définitive, les terrains sis à Alger, faubourg Bab-Azoun, à gauche de la route d'Alger à Mustapha, entre le magasin au bois de chauffage et l'abattoir civil, lesdits terrains teintés en vert dans le plan ci-annexé.

Art. 2. L'indemnité due pour cette dépossession sera réglée conformément à l'arrêté du 9 décembre 1841 sus-visé.

Art. 3. Le directeur de l'intérieur est chargé, etc.

30 Nov. — 27 Déc. — **ADMINISTRATION GÉNÉRALE.** — *Arrêté du gouverneur général, qui investit M. le général de Bar de la direction supérieure de l'administration pendant sa tournée dans l'ouest de la province d'Oran.* (B. 163.)

Article unique. Pendant notre tournée dans l'ouest de la province d'Oran, M. le général de Bar réunira au commandement de la division d'Alger la direction supérieure des services administratifs.

A ce titre les divers chefs de service auront à correspondre avec celui-ci pour toutes les affaires dans le cas d'être soumises au gouverneur général.

En outre, les pouvoirs nécessaires lui sont délégués par le présent arrêté pour présider le conseil d'administration de la colonie.

30 Nov. — 27 Déc. — **AFFAIRES ARABES.** — *Ordonnance royale, qui nomme El-Hadj-Ahmed-ben-Salah, agha de l'est de l'Ouarensénis.* (B. 163.)

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la guerre, président du conseil :

Art. 1^{er}. Sid-el-Hadj-Ahmed-ben-Salah, est nommé agha de l'est de l'Ouarensénis.

Art. 2. Notre ministre secrétaire d'État de la guerre, président du conseil, est chargé, etc.

2 — 27 Déc. — **CULTES RÉFORMÉS.** — *Ordonnance royale qui élève le*

traitement attribué aux pasteurs auxiliaires des cultes réformés. (B. 163.)

Vu notre ordonnance du 31 octobre 1839, portant organisation du culte protestant en Algérie ;

Vu notre ordonnance du 10 juillet dernier, portant création de deux oratoires de ce culte à Oran et à Deli-Ybrahim ;

Vu l'avis de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre, président du conseil :

Art. 1^{er}. Le traitement des pasteurs auxiliaires appelés à desservir des oratoires des cultes réformés et de la confession d'Augsbourg, en Algérie, est élevé, à partir du 1^{er} janvier prochain, à deux mille francs par an.

Art. 2. Notre ministre secrétaire d'État de la guerre, président du conseil, et notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État de la justice et des cultes, sont chargés, etc.

4 — 27 Déc. — **MILICE.** — *Arrêté du gouverneur général, portant qu'il sera créé dans la milice d'Alger une nouvelle compagnie qui prendra le n° 6 dans le 2^e bataillon.* (B. 163.)

Vu l'arrêté du 28 octobre 1836, sur l'organisation de la milice algérienne ;

Considérant que l'accroissement survenu dans la population européenne du faubourg Bab-Azoun permet de donner plus d'extension à la milice de cette localité et d'y créer une nouvelle compagnie ;

Sur la proposition de M. le directeur de l'intérieur ;

Le conseil d'administration entendu ;

Art. 1^{er}. Il est créé dans la milice d'Alger une nouvelle compagnie qui prendra le n° 6 et fera partie du 2^e bataillon.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé, etc.

4 — 27 Déc. — **MILICE.** — *Arrêté du gouverneur général, portant qu'il sera créé à Bouffarick une 2^e compagnie de milice.* (B. 163.)

Vu l'arrêté du 28 octobre 1836, sur l'organisation de la milice en Algérie ;

Considérant que le chiffre de la popula-

tion européenne de Bouffarick permet de créer une deuxième compagnie de milice dans cette localité ;

Sur la proposition de M. le directeur de l'intérieur ;

Le conseil d'administration entendu :

Art. 1^{er}. Il est créé à Bouffarick une 2^e compagnie de milice.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé, etc.

12 — 27 Déc. — ADMINISTRATION DES VILLES DE L'INTÉRIEUR. — *Arrêté du gouverneur général qui détermine le mode à suivre pour l'ordonnement des dépenses à partir du 1^{er} janvier 1844.* (B. 163.)

Vu notre arrêté du 3 septembre 1842, sur l'administration des villes de l'intérieur ;

Vu la disposition de l'article 26 de l'arrêté précité ; considérant que l'approbation des budgets préparés par les commissions administratives pour l'exercice 1844 n'a pu encore avoir lieu et qu'il importe aux exigences des services que les dépenses soient acquittées.

Art. 1^{er}. Jusqu'à ce que les projets de budgets pour l'exercice 1844, dressés conformément aux dispositions des articles 27 et 28 de l'arrêté du 3 septembre 1842, aient été administrativement régularisés, MM. les sous-intendants militaires, membres des commissions administratives, ordonnanceront d'urgence, à compter du 1^{er} janvier prochain, les dépenses, en se renfermant dans le chiffre des allocations faites pour les dépenses analogues par le budget de l'exercice courant.

Art. 2. Les commandants supérieurs dans chaque localité, les intendants militaires d'Alger, d'Oran et de Constantine, le directeur des finances ainsi que le trésorier-payeur de l'armée, sont chargés, etc.

15 — 27 Déc. — MAIRES ET ADJOINTS. — *Arrêté du gouverneur général qui nomme M. Sabatault adjoint au maire d'Hussein-Dey.* (B. 163.)

Vu l'article 11 de l'arrêté ministériel du 2 août 1836 ;

Sur la proposition de M. le directeur de l'intérieur :

Art. 1^{er}. M. Sabatault, propriétaire, est nommé adjoint au maire d'Hussein-Dey,

en remplacement du sieur Bain, démissionnaire.

Art. 2. Avant d'entrer en fonctions, il prêtera, entre les mains du maire, le serment prescrit par l'arrêté du 27 avril 1835.

Art. 3. Le directeur de l'intérieur est chargé, etc.

15 Déc. — 2 Janv. — COLONISATION. — *Arrêté du gouverneur général portant qu'il sera formé à Beni-Mered un centre de population composé de vingt-deux familles.* (B. 164.)

Vu l'article 2 de l'arrêté du 1^{er} décembre 1840, sur le séquestre ;

Vu l'arrêté du 18 avril 1841 relatif à l'établissement des centres de population ;

Vu l'arrêté du 9 décembre 1841, sur les expropriations pour cause d'utilité publique ;

Considérant qu'il convient d'établir à Beni-Mered un annexe civil au village militaire créé déjà sur ce point par l'arrêté du 16 janvier 1843 ;

Considérant que les terres qui avoisinent, précédemment abandonnées par les indigènes, sont entre les mains du domaine ;

Vu les plans produits ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur en exécution des instructions de M. le ministre de la guerre ;

Le conseil d'administration entendu ;

Vu l'urgence,

Art 1^{er}. Il sera formé à Beni-Mered, district de Blidah, un nouveau centre de population composé de vingt-deux familles.

La circonscription territoriale de ce village renfermera 205 hectares conformément au plan ci-annexé.

Art. 2. Il sera fait remise à la direction de l'intérieur par la direction des finances des terres qui se trouvaient appartenir au domaine dans les limites de ce territoire. Quant aux parcelles comprises dans ce même territoire et reconnues comme appartenant à des particuliers, elles sont et demeurent dès à présent expropriées pour cause d'utilité publique et à titre d'occupation définitive. La prise de possession en aura lieu immédiatement, et les indemnités dues aux propriétaires dépos-

adés seront liquidés conformément à l'arrêté du 9 décembre 1841.

Art. 3. Le directeur de l'intérieur et le directeur des finances sont chargés, etc.

Par décision du 22 du même mois, M. le ministre de la guerre a sanctionné de son approbation l'arrêté qui précède.

16 Déc. — 2 Janv. — **AFFAIRES ARABES.** — *Ordonnance royale, qui nomme Amed-ben-Ferhat-Bach, agha du Kebelah; Merhoum-ben-Ali et Bakhti-ben-Dahman aghas sous ses ordres; et détermine l'étendue de leur commandement.* (B. 164.)

Louis-Philippe, etc.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre, président du conseil,

Nous avons ordonné, etc.

Art. 1^{er}. Amer-ben-Ferhat, ancien agha des Ouled-Alad, est nommé bach-agma du Kebelah (province de Millana).

Merhoun-ben-Ali et Bakhti-ben-Dahman sont nommés aghas sous les ordres d'Amer-ben-Ferhat.

Art. 2. Les tribus des Ouled-Alad et des Doui-Hassent sont placées sous le commandement direct du bach-agma, Amer-ben-Ferhat.

Le commandement de Merhoun-ben-Ali comprend les Ouled-Bessem, Ouled-Aradj, Ouled-Amer, Beni-Lessen et Beni-Chalb.

Le commandement de Bakhti-ben-Dahman comprend les Beni-Maïda et les Beni-Lent.

Art. 3. Notre ministre secrétaire d'État de la guerre, président du conseil, est chargé, etc.

16 Déc. — 2 Janv. — **JUSTICE ET TRIBUNAUX.** — *Arrêté ministériel qui institue un 4^e office d'huissier près le tribunal de 1^{re} instance d'Oran.* (B. 164.)

Vu l'ordonnance royale du 16 novembre 1843, portant établissement d'une justice de paix à Mostaganem.

Art. 1^{er}. Il est créé un 4^e office d'huissier pour l'arrondissement du tribunal de 1^{re} instance d'Oran, à la résidence de Mostaganem.

Art. 2. Cet huissier aura seul le droit d'instrumenter dans le ressort de la justice de paix de Mostaganem.

Lorsqu'il y aura lieu de le remplacer

provisoirement, le procureur du roi près le tribunal de 1^{re} instance d'Oran y pourvoira par la désignation, soit d'un des huissiers de cette dernière résidence, soit, en cas d'empêchement de ceux-ci, par celle de l'un des gardes coloniaux attachés au commissariat civil de Mostaganem. Le procureur du roi informera de ce remplacement provisoire le procureur-général, qui en rendra compte au ministre.

Art. 3. Sont, au surplus, applicables à l'huissier établi à Mostaganem, les dispositions de l'arrêté du 26 novembre 1842, portant règlement de l'exercice et de la discipline de la profession d'huissier en Algérie.

Art. 4. Le gouverneur général de l'Algérie est chargé, etc.

16 Déc. — 5 Janv. 1844. — **DOUANES.** — *Ordonnance royale relative au régime de navigation et de douane en Algérie.* (1) (B. 165.)

Louis-Philippe, etc.;

Vu notre ordonnance du 22 juillet 1834,

(1) Improvisée au bruit de la conquête, posée par les mains qui avaient à régulariser l'ordre administratif en même temps qu'elles soutenaient les luttes de la guerre, la législation commerciale de l'Algérie dut se ressentir des conditions sous lesquelles elle prit naissance. Sévère et restrictif pour la plupart des produits du sol de la Régence importés dans la mère-patrie, le régime des douanes d'Alger se montrait souvent, par une frappante contradiction, inefficace à protéger en Algérie les produits de nos manufactures contre la concurrence étrangère. Depuis longtemps ces imperfections, ces lacunes avaient frappé l'attention du gouvernement. Une étude longue et attentive de la question, d'actives correspondances entre les départements du commerce, de la guerre, de la marine et des finances aidées des lumineux débats auxquels se sont livrés, sur cet objet, les comités d'enquête, ont enfin abouti aux ordonnances ci-dessus.

La première détermine le régime des importations dans les ports de la Régence. Réservant avant tout les transports entre la France et l'Algérie au pavillon national, elle établit, pour les navires français la franchise absolue du tonnage, soit dans les opérations d'intercourse direct, soit dans celles du cabotage algérien; puis elle soumet le bâtiment étranger au droit égal à celui qu'il paie dans les ports français. A l'égard des marchandises, le nouveau tarif, en établissant une complète exemption de droits pour les articles provenant de France, admet également en franchise de tous droits, dans la colonie, soit qu'ils viennent de France, soit qu'ils proviennent de l'étranger, les grains et les farines, les chevaux et les bestiaux, les bois de construction et de chauffage, les matériaux à bâtir, le verre, le fer

sur l'organisation et l'administration générale de l'Algérie ;

Vu nos ordonnances des 11 novembre 1835, 23 février 1837 et 7 décembre 1841, sur les droits de navigation et de douanes en Algérie ;

Sur le rapport de nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre, de l'agriculture et du commerce, et des finances ;

Nous avons ordonné, etc. :

TITRE PREMIER.

Navigation.

Art. 1^{er}. Les transports entre la France et l'Algérie ne pourront s'effectuer que par navires français, sauf le cas d'urgence

fondue et forgé, le cuivre, le plomb, le zinc, etc.; tous ces produits, enfin, indispensables à la fondation et à la consolidation d'un établissement nouveau. C'est une mesure équitable, conforme à nos idées modernes d'économie publique, et qu'on doit s'applaudir de voir appliquer à notre naissante colonie.

Une disposition tout autre est prise à l'égard des tissus étrangers, dont le droit d'entrée se trouve relevé de 12 ou 15 à 20 ou 25 pour 100. Cette mesure était nécessaire. L'Algérie, depuis la conquête, se trouvait ouverte aux colonnades et aux lainages d'Angleterre, dont les arrivages, chaque jour croissants, excluaient presque complètement nos articles d'un marché si chèrement payé de notre sang et de notre or. À des droits *à la valeur*, trop modérés, et que de fausses déclarations affaiblissaient encore, ou même rendaient quelquefois illusoires, vont se trouver substituées des tarifications spécifiques qui garantiront à nos tissus une protection suffisante, mais non exagérée.

L'ordonnance, en outre, réduit notablement le tarif d'entrée pour les sucres de nos colonies (de 45 à 30 fr.); elle l'abaisse des quatre cinquièmes pour les cafés, de un quart pour les sucres étrangers, ainsi que pour les autres marchandises étrangères non prohibées; elle établit, sur celles que prohibe encore le tarif métropolitain des droits de 20 à 25 pour 100, et ne maintient la prohibition absolue que sur les armes de munition, les contrefaçons de librairie et les sucres raffinés à l'étranger. Enfin elle accorde la faculté d'entre-pôt pour les marchandises étrangères et coloniales aux villes d'Alger, de Mers-el-Kébir, d'Oran, de Tenez, de Philippeville et de Bone, en les affranchissant de tout droit de réexportation; et par une disposition à laquelle on ne saurait qu'applaudir, elle supprime pour l'Algérie, cette terre conquise d'hier, le décimo de guerre qui, après vingt-huit ans de paix, aggrave encore chez nous les droits d'entrée dans les ports de la métropole.

La deuxième ordonnance stipule pour les produits de l'Algérie un traitement de faveur qui leur assurera la priorité sur les marches de France. C'est ainsi que les laines, les huiles, les plumes, la cire, la soie, le coton, les peaux brutes, le suif, les fruits, les arachides, le liège, etc., sont

et de nécessité absolue pour un service public.

Art. 2. Le cabotage d'un port à un autre de l'Algérie pourra s'effectuer par navires français, par sandales algériennes, et, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, par navires étrangers.

Art. 3. Les navires étrangers, chargés ou sur lest, paieront à leur entrée dans les ports de l'Algérie, un droit de 4 fr. par tonneau de jauge.

Ce droit sera pareillement perçu à l'égard des navires étrangers, dans le cas où ils seront admis, par application de l'article précédent, à faire le cabotage d'un port à un autre de cette possession.

l'objet d'une modération de moitié dans le droit d'entrée chez nous; et, de plus, les marchandises expédiées de nos ports pour l'Algérie se trouvent déchargées du droit, peu considérable d'ailleurs, qu'elles avaient à payer à la sortie.

Telles sont les clauses les plus importantes de ces ordonnances. On doit reconnaître qu'elles sont sagement conçues, et combinées de nature à étendre nos relations avec l'Algérie. Déjà, on le sait, ces relations sont considérables, et prennent chaque année un rapide accroissement. Pour 1842 elles ont dépassé 40 millions, dont 34 en produits de notre sol et de notre industrie. Il y a dans ce fait un gage satisfaisant d'avenir pour la colonie, et le développement de nos transactions avec elle contribuera puissamment à y accroître la population, à y fixer le travail, l'industrie agricole surtout, premier élément de toute colonisation.

— L'on a remarqué que la première ordonnance ci-dessus ne consacre point, en faveur du pavillon anglais, l'exception à laquelle il pouvait avoir droit, en vertu des traités de commerce et de navigation de 1826. Par une clause de ces traités, les *marchandises permises* à l'entrée dans nos colonies doivent y être introduites à droit égal pour les deux pavillons, et les navires des deux nations doivent être assujétis à des droits de tonnage égaux. Or, la nouvelle ordonnance frappe le pavillon anglais aussi bien que les autres pavillons étrangers d'une surtaxe à l'importation de *marchandises permises*, et elle lui impose un droit de tonnage plus fort que celui du pavillon français.

On lisait à ce sujet, dans le *Globe* du 19 décembre 1843 :

« Ce qu'il serait possible de répondre à l'Angleterre, si elle réclamait, c'est que l'Algérie n'est pas un département. Elle n'est pas une colonie, et même elle n'est pas encore un pays conquis. La meilleure preuve à en donner, c'est que les puissances Européennes, et l'Angleterre particulièrement, n'ont pas encore officiellement et définitivement reconnu que l'Algérie fût une partie quelconque de l'empire français. »

Cette réflexion est juste; mais elle prouve que cette situation anormale de l'Algérie ne peut se prolonger sans les plus graves inconvénients.

Art. 4. Seront affranchis de tout droit de navigation :

1° Les navires français et les sandales algériennes ;

2° Les bateaux et embarcations étrangers exclusivement affectés à la pêche du corail ou du poisson, ainsi qu'aux transports comme allèges dans l'intérieur des ports de l'Algérie ;

3° Les navires étrangers entrant en relâche forcée ou librement dans ces ports, et qui n'y feront aucune opération de commerce.

Art. 5. Les embarcations étrangères employées en Algérie à la pêche du corail ou du poisson, ou aux transports, comme allèges, dans l'intérieur des ports, et les embarcations françaises attachées auxdits ports, porteront un numéro d'ordre, ainsi que l'indication du nom des propriétaires et du port d'attache, sous peine de 500 fr. d'amende. Ces indications seront reproduites dans un passeport ou congé dont chacune de ces embarcations devra être accompagnée, sous peine d'un amende de 100 fr.

Ces passeports ou congés seront valables pour un an. Leur prix est fixé ainsi qu'il suit, savoir :

Congés des bateaux français de tout tonnage	1 fr.
Passeports des bateaux étrangers	
de 10 tonneaux	5
de 10 tonneaux à 30 tonneaux	15
de plus de 30 tonneaux	30

Art. 6. Les navires étrangers seront tenus, à leur sortie des ports de l'Algérie, de se pourvoir d'un passeport. Le prix de ce passeport, ainsi que celui des permis qui seront délivrés pour l'embarquement

et le débarquement des marchandises, est fixé à 50 c.

Il ne sera pas exigé de droit d'expédition d'acquit, ni de certificat.

TITRE II.

Importations.

Art. 7. Les produits du sol et de l'industrie du royaume, à l'exception des sucres, et les produits étrangers nationalisés en France par le paiement des droits, seront admis en Algérie en franchise des droits d'entrée, sur la présentation de l'expédition de douane délivrée à leur sortie de France et constatant leur origine.

Art. 8. Seront pareillement admises en franchise, venant de l'étranger ou des ports de France, les marchandises étrangères énumérées ci-après :

Les grains et farines, légumes frais ;

Bois à brûler, charbons de bois et de terre ;

Bois de construction et de menuiserie, marbre brut et scié en tranches sans autre main-d'œuvre, pierre à bâtir, chaux, plâtre, pouzzolane, briques, tuiles, ardoises, carreaux en terre cuite ou en faïence, verres à vitres, fonte, fers ou aciers fondus ou forgés, fers-blancs, plomb, cuivre, zinc, étains à l'état brut ou simplement étirés et laminés ;

Chevaux et bestiaux, plants d'arbres, graines pour semences.

Art. 9. Les produits étrangers, à l'exception de ceux mentionnés en l'art. 12 ci-après, les produits des colonies françaises et le sucre provenant des fabriques du royaume, acquitteront à l'importation, par navire français, les droits portés au tarif suivant :

S1^{er}. TISSUS DE COTON.

Purs ou mélangés d'autres matières que de soie ou de laine.

	Par kilogramme.	fr. c.
Unis ou croisés dits calicots, percales, jaconas, coutils, printannières, etc., présentant, plus ou moins découverts, dans l'espace de 5 millimètres.	Moins de 15 fils en chaîne.	Ecrus. 0 85
		Blancs. 0 95
		Teints ou imprimés. 1 70
	15 fils et moins de 20 fils.	Ecrus. 1 30
		Blancs. 1 40
		Teints ou imprimés. 2 50
	20 fils et moins de 25 fils.	Ecrus. 2 90
		Blancs. 3
		Teints ou imprimés. 5
	25 fils et au-dessus. . . .	Ecrus. 8
		Blancs. 8 35
		Teints ou imprimés. 12 10

Mouchoirs.		Ecrus.	3 15
		Blancs.	3 35
		Teints ou imprimés.	4
		Ecrus.	2
	Moins de 12 fils.	Blancs.	2 15
		Teints ou imprimés.	3 55
	12 fils et pas plus de 15 fils.	Ecrus.	11 65
		Blancs.	12 25
		Teints ou imprimés.	17
	16 fils et au-dessus.	Ecrus.	32 95
		Blancs.	33 75
		Teints ou imprimés.	45 50
	Unis ou brochés.		
	Brodés.	Le double du droit ci-dessus, suivant l'espèce.	
		Mêmes droits que les tissus brodés de 16 fils et au-dessus.	
Tulles et dentelles.		Mêmes droits que les tissus de 12 fils et de moins de 15 fils.	
Couvertures.			
Bonneterie.			
Rubannerie et passementerie.			
Mélanges de soie présentant, plus ou moins découverts, dans l'espace de 5 millimètres.	Moins de 16 fils.		8 40
	16 fils et plus.		18 60

TISSUS DE LAINE.

		Par kilogramme. fr. c.	
Purs ou mélangés d'autres matières que de soie valant par mètre.	Foulés et drapés (draps.)	Moins de 10 fr.	6 90
		10 fr. et moins de 20 fr.	9 15
		20 fr. et moins de 30 fr.	11 70
		30 fr. et au-dessus.	16 90
	Foulés, légèrement foulés ou non foulés (casimirs, mérinos, mousseline, nouveautés, etc.).	Moins de 10 fr.	6 60
		10 fr. et moins de 20 fr.	6 90
		20 fr. et moins de 30 fr.	7 90
		30 fr. et au-dessus.	10 80
Mélangés de soie.			25 85
Couvertures.	Ordinaires.		2 40
		A raies de couleur.	4 20
Bonneterie.	Orientale.	Mêmes droits que les tissus drapés valant par mètre plus de 10 fr. et moins de 20 fr.	
		Mêmes droits que les tissus de moins de 10 fr.	
Châles.	Autre.	Mêmes droits que les tissus non foulés selon l'espèce.	
		Les droits du tarif général de France.	
Passementerie et rubannerie.			
Tapis.		Idem.	
Poterie de grès fin.	En blanc.	Platerie, 100 kilogrammes.	27 50
		Creux.	55
		Idem.	50
		Idem.	77 50
	Imprimée.	Idem.	137 50
	Peinte et décorée.	Idem.	3
Sel marin.		Idem.	

§ 2.

Sacs	non raffinés provenant	des colonies françaises et des fabriques de la métropole, 10 francs par 100 kilogr.
		de l'étranger, extraits des entrepôts de France. — Les trois quarts des droits du tarif général de France, selon l'espèce et la provenance, directement de l'étranger. — Les droits du tarif général de France, selon l'espèce et la provenance.
	Raffinés en France.	20 fr. par 100 kilogr.
	Café venant des entrepôts de France. 12	id.
	Café venant d'ailleurs. 15	id.
	Foin, paille et fourrages.	50 c. id.
Toutes autres marchandises	admissibles en France, autres que celles reprises à l'art. 12, ci-après.	venant des entrepôts de France. 1/3
		venant d'ailleurs. . . 1/3
	prohibées en France.	venant des entrepôts de France. 20
		venant d'ailleurs. . . 25

des droits du
tarif général de
France.
p. 0/0 de la
valeur.

A l'égard des produits étrangers dont les similaires, importés d'Algérie, jouiront en France d'une modération de tarif, les droits en vigueur seront augmentés de la même quotité dont lesdits similaires auront été dégrevés en France.

Art. 10. A l'égard des marchandises importées par navires étrangers, le droit fixé au poids sera augmenté, savoir : 1° Jusques et y compris 50 c. par kilomètre du dixième de ce même droit ; 2° au-dessus de 50 c., du vingtième de cette seconde portion du droit.

Art. 11. L'embarquement et le départ des productions coloniales françaises et des marchandises étrangères prises dans les ports de France, devront être justifiés par les manifestes de sortie certifiés par la douane, et indiquant les marques et numéros des colis, ainsi que le poids, l'espèce et l'origine des objets.

Art. 12. Sont et demeurent prohibés en Algérie, les sucres raffinés à l'étranger, et, quelles qu'en soient la provenance et l'origine, les armes, munitions et projectiles de guerre, les contrefaçons en matière de librairie, de typographie, de gravures et de musique gravée.

TITRE III.

Exportations.

Art. 13. Les marchandises expédiées à destination d'un port français, sous les formalités prescrites, en France, pour le cabotage, seront affranchies des droits de sortie.

Art. 14. A l'exception des grains et farines, dont l'exportation demeure affranchie des droits, les marchandises expédiées pour l'étranger paieront, savoir :

Celles qui ne sont pas prohibées à la sortie de France, les droits établis par le tarif général ;

Celles dont la sortie est prohibée en France, 15 p. 100 de la valeur.

TITRE IV.

Restrictions d'entrée.

Art. 15. Les marchandises imposées en Algérie à la valeur ou à un droit de plus de 15 fr. par 100 kil., ne pourront être importées que par les ports d'Alger, Mers-el-Kébir, Oran, Tenez, Philippeville et Bone.

Art. 16. Sauf l'exception relatée à l'art. 21 ci-dessous, toute importation par terre est prohibée, sous peine :

1° De la confiscation des objets saisis et des moyens de transport ;

2° D'une amende de 1,000 fr. à 3,000 fr. ; et d'un emprisonnement d'un à six mois.

TITRE V.

Cabotage.

Art. 17. Les marchandises provenant de l'Algérie, celles qui, en vertu des art. 7 et 8 de la présente ordonnance, y auront été admises en franchise, et celles qui, passibles des droits, les auront acquittés, pourront être transportées en franchise de tout droit d'entrée et de sortie, d'un port à un autre de l'Algérie, moyennant les formalités prescrites en France pour le cabotage.

TITRE VI.

Entrepôts.

Art. 18. Il pourra être établi, pour les marchandises étrangères et les productions des colonies françaises, un entrepôt réel dans chacune des villes d'Alger, Mers-

el-Kébir, Oran, Tenez, Philippeville et Bone, à la charge par ces villes de se conformer à l'art. 25 de la loi du 8 floréal an xi.

Art. 19. Jusqu'à ce que ces entrepôts soient régulièrement constitués, les marchandises pourront être admises en entrepôt fictif, sous les formalités prescrites par l'art. 15 de la loi du 8 floréal et sous la condition de renoncer à la faculté de réexportation.

La durée de cet entrepôt est fixée à une année; toutefois, sur la demande motivée de l'entrepositaire, elle pourra être prolongée de six mois.

Art. 20. Les marchandises extraites des entrepôts de l'Algérie seront exemptes de tout droit de réexportation.

TITRE VII.

Dispositions générales.

Art. 21. Des arrêtés du gouverneur général de l'Algérie, délibérés en conseil d'administration, et approuvés par notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre, pourront :

1° Régler les formalités et les mesures de surveillance nécessaires pour assurer l'effet de la prohibition prononcée par l'article 16;

2° Déterminer ceux des produits des états limitrophes de l'Algérie qui pourront être importés par terre sous le paiement des droits fixés par l'art. 9, et régler les conditions et formalités relatives à ces importations;

3° Désigner parmi les ports de l'Algérie où il n'existe pas d'établissements de douane, ceux dont les provenances seront admises en franchise dans les autres ports de cette possession, en ce qui concerne les objets ci-après.

Grains, légumes verts, lait, beurre, œufs, volaille, gibier, bois à brûler, charbon de bois, bois de construction, matériaux à bâtir et savon noir.

Toutes les autres marchandises venant de ces ports ou y allant seront traitées comme venant de l'étranger ou y allant.

Art. 22. Les droits de douanes et de navigation, perçus en vertu de la présente ordonnance, seront affranchis du décime additionnel.

Art. 23. Les lois, les décrets, ordonnances et réglemens qui régissent les douanes de France seront applicables en

Algérie, en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions de la présente ordonnance.

Art. 24. La présente ordonnance recevra son exécution aussitôt après sa promulgation officielle en Algérie; elle sera imprimée en français et en arabe, et affichée dans les bureaux de douanes de cette possession.

Art. 25. Toutes les dispositions contraires à la présente ordonnance sont et demeurent abrogées.

Art. 26. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre, de l'agriculture, du commerce et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au *Bulletin des Lois* et au *Recueil officiel des actes de l'Algérie*.

16 Déc. — 5 Janv. 1844. — DOUANES. — *Ordonnance royale relative aux importations de l'Algérie en France et aux exportations de France en Algérie.* (B. 165.)

Louis-Philippe, etc.

Vu l'art. 34 de la loi du 17 décembre 1814 sur les douanes;

Vu l'ordonnance du 11 novembre 1835 sur le régime commercial de l'Algérie;

Sur le rapport de notre ministre, secrétaire d'État au département de l'agriculture et du commerce,

Nous avons ordonné, etc. (1)

Art. 1^{er}. *Importations de l'Algérie en France.*

Les marchandises importées de l'Algérie par navires français seront admises aux conditions indiquées ci-après, lorsqu'elles arriveront directement des ports d'Alger, Mers-el-Kébir, Tenez, Oran, Philippeville et Bone, et qu'il sera dûment justifié, par les expéditions de douane dont elles seront accompagnées, qu'il ne s'agit pas de marchandises étrangères sortant des entrepôts.

Laine en masse. Huile d'olive. (Moitié des droits fixés pour la provenance la plus favorisée.

Peaux brutes, sauf les grandes peaux sèches. Sulf brut, fruits de table, frais, secs ou tapés. Kermès en grains. Olives fraîches, amandes, noix, noisettes et fai-

(1) Voyez la note sur l'ordonnance qui précède.

nes. Écorce de citron, d'orange et de leurs variétés, et écorces médicinales non spécialement tarifées. Fleurs et feuilles médicinales. Racines de réglisse et racines médicinales non dénommées. Lichen. Tinctoires. Liège brut. Plumes de parure brutes. Corail brut. Soies en cocons, soie grège, et bourre de soie en masse écrue. Minerais de plomb, de cobalt, de cuivre, de zinc, et minerais non dénommés. Terres savonneuses. Cornes de cerf. (Moitié des droits fixes pour la provenance la plus favorisée).

Grandes peaux brutes sèches. Cire non ouvrée, jaune ou brune. Dents d'éléphant de toute sorte. Arachides et noix de Touloucoua. (Mêmes droits que pour les articles de l'espèce, importés du Sénégal.)

Coton et laine. Végétaux filamenteux non spécialement tarifés (Mêmes droits que pour les articles de l'espèce, importés des colonies françaises.)

Ces modérations de droits ne seront accordées que dans les ports ouverts à l'importation des marchandises taxées à plus de 20 fr. par 100 kil.

Les marchandises autres que celles dénommées ci-dessus continueront de payer à leur importation en France, les droits déterminés par le tarif général.

Art. 2. *Exportations de France en Algérie.*

Les marchandises et denrées expédiées de France, à destination des ports d'Alger, Mers-el-Kébir, Tenez, Oran, Philippeville et Bone, sous les formalités prescrites pour les expéditions aux colonies françaises, seront affranchies de tous droits de sortie. Toutefois, cette exemption ne s'appliquera pas aux objets ci-après :

Bois de fusil et bois de noyer propre à les faire ;

Cornes et os de bétail ;

Fil de mulquinerie ;

Grains et farines ;

Peaux brutes, y compris celles de lièvre et de lapin ;

Poils propres à la filature ou à la chapelierie ;

Soies et bourre de soie.

Les marchandises dont l'exportation est prohibée ne pourront être expédiées pour l'Algérie.

Art. 2. Nos ministres secrétaires d'État au département des finances et au département de l'agriculture et du commerce, sont chargés, chacun en ce qui le con-

cerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

17 Déc. — 2 Janv. — COMMUNES RURALES. — *Arrêté ministériel qui modifie la délimitation territoriale des communes du district d'Alger.* (B. 164.)

Vu l'ordonnance royale du 22 juillet et l'arrêté ministériel du 1^{er} septembre 1834 ;

Vu les arrêtés des 22 avril et 23 mai 1835, sur les délimitations des communes du district d'Alger ;

Vu les arrêtés des 9 mars 1840 et 21 décembre 1842, qui maintiennent les emplois de maires et d'adjoints institués dans les diverses communes faisant partie du district d'Alger ;

Considérant que la création de nouveaux villages et le changement des anciennes circonscriptions territoriales ont rendu nécessaire la modification des arrêtés ci-dessus visés ;

Art. 1^{er}. Le territoire du district d'Alger est divisé en quatorze communes, dont la circonscription est déterminée par les limites ci-après :

Commune d'Alger.

La commune d'Alger est bornée :

Au nord, 1^o par une haie d'aloës limitant le N. O. d'une pièce de terre contiguë au cimetière européen.

2^o Par la susdite haie, jusqu'au chemin d'Alger à la Pointe-Pescade et son prolongement, jusqu'à la mer, à la distance de cent mètres N. O. du fort des Anglais.

A l'est, par la mer jusqu'à l'embouchure de l'Oued-Beni-Mezab.

Au sud, 1^o par le susdit ravin en remontant jusqu'au chemin du fort l'Empereur, laissant à gauche les communes de Mustapha et d'El-Biar ;

2^o Par ce chemin jusqu'à la grande route, en la suivant jusqu'au premier coude, dans la direction de Douéra ;

3^o De là, en continuant par une ligne droite qui va aboutir au coude formé par le chemin de Bir-Tréria, en traversant le ravin du fort de l'Étoile.

A l'Ouest, 1^o par le cours du susdit ravin jusqu'au chemin d'Alger à Aïoun-Skhakna ;

2^o De là, en suivant un petit chemin qui

rencontre la route d'Alger à la Bouzaréah, à quelques mètres au-dessus du quatrième moulin Marin ;

3° Par la continuation de cette route jusqu'à l'angle N. E. de l'hôpital du Dey, et, de là, en suivant un sentier qui conduit au bassin du train d'artillerie ;

4° Par la continuation de ce sentier jusqu'au ravin du cimetière européen ;

5° La limite de la commune d'Alger contourne le cimetière qui en fait partie, et va rencontrer une petite élévation de terrain séparant la broussaille de la terre cultivée, jusqu'à la haie d'Aloüs, point de départ.

La commune d'Alger est limitrophe, au nord, à la commune de la Pointe-Pescade; à l'est, à la mer; au sud, à la commune de Mustapha; à l'ouest, aux communes d'El-Biar et Bouzaréah.

Commune de Birkhadem.

La commune de Birkhadem a pour limites :

Au nord 1° à partir de l'Oued-el-Kerma, la haie qui sépare le jardin de Braham-ben-Dahman, de celui de Hadj-Mustapha-ben-Zémouri, jusqu'au sentier de Tixérain à Kaddous ;

2° La continuation de ce petit sentier jusqu'au chemin de Birmandrais ;

3° De là, en suivant ce chemin, jusqu'à la rencontre, à droite, d'une haie limitant au sud la propriété de Smaïn-Kaoudji ;

4° Une série de haies laissant à gauche les propriétés de Smaïn-Kaoudji, Bourguet, Khadoudja, Ben-Sidi-Mohammed et Lapalisse; laissant à droite celles de Mohammed-Debbagh, Hofer-el-Moulet, qui viennent aboutir à la grande route d'Alger à Birkhadem.

A l'est 1° La grande route d'Alger à Birkhadem jusqu'au chemin de Kouba ;

2° La continuation de ce chemin jusqu'à l'ancienne route d'Alger au gué de la Ferme-Modèle, et se prolongeant par ce chemin jusqu'au pied des collines du Sahel ;

3° Et de ce point, une ligne droite touchant à l'est une redoute placée sur l'obstacle continu et se prolongeant jusqu'à l'Harrach.

Au sud l'Harrach en remontant cette rivière jusqu'à son confluent avec l'Oued-el-Kerma.

A l'Ouest le ravin de l'Oued-el-Kerma jusqu'à la rencontre, à droite, de la haie

qui sépare la propriété de Braham-ben-Dahman, de celle de Hadj-Mustapha-ben-Zémouri.

La commune de Birkhadem est limitrophe, au nord, à la commune de Birmandrais; à l'est, à celle de Kouba; au sud, à la plaine de la Mitidja, et à l'ouest, à la commune de Draria.

Commune de Birmandrais.

La commune de Birmandrais est bornée :

Au nord 1° en partant de l'Oued-el-Kerma par la route de Kaddous à Alger jusqu'au chemin de ceinture de ben-Aknoun.

2° Par la continuation de ce chemin jusqu'au sentier qui conduit au café d'Hydra, en suivant jusqu'à l'aqueduc d'Aln-Zeboudja ;

3° De là, par le susdit aqueduc allant dans la direction d'Alger, jusqu'à la rencontre du chemin d'El-Biar à la colonne Voirol.

A l'est 1° de ce point, par la grande route d'Alger jusqu'à la traverse de Birmandrais ;

2° Par cette traverse en suivant jusqu'à la rencontre, à gauche, d'un petit chemin passant derrière la maison de M. Tonnenet et allant aboutir à l'ancienne route d'Alger à Birmandrais ;

3° En continuant cette ancienne route vers Birmandrais jusqu'à la rencontre, à gauche, d'une haie qui contourne la propriété de M. Poiré, en laissant à gauche les jardins des sieurs Dhaman-Saidji, de Salles, Mohammed-ben-Eumerain ;

4° Cette limite aboutit à un petit ravin et suit son cours jusqu'à l'Oued-el-Kerma.

Au sud 1° par le cours du susdit ruisseau jusqu'au puits de Bir-Sefsaf ;

2° La limite suit un sentier allant aboutir au chemin de Birkhadem à Kouba ;

3° Elle suit ce dernier chemin jusqu'à la grande route d'Alger à Birkhadem et cette dernière route vers Alger, jusqu'à la rencontre, à gauche, d'une haie séparant la propriété de M. Moulet de celle de M. Lapalisse.

4° A cet endroit, elle se forme par une série de haies, laissant à gauche la propriété de MM. Moulet, Hofer et Mohammed-Debbagh, et à droite les jardins de Khadoudja-bent-sidi-Mohammed, Bourguet et Smaïn-Kaoudji et vient aboutir au chemin de Birmandrais à Tixérain ;

5° Elle se continue par ce chemin vers

Tixérain, jusqu'au café maure de ce nom.

6° De là elle prend le sentier de Kaddous jusqu'à la rencontre, à gauche, d'une haie séparant la propriété du sieur Braham-ben-Dhaman, de celle de Hadj-Mustapha-ben-Zemouri.

7° Elle suit cette haie jusqu'à l'Oued-el-Kerma.

A l'ouest elle remonte le cours de ce ruisseau jusqu'au chemin de Kaddous à Alger.

Cette commune est bornée, au nord, par la commune d'El-Biar; à l'est, par celle de Mustapha; au sud, par celles de Kouba et de Birkhadem, et à l'ouest par celle de Draria.

Commune de Bouzaréah.

La commune de Bouzaréah est bornée :

Au nord 1° par le chemin des hauteurs de Bouzaréah à la naissance du ravin du cap Caxine;

2° De là, la limite suit le chemin des hauteurs, se dirige vers Alger jusqu'à la rencontre du chemin des carrières des ponts et chaussées.

A l'est, elle suit ce dernier chemin jusqu'à la hauteur du quatrième moulin Marin, et va aboutir par un petit sentier à l'Oued-Aïoun-Skhakhina.

Au sud : 1° elle remonte ce ravin jusqu'à la route d'Alger à Chéragas;

2° Elle suit cette route en se dirigeant vers Chéragas jusqu'à la rencontre de l'Oued-el-Kerma, à la hauteur du bassin Fougereux;

3° Elle remonte ce ravin, et, par son prolongement, vient aboutir à la route de la gendarmerie de Bouzaréah;

4° Elle suit cette route jusqu'à la rencontre de la naissance de l'Oued-beni-Messous.

5° Elle descend le cours de ce ruisseau jusqu'à son embranchement avec le ravin du marabout Sidi-ben-Sellam.

A l'ouest, de là, elle se forme par une ligne droite, allant aboutir au chemin des hauteurs de Bouzaréah, à la naissance du ravin du cap Caxine.

Cette commune est limitée, au nord, par la commune de la Pointe-Pescade; à l'est, par celle d'Alger; au sud, par les communes de Dely-Ibrahim et d'El-Biar; et, à l'ouest, par celle de Chéragas.

Commune de Chéragas.

La commune de Chéragas est bornée :

Au nord, par le rivage de la mer, en partant de l'embouchure de l'Oued-beni-Messous jusqu'au ravin du cap Caxine.

A l'est : 1° la limite remonte ce ravin jusqu'au chemin des hauteurs de Bouzaréah;

2° De là, elle suit une ligne droite venant aboutir à la jonction de l'Oued-beni-Messous et du ravin du marabout Sidi-ben-Sellam;

3° Elle remonte ce ravin jusqu'à la rencontre, à droite, d'une haie d'aloës, limitant à l'est une petite pièce de terre dépendant de ce marabout;

4° Elle suit cette haie jusqu'à un petit chemin, parcourt ce chemin qui passe à l'est de la tribu des Beni-Messous, et se dirige par ce chemin vers Alger, jusqu'à l'angle nord-ouest d'une pièce de terre labourée;

5° Elle contourne cette pièce de terre qu'elle laisse dans la commune de Dely-Ibrahim, ayant toujours à droite une grande pièce couverte de broussailles, jusqu'à la grande route d'Alger à Chéragas;

6° Elle suit cette route en se dirigeant vers Alger, jusqu'à la rencontre, à droite, du chemin longeant la propriété de M. Gauthier;

7° Elle suit ce chemin jusqu'à un petit ravin qu'elle remonte, en laissant, à gauche, la propriété de M. Berthelet, jusqu'à un petit chemin qui contourne une propriété domaniale délivrée aux colons de Dely-Ibrahim;

8° Elle longe les n° 6, 5, 4, 3, 2, 1, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 42, 43, 44, 45, 46, des nouvelles concessions de Dely-Ibrahim, et vient aboutir à l'ancien chemin d'Alger à Coléah.

Au sud, 1° elle parcourt ce chemin jusqu'au ravin d'Am-Tafia;

2° Elle suit ce ravin jusqu'à la rencontre, à gauche, des nouvelles concessions de Chéragas;

3° De là, elle se forme par le côté est des n° 113, 114, 112, 111, 110 de ces nouvelles concessions, et vient aboutir à l'Oued-Staouéli;

4° Elle descend ce ravin jusqu'à la rencontre à droite, d'une ligne limitant à l'est le territoire de Staouéli.

A l'ouest, elle suit cette ligne qui vient

aboutir à l'embouchure de l'Oued-beni-Messous.

Cette commune est limitée au nord, par la mer; à l'est, par les communes de la Pointe-Pescade, de Bouzaréah et de Dély-Ibrahim; au sud, par celle d'Ouled-Fayet; à l'ouest, par celle de Staouéli.

Commune de Kouba.

La commune de Kouba est bornée :

Au nord 1° en partant de l'embranchement du chemin du gué de la Ferme-Mo-dèle et de la route de Birkadem à Kouba, par cette dernière route; et un petit chemin qui vient aboutir à l'Oued-Kenis, au puits dit Bir-Sefsaf;

2° La limite suit le cours de ce ruisseau, jusqu'à l'ancien chemin d'Alger au gué de Constantine.

A l'est 1° elle parcourt ce chemin dans la direction du gué, jusqu'à la rencontre, à droite, d'une haie limitant au sud la propriété de M. Albert Boensche;

2° Elle se continue par une série de haies laissant en dehors la propriété de M. Lacroust, et, dans la commune, celles de MM. Albert Montagne et Trollet;

3° Elle contourne la propriété de ce dernier, et vient aboutir à la grande route d'Alger, qu'elle parcourt jusqu'au gué de Constantine.

Au sud elle remonte le cours de l'Har-rach jusqu'à la rencontre, à l'ouest, de la ligne droite indiquée à l'alinéa suivant, et fixant la limite de la commune à l'ouest.

A l'ouest 1° la limite est formée par une ligne droite passant à l'est d'une redoute, et venant aboutir au chemin du gué de la ferme;

2° Elle suit ce chemin jusqu'à son embouchure avec la route de Kouba.

Cette commune est limitrophe, au nord, à la commune de Mustapha; à l'est, à celle de Hussein-Dey; au sud, à la plaine de la Mitidja, et, à l'est, aux communes de Birkadem et de Birmandrais.

Commune de Draria.

La commune de Draria est bornée :

Au nord, par l'Oued-el-Kerma, à partir du pont de l'Achache, sur la route d'Alger à Dély-Ibrahim.

A l'est, par le susdit ruisseau jusqu'à la rencontre d'une ligne droite formant le prolongement des nos 175, 174 et 172 des concessions de Saoula.

Au sud, la limite parcourt cette ligne et

contourne le territoire de Saoula jusqu'à la rencontre des concessions de Draria, qu'elle embrasse également jusqu'à la route d'Alger à ce dernier village.

A l'ouest, elle suit ce même chemin jusqu'à la grande route de Dély-Ibrahim, et cette dernière jusqu'au pont d'El-Achache.

Cette commune est limitée, au nord, par la commune d'El-Biar; à l'est, par celles de Birmandrais et de Birkadem; au sud, par le district de Douéra; à l'ouest, par la commune de Dély-Ibrahim.

Commune de Dély-Ibrahim.

La commune de Dély-Ibrahim est bornée :

Au nord, à partir de l'embranchement du ravin du marabout Sidi-ben-Sellam avec l'Oued-beni-Messous, par ledit ruisseau en remontant jusqu'à la rencontre du chemin de la gendarmerie de Bouzaréah.

A l'est : 1° la limite suit ce chemin jusqu'à la naissance de l'Oued-el-Kerma, dont elle suit le cours jusqu'à la grande route d'Alger à Dély-Ibrahim;

2° De là, elle prend la route de Draria jusqu'à la rencontre des premiers lots de terre de ce village;

3° Elle contourne les limites de ces concessions, en laissant en dehors, jusqu'à l'angle sud-ouest du n° 94 des concessions de Draria.

Au sud : 1° elle se forme, à partir de cet angle, par une ligne droite allant aboutir à l'angle nord-est du n° 3 des concessions de Baba-Hassan;

2° De là, elle remonte le ravin qui limite également les concessions de Baba-Hassan, jusqu'à la grande route d'Alger à Douéra.

A l'ouest : 1° elle parcourt ladite route dans la direction d'Alger, jusqu'à la naissance de l'Oued-Bridja;

2° Elle suit ce ravin en longeant le territoire d'Ouled-Fayet jusqu'aux anciennes concessions de Dély-Ibrahim;

3° Elle contourne ces concessions et vient aboutir à l'Oued-Tafla;

4° Elle remonte ce ravin jusqu'à l'ancien chemin d'Alger à Coléah, parcourt ce chemin dans la direction d'Alger jusqu'à la rencontre, à gauche, des nouvelles concessions de Dély-Ibrahim;

5° Elle contourne et embrasse les nos 46, 45, 44, 43, 42, 41, 40, 39, 38, 37, 36, 35, 34, 33, 32, 31, 30, 29, 28, 27, 26, 25, 24, 23, 22, 21, 20, 19, 18, 17, 16, 15, 14, 13, 12, 11, 10, 9, 8, 7, 6, 5, 4, 3, 2, 1, desdites conditions, et vient aboutir à une haie limitant, à l'ouest, les propriétés de M. Berthelot;

6° Elle suit cette hale jusqu'au ravin ;
7° Parcourt ce ravin jusqu'au chemin de la propriété de M. Gauthier ;

8° Elle suit ce chemin jusqu'à la route d'Alger à Chérâgas ;

9° Elle se dirige sur Chérâgas , l'espace de cent mètres environ, et tourne à droite, en longeant une série de haies qui laissent en dehors de la commune un vaste terrain couvert de broussailles, et vient aboutir au chemin d'Alger à Beni-Messous ;

10° Elle parcourt ce chemin qui passe à l'est de la tribu et vient rencontrer une hale d'aloës, limitant l'ouest d'une petite pièce de terre dépendant du marabout Sidi-ben-Sellam ;

11° Elle suit cette hale jusqu'au ravin du marabout Ben-Sellam , et ce ravin jusqu'à son embouchure dans l'Oued des Beni-Messous.

Cette commune est bornée, au nord, par la commune de Bouzaréah ; à l'est, par les communes d'El-Biar et Draria ; au sud, par le district de Douéra ; et, à l'ouest, par les communes d'Ouled-Fayet et Chérâgas.

Commune d'El-Biar.

Au nord : 1° en partant de l'Oued-Aioun-Skhahna, à quelques mètres au-dessous du quatrième moulin Marin, par un petit chemin allant dans la direction d'Alger ;

2° La limite suit ce chemin jusqu'au ravin du fort de l'Étoile ;

3° Elle remonte ce ravin jusqu'à la rencontre du chemin d'Alger à Bir-Tréria ;

4° A ce point, elle se forme par une ligne droite qui vient aboutir au premier coude que forme la grande route d'Alger à Douéra, après son embranchement avec le chemin du fort l'Empereur ;

5° Elle suit la grande route jusqu'au chemin du fort l'Empereur ;

6° Ce dernier chemin, jusqu'à la rencontre, à gauche d'une hale d'aloës ;

7° Cette hale jusqu'à l'aqueduc d'Aïn-Zeboudja.

A l'est, la limite suit l'aqueduc d'Aïn-Zeboudja.

Au sud : 1° Elle est formée par le coude que fait le susdit aqueduc, jusqu'au café d'Hydra ;

2° Elle continue par un petit chemin jusqu'à la route de ceinture de Ben-Akh-noun ;

3° Elle suit cette route jusqu'au chemin d'Alger à Kaddous ;

4° Ce dernier chemin jusqu'à l'Oued-el-Kërma.

A l'ouest : 1° elle remonte ce ravin jusqu'à la route d'Alger à Chérâgas, à la hauteur du bassin Fougeroux ;

2° Elle suit cette route dans la direction d'Alger, jusqu'à la rencontre de l'Oued-Aioun-Skhahna ;

3° Elle descend ce ravin jusqu'au petit chemin, point de départ.

La commune d'El-Biar est limitrophe, au nord, à celles de Bouzaréah et d'Alger ; à l'est, à la commune de Mustapha ; au sud, à celles de Birmandrais et Draria ; à l'ouest, à celles de Dély-Ibrahim.

Commune de Hussein-Dey.

La commune de Hussein-Dey est bornée :

Au nord, en partant de l'embouchure de l'Oued-Kenis, par le rivage de la mer, jusqu'à l'embouchure de l'Harrach.

A l'est et au sud, par le cours de cette rivière, en remontant jusqu'au gué de Constantine.

A l'ouest : 1° la limite suit la route d'Alger jusqu'à la rencontre, à droite, de la propriété de M. Trolliet ;

2° Elle se continue par une série de haies, laissant en dehors les propriétés de MM. Trolliet, Montagne et Albert Boensche ; et, dans la commune, celle de M. Lacroust ;

3° Elle vient aboutir à l'ancien chemin d'Alger, au gué de Constantine ;

4° Suit ce dernier chemin jusqu'à l'Oued-Kenis, et ce ruisseau jusqu'à la mer.

Cette commune est limitée, au nord, par la mer ; à l'est et au sud, par la plaine de la Mitidja ; et, à l'ouest, par les communes de Kouba et de Mustapha.

Commune de Mustapha-Pacha.

La commune de Mustapha est bornée :

Au nord, en partant de l'aqueduc d'Aïn-Zeboudja, à la naissance du ravin de Beni-Mezab, par le cours de ce ravin jusqu'à la mer.

A l'est, par le rivage de la mer, jusqu'à l'embouchure de l'Oued-Kenis.

Au sud, par le susdit ruisseau qu'elle remonte, jusqu'à la rencontre, à droite, d'un petit ravin au-dessous de la propriété de M. Poiré.

A l'ouest : 1° la limite suit ce ravin jusqu'à la rencontre d'une hale qui sépare la

propriété de M. Poiré de celle de M. Salles ;

2° Elle entoure la première en suivant une série de haies, laissant dans la commune les jardins de Mohammed - ben-Eumérain, de Salles, Dahman-Saidji et Rozet, et vient aboutir à l'ancien chemin d'Alger à Birmandrais ;

3° Elle parcourt ce chemin dans la direction d'Alger jusqu'à la rencontre, à gauche, d'un petit chemin qui passe derrière la maison de M. Tonneins, et vient rencontrer la traverse de Birmandrais ;

4° Elle suit cette traverse dans la direction d'Alger jusqu'à la grande route ;

5° Elle remonte jusqu'au chemin d'El-Biar ;

6° Parcourt ce chemin jusqu'à la rencontre de l'aqueduc d'Ain - Zeboudja, qu'elle suit jusqu'à la naissance du ravin des Beni-Mesab.

Cette commune est limitrophe, au nord, à celle d'Alger ; à l'est, à la mer ; au sud, à la commune de Kouba ; à l'ouest, à celles de Birmandrais et El-Biar.

Commune d'Ouled-Fayet.

La commune d'Ouled-Fayet est bornée :

Au nord : 1° en partant de la jonction de l'Oued-Bridja avec le chemin d'Alger à Coléah, par ce chemin jusqu'à Staouéli ;

2° La limite remonte ce ravin, en renfermant dans la commune toutes les concessions de Staouéli jusqu'à la grande route d'Alger à Douéra ;

A l'est, elle suit cette route vers Douéra, jusqu'à la rencontre, à droite, des concessions de Baba-Hassan.

Au sud : 1° elle laisse en dehors de la commune ces concessions, longe les numéros 14, 13, 1, 2, 5, jusqu'au point trigonométrique Z placé à l'angle nord-ouest du n° 4 ;

2° De là, elle se forme par une ligne droite allant aboutir à la naissance du grand ravin qui passe au nord de Saint-Ferdinand ;

3° Elle suit le cours de ce ravin, qui sert aussi de limite à Saint-Ferdinand, sur une longueur d'environ mille mètres.

A l'ouest : 1° elle se forme par une ligne droite, venant rencontrer la branche sud à 1,100 mètres au-dessus de la jonction des deux ravins Ain-Kalha ;

2° Elle suit le cours de ce ravin jusqu'à sa jonction avec la branche nord, et, de là, une ligne droite qui va aboutir au passage

sur l'Oued-Bridja, formé par le chemin d'Alger à Coléah.

Cette commune confronte, au nord, la commune de Chéragas ; à l'ouest, celle de Dély - Ibrahim ; au sud, le district de Douéra ; à l'est, la commune de Sidi-Ferruch.

Commune de la Pointe-Pescade.

La commune de la Pointe - Pescade est bornée :

Au nord, en partant du cap Caxine, par le rivage de la mer jusqu'à cent mètres ouest du fort des Anglais.

A l'est : 1° la limite partant de ce dernier point suit une ligne droite, prolongement d'une haie d'aloës, qui borne au nord une propriété contiguë au cimetière européen ;

2° A l'extrémité de cette haie, la limite se forme par une élévation qui sépare la terre labourée de la broussaille, et vient rencontrer la limite du cimetière ;

3° Elle le contourne en le laissant dans la commune d'Alger jusqu'au ravin ;

4° Parcourt un petit sentier qui passe devant le bassin du train d'artillerie, et vient aboutir près l'angle nord-ouest de l'hôpital du Dey ;

5° Elle suit la route qui longe à l'ouest l'hôpital, et se prolonge vers les carrières des ponts et chaussées, jusqu'à la rencontre, à droite du chemin des hauteurs de Bouzaréah.

Au sud, elle se continue par ce chemin jusqu'à la naissance, à droite du ravin du cap de Caxine.

A l'ouest, elle descend le susdit ravin jusqu'à la mer.

La commune de la Pointe-Pescade est limitrophe, au nord, à la mer ; à l'est, à la commune d'Alger ; au sud, à celle de Bouzaréah ; à l'ouest, à celle de Chéragas.

Commune de Sidi-Ferruch.

La commune de Sidi-Ferruch est bornée :

Au nord, en partant de l'embouchure de l'Oued-Bridja, par le rivage de la mer, jusqu'à celle de l'Oued-Beni-Messous.

A l'est, par une ligne droite qui longe le territoire du village de Staouéli, passe à l'angle ouest d'une redoute, et se prolonge jusqu'à l'Oued-Staouéli par une autre ligne droite formant un angle ouvert au sud-ouest, de 164° 40".

Au sud : 1° la limite parcourt ce ravin jusqu'à la rencontre du chemin d'Alger à Coléah ;

2^e Elle suit ce chemin jusqu'au passage de l'Oued-Bridja.

A l'ouest, elle suit ce dernier ravin jusqu'à la mer.

Cette commune est limitée, au nord, par la mer; à l'est, par la commune de Chéragas; au sud, par celle d'Ouled-Fayet; à l'ouest, par le district de Douéra.

Art. 2. Les autorités indigènes établies dans les communes du district autres que celle d'Alger, ainsi qu'il est délimité ci-dessus, sont et demeurent supprimées.

Il y aura dans chaque commune un indigène adjoint au maire.

Art. 3. Le gouverneur général de l'Algérie est chargé, etc.

29 Déc. — 26 Janv. — JUSTICE ET TRIBUNAUX. — *Ordonnance royale qui nomme les membres du tribunal de commerce d'Alger pour l'année 1844.* (B. 166.)

Vu l'article 14 de l'ordonnance royale du 26 septembre 1842;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre, président du conseil;

Nous avons ordonné, etc. :

Art. 1^{er}. Le tribunal de commerce d'Alger est composé, pour l'année 1844, de la manière suivante :

MM. Lacroust, président;

juges :

{ Bounevialle,
Citati,
Laugier aîné,
Suquet aîné,
Gaubert aîné,
Bournichon,
Fourchon cadet,
Alphandéry.

juges-suppléants : { Lichtlin,
Bedel,
Coupot.

Art. 2. Notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre, président du conseil, est chargé, etc.

31 Déc. — 5 Mars. — COLONISATION. — *Arrêté du gouverneur général, portant qu'il sera annexé au territoire de Bouffarick deux portions de terrains domaniaux désignés au plan joint audit arrêté.* (B. 170.)

Vu l'article 2 de l'arrêté du 1^{er} décembre 1840, sur le séquestre;

Vu l'arrêté du 18 avril 1841, sur la formation des centres de population;

Considérant qu'il importe d'accroître le territoire affecté à la ville de Bouffarick;

En exécution des instructions de M. le président du conseil, ministre de la guerre;

Sur le rapport de M. le directeur de l'intérieur;

Vu le plan produit;

Le conseil d'administration entendu :

Art. 1^{er}. Il est annexé au territoire de Bouffarick deux portions de terrains domaniaux désignées au plan ci-annexé sous le nom de partie de Haouch Goreit et partie de l'Haouch-Charaba, comprenant ensemble une superficie de sept cent dix-sept hectares.

Art. 2. Il sera fait remise à la direction de l'intérieur, par la direction des finances, des deux portions de terrain dont il s'agit.

Art. 3. Le directeur de l'intérieur et le directeur des finances sont chargés, etc.

TABLE DES LOIS DE L'ALGÉRIE.

ANNÉE 1843.

A

ADMINISTRATION. — Arrêté du gouverneur général qui investit M. le général de Bar du commandement de la division et de la direction supérieure de l'administration, pendant toute la durée de son absence. (15 avril — 3 mai 1842). page 16

— Arrêté du gouverneur général qui investit M. Mercier Lacombe, auditeur au conseil d'État, des fonctions de secrétaire général du gouvernement, en l'absence du titulaire. (5—12 juillet 1843). page 31

— Arrêté du gouverneur général portant que la population des places, postes et camps où l'autorité civile n'existe point encore sera soumise jusqu'à nouvel ordre à la juridiction militaire. (5—8 août 1843.) page 37

— Arrêté du gouverneur général qui investit M. le général de Bar de la direction supérieure de l'administration pendant son absence. (24—27 septembre 1843.) page 48

— Arrêté du gouverneur général qui investit M. le général de Bar de la direction supérieure de l'administration pendant la durée de son absence. (28 octobre — 8 novembre 1843.) page 57

— Arrêté qui investit M. le général de Bar de la direction supérieure de l'administration pendant sa tournée dans l'ouest de la province d'Oran. (30 novembre — 27 décembre 1843.) — Voyez *Affaires arabes, commissaires civils, villes de l'intérieur, etc.* page 56

AFFAIRES ARABES. — Ordonnance royale qui nomme Cheikh-ben-Ali, agha sous les ordres du kalifa du Garb (province d'Oran). (29 janvier — 14 février 1843.) page 8

— Arrêté du gouverneur général qui exclut du territoire de l'Algérie Mohamed-ben-Aïssa, ex-kalifa de la province de Tittery. (10—14 février 1843.) page 6

- Ordonnance qui nomme Ridi-Raïd-el-Ghobrini agha des Gouaria, Agh-bel et autres tribus de la province d'Alger. (19—31 mars 1843.) page 12
- Ordonnance royale qui nomme Kaddour-ben-Morphi, agha des Flithas. (24 mars — 11 avril 1843.) page 14
- Ordonnance royale qui nomme sy Abd-el-Kader-ben-Omar, agha des Beni-Menasser. (28 mars — 3 mai 1843.) page 15
- Ordonnance royale qui nomme Abd-el-Kader Ould-el-Hachemi, agha des Hachem Chéragas. (3—30 juin 1843.) page 26
- Ordonnance royale qui nomme Sidi-el-Merari agha des Douairs, Smé-las et Garabas. (20—30 juin 1843.) page 27
- Ordonnance royale qui nomme El-Hadj-Ahmed agha du Djebel. (28 août — 2 octobre 1843.) page 38
- Ordonnance royale qui révoque sid Abd-el-Kader Ould-el-Hachemi, de ses fonctions d'agha des Hachems Cheragas. (9 septembre — 26 octobre 1843.) page 41
- Ordonnance royale qui nomme sid Omar-ben-Omar-Pacha agha des Beni-Zoug-Zoug. (12—28 novembre 1843.) page 53
- Ordonnance royale qui nomme El-Hadj-Ahmed-ben-Salah agha de l'est de l'Ouarensenis. (30 novembre — 27 décembre 1843.) page 56
- Ordonnance royale qui nomme Amed-ben-Terkat-Bach agha du Keblah; Merhoum-ben-Ali et Bakhti-ben-Dahman aghas sous ses ordres; et détermine l'étendue de leur commandement. (16 décembre — 2 janvier 1844.) page 58
- AFFICHEURS PUBLICS.** — Arrêté du gouverneur général qui complète les dispositions réglementaires de la profession d'afficheur public. (19—23 mai 1843.) page 22
- ALIGNEMENTS.** — Arrêté qui exproprie pour cause d'utilité publique divers immeubles reconnus nécessaires à la rectification de l'alignement de la rue Bab-el-Oued. (18—28 novembre 1843.) page 55

C

- CADASTRE.** — Arrêté portant qu'il sera procédé aux opérations cadastrales sur la partie du territoire d'Alger déterminée audit arrêté. (16—28 novembre 1843.) page 54
- CHASSE.** — Arrêté du directeur de l'intérieur qui interdit l'exercice de la chasse dans la province d'Alger, sur les terres non closes, cultivées ou non cultivées, à partir du 15 dudit mois. (7—12 mars 1843.) page 11
- Arrêté de M. le directeur de l'intérieur qui permet l'exercice de la chasse à partir du 10 août. (4—8 août 1843.) page 36
- COLONISATION.** — Arrêté du gouverneur général portant qu'il sera formé au lieu dit Beni-Mered, un centre de population de soixante-et-dix familles. (16—26 janvier 1843.) page 4
- Arrêté portant qu'il sera formé au lieu dit Boukandoura un centre de population composé de soixante familles. (16-26 janvier 1843.) page 4
- Arrêté portant qu'il sera ajouté au territoire du village des Chéragas un supplément de 200 hectares de terres. (17—22 février 1843.) page 9
- Arrêté portant qu'il sera formé au lieu dit de Saoula un centre de population composé de cinquante familles. (17—22 février 1843.) page 8

— Arrêté du gouverneur général portant qu'il sera formé au lieu dit de Staouéli un centre de population de soixante familles, ou un établissement d'utilité publique d'une importance égale à celle de ce centre de population. (17—22 février 1843.) page 8

— Arrêté du gouverneur général portant règlement sur les cultures et les jardins des troupes. (28 février—21 mars 1843.) page 9

— Arrêté du gouverneur général portant qu'il sera formé au lieu dit Baba-Hassem, un centre de population composé de soixante familles. (8—12 mars 1843.) page 11

— Arrêté du gouverneur général portant qu'il sera formé sous le nom de Sainte-Afnélie, au lieu dit Ben-Omar, district de Douéra, un centre de population composé de soixante familles. (23—31 mars 1843.) page 12

— Arrêté du gouverneur général portant qu'il sera formé dans l'enceinte du camp inférieur de Blidah, un centre de population composé de vingt familles. (23—30 juin 1843.) page 28

— Arrêté du gouverneur général portant qu'il sera formé dans l'enceinte du camp supérieur de Blidah, un centre de population composé de soixante familles. Ce village portera le nom de Joinville. (5—12 juillet 1843.) page 29

— Arrêté portant qu'il sera créé sous le nom de Douaouda (district de Coléah), un centre de population composé de soixante et dix familles. (5—12 juillet 1843.) page 30

— Arrêté portant qu'il sera formé au lieu dit Cressia un centre de population composé de cinquante familles. (5—12 juillet 1843.) page 30

— Arrêté du ministre qui concède à la société civile établie à Aiguebelles 1,020 hectares de terres dans la plaine de Staouéli. (11—29 juillet 1843.) page 31

— Arrêté du gouverneur général portant que le village de Saint-Ferdinand, le marabout d'Aumale et la ferme la Consulaire seront remis le 15 du courant à la disposition de la direction de l'intérieur. (5—27 septembre 1843.) p. 40

— Arrêté du gouverneur général portant qu'il sera formé au lieu dit Hadj-Yacoub, propriété indivise entre MM. de Vialar et Caussidou, un centre de population de vingt familles. (22 septembre—2 octobre 1843.) page 43

— Arrêté qui exproprie, pour les utiliser à la colonisation des environs de Bone, plusieurs fermes appartenant à Sid-Hassen-ben-Englisch-Bey. (2—8 novembre 1843.) page 52

— Arrêté portant qu'il sera formé à Beni-Mered un centre de population de vingt-deux familles. (15 décembre 1843 et 2 janvier 1844.) page 57

— Arrêté du gouverneur général portant qu'il sera annexé au territoire de Bouffarick deux portions de terrains domaniaux. (31 décembre 1843—5 mars 1844.) page 70

COMMISSARIATS CIVILS. Personnel. — Arrêté du ministre de la guerre qui nomme le sieur Charpentier secrétaire du commissariat civil de Coléah, et le sieur Fenech secrétaire du commissariat civil de Bouffarick. (25 janvier—6 février 1843.) page 5

— Arrêté du ministre de la guerre qui nomme le sieur Desvoisins commissaire civil à Coléah, et le sieur Pepin commissaire civil à Douéra. (29 janvier—14 février.) page 5

— Arrêté du ministre qui nomme le sieur Thierry secrétaire du commissariat civil de Douéra. (17—31 mars 1843.) page 11

Organisation. — Arrêté ministériel qui détermine les limites du ressort de

l'administration civile et judiciaire d'Oran et de Mostaganem. (4 août—4 septembre.) page 37

— Arrêté ministériel qui nomme M. Bequet commissaire civil à Cherchell, et M. Otten chef de bureau à la direction de l'intérieur. (19 août—8 mars 1843.) page 51

COMMISSIONS PERMANENTES DE SANTÉ. — Arrêté du gouverneur général qui nomme les membres de la commission permanente de santé de Philippeville. (29 avril—3 mai 1843.) page 22

COMMUNES RURALES. — Arrêté ministériel qui modifie la délimitation territoriale des communes du district d'Alger. (17 décembre—2 janvier 1844.) page 64

CONGÉS. — Arrêté ministériel relatif à la délivrance des congés aux employés des administrations civiles. (29 août 1843—30 janvier 1844.) page 39

CULTES RÉFORMÉS. — Ordonnance royale qui élève le traitement des pasteurs auxiliaires des cultes réformés. (2—27 décembre 1843.) page 56

D

DÉFENSEURS. — *Organisation.* — Arrêté ministériel qui élève de 12 à 14 le nombre des défenseurs près la Cour royale et les tribunaux d'Alger. (11—29 juillet 1843.) page 32

Personnel. — Arrêté du ministre qui nomme les sieurs Blachelle et Fruchier, défenseurs à Alger. (12—29 juillet 1843.) page 32

— Arrêté ministériel qui nomme le sieur Delagrangé, défenseur à Oran. (12—27 juillet 1843.) page 32

— Arrêté du ministre qui institue un quinzième office de défenseur près les tribunaux de l'Algérie. (27 sept. — 28 oct. 1843.) page 48

— Arrêté qui nomme le sieur Cohen, à l'office de défenseur créé par l'arrêté (27 septembre—26 octobre 1843.) page 48

DISTANCES LÉGALES. — Arrêté du gouverneur général, qui détermine les distances légales entre les différents points de l'Algérie. (18 mai—7 juin 1843.) page 25

DOMAINE. — Arrêté du gouverneur général, qui réunit au domaine colonial les immeubles dont les revenus étaient affectés à la grande mosquée et au personnel de cet établissement. (4 juin — 12 juillet 1843.) page 26

DIRECTION DE L'INTÉRIEUR. — Arrêté du ministre de la guerre qui nomme le sieur Fenech chef de bureau à la direction de l'intérieur ; le sieur Desvoisins, commissaire civil à Coléah ; le sieur Pepin, commissaire civil à Douéra, et le sieur Fisson, maire de la ville de Bone. (29 janvier — 14 février.) page 5

DOUANES. — Ordonnance royale relative au régime des douanes en Algérie. (16 décembre 1843 — 5 janvier 1844.) page 58

— Ordonnance royale relative aux importations de l'Algérie en France et aux exportations de France en Algérie. (16 déc. 1843 — 5 janv. 1844.) page 63

E

ESSAYEUR PUBLIC. — Arrêté qui nomme le sieur Mohamed-el-Madani, essayeur public des matières d'or et d'argent. (2—8 novembre 1843.) page 52

ETAT CIVIL. — Arrêté du ministre de la guerre qui détermine les droits auxquels seront soumises, à partir du 1^{er} mars, les expéditions des actes de l'état civil. (13 janvier — 6 février 1843.) page 3

— Arrêté du gouverneur général portant que MM. le lieutenant Montigny, commandant de la compagnie des colons militaires de Beni-Mered; et le capitaine de Pontenays, commandant celle de Maelma, rempliront provisoirement, dans ces deux localités, les fonctions d'officier d'état civil. (15—27 septembre 1843.) page 42

ETABLISSEMENTS RELIGIEUX. — Arrêté du ministre de la guerre portant que les recettes et les dépenses des établissements religieux seront rattachées au budget colonial de l'Algérie. (23 mars — 11 avril 1843.) page 3

EXPORTATION. — *Forêts.* — Arrêté du gouverneur général qui interdit l'exportation des bois, des écorces à tan et du liège à toute autre destination que la France ou les ports occupés de l'Algérie. (16 janvier — 11 avril 1843.) page 5

EXPROPRIATIONS. — Arrêté qui exproprie pour cause d'utilité publique, divers terrains sis à Alger. (22 — 28 novembre 1843.) page 55

— Arrêté qui exproprie pour cause d'utilité publique, divers terrains sis à Bone. (22—28 novembre 1843.) page 55

G

GLACIÈRES. — Arrêté du gouverneur général qui accorde aux sieurs Armeghiani et compagnie l'autorisation avec privilège pendant cinq ans, d'établir des glaciers à Médéah et à Blidah (22 septembre 1843 — 12 février 1844.) page 44

H

HUISSIERS. — Arrêté ministériel qui institue un quatrième office d'huissier près le tribunal de première instance d'Oran. (16 décembre 1843—2 janvier 1844.) page 58

I

INCENDIES. — Arrêté du directeur de l'intérieur, prescrivant diverses précautions de nature à prévenir les incendies. (10 — 26 oct. 1843.) page 48

INSTRUCTION PUBLIQUE. — Ordonnance royale qui autorise la congrégation des frères de Saint-Joseph (du Mans) à fonder et à diriger des écoles dans les possessions françaises du nord de l'Afrique. (23 avril — 3 mai 1843.) page 21

J

JURIDICTION. Voyez *Administration*.

JUSTICE. — Voyez *Commissariats civils, Défenseurs, Distances légales, Notaires, etc.*

JUSTICE. — Ordonnance royale qui rend applicable à l'Algérie, sous les modifications y établies, le Code de procédure civile. (16 avril — 12 mai 1843.) page 16

— *Législation.* — Ordonnance royale portant qu'à l'avenir les tribunaux musulmans ne pourront, dans aucun cas, prononcer des jugements condamnant à la peine de mort. (17 juillet — 8 août 1843.) page 33

JUSTICE ET TRIBUNAUX. — *Organisation.* — *Tribunal d'Oran.* — Arrêté ministériel qui détermine les limites du ressort de l'administration civile et judiciaire d'Oran et de Mostaganem. (4 août — 4 septembre 1843.) page 37

JUSTICES DE PAIX. — Arrêté ministériel portant institution d'un emploi de commis-greffier près la justice de paix d'Alger. (2 — 28 novembre 1843.) page 53

— Arrêté ministériel qui règle la compétence du tribunal de paix créé par l'arrêté qui précède. (12 novembre — 27 décembre 1843.) page 53

Justice de paix d'Alger. — Arrêté ministériel qui nomme le sieur Sarget commis-greffier près la justice de paix d'Alger. (12 — 28 novembre 1843.) page 53

— Ordonnance royale portant qu'il sera créé une justice de paix à Mostaganem. (16 novembre — 27 décembre 1843.) page 55

— *Personnel.* — *Cour royale d'Alger.* — Ordonnance royale qui nomme M. Henriot procureur général près la cour royale de Montpellier, et le remplace à Alger par M. Dubodan, premier avocat général près la cour royale de Rennes. (28 avril — 23 mai 1843.) page 21

— *Tribunal de commerce d'Alger.* — Ordonnance royale qui nomme le sieur Bédel juge-suppléant au tribunal de commerce d'Alger, en remplacement du sieur Carantène, décédé. (25 avril — 23 mai 1843.) page 21

— Ordonnance royale qui nomme les membres du tribunal de commerce d'Alger pour l'année 1844. (29 décembre 1843 — 26 janvier 1844.) page 70

— *Tribunal de Philippeville.* — Ordonnance royale qui nomme M. Mottet et M. Bon, le premier substitut, le second juge-adjoint au tribunal de première instance à Philippeville, et qui modifie l'ordonnance du 23 décembre 1842. (9 — 30 juin 1843.) page 27

— Ordonnance royale qui nomme M. Sudraud-Desiles juge-adjoint au tribunal de première instance de Philippeville. (26 janvier — 22 février 1843.) page 5

— Ordonnance royale qui nomme M. Hamelin, substitut du procureur du roi près le tribunal de première instance de Philippeville, substitut du procureur du roi près le tribunal de première instance de Savenay (Loire-Inférieure). (1^{er} — 30 juin 1843.) page 26

L

LOGEMENTS MILITAIRES. — Arrêté du gouverneur général, qui rend applicables à partir du 15 février, à la place de Chercheff, les dispositions de l'arrêté

du 31 octobre 1842, relatives aux logements. (9 — 14 fév. 1843.) page 6

M

MAIRIES. — Bone. — Arrêté du ministre de la guerre, qui nomme le sieur Fisson, maire de la ville de Bone. Voyez *Communes rurales*. (29 janvier — 14 février.) page 5

Arrêté du ministre de la guerre, portant institution d'une mairie à la résidence de Philippeville. (9 février — 12 mars 1843.) page 6

— Arrêté du ministre de la guerre, qui nomme M. le baron d'Ambly aux fonctions créées par l'arrêté qui précède (14 fcv. — 12 mars 1843.) page 8

— Arrêté qui nomme le sieur Chiffet maire de la commune de Baba-Hassein. (5 — 26 octobre 1843.) page 48

— Arrêté du gouverneur général qui nomme le sieur Reverchon, maire de la commune de Birkadem. (30 septembre — 26 octobre 1843.) page 48

— Arrêté qui nomme le sieur Sabatault, adjoint au maire d'Hussein-Dey. (15 — 27 décembre 1843.) page 57

MARCHÉS. — Arrêté du gouverneur général, portant qu'il sera ouvert différents marchés dans les villes et localités dénommées audit arrêté. (1^{er} — 11 avril 1843.) page 15

MARINE. — Arrêté du gouverneur général, qui nomme provisoirement M. d'Assigny, capitaine de corvette, commandant de la marine en Algérie. (13 — 27 septembre 1843.) page 41

MECQUE ET MEDINE (Bureau de la). — Arrêté qui règle la composition du bureau chargé de la distribution des aumônes provenant des fonds de la Mecque et Médine. (20 octobre — 28 novembre 1843.) page 51

MILICE AFRICAINE. — Arrêtés du gouverneur général, portant, 1^o que la milice d'El-Achour formera une section de compagnie de milice rurale; 2^o qu'il sera créé à Blidah deux nouvelles compagnies de milice qui prendront les numéros 5 et 6. (12 — 14 février 1843.) page 7

— Arrêté du gouverneur général qui nomme M. Delay, chef de bataillon, commandant la milice de Philippeville. (18 — 21 mars 1843.) page 12

— Arrêté qui détermine l'uniforme des milices nouvellement formées dans différentes localités. (23 — 31 mars 1843.) page 12

— Arrêté du gouverneur général qui institue à Gigelly une milice composée de deux compagnies. (5 — 11 avril 1843.) page 15

— Arrêté portant qu'il sera formé à Mostaganem, quatre compagnies de milice. (9 — 11 avril 1843.) page 15

— Arrêté qui rapporte l'article 10 de l'arrêté du 17 décembre 1841, qui accordait aux miliciens la faculté de se faire remplacer. (14 avril — 3 mai 1843.) page 15

Arrêté du gouverneur général qui appelle les miliciens du cadre de la réserve à faire le service de la place d'Alger. (16 mai — 7 juin 1843.) page 22

— Arrêté du gouverneur général portant qu'il sera formé dans le village de Saoula, une section de compagnie de milice rurale. (25 mai — 7 juin 1843.) page 25

- Arrêté du gouverneur général portant qu'il sera formé dans le village d'Ouled-Fayet une section de compagnie de milice rurale. (1^{re}—7 juin 1843.) page 26
- Arrêté du gouverneur général, relatif à la milice de Douéra. (7—30 juin 1843.) page 27
- Arrêté du gouverneur général qui organise la milice de Baba-Hassem. (30—30 juin 1843.) page 28
- Arrêté du gouverneur général portant formation au village de Baba-Hassem d'une section de compagnies de milice rurale (30 juin—20 juillet 1843.) page 28
- Arrêté du gouverneur général, qui modifie la composition du premier bataillon de la milice, et crée, dans les 2^e et 3^e bataillons une compagnie des chasseurs qui prendra le numéro 5. (20 juillet—8 août 1843.) page 33
- Arrêté du gouverneur général qui institue à Tenez une compagnie de milice. (24 juillet—8 août 1843.) page 34
- Arrêté du gouverneur général, qui institue à Sélif une compagnie de milice. (9 août—4 septembre 1843.) page 36
- Arrêté qui institue à Mascara une milice composée de deux compagnies d'infanterie et d'une section de sapeurs-pompiers. (20 octobre—28 novembre 1843.) page 51
- Arrêté portant création à Oran, de trois nouvelles compagnies de chasseurs et d'un demi-escadron de cavalerie, (28 oct.—8 nov. 1843.) page 52
- Arrêté portant qu'il sera créé dans la milice d'Alger une nouvelle compagnie qui prendra le numéro 6 dans le 2^e bataillon. (4—27 décemb. 1843.) page 56
- Arrêté portant qu'il sera créé à Bouffarick une deuxième compagnie de milice. (4—27 décembre 1843.) page 56
- MUPHTI.** — Arrêté du gouverneur général qui nomme Mustapha-Gadiri muphti à Alger, en remplacement de Mustapha-ben-Kébabli. (4—12 juillet 1843.) page 29

N

- NETTOIEMENT.** — Arrêté du gouverneur général qui complète et ramène à une plus sévère exécution les mesures relatives au balayage et au nettoyage de la ville d'Alger. (26 juillet — 8 août 1843.) page 34
- NOTAIRES.** — Arrêté ministériel qui crée un huitième office de notaire pour l'arrondissement d'Alger. (10 février — 21 mars 1843.) page 7
- Arrêté qui nomme le sieur Rousseau à l'office de notaire institué par l'arrêté précédent. (10 février — 21 mars 1843.) page 7

O

- OUVRIERS ET DOMESTIQUES À GAGE.** — Arrêté du gouverneur général qui règle d'une manière plus complète les rapports des maîtres avec les ouvriers et domestiques à gage des deux sexes, (22 septembre — 6 octobre 1843.) page 45

P

POLICE. — Arrêté du ministre de la guerre qui institue un commissariat de police à la résidence de Blidah. (10 février — 12 mars 1843.) page 7

— Arrêté du ministre qui nomme le sieur Chedieu à l'emploi créé par l'arrêté qui précède. (10 février — 12 mars 1843.) page 7

— Arrêté du ministre de la guerre qui nomme M. le Génissel commissaire de police à Philippeville. (24 février — 12 mars 1843.) page 9

— Arrêté du ministre de la guerre qui nomme M. Tonnellier commissaire de police à Alger. (25 février — 12 mars 1843.) page 9

— Arrêté du ministre qui nomme le sieur Lainné à l'emploi de commissaire de police à Alger. (8 juin — 29 juillet 1843.) page 27

— Arrêté du ministre de la guerre qui institue à Alger un quatrième emploi de commissaire de police. (8 — 30 juin 1843.) page 27

— Arrêté du maréchal qui révoque le sieur Gremillet des fonctions de commissaire de police à Alger. (12 — 29 juillet 1843.) page 33

— Arrêté du ministre de la guerre qui nomme le sieur Hunon de Randon commissaire de police à Alger. (14 — 29 juillet 1843.) page 33

PONTS ET CHAUSSEES. — Arrêté du ministre de la guerre qui nomme le sieur Lessore aux fonctions d'ingénieur en chef du service des ponts et chaussées en Algérie. (18 avril — 3 mai 1843.) page 21

PORTEFAIX. — Arrêté qui déclare le libre exercice de la profession de portefaix, en le soumettant toutefois à un règlement uniforme. (19 — 23 mai 1843.) page 23

PROMOTIONS. — Ordonnance royale qui élève M. le lieutenant général Bugeaud, gouverneur général de l'Algérie, à la dignité de maréchal de France. (31 juillet — 4 septembre 1843.) page 36

R

REVENUS COLONIAUX. — Arrêté du gouverneur général portant qu'à partir du 1^{er} janvier 1843, les bureaux de l'octroi seront reportés aux emplacements où doivent être établies les portes de la nouvelle enceinte. (31 décembre — 12 mars 1843.)

S

SABLES. — Arrêté du directeur de l'intérieur qui défend provisoirement l'envlèvement des sables sur la plage de Bab-el-Oued. (12 — 26 octobre 1843.) page 49

SANTÉ. — Arrêté du directeur de l'intérieur qui élève de trois à cinq le nombre des membres de la commission chargée de l'inspection des pharmaciens, droguistes et épiciers de la ville d'Alger. (23 août — 22 septembre 1843.) page 38

SOUS-DIRECTIONS DE L'INTÉRIEUR. — Ordonnance royale qui nomme M. Berthier de Sauvigny sous-directeur de l'intérieur à Oran, et M. Soubeyran aux mêmes fonctions à Bone. (9 — 30 juin 1843.) page 27

— Arrêté ministériel qui nomme le sieur Bretagne secrétaire de la sous-direction de l'intérieur à Oran. (12— 27 septembre 1843.) page 41

T

TIMBRE. — Ordonnance royale qui rend applicables à l'Algérie à partir du 1^{er} mars 1843, les lois décrets et ordonnances qui régissent en France l'impôt et les droits de timbre. (10 janvier — 21 mars 1843.) page 3

— Ordonnance royale qui reporte au 1^{er} juillet le délai fixé pour la mise à exécution des lois, décrets et ordonnances sus énoncés. (12—31 mars 1843.) page 11

— Arrêté du gouverneur général relatif au dépôt préalable des droits de timbre à effectuer par les parties dans les causes civiles et de commerce. (28—30 juin 1843.) page 28

V

VILLES DE L'INTÉRIEUR (Administration des). — Arrêté qui détermine le mode à suivre pour l'ordonnement des dépenses à partir du 1^{er} janvier 1844. (12—27 décembre 1843.) page 57

R. n.
S. S.

SEP 28 1964

